LENINE

œuvres

tome
23

août
1916
mars
1917

LÉNINE

une caricature du marxisme et à propos de l' « économisme impérialiste » • l'impérialisme et la scission du socialisme • pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste • rapport sur la révolution de 1905 • lettres de loin

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

23

L'EDITION RUSSE EST PUBLIEE
PAR DECISION DU IXe CONGRES DU P. C. (b) R.
ET DU IIe CONGRES DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
23

Août 1916-mars 1917

EDITIONS SOCIALES ★ PARIS
EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES ★ MOSCOU
1959

PREFACE

Le tome 23 contient les œuvres écrites par Lénine en Suisse dans la période qui va d'août 1916 à mars 1917.

La plupart de ces textes reflètent la lutte de Lénine, des bolchéviks, contre la guerre impérialiste et la politique de trahison des chefs des partis de la IIe Internationale qui se comportaient en social-chauvins avérés ou en centristes. C'est le cas des articles suivants : « L'impérialisme et la scission du socialisme », « Une bonne dizaine de ministres « socialistes », « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste », « Aux ouvriers qui soutiennent la lutte contre la guerre et contre les socialistes ralliés à leurs gouvernements » et d'autres encore.

On trouvera dans ce tome le fameux article « Le programme militaire de la révolution prolétarienne », dans lequel Lénine, en partant des données sur le capitalisme impérialiste exposées dans son livre *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, développa une nouvelle thèse théorique selon laquelle la victoire simultanée du socialisme dans tous les pays était considérée comme *impossible*, tandis que la victoire du socialisme dans un pays capitaliste pris séparément était reconnue *possible* ; c'est dans ce même article qu'il posa les fondements théoriques de la thèse sur les guerres justes et les guerres injustes.

Une partie importante de ce tome est constituée par des œuvres dans lesquelles Lénine a défini les tâches des social-démocrates révolutionnaires pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918 : *Les tâches des zimmer-*

waldiens de gauche dans le parti social-démocrate suisse, « Thèses de principe sur la guerre », « Comment se pose la question de la défense de la patrie », « La défense de la neutralité », etc.

Dans les articles « A propos de la tendance naissante de l'« économisme impérialiste », « Réponse à P. Kievski (I. Piatakov) », « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste », Lénine critique la position hostile au marxisme du groupe anti-parti Boukharine-Piatakov et développe dans les nouvelles conditions historiques le programme bolchévik sur la question nationale.

Ce tome contient le *Rapport sur la révolution de 1905*, présenté par Lénine à Zürich devant une assemblée de la jeunesse ouvrière, et qui constitue une généralisation approfondie et exhaustive de l'expérience de la première révolution russe.

Différentes œuvres, dont l'*Ebauche des thèses du 4 (17) mars 1917*, les *Lettres de loin*, *Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe*, « La révolution en Russie et les tâches des ouvriers de tous les pays », ont été rédigées dans les premiers jours de la révolution de février 1917. Lénine y a analysé les rapports entre les forces de classe dans la révolution et tracé les perspectives du passage de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste.

Six documents sont inclus pour la première fois dans les Œuvres de Lénine. Ce sont : la « Proposition d'amendements à la résolution sur la question de la guerre », et l'« Histoire d'une courte période dans l'existence d'un parti socialiste », consacrées à la lutte des social-démocrates de gauche dans le parti social-démocrate suisse au cours de la guerre impérialiste mondiale. L'étude *Statistique et sociologie* montre le rôle des mouvements nationaux dans le mouvement ouvrier international. Les documents : « Télégramme aux bolchéviks partant pour la Russie » et « Déclaration au journal *Volksrecht* » expliquent la tactique des bolchéviks dans la révolution qui se développait alors en Russie. La *Décision du Collège à l'étranger du Comité central du P.O.S.D.R.* est dirigée contre les menchéviks, qui essayaient d'empêcher Lénine et les bolchéviks se trouvant à l'étranger de rentrer en Russie.

V. LENINE

1917

A PROPOS DE LA TENDANCE NAISSANTE DE L'« ECONOMISME IMPERIALISTE »

Voici comment raisonnait le vieil « économisme » des années 1894 à 1902. Les faits ont démenti les théories populistes[1]. Le capitalisme a triomphé en Russie. Il n'y a donc pas à envisager de révolutions politiques. Conclusion pratique : ou bien « la lutte économique pour les ouvriers, la lutte politique pour les libéraux ». Ce qui est une pirouette vers la droite. Ou bien le remplacement de la révolution politique par la grève générale en vue d'instaurer le socialisme. Ce qui est une pirouette vers la gauche, représentée par une brochure, maintenant oubliée, d'un « économiste » russe de la fin des années 90[2].

On assiste actuellement à la naissance d'un nouvel « économisme », qui raisonne en faisant deux pirouettes analogues : « vers la droite » — nous sommes contre le « droit de libre disposition » (c'est-à-dire que nous sommes opposés à la libération des peuples opprimés, à la lutte contre les annexions, — cela n'est pas encore conçu ni affirmé clairement). « Vers la gauche » — nous sommes contre le programme minimum (c'est-à-dire contre la lutte pour les réformes et la démocratie), car cela est « en contradiction » avec la révolution socialiste.

Plus d'une année s'est écoulée depuis que cette tendance naissante s'est manifestée devant quelques camarades, plus précisément à la conférence de Berne au printemps 1915. Par bonheur, il n'y eut alors qu'un seul camarade, qui se heurta à une désapprobation ***générale***, **pour**

insister jusqu'à la fin de la conférence sur ces idées de l'« économisme impérialiste » et les formuler par écrit sous forme de « thèses » particulières. *Personne* ne s'associa à ces thèses[3].

Par la suite, les thèses de ce même camarade contre la libre disposition furent approuvées par deux autres militants[4] (qui n'avaient pas compris que cette question était indissolublement liée à la position générale des « thèses » susmentionnées). Mais la parution en février 1916 du « programme hollandais », publié dans le n° 3 du *Bulletin de la Commission socialiste internationale*[5] révéla *d'emblée* ce « malentendu » et contraignit *de nouveau* l'auteur des « thèses » initiales à *ressusciter* tout son « économisme impérialiste », en le reprenant cette fois dans son ensemble et non plus prétendument appliqué à un point de « détail ».

Il est absolument nécessaire d'*avertir* une fois de plus les camarades intéressés qu'ils *se sont enlisés dans un marais*, que leurs « idées » *n'ont rien à voir ni avec le marxisme, ni avec la social-démocratie révolutionnaire.* On ne saurait laisser plus longtemps l'affaire « sous le boisseau » : ce serait contribuer à la confusion idéologique et l'orienter vers le *pire aspect* des désaccords, des conflits « partiels », des « frictions » sempiternelles, etc. Tout au contraire, notre devoir est d'insister de la façon la plus résolue et la plus catégorique sur l'*obligation* d'étudier à fond et de tirer définitivement au clair les questions soulevées.

La rédaction du *Social-Démocrate*[6] a volontairement présenté les choses par voie de presse, dans les thèses sur la libre disposition * (publiées en allemand comme un tiré à part du n° 2 du *Vorbote*[7]), sous une forme *impersonnelle*, mais très détaillée, en soulignant particulièrement le *lien* qui rattache la question de la libre disposition à la question *générale* de la lutte pour les réformes, pour la démocratie, en indiquant qu'il serait inadmissible de vouloir ignorer le côté *politique*, etc. Dans ses remarques au sujet des thèses de la rédaction sur la libre dis-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes.* (*N.R.*).

position, l'auteur des thèses initiales (de l'« économisme impérialiste ») *se solidarise avec le programme hollandais* et montre ainsi lui-même bien clairement que la libre disposition, telle qu'elle est présentée par les auteurs de la tendance naissante, n'est nullement une question de « détail », mais une question générale et fondamentale.

Le programme des Hollandais a été reçu par les représentants de la gauche de Zimmerwald[8] entre le 5 et le 8 février 1916, à la session de Berne de la Commission socialiste internationale. Aucun des membres de cette gauche, *y compris Radek, ne s'est* prononcé pour ce programme, car il associe, en désordre, des points comme l'« expropriation des banques » et d'autres comme l'« abrogation des taxes commerciales », la « suppression de la première Chambre du Sénat », etc. Tous les représentants de la gauche de Zimmerwald se sont entendus à demi-mot — et même presque sans échanger un mot, mais en se bornant à hausser les épaules — pour ne tenir aucun compte du programme hollandais, comme manifestement mal venu dans son ensemble.

Quant à l'auteur des thèses initiales, écrites au printemps 1915, ce programme l'a tellement ravi qu'il a déclaré : « Au fond, je n'ai rien dit de plus » (au printemps 1915), « les Hollandais en sont arrivés là après mûre réflexion » : « *Chez eux, l'aspect économique c'est l'expropriation des banques et des grandes productions* » (des grandes entreprises), « *l'aspect politique, c'est la république, etc. Voilà qui est absolument juste !* »

En fait, loin d'avoir agi « après mûre réflexion », les Hollandais ont proposé un programme extrêmement *irréfléchi*. C'est le sort lamentable de la Russie que certaines gens chez nous s'accrochent précisément à ce qu'il y a d'irréfléchi dans les nouveautés les plus dernier cri...

Il semble à l'auteur des thèses de 1915 que la rédaction du *Social-Démocrate* s'est contredite lorsqu'elle a « elle-même » proposé l'« expropriation des banques », en allant jusqu'à ajouter le mot « immédiatement » (avec en plus des « mesures dictatoriales ») au paragraphe 8 (« Tâches concrètes »). « Que d'invectives m'a values à Berne cette

proposition ! » s'exclame, indigné, l'auteur des thèses de 1915, en évoquant les discussions de Berne au printemps de la même année.

Cet auteur a oublié et négligé un « détail » : au paragraphe 8, la rédaction du *Social-Démocrate* analyse *deux* cas : Ier — la révolution socialiste *a commencé*. Alors, y est-il dit, « expropriation immédiate des banques », etc. IIe cas : la révolution socialiste *n'a pas* commencé, et alors il convient d'attendre quelque peu avant de parler de ces excellentes choses.

Comme, *à l'heure actuelle*, la révolution socialiste n'a manifestement pas encore commencé dans le sens indiqué, le programme des Hollandais est absurde. Mais l'auteur des thèses « *approfondit* » la chose en retombant (il n'en rate pas une) dans sa vieille erreur, qui est de transformer les revendications politiques (dans le genre de la « suppression de la première Chambre » ?) en « *une formulation politique de la révolution sociale* ».

Après avoir piétiné une année entière à la même place, l'auteur est revenu à sa vieille erreur. C'est là le « fin mot » de ses tribulations : il est incapable de trancher la question de savoir *comment rattacher l'avènement de l'impérialisme à la lutte pour les réformes et à la lutte pour la démocratie*, — tout comme l'« économisme » de bienheureuse mémoire ne savait pas rattacher l'avènement du capitalisme à la lutte pour la démocratie.

D'où une confusion totale dans la question du « caractère irréalisable » des revendications démocratiques à l'époque de l'impérialisme.

D'où une propension, inadmissible pour un marxiste (et qui serait tout au plus à sa place dans la bouche d'un « économiste » de la *Rabotchaïa Mysl*[9]), à vouloir ignorer la lutte politique à présent, maintenant, tout de suite, comme toujours d'ailleurs.

D'où un penchant obstiné à « verser » de la *reconnaissance* de l'impérialisme dans *l'apologie* de l'impérialisme (comme les « économistes » de bienheureuse mémoire versaient de la reconnaissance du capitalisme dans l'apologie du capitalisme).

Etc., etc.

Il est absolument impossible d'analyser avec force détails les erreurs commises par l'auteur des thèses de 1915 dans ses remarques au sujet des thèses de la rédaction du *Social-Démocrate* sur la libre disposition, car *chaque phrase est fausse !* On ne peut tout de même pas écrire des brochures ou des livres en réponse à des « remarques » lorsqu'on voit que les initiateurs de l'« économisme impérialiste » piétinent sur place depuis un an et se refusent obstinément à s'occuper de questions dont leur qualité de membres du Parti leur ferait un devoir de s'occuper s'ils voulaient traiter sérieusement les questions politiques, c'est-à-dire présenter un exposé réfléchi, exhaustif, de ce qu'ils appellent « nos divergences ».

Je suis obligé de me borner à de rapides indications sur la façon dont l'auteur applique son erreur fondamentale ou dont il la « complète ».

L'auteur a l'impression que je me contredis : en 1914 (*Prosvéchtchénié*[10]), j'écrivais qu'il était absurde de rechercher la libre disposition « *dans les* programmes *des socialistes d'Europe occidentale* » *, et en 1916, je déclare que la libre disposition est particulièrement urgente.

L'auteur n'a pas songé (! !) que ces « programmes » ont été écrits en 1875, 1880 et 1891 ![11]

Poursuivons paragraphe par paragraphe (ceux des thèses de la rédaction du *Social-Démocrate* sur la libre disposition) :

Paragraphe 1. Toujours la même répugnance « économiste » à voir et poser les questions *politiques. Du fait que* le socialisme créera une base économique permettant d'abolir l'oppression nationale et politique, notre auteur se refuse, *pour cette raison*, à formuler nos *tâches politiques* dans ce domaine ! C'est tout simplement comique !

Du fait que le prolétariat victorieux ne rejette pas les guerres contre la bourgeoisie des autres pays, l'auteur se refuse, *pour cette raison*, à formuler nos tâches politiques en ce qui concerne l'oppression nationale ! ! Autant d'exemples de violations flagrantes du marxisme et de la logique ; ou bien, si vous voulez, une manifesta-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 20, p. 429. (*N.R.*)

tion de la *logique* des erreurs fondamentales de l'« économisme impérialiste ».

Paragraphe 2. Les adversaires de la libre disposition se sont abominablement embrouillés en arguant de son « caractère irréalisable ».

La rédaction du *Social-Démocrate* leur explique les *deux* significations possibles de ce caractère irréalisable et leur erreur dans les *deux* cas.

Mais l'auteur des thèses de 1915, sans même essayer de donner *sa propre* interprétation du « caractère irréalisable », c'est-à-dire en *acceptant* notre explication selon laquelle on confond en l'espèce deux choses différentes, *persévère dans cette confusion* ! !

Il rattache les crises à la « politique » « impérialiste » : notre politico-économiste a *o u b l i é* que les crises existaient *avant* l'impérialisme !...

Parler du caractère économiquement irréalisable de la libre disposition, c'est créer une confusion, explique la rédaction. L'auteur *ne* répond *pas*, *ne* déclare *pas* qu'il estime la libre disposition *économiquement* irréalisable ; il abandonne la discussion sur ce point et saute à la politique (« pourtant » la libre disposition est irréalisable), bien qu'on lui ait dit le plus clairement du monde que, *politiquement*, la république est tout aussi « irréalisable », à l'époque de l'impérialisme, que la libre disposition.

Mis au pied du mur, l'auteur « saute l'obstacle » une fois de plus : il ne reconnaît la république elle-même et tout le programme minimum que comme « une formulation politique de la révolution sociale » ! ! !

L'auteur renonce à démontrer le caractère « économiquement » irréalisable de la libre disposition et saute à la politique. Et voilà que tout le programme minimum lui apparaît politiquement irréalisable. Là encore, pas une once de marxisme, pas une once de logique, sinon *la logique de l'« économisme impérialiste »*.

L'auteur veut jeter *insensiblement* (sans y avoir lui-même réfléchi et sans rien donner d'achevé, sans s'attacher à l'élaboration d'un programme qui lui soit propre) par-dessus bord le programme minimum du parti social-démocrate ! Faut-il s'étonner qu'il piétine sur place depuis un an ! !

Une fois de plus la lutte contre le *kautskisme* n'est pas, nous le répétons, une question de détail, mais la question *générale* et *fondamentale* de notre temps : l'auteur *n'a pas compris* cette lutte. De même que les « économistes » transformaient la lutte contre les populistes en apologie du capitalisme, de même l'auteur transforme la lutte contre le kautskisme en apologie de l'impérialisme (cela vaut aussi pour le paragraphe 3).

L'erreur du kautskisme consiste à poser d'une façon réformiste et à un tel moment des revendications qu'on ne peut poser autrement que d'une façon révolutionnaire (l'auteur s'égare en prétendant que l'erreur du kautskisme réside dans le simple fait de poser ces revendications, tout comme les « économistes » « concevaient » la lutte contre le populisme dans le sens que proclamer « à bas l'autocratie », c'était du populisme).

L'erreur du kautskisme consiste à orienter les *justes* revendications démocratiques vers le passé, vers le capitalisme du temps de paix, au lieu de les orienter vers l'avenir, vers la révolution sociale (l'auteur s'égare en prétendant que ces revendications ne sont pas justes).

Paragraphe 3. Voir ci-dessus. L'auteur élude *également* la question de la « fédération ». Là encore, nous retrouvons l'erreur fondamentale inhérente à l'« économisme » : l'inaptitude à poser les questions *politiques* *.

Paragraphe 4. L'auteur s'obstine à répéter : « De la libre disposition découle la défense de la patrie. » Ici, son erreur est de vouloir transformer le rejet de la défense de la patrie en un *poncif*, à le faire dériver, *non pas* des particularités historiques concrètes de la guerre *actuelle*, mais de considérations « générales ». Ce n'est pas du marxisme.

On a déjà dit depuis longtemps à l'auteur, sans qu'il ait jamais pu le démentir : essayez donc d'imaginer une formulation de la lutte contre l'oppression ou l'inégalité

* « Nous ne craignons pas les démembrements », écrit l'auteur, « nous ne défendons pas les frontières d'Etat ». Essayez de donner une formulation politique précise de cette affirmation !! C'est bien là le hic, que *vous ne pouvez pas le faire* ; ce qui vous gêne, c'est la cécité « économiste » dans les questions de *démocratie politique*.

nationale (formulation) qui *ne* justifie *pas* « la défense de la patrie ». Vous n'y parviendrez pas.

Est-ce à dire que nous soyons hostiles à la lutte contre l'oppression nationale s'il *pouvait* en découler la défense de la patrie ?

Non. Car nous ne sommes pas « en général » contre la « défense de la patrie » (voir les résolutions de notre Parti *), mais contre l'*idéalisation*, par ce mot d'ordre mensonger, de la guerre *impérialiste* actuelle.

C'est en partant d'un point de vue *radicalement* erroné, *antihistorique*, que l'auteur *veut* (mais ne peut pas ; sur ce point aussi il n'a fait pendant toute une année que de vains efforts...) poser la question de la « défense de la patrie ».

Ses discours sur le « dualisme » montrent qu'il *ne comprend pas* ce qu'est le monisme et ce qu'est le dualisme.

Si j'« unis » une brosse à chaussures et un mammifère, sera-ce du « monisme » ?

Si je dis que, pour aboutir à l'objectif *a*, il faut

(c)——————→*a*←——————(b)

aller du point (b) vers la gauche et du point (c) vers la droite, sera-ce du « dualisme » ?

La position du prolétariat des nations qui oppriment et des nations opprimées est-elle identique à l'égard de l'oppression nationale ? Non, elle est différente, et ce d'un point de vue *économique*, *politique*, *idéologique*, *spirituel*, *etc.*

Cela signifie ?

Cela signifie que, pour aboutir à un *même* objectif (la fusion des nations) en partant de prémisses *différentes*, les uns iront *d'une façon* et les autres *différemment*. Nier cela, c'est pratiquer un « monisme » qui unit une brosse à chaussures et un mammifère.

« Ce *n'est pas* une chose à dire » (se prononcer *pour* la libre disposition) « aux prolétaires d'une nation opprimée », — voilà comment l'auteur a « compris » les thèses de la rédaction.

Voilà qui est bizarre ! ! Il n'y a *rien de semblable* dans

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « La Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. » (*N. R.*)

les thèses. Ou bien l'auteur ne les a pas lues jusqu'au bout, ou bien il a parlé sans réfléchir.

Paragraphe 5. Voir ci-dessus à propos du kautskisme.

Paragraphe 6. On parle à l'auteur de trois *types* de pays dans le monde entier. Il « se récrie », en faisant état de « cas ». C'est de la casuistique, et non de la politique.

Vous voulez connaître l'un de ces « cas » : « et la Belgique » ?

Voyez la brochure de Lénine et de Zinoviev[12] : il y est dit que nous aurions été *pour* la défense de la Belgique (même **par la guerre**), si la guerre concrète avait été différente.

Vous n'êtes pas d'accord là-dessus ?

Dites-le ! !

Vous *n'avez pas réfléchi* aux *raisons* pour lesquelles la social-démocratie est contre la « défense de la patrie ».

Nous n'y sommes pas du tout opposés pour les raisons que vous imaginez, car votre façon de poser la question (ou plutôt vos vains efforts dans ce sens) est antihistorique. Voilà ma réponse à l'auteur.

Appeler « sophistique » le fait que, tout en *justifiant la guerre faite pour abattre l'oppression nationale*, nous ne justifions pas la guerre impérialiste actuelle, qui est menée *de part et d'autre en vue* de renforcer l'oppression nationale, c'est user d'un mot « bien senti », mais *ne pas réfléchir une seconde.*

L'auteur *entend* poser « plus à gauche » la question de la « défense de la patrie », mais il n'aboutit (depuis toute une année déjà) qu'à une confusion totale !

Paragraphe 7. L'auteur émet une *critique* : « la question des « conditions de paix » en général n'est pas du tout abordée».

Jolie critique : si cette question n'est pas abordée, c'est que nous ne l'avons même pas posée ! !

En revanche, une question « abordée » et posée est celle des *annexions*, où se sont empêtrés les « économistes impérialistes », *en compagnie*, cette fois, des Hollandais et de Radek.

Ou bien vous repoussez la proclamation immédiate du mot d'ordre *contre les anciennes et les nouvelles annexions* (non moins « irréalisa-

ble » à l'époque de l'impérialisme que la libre disposition ; en Europe comme dans les colonies), — et alors votre apologie de l'impérialisme, de latente devient manifeste.

Ou bien vous reconnaissez ce mot d'ordre (comme l'a fait Radek dans la presse), — et alors vous avez reconnu la libre disposition des nations sous un autre nom ! !

Paragraphe 8. L'auteur préconise le « bolchévisme à l'échelle de l'Europe occidentale » (« ce qui n'est pas votre position », ajoute-t-il).

Je n'attache pas d'importance au désir de s'accrocher au mot « bolchévisme », car je connais *certains* « vieux bolchéviks », dont je souhaite que le ciel nous préserve. Je peux seulement dire que le « bolchévisme à l'échelle de l'Europe occidentale » préconisé par l'auteur n'est, selon ma profonde conviction, ni du bolchévisme, ni du marxisme, mais une petite variante de ce même « économisme » vieillot.

A mon avis, c'est faire preuve d'une légèreté et d'un manque d'esprit de parti absolument inadmissible que d'annoncer à son de trompe pendant toute une année un *nouveau bolchévisme* et d'en rester là. N'est-il pas temps de *réfléchir* et de donner aux camarades quelque chose qui expose en un tout cohérent ce « bolchévisme à l'échelle de l'Europe occidentale » ?

L'auteur n'a pas démontré et ne démontrera pas (dans le cadre de la question considérée) qu'il existe une différence entre les colonies et les nations opprimées d'Europe.

Chez les Hollandais et le P.S.D. *, la négation de la libre disposition n'est *pas seulement*, et même pas tant, une confusion, car Gorter l'a pratiquement reconnue, de même que la déclaration des Polonais à Zimmerwald[13], mais plutôt le résultat de la situation *spéciale* de leurs **nations** (petites nations aux traditions *séculaires* et aux prétentions de *grandes puissances*).

---

* *P.S.D.* : la social-démocratie polonaise. (*N.R.*)

Le comble de l'irréflexion et de la naïveté est de reprendre, de répéter mécaniquement et sans esprit critique, ce qui, chez d'autres, a grandi au cours de dizaines d'années de lutte contre la bourgeoisie nationaliste qui trompe le peuple. Ces gens ont repris *justement* ce qu'il ne fallait pas reprendre!

Rédigé en août-septembre 1916. *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929, dans le n° 15 de la revue «Bolchévik»
Signé: N. Lénine

REPONSE A P. KIEVSKI (I. PIATAKOV)[14]

La guerre abat et brise certains hommes ; elle en trempe et éclaire certains autres, comme le fait du reste toute crise dans la vie d'un homme ou dans l'histoire des peuples.

Cette vérité se fait jour aussi bien dans le domaine de la pensée social-démocrate sur la guerre et les circonstances dues à la guerre. C'est une chose que de méditer sur les causes et sur la signification de la guerre impérialiste dans le cadre d'un capitalisme hautement évolué, sur les objectifs de la tactique social-démocrate concernant la guerre, sur les causes de la crise de la social-démocratie, etc. Autre chose est de permettre à la guerre d'*étouffer* sa pensée, de cesser de réfléchir et d'analyser *sous l'empire* des terribles impressions et des pénibles suites ou particularités de la guerre.

L'une de ces formes de l'*oppression* ou de l'*écrasement* de la pensée humaine par la guerre est l'attitude méprisante de l'« économisme impérialiste » à l'égard de la *démocratie*. P. Kievski ne remarque pas que cet écrasement, cette terreur, ce refus de l'analyse à propos de la guerre, traversent comme un fil conducteur tous ses raisonnements. Voyons, à quoi bon disserter sur la défense de la patrie quand nous assistons à une boucherie aussi barbare ! A quoi bon parler des droits des nations alors qu'elles sont toutes purement et simplement étranglées ! De quelle libre disposition, de quelle « indépendance » des nations peut-il être question alors que — voyez vous-même — ce que l'on

a fait de la Grèce « indépendante » ! A quoi bon, d'une façon générale, parler et rêver de « droits », alors que ceux-ci sont partout foulés aux pieds au nom des intérêts de la clique militaire ! A quoi bon parler et rêver de république, alors qu'entre les républiques les plus démocratiques et les monarchies les plus réactionnaires il ne subsiste pas la moindre différence, absolument aucune ; qu'on n'en voit pas la moindre trace autour de nous, depuis l'ouverture de cette guerre !

P. Kievski se fâche tout rouge lorsqu'on lui signale qu'il s'est laissé intimider, entraîner jusqu'à nier la démocratie en général, — il se fâche et riposte : je ne suis nullement contre la démocratie, mais uniquement contre la *seule* revendication démocratique, que j'estime « mauvaise ». Mais P. Kievski a beau se fâcher, il a beau nous « *persuader* » (et peut-être se persuader lui-même) qu'il n'est nullement « contre » la démocratie, ses *raisonnements*, ou plus exactement ses *erreurs* continuelles de raisonnement, *démontrent* le contraire.

La défense de la patrie est un mensonge dans la guerre impérialiste, mais nullement dans une guerre démocratique et révolutionnaire. Les discours sur les « droits » semblent dérisoires en temps de guerre, car *toute* guerre érige la violence directe et immédiate au lieu et place du droit, mais on ne doit pas oublier pour autant qu'il y a eu dans l'histoire des temps passés (et qu'il y aura certainement, qu'il doit y avoir dans l'avenir) des guerres (démocratiques et révolutionnaires) qui, en remplaçant pendant leur durée tout « droit », toute démocratie, par la violence, *ont servi* par leur contenu social, par leurs conséquences, la cause de la démocratie et *partant*, celle du socialisme. L'exemple de la Grèce semble « démentir » toute libre disposition des nations, mais pour peu que l'on veuille réfléchir, analyser, peser, et non se laisser assourdir par le fracas des mots, se laisser intimider par le poids des impressions de cauchemar dues à la guerre, cet exemple n'est pas plus sérieux et pas plus convaincant que le fait de se moquer de la république sous prétexte que les républiques « démocratiques », les plus démocratiques, non seulement la France, mais aussi les Etats-Unis, le Portugal, la Suisse, ont instauré et instaurent au cours de ce

conflit le même pouvoir arbitraire de la clique militaire que la Russie.

C'est un fait que la guerre impérialiste efface la différence entre la république et la monarchie, mais en déduire qu'il faut rejeter la république ou, tout au moins, adopter une attitude méprisante à son égard, c'est se laisser intimider par la guerre, c'est laisser *écraser* sa pensée par les horreurs de la guerre. C'est ainsi que raisonnent également de nombreux partisans du mot d'ordre de « désarmement » (Roland-Holst, les jeunes Suisses, les « gauches » scandinaves[15], etc.) quand ils disent : à quoi bon parler d'utilisation révolutionnaire de la troupe ou de la milice alors que, voyez-vous, il n'y a plus guère de différence entre la milice des républiques et l'armée permanente des monarchies dans cette guerre ? alors que le militarisme se livre *partout* à de tels sévices ?

C'est toujours *la même* démarche de la pensée, *la même* erreur de théorie et de politique pratique, que P. Kievski ne remarque pas et qu'il commet littéralement à chaque ligne de son article. Il *s'imagine* argumenter seulement contre la libre disposition, il ne *veut* argumenter que contre elle, et il *aboutit* — à l'encontre de sa volonté et de sa conscience, c'est bien là ce qu'il y a de singulier ! — à n'avancer *aucun* argument qui ne puisse être invoqué avec tout autant de raison contre la démocratie en général !

La source réelle de toutes ses singulières erreurs de logique, de toute cette confusion, — en ce qui concerne non seulement la libre disposition, mais aussi la défense de la patrie, le divorce, les « droits » en général, — réside dans le fait que sa pensée est *écrasée* par la guerre et que, de ce fait, le rapport entre le marxisme et la démocratie en général est radicalement déformé.

L'impérialisme, c'est le capitalisme hautement évolué ; l'impérialisme est progressif ; l'impérialisme *est* la négation de la démocratie ; « donc », la démocratie est « irréalisable » en régime capitaliste. La guerre impérialiste est une violation criante de toute démocratie, aussi bien dans les monarchies retardataires que dans les républiques avancées ; « donc », il ne sert à rien de discuter des « droits » (c'est-à-dire de la démocratie !). On ne peut « opposer » à la guerre impérialiste « que » le socialis-

me ; l'« issue » réside uniquement dans le socialisme ; « donc », formuler des mots d'ordre démocratiques dans le programme minimum, c'est-à-dire encore en régime capitaliste, est une tromperie ou une illusion, destinée à obscurcir, à éloigner, etc., le mot d'ordre de la révolution socialiste.

Voilà la source réelle de toutes les mésaventures de P. Kievski, et qu'il n'en ait pas conscience ne change rien à la chose. Telle est son erreur *fondamentale* en matière de logique, et c'est précisément parce qu'elle vicie la base de son raisonnement, sans qu'il en ait conscience, qu'elle « *éclate* » à chaque pas comme un pneu de bicyclette pourri, qu'elle « jaillit » tantôt à propos de la défense de la patrie, tantôt à propos du divorce, tantôt dans une phrase sur les « droits », dans cette phrase magnifique (par la profondeur du mépris pour les « droits » et par la profondeur aussi de l'incompréhension qu'elle manifeste) : ce *n'est pas* des droits qu'il sera question, *mais* de la destruction de l'esclavage séculaire !

Enoncer une telle phrase, c'est montrer qu'on ne comprend pas le rapport entre le capitalisme et la démocratie, entre le socialisme et la démocratie.

Le capitalisme en général et l'impérialisme en particulier font de la démocratie une illusion, et dans le même temps le capitalisme engendre des aspirations démocratiques dans les masses, crée des institutions démocratiques, aggrave l'antagonisme entre l'impérialisme négateur de la démocratie et les masses qui aspirent à la démocratie. On ne peut renverser le capitalisme et l'impérialisme par des réformes démocratiques, si « idéales » soient-elles, mais uniquement par une révolution économique ; mais le prolétariat est incapable de réaliser la révolution économique s'il ne s'est pas éduqué dans la lutte pour la démocratie. On ne peut vaincre le capitalisme sans s'être *emparé des banques*, sans avoir supprimé la *propriété privée* des moyens de production, mais on ne peut appliquer ces mesures révolutionnaires sans organiser la gestion démocratique par tout le peuple des moyens de production arrachés à la bourgeoisie, sans faire œuvrer toute la masse des travailleurs — prolétaires, semi-prolétaires et petits paysans — à l'organisation démocratique de ses rangs,

de ses forces, de sa participation à l'Etat. La guerre impérialiste est, peut-on dire, une triple négation de la démocratie (*a* — toute guerre substitue la violence aux « droits » ; *b* — l'impérialisme en général est la négation de la démocratie ; *c* — la guerre impérialiste met tout à fait sur le même plan les républiques et les monarchies), mais l'éveil et la croissance du soulèvement socialiste contre l'impérialisme sont *indissolublement* liés à la croissance de la riposte et de l'effervescence démocratiques. Le socialisme mène à la disparition de *tout* Etat, et par conséquent, de toute démocratie, mais le socialisme ne peut être réalisé autrement qu'*à travers* la dictature du prolétariat, qui associe la violence contre la bourgeoisie, c'est-à-dire contre la minorité de la population, au développement *intégral* de la démocratie, c'est-à-dire à la participation réellement égale et réellement universelle de *toute* la masse de la population à toutes les affaires de l'*Etat* et à toutes les questions complexes de la liquidation du capitalisme.

C'est dans ces « contradictions » que P. Kievski s'est empêtré, pour avoir oublié la doctrine du marxisme sur la démocratie. La guerre, pour s'exprimer d'une façon figurée, a écrasé sa pensée au point qu'il a remplacé toute réflexion par le cri d'agitation : « Hors de l'impérialisme!», exactement comme on substitue le cri : « Hors des colonies ! » à l'analyse de ce que *représente* en réalité, sous le rapport économique et politique, le « départ » des peuples civilisés « hors des colonies ».

La solution marxiste de la question de la démocratie consiste dans l'*utilisation*, par le prolétariat qui mène sa lutte de classe, de *toutes* les institutions et aspirations démocratiques contre la bourgeoisie, en vue de préparer la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, en vue de la renverser. Cette utilisation n'est pas chose facile, et elle apparaît souvent aux « économistes », aux tolstoïens, etc., comme une concession illégitime à l'esprit « bourgeois » et opportuniste, de même que la défense du principe de la libre disposition des nations « à l'époque du capital financier » est considérée par P. Kievski comme une concession illégitime à l'esprit bourgeois. Le marxisme enseigne que « lutter contre l'opportunisme » en refusant

d'utiliser les institutions démocratiques de la société capitaliste *actuelle*, créées par la bourgeoisie et dénaturées par elle, c'est *capituler sans condition* devant l'opportunisme !

Le mot d'ordre qui indique à la fois le moyen le plus rapide de sortir de la guerre impérialiste et le *lien* entre notre lutte contre cette dernière et la lutte contre l'opportunisme, c'est le mot d'ordre de *guerre civile* pour le socialisme. Seul ce mot d'ordre tient exactement compte des particularités du temps de guerre — la guerre se prolonge et menace de devenir toute une « époque » ! — en même temps que de tout le caractère de notre activité d'opposition à l'opportunisme avec son pacifisme, son légalisme, son adaptation à « sa » bourgeoisie. Mais, en outre, la guerre civile contre la bourgeoisie est une guerre *démocratiquement* organisée et menée par les masses pauvres contre la minorité de possédants. La guerre civile est aussi une guerre ; par conséquent, elle doit elle aussi ériger inévitablement la violence au lieu et place du droit. Mais la violence au nom des intérêts et des droits de la majorité de la population comporte un caractère différent : elle foule aux pieds les « droits » des exploiteurs, de la bourgeoisie, elle est *irréalisable* sans une organisation démocratique de l'armée et de l'« arrière ». La guerre civile exproprie par la force, d'emblée et avant tout, les possesseurs des banques, des fabriques, des chemins de fer, des grands domaines agricoles, etc. Mais c'est précisément *pour* réaliser toutes ces expropriations qu'il faut instaurer l'élection de tous les fonctionnaires par le peuple, l'élection des officiers par le peuple et la *fusion totale* de l'armée qui fait la guerre à la bourgeoisie, avec la masse de la population, et qu'il faut une démocratie intégrale dans la gestion des réserves alimentaires, dans leur production et leur répartition, etc. Le but de la guerre civile est de s'emparer des banques, des fabriques, des usines, etc., d'anéantir toute possibilité de résistance de la bourgeoisie, d'exterminer *ses* troupes. Mais ce but ne saurait être atteint *ni* sur le plan purement militaire, *ni* sur le plan économique, *ni* sur le plan politique, sans qu'il soit simultanément procédé à l'introduction et à la propagation, au fur et à mesure du déroulement de cette guerre, de la démocratie dans *notre* armée et sur *nos* « ar-

rières ». Nous disons maintenant aux masses (et les masses sentent d'instinct que nous avons raison quand nous leur tenons ce langage) : « On vous trompe en vous menant à la guerre au profit du capitalisme impérialiste et en la camouflant sous les grands mots d'ordre de la démocratie. » « Vous devez faire et vous ferez la guerre *contre* la bourgeoisie d'une façon *véritablement* démocratique et en vue de réaliser véritablement la démocratie et le socialisme. » La guerre actuelle rassemble et « canalise » les peuples dans des coalitions au moyen de la violence et de la dépendance financière. Dans notre guerre civile contre la bourgeoisie, *nous* rassemblerons et canaliserons les peuples, *non* par la force du rouble, *non* par la force de la trique, non par la violence, mais par un accord *librement consenti*, par la solidarité des travailleurs contre les exploiteurs. La proclamation de droits égaux pour toutes les nations est devenue un instrument de duperie aux mains de la bourgeoisie ; pour nous elle sera une vérité qui facilitera et accélérera le passage de toutes les nations dans notre camp. Sans une organisation réellement *démocratique* des rapports entre nations, et par conséquent sans la liberté de former un Etat séparé, la guerre civile des ouvriers et des masses laborieuses de toutes les nations contre la bourgeoisie est *impossible*.

Il faut utiliser le démocratisme bourgeois pour réaliser l'organisation socialiste et démocratique conséquente du prolétariat contre la bourgeoisie et contre l'opportunisme. Il n'y a pas d'autre voie. Toute autre « issue » n'est *pas* une issue. Le marxisme ne connaît pas d'autre issue, pas plus que la vie réelle. Nous devons inclure la libre séparation et la libre association des nations dans cette même voie, sans chercher à les éluder, sans craindre que cela vienne « souiller » les tâches «purement » économiques.

Rédigé en août-septembre 1916 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1929, dans le n° 7(90) de la revue « Proletarskaïa Révolutsia»

A PROPOS D'UNE CARICATURE DU MARXISME ET DE L'« ECONOMISME IMPERIALISTE »

« Personne ne compromettra la social-démocratie révolutionnaire, à moins qu'elle ne se compromette elle-même. » Il faut toujours se souvenir de cette maxime et l'avoir présente à l'esprit lorsque telle ou telle importante thèse théorique ou tactique du marxisme triomphe ou tout au moins s'inscrit à l'ordre du jour et qu'elle subit l'« assaut », *non seulement* des ennemis déclarés et résolus du marxisme, mais aussi d'amis qui la compromettent irrémédiablement, la dénigrent et en font une caricature. Il en a été maintes fois ainsi dans l'histoire de la social-démocratie russe. La victoire du marxisme dans le mouvement révolutionnaire, au début des années 90, s'est accompagnée de l'apparition d'une caricature du marxisme sous forme de l'« économisme » ou du « grévisme » de l'époque, que les « iskristes »[16] ont dû combattre pendant de longues années afin de pouvoir préserver les fondements de la théorie et de la politique prolétariennes contre le populisme petit-bourgeois et contre le libéralisme bourgeois. Il en a été de même pour le bolchévisme, qui triompha dans le mouvement ouvrier de masse de 1905 grâce, entre autres raisons, à l'application juste du mot d'ordre de « boycottage de la Douma tsariste » lors des combats les plus importants de la révolution russe, en automne 1905, et qui a connu une période — dont il est sorti par la lutte — de caricature du bolchévisme en 1908-1910, lorsque Alexinski et d'autres menèrent grand tapage contre la participation à la IIIe Douma[17].

Il en est de même à présent. En affirmant le caractère impérialiste de la guerre *actuelle*, en soulignant la liaison profonde qui *la* rattache à l'époque impérialiste du capitalisme, nous nous heurtons simultanément à de sérieux adversaires et à des amis peu sérieux pour qui le vocable d'impérialisme est devenu une « mode », et qui, ayant *appris* ce vocable *par cœur*, prêchent aux ouvriers la plus incroyable confusion théorique, en ressuscitant toute une série d'anciennes erreurs de l'« économisme » d'autrefois. Le capitalisme a triomphé, — *donc* il ne faut pas réfléchir aux questions politiques, raisonnaient les vieux « économistes » en 1894-1901, allant jusqu'à nier la lutte politique en Russie. L'impérialisme a triomphé, — *donc* il ne faut pas penser aux questions de la démocratie politique, raisonnent les « économistes impérialistes » actuels. A titre d'échantillon de ces tendances, de cette caricature du marxisme, il faut relever l'article publié ci-dessus de P. Kievski[18], qui représente la première tentative d'offrir un exposé littéraire quelque peu cohérent des flottements de la pensée, constatés dans certains cercles à l'étranger de notre Parti depuis le début de 1915.

La propagation de l'« économisme impérialiste » parmi les marxistes qui se sont dressés résolument contre le social-chauvinisme et pour l'internationalisme révolutionnaire au cours de la grande crise actuelle du socialisme porterait un coup très grave à notre tendance et à notre Parti, car elle le compromettrait de l'intérieur, à partir de ses propres rangs, et en ferait le porte-parole d'un marxisme caricatural. Aussi faut-il s'arrêter en détail, tout au moins sur les principales des innombrables erreurs que contient l'article de P. Kievski, si « peu intéressant » que ce soit, et bien que cela corresponde le plus souvent à un rabâchage vraiment primitif de vérités vraiment élémentaires, depuis longtemps connues et familières pour tout lecteur attentif et réfléchi de notre littérature des années 1914 et 1915.

Commençons par le point le plus « central » des raisonnements de P. Kievski, afin d'amener d'emblée le lecteur au « cœur », de la nouvelle tendance de l'« économisme impérialiste ».

1. L'ATTITUDE MARXISTE AU SUJET DES GUERRES ET DE LA « DEFENSE DE LA PATRIE »

P. Kievski est persuadé lui-même et veut persuader les lecteurs qu'il « est en désaccord » *uniquement* avec le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, avec le paragraphe 9 du programme de notre Parti. Il essaie avec beaucoup d'âpreté de rejeter l'accusation de s'écarter foncièrement du marxisme *en général* dans la question de la démocratie, d'être un « traître » (guillemets venimeux de P. Kievski) au marxisme en quelque point essentiel. Or, et c'est là le fond du problème, dès que notre auteur s'est mis à disserter sur son désaccord prétendument partiel et particulier, dès qu'il s'est mis à avancer des arguments, des considérations, etc., il est apparu d'emblée que c'était précisément sur toute la ligne qu'il s'écartait du marxisme. Prenez le paragraphe *b* (section 2) de l'article de P. Kievski. « Cette revendication » (c'est-à-dire le droit des nations à disposer d'elles-mêmes) « mène directement (!!) au social-patriotisme », proclame notre auteur, qui explique que le mot d'ordre de défense de la patrie, ce mot d'ordre « de trahison », est une conclusion « qui découle tout à fait (!) logiquement (!) du droit des nations à disposer d'elles-mêmes »... Selon lui, la libre disposition « sanctionne la trahison des social-patriotes français et belges qui défendent cette indépendance » (l'indépendance en tant qu'Etats nationaux de la France et de la Belgique) « les armes à la main : ils *font* ce dont les partisans de la « libre disposition » se contentent de parler »... « La défense de la patrie appartient à l'arsenal de nos pires ennemis »... « Nous nous refusons catégoriquement à comprendre comment on peut être *tout à la fois* contre la défense de la patrie et pour la libre disposition, contre la patrie et pour elle. »

Voilà ce qu'écrit P. Kievski. Il n'a décidément pas compris nos résolutions contre le mot d'ordre de défense de la patrie dans la guerre actuelle. Force nous est de reprendre ce qui est écrit noir sur blanc dans ces résolutions et d'expliquer une fois de plus le sens d'une langue on ne peut plus claire.

La résolution adoptée par notre Parti à la conférence

de Berne en mars 1915 et intitulée : « A propos du mot d'ordre de défense de la patrie * » commence par les mots : « *L'essence réelle de la guerre actuelle consiste* » en ceci et cela.

Il s'agit de la guerre *actuelle.* On ne saurait le dire plus clairement. Les mots « essence réelle » montrent qu'il faut distinguer entre l'apparent et le réel, entre l'extérieur et l'essence, entre les phrases et les faits. Les phrases sur la défense de la patrie dans la guerre considérée présentent faussement la guerre impérialiste de 1914-1916, menée pour le partage des colonies, pour le pillage de terres étrangères, etc., comme une guerre nationale. Afin de ne pas laisser subsister la moindre possibilité de déformer nos conceptions, la résolution ajoute un paragraphe spécial sur les « guerres *véritablement* nationales », qui « eurent lieu *en particulier* (notez bien ceci : en particulier ne signifie pas exclusivement !) à l'époque de 1789-1871 ».

La résolution explique qu'« à la base » de ces guerres « véritablement » nationales « se trouvait un long processus de mouvements nationaux de masse, de lutte contre l'absolutisme et le féodalisme, de renversement de l'oppression nationale »...

Cela paraît clair ? Dans la guerre impérialiste actuelle, qui est engendrée par l'ensemble des conditions de l'époque impérialiste, c'est-à-dire qui n'a pas constitué un accident, une exception, une dérogation par rapport au général et au typique, les phrases sur la défense de la patrie induisent le peuple en erreur, car cette guerre *n'est pas* nationale. Dans une guerre *véritablement* nationale, les mots « défense de la patrie » *ne sont nullement* une tromperie et *nous ne sommes nullement contre cette guerre.* De telles guerres (véritablement nationales) ont eu lieu « en particulier » en 1789-1871, et la résolution, qui ne nie aucunement leur possibilité à l'heure actuelle, explique comment il faut distinguer une guerre véritablement nationale d'une guerre impérialiste, camouflée sous des mots d'ordre faussement nationaux. A savoir : pour faire la distinction il faut voir si, « à la base », se trouve

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21. (*N.R.*)

un « long processus de mouvements nationaux de masse », « de renversement de l'oppression nationale ». Dans la résolution sur le « pacifisme », il est dit ouvertement : « les social-démocrates ne peuvent nier la signification positive des guerres révolutionnaires, c'est-à-dire de guerres non pas impérialistes, mais du genre de celles qui ont été menées par exemple » (notez cela : « par exemple ») « de 1789 à 1871 pour renverser l'oppression nationale »... La résolution de notre Parti aurait-elle pu parler en 1915 des guerres nationales, dont il y a eu des exemples entre 1789 et 1871, et indiquer que nous ne nions pas leur signification positive, si de telles guerres n'étaient pas considérées comme possibles également à l'heure actuelle ? Il est évident que non.

La brochure de Lénine et de Zinoviev : *Le socialisme et la guerre* constitue un commentaire aux résolutions de notre Parti, c'est-à-dire leur explication à l'usage du grand public. Il y est écrit noir sur blanc, à la page 5, que « les socialistes ont reconnu et reconnaissent actuellement comme légitime, progressive et juste la défense de la patrie ou la guerre défensive » *uniquement* quand il s'agit de « mettre fin à l'asservissement par une nation étrangère ». Un exemple est cité : la Perse contre la Russie, « *etc.* », et il est dit : « ce seraient des guerres justes, défensives, quel qu'en soit l'initiateur, et tout socialiste appellerait de ses vœux la victoire des Etats opprimés, dépendants, lésés dans leurs droits, sur les « grandes » puissances oppressives, esclavagistes et spoliatrices * ».

La brochure a paru en août 1915, en allemand et en français. P. Kievski la connaît parfaitement. Ni lui, ni qui que ce soit en général, ne s'est jamais élevé ni contre la résolution sur le mot d'ordre de défense de la patrie, ni contre la résolution sur le pacifisme, ni contre le commentaire de ces résolutions dans la brochure, jamais ! Est-ce que vraiment nous calomnions P. Kievski en disant qu'il n'a absolument pas compris le marxisme, si cet auteur, qui n'a élevé aucune objection depuis mars 1915 contre les conceptions de notre Parti sur la guerre, ma-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, *Le socialisme et la guerre*. *N.R.*)

nifeste à présent, en août 1916, dans un article sur la libre disposition, c'est-à-dire dans un article portant prétendument sur une question de détail, une incompréhension stupéfiante de la question *générale* ?

P. Kievski qualifie de « trahison » le mot d'ordre de défense de la patrie. Nous pouvons tranquillement l'assurer que *tout* mot d'ordre est et sera toujours un mot d'ordre « de trahison » *pour ceux* qui le répéteront mécaniquement, sans comprendre sa signification, sans réfléchir quant au fond, en se contentant d'enregistrer les mots sans en analyser le sens.

Qu'est-ce donc, généralement parlant, que la « défense de la patrie » ? Est-ce une notion scientifique relevant du domaine de l'économie ou de la politique, etc. ? Non. C'est tout bonnement l'expression la plus courante, la plus usitée, parfois même tout simplement une expression terre à terre, qui signifie la *justification de la guerre*. Rien de plus, mais rien de rien ! Le seul élément de « trahison » qu'il puisse y avoir là, c'est que les gens d'esprit étroit sont capables de justifier *n'importe quelle* guerre en disant : « Nous défendons la patrie », alors que le marxisme, qui ne s'abaisse pas à ce niveau, exige que chaque guerre fasse l'objet d'une analyse historique, tendant à déterminer si l'on peut considérer *cette* guerre comme progressive, comme servant les intérêts de la démocratie ou du prolétariat et, *dans ce sens*, comme légitime, juste, etc.

Le mot d'ordre de défense de la patrie est le plus souvent une justification inconsciente de la guerre par le petit bourgeois incapable d'analyser historiquement la portée et le sens de chaque guerre prise en particulier.

Le marxisme procède à cette analyse et dit : *si* l'« essence réelle » de la guerre consiste, *par exemple*, à mettre fin à l'asservissement par une nation étrangère (ce qui est *particulièrement* typique pour l'Europe de la période 1789-1871), la guerre est progressive de la part de l'Etat ou de la nation opprimée. *Si* l'« essence réelle » de la guerre est la redistribution des colonies, le partage du butin, le pillage de terres étrangères (telle est la guerre de 1914-1916), alors la phrase sur la défense de la patrie « ne tend qu'à mystifier le peuple ».

Comment donc découvrir l'« essence réelle » de la guerre,

comment la définir ? La guerre est la continuation de la politique. Il faut étudier la politique avant la guerre, la politique qui mène et a amené à la guerre. Si la politique était impérialiste, c'est-à-dire que si elle défendait les intérêts du capital financier, pillait et opprimait les colonies et les pays étrangers, la guerre qui en découle est une guerre impérialiste. Si c'était une politique de libération nationale, c'est-à-dire exprimant un mouvement de masse contre l'oppression nationale, la guerre qui en découle est une guerre de libération nationale.

L'homme du commun ne comprend pas que « la guerre est la continuation de la politique », aussi se contente-t-il de dire que « l'ennemi attaque », que « l'ennemi a envahi mon pays », sans se demander *dans quel but* on fait la guerre, par *quelles* classes elle est faite, en vue de *quel* objectif politique. P. Kievski descend tout à fait au niveau de cet homme du commun quand il dit que les Allemands, voyez-vous, ont occupé la Belgique et que, par suite, du point de vue de la libre disposition, « les social-patriotes belges ont raison », ou encore : les Allemands ont occupé une partie de la France, par suite, « Guesde peut être content », car « il est question d'un territoire peuplé par la nation intéressée » (et non par une nation étrangère).

Pour l'homme du commun, l'important est de savoir *où* sont les troupes, qui a *actuellement* le dessus. Pour le marxiste, l'important est de savoir *dans quel but* est menée la guerre *actuelle*, au cours de laquelle tantôt l'une tantôt l'autre armée peut être victorieuse.

Dans quel but la guerre actuelle est-elle menée ? Notre résolution l'indique (qui se fonde sur la politique pratiquée par les puissances belligérantes pendant des dizaines d'années avant la guerre). L'Angleterre, la France et la Russie font la guerre pour conserver les colonies acquises par le pillage et pour piller la Turquie, etc. L'Allemagne veut conquérir des colonies et piller elle-même la Turquie, etc. Admettons que les Allemands parviennent à prendre jusqu'à Paris et Pétersbourg. Le caractère de la guerre actuelle sera-t-il modifié pour autant ? Pas le moins du monde. Le but des Allemands — et, ce qui est encore plus important, la politique réalisable en cas de victoire des Al-

lemands — ce sera alors la main-mise sur les colonies, la domination en Turquie, l'annexion de régions peuplées de nations étrangères, la Pologne, par exemple, etc... mais nullement l'instauration d'un joug national étranger sur les Français ou sur les Russes. L'essence réelle de cette guerre n'est pas nationale, mais impérialiste. Autrement dit : la guerre n'est pas due au fait qu'une des parties met fin à l'oppression nationale et que l'autre la défend. La guerre oppose deux groupes d'oppresseurs, deux brigands qui se disputent sur la façon de partager le butin, pour savoir qui pillera la Turquie et les colonies.

En bref : la guerre *entre* les grandes puissances impérialistes (c'est-à-dire qui oppriment toute une série de peuples étrangers, qui les tiennent ligotés par les entraves de la dépendance à l'égard du capital financier, etc.) ou *en alliance* avec elles, est une guerre impérialiste. Telle est la guerre de 1914-1916. Dans *cette* guerre, la « défense de la patrie » est une tromperie qui sert à la justifier.

La guerre menée *contre* les puissances impérialistes, c'est-à-dire oppressives, par les opprimés (par exemple, les peuples coloniaux) est une guerre véritablement nationale. Elle est possible également à présent. La « défense de la patrie » par un pays nationalement opprimé contre celui qui l'opprime n'est pas une tromperie, et les socialistes *ne sont nullement contre* la « défense de la patrie » dans une *telle* guerre.

La libre disposition des nations est la même chose que la lutte pour la libération totale de la nation, pour l'indépendance totale, contre les annexions, et les socialistes *ne peuvent* refuser de livrer une *telle* lutte — sous toutes ses formes, jusques et y compris l'insurrection ou la guerre — sans cesser d'être des socialistes.

P. Kievski pense qu'il lutte contre Plékhanov : Plékhanov, dit-il, a indiqué qu'il existe une liaison entre la libre disposition des nations et la défense de la patrie ! P. Kievski *a cru* Plékhanov, il a cru que cette liaison était *effectivement telle* que la présente Plékhanov. Ayant cru Plékhanov, P. Kievski a pris peur et a décidé qu'il fallait rejeter la libre disposition pour échapper aux conclusions de Plékhanov... Sa confiance en Plékhanov est grande, sa frayeur de même, mais on ne trouve pas chez lui la

moindre trace de *réflexion* quant à la nature de l'erreur commise par Plékhanov !

Voulant faire passer cette guerre pour une guerre nationale, les social-chauvins invoquent la libre disposition des nations. La seule façon juste de les combattre est de montrer qu'il s'agit là d'une lutte, non pas pour libérer des nations, mais pour déterminer lequel des grands rapaces opprimera *le plus* de nations. Alors qu'en venir à rejeter les guerres *réellement* menées pour la libération des nations, c'est caricaturer le marxisme de la pire façon qui soit. Plékhanov et les social-chauvins français invoquent la république qui existe en France pour justifier sa « défense » contre la monarchie allemande. Pour raisonner comme P. Kievski, nous devons être contre la république ou contre une guerre *réellement* menée pour la défense de la république ! ! Les social-chauvins allemands invoquent le suffrage universel et l'instruction générale obligatoire institués en Allemagne, pour justifier la « défense » de l'Allemagne contre le tsarisme. Pour raisonner comme Kievski, nous devons être soit contre le suffrage universel et l'instruction pour tous, soit contre une guerre ayant *réellement* pour but de préserver la liberté politique des tentatives visant à l'abolir !

Avant la guerre de 1914-1916, K. Kautsky était marxiste, et on lui doit toute une série d'œuvres et de déclarations de la plus haute importance qui demeureront à jamais des modèles de marxisme. Le 26 août 1910, Kautsky écrivait dans la *Neue Zeit*[19] à propos de la guerre imminente :

« Dans une guerre entre l'Allemagne et l'Angleterre, ce n'est pas la démocratie qui serait en cause, mais l'hégémonie mondiale, c'est-à-dire l'exploitation du monde. Ce n'est pas une question où les social-démocrates devraient être du côté des exploiteurs de leur nation » (*Neue Zeit*, 28. Jahrg., Bd. 2, S. 776 *).

Voilà une excellente formulation marxiste, qui concorde entièrement avec les nôtres, qui démasque entièrement l'*actuel* Kautsky passé du marxisme à la défense du social-chauvinisme, qui met très nettement en lumière les principes de l'attitude marxiste envers les guer-

* *Temps Nouveaux*, 28e année, tome 2, p. 776. (*N. R.*)

res (nous reviendrons encore, dans la presse, sur cette formulation). Les guerres sont la continuation de la politique ; par conséquent, puisqu'il y a lutte pour la démocratie, il *peut* aussi y avoir une guerre ayant pour enjeu la démocratie ; la libre disposition des nations n'est qu'une des revendications démocratiques et rien, en principe, ne la distingue des autres. Pour nous résumer, « l'hégémonie mondiale » est le contenu de la politique impérialiste, dont le prolongement est la guerre impérialiste. Rejeter la « défense de la patrie », *c'est-à-dire* la participation à une guerre démocratique, est une absurdité qui n'a rien à voir avec le marxisme. Présenter sous un jour favorable la guerre impérialiste en lui appliquant la notion de « défense de la patrie », c'est-à-dire en la faisant passer pour une guerre démocratique, c'est tromper les ouvriers et passer dans le camp de la bourgeoisie réactionnaire.

2. «NOTRE CONCEPTION DE LA NOUVELLE EPOQUE»

P. Kievski, à qui appartient l'expression mise entre guillemets, parle constamment d'une « nouvelle époque ». Là encore, malheureusement, ses raisonnements sont erronés.

Les résolutions de notre Parti parlent de la guerre actuelle, engendrée par les conditions générales de l'époque impérialiste. Les rapports entre l'« époque » et la « guerre actuelle » sont posés par nous correctement au point de vue marxiste : pour être marxiste, il faut porter un jugement concret sur chaque guerre prise en particulier. Afin de comprendre pour quelles raisons, parmi les grandes puissances dont beaucoup furent entre 1789 et 1871 à la tête de la lutte pour la démocratie, pouvait et devait surgir une guerre impérialiste, c'est-à-dire la guerre la plus réactionnaire et la plus antidémocratique qui soit de par son contenu politique, il faut comprendre les conditions générales de l'époque impérialiste, c'est-à-dire de la transformation en impérialisme du capitalisme des pays avancés.

P. Kievski a complètement dénaturé ces rapports

entre l'« époque » et la « guerre actuelle ». Il apparaît chez lui que parler *concrètement*, c'est parler de l'« époque » ! Ce qui est absolument faux.

L'époque 1789-1871 est une époque particulière pour l'Europe. C'est indiscutable. On ne peut comprendre aucune des guerres de libération nationale qui caractérisent si bien cette période, si l'on n'a pas compris les conditions générales de cette époque. Est-ce à dire que *toutes* les guerres de cette époque furent des guerres de libération nationale ? Non, bien entendu. Le prétendre serait tomber dans l'absurde et substituer un cliché ridicule à l'étude concrète de chaque guerre prise en particulier. Entre 1789 et 1871 il y eut aussi des guerres coloniales et des guerres entre des empires réactionnaires qui opprimaient quantité de nations étrangères.

Une question : du fait que le capitalisme avancé européen (et américain) est entré dans la nouvelle époque de l'impérialisme, s'ensuit-il que les guerres impérialistes sont les seules possibles à l'heure actuelle ? Ce serait une affirmation absurde, traduisant l'incapacité de distinguer un phénomène concret donné de toute la somme des phénomènes les plus divers de cette époque. Une époque s'appelle de ce nom précisément parce qu'elle embrasse une somme de phénomènes et de guerres très variés, aussi bien typiques que fortuits, aussi bien grands que petits, aussi bien particuliers aux pays avancés que caractéristiques des pays retardataires. Eluder ces questions concrètes par des phrases générales sur l'« époque », comme le fait P. Kievski, c'est abuser de la notion d'« époque ». Nous allons citer un exemple parmi bien d'autres afin de ne pas avancer des affirmations gratuites. Mais il faut tout d'abord rappeler qu'*un* groupe de gauches, à savoir le groupe allemand l'*Internationale*[20], a énoncé au paragraphe 5 de ses thèses (publiées dans le n° 3 du Bulletin de la Commission exécutive de Berne, 29 février 1916) une affirmation manifestement fausse : « A l'ère de cet impérialisme déchaîné, *il ne peut plus y avoir aucune* guerre nationale. » Nous avons analysé cette affirmation * dans le

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, « A propos de la brochure de Junius ». (*N. R.*)

Recueil du Social-Démocrate[21]. Nous nous bornerons ici à cette remarque : bien que cette thèse théorique soit connue depuis longtemps de tous ceux qui s'intéressent au mouvement internationaliste (nous l'avons déjà combattue à l'assemblée élargie de la Commission exécutive de Berne au printemps 1916), *aucun groupe*, jusqu'à présent, ne l'a reprise, ne l'a faite sienne. Et lorsque P. Kievski a écrit son article, en août 1916, il n'a pas dit un mot dans le sens de cette affirmation ou d'une autre semblable.

Voici pourquoi cette remarque est nécessaire : si une telle affirmation théorique ou une autre semblable avait été formulée, on aurait pu parler d'une divergence théorique. Mais puisqu'il *n'y a pas* d'affirmation semblable, nous sommes obligés de dire qu'il n'est pas question d'une conception différente de l'« époque », d'une divergence théorique, mais seulement d'une envolée oratoire, seulement d'un abus du mot « époque ».

Exemple : « N'est-elle pas semblable (la libre disposition), écrit P. Kievski tout au début de son article, au droit à l'attribution gratuite de 10 000 hectares sur Mars ? On ne saurait répondre à cette question que d'une façon tout à fait concrète, en tenant compte de toute l'époque actuelle ; car le droit de libre disposition des nations à l'époque de la formation des Etats nationaux, représentant les meilleures formes de développement des forces productives à leur niveau du moment, est une chose; alors que ce même droit à l'époque où ces formes, les formes des Etats nationaux, sont devenues des entraves au développement des forces productives, est une tout autre chose. Une énorme distance sépare l'époque où le capitalisme et l'Etat national s'instauraient d'eux-mêmes et celle qui voit périr l'Etat national et qui prélude à la faillite du capitalisme lui-même. Mais parler « en général », en dehors du temps et de l'espace, — ce n'est pas le fait d'un marxiste. »

Ce raisonnement est un modèle d'emploi caricatural de la notion d'« époque impérialiste ». C'est précisément parce que cette notion est nouvelle et importante qu'il faut lutter contre la caricature ! De quoi s'agit-il lorsqu'on dit que les formes de l'Etat national sont devenues des entraves, etc. ? Il s'agit des pays capitalistes avancés,

notamment de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre, dont la participation à la guerre actuelle l'a rendue impérialiste au premier chef. Dans *ces* pays, qui jusqu'à présent avaient mené l'humanité en avant, surtout entre 1789 et 1871, s'est achevé le processus de formation de l'Etat national ; dans *ces* pays, le mouvement national remonte à un passé à jamais révolu, et le faire renaître serait une absurde utopie réactionnaire. Le mouvement national des Français, des Anglais, des Allemands est achevé depuis longtemps ; c'est autre chose qui figure *ici* à l'ordre du jour de l'histoire ; les nations qui se libéraient se sont transformées en nations oppressives, en nations se livrant au pillage impérialiste, et qui vivent « à la veille de la faillite du capitalisme ».

Et les autres nations ?

P. Kievski répète comme une règle apprise que les marxistes doivent raisonner « concrètement », mais il ne l'*applique* pas. Dans nos thèses, au contraire, nous avons à dessein présenté un modèle de réponse concrète, et P. Kievski ne s'est pas donné la peine de nous signaler notre erreur, si toutefois il en a relevé une.

Dans nos thèses (paragraphe 6), il est dit qu'il faut distinguer, pour être concret, au moins *trois* types différents de pays dans la question de la libre disposition. (Il est évident qu'on ne saurait, dans des thèses générales, parler séparément de chaque pays.) Le premier type, ce sont les pays avancés de l'Europe de l'Ouest (et de l'Amérique), où le mouvement national appartient au *passé*. Le second type, c'est l'Europe de l'Est, où il appartient au *présent*. Le troisième, ce sont les semi-colonies et les colonies où il appartient, dans une large mesure, à *l'avenir* *.

Est-ce exact ou non ? C'est *ici* que P. Kievski devait exercer sa critique. Mais il ne remarque même pas *en quoi* consistent les questions théoriques ! Il ne voit pas que tant qu'il n'aura pas réfuté cette affirmation (celle du paragraphe 6) de nos thèses, — et on ne peut la réfuter, car elle est juste, — ses raisonnements sur l'« épo-

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. (*N.R.*).

que » font penser à un homme qui « brandit » un sabre sans porter aucun coup.

« Contrairement à l'opinion de V. Iline[22], écrit-il à la fin de son article, nous pensons que pour la majorité des pays occidentaux (!) la question nationale n'est pas résolue »...

Ainsi, le mouvement national des Français, des Espagnols, des Anglais, des Hollandais, des Allemands, des Italiens, n'aurait pas été achevé aux XVIIe, XVIIIe, XIXe siècles et antérieurement ? Au début de l'article, la notion d'« époque de l'impérialisme » est altérée de telle sorte que le mouvement national est présenté comme achevé en général, et pas seulement dans les pays avancés d'Occident. A la fin du même article, la « question nationale » est déclarée « non résolue » *précisément* dans les pays occidentaux ! ! N'est-ce pas faire preuve de confusion ?

Dans les pays occidentaux, le mouvement national appartient à un passé lointain. En Angleterre, en France, en Allemagne, etc., la « patrie» a déjà chanté son grand air, a déjà joué son rôle historique, *c'est-à-dire* que le mouvement national ne peut rien y apporter de progressif, qui élève à une nouvelle vie économique et politique de nouvelles masses de gens. Ce qui est ici à l'ordre du jour de l'histoire, ce n'est pas le passage du féodalisme ou de la barbarie patriarcale au progrès national, à la patrie civilisée et politiquement libre, mais le passage de la « patrie » qui a fait son temps, qui a passé le stade de la maturité capitaliste, au socialisme.

Dans l'Est de l'Europe, il en va autrement. En ce qui concerne les Ukrainiens et les Biélorusses, par exemple, seul un homme vivant en rêve sur Mars pourrait nier qu'ici le mouvement national n'est pas encore achevé, que l'éveil des masses à la possession de la langue nationale et de sa littérature — (ce qui est la condition nécessaire et le corollaire du développement complet du capitalisme, de la pénétration complète de l'échange jusqu'à la dernière famille paysanne) — y est *encore* en voie d'accomplissement. Ici, la « patrie » n'a pas *encore* chanté tout son grand air historique. Ici, la « défense de la patrie » peut *encore* être la défense de la démocratie, de la langue mater-

nelle, de la liberté politique contre les nations oppressives, contre le moyen âge, alors que les Anglais, les Français, les Allemands, les Italiens mentent à présent quand ils parlent de la défense de leur patrie dans la guerre actuelle, car ce *n'est pas* la langue maternelle, ce *n'est pas* la liberté de leur développement national qu'ils défendent en fait, mais leurs droits d'esclavagistes, leurs colonies, les « zones d'influence » de leur capital financier dans les pays étrangers, etc.

Dans les semi-colonies et les colonies, le mouvement national est encore plus jeune historiquement que dans l'Est de l'Europe.

A quoi s'appliquent les mots sur les « pays hautement évolués » et sur l'époque impérialiste ? *en quoi* consiste la position « particulière » de la Russie (titre du paragraphe *e* du 2e chapitre chez P. Kievski) et pas seulement de la Russie ? *où* le mouvement de libération nationale est-il une formule mensongère et *où* est-il une réalité vivante et progressive ? Voilà ce que P. Kievski n'a absolument pas compris.

3. QU'EST-CE QUE L'ANALYSE ECONOMIQUE ?

Le point central des raisonnements tenus par les adversaires de la libre disposition est la référence à « l'impossibilité de sa réalisation » en régime capitaliste en général ou à l'époque de l'impérialisme. La formule « impossibilité de réalisation » est souvent employée dans des acceptions diverses et peu précises. C'est pourquoi nous avons réclamé dans nos thèses ce qu'impose toute discussion théorique : l'explication du sens où l'on entend cette « impossibilité de réalisation ». Et, sans nous borner à poser la question, nous avons entrepris d'y répondre. Si l'on pense que la réalisation soulèvera des difficultés politiques ou ne sera pas possible sans une série de révolutions, *toutes* les revendications démocratiques sont « irréalisables » à l'époque de l'impérialisme.

Si l'on pense à une impossibilité économique, il est radicalement faux de prétendre que la libre disposition est irréalisable de ce point de vue.

Telle était notre position. C'est là le point central de la divergence théorique, et, dans une discussion tant soit peu sérieuse, nos adversaires auraient dû concentrer là-dessus toute leur attention.

Voyons donc comment raisonne P. Kievski à ce propos.

Il rejette délibérément l'interprétation selon laquelle la libre disposition serait irréalisable à cause de « difficultés » d'ordre politique, et il répond nettement que l'impossibilité est d'ordre économique.

« Est-ce à dire, écrit-il, que la libre disposition soit tout aussi irréalisable à l'époque de l'impérialisme que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande ?» Et P. Kievski répond : « Oui. c'est bien cela ! Car nous parlons précisément de la contradiction logique existant entre deux catégories sociales : l'« impérialisme » et la « libre disposition des nations », contradiction aussi logique que celle qui existe entre deux autres catégories : la monnaie de travail et la production marchande. L'impérialisme nie la libre disposition et aucun prestidigitateur ne réussira à concilier la libre disposition et l'impérialisme. »

Si terrible que soit ce mot caustique de « prestidigitateur » que nous adresse P. Kievski, nous devons quand même lui faire remarquer qu'il ignore tout bonnement ce qu'est l'analyse économique. Il ne doit y avoir de « contradiction logique » *ni* dans l'analyse économique, *ni* dans l'analyse politique, à condition, bien entendu, que la pensée logique se développe d'une façon correcte. Il n'y a donc aucune raison de se référer à la « contradiction logique » *en général*, alors qu'il s'agit précisément de fournir une analyse économique, *et non* politique. *Et* l'économique *et* le politique font partie des « catégories sociales ». Par conséquent, lorsque P. Kievski a commencé par répondre d'une façon catégorique et sans équivoque : « Oui, c'est bien cela » (c'est-à-dire que la libre disposition *est tout aussi* irréalisable que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande), il n'a fait pratiquement que tourner autour de la question mais n'a pas fourni d'analyse économique.

Par quel argument prouve-t-on que la monnaie de travail est irréalisable à l'époque de la production marchan-

de ? Par l'analyse économique. Cette analyse qui, comme toute analyse, ne tolère pas de « contradiction logique », prend les catégories économiques et *seulement* celles-ci (et non les catégories « sociales » en général), et en déduit l'impossibilité de la monnaie de travail. Dans le chapitre premier du *Capital* il n'est absolument pas question de politique, ni de formes politiques, ni de « catégories sociales » : l'analyse prend *seulement* l'économique, l'échange des marchandises, le développement de l'échange des marchandises. L'analyse économique montre — bien entendu, par la voie de raisonnements « logiques » — que la monnaie de travail est irréalisable à l'époque de la production marchande.

P. Kievski n'essaie même pas de procéder à une analyse économique ! Il *confond* l'essence économique de l'impérialisme avec ses tendances politiques, ce qui apparaît dès la première phrase du premier paragraphe de son article. Voici cette phrase :

« Le capital industriel a été la synthèse de la production précapitaliste et du capital commercial et de prêt. Le capital de prêt est passé au service du capital industriel. A présent, le capitalisme surmonte les différents types de capital, et ce dernier apparaît sous un type supérieur, unifié, celui du capital financier ; aussi peut-on qualifier l'époque actuelle d'époque du capital financier, dont l'impérialisme est le système correspondant en politique extérieure. »

Au point de vue économique, toute cette définition ne vaut rien : au lieu de catégories économiques précises, on n'y trouve qu'un alignement de phrases. Mais il n'est pas possible de s'étendre actuellement sur ce point. L'important est que P. Kievski définit l'impérialisme comme « un système de politique extérieure ».

Premièrement, c'est au fond la répétition fausse d'une idée fausse de Kautsky.

Deuxièmement, c'est une définition purement politique, uniquement politique de l'impérialisme. En définissant l'impérialisme comme un « système de politique », P. Kievski veut esquiver l'analyse *économique* qu'il avait promis de donner lorsqu'il a déclaré que la libre disposition était « *tout aussi* » irréalisable, c'est-à-dire

économiquement irréalisable, à l'époque de l'impérialisme que la monnaie de travail à l'époque de la production marchande !

Au cours de sa discussion avec les gauches, Kautsky a soutenu que l'impérialisme est « seulement un système de *politique* extérieure » (plus précisément une politique d'annexions), qu'on ne peut qualifier d'impérialisme un certain stade économique du capitalisme, un certain niveau de développement de ce dernier.

Kautsky a tort. C'est évidemment une sottise que de discuter sur des mots. On ne saurait interdire d'employer le « mot » impérialisme dans tel sens ou dans tel autre. Mais il faut préciser les notions si l'on tient à pouvoir discuter.

Au point de vue économique, l'impérialisme (ou l'« époque » du capital financier, la question n'est pas dans le terme) est le stade suprême du développement du capitalisme, celui où la grande production a atteint des proportions telles que la *libre concurrence fait place au monopole.* C'est là l'essence *économique* de l'impérialisme. Le monopole se manifeste à la fois dans les trusts, les cartels, etc., dans la toute-puissance des banques géantes, dans l'accaparement des sources de matières premières, etc., dans la concentration du capital bancaire, etc. Le monopole économique, tout est là.

La superstructure politique qui coiffe la nouvelle économie, le capitalisme monopoliste (l'impérialisme est le capitalisme monopoliste), c'est le tournant à partir *de* la démocratie *vers* la réaction politique. A la libre concurrence correspond la démocratie. Au monopole correspond la réaction politique. « Le capital financier tend à l'hégémonie et non à la liberté », dit très justement R. Hilferding dans son livre *Le Capital financier.*

Séparer la « politique extérieure » de la politique en général ou, à plus forte raison, opposer la politique extérieure à la politique intérieure est une idée radicalement fausse, non marxiste, antiscientifique. En politique extérieure tout comme en politique intérieure, l'impérialisme tend à enfreindre la démocratie, à instaurer la réaction. En ce sens, il est incontestable que l'impérialisme est la « négation » *de la démocratie en général, de toute la démocra-*

tie, et nullement *d'une seule* des revendications de la démocratie, à savoir : la libre disposition des nations.

Etant la « négation » de la démocratie, l'impérialisme est *également* la « négation » de la démocratie dans la question nationale (c'est-à-dire en ce qui concerne la libre disposition des nations) : « également », c'est-à-dire qu'il s'efforce de l'entreindre ; elle est plus difficile à réaliser à l'époque de l'impérialisme, exactement dans la même mesure et dans le même sens que le sont en cette même époque (par rapport à celle du capitalisme prémonopoliste) la république, la milice, l'élection des fonctionnaires par le peuple, etc. Il ne saurait être question d'une impossibilité « économique » de réalisation.

Ce qui a induit ici P. Kievski en erreur, c'est probablement cet autre fait (outre l'incompréhension générale des exigences de l'analyse économique) que, du point de vue petit-bourgeois, l'annexion (c'est-à-dire le rattachement d'une région nationale étrangère contre la volonté de sa population, autrement dit l'atteinte au principe de libre disposition de la nation) est considérée comme équivalant à l'« extension » (l'expansion) du capital financier à un territoire économique plus vaste.

Mais on ne peut traiter des questions théoriques en usant de notions petites-bourgeoises.

Economiquement parlant, l'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Pour que le monopole soit total, il faut éliminer les concurrents, non seulement du marché intérieur (du marché d'un Etat donné), mais aussi du marché extérieur, du monde entier. Y a-t-il une possibilité *économique*, « à l'ère du capital financier », d'éliminer la concurrence même dans un Etat étranger ? Bien entendu : le moyen, c'est la dépendance financière et l'accaparement des sources de matières premières du concurrent, puis de toutes ses entreprises.

Les trusts américains sont l'expression suprême de l'économie de l'impérialisme ou du capitalisme monopoliste. Pour écarter un concurrent, les trusts ne se contentent pas de moyens économiques, mais recourent constamment aux méthodes politiques et même criminelles. Mais ce serait une grave erreur de penser que le monopole des trusts est irréalisable économiquement, par des procédés

de lutte purement économiques. Au contraire, la réalité démontre à chaque pas que cela est « réalisable » : les trusts sapent le crédit du concurrent par l'intermédiaire des banques (les maîtres des trusts sont les maîtres des banques : accaparement des actions) ; les trusts sabotent l'acheminement des matériaux destinés aux concurrents (les maîtres des trusts sont les maîtres des voies ferrées : accaparement des actions) ; les trusts avilissent temporairement les prix au-dessous du prix de revient, sacrifiant à cet effet des millions, pour ruiner le concurrent et *accaparer* ses entreprises, ses sources de matières premières (mines, terre, etc.).

Voilà une analyse purement économique de la puissance des trusts et de leur expansion. Voilà la voie purement économique par laquelle s'effectue l'expansion : l'*accaparement* des entreprises, des établissements, des sources de matières premières.

Le grand capital financier d'un pays peut toujours éliminer ses concurrents, même s'ils appartiennent à un pays étranger politiquement indépendant, et il le fait toujours. C'est parfaitement réalisable sur le plan économique. L'« annexion » économique est *parfaitement* « réalisable » sans annexion politique, et elle se rencontre constamment. Dans les textes traitant de l'impérialisme, vous lisez à chaque instant que, par exemple, l'Argentine est en fait une « colonie commerciale » de l'Angleterre, que le Portugal est en fait le « vassal » de l'Angleterre, etc. C'est exact: la dépendance économique à l'égard des banques anglaises, l'endettement vis-à-vis de l'Angleterre, l'accaparement par l'Angleterre des voies ferrées locales, des mines, des terres, etc., — tout cela fait de ces pays des « annexions » de l'Angleterre au point de vue économique, sans qu'il y ait violation de leur indépendance politique.

On appelle libre disposition des nations leur indépendance politique. L'impérialisme tend à l'enfreindre car, l'annexion politique étant réalisée, l'annexion économique est souvent plus commode, meilleur marché (il est plus facile de corrompre des fonctionnaires, de se faire accorder une concession, de faire promulguer une loi avantageuse, etc.), plus facile, plus sûre, — de même que l'impérialisme tend à remplacer la démocratie en général par l'oligarchie.

Mais disserter sur le caractère *économiquement* « irréalisable » de la libre disposition à l'époque de l'impérialisme, c'est tout simplement débiter des calembredaines.

P. Kievski élude les difficultés théoriques par un procédé extrêmement facile et superficiel consistant à user d'expressions dites en allemand « bourchikoziennes »*, c'est-à-dire relevant du langage simpliste et relâché qui est (tout naturellement) de mise dans les ribotes d'étudiants. En voici un échantillon : « Le suffrage universel, écrit-il, la journée de huit heures et même la république sont *logiquement* compatibles avec l'impérialisme, bien qu'ils soient loin de lui sourire (! !), ce qui fait que leur réalisation est rendue extrêmement difficile. »

Nous n'aurions absolument rien contre cette expression bourchikozienne : la république ne « sourit » pas à l'impérialisme, — un petit mot amusant rend parfois plus attrayantes les matières scientifiques ! — si l'on trouvait *en outre*, dans cette dissertation sur un problème sérieux, une analyse économique et politique des notions employées. Chez P. Kievski, la bourchikozerie remplace cette analyse et masque son absence.

Que signifie : « La république ne sourit pas à l'impérialisme » ? Et pourquoi en est-il ainsi ?

La république est une des formes possibles de superstructure politique coiffant la société capitaliste ; c'est la forme la plus démocratique dans les conditions actuelles. Dire que la république ne « sourit » pas à l'impérialisme, c'est dire qu'il y a contradiction entre l'impérialisme et la démocratie. Il se peut très bien que notre conclusion « ne sourie pas » et soit même « loin de sourire » à P. Kievski, mais elle n'en est pas moins irréfutable.

Poursuivons. De quel genre est cette contradiction entre l'impérialisme et la démocratie ? Logique ou illogique ? P. Kievski emploie le mot « logique » sans réfléchir, et c'est pourquoi il ne remarque pas que ce mot lui sert, en l'occurrence, à *dissimuler* (aux yeux et à l'esprit du lecteur, comme aux yeux et à l'esprit de l'auteur) *justement la ques-*

* Nous conservons ici, en le francisant, le mot allemand « burschikos », russisé par Lénine, et qui dérive du mot « Bursch » — étudiant. (*N.R.*)

tion sur laquelle il a entrepris de disserter ! Cette question, c'est le rapport entre l'économie et la politique ; le rapport entre les conditions économiques et le contenu économique de l'impérialisme, d'une part, et une forme politique, d'autre part. Toute « contradiction » constatée dans les raisonnements humains est une contradiction logique ; une pure tautologie. C'est au moyen de cette tautologie que P. Kievski élude le *fond* de la question : est-ce là une contradiction « logique » entre deux phénomènes ou deux thèses *économiques* (1) ? ou entre deux phénomènes ou deux thèses *politiques* (2) ? ou entre l'*économique* et le *politique* (3) ?

Car l'essentiel est là, une fois posée la question du caractère économiquement irréalisable ou réalisable, étant donné telle ou telle forme politique !

Si P. Kievski n'avait pas éludé cet aspect essentiel, il aurait probablement vu que la contradiction entre l'impérialisme et la république est la contradiction entre l'économie du capitalisme le plus récent (plus précisément du capitalisme monopoliste) et la démocratie politique en général. Car jamais P. Kievski ne pourra démontrer que n'importe quelle mesure démocratique importante et fondamentale (élection des fonctionnaires ou des officiers par le peuple, liberté totale d'association et de réunion, etc.) contredit moins l'impérialisme (lui « sourit » davantage, si l'on veut) que ne le fait la république.

On aboutit très précisément à l'affirmation sur laquelle *nous* avons insisté dans les thèses : l'impérialisme contredit, contredit « logiquement » *toute* la démocratie politique *en général*. Cette affirmation de notre part « ne sourit pas » à P. Kievski, car elle démolit ses constructions illogiques, mais qu'y faire ? On ne peut tout de même pas accepter que quelqu'un, prétendant vouloir réfuter certaines thèses, les reprenne en fait subrepticement à son compte au moyen de l'expression : « la république ne sourit pas à l'impérialisme ».

Poursuivons. Pourquoi la république ne sourit-elle pas à l'impérialisme ? et comment l'impérialisme « concilie »-t-il son économie avec la république ?

P. Kievski n'a pas réfléchi à cela. Nous lui rappellerons les paroles suivantes d'Engels. Il s'agit de la répu-

blique démocratique. La question posée est la suivante: la richesse peut-elle dominer sous cette forme de gouvernement ? c'est-à-dire la question porte précisément sur la « contradiction » entre l'économie et la politique.

Engels répond : ...« La république démocratique ne reconnaît pas officiellement les différences de fortune » (entre les citoyens). «La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre. D'une part, sous forme de corruption directe des fonctionnaires » (ce dont « l'Amérique offre un exemple classique ») ; « d'autre part, sous forme d'alliance entre le gouvernement et la Bourse »...[23]

Voilà un modèle d'analyse économique quant à la « possibilité de réalisation » de la démocratie en régime capitaliste, question dont celle de la « possibilité de réalisation » de la libre disposition à l'époque de l'impérialisme constitue une petite partie !

La république démocratique contredit « logiquement » le capitalisme, car elle met « officiellement » sur le même plan le riche et le pauvre. C'est là une contradiction entre le régime économique et la superstructure politique. La même contradiction oppose la république à l'impérialisme, et elle est approfondie ou aggravée du fait que le remplacement de la libre concurrence par le monopole rend encore plus « difficile » la réalisation de toutes les libertés politiques.

Comment le capitalisme se concilie-t-il avec la démocratie ? Par la réalisation indirecte, dans la pratique, de la toute-puissance du capital ! Il existe deux moyens économiques à cet effet : 1) la corruption directe ; 2) l'alliance du gouvernement avec la Bourse. (Pour exprimer cette vérité nos thèses portent qu'en régime bourgeois, le capital financier « achètera et corrompra librement tout gouvernement et ses fonctionnaires ».)

Avec la domination de la production marchande, de la bourgeoisie, du pouvoir de l'argent, la corruption (directe ou par la Bourse) est « réalisable » sous toute forme de gouvernement, sous toute démocratie.

Qu'y a-t-il de changé sous ce rapport lorsque le capitalisme est remplacé par l'impérialisme, c'est-à-dire lorsque le capitalisme prémonopoliste fait place au capitalisme monopoliste ?

Le seul changement est que le pouvoir de la Bourse s'accroît ! Car le capital financier est le très grand capital industriel, arrivé au stade du monopole et fusionné avec le capital bancaire. Les grandes banques fusionnent avec la Bourse en l'absorbant. (Dans les publications sur l'impérialisme, on parle d'une diminution du rôle de la Bourse, mais seulement en ce sens que toute banque géante est elle-même une Bourse.)

Poursuivons. Si la « richesse » en général est parfaitement à même d'exercer sa domination sur n'importe quelle république démocratique par la corruption et la Bourse, comment P. Kievski peut-il affirmer, sans tomber dans une « contradiction logique » des plus amusantes, que l'immense richesse des trusts et des banques, qui brassent des milliards, ne peut « réaliser » le pouvoir du capital financier sur une république étrangère, c'est-à-dire politiquement indépendante ??

Comment cela ? La corruption des fonctionnaires est-elle « irréalisable » dans un Etat étranger ? Ou « l'alliance du gouvernement et de la Bourse » n'est-elle qu'une alliance de son propre gouvernement ?

* * *

Le lecteur peut d'ores et déjà constater que, pour distinguer le vrai du faux et mettre les choses à la portée de tout le monde, il faut environ 10 pages contre 10 lignes de confusion. Nous ne pouvons analyser d'une façon aussi détaillée chaque raisonnement de P. Kievski — il n'en fait littéralement aucun qui soit exempt de confusion ! — et cela n'est d'ailleurs pas nécessaire du moment que l'essentiel est éclairci. Nous nous bornerons pour le reste à un bref commentaire.

4. L'EXEMPLE DE LA NORVEGE

La Norvège a « réalisé » le droit prétendument irréalisable à la libre disposition en 1905, à une époque où l'impérialisme était particulièrement déchaîné. Aussi parler d'« impossibilité » est-il non seulement absurde au point de vue théorique, mais encore ridicule.

Voulant réfuter cette vérité, P. Kievski nous traite rageusement de « rationalistes » (qu'est-ce que cela vient faire ici ? le rationaliste se contente de raisonner, et cela d'une façon abstraite, alors que nous avons indiqué un fait des plus concrets ! P. Kievski n'emploierait-il pas le mot étranger « rationaliste » * aussi... comment ne pas être trop dur ?... aussi « à bon escient » qu'il a employé au début de son article le mot « extractif » *, en présentant ses considérations « sous une forme extractive » ?).

P. Kievski nous reproche « d'attacher de l'importance à l'aspect extérieur des phénomènes, et non à leur véritable essence ». Voyons donc la véritable essence.

La réfutation débute par un exemple : le fait qu'on a promulgué une loi contre les trusts ne prouve pas que l'interdiction des trusts soit irréalisable. C'est juste. Seulement l'exemple n'est pas heureux, car il milite *contre* P. Kievski. Une loi est une mesure politique, c'est de la politique. On ne peut interdire l'économique par aucune mesure politique. Aucune forme politique de la Pologne, que celle-ci soit une parcelle de la Russie tsariste ou de l'Allemagne, ou une région autonome ou un Etat politiquement indépendant, ne saurait servir à interdire ou abolir sa dépendance à l'égard du capital financier des puissances impérialistes, l'accaparement des actions de ses entreprises par ce capital.

L'indépendance de la Norvège, « réalisée » en 1905, est uniquement politique. Elle n'avait ni l'intention ni les moyens de s'attaquer à la dépendance économique. C'est justement ce que disent nos thèses. Nous avons précisément indiqué que la libre disposition concerne seulement la politique et que, pour cette raison, le fait de soulever la question de l'impossibilité économique est déjà par lui-même une erreur. Mais P. Kievski nous « réfute » en citant un exemple d'impuissance des interdits politiques contre l'économie ! Jolie « réfutation » !

Poursuivons. « Un seul ou même beaucoup d'exemples de victoires de petites entreprises sur des grandes ne suffisent pas à réfuter la juste thèse de Marx selon laquelle

* « Rationaliste » et « extractif » (?) sont, en russe, des mots français à peine transformés et qui gardent une consonance étrangère. (*N.R.*)

la marche générale du développement du capitalisme s'accompagne de la concentration et de la centralisation de la production. »

Cet argument se ramène une fois de plus à un *exemple* malheureux, choisi pour détourner l'attention (du lecteur et de l'auteur) de l'objet réel de la discussion.

Notre thèse porte qu'il est faux de parler d'une impossibilité économique de réaliser la libre disposition dans le sens où l'on dit que la monnaie de travail est irréalisable en régime capitaliste. Il ne saurait être produit aucun « exemple » d'une *t e l l e* possibilité. P. Kievski nous donne tacitement raison sur ce point, car il passe à une *autre* interprétation de cette « impossibilité ».

Pourquoi ne le fait-il pas franchement ? Pourquoi ne formule-t-il pas *sa propre* thèse ouvertement et avec précision : « Etant réalisable en ce sens qu'elle est économiquement possible en régime capitaliste, la libre disposition est contraire au développement ; de ce fait, elle présente un caractère réactionnaire ou n'est qu'une exception » ?

Parce que la formulation franche de cette contre-thèse aurait démasqué d'emblée son auteur, et qu'il a besoin de dissimuler son visage.

La loi de la concentration économique, de la victoire de la grande production sur la petite, a été reconnue par notre programme et par celui d'Erfurt. P. Kievski dissimule le fait que nulle part on n'a reconnu de loi de la concentration politique ou étatique. Si c'est une loi du même genre, si c'est aussi une loi, pourquoi P. Kievski ne l'exposerait-il pas et ne proposerait-il pas de compléter notre programme ? Est-il juste de sa part de nous laisser avec un programme mauvais, incomplet, alors qu'il a découvert cette nouvelle loi de la concentration étatique, loi qui a une importance pratique, car elle éliminerait de notre programme des conclusions erronées ?

P. Kievski ne donne aucune formulation de la loi en question et ne propose pas de compléter notre programme, car il sent confusément que, ce faisant, il se couvrirait de ridicule. Tout le monde éclaterait de rire devant ce curieux « économisme impérialiste » si ce point de vue se faisait jour et si, parallèlement à la loi de l'éviction de la petite production par la grande, on énonçait (en liaison avec elle

ou sur le même plan) la « *loi* » de l'éviction des petits Etats par les grands !

Pour rendre cette idée plus claire, contentons-nous de poser une seule question à P. Kievski : pourquoi les économistes sans guillemets *ne* parlent-ils pas de la « désagrégation » des trusts modernes ou des grandes banques ? de la possibilité d'une telle désagrégation et de ses chances de réalisation ? Pourquoi même un « économiste impérialiste » entre guillemets est-il obligé de reconnaître que la désagrégation des grands Etats est possible et réalisable, et non seulement leur désagrégation en général, mais par exemple, la séparation des « petites nationalités » (notez bien cela !) d'avec la Russie (paragraphe *e* du chapitre 2 de l'article de P. Kievski) ?

Enfin, pour expliquer encore plus clairement jusqu'où se laisse emporter notre auteur et pour le mettre en garde, soulignons ce qui suit : nous proclamons tous ouvertement la loi de l'éviction de la petite production par la grande, et personne ne craint de qualifier certains « exemples » de « victoire de petites entreprises sur des grandes », de phénomène réactionnaire. *Personne*, parmi les ennemis de la libre disposition, ne s'est encore risqué à qualifier de réactionnaire la séparation de la Norvège d'avec la Suède, bien que nous ayons soulevé cette question par écrit depuis 1914 *.

La grande production est irréalisable si l'on conserve, par exemple, les tours à main ; l'idée de la « désagrégation » d'une fabrique mécanique se décomposant en ateliers travaillant à la main est parfaitement stupide. La tendance impérialiste aux grands empires est parfaitement réalisable, et elle se réalise fréquemment dans la pratique sous la forme d'une alliance impérialiste d'Etats autonomes et indépendants au sens politique du terme. Une telle alliance est possible et s'observe non seulement sous la forme d'une fusion économique des capitaux financiers de deux pays, mais aussi sous la forme d'une « coopération » militaire dans la guerre impérialiste. La lutte nationale, l'insurrection nationale, la séparation nationale sont parfaitement « réalisables » et s'observent pratiquement *à l'é-*

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 20, pp. 415-481. (*N.R.*)

poque de l'impérialisme, allant même jusqu'à s'intensifier, car l'impérialisme n'arrête pas le développement du capitalisme et la croissance des tendances démocratiques dans la masse de la population, mais *attise* l'antagonisme entre ces aspirations démocratiques et la tendance antidémocratique des trusts.

C'est seulement en partant de l'« économisme impérialiste », c'est-à-dire d'une caricature du marxisme, que l'on peut volontairement ignorer, par exemple, ce phénomène original de la politique impérialiste : d'une part, la guerre impérialiste actuelle nous montre des exemples de la façon dont on réussit, par la force des liens financiers et des intérêts économiques, à entraîner un petit Etat politiquement indépendant dans la lutte entre les grandes puissances (l'Angleterre et le Portugal). D'autre part, la violation du démocratisme à l'égard des petites nations, bien plus impuissantes (à la fois économiquement et politiquement) contre leurs « protecteurs » impérialistes, provoque soit l'insurrection (l'Irlande), soit le passage de régiments entiers du côté de l'ennemi (les Tchèques). Dès lors, il est non seulement « réalisable » du point de vue du capital financier, mais *parfois* franchement *avantageux* pour les trusts, pour *leur* politique impérialiste, pour *leur* guerre impérialiste, d'accorder le plus de liberté démocratique possible, voire l'indépendance en tant qu'Etat à *telle ou telle* petite nation, afin de ne pas risquer de compromettre « leurs » opérations militaires. Oublier le caractère particulier des rapports politiques et stratégiques et répéter, à propos et hors de propos, le mot appris par cœur d'« impérialisme » n'a rien à voir avec le marxisme.

En ce qui concerne la Norvège, P. Kievski nous informe, en premier lieu, « qu'elle a toujours été un Etat indépendant ». C'est faux, et on ne peut expliquer une telle erreur que par la négligence bourchikozienne de l'auteur et son manque d'attention à l'égard des questions politiques. Avant 1905 la Norvège *n'était pas* un Etat indépendant, elle bénéficiait seulement d'une très large autonomie. La Suède ne reconnut l'indépendance de la Norvège comme Etat qu'*après* que celle-ci se fut séparée d'elle. Si la Norvège avait « toujours été un Etat indépendant », le gouvernement suédois n'aurait pas pu faire savoir aux puis-

sances étrangères, le 26 octobre 1905, qu'il reconnaissait désormais la Norvège comme un pays indépendant.

En second lieu, P. Kievski allègue une série de citations pour démontrer que la Norvège regardait vers l'ouest et la Suède vers l'est, que dans l'une « travaillait » surtout le capital financier anglais et dans l'autre le capital financier allemand, etc. D'où il déduit triomphalement : « Cet exemple » (celui de la Norvège) « s'inscrit intégralement dans nos schémas ».

Voilà bien un exemple de la logique de l'« économisme impérialiste » ! Dans nos thèses il est dit que le capital financier peut dominer dans « n'importe quel pays », « fût-il indépendant », et que, pour cette raison, tous les raisonnements sur le « caractère irréalisable » de la libre disposition du point de vue du capital financier n'est que pure confusion. On nous cite des données *confirmant* notre thèse sur le rôle du capital financier étranger en Norvège *avant comme après* la séparation, en ayant l'air de croire que cela *réfute* nos arguments !!

Parler du capital financier et s'en autoriser pour *oublier* les questions politiques, est-ce vraiment là raisonner sur la politique ?

Non. Les erreurs de l'« économisme » en matière de logique n'ont pas fait disparaître les questions politiques. Le capital financier anglais « travaillait » en Norvège avant et il y « travaille » depuis la séparation. Le capital financier allemand « travaillait » en Pologne avant sa séparation d'avec la Russie, et il y « travaillera » *quelle que soit* la situation politique de la Pologne. C'est tellement élémentaire qu'on est gêné d'avoir à le répéter, mais que faire quand des gens oublient l'abc ?

Voit-on disparaître pour autant la question politique relative à la situation de la Norvège ? à son appartenance à la Suède ? au comportement des ouvriers lorsque s'est posée la question de la séparation ?

P. Kievski a éludé ces questions, car elles battent en brèche les « économistes ». Mais la vie les a posées et elles demeurent posées. C'est dans la vie que s'est posée la question de savoir si un ouvrier suédois ne reconnaissant pas le droit de la Norvège à la séparation peut être membre du parti social-démocrate ? *Non, bien sûr.*

Les aristocrates suédois étaient pour la guerre contre la Norvège, les prêtres également. Ce fait subsiste, bien que P. Kievski ait « oublié » de lire ce qui le concernait dans les histoires du peuple norvégien. Un ouvrier suédois pouvait, tout en restant social-démocrate, conseiller aux Norvégiens de voter contre la séparation (un referendum au sujet de la séparation eut lieu en Norvège le 13 août 1905 et donna 368 200 voix pour et 184 contre, 80% des électeurs inscrits ayant participé au scrutin). Mais l'ouvrier suédois qui, de même que l'aristocratie et la bourgeoisie suédoises, aurait dénié aux Norvégiens le droit de résoudre cette question eux-mêmes, sans les Suédois, indépendamment de la volonté de ces derniers, aurait été un *social-chauvin* et *un gredin intolérable dans les rangs du parti social-démocrate*.

Voilà en quoi consiste l'application du paragraphe 9 du programme de notre Parti, par-dessus lequel notre « économiste impérialiste » a essayé de *sauter*. Vous n'y parviendrez pas, Messieurs, sans tomber dans les bras du chauvinisme !

Et l'ouvrier norvégien ? Etait-il tenu, du point de vue de l'internationalisme, de voter *pour* la séparation ? Absolument pas. Il pouvait, tout en restant social-démocrate, voter contre. Il n'aurait enfreint son devoir de membre du parti social-démocrate que s'il avait tendu une main fraternelle à un ouvrier cent-noir suédois qui se serait prononcé contre la *liberté* de séparation de la Norvège.

Certaines gens ne veulent pas voir cette différence élémentaire entre les positions de l'ouvrier norvégien et de l'ouvrier suédois. Mais ils se démasquent eux-mêmes lorsqu'ils *éludent* cette question politique ultra-concrète s'il en fut, que nous leur posons à brûle-pourpoint. Ils se taisent, tergiversent, et capitulent ainsi sur toute la ligne.

Pour démontrer que la question « norvégienne » peut se poser en Russie, nous avons intentionnellement énoncé la thèse suivante : dans certaines conditions de caractère *purement* militaire et stratégique, un Etat polonais indépendant est, même *à présent*, parfaitement réalisable. P. Kievski veut « discuter » — et il ne dit rien !

Ajoutons qu'en vertu de considérations *purement* militaires et stratégiques, et dans l'hypothèse d'une certaine

issue de la guerre impérialiste *actuelle* (par exemple, le ralliement de la Suède aux Allemands et leur demi-victoire), la Finlande aussi *peut* parfaitement devenir un Etat séparé, sans que cela nuise à la « possibilité de réaliser » quelque opération du capital financier que ce soit, sans que cela rende « irréalisable » l'accaparement des actions des voies ferrées et autres entreprises finlandaises *.

P. Kievski se dérobe aux questions politiques qui l'embarrassent en se retranchant derrière une belle phrase qui caractérise remarquablement tous ses « raisonnements »: ...« A chaque minute »... (c'est ce qui figure littéralement à la fin du paragraphe *c* du chapitre I)... « l'épée de Damoclès peut tomber et trancher l'existence de l'atelier « indépendant » (« allusion » à la petite Suède et à la petite Norvège).

Voici, à ce qu'il paraît, le véritable marxisme : depuis quelque dix années, il existe un Etat norvégien à part dont la séparation d'avec la Suède a été qualifiée par le gouvernement *suédois* de « mesure révolutionnaire ». Mais à quoi bon nous donner la peine d'analyser les questions *politiques* qui résultent de cette situation, si nous avons lu *Le Capital financier* d'Hilferding et l'avons « compris » en ce sens qu'« à chaque minute » — c'est ne pas y aller de main morte — un petit Etat peut disparaître ? A quoi bon insister que nous avons dénaturé le marxisme en « économisme », et transformé notre politique en reprenant les vieux refrains du chauvinisme russe cent pour cent ?

* Si l'une des issues possibles de la guerre actuelle rend parfaitement « réalisable » la formation en Europe de nouveaux Etats, polonais, finlandais, etc., sans que les conditions de développement de l'impérialisme et sa puissance en soient le moins du monde affectées, — l'influence, les liaisons et la pression du capital financier en étant au contraire *renforcées*, — l'autre issue rend *également* « réalisable » la formation d'un nouvel Etat hongrois, d'un Etat tchèque, etc. Les impérialistes anglais esquissent déjà cette seconde solution pour le cas où ils remporteraient la victoire. L'époque impérialiste ne détruit ni les aspirations à l'indépendance politique des nations, ni le « caractère réalisable » de ces aspirations à l'*intérieur* des rapports impérialistes mondiaux. *Hors* de ce cadre, ni la république en Russie, ni en général aucune transformation démocratique essentielle n'est « réalisable » sans une série de révolutions et ne saurait être solidement assurée sans le socialisme. P. Kievski n'a rien, absolument rien compris aux rapports entre l'impérialisme et la démocratie.

Comme ils ont dû se tromper, les ouvriers russes qui essayèrent d'instaurer la république en 1905 : car le capital financier s'était déjà mobilisé contre elle en France, en Angleterre et ailleurs, et son « épée de Damoclès » pouvait « à chaque minute » la décapiter si elle était apparue !

* * *

« La revendication de la libre disposition nationale n'est pas... utopique dans un programme minimum : elle ne contredit pas le développement social, pourvu que sa réalisation n'arrête pas ce développement. » Cette citation de Martov est contestée par P. Kievski dans le même paragraphe de son article où il a produit ses « citations » sur la Norvège, qui *démontrent* pour la n^e^ fois ce fait de notoriété publique que la « libre disposition » de la Norvège et sa séparation *n'ont arrêté ni* le développement en général, *ni* l'accroissement des opérations du capital financier en particulier, *ni* l'accaparement de la Norvège par les Anglais !

Il s'est trouvé plus d'une fois chez nous des bolchéviks, par exemple Alexinski en 1908-1910, qui polémisaient avec Martov *quand justement* Martov avait raison ! Que Dieu nous préserve de tels « alliés » !

5. DU « MONISME ET DU DUALISME »

Nous reprochant d'« interpréter la revendication d'une façon dualiste », P. Kievski écrit :

« L'*action* moniste de l'Internationale est remplacée par une *propagande* dualiste. »

Cela rend un son tout à fait marxiste, matérialiste : l'action, qui est une, est opposée à la propagande, qui est « dualiste ». Malheureusement, à y regarder de plus près, nous devons dire que c'est là le même « monisme » *verbal* que celui de Dühring. « Si je comprends une brosse à chaussures dans l'*unité* mammilère, écrivait Engels contre le « monisme » de Dühring, ce n'est pas cela qui lui fera pousser des mamelles [24] .»

C'est dire qu'on ne peut *proclamer* « uns » que des choses, des propriétés, des phénomènes, des actions qui sont

uns dans la réalité objective. Notre auteur n'a oublié que ce « *détail* » !

Il aperçoit notre «dualisme» premièrement, dans le fait que nous exigeons au premier chef, de la part des ouvriers des nations opprimées, *autre chose* — il ne s'agit ici que de la question nationale — que ce que nous exigeons des ouvriers appartenant aux nations oppressives.

Pour vérifier si le « monisme » de P. Kievski n'est pas, en l'occurrence, le « monisme » de Dühring, il faut examiner ce qui se passe dans la *réalité objective.*

La situation *réelle* des ouvriers est-elle identique, du point de vue de la question nationale, suivant qu'ils appartiennent à des nations oppressives ou à des nations opprimées ?

Non, elle n'est pas identique.

(1) *Economiquement*, la différence est que des parties de la classe ouvrière des pays oppresseurs profitent de miettes du *surprofit* que réalisent les bourgeois des nations oppressives en écorchant deux fois plutôt qu'une les ouvriers des nations opprimées. En outre, les données économiques attestent que le pourcentage des ouvriers passant dans la « maîtrise » est *plus important* parmi les ouvriers des nations oppressives que parmi ceux des nations opprimées, — qu'un pourcentage *plus grand* des premiers s'élève au niveau de *l'aristocratie* ouvrière *. C'est un fait. Les ouvriers de la nation oppressive sont *jusqu'à un certain point* les complices de *leur* bourgeoisie dans la spoliation par celle-ci des ouvriers (et de la masse de la population) de la nation opprimée.

(2) *Politiquement*, la différence est que les ouvriers des nations oppressives occupent une situation *privilégiée* dans toute une série de domaines de la vie politique, par rapport aux ouvriers de la nation opprimée.

(3) *Idéologiquement* ou spirituellement, la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées. C'est ce qu'a

* Voir, par exemple, le livre anglais de Hourwich sur l'immigration et la situation de la classe ouvrière en Amérique. (*Immigration and Labor.*)

éprouvé, par exemple, tout Grand-Russe qui a grandi ou vécu parmi les Grands-Russes.

Ainsi, dans la réalité objective, il y a une différence *sur toute la ligne*, c'est-à-dire que le « dualisme » s'affirme dans le monde objectif, indépendant de la volonté et de la conscience des individus.

Comment considérer, après cela, les paroles de P. Kievski sur « l'action moniste de l'Internationale » ?

C'est une phrase creuse et sonore, et rien de plus.

Pour que l'action de l'Internationale, qui se compose *pratiquement* d'ouvriers *divisés* en ouvriers appartenant à des nations oppressives et à des nations opprimées, *soit unie*, il est nécessaire que la propagande soit faite d'une façon *non identique* dans l'un et l'autre cas : voilà comment il faut raisonner du point de vue du « monisme » véritable (et non accommodé à la sauce Dühring), du point de vue du matérialisme de Marx !

Un exemple ? Nous avons déjà cité (il y a plus de deux ans, dans la presse légale!) l'exemple de la Norvège, et personne n'a essayé de nous réfuter. Dans ce cas concret tiré de la vie, l'*action* des ouvriers norvégiens et suédois a été « moniste », unie, internationaliste, *uniquement* parce que et pour autant que les ouvriers suédois défendaient *inconditionnellement* la liberté de séparation de la Norvège et que les ouvriers norvégiens posaient *conditionnellement* la question de cette séparation. Si les ouvriers suédois n'avaient pas été *inconditionnellement* pour la liberté de séparation des Norvégiens, ils auraient été des *chauvins*, des complices du chauvinisme des grands propriétaires fonciers suédois qui voulaient « garder » la Norvège par la force, par la guerre. Si les ouvriers norvégiens *n'*avaient *pas* posé *conditionnellement* la question de la séparation, c'est-à-dire de telle sorte que même les membres du parti social-démocrate pouvaient voter et faire de la propagande contre la séparation, ils auraient enfreint leur devoir d'internationalistes et seraient tombés dans un nationalisme norvégien étroit, *bourgeois*. Pourquoi ? Parce que c'est la *bourgeoisie*, et non le prolétariat, qui accomplissait la séparation ! Parce que la bourgeoisie norvégienne (comme toute autre bourgeoisie) s'efforce *toujours* de semer la division entre les ouvriers de son

pays et ceux d'un pays « étranger » ! Parce que toute revendication démocratique (y compris la libre disposition) *est subordonnée*, pour les ouvriers conscients, aux intérêts supérieurs du socialisme. Si, par exemple, la séparation de la Norvège d'avec la Suède avait signifié, certainement ou probablement, la guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, les ouvriers norvégiens auraient dû, *pour cette raison*, être contre la séparation. Quant aux ouvriers suédois, ils auraient alors eu le droit et la possibilité, sans cesser d'être des socialistes, de faire de l'agitation contre la séparation, *uniquement* dans le cas où ils auraient systématiquement, méthodiquement, constamment, lutté *contre* le gouvernement suédois pour la *liberté* de séparation de la Norvège. Dans le cas contraire, les ouvriers norvégiens et le peuple norvégien *n'auraient pas cru* et *n'auraient pas pu* croire à la sincérité du conseil des ouvriers suédois.

Tout le malheur, pour les adversaires de la libre disposition, provient de ce qu'ils se contentent d'abstractions mortes et *craignent* d'analyser jusqu'au bout ne serait-ce qu'un seul exemple concret tiré de la vie réelle. L'indication concrète, figurant dans nos thèses, selon laquelle un nouvel Etat polonais est parfaitement « réalisable » *à présent*, une fois assuré un certain ensemble de conditions exclusivement militaires, stratégiques *, n'a rencontré d'objections ni de la part des Polonais, ni de celle de P. Kievski. Mais personne n'a voulu *réfléchir* à ce qui découle de cette reconnaissance tacite de la justesse de notre point de vue. Or, il en découle nettement que la propagande des internationalistes *ne saurait être* identique parmi les Russes et parmi les Polonais, si elle entend éduquer les uns et les autres en vue d'une « action unie ». L'ouvrier grand-russe (et allemand) est tenu d'être inconditionnellement pour la liberté de séparation de la Pologne, car autrement il est *en fait, à présent*, un laquais de Nicolas II ou de Hindenburg. L'ouvrier polonais *ne pourrait être* pour la séparation *que* conditionnellement, car spéculer (comme les *fracs*[25]) sur la victoire de telle ou telle bourgeoisie impérialiste signifie devenir *son* laquais. Ne pas comprendre

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. (*N.R.*)

cette différence, qui est la condition de l'« action moniste » de l'Internationale, revient à ne pas comprendre pourquoi, pour une « action moniste » contre l'armée tsariste, par exemple, devant Moscou, les troupes révolutionnaires devraient, de Nijni-Novgorod marcher vers l'ouest et de Smolensk, vers l'est.

* * *

En second lieu, notre nouvel adepte du monisme de Dühring nous reproche de ne pas nous préoccuper du « rassemblement le plus étroit possible des différentes sections nationales de l'Internationale, sur le plan de l'organisation », lors de la révolution socialiste.

En régime socialiste, la libre disposition n'a pas de raison d'être, écrit P. Kievski, car alors l'Etat disparaît. Voilà qui est écrit avec la prétention de nous réfuter ! Mais nous précisons clairement en *trois* lignes — les trois dernières lignes du premier paragraphe de nos thèses — que la « démocratie est aussi une forme d'Etat, qui devra disparaître lorsque l'Etat aura lui-même disparu ». C'est précisément cette vérité que P. Kievski répète — pour nous « réfuter », bien entendu ! — en *plusieurs pages* de son paragraphe *c* (chapitre I), non sans la *dénaturer*. « Nous concevons, écrit-il, et nous avons toujours conçu le régime socialiste comme un système économique centralisé d'une façon rigoureusement démocratique (!!?), où l'Etat disparaît en tant qu'appareil de domination d'une partie de la population sur l'autre. » C'est de la confusion, car la démocratie est *aussi* la domination « d'une partie de la population sur l'autre », c'est *aussi* un Etat. L'auteur n'a manifestement pas compris en quoi consiste le *dépérissement* de l'Etat après la victoire du socialisme et quelles sont les conditions de ce processus.

Mais l'essentiel, ce sont ses « objections » concernant l'époque de la révolution sociale. Après nous avoir pris à partie par l'appellation terrible de « talmudistes de la libre disposition », l'auteur écrit : « Ce processus (la révolution sociale), nous le concevons comme l'action unie des prolétaires de tous (!!) les pays, détruisant les frontières de l'Etat bourgeois (!!), arrachant les poteaux-frontières » (indépendamment de la « destruction

des frontières » ?), « faisant éclater (!!) la communauté nationale et instituant la communauté de classe. »

Il y a là, n'en déplaise au juge sévère des « talmudistes », beaucoup de phrases et point de « pensée ».

La révolution sociale ne peut être l'action unie des prolétaires de *tous* les pays pour la raison bien simple que la majorité des pays et la majorité de la population du globe n'en sont même pas encore au stade capitaliste de développement ou ne se trouvent qu'au début de ce stade. Nous l'avons indiqué au paragraphe 6 de nos thèses, et P. Kievski, tout simplement par inattention ou par incapacité de penser, « n'a pas remarqué » que si nous avons introduit ce paragraphe, ce n'est pas pour rien, mais justement pour réfuter les déformations caricaturales du marxisme. *Seuls* les pays avancés d'Occident et d'Amérique du Nord sont mûrs pour le socialisme, et P. Kievski peut lire dans une lettre d'Engels à Kautsky *(Le Recueil du Social-Démocrate)*[26] une illustration concrète de la « *conception* » — réelle et non pas seulement annoncée — selon laquelle rêver de « l'action unie des prolétaires de *tous* les pays » signifie renvoyer le socialisme aux calendes grecques, c'est-à-dire à « jamais ».

Le socialisme sera réalisé par l'action unie des prolétaires, non pas de tous les pays, mais d'une minorité de pays, parvenus au stade de développement du capitalisme *avancé*. C'est l'incompréhension de ce point qui a provoqué l'erreur de P. Kievski. Dans *ces* pays avancés (Angleterre, France, Allemagne, etc.), la question nationale est résolue depuis longtemps, la communauté nationale est depuis longtemps dépassée ; il n'y a pas *objectivement* de « tâches nationales d'ensemble ». Voilà pourquoi c'est seulement dans ces pays qu'il est possible de « faire éclater » dès *à présent* la communauté nationale et d'instituer la communauté de classe.

Il en va autrement dans les pays *non* développés, dans les pays que nous avons classés (au paragraphe 6 de nos thèses) dans les 2e et 3e rubriques, c'est-à-dire dans tout l'Est de l'Europe et dans toutes les colonies et semi-colonies. Là existent *encore*, en règle générale, des nations opprimées et non développées au point de vue capitaliste. Dans ces nations, il existe encore *objectivement* des tâches natio-

nales d'ensemble, plus précisément des tâches *démocratiques*, consistant à *renverser le joug d'une nation étrangère.*

C'est précisément comme le modèle de ces nations, qu'Engels cite l'Inde en disant qu'elle peut faire la révolution contre le socialisme victorieux, car Engels était loin de cet « économisme impérialiste » ridicule qui s'imagine qu'ayant triomphé dans les pays avancés, le prolétariat anéantira partout l'oppression nationale « en un tournemain », sans des mesures *démocratiques* déterminées. Le prolétariat victorieux réorganisera les pays dans lesquels il aura triomphé. On ne peut faire cela d'emblée, et on ne peut pas non plus « vaincre » la bourgeoisie d'emblée. Nous avons souligné à dessein ce point dans nos thèses, et P. Kievski, une fois de plus, n'a pas réfléchi *à la raison pour laquelle* nous insistons là-dessus à propos de la question nationale.

Pendant que le prolétariat des pays avancés renverse la bourgeoisie et repousse ses tentatives contre-révolutionnaires, les nations non développées et opprimées n'attendent pas, ne cessent pas de vivre, ne disparaissent pas. Si elles profitent d'une crise de la bourgeoisie impérialiste — même tout à fait bénigne par rapport à la révolution sociale, comme la guerre de 1915-1916 — pour se révolter (les colonies, l'Irlande)[27], il ne fait aucun doute qu'elles profiteront à plus forte raison, dans le même but, de la *grande crise* de la guerre civile dans les pays avancés.

La révolution sociale ne peut se produire autrement que sous la forme d'une époque alliant la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie dans les pays avancés à *toute une série* de mouvements démocratiques et révolutionnaires, y compris des mouvements de libération nationale, dans les nations non développées, retardataires et opprimées.

Pourquoi ? Parce que le capitalisme se développe de façon inégale, et que la réalité objective nous montre, à côté des nations capitalistes hautement évoluées, toute une série de nations très faiblement et pas du tout développées au point de vue économique. P. Kievski n'a absolument pas réfléchi aux conditions *objectives* de la révolution sociale du point de vue de la maturité économique des différents

pays, de sorte que son reproche selon lequel *nous* « inventerions » les endroits où l'on pourrait appliquer la libre disposition fait vraiment penser à l'histoire de celui qui fait pénitence sur le dos des autres.

P. Kievski répète à maintes reprises, avec un zèle digne d'un meilleur sort, des citations de Marx et d'Engels sur le thème suivant : nous ne devons pas « sortir de notre cerveau, mais découvrir par notre cerveau dans les conditions matérielles existantes » les moyens de délivrer l'humanité de tels ou tels fléaux sociaux. En lisant ces citations répétées, je ne puis m'empêcher d'évoquer ces « économistes » de triste mémoire qui, d'une façon tout aussi ennuyeuse... remâchaient leur « nouvelle découverte » sur la victoire du capitalisme en Russie. P. Kievski veut nous « épater » par ses citations, car nous sortirions, paraît-il, de notre cerveau les conditions de mise en pratique de la libre disposition des nations à l'époque de l'impérialisme ! Mais nous lisons chez ce même P. Kievski l'« imprudent aveu » suivant :

« Le seul fait que nous soyons *contre* (les italiques sont de l'auteur) la défense de la patrie montre d'une façon plus qu'évidente que nous nous opposerons activement à l'écrasement de toute insurrection nationale, car nous lutterons ainsi contre notre ennemi mortel : l'impérialisme » (chap. II, paragraphe *c*, de l'article de P. Kievski).

On ne peut critiquer un auteur connu, on ne peut lui *répondre*, si l'on ne cite entièrement ne serait-ce que les principales thèses de son article. Mais dès que l'on cite intégralement ne serait-ce qu'une seule thèse de P. Kievski, il apparaît toujours que n'importe laquelle de ses phrases contient 2-3 erreurs ou affirmations irréfléchies qui dénaturent le marxisme !

1) P. Kievski n'a pas remarqué que l'insurrection nationale, c'est *aussi* la « défense de la patrie » ! Or, le moindre effort de réflexion démontrera à tout un chacun que c'est bien le cas, car *toute* « nation insurgée » « se défend » contre une nation oppressive, défend sa langue, son territoire, sa patrie.

Toute oppression nationale provoque une riposte dans les *larges masses* du peuple, et toute riposte d'une population nationalement opprimée *tend* à prendre la forme

d'une insurrection nationale. Si nous constatons fréquemment (notamment en Autriche et en Russie) que la bourgeoisie des nations opprimées *ne fait que* bavarder sur l'insurrection nationale et passe en fait des arrangements réactionnaires avec la bourgeoisie de la nation oppressive à l'insu de son peuple et *contre* lui, la critique des marxistes révolutionnaires doit être dirigée, dans ces cas, non pas contre le mouvement de libération nationale, mais contre son abâtardissement, son avilissement, sa dégénérescence en une prise de bec dérisoire. Soit dit en passant, très nombreux sont les social-démocrates autrichiens et russes qui oublient cela et chez qui la haine *légitime* des chamailleries nationales mesquines, viles, dérisoires — dans le genre des discussions et des bagarres sur le point de savoir en quelle langue le nom d'une rue doit être inscrit dans la partie supérieure de la plaque, et en quelle langue dans le bas — devient un refus de soutenir la lutte nationale. Nous ne « soutiendrons » pas la comédie des gens qui jouent à instaurer la république dans quelque principauté de Monaco ou les aventures « républicaines » des « généraux » des petits Etats de l'Amérique du Sud ou d'une île perdue dans l'océan Pacifique, mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse oublier le mot d'ordre de la république lorsqu'il s'agit de mouvements démocratiques et socialistes dignes de ce nom. Nous ridiculisons et devons ridiculiser les chamailleries nationales dérisoires et le maquignonnage national autour des nations en Russie et en Autriche, mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse refuser de soutenir une insurrection nationale ou toute lutte sérieuse dressant l'ensemble d'un peuple contre l'oppression nationale.

2) Si les insurrections nationales sont impossibles à l'« époque impérialiste », P. Kievski n'a pas le droit d'en parler. Si elles sont possibles, toutes ses phrases sempiternelles sur le « monisme », sur le fait que nous « inventerions » des exemples de libre disposition à l'époque de l'impérialisme, etc., etc., — *tout* cela se dissipe en fumée. P. Kievski se fustige lui-même.

Si « nous » « nous opposons activement à l'écrasement » d'une « insurrection nationale », éventualité admise par P. Kievski « *lui-même* », qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'*action* est double, « dualiste » pour employer un terme philosophique aussi mal à propos que le fait notre auteur. (a) En premier lieu, une « action » du prolétariat et de la paysannerie nationalement opprimés, *de concert* avec la bourgeoisie nationalement opprimée, *contre* la nation oppressive ; (b) en second lieu, une « action » du prolétariat ou de sa partie consciente, dans la nation oppressive, *contre* la bourgeoisie et tous les éléments de la nation oppressive qui la suivent.

Le déluge de phrases contre le « bloc national » et les « illusions » nationales, contre le « venin » du nationalisme, contre l'« exacerbation de la haine nationale », et autres phrases semblables débitées par P. Kievski, ne sont finalement que des sornettes, car en conseillant au prolétariat des pays oppresseurs (n'oublions pas que l'auteur considère ce prolétariat comme une force importante) « de s'opposer activement à l'écrasement de l'insurrection nationale », l'auteur *exacerbe* par là même la haine nationale, et *soutient* par là même le « bloc avec la bourgeoisie » des ouvriers des pays opprimés.

3) Si les insurrections nationales sont possibles à l'époque de l'impérialisme, les guerres nationales le sont aussi. Il n'y a aucune différence notable entre les unes et les autres sur le plan politique. Les historiens militaires des guerres ont parfaitement raison de classer les insurrections parmi les guerres. Faute d'avoir réfléchi, P. Kievski ne s'est pas seulement fustigé lui-même, mais a fustigé aussi Junius[28] et le groupe l'« Internationale », qui nient la *possibilité* des guerres nationales à l'époque de l'impérialisme. Or, cette négation est le seul fondement théorique concevable du point de vue qui nie la libre disposition des nations à l'époque de l'impérialisme.

4) En effet, qu'est-ce qu'une insurrection « nationale »? C'est une insurrection qui vise à instaurer l'indépendance *politique* d'une nation opprimée, c'est-à-dire à créer un Etat national qui lui soit *propre*.

Si le prolétariat de la nation oppressive est une force importante (comme le suppose et doit le supposer l'auteur pour l'époque de l'impérialisme), la volonté de ce prolétariat de « s'opposer activement à l'écrasement de l'insur-

rection nationale » *n'est-elle pas une contribution* à la création d'un Etat national à part ? Si, bien sûr !

Notre vaillant négateur de la « possibilité de réalisation » de la libre disposition en est arrivé à soutenir que le prolétariat conscient des pays avancés doit *contribuer* à la réalisation de cette mesure « irréalisable » !

5) *Pourquoi* devons-« nous » « nous opposer activement » à l'écrasement de l'insurrection nationale ? P. Kievski n'avanco qu'un seul argument : « car nous lutterons ainsi contre notre ennemi mortel : l'impérialisme ». Toute la *force* de cet argument se réduit au mot *fort* : « mortel », conformément à l'habitude qu'a l'auteur de remplacer la force des arguments par la force de formules vigoureuses et ronflantes, telles que : « enfonçons un pieu dans le corps palpitant de la bourgeoisie » et autres perles semblables dans l'esprit d'Alexinski.

Mais cet argument de P. Kievski est *inexact*. L'impérialisme est notre ennemi tout aussi « mortel » que le capitalisme. C'est juste. Toutefois, aucun marxiste n'oubliera que le capitalisme est un progrès par rapport au féodalisme, et l'impérialisme par rapport au capitalisme prémonopoliste. Nous *n'*avons donc *pas* le droit de soutenir n'importe quelle lutte contre l'impérialisme. Nous *ne* soutiendrons *pas* la lutte des classes réactionnaires contre l'impérialisme, nous *ne* soutiendrons *pas* l'insurrection des classes réactionnaires contre l'impérialisme et le capitalisme.

Ainsi donc, si l'auteur reconnaît la nécessité d'aider l'insurrection des nations opprimées (« s'opposer activement » à l'écrasement signifie aider l'insurrection), il reconnaît par là le *caractère progressif* de l'insurrection nationale, le *caractère progressif*, si cette insurrection aboutit à un succès, de la formation d'un nouvel Etat, de l'établissement de nouvelles frontières, etc.

L'auteur n'arrive littéralement pas à retomber sur ses pieds *dans aucun* de ses raisonnements politiques !

L'insurrection irlandaise de 1916, qui a eu lieu après la publication de nos thèses dans le n° 2 du *Vorbote*, a démontré, soit dit en passant, que nous n'avions pas parlé en l'air de la possibilité d'insurrections nationales *même* en Europe !

6. LES AUTRES QUESTIONS POLITIQUES ABORDEES ET DENATUREES PAR P. KIEVSKI

Nous avons déclaré dans nos thèses que la libération des colonies n'est rien d'autre que la libre disposition des nations. Les Européens oublient souvent que les peuples coloniaux sont *aussi* des nations, mais tolérer un tel «oubli», c'est tolérer le chauvinisme.

P. Kievski « réplique » :

«Il *n'y a pas* de prolétariat au sens propre du mot» dans les colonies de type pur (fin du paragraphe *c* du chapitre II). « Pour qui donc alors demander la « libre disposition » ? Pour la bourgeoisie coloniale ? Pour les fellahs ? Pour les paysans ? Non, bien sûr. En ce qui concerne les colonies, les *socialistes* (les italiques sont de P. Kievski) commettraient une absurdité en proclamant le mot d'ordre de la libre disposition, car il est absurde, d'une façon générale, de proclamer les mots d'ordre d'un parti ouvrier pour les pays où il n'y a pas d'ouvriers. »

Si terrible que soit le courroux de P. Kievski lorsqu'il qualifie notre point de vue d'« absurde », nous prendrons néanmoins l'audace de lui faire remarquer respectueusement que ses conclusions sont erronées. Seuls les « économistes » de triste mémoire pensaient que les « mots d'ordre d'un parti ouvrier » étaient proclamés *exclusivement* à l'intention des ouvriers *. Non, ces mots d'ordre sont proclamés pour l'ensemble de la population laborieuse, pour le peuple tout entier. Dans la partie démocratique de notre programme, à l'importance de laquelle P. Kievski n'a « pas du tout » réfléchi, nous nous adressons spécialement au peuple tout entier, et c'est pourquoi nous y parlons du « peuple » **.

Nous avons classé parmi les peuples coloniaux et se-

---

* Nous conseillons à P. Kievski de relire les écrits de Martynov et Cie de la période 1899-1901. Il y retrouvera beaucoup de « ses » arguments.

** Certains étranges adversaires de la « libre disposition des nations » nous opposent cet argument que les « nations » sont divisées en classes ! Nous indiquons habituellement à ces marxistes grotesques que la partie démocratique de notre programme parle de l'« autocratie du peuple ».

mi-coloniaux 1 000 millions d'habitants, et P. Kievski ne s'est pas donné la peine de réfuter cette déclaration éminemment concrète. Sur ces 1 000 millions d'habitants, plus de 700 millions (la Chine, l'Inde, la Perse, l'Egypte) appartiennent à des pays où *il y a* des ouvriers. Mais même pour les pays coloniaux qui n'ont pas d'ouvriers, où il n'y a que des propriétaires d'esclaves et des esclaves, etc., la proclamation de la « libre disposition », *loin* d'être une absurdité, est au contraire une *obligation* pour tous les marxistes. S'il y réfléchit un peu, P. Kievski le comprendra probablement, tout comme il comprendra aussi que la « libre disposition » est toujours proclamée « pour » les *deux* nations : l'opprimée et l'*oppressive*.

Autre « réplique » de P. Kievski :

« Aussi nous bornons-nous, en ce qui concerne les colonies, à un mot d'ordre négatif, c'est-à-dire à la revendication : « Hors des colonies ! », présentée par les socialistes à leurs gouvernements. Cette revendication, qui n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme, exacerbe la lutte contre l'impérialisme, mais ne contredit pas le développement, car la société socialiste ne possédera pas de colonies. »

L'inaptitude ou la répugnance de l'auteur à réfléchir si peu que ce soit au contenu théorique des mots d'ordre politiques est franchement stupéfiante ! Les choses seront-elles changées du fait qu'au lieu d'un terme politique théoriquement précis nous emploierons une phrase d'agitation ? Dire : « Hors des colonies ! », c'est précisément se dérober à l'analyse théorique sous le couvert d'une phrase d'agitation ! Tout agitateur de notre Parti, parlant de l'Ukraine, de la Pologne, de la Finlande, etc., a le droit de dire au tsarisme (« à son propre gouvernement »): « Hors de la Finlande !, etc. », mais un agitateur avisé comprendra qu'on ne peut proclamer de mots d'ordre positifs ou négatifs uniquement à des fins d'« exacerbation ». Seuls des gens de l'acabit d'Alexinski pouvaient prétendre que le mot d'ordre « négatif » : « Hors de la Douma noire ! » se justifiait par le désir d'« exacerber » la lutte contre un certain mal bien connu.

L'exacerbation de la lutte est une phrase creuse de subjectivistes qui oublient que le marxisme exige, pour la jus-

tification de tout mot d'ordre, une analyse précise à la fois de la réalité *économique*, de la situation *politique* et de la portée *politique* du mot d'ordre considéré. Il est gênant d'avoir à rabâcher tout cela, mais qu'y faire quand on nous y oblige ?

Rompre une discussion théorique sur une question théorique par des cris d'agitateur, c'est l'habitude d'Alexinski et nous la connaissons bien, mais elle ne vaut pas cher. Le contenu politique et économique du mot d'ordre : « Hors des colonies ! » se ramène exclusivement à ceci : liberté de séparation pour les nations coloniales, liberté de former un Etat séparé ! Si les lois *générales* de l'impérialisme font obstacle, comme le pense P. Kievski, à la libre disposition des nations, si elles en font une utopie, une illusion, etc., etc., comment peut-on, sans réfléchir, établir une exception à ces lois générales pour la *majorité* des nations du monde ? Il est évident que la « théorie » de P. Kievski est une caricature de théorie.

La production marchande et le capitalisme, ainsi que les éléments de liens du capital financier, existent dans l'immense majorité des pays coloniaux. Comment peut-on appeler les Etats, les gouvernements des pays impérialistes, à se retirer « hors des colonies » si, *du point de vue* de la production marchande, du capitalisme et de l'impérialisme, c'est une revendication « antiscientifique », « utopique » et « réfutée » par Lensch *lui-même*, par Cunow, etc. ?

Pas une ombre de *pensée* dans les raisonnements de l'auteur !

Que la libération des colonies soit « irréalisable » *uniquement* en ce sens qu'elle est « irréalisable sans une série de révolutions », l'auteur n'y a pas pensé. Qu'elle soit réalisable *en liaison* avec la révolution socialiste en Europe, il n'y a pas pensé. Que « la société socialiste ne possédera pas » *non seulement* de colonies, mais de nations opprimées *en général*, il n'y a pas pensé. Qu'il *n'y ait pas* de différence économique et politique entre la « possession » par la Russie de la Pologne ou du Turkestan dans la question qui nous intéresse, il n'y a pas pensé. Que la « société socialiste » veuille se retirer « hors des colonies » *uniquement* en ce sens qu'elle leur octroiera le *droit* de se séparer libre-

ment, mais *n u l l e m e n t* en ce sens qu'elle *leur recommandera de se séparer*, il n'y a pas pensé.

Pour cette distinction entre le droit à la séparation et la question de savoir si nous recommandons la séparation, P. Kievski nous traite de « prestidigitateurs » et, désireux de « justifier scientifiquement » son raisonnement devant les ouvriers, il écrit :

« Que pensera l'ouvrier qui, demandant à un propagandiste quelle doit être l'attitude d'un prolétaire en ce qui concerne le particularisme » (c'est-à-dire l'indépendance politique de l'Ukraine), « s'entendra répondre : les socialistes cherchent à obtenir le droit de séparation et font de la propagande contre la séparation ? »

Je pense pouvoir donner une réponse assez précise à cette question. La voici : je suppose que tout ouvrier avisé *pensera* que P. Kievski *ne sait pas penser*.

Tout ouvrier avisé « pensera » : au fait, ce même P. Kievski nous apprend, à nous ouvriers, à crier : « Hors des colonies ! ». Par conséquent, nous, ouvriers grands-russes, devons sommer notre gouvernement d'évacuer la Mongolie, le Turkestan, la Perse, etc., les ouvriers anglais doivent sommer le gouvernement anglais d'évacuer l'Egypte, l'Inde, la Perse, etc. Est-ce à dire que *nous*, prolétaires, *voulons* nous séparer des ouvriers et des fellahs égyptiens, des ouvriers et des paysans de Mongolie ou du Turkestan ou de l'Inde ? Est-ce à dire que *nous* conseillons aux masses laborieuses des colonies de « se séparer » du prolétariat européen conscient ? Il n'en est rien. Nous avons toujours été, nous sommes et nous serons toujours pour le rapprochement le plus étroit et la fusion des ouvriers conscients des pays avancés avec les ouvriers, les paysans, les esclaves de *tous* les pays opprimés. Nous avons toujours conseillé et nous conseillerons toujours à toutes les classes opprimées de tous les pays opprimés, y compris les colonies, de *ne pas* se séparer de nous, mais de se rapprocher de nous en vue de la fusion la plus étroite possible.

Si nous exigeons de nos gouvernements qu'ils évacuent les colonies — c'est-à-dire, pour ne pas user d'un slogan d'agitation, mais d'une expression politique précise, — qu'ils *accordent* aux colonies la *liberté* complète de séparation, le *droit* effectif *à la libre disposition*, — si nous

entendons réaliser nous-mêmes à coup sûr ce droit et accorder cette liberté dès que nous aurons conquis le pouvoir, précisons que nous l'exigeons du gouvernement actuel et que nous le *ferons* quand nous serons nous-mêmes le gouvernement *nullement* pour « recommander » la séparation, mais au contraire pour faciliter et accélérer le rapprochement et la fusion *démocratique* des nations. Nous déploierons tous nos efforts pour nous rapprocher des Mongols, des Persans, des Indiens, des Egyptiens et fusionner avec eux ; nous considérons qu'il est de notre devoir et de *notre intérêt* de le faire, sinon le socialisme sera *fragile* en Europe. Nous nous efforcerons d'accorder une « aide culturelle désintéressée », selon la belle expression des social-démocrates polonais, à ces peuples plus retardataires et plus opprimés que nous, c'est-à-dire que nous les aiderons à apprendre l'usage des machines, à alléger leur travail, à passer à la démocratie, au socialisme.

Si nous revendiquons la liberté de séparation pour les Mongols, les Persans, les Egyptiens et pour *toutes* les nations opprimées et lésées dans leurs droits sans exception, ce n'est nullement parce que *nous sommes pour* leur *séparation*, mais *seulement* parce que nous sommes pour le rapprochement et la fusion *libres*, de *plein gré*, et non sous la contrainte. *Uniquement* pour cela !

Et, à cet égard, l'*unique* différence entre le paysan mongol ou égyptien et l'ouvrier et le paysan polonais ou finlandais est, selon nous, que ces derniers sont des gens hautement cultivés, plus avancés en politique que les Grands-Russes, mieux préparés économiquement, etc., et que pour cette raison ils convaincront à coup sûr *très rapidement* leurs peuples — qui à présent haïssent légitimement les Grands-Russes pour le rôle de bourreau qu'ils jouent à leur égard, — qu'il est absurde d'étendre cette haine aux ouvriers *socialistes* et à la Russie socialiste, que le calcul économique, de même que l'instinct et la conscience de l'internationalisme et du démocratisme, exigent dans l'immédiat le rapprochement et la fusion de toutes les nations au sein d'une société socialiste. Du fait que les Polonais et les Finlandais sont des gens hautement cultivés, ils se convaincront sans doute bien vite de la justesse de ce raisonnement, et la séparation de la Pologne et de la Finlande après

la victoire du socialisme ne pourra être que très brève. Les fellahs, les Mongols, les Persans, dont la culture est de beaucoup inférieure, peuvent se séparer pour une période plus longue, que nous nous efforcerons de réduire, comme il a déjà été dit, par une aide culturelle désintéressée.

Il n'y a et il ne saurait y avoir *aucune* autre différence dans notre attitude envers les Polonais et les Mongols. Il n'y a et il ne saurait y avoir *aucune* « contradiction » entre, d'une part, la propagande de la liberté de séparation des nations et la ferme volonté de réaliser cette liberté lorsque *nous* serons le gouvernement, et, d'autre part, la propagande en faveur du rapprochement et de la fusion des nations. ———

——— Voilà ce que « pensera », nous en sommes convaincus, tout ouvrier avisé, véritablement socialiste, véritablement internationaliste, au sujet de notre discussion avec P. Kievski *.

On retrouve tout au long de l'article de P. Kievski, comme un motif conducteur, cette perplexité fondamentale : à quoi bon prôner et, lorsque nous serons au pouvoir, réaliser la liberté de *séparation* des nations, puisque tout le développement tend vers la *fusion* des nations ? Pour la même raison, répondrons-nous, que nous prônons et que, lorsque nous serons au pouvoir, nous réaliserons la dictature du prolétariat, bien que tout le développement tende

* P. Kievski s'est visiblement contenté de *répéter*, à la suite de certains marxistes allemands et hollandais, le mot d'ordre : « Hors des colonies ! », sans réfléchir à son contenu théorique et à sa signification, pas plus qu'aux particularités concrètes de la Russie. Un marxiste hollandais ou allemand est excusable — jusqu'à un certain point — de s'arrêter au mot d'ordre : « Hors des colonies ! », car, premièrement, pour la plupart des pays d'Europe *occidentale*, un cas *typique* de l'oppression nationale est précisément l'oppression des colonies, et, deuxièmement, la notion de « colonie » est particulièrement claire, concrète, vivante dans ces pays.

Mais en Russie? La Russie offre justement ceci de particulier qu'entre « *nos* » « colonies » et « nos » nations opprimées la différence est confuse, abstraite et dépourvue de vie.

Autant un marxiste écrivant, par exemple, en allemand serait excusable d'oublier *cette* particularité de la Russie, autant ce n'est pas pardonnable à P. Kievski. Un socialiste russe désireux non seulement de *répéter*, mais aussi de *penser*, devrait comprendre qu'il serait particulièrement absurde en Russie de vouloir établir une différence tant soit peu importante entre les nations opprimées et les colonies.

à l'abolition de la domination par la violence d'une partie de la société sur l'autre. La dictature est la domination d'une partie de la société sur l'ensemble de cette dernière, domination, ajouterons-nous, qui s'appuie directement sur la violence. La dictature du prolétariat, en tant que seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, est nécessaire pour renverser la bourgeoisie et repousser ses tentatives contre-révolutionnaires. La question de la dictature du prolétariat a une telle importance que quiconque la nie ou ne la reconnaît que verbalement ne saurait être membre du parti social-démocrate. Mais il n'est pas niable que dans certains cas, à titre exceptionnel, par exemple, dans un petit Etat, quand un grand Etat voisin a déjà accompli la révolution sociale, il *puisse* arriver que la bourgeoisie renonce pacifiquement au pouvoir, si elle a acquis la conviction que toute résistance est sans espoir et si elle préfère conserver ses têtes. Bien entendu, il est infiniment plus probable que même dans les petits Etats le socialisme *ne* se réalisera *pas* sans guerre civile, et c'est pourquoi l'*unique* programme de la social-démocratie internationale doit être la reconnaissance de cette guerre, bien que dans notre idéal il n'y ait pas de place pour la violence à l'égard des hommes. Le même raisonnement — mutatis mutandis (avec les changements *appropriés*) — est valable pour les nations. Nous sommes pour leur fusion, mais il est impossible *actuellement* de passer de la fusion imposée par la violence, des annexions, à la fusion volontaire sans la liberté de séparation. Nous reconnaissons — et c'est parfaitement juste — la primauté du facteur économique, mais l'interpréter à la P. Kievski, c'est verser dans une caricature du marxisme. A l'époque de l'impérialisme moderne, même les trusts, même les banques, qui sont identiquement inévitables dans un régime capitaliste développé, ne sont pas identiques quant à la forme concrète qu'ils affectent dans les différents pays. D'autant moins identiques, malgré leur uniformité pour l'essentiel, sont les formes politiques dans les pays impérialistes, avancés, Amérique, Angleterre, France, Allemagne. La même diversité se manifestera dans la voie que suivra l'humanité, de l'impérialisme actuel à la révolution socialiste de demain. Toutes les nations viendront au socialisme, cela est inévitable, mais elles n'y viendront pas toutes d'une façon ab-

solument identique, chacune apportera son originalité dans telle ou telle forme de démocratie, dans telle ou telle variété de dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme des transformations socialistes des différents aspects de la vie sociale. Rien n'est plus indigent au point de vue théorique et de plus ridicule au point de vue pratique que de se représenter à *cet* égard, « au nom du matérialisme historique », un avenir monochrome, couleur de grisaille : ce serait un barbouillage informe, et rien de plus. Et même si la réalité montrait qu'*avant* la première victoire du prolétariat socialiste, 1/500e seulement des nations actuellement opprimées se libérera et se séparera, qu'*avant* la dernière victoire du prolétariat socialiste de notre globe (c'est-à-dire pendant les péripéties de la révolution socialiste en cours) on ne verra aussi se séparer que 1/500e des nations opprimées, et ce pour une période très courte, — *même* alors nous aurions eu théoriquement et au point de vue pratique et politique raison de conseiller. dès à présent, aux ouvriers de ne pas laisser entrer dans leurs partis social-démocrates les socialistes des nations oppressives qui ne reconnaissent pas et ne prêchent pas la liberté de séparation de *toutes* les nations opprimées. Car, en réalité, nous ne savons pas et ne pouvons pas savoir le nombre des nations opprimées qui auront besoin en pratique de la séparation pour apporter leur obole à la diversité des *formes* de démocratie et des *formes* du passage au socialisme. Mais que la négation de la liberté de séparation soit à présent, sur toute la ligne, une falsification théorique et un service pratique rendu aux chauvins des nations oppressives, nous le savons, nous le voyons et nous le sentons chaque jour.

« Nous soulignons, écrit P. Kievski dans une note relative au passage que nous avons cité, que nous soutenons sans réserve la revendication : « Contre les annexions imposées par la violence »...

Il ne répond rigoureusement rien à notre déclaration parfaitement précise affirmant que cette « revendication équivaut à la reconnaissance de la libre disposition, qu'on ne peut définir correctement la notion d'« annexion » sans la ramener à la libre disposition! Il estime sans doute que, dans une discussion, il suffit d'avancer des thèses et des revendications, sans les démontrer !

...« D'une façon générale, poursuit-il, en ce qui concerne une série de revendications qui exacerbent la conscience du prolétariat contre l'impérialisme, nous les admettons entièrement dans leur formulation *négative*, car il est absolument impossible de leur donner une formulation *positive* adéquate en restant sur le terrain du régime existant. Contre la guerre, mais non pour une paix démocratique »...

C'est faux — du premier mot jusqu'au dernier. L'auteur a lu notre résolution « le pacifisme et le mot d'ordre de paix » (pp. 44-45 de la brochure *Le socialisme et la guerre*) * et semble même l'avoir approuvée, mais il ne l'a manifestement pas comprise. Nous sommes *pour* une paix démocratique, et mettons seulement les ouvriers en garde contre l'argument fallacieux selon lequel elle serait possible avec les gouvernements bourgeois actuels, « sans une série de révolutions », ainsi qu'il est dit dans la résolution. Nous avons déclaré que c'était duper les ouvriers que de faire une propagande « abstraite » pour la paix c'est-à-dire une propagande qui *ne* tient *pas* compte de la nature de classe réelle — plus précisément : de la nature impérialiste — des gouvernements *actuels* des pays belligérants. Nous avons déclaré nettement dans les thèses du journal *le Social-Démocrate* (n° 47) que notre Parti, si une révolution le portait au pouvoir alors que durerait encore la guerre actuelle, proposerait immédiatement une paix démocratique à tous les pays belligérants **.

Mais P. Kievski, en se persuadant lui-même et en persuadant les autres qu'il est « seulement » contre la libre disposition et nullement contre la démocratie en général, est allé jusqu'à dire que nous « ne sommes pas pour une paix démocratique ». N'est-ce pas plutôt étrange ?

Point n'est besoin de s'arrêter à chacun des exemples suivants de P. Kievski, car il est inutile de perdre de la place pour réfuter des erreurs de logique aussi naïves, qui feront sourire n'importe quel lecteur. Il n'y a, il ne peut y avoir dans la social-démocratie aucun mot d'ordre « négatif », qui ne servirait qu'à « exacerber la conscience du prolétariat contre l'impérialisme » sans montrer en même

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21. *(N.R.)*
** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « Quelques thèses ». *(N.R.)*

temps par une réponse positive *comment* la social-démocratie résoudra la question correspondante lorsqu'elle sera elle-même au pouvoir. Un mot d'ordre « négatif », non rattaché à une solution positive déterminée, n'« exacerbe » pas, mais émousse la conscience, car un tel mot d'ordre est du néant, un cri dans le vide, une déclamation sans substance.

La différence entre les mots d'ordre « niant » ou stigmatisant les tares *politiques* et ceux relatifs aux tares *économiques* a complètement échappé à P. Kievski. Cette différence est que certaines tares économiques sont inhérentes au capitalisme en général, quelles que soient les superstructures politiques dont il est coiffé, qu'anéantir ces tares sans anéantir le capitalisme est économiquement *impossible* et qu'on ne peut citer aucun exemple prouvant le contraire. Par contre, les tares politiques consistent dans des atteintes au démocratisme, qui est parfaitement possible, du point de vue économique, « sur la base du régime existant», c'est-à-dire à l'époque du capitalisme, et qui se réalise sous ce régime, à titre exceptionnel, partiellement dans un Etat, partiellement dans un autre. Une fois de plus, l'auteur n'a pas compris les conditions générales qui rendent réalisable la démocratie en général !

Il en est de même au sujet du divorce. Rappelons au lecteur que Rosa Luxembourg fut la première à soulever cette question dans la discussion sur la question *nationale.* Elle a indiqué très justement qu'en défendant l'autonomie au sein de l'Etat (d'une région, d'un territoire, etc.), nous devons, en tant que social-démocrates centralistes, insister pour que les principales questions du ressort de l'Etat, au nombre desquelles figure la législation sur le *divorce,* soient réglées par le pouvoir de l'Etat, par le Parlement de l'Etat. L'exemple du divorce montre clairement qu'on ne peut être démocrate et socialiste sans revendiquer dès à présent l'entière liberté du divorce, car l'absence de cette liberté constitue une superbrimade à l'égard du sexe opprimé, de la femme, — bien qu'il ne soit vraiment pas difficile de comprendre qu'en reconnaissant à toutes les femmes la *liberté* de quitter leur mari, on ne les *invite* pas pour autant à le faire !

P. Kievski « réplique » :

« Que représenterait ce droit » (au divorce) « si, dans

ces cas » (lorsque la femme *veut* quitter son mari), « la femme *ne* pouvait *pas* le réaliser ? Ou si cette réalisation dépendait de la volonté de *tierces* personnes ou, pire encore, de la volonté de prétendants à la « main » de la femme en question ? Chercherions-nous à obtenir la proclamation d'un *tel* droit ? Non, bien sûr ! »

Cette objection atteste l'incompréhension la plus totale du rapport entre la démocratie *en général* et le capitalisme. Ce qui est habituel en régime capitaliste, non pas en tant que cas isolés, mais en tant que phénomène typique, ce sont des conditions qui rendent impossible aux classes opprimées la « réalisation » de leurs droits démocratiques. Dans la majorité des cas, le droit au divorce demeure irréalisable en régime capitaliste, car le sexe opprimé y est économiquement écrasé, car la femme, en régime capitaliste, demeure, quel que soit le système de démocratie, une « esclave domestique », confinée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants, la cuisine. Le droit d'élire « ses » juges populaires, « ses » fonctionnaires, « ses » instituteurs, « ses » jurés, etc., est également dans la majorité des cas irréalisable en régime capitaliste, du fait précisément de l'oppression économique qui pèse sur les ouvriers et les paysans. Même chose pour la république démocratique : notre programme la « proclame », en tant qu'« autocratie du peuple » bien que tous les social-démocrates sachent parfaitement que la république la plus démocratique, en régime capitaliste, ne mène qu'à la corruption des fonctionnaires par la bourgeoisie et à une alliance entre la Bourse et le gouvernement.

Seuls des gens absolument dépourvus de réflexions ou absolument ignorants du marxisme en tirent cette conclusion : ainsi donc, la république ne sert à rien, la liberté du divorce ne sert à rien, la démocratie ne sert à rien, la libre disposition des nations ne sert à rien ! Les marxistes, eux, savent que la démocratie *n'élimine pas* l'oppression de classe, mais rend seulement la lutte des classes plus claire, plus ample, plus ouverte, plus accusée ; c'est ce qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, et plus il est évident pour la femme que la source de son «esclavage domestique » est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus le régime est démocratique, et plus il est

évident pour les ouvriers que l'origine du mal est le capitalisme, et non l'absence de droits. Plus l'égalité en droits des nations est complète (elle *n'est pas* complète sans la liberté de séparation), et plus il est évident pour les ouvriers de la nation opprimée que tout tient au capitalisme, et non à l'absence de droits. Et ainsi de suite.

Répétons-le une fois de plus : on se sent gêné de rabâcher l'abc du marxisme, mais comment faire autrement, puisque P. Kievski ne le connaît pas ?

P. Kievski raisonne sur le divorce comme raisonnait — dans le *Golos*[29] de Paris, il m'en souvient, — un des secrétaires pour l'étranger du C. O.[30], Semkovski. Il est vrai, disait-il, que la liberté du divorce n'est pas une invitation à toutes les femmes d'avoir à quitter leurs maris, mais si l'on vous démontre, madame, que tous les maris sont meilleurs que le vôtre, cela revient au même ! !

En raisonnant de la sorte, Semkovski a oublié que faire l'original, ce n'est pas violer ses devoirs de socialiste et de démocrate. Si Semkovski entreprenait de convaincre une femme que tous les maris sont meilleurs que le sien, personne ne considérerait cela comme une infraction aux devoirs de démocrate ; tout ce que l'on pourrait dire, c'est qu'il n'y a pas de grand parti sans grands originaux ! Mais si Semkovski s'avisait de défendre et de qualifier de démocrate un homme qui nierait la liberté du divorce, qui en appellerait, par exemple, à la justice ou à la police ou à l'Église contre son épouse qui l'aurait quitté, nous sommes certains que *même* la majorité des collègues de Semkovski au secrétariat étranger, bien que ce soient de piètres socialistes, refuseraient de se solidariser avec lui !

Semkovski et P. Kievski ont « bavardé » à propos du divorce, manifesté leur incompréhension sur ce point et éludé le fond de la question : comme *tous* les droits démocratiques sans exception, le droit au divorce est, en régime capitaliste, difficilement réalisable, conditionnel, limité, étriqué et formel, mais néanmoins aucun social-démocrate digne de ce nom ne considérera comme des socialistes, ni même comme des démocrates, ceux qui nient ce droit. Or, c'est là le fond de la question. *Toute* la « démocratie » consiste dans la proclamation et la réalisation de « droits », difficilement réalisables et d'une façon très conditionnelle en

régime capitaliste ; mais sans cette proclamation, sans que la lutte pour les droits soit menée immédiatement et sans délai, sans que les masses soient éduquées dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est *impossible*.

Ne l'ayant pas compris, P. Kievski est également passé, dans son article, à côté de la question principale relative à son thème particulier : celle de savoir *comment* nous abolirons, nous social-démocrates, l'oppression nationale. Il s'est borné à des phrases générales sur l'« effusion de sang » dans le monde entier, etc. (ce qui n'a absolument rien à voir avec la question). En fait, son argumentation se ramène à ceci : la révolution socialiste résoudra tout ! Ou, comme le disent parfois les partisans des conceptions de P. Kievski : en régime capitaliste, la libre disposition est impossible, en régime socialiste, elle est superflue.

C'est là une conception absurde du point de vue théorique, et chauvine du point de vue de la politique pratique. L'adopter, c'est ne rien comprendre à la signification de la démocratie. Le socialisme est impossible sans la démocratie dans les deux sens suivants : (1) le prolétariat ne peut pas accomplir la révolution socialiste s'il ne s'y prépare pas en luttant pour la démocratie ; (2) le socialisme victorieux ne pourra pas maintenir sa victoire et conduire l'humanité vers le dépérissement de l'Etat sans réaliser complètement la démocratie. C'est pourquoi, lorsqu'on dit : la libre disposition est superflue en régime socialiste, on énonce la même absurdité, on tombe dans la même déplorable confusion que si l'on disait : en régime socialiste, la démocratie est superflue.

La libre disposition *n'est pas plus* impossible en régime capitaliste et *tout aussi* superflue en régime socialiste que la démocratie en général.

La révolution économique crée les prémisses indispensables à l'abolition de *toutes* les formes d'oppression politique. C'est pourquoi précisément il est illogique et erroné d'invoquer la révolution économique alors que la question posée est celle de savoir *comment* anéantir l'oppression nationale. On ne peut l'anéantir sans révolution économique. C'est incontestable. Mais *se contenter* de cette affirmation, c'est tomber dans un ridicule et lamentable « économisme » impérialiste.

Il faut appliquer *l'égalité en droits* des nations ; proclamer, formuler et réaliser des « droits » égaux pour toutes les nations. *Tout le monde* est d'accord sur ce point, sauf peut-être P. Kievski. Mais ici, précisément, se pose la question que l'on élude : la négation *du droit* à posséder son propre Etat national n'est-elle pas la négation de l'égalité en droits ?

Bien sûr que si. Et la démocratie conséquente, *c'est-à-dire* socialiste, proclame, formule et réalisera ce droit, sans lequel les nations ne sauraient se rapprocher et fusionner complètement et de plein gré.

7. CONCLUSION. LES PROCEDES D'ALEXINSKI

Nous sommes loin d'avoir analysé tous les raisonnements de P. Kievski. Pour les examiner dans leur *totalité*, il aurait fallu écrire un article cinq fois plus long que celui-ci, car aucun de ses raisonnements n'est juste. Il n'y a de *juste* chez lui — à condition que les chiffres soient exacts — qu'une note donnant des chiffres sur les banques. Tout le reste est une espèce de confusion inextricable, truffée de phrases dans le genre de : « enfoncer le pieu dans le corps palpitant », « non seulement nous jugerons les héros victorieux, mais nous les condamnerons à mourir et à disparaître », « le nouveau monde naîtra dans les convulsions les plus atroces », « ce n'est pas de chartes et de droits qu'il s'agira, ni de la proclamation de la liberté des peuples, mais de l'instauration de rapports véritablement libres, de la destruction de l'esclavage séculaire, de l'abolition de l'oppression sociale en général et de l'oppression nationale en particulier », etc., etc.

Ces phrases déguisent et expriment deux « choses » : en premier lieu, elles sont basées sur l'« idée » de l'*économisme impérialiste*, caricature aussi monstrueuse du marxisme et incompréhension aussi totale du rapport entre le socialisme et la démocratie que l'était l'« économisme» de triste mémoire des années 1894 à 1902.

En second lieu, nous y voyons très clairement la répétition des procédés d'Alexinski, ce qui mérite qu'on s'y arrête en particulier, car P. Kievski a rédigé tout un paragraphe spécial de son article (chapitre II, paragraphe *e:*

« La situation spéciale des Juifs ») en s'inspirant *exclusivement* de ces procédés.

Déjà au congrès de Londres de 1907 les bolchéviks se détournaient d'Alexinski lorsque, en réponse à des arguments théoriques, il se posait en agitateur et lançait des phrases ronflantes, tout à fait en dehors du sujet, contre telle ou telle forme d'exploitation et d'oppression. « Voilà les vociférations qui commencent », disaient alors nos délégués. Et les « vociférations » n'ont pas porté bonheur à Alexinski.

Nous voyons P. Kievski pousser exactement les mêmes « vociférations ». Ne sachant que répondre aux questions et considérations théoriques soulevées dans les thèses, il se pose en agitateur et se met à lancer des phrases sur l'oppression des Juifs, bien qu'il soit évident pour tout homme tant soit peu doué de réflexions que ni la question des Juifs en général, ni toutes les « phrases » de P. Kievski n'ont absolument rien à voir avec le sujet.

Les procédés d'Alexinski ne porteront bonheur à personne.

Rédigé d'août à octobre 1916

Publié pour la première fois en 1924, dans les nos 1 et 2 de la revue «Zvezda»
Signé: V. Lénine

Conforme au manuscrit collationné avec une copie dactylographiée corrigée par Lénine

LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE[31]

En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, parmi les social-démocrates révolutionnaires qui combattent le mensonge social-chauvin de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste actuelle, des voix se font entendre qui proposent de substituer à l'ancien point du programme minimum social-démocrate : « milice » ou « armement du peuple », un point nouveau intitulé : « désarmement ». La *Jugend-Internationale* * a institué un débat sur cette question et publié dans son n° 3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les thèses récentes de R. Grimm[32] nous trouvons malheureusement aussi une concession à l'idée de « désarmement ». Les revues *Neues Leben*[33] et *Vorbote* ont ouvert une discussion.

Examinons de plus près la position des défenseurs du désarmement.

I

L'argument essentiel revient à dire que la revendication du désarmement est l'expression la plus nette, la plus résolue, la plus conséquente de la lutte contre tout militarisme et contre toute guerre.

Mais c'est dans cet argument essentiel que réside aussi l'erreur essentielle des partisans du désarmement. Des so-

---

* *L'Internationale de la Jeunesse.* (*N.R.*)

cialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes.

En premier lieu, les socialistes n'ont jamais été et ne peuvent jamais être les adversaires des guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des « grandes » puissances impérialistes est devenue archiréactionnaire ; et la guerre que mène aujourd'hui *cette* bourgeoisie, nous la considérons comme une guerre réactionnaire, esclavagiste et criminelle. Mais que dire d'une guerre dirigée *contre* cette bourgeoisie ? Par exemple, d'une guerre des peuples opprimés par cette bourgeoisie et se trouvant sous sa dépendance, ou d'une guerre des peuples coloniaux pour leur émancipation ? Dans les thèses du groupe « Internationale », au paragraphe 5, nous lisons : « En cette époque d'impérialisme déchaîné, aucune guerre nationale n'est plus possible », — ce qui est évidemment faux.

L'histoire du XXe siècle, de ce siècle d'« impérialisme déchaîné », est pleine de guerres coloniales. Mais ce que nous, Européens, oppresseurs impérialistes de la plupart des peuples du monde, appelons, avec l'odieux chauvinisme européen qui nous est propre, des « guerres coloniales», ce sont souvent les guerres nationales ou les soulèvements nationaux de ces peuples opprimés. Une des propriétés essentielles de l'impérialisme, c'est justement qu'il accélère le développement du capitalisme dans les pays les plus arriérés, en élargissant et intensifiant du même coup la lutte contre l'oppression nationale. C'est un fait. Et il s'ensuit inévitablement que l'impérialisme doit, dans bien des cas, donner naissance à des guerres nationales. *Junius*, qui défend dans sa brochure les « thèses » mentionnées, dit qu'à l'époque de l'impérialisme toute guerre nationale contre l'une des grandes puissances impérialistes provoque l'intervention d'une autre grande puissance rivale de la première et également impérialiste, et que toute guerre nationale se transforme par conséquent en guerre impérialiste. Mais cet argument est faux lui aussi. Il *peut* en être ainsi, mais ce n'est pas toujours le cas. Nombreuses sont les guerres coloniales qui, entre 1900 et 1914, ont suivi un autre cours. Et il serait tout simplement ridicule d'affirmer qu'après la guerre actuelle, par exemple, si elle aboutit à l'épuisement extrême des pays belligérants, « il ne pourra » être

question d'« aucune » guerre nationale progressive, révolutionnaire, menée, disons, par la Chine alliée à l'Inde, à la Perse, au Siam, etc., contre les grandes puissances.

Nier toute possibilité de guerre nationale à l'époque de l'impérialisme est théoriquement faux ; historiquement, c'est une erreur manifeste ; pratiquement, c'est du chauvinisme d'Européen : nous qui appartenons à des nations opprimant des centaines de millions d'hommes en Europe, en Afrique, en Asie, etc., nous devons déclarer aux peuples opprimés que leur guerre contre « nos » nations est « impossible » !

En second lieu, les guerres civiles sont aussi des guerres. Quiconque reconnaît la lutte des classes ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont la prolongation, l'extension, l'aggravation naturelles, et dans certaines conditions, inévitables, de la lutte des classes. Toutes les grandes révolutions le confirment. Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.

En troisième lieu, la victoire du socialisme dans un seul pays n'exclut nullement, d'emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, elle les suppose. Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion inéluctable : le socialisme ne peut triompher simultanément *dans tous* les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'Etat socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie. Engels avait parfaitement raison lorsque, dans sa lettre à Kautsky en date du 12 septembre 1882, il reconnaissait nettement la possibilité de « guerres défensives » du socialisme *déjà vainqueur*. Il pensait précisément à la défense du prolétariat victorieux contre la bourgeoisie des autres pays.

C'est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier, et non pas simplement dans un seul pays, que les guerres deviendront impossibles. Et, du point de vue scientifique, il serait absolument erroné et absolument antirévolutionnaire d'éluder ou d'estomper ce qui est précisément le plus important : l'écrasement de la résistance de la bourgeoisie, — ce qui est le plus difficile et qui exige la lutte la plus intense lors du *passage* au socialisme. Les prêtres « sociaux » et les opportunistes sont toujours disposés à rêver du socialisme pacifique de l'avenir ; mais ce qui les distingue des social-démocrates révolutionnaires, c'est justement qu'ils ne veulent pas songer et réfléchir à la lutte de classe acharnée et aux *guerres* de classe qui sont nécessaires pour réaliser ce magnifique avenir.

Nous ne devons pas nous laisser abuser par des mots. Ainsi, la notion de « défense de la patrie » est odieuse à beaucoup, parce que les opportunistes avérés et les kautskistes s'en servent pour camoufler et estomper le mensonge de la bourgeoisie dans la *présente* guerre de rapine. C'est un fait. Mais il ne s'ensuit pas que nous devons désapprendre à méditer sur la signification des mots d'ordre politiques. Admettre la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, c'est considérer celle-ci comme « juste », comme conforme aux intérêts du prolétariat — un point c'est tout, absolument tout, car aucune guerre n'exclut l'invasion. Il serait tout simplement absurde de nier la « défense de la patrie » *en ce qui concerne* les peuples opprimés, dans leur guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, ou le prolétariat vainqueur dans *sa* guerre contre quelque Galliffet d'un Etat bourgeois.

Sur le plan théorique, on commettrait une grave erreur en oubliant que toute guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ; la guerre impérialiste actuelle est la continuation de la politique impérialiste de deux groupes de grandes puissances, et cette politique est engendrée et alimentée par l'ensemble des rapports existant à l'époque de l'impérialisme. Mais cette même époque doit aussi, nécessairement, engendrer et alimenter la politique de lutte contre l'oppression nationale et la politique de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; par conséquent,

elle doit rendre possibles et inévitables, premièrement, les insurrections et les guerres nationales révolutionnaires ; deuxièmement, les guerres et les soulèvements du prolétariat *contre* la bourgeoisie ; troisièmement, une fusion de ces deux formes de guerres révolutionnaires, etc.

II

A cela vient s'ajouter la considération d'ordre général que voici :

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute *l'évolution objective* du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il

ne manquera pas de le faire, mais *alors seulement, et en aucune façon avant.*

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards *uniquement* de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence *une horreur sans fin.* Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une *fin pleine d'horreur*, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de « revendiquer » le désarmement — ou, plus précisément, rêver de désarmement — à une époque où, au vu et au su de tout le monde, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A qui dira que c'est une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux grands faits historiques de portée mondiale : d'une part, le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques ; d'autre part, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas ce genre de développement, nous ne le «soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais *comment* luttons-nous? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insur-

rection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune ? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-démocrates en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait ! » Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations terrorisées d'aujourd'hui — ou plus exactement : du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements— surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une alliance internationale de « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde : il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent

les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

III

Les partisans du désarmement se prononcent contre le point du programme relatif à l' « armement du peuple » en affirmant, entre autres raisons, que cette revendication accroîtrait le risque de concessions à l'opportunisme. Nous venons d'examiner l'aspect le plus important de la question : le rapport entre le désarmement, d'une part, et la lutte de classe et la révolution sociale, d'autre part. Voyons maintenant le rapport entre la revendication du désarmement et l'opportunisme. L'une des principales raisons qui militent contre cette revendication, c'est qu'avec les illusions qu'elle engendre, elle affaiblit et débilite fatalement notre lutte contre l'opportunisme.

Cette lutte est, sans aucun doute, la principale question à l'ordre du jour de l'Internationale. Une lutte contre l'impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme serait une phrase creuse ou un leurre. L'une des principales lacunes de Zimmerwald et de Kienthal[34], l'une des causes fondamentales du fiasco possible de ces embryons d'une IIIe Internationale tient justement au fait que la question de la lutte contre l'opportunisme n'y a même pas été posée ouvertement; encore moins l'a-t-on résolue dans le sens de la nécessité d'une rupture avec les opportunistes. L'opportunisme a triomphé — pour un temps — au sein du mouvement ouvrier européen. Dans tous les grands pays, il se manifeste sous deux nuances principales : premièrement, le social-impérialisme avoué, cynique et par conséquent moins dangereux, de Messieurs Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas, Sembat,

Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc. Deuxièmement, le social-impérialisme camouflé, kautskiste : Kautsky-Haase et le « Groupe social-démocrate du Travail[35] » en Allemagne ; Longuet, Pressemane, Mayéras et autres en France ; Ramsay Mac Donald et autres leaders du « Parti travailliste indépendant[36] » en Angleterre ; Martov, Tchkhéidzé et autres en Russie ; Treves et autres réformistes dits de gauche en Italie.

L'opportunisme avoué est ouvertement et nettement contre la révolution et contre les mouvements et explosions révolutionnaires qui commencent à se produire ; il est directement allié aux gouvernements, si variées que soient les formes de cette alliance, depuis l'entrée dans les cabinets ministériels jusqu'à la participation aux comités des industries de guerre (en Russie[37]). Les opportunistes camouflés, les kautskistes, sont beaucoup plus nuisibles et dangereux pour le mouvement ouvrier, parce qu'ils se retranchent, pour défendre leur alliance avec les opportunistes de la première nuance, derrière des arguments spécieux faits de phrases sonores pseudo-« marxistes » et de mots d'ordre pacifistes. La lutte contre ces deux formes de l'opportunisme dominant doit être menée sur *tous* les terrains de la politique prolétarienne : Parlement, syndicats, grèves, domaine militaire, etc. La caractéristique essentielle de ces *deux* formes de l'opportunisme dominant est que la question concrète du *lien entre la guerre actuelle et la révolution, ainsi que les autres questions concrètes de la révolution*, sont passées sous silence, escamotées ou traitées avec la préoccupation de ne pas enfreindre les interdictions policières. Et cela, bien qu'avant la guerre on ait souligné maintes fois, de façon non officielle et officiellement dans le Manifeste de Bâle[38], le lien existant, très précisément, entre *cette* guerre qui ne faisait alors que s'annoncer et la révolution prolétarienne. Mais la lacune essentielle de la revendication du désarmement, c'est qu'elle élude toutes les questions concrètes de la révolution. A moins que les partisans du désarmement n'envisagent un genre tout nouveau de révolution : la révolution sans armes ?

Poursuivons. Nous ne sommes pas le moins du monde des adversaires de la lutte pour des réformes. Nous n'entendons pas ignorer la triste éventualité qui menace le genre

humain — en mettant les choses au pire — de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle, malgré les nombreuses explosions dues à l'effervescence et au mécontentement des masses et en dépit de nos efforts. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui soit dirigé *aussi* contre les opportunistes. Ceux-ci seraient trop heureux de nous voir leur abandonner à eux seuls la lutte pour les réformes, et si nous allions, fuyant la triste réalité, nous réfugier au-delà des nuages, sur les cimes d'un vague « désarmement ». Le « désarmement », c'est précisément la fuite devant la déplorable réalité, et nullement un moyen de la combattre.

Dans un tel programme, voici à peu près ce que nous dirions :« Le mot d'ordre et l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste de 1914-1916 n'est qu'une corruption du mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois. » Cette réponse concrète à des questions concrètes serait, au point de vue théorique, plus juste, beaucoup plus utile pour le prolétariat et plus intolérable pour les opportunistes que la revendication du désarmement et la répudiation de « toute » défense de la patrie. Et nous pourrions ajouter :« La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, Etats-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que *toute* guerre de la part de la *bourgeoisie* de *ces* pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de « son » gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l' insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi. »

A propos de la milice, nous devrions dire : nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Par conséquent, « pas un sou et pas un homme », non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise, même dans des pays tels que les Etats-Unis ou la Suisse, la Norvège, etc. D'autant plus que nous voyons, dans les républiques les plus libres (par exemple, en Suisse), la milice se prussianiser de plus en plus, surtout en 1907 et 1911, et se pros-

tituer en vue de la mobilisation de la troupe contre les grévistes. Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, l'abolition de toute justice militaire, l'égalité en droits pour les ouvriers étrangers et ceux du pays (c'est un point particulièrement important pour des États impérialistes comme la Suisse, qui exploitent d'une façon de plus en plus éhontée un nombre sans cesse croissant d'ouvriers étrangers, sans leur accorder aucun droit) ; ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné de former des associations libres en vue d'étudier dans tous ses détails l'art militaire, en élisant librement leurs instructeurs qui seraient rétribués aux frais de l'Etat, etc. C'est seulement dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour *son propre compte*, et non au profit de ceux qui le tiennent en esclavage ; et cette étude répond incontestablement aux intérêts du prolétariat. La révolution russe a prouvé que tout succès, même partiel, du mouvement révolutionnaire, par exemple la conquête d'une ville, d'un faubourg industriel, d'une partie de l'armée, *obligera* inévitablement le prolétariat victorieux à appliquer précisément un programme de ce genre.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas en se bornant à rédiger des programmes qu'on peut lutter contre l'opportunisme, mais uniquement en veillant sans cesse à les faire réellement appliquer. La plus grave erreur, l'erreur fatale de la IIe Internationale qui a fait faillite, c'est que ses actes ne correspondaient pas à ses paroles, qu'on y inculquait l'habitude de l'hypocrisie et des grandes phrases révolutionnaires débitées sans scrupules (voyez l'attitude actuelle de Kautsky et Cie à l'égard du Manifeste de Bâle). L'idée de désarmement, en tant qu'idée sociale, — c'est-à-dire engendrée par des conditions sociales déterminées et susceptibles d'agir sur un certain milieu social, et non de demeurer une lubie personnelle, — est évidemment née dans des conditions d'existence particulières, exceptionnellement « tranquilles », propres à divers petits Etats restés assez longtemps à l'écart de la sanglante voie mondiale des guerres et qui espèrent éterniser cette situation. Pour s'en convaincre, il n'est que d'analyser, par exemple, l'argumentation des partisans norvégiens du désarmement:

« Nous sommes une petite nation ; notre armée est insignifiante ; nous ne pouvons rien contre les grandes puissances » (et, de ce fait, nous sommes également incapables de résister à une intégration par la force dans une *alliance* impérialiste avec tel ou tel groupe de grandes puissances)... « nous voulons rester tranquilles dans notre petit coin de terre et poursuivre une politique de clocher en exigeant le désarmement, l'arbitrage obligatoire, la neutralité permanente, etc. » (aussi «permanente » sans doute que la neutralité belge ?).

La tendance mesquine des petits Etats à se tenir à l'écart, le désir petit-bourgeois de rester le plus loin possible des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser une situation de monopole, qui les laisse à peu près seuls figés dans une routinière passivité, voilà la situation sociale *objective* qui peut assurer à l'idée de désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans divers petits Etats. Bien entendu, c'est une tendance réactionnaire et qui repose entièrement sur des illusions, car l'impérialisme entraîne d'une façon ou d'une autre les petits Etats dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

La situation de la Suisse, par exemple, dans le monde impérialiste, impose objectivement *deux* lignes au mouvement ouvrier de ce pays : les opportunistes, alliés à la bourgeoisie, cherchent à faire de la Suisse une fédération républicaine démocratique monopolisant les bénéfices du tourisme bourgeois des nations impérialistes ; ils s'efforcent d'utiliser cette situation de monopole bien « tranquille » aussi avantageusement et paisiblement que possible.

Les véritables social-démocrates de Suisse s'efforcent d'utiliser la liberté relative et la situation « internationale » de ce pays pour aider à la victoire de l'alliance étroite formée par les éléments révolutionnaires des partis ouvriers européens. La Suisse, grâce à Dieu, ne parle pas « sa propre » langue, mais trois langues mondiales, qui sont justement celles des pays belligérants limitrophes.

Si les 20 000 membres du Parti suisse versaient 2 centimes par semaine à titre d'« impôt extraordinaire de guerre », nous aurions 20 000 francs par an, plus qu'il ne faut pour pouvoir, malgré les interdictions des états-majors généraux, diffuser périodiquement en trois langues parmi les ou-

vriers et les soldats des pays belligérants toutes sortes de publications disant la vérité sur l'effervescence qui commence à se manifester parmi les ouvriers, sur leur fraternisation dans les tranchées, sur leur espoir d'utiliser révolutionnairement leurs armes contre la bourgeoisie impérialiste de leurs « propres » pays, etc.

Tout cela n'est pas nouveau. C'est justement ce que font les meilleurs journaux, tels que *La Sentinelle*, *Volksrecht*, *Berner Tagwacht* [39], mais malheureusement dans une mesure insuffisante. C'est seulement si cette activité se développe que l'excellente résolution du congrès d'Aarau[40] pourra devenir quelque chose de plus que simplement une excellente résolution.

La question qui nous intéresse pour l'heure est de savoir si la revendication du désarmement répond à la tendance révolutionnaire qui existe parmi les social-démocrates suisses. Evidemment non. Objectivement, le « désarmement » est un programme typiquement, spécifiquement national de petits Etats ; ce n'est pas du tout le programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

Rédigé en allemand, en septembre 1916

Publié pour la première fois en septembre et octobre 1917, dans les nos 9 et 10 du journal «Jugend-Internationale»
Signé: N. Lénine

Publié pour la première fois en russe en 1929 dans le tome XIX des 2e et 3e éditions des Œuvres de Lénine

Conforme au texte du journal

FOURVOYES EN PLEIN MIDI

Le n° 1 du *Bulletin* du Bund[41] (septembre 1916) publie une lettre d'un bundiste de Pétersbourg, datée du 26.II. 1916, où nous lisons ce qui suit :

« Il nous est d'autant plus difficile d'adopter la formule de la défense de la patrie, que, pour notre part, nous ne pouvons absolument pas rester muets sur la question polonaise, comme le font pour le moment nos camarades russes.» (N'oublions pas que les « camarades » de ce monsieur sont Potressov et Cie.) « Et le fait que même les jusqu'auboutistes qui existent parmi nous ne désirent pas employer à l'égard de la Russie la formule « sans annexions » constitue, aux yeux de ceux qui, pour des raisons psychologiques, n'admettent pas actuellement la défense de la patrie, un puissant argument contre cette dernière, car ils demandent avec ironie : que défendez-vous donc ? Or, l'idée de l'indépendance de la Pologne jouit de l'approbation des dirigeants .» (On ne voit pas au juste desquels.)

Lorsque, dans la résolution de 1915, nous avons déclaré que le chauvinisme germanophile* prédominait dans le Bund, MM. Kossovski et Cie n'ont pu répondre que par des injures. Maintenant, dans leur propre organe, un collègue de leur propre parti confirme notre déclaration ! Car si les « jusqu'auboutistes » du Bund ne désirent pas employer la formule « sans annexions » « à l'égard *de la Russie* » (remar-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « La Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. ». (*N. R.*)

quez qu'il n'est pas question de l'Allemagne !), en quoi cela diffère-t-il, quant au fond, du chauvinisme germanophile ?

Si les bundistes voulaient et savaient penser, ils verraient qu'ils se sont fourvoyés dans la question des annexions. Il n'y a qu'une seule issue aux errements et à la confusion : adopter notre programme, qui a été précisé dès 1913*. A savoir : pour appliquer d'une façon intelligente et honnête une politique répudiant les annexions, les socialistes et les démocrates des nations opprimées doivent, dans toute leur propagande et leur agitation, qualifier de gredins les socialistes des nations qui oppriment (peu importe qu'il s'agisse des Grands-Russes ou des Allemands, des Polonais à l'égard des Ukrainiens, etc.) qui ne se prononcent pas méthodiquement et sans réserves pour la liberté de séparation des nations opprimées (ou retenues de force) *par leur propre nation.*

Si les bundistes n'acceptent pas, dans le présent et dans l'avenir, cette conclusion, c'est *uniquement* parce qu'ils ne veulent pas se disputer avec les Potressov en Russie, les Legien, les Südekum et même les Ledebour (il *n'est pas* pour la liberté de séparation de l'Alsace-Lorraine) en Allemagne, avec les nationalistes, ou plus exactement avec les social-chauvins de Pologne, etc.

Raison valable, en vérité !

Rédigé en septembre-octobre 1916 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 19, « A propos du programme national du P.O.S.D.R. ». (*N.R.*)

SALUT AU CONGRES DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN[42]

Chers camarades,

Au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, je salue le Congrès du Parti socialiste italien et lui souhaite du succès dans ses travaux.

Le Parti socialiste italien a été le *premier*, parmi les partis socialistes des pays belligérants, qui ait réussi à faire ce que tous les partis socialistes de ces Etats auraient pu et dû faire, s'ils n'avaient pas trahi le socialisme et n'étaient pas passés du côté de la bourgeoisie, à savoir : se réunir en congrès, en assemblée ou en conférence hors de la portée de leur censure militaire « nationale » et des autorités militaires, dans un pays libre, où il serait possible d'examiner et d'exposer en toute liberté l'attitude socialiste à l'égard de la guerre. Permettez-moi d'exprimer l'espoir que le libre congrès du Parti socialiste italien — libre parce que débarrassé des muselières patriotiques, — réussira à faire autant et plus encore, pour lutter contre la trahison envers le socialisme de presque tous les partis socialistes européens que ce qu'a fait jusqu'à présent tout le Parti socialiste italien.

Les représentants de notre Parti ont travaillé avec les représentants du vôtre à Zimmerwald et à Kienthal. Et le seul désaccord sérieux qui nous ait séparés a porté sur la fatalité et la nécessité d'une scission avec les social-chauvins, c'est-à-dire avec les gens qui sont socialistes en paroles et chauvins en fait, à savoir : tous ceux qui représentent ou justifient la « défense de la patrie » dans la guerre impé-

rialiste actuelle, qui soutiennent directement ou par la bande « leur » gouvernement et « leur » bourgeoisie dans cette guerre réactionnaire de brigandage dont l'enjeu est le partage des colonies et l'hégémonie mondiale. Nous considérons la scission avec les social-chauvins comme historiquement inévitable et nécessaire pour une lutte révolutionnaire, — sincère et qui ne se borne pas à des protestations verbales, — du prolétariat en faveur du socialisme. Les représentants de votre parti estimaient que l'on pouvait encore espérer en la victoire du prolétariat sur les social-chauvins (« sciovinisti ») *sans* une rupture avec eux.

Nous voudrions espérer que le cours des événements dans le socialisme mondial éliminera de plus en plus ce terrain de désaccord.

D'une part, dans le monde entier, non seulement dans les pays belligérants, mais encore dans les principaux pays neutres, par exemple le pays capitaliste avancé que sont les Etats-Unis d'Amérique, le mouvement ouvrier se scinde de plus en plus, *pratiquement*, en partisans et adversaires de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste actuelle, comme dans celles qui la suivront et que prépare et fomente toute la politique de l'ensemble de ce que l'on est convenu d'appeler les « grandes » puissances.

D'autre part, c'est avec un plaisir tout particulier que nous avons lu récemment dans l'*Avanti !*[43], l'organe central du parti socialiste, l'éditorial intitulé : « La chiusura della conferenza socialista tedesca »*. Cette conférence du parti socialiste allemand est un des événements les plus marquants du socialisme mondial au cours de ces derniers mois, car on a vu s'y affronter les *trois* tendances principales du socialisme non seulement allemand, mais *mondial* : en premier lieu, la tendance des social-chauvins déclarés, tels que Legien, David et Cie en Allemagne, Plékhanov, Potressov, Tchkhenkéli en Russie, Renaudel et Sembat en France, Bissolati et son parti en Italie ; en second lieu, la tendance qui admet l'idée fondamentale du social-chauvinisme, à savoir la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, et qui vise à concilier cette idée avec le socialisme réel et l'internationalisme, c'est la tendance Haase-Kautsky ; en troi-

* « La clôture de la conférence des socialistes allemands. » (*N.R.*)

sième lieu, la tendance réellement socialiste et internationaliste : celle du groupe « Internationale » et du groupe des « Socialistes internationalistes d'Allemagne » en Allemagne[44].

Portant un jugement sur ces trois tendances, l'*Avanti!* a écrit dans l'article mentionné (n° 269, 27. IX. 1916) :

« ...il proletariato tedesco finirà indubbiamente per trionfare contro i Legien, gli Ebert ed i David, che anno preteso di compromettere la sua azione di classe nei tristi pattegiameni coi Bethmann-Hollweg e gli altri fautori della guerra. Di questo noi abbiamo la più sobietta certezza. »

Noi abbiamo la medesima certezza.

« Piuttosto, poursuit l'*Avanti!*, la conferenza dei socialisti tedeschi ci lascia incerti circa l'atteggiamento prossimo di una parte della opposizione, quella che ebbe per esponente principale l'Haase. »

« Il gruppo « Internazionale » con Liebknecht, con Mehring, con Clara Zetkin, con Rosa Luxembourg — con tutti gli altri «sabotatori e traditori della patria» è perfettamente a posto.»

...«*Meno conseguente ci è parso Haase**.»

Et l'*Avanti !* explique que l'« inconséquence » de Haase et de son groupe, que dans notre presse nous appelons la tendance *kautskiste* du socialisme mondial, lui apparaît en ceci :

«*essi non accettano le logiche e naturali conseguenze cui sono giunti Liebknecht e compagni***. »

Ainsi s'exprime l'*Avanti !*

Nous saluons de tout cœur ces déclarations de l'*Avanti !* Nous sommes convaincus que le *Vorwärts*,[45] organe central

---

* « ...le prolétariat allemand finira sans doute par triompher des Legien, Ebert et David, qui ont tenté de compromettre la lutte de classe par de misérables tripotages avec Bethmann-Hollweg et les autres partisans de la guerre. Nous en sommes sincèrement convaincus. »

Nous en sommes également convaincus.

« Mais malgré tout, poursuit l'*Avanti !*, la conférence des socialistes allemands ne nous donne aucune certitude sur ce que sera à l'avenir le comportement de cette partie de l'opposition dont Haase est le principal représentant. »

« Le groupe « Internationale » avec Liebknecht, avec Mehring, avec Clara Zetkin, avec Rosa Luxembourg, avec tous les autres « saboteurs et traîtres à la patrie », reste inébranlablement à son poste. »

...«*Haase nous paraît moins conséquent.* » *(N.R.)*

** « ils n'acceptent pas les conclusions logiques et naturelles auxquelles sont arrivés Liebknecht et ses camarades. » *(N.R.)*

des social-démocrates allemands et principal organe de la tendance kautskiste, se trompe lorsqu'il écrit dans son n° du 7. X. 1916, à propos de ce qu'avance l'*Avanti !*,

« dass der *Avanti !* über die Parteiverhältnisse und Parteivorgänge in Deutschland *nicht ganz zutreffend informiert ist* »*.

Nous sommes convaincus que l'*Avanti !* est informé « ganz zutreffend** » et que ce n'est pas par hasard qu'il donne tort au groupe de Haase et raison au groupe de Liebknecht. Aussi espérons-nous que le Parti socialiste italien est capable de prendre une place éminente dans le socialisme international par sa défense des principes et de la tactique de Liebknecht.

Notre Parti est placé dans des conditions infiniment plus difficiles que le parti italien. Toute notre presse est bâillonnée. Toutefois, même étant en émigration, nous avons pu aider dans leur lutte nos camarades restés en Russie. Deux faits prouvent que cette lutte contre la guerre de la part de notre Parti en Russie a été une lutte menée par les *ouvriers* réellement d'avant-garde et les *masses* ouvrières : en premier lieu, les députés ouvriers de notre Parti, élus par les ouvriers des provinces les plus industrialisées de la Russie, Pétrovski, Chagov, Badaïev, Samoïlov et Mouranov, ont été déportés en Sibérie par le gouvernement tsariste pour leur propagande révolutionnaire contre la guerre. En second lieu, longtemps après cette déportation, les ouvriers d'avant-garde de Pétersbourg appartenant à notre Parti ont catégoriquement refusé d'entrer dans les comités de l'industrie de guerre.

Les *Entente-Sozialisten* [46] vont tenir une conférence en janvier 1917. Nous avons fait une fois l'expérience de participer à une telle conférence à Londres [47], mais on a retiré la parole à notre représentant dès qu'il a osé dire la vérité sur la trahison des socialistes européens. Aussi pensons-nous que, dans des conférences de ce genre, il y a place seulement pour les Bissolati, les Plékhanov, les Sembat et tutti quanti. Nous avons donc l'intention de refu-

* « que l'*Avanti! n'est pas très exactement informé* sur la situation et les événements dans le parti en Allemagne ». (*N.R.*)

** « très exactement. » (*N.R.*)

ser de nous rendre à la conférence et de nous adresser par lettre aux ouvriers européens en démasquant la duperie du peuple par les social-chauvins.

Je salue encore une fois le congrès du Parti socialiste italien en exprimant le vœu que ses travaux soient couronnés de succès.

Rédigé dans la première quinzaine d'octobre 1916

Publié pour la première fois en 1931, dans le Recueil Lénine XVII

Conforme au manuscrit

A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE « DESARMEMENT »

Dans maints pays, et plus spécialement dans de petits Etats qui ne sont pas mêlés à la guerre actuelle, comme la Suède, la Norvège, la Hollande, la Suisse, des voix s'élèvent pour demander que l'ancien point du programme minimum de la social-démocratie : « milice » ou « armement du peuple », soit remplacé par un nouveau, celui du « désarmement ». La *Jugend-Internationale*, organe de l'organisation internationale de la jeunesse, a publié dans son n° 3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les « thèses » de R. Grimm sur la question militaire, rédigées en vue du congrès du Parti social-démocrate suisse, nous trouvons une concession à l'idée de « désarmement ». Dans la revue suisse *Neues Leben* (*La Vie nouvelle*), au cours de l'année 1915, Roland-Holst, tout en faisant mine de vouloir « concilier » les deux revendications, a pris parti en réalité pour la même concession. L'organe de la gauche internationale *Vorbote* (*Le Précurseur*), a inséré dans son n° 2 un article du marxiste hollandais Wijnkoop reprenant l'ancien mot d'ordre de l'armement du peuple. Les gauches scandinaves, comme on le voit par les articles publiés ci-après [48], acceptent l'idée de « désarmement », tout en reconnaissant parfois qu'il y a là un élément de pacifisme.

Voyons de plus près la position des partisans du désarmement.

I

L'une des principales prémisses en faveur du désarmement est le raisonnement suivant, qui ne s'exprime pas toujours bien franchement : nous sommes contre la guerre, d'une façon générale contre n'importe quelle guerre, et l'expression la plus précise, la plus claire, la moins équivoque de cette opinion qui est la nôtre consiste à exiger le désarmement.

Nous avons insisté sur la fausseté de cette conception dans un article consacré à la brochure de Junius, auquel nous renvoyons le lecteur*. Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes. Il ne faut pas se laisser aveugler par la guerre impérialiste actuelle. A l'époque de l'impérialisme, les guerres de ce genre entre les «grandes » puissances sont les plus typiques ; mais cela n'exclut pas la possibilité de guerres démocratiques et d'insurrections de la part de nations opprimées, par exemple, qui tenteraient de secouer le joug de leurs oppresseurs. Des guerres civiles du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme sont inévitables. Des guerres du socialisme victorieux dans un pays contre d'autres pays, bourgeois ou réactionnaires, sont possibles.

Le désarmement est l'idéal du socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres ; par conséquent, le désarmement sera réalisé. Mais c'est ne pas être un socialiste que d'espérer la réalisation du socialisme *en dehors* de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. La dictature est un pouvoir d'Etat qui s'appuie directement sur la *violence*. La violence, au XXe siècle, comme du reste en général à l'époque de la civilisation, ce n'est pas le poing fermé ni la trique, mais l'*armée*. Inscrire le « désarmement » au programme, c'est donc dire d'une façon générale : nous sommes contre l'emploi des armes. Il n'y a pas plus de marxisme là-dedans que si nous disions : nous sommes contre l'emploi de la violence !

Notons que la discussion internationale sur cette question a été menée principalement, sinon exclusivement, en langue allemande. Or, en allemand, on emploie deux termes

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, « A propos de la brochure de Junius ». (*N.R.*)

dont il est difficile de traduire la différence en russe*. L'un signifie « désarmement » au sens propre du mot et est employé, notamment, par Kautsky et les kautskistes dans le sens de réduction des armements. L'autre signifie au sens propre «suppression des armements » et est employé de préférence par les gauches dans le sens d'abolition du militarisme, d'abolition de tout système (militaire) militariste. Nous parlons dans cet article de la *seconde* revendication, très répandue parmi certains social-démocrates *révolutionnaires*.

La prédication kautskiste du « désarmement », adressée aux gouvernements actuels des grandes puissances impérialistes, fait preuve du plus vil opportunisme, d'un pacifisme bourgeois qui sert *pratiquement*, en dépit des « vœux pieux» de nos doucereux kautskistes, à détourner les ouvriers de la lutte révolutionnaire. En effet, par cette prédication, on inculque aux ouvriers l'idée que les gouvernements bourgeois actuels des puissances impérialistes *ne sont pas* ligotés par les milliers de fils du capital financier, et par des dizaines ou des centaines de *traités secrets* conclus entre eux dans le même esprit (c'est-à-dire ayant pour fins le pillage, le brigandage, et préparant la guerre impérialiste).

II

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes et qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'autre moyen d'en sortir que la lutte de classe et le renversement du pouvoir de la classe dominante.

Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais même la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocrati-

* Il s'agit, respectivement, des mots *Abrüstung* et *Entwaffnung*. *(N.R.)*

ques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie *contre* le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il suffira de rappeler l'usage qui est fait de la troupe (de la milice républicaine-démocratique tout aussi bien) contre les grévistes : procédé que nous retrouvons dans tous les pays capitalistes sans exception. L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne.

Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de «revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'*évolution objective* du militarisme capitaliste, et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement *après que* le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et en aucune façon avant.

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards *uniquement* de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence *une horreur sans fin*. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société *une fin pleine d'horreur*, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de « revendiquer» le désarmement — ou, plus précisément, rêver de désarmement — à une époque, où, de toute évidence, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A qui dira que c'est là une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux grands faits historiques de portée mondia-

le : d'une part, le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques : d'autre part, la Commune de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas ce genre de développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais *comment* luttons-nous? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement, qui tient compte du progrès *objectif*, est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser intimider par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune ? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait ! » Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur des ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations

terrorisées d'aujourd'hui — ou plus exactement : du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements — surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une alliance internationale de « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde ; il doit donc étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en *la* désarmant. »

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

III

Les partisans du désarmement se prononcent contre le point du programme relatif à l'« armement du peuple » en affirmant, entre autres raisons, que cette revendication accroîtrait le risque de concessions à l'opportunisme. Nous venons d'examiner l'aspect le plus important de la question : le rapport entre le désarmement, d'une part, et la lutte de classe et la révolution sociale, d'autre part. Voyons maintenant

le rapport entre la revendication du désarmement et l'opportunisme. L'une des principales raisons qui militent contre cette revendication, c'est qu'avec les illusions qu'elle engendre, elle affaiblit et débilite fatalement notre lutte contre l'opportunisme.

Cette lutte est, sans aucun doute, la principale question à l'ordre du jour de l'Internationale. Une lutte contre l'impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme serait une phrase creuse ou un leurre. L'une des principales lacunes de Zimmerwald et de Kienthal, l'une des causes fondamentales du fiasco (de l'insuccès, de l'avortement) possible de ces embryons d'une IIIe Internationale tient justement au fait que la question de la lutte contre l'opportunisme n'y a même pas été posée ouvertement ; encore moins l'a-t-on résolue dans le sens de la nécessité d'une rupture avec les opportunistes. L'opportunisme a triomphé — pour un temps — au sein du mouvement ouvrier européen. Dans tous les grands pays, il se manifeste sous deux nuances principales : premièrement, le social-impérialisme avoué, cynique et par conséquent moins dangereux, de Messieurs Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas, Sembat, Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc. Deuxièmement, le social-impérialisme camouflé, kautskiste : Kautsky-Haase et le « Groupe social-démocrate du Travail » en Allemagne ; Longuet, Pressemane, Mayéras et autres en France ; Ramsay Mac Donald et autres leaders du « Parti travailliste indépendant » en Angleterre ; Martov, Tchkhéidzé et autres en Russie; Treves et autres réformistes dits de gauche en Italie.

L'opportunisme avoué est ouvertement et nettement contre la révolution et contre les mouvements et explosions révolutionnaires qui commencent à se produire ; il est directement allié aux gouvernements, si variées que soient les formes de cette alliance, depuis l'entrée dans les cabinets ministériels jusqu'à la participation aux comités des industries de guerre. Les opportunistes camouflés, les kautskistes, sont beaucoup plus nuisibles et dangereux pour le mouvement ouvrier, parce qu'ils se retranchent, pour défendre leur alliance avec les opportunistes de la première nuance, derrière des arguments spécieux faits de phrases sonores pseudo-« marxistes » et de mots d'ordre pacifistes. La lutte contre ces deux for-

mes de l'opportunisme dominant doit être menée sur *tous* les terrains de la politique prolétarienne: Parlement, syndicats, grèves, domaine militaire, etc.

Quelle est la caractéristique essentielle de ces *deux* formes de l'opportunisme dominant ?

Elle consiste en ceci que la question concrète *du lien entre la guerre actuelle et la révolution, ainsi que les autres questions concrètes de la révolution*, sont passées sous silence, escamotées ou traitées avec la préoccupation de ne pas enfreindre les interdictions policières. Et cela, bien qu'avant la guerre on ait souligné maintes et maintes fois, et de façon non officielle et officiellement dans le Manifeste de Bâle, le lien existant, très précisément, entre *cette* guerre qui ne faisait alors que s'annoncer et la révolution prolétarienne.

Mais la lacune essentielle de la revendication du désarmement, c'est qu'elle élude toutes les questions concrètes de la révolution. A moins que les partisans du désarmement n'envisagent un genre tout nouveau de révolution : la révolution sans armes ?

IV

Poursuivons. Nous ne sommes pas le moins du monde des adversaires de la lutte pour des réformes. Nous n'entendons pas ignorer la triste éventualité qui menace le genre humain — en mettant les choses au pire — de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle, malgré les nombreuses explosions dues à l'effervescence et au mécontentement des masses et en dépit de nos efforts. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui soit dirigé *aussi* contre les opportunistes. Ceux-ci seraient trop heureux de nous voir leur abandonner à eux seuls la lutte pour les réformes, et si nous allions, fuyant la triste réalité, nous réfugier au-delà des nuages, sur les cimes d'un vague « désarmement ». Le « désarmement », c'est précisément la fuite devant la déplorable réalité, et nullement un moyen de la combattre.

A propos : l'un des graves défauts dans la manière dont certains hommes de gauche posent, par exemple, la question de la défense de la patrie, réside dans le fait que la réponse donnée n'est pas assez concrète. Dire que, dans la guerre

impérialiste *actuelle*, la défense de la patrie est une tromperie bourgeoise réactionnaire est beaucoup plus juste théoriquement, et infiniment plus important pratiquement, que de formuler une thèse « générale » contre « toute » défense de la patrie. Cette dernière réponse est erronée et ne « démolit » pas l'ennemi direct des ouvriers à l'intérieur des partis ouvriers : les opportunistes.

A propos de la milice, nous devrions dire, pour donner une réponse concrète et pratiquement indispensable : nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Par conséquent, « pas un sou et pas un homme », non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise, même dans des pays tels que les Etats-Unis ou la Suisse, la Norvège, etc. D'autant plus que nous voyons, dans les républiques les plus libres (par exemple, en Suisse), la milice se prussianiser de plus en plus, et se prostituer en vue de la mobilisation de la troupe contre les grévistes. Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, l'abolition de toute justice militaire, l'égalité en droits pour les ouvriers étrangers et ceux du pays (c'est un point particulièrement important pour des Etats impérialistes comme la Suisse, qui exploitent d'une façon de plus en plus éhontée un nombre sans cesse croissant d'ouvriers étrangers, sans leur accorder aucun droit); ensuite : le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné de former des associations libres en vue d'étudier dans tous ses détails l'art militaire, en élisant librement leurs instructeurs qui seraient rétribués aux frais de l'Etat, etc. C'est seulement dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour *son propre compte*, et non au profit de ceux qui le tiennent en esclavage; et cette étude répond incontestablement aux intérêts du prolétariat. La révolution russe a prouvé que tout succès, même partiel, du mouvement révolutionnaire, par exemple la conquête d'une ville, d'un faubourg industriel, d'une partie de l'armée, *obligera* inévitablement le prolétariat victorieux à appliquer un programme de ce genre.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas en se bornant à rédiger des programmes qu'on peut lutter contre l'opportunisme, mais uniquement en veillant sans cesse à les faire réellement appliquer. La plus grave erreur, l'erreur fatale de la

IIe Internationale qui a fait faillite, c'est que ses actes ne correspondaient pas à ses paroles, qu'on y inculquait l'habitude de l'hypocrisie et des grandes phrases révolutionnaires débitées sans scrupules (voyez l'attitude actuelle de Kautsky et Cie à l'égard du Manifeste de Bâle). Si nous abordons sous cet angle la revendication du « désarmement », nous devons avant tout nous demander ce qu'elle signifie *objectivement*. L'idée de désarmement, en tant qu'idée sociale, — c'est-à-dire engendrée par des conditions sociales déterminées et susceptibles d'agir sur un certain milieu social, et non de demeurer une lubie personnelle ou d'un petit cercle, — est évidemment née dans des conditions d'existence particulières, exceptionnellement « tranquilles », propres à divers petits Etats restés assez longtemps à l'écart de la sanglante voie des guerres mondiales et qui espèrent éterniser cette situation. Pour s'en convaincre, il n'est que d'analyser, par exemple, l'argumentation des partisans norvégiens du désarmement : « Nous sommes une petite nation ; notre armée est insignifiante : nous ne pouvons rien contre les grandes puissances » (et, de ce fait, nous sommes également incapables de résister à une intégration par la force dans une *alliance* impérialiste avec tel ou tel groupe de grandes puissances !), « nous voulons rester tranquilles dans notre petit coin de terre et poursuivre une politique de clocher en exigeant le désarmement, l'arbitrage obligatoire, la neutralité permanente, etc. » (aussi « permanente » sans doute que la neutralité belge ?).

La tendance mesquine des petits Etats à se tenir à l'écart, le désir petit-bourgeois de rester le plus loin possible des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser une situation de monopole qui les laisse à peu près seuls figés dans une routinière passivité, voilà la situation sociale *objective* qui peut assurer à l'idée de désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans divers petits Etats. Bien entendu, c'est une tendance réactionnaire et qui repose entièrement sur des illusions, car l'impérialisme entraîne d'une façon ou d'une autre les petits Etats dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

Prenons, pour plus de clarté, l'exemple de la Suisse. Sa situation dans le monde impérialiste impose objectivement *deux* lignes au mouvement ouvrier de ce pays. Les opportunistes,

alliés à la bourgeoisie, cherchent à faire de la Suisse une fédération républicaine démocratique monopolisant les bénéfices du tourisme bourgeois des nations impérialistes ; ils s'efforcent d'utiliser cette situation de monopole bien « tranquille » aussi avantageusement et paisiblement que possible. En réalité, cette politique exprime l'alliance d'une couche peu nombreuse d'ouvriers privilégiés d'un petit pays jouissant d'une situation privilégiée avec la bourgeoisie de ce pays *contre* la masse du prolétariat. Les véritables social-démocrates de Suisse s'efforcent d'utiliser la liberté relative et la situation « internationale » de ce pays (le voisinage de pays hautement cultivés et le fait que la Suisse, grâce à Dieu, ne parle pas « sa propre » langue, mais trois langues étrangères universellement répandues) pour élargir, fortifier, affermir l'alliance *révolutionnaire* des éléments révolutionnaires du prolétariat de toute l'Europe. Aidons notre bourgeoisie à conserver le plus longtemps possible la situation de monopole qui lui permet de monnayer le plus tranquillement du monde les charmes de ses Alpes, et nous bénéficierons sans doute d'un petit pourcentage : voilà le contenu *objectif* de la politique des opportunistes suisses. Aidons à l'alliance du prolétariat révolutionnaire français, allemand, italien, pour le renversement de la bourgeoisie : voilà le contenu objectif de la politique des social-démocrates révolutionnaires suisses. Malheureusement, cette politique est encore très insuffisamment pratiquée par les « gauches » en Suisse, et l'excellente décision adoptée par le congrès de leur parti qui s'est tenu à Aarau en 1915 (la reconnaissance de la lutte révolutionnaire de masse) reste pour le moment plutôt sur le papier. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit actuellement.

La question qui nous intéresse pour l'heure est de savoir si la revendication du désarmement répond à la tendance révolutionnaire qui existe chez les social-démocrates suisses. Evidemment non. Objectivement, la « revendication » du désarmement répond à une ligne opportuniste du mouvement ouvrier, une ligne étroitement nationale et bornée aux horizons d'un petit Etat. Objectivement, le « désarmement » est un programme typiquement, spécifiquement national de petits Etats : ce n'est pas du tout le programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

P-S Dans le dernier numéro de la *Revue Socialiste* anglaise — *The Socialist Review*[19] (septembre 1916), organe du « Parti travailliste indépendant » de tendance opportuniste, nous trouvons, à la page 287, une résolution de la conférence de Newcastle de ce parti : refus de soutenir toute guerre *quelle qu'elle soit*, de la part de tout gouvernement *quel qu'il soit*, quand bien même il s'agirait « nominalement » d'une guerre « défensive ». Et à la page 205 nous trouvons la déclaration suivante dans un article émanant de la rédaction : « Nous n'approuvons pas l'insurrection des Sinn-feiners » (le soulèvement irlandais de 1916). « Nous n'approuvons aucune insurrection armée, de même que nous n'approuvons aucune autre forme de militarisme et de guerre. »

Est-il besoin de démontrer que *ces* « antimilitaristes », que de *tels* partisans du désarmement, non pas dans un petit pays, mais dans une grande puissance, sont des opportunistes de la pire espèce ? Et pourtant, ils ont tout à fait raison du point de vue théorique quand ils considèrent l'insurrection armée comme « une des formes » du militarisme et de la guerre.

Rédigé en octobre 1916

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate »
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du « Recueil »

L'IMPERIALISME ET LA SCISSION DU SOCIALISME

Existe-t-il un lien entre l'impérialisme et la victoire ignoble, monstrueuse, que l'opportunisme (sous les espèces du social-chauvinisme) a remportée sur le mouvement ouvrier européen ?

Telle est la question fondamentale du socialisme contemporain. Et maintenant que nous avons parfaitement établi dans notre littérature du parti : 1 le caractère impérialiste de notre époque et de la guerre actuelle ; 2 l'indissoluble liaison historique entre le social-chauvinisme et l'opportunisme, ainsi que l'identité de leur contenu politique et idéologique, nous pouvons et nous devons passer à l'examen de cette question fondamentale.

Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l'impérialisme. L'impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est (1) le capitalisme monopoliste ; (2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; (3) le capitalisme agonisant. La substitution du monopole à la libre concurrence est le trait économique capital, l'*essence* de l'impérialisme. Le monopolisme se manifeste sous cinq formes principales: 1. les cartels, les syndicats patronaux, et les trusts ; la concentration de la production a atteint un degré tel qu'elle a engendré ces groupements monopolistes de capitalistes ; 2. la situation de monopole des grosses banques : trois à cinq banques gigantesques régentent toute la vie économi-

que de l'Amérique, de la France, de l'Allemagne ; 3. l'accaparement des sources de *matières premières* par les trusts et l'oligarchie financière (le capital financier est le capital industriel monopolisé, fusionné avec le capital bancaire) ; 4. le partage (économique) du monde par les cartels internationaux *a commencé*. Ces cartels internationaux, détenteurs du marché mondial *tout entier* qu'ils se partagent « à l'amiable » — tant que la guerre ne l'a pas *re*partagé — on en compte déjà plus de *cent* ! L'exportation des capitaux, phénomène particulièrement caractéristique, à la différence de l'exportation des marchandises à l'époque du capitalisme non monopoliste, est en relation étroite avec le partage économique et politico-territorial du monde ; 5. le partage territorial du monde (colonies) est *terminé*.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme d'Amérique et d'Europe, et ensuite d'Asie, a fini de se constituer vers 1898-1914. Les guerres hispano-américaine (1898), anglo-boer (1899-1902), russo-japonaise (1904-1905) et la crise économique de 1900 en Europe, tels sont les principaux jalons historiques de la nouvelle époque de l'histoire mondiale.

Que l'impérialisme soit un capitalisme parasitaire ou pourrissant, c'est ce qui apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction qui distingue *tout* monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production. La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine, d'une part, et réactionnaire monarchiste, d'autre part, s'efface précisément du fait que l'une et l'autre pourrissent sur pied (ce qui n'exclut pas du tout le développement étonnamment rapide du capitalisme dans différentes branches d'industrie, dans différents pays, en différentes périodes). En second lieu, la putréfaction du capitalisme se manifeste par la formation d'une vaste couche de *rentiers*, de capitalistes vivant de la « tonte des coupons ». Dans quatre pays impérialistes avancés : l'Angleterre, l'Amérique du Nord, la France et l'Allemagne, le capital en titres est de 100 à 150 *milliards* de francs, ce qui représente un revenu annuel d'au moins 5 à 8 milliards par pays. En troisième lieu, l'exportation des capitaux est du parasitisme au carré. En quatrième lieu, « le capital financier vise à l'hégémonie, et non à la liberté ». La réaction politique sur *toute* la ligne est le pro-

pre de l'impérialisme. Vénalité, corruption dans des proportions gigantesques, panamas de tous genres. En cinquième lieu, l'exploitation des nations opprimées, indissolublement liée aux annexions, et surtout l'exploitation des colonies par une poignée de « grandes » puissances, transforme de plus en plus le monde « civilisé » en un parasite sur le corps des peuples non civilisés, qui comptent des centaines de millions d'hommes. Le prolétaire de Rome vivait aux dépens de la société. La société actuelle vit aux dépens du prolétaire contemporain. Marx a particulièrement souligné cette profonde remarque de Sismondi[50]. L'impérialisme change un peu les choses. Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme *agonisant*, qui marque la *transition* vers le socialisme : le monopole qui surgit *du* capitalisme, c'est *déjà* l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La *socialisation* prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'«interpénétration ») a la même signification.

En définissant ainsi l'impérialisme, nous entrons en contradiction complète avec K. Kautsky, qui se refuse à voir dans l'impérialisme une «phase du capitalisme », et le définit comme la *politique* « préférée » du capital financier, comme une tendance des pays « industriels» à annexer les pays*« agraires». Du point de vue théorique, cette définition de Kautsky est absolument fausse. La particularité de l'impérialisme, c'est justement la domination du capital *non pas* industriel, mais financier, la tendance à s'annexer *non pas* les seuls pays agraires, mais *toutes sortes* de pays. Kautsky *dissocie* la politique de l'impérialisme de son économie ; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois : le « désarmement », l'«ultra-impérialisme » et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette

* « L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance de toute nation capitaliste industrielle à se soumettre et à s'adjoindre des régions *agraires* toujours plus nombreuses sans égard aux nations qui les habitent » (Kautsky, dans la *Neue Zeit* du 11.IX. 1914).

théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions *les plus profondes* de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l' « unité » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués.

Nous avons déjà suffisamment insisté sur cette rupture de Kautsky avec le marxisme, et dans le *Social-Démocrate*, et dans le *Communiste*[51]. Nos kautskistes de Russie, les « okistes » avec Axelrod et Spectator en tête, sans en excepter Martov et, dans une notable mesure, Trotski, ont préféré passer sous silence la question du kautskisme en tant que tendance. N'osant pas défendre ce que Kautsky a écrit pendant la guerre, ils se sont contentés d'exalter purement et simplement Kautsky (Axelrod dans sa brochure allemande que le Comité d'organisation *a promis* de publier en russe) ou d'invoquer des lettres privées de Kautsky (Spectator), dans lesquelles il assure appartenir à l'opposition et essaie jésuitiquement de faire considérer ses déclarations chauvines comme nulles et non avenues.

Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non seulement par rapport au *Capital financier* de Hilferding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilferding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au *social-libéral* J.A.Hobson. Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 1902*. Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon Hobson, la puissance des anciens Empires : 1. le « parasitisme économique » et 2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants. « La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre

* J. A. Hobson : *Imperialism*, London 1902.

ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. » En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit :

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme » (dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky), « c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes indigènes : dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de grandes armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques ; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, sa partie Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici : «Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent — le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. » « Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en grandes quan-

tités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie » (il aurait fallu dire : à cette perspective) « comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu, afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour qu'une prévision — celle-ci ou toute autre — de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles orienteront l'achèvement de ce processus. »

Le social-libéral Hobson ne voit pas que cette « résistance » *ne* peut être opposée *que* par le prolétariat révolutionnaire, et *seulement* sous la forme d'une révolution sociale. Il n'est pas social-libéral pour rien ! Mais il a fort bien abordé, dès 1902, la question du rôle et de la portée des « Etats-Unis d'Europe » (avis au kautskiste Trotski !), comme aussi de tout ce que cherchent à voiler les *kautskistes hypocrites* des différents pays, à savoir le fait que les *opportunistes* (les social-chauvins) font cause commune avec la bourgeoisie impérialiste *justement* dans le sens de la création d'une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique ; le fait que les *opportunistes* apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, *soudoyée* avec les fonds du surprofit des impérialistes et convertie en *chiens de garde* du capitalisme, en *corrupteurs* du mouvement ouvrier.

Nous avons maintes fois signalé, non seulement dans des

articles, mais aussi dans des résolutions de notre Parti, cette liaison économique extrêmement profonde de la bourgeoisie impérialiste, très précisément, avec l'opportunisme qui a triomphé aujourd'hui (est-ce pour longtemps ?) du mouvement ouvrier. Nous en avons inféré, notamment, que la scission avec le social-chauvinisme était inévitable. Nos kautskistes ont préféré éluder la question ! Martov, par exemple, avance depuis un bon moment dans ses conférences un sophisme qui, dans les *Izvestia du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation* [52] (n° 4 du 10 avril 1916), est énoncé en ces termes :

——... « La cause de la social-démocratie révolutionnaire serait très mauvaise, voire désespérée, si les groupes d'ouvriers qui, par leur développement intellectuel, se sont le plus rapprochés de l' « intelliguentsia » et sont les plus qualifiés, abandonnaient fatalement cette dernière pour rejoindre l'opportunisme »...

Au moyen du vocable absurde « fatalement » et d'un certain « escamotage », on *élude* le *fait* que *certains* contingents d'ouvriers *ont rallié* l'opportunisme et la bourgeoisie impérialiste ! Or *éluder* ce fait, c'est tout ce que veulent les sophistes du Comité d'organisation ! Ils se retranchent derrière cet « optimisme officiel », dont font aujourd'hui parade et le kautskiste Hilferding et beaucoup d'autres individus : les conditions objectives, prétendent-ils, se portent garantes de l'unité du prolétariat et de la victoire de la tendance révolutionnaire ! Nous sommes, disent-ils, « optimistes » en ce qui concerne le prolétariat !

Mais en réalité tous ces kautskistes, Hilferding, les okistes, Martov et Cie sont des *optimistes* ... en ce qui concerne l'*opportunisme*. Tout est là !

Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard, — à *cette* échelle, c'est une question de détail, — il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, *vous rampez à plat ventre* devant les opportunistes, qui sont *étrangers* au

prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence ; et *s'il ne s'affranchit pas* d'eux, le mouvement ouvrier restera un *mouvement ouvrier bourgeois*. Votre propagande en faveur de l'« unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'*asservissement* des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement *contre* vous ; elle sera une victoire *sur* vous.

Les deux tendances, disons même les *deux* partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été *observés de près par Engels et Marx en Angleterre* pendant plusieurs *dizaines d'années*, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial, dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIXe siècle, avait ceci de particulier qu'au moins *deux* traits distinctifs fondamentaux de l'impérialisme s'y trouvaient réunis : 1) d'immenses colonies et 2) des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial). Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré d'une façon parfaitement claire et précise sa *liaison* avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait : « En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, *à côté* de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Evidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. » Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour

avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 : « En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. » Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux ; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge : « ...Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution. » Dans une lettre du 19 avril 1890 : « le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse *sous* la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse *inférieure* (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse *se retrouvera elle-même*, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement. » Le 4 mars 1891 : « l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée ; les « vieilles » trade-unions conservatrices, *riches* et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »... Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du *parti ouvrier bourgeois* » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième

édition (1892) de *La situation des classes laborieuses en Angleterre*. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». «La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868 ; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée »... Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier *dans leur ensemble*. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le *nœud* de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

Là encore Kautsky a déjà essayé de « troubler l'eau » et de substituer au marxisme une conciliation mielleuse avec les opportunistes. Dans une polémique avec les social-impérialistes déclarés et naïfs (dans le genre de Lensch) qui justifient la guerre du côté de l'Allemagne comme une destruction du monopole de l'Angleterre, Kautsky *«rectifie »* cette contre-vérité évidente au moyen d'une autre contre-vérité, non moins évidente. Il remplace la contre-vérité cynique par une contre-vérité doucereuse ! Le monopole *industriel* de l'Angleterre, dit-il, est depuis longtemps brisé, depuis longtemps détruit, il n'est ni nécessaire ni possible de le détruire.

En quoi cet argument est-il faux ?

En ce que, premièrement, il passe sous silence le monopole *colonial* de l'Angleterre. Or, comme nous l'avons vu,

Engels a soulevé cette question d'une façon parfaitement claire dès 1882, c'est-à-dire il y a 34 ans ! Si le monopole industriel de l'Angleterre est détruit, le monopole colonial non seulement demeure, mais a entraîné de graves complications, car tout le globe terrestre est déjà partagé ! A la faveur de son mensonge mielleux, Kautsky fait passer subrepticement sa petite idée pacifiste bourgeoise et petite-bourgeoise opportuniste selon laquelle il n'y aurait « aucune raison de faire la guerre ». Au contraire, non seulement les *capitalistes* ont maintenant une raison de faire la guerre, mais il leur est *impossible de ne pas* la faire s'ils veulent sauvegarder le capitalisme ; car, sans procéder à un repartage des colonies par la violence, les *nouveaux* pays impérialistes ne peuvent obtenir les privilèges dont jouissent les puissances impérialistes plus vieilles (*et moins fortes*).

Deuxièmement. Pourquoi le monopole de l'Angleterre explique-t-il la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans ce pays ? Parce que le monopole fournit un *surprofit*, c'est-à-dire un excédent de profit par rapport au profit capitaliste normal, ordinaire dans le monde entier. Les capitalistes *peuvent* sacrifier une parcelle (et même assez grande !) de ce surprofit pour corrompre *leurs* ouvriers, créer quelque chose comme une alliance (rappelez-vous les fameuses « alliances » des trade-unions anglaises avec leurs patrons, décrites par les Webb), une alliance des ouvriers d'une nation donnée avec leurs capitalistes *contre* les autres pays. Le monopole industriel de l'Angleterre a été détruit dès la fin du XIXe siècle. Cela est incontestable. Mais *comment* cette destruction s'est-elle opérée ? Aurait-elle entraîné la disparition de *tout* monopole ?

S'il en était ainsi, la « théorie » de la conciliation (avec l'opportunisme) de Kautsky recevrait une certaine justification. Mais ce *n'est* justement *pas* le cas. L'impérialisme *est* le capitalisme monopoliste. Chaque cartel, trust, syndicat patronal, chaque banque géante, *est* un monopole. Le surprofit n'a pas disparu, il subsiste. L'exploitation par un seul pays privilégié, financièrement riche, de *tous* les autres pays demeure et se renforce. Une poignée de pays riches — ils ne sont que quatre en tout, si l'on veut parler de la richesse « moderne », indépendante et véritablement prodigieuse : l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et

l'Allemagne — ont développé les monopoles dans d'immenses proportions, reçoivent un *sur*profit se chiffrant par centaines de millions sinon par milliards, « chevauchent sur l'échine » de centaines et de centaines de millions d'habitants des autres pays, et luttent entre eux pour le partage d'un butin particulièrement abondant, particulièrement gras et de tout repos.

Là est justement l'essence économique et politique de l'impérialisme, dont Kautsky cherche à estomper les très profondes contradictions, au lieu de les dévoiler.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste *peut, économiquement,* soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son *sur*profit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire.

De 1848 à 1868, et aussi partiellement plus tard, l'Angleterre était seule à bénéficier du monopole ; *c'est pourquoi* l'opportunisme a pu y triompher des dizaines d'années durant ; *il n'y avait pas* d'autres pays possédant de riches colonies ou disposant d'un monopole industriel.

Le dernier tiers du XIXe siècle a marqué le passage à une nouvelle époque, celle de l'impérialisme. Le capital financier bénéficie d'une situation de monopole *non pas* dans une seule, mais dans plusieurs grandes puissances, très peu nombreuses. (Au Japon et en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne.) Il résulte de cette différence que le monopole de l'Angleterre *a pu* demeurer *incontesté* pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé ; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière *de tout un* pays. Aujourd'hui, ce

serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, *chaque* « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches *moins nombreuses* (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « *parti ouvrier bourgeois* », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « *le parti ouvrier bourgeois* » *est inévitable* et typique pour *tous* les pays impérialistes ; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., *en permettant* de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la *masse* du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des *masses*, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ». La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans *tous* les pays. Il n'y a aucune différence essentielle entre un parti régulièrement constitué comme, par exemple, celui de Bissolati en Italie, parti parfaitement social-impérialiste, et, disons, le pseudo-parti à demi constitué des Potressov, Gvozdev, Boulkine, Tchkhéidzé, Skobélev et Cie. Ce qui importe, c'est que, du point de vue économique, le rattachement de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est parvenu à sa maturité et s'est achevé ; quant à la forme politique, ce fait économique, ce changement des rapports de classe s'en trouvera une sans trop de « difficulté ».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes *politiques* correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », — voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on *ne peut* entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. Je qualifierais ce système de lloydgeorgisme, du nom d'un des représentants les plus éminents et les plus experts de ce système dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois », le ministre anglais Lloyd George. Brasseur d'affaires bourgeois de premier ordre et vieux flibustier de la politique, orateur populaire, habile à prononcer n'importe quel discours, même rrrévolutionnaire, devant un auditoire ouvrier, et capable de faire accorder de coquettes aumônes aux ouvriers obéissants sous l'aspect de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie * ; et il la sert justement *parmi* les ouvriers, il propage son influence

* Récemment, dans une revue anglaise, j'ai trouvé l'article d'un tory, adversaire politique de Lloyd George : « Lloyd George vu par un tory. » La guerre a ouvert les yeux à cet adversaire et lui a montré quel parfait commis de la bourgeoisie est ce Lloyd George ! Les tories ont fait la paix avec lui !

justement au sein du prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de s'assurer une emprise morale sur les masses.

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le *courant* social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes.

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans *tous* les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. La fraction Tchkhéidzé[53], *Naché Diélo*, *Golos Trouda*[54] en Russie et les « okistes » à l'étranger, ne sont rien de plus qu'une variété d'un de *ces* partis. Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître *avant* la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit-bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant

indépendant ; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés ; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières ; Hyndman a quitté le parti ; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes.

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIXe siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une *minorité du prolétariat*. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de $^1/_5$ du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIXe siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des *vieilles* trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse *inférieure* », la majorité véritable ; il en appelle à cette majorité qui *n'est pas* contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne *représentent* qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller *plus bas* et *plus profond*, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

Dans notre prochain article, nous essaierons de résumer les principaux caractères distinctifs de cette ligne, en l'opposant au kautskisme.

Rédigé en octobre 1916
Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du «Recueil du Social-Démocrate»
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du «Recueil»

DISCOURS PRONONCE AU CONGRES DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE SUISSE LE 4 NOVEMBRE 1916

Le Parti social-démocrate suisse a eu récemment l'honneur de s'attirer la colère du chef du parti social-démocrate officiel danois, Monsieur le ministre Stauning. Ce dernier a fièrement déclaré, dans une lettre adressée le 15 septembre courant à un autre ministre également pseudo-socialiste, Vandervelde : « nous (le parti danois) nous sommes désolidarisés nettement et catégoriquement de l'activité scissionniste, nuisible à l'organisation, pratiquée sur l'initiative des partis italien et suisse par le mouvement dit de Zimmerwald. »

Saluant au nom du Comité central du P.O.S.D.R. le congrès du Parti social-démocrate suisse, je veux espérer que ce parti continuera à soutenir le ralliement international des social-démocrates révolutionnaires qui a débuté à Zimmerwald et qui doit s'achever par la rupture complète du socialisme avec les ministres et les social-patriotes qui l'ont trahi.

Cette scission mûrit dans tous les pays du capitalisme avancé. En Allemagne, le camarade Otto Rühle, qui partage la position de Karl Liebknecht, a subi les attaques des opportunistes et du « centre » lorsqu'il a déclaré, dans l'organe central du parti allemand, que la scission était devenue inévitable (*Vorwärts*, 12 janvier 1916). Mais les faits attestent de plus en plus clairement que le camarade Rühle avait raison, qu'il y a effectivement deux partis en Allemagne : l'un aide la bourgeoisie et le gouvernement à mener la guerre de rapine ; l'autre, qui développe son activi-

té surtout illégalement, propage des appels réellement socialistes parmi les masses véritables, organise des manifestations de masse et des grèves politiques.

En France, le « Comité pour le rétablissement des relations internationales »[55] a publié dernièrement une brochure : *Les socialistes de Zimmerwald et la guerre*, où nous lisons que dans ce pays il s'est développé, au sein du parti, trois tendances principales. La première, à laquelle appartient la majorité, est stigmatisée dans la brochure comme celle des socialistes-nationalistes, des social-patriotes, qui ont conclu l'« union sacrée » avec nos ennemis de classe. La deuxième tendance, selon les données de cette brochure, forme la minorité ; ce sont les partisans des députés Longuet et Pressemane, qui marchent dans les questions les plus importantes avec la majorité et portent inconsciemment de l'eau à son moulin et attirent à eux les éléments mécontents dont ils assoupissent la conscience socialiste et qu'ils obligent à suivre la politique officielle du parti. La brochure indique en qualité de troisième tendance, les zimmerwaldiens. Ces derniers reconnaissent que la France a été entraînée dans le conflit, non par la déclaration de guerre de l'Allemagne, mais par sa propre politique impérialiste, qui l'a attachée à la Russie par les traités et les emprunts. Cette troisième tendance proclame sans équivoque que « *la défense de la patrie n'est pas l'affaire des socialistes* ».

Ces mêmes trois tendances, quant au fond, se sont également constituées chez nous, en Russie, ainsi qu'en Angleterre et dans les Etats-Unis d'Amérique restés neutres, en un mot dans le monde entier. La lutte de ces tendances décidera du sort du mouvement ouvrier dans la prochaine période.

Permettez-moi d'aborder en quelques mots un autre point, dont on parle beaucoup ces jours-ci et à propos duquel nous possédons, nous social-démocrates russes, une expérience particulièrement riche ; c'est la question de la terreur.

Nous n'avons encore aucune information sur les social-démocrates révolutionnaires autrichiens, car il en existe aussi dans ce pays, mais les renseignements à leur sujet sont en général extrêmement pauvres. Nous ne savons donc pas si l'assassinat de Stürgkh par le camarade Fritz Adler[56]

est une application de la terreur, en tant que tactique consistant à organiser systématiquement des assassinats politiques sans liaison avec la lutte révolutionnaire des masses, ou s'il ne s'agit que d'une initiative isolée marquant le passage de la tactique opportuniste non socialiste des social-démocrates autrichiens officiels, caractérisée par la défense de la patrie, à la tactique de l'action révolutionnaire de masse. Cette deuxième hypothèse correspond probablement mieux aux circonstances et, de ce fait, l'adresse à Fritz Adler proposée par le Comité central du parti italien et publiée dans l'*Avanti !* du 29 octobre mérite toute notre sympathie.

En tout état de cause, nous sommes convaincus que l'expérience de la révolution et de la contre-révolution en Russie a confirmé la justesse de la lutte que notre Parti mène depuis plus de vingt ans contre la terreur en tant que tactique. Il ne faut pas oublier toutefois que cette lutte a été menée en relation étroite avec une lutte implacable contre l'opportunisme, qui était enclin à rejeter tout emploi de la violence par les classes opprimées contre les oppresseurs. Nous avons toujours été pour l'emploi de la violence, tant dans la lutte de masse, qu'en relation avec cette lutte. En second lieu, nous avons associé la lutte contre le terrorisme à une propagande de longue haleine, commencée bien avant décembre 1905 en faveur de l'insurrection armée. Nous considérions l'insurrection armée, non seulement comme la meilleure réponse du prolétariat à la politique du gouvernement, mais également comme le résultat inévitable du développement de la lutte de classe pour le socialisme et la démocratie. En troisième lieu, nous ne nous sommes pas contentés d'admettre le principe de l'emploi de la violence et de faire de la propagande en faveur de l'insurrection armée. Ainsi, quatre ans déjà avant la révolution, nous avons soutenu l'emploi de la violence par les masses contre leurs oppresseurs, notamment au cours des manifestations de rue. Nous nous sommes efforcés de faire assimiler la leçon de chacune de ces manifestations par le pays tout entier. Nous nous sommes de plus en plus attachés à organiser une résistance ferme et systématique des masses à la police et à l'armée, à attirer par le moyen de cette résistance la plus grande partie possible de l'armée à prendre part à la lutte

entre le prolétariat et le gouvernement, à obtenir de la paysannerie et de la troupe qu'elles participent consciemment à cette lutte. Telle est la tactique que nous avons employée dans la lutte contre le terrorisme et qui, nous en sommes profondément convaincus, a été couronnée de succès.

Je termine, camarades, en renouvelant mon salut au congrès du Parti social-démocrate de Suisse et en vous souhaitant des succès dans vos travaux. (*Applaudissements.*)

Publié en allemand en 1916 dans le livre «Protokoll über die Verhandlungen des Parteitages der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz vom 4. und 5. November 1916 abgehalten im Gesellschaftshaus zz. Kaufleuten in Zürich»

Publié pour la première fois en russe en 1924 dans le n°4 (27) de la revue «Proletarskaïa Révolutsia»

Conforme au texte du livre

A PROPOS DE LA PAIX SEPAREE

Des pourparlers sont d'ores et déjà engagés, entre la Russie et l'Allemagne, au sujet d'une paix séparée. Ces pourparlers sont officiels, et les deux puissances sont déjà d'accord sur les grandes lignes.

Telle est l'information qu'a publiée récemment un journal socialiste de Berne, sur la foi de renseignements en sa possession. Et quand l'ambassade de Russie à Berne s'est hâtée de publier un démenti officiel, et que les chauvins français ont attribué la propagation de ces rumeurs aux « sales machinations des Boches », le journal socialiste a refusé d'accorder la moindre créance au démenti et a confirmé son information en signalant, par surcroît, la présence actuelle en Suisse d'« hommes d'Etat » allemand (Bülow) et russes (Sturmer, Giers et un diplomate arrivé d'Espagne), et en indiquant que les milieux commerciaux suisses disposaient de semblables renseignements positifs provenant des milieux commerciaux de Russie.

Bien entendu, il peut y avoir tout aussi bien tromperie de la part de la Russie, laquelle ne peut avouer qu'elle mène des pourparlers en vue d'une paix séparée, que de la part de l'Allemagne qui ne peut manquer d'essayer de brouiller la Russie avec l'Angleterre, — que les pourparlers aient lieu ou non et quel qu'en soit le résultat.

Pour tirer au clair la question de la paix séparée, nous devons partir, non pas des rumeurs et des informations, pratiquement incontrôlables, sur ce qui se passe actuellement en Suisse, mais de *faits* irréfutablement établis,

empruntés à la *politique* de ces dernières dizaines d'années: Messieurs Plékhanov, Tchkhenkéli, Potressov et Cie, qui jouent maintenant le rôle de laquais ou de bouffons déguisés en marxistes auprès de Pourichkévitch et de Milioukov, auront beau faire des pieds et des mains pour démontrer la « culpabilité de l'Allemagne » et le « caractère défensif » de la guerre du côté de la Russie, les ouvriers conscients n'ont jamais écouté et n'écoutent pas ces pitres. La guerre est le résultat des rapports impérialistes entre les grandes puissances, c'est-à-dire de la lutte pour le partage du butin, pour savoir qui dévorera telles ou telles colonies, tels ou tels petits Etats ; et, en premier lieu, nous avons affaire à *deux* conflits dans cette guerre. Le premier, entre l'Angleterre et l'Allemagne. Le second, entre l'Allemagne et la Russie. Ces trois grandes puissances, ces trois grands bandits de grand chemin, sont les principaux compétiteurs de la guerre actuelle ; les autres sont des alliés sans indépendance.

Les deux conflits ont été préparés par *toute* la politique de ces puissances pendant *les quelques dizaines d'années* qui ont précédé la guerre. L'Angleterre fait la guerre pour piller les colonies de l'Allemagne et ruiner son principal concurrent, qui l'a battue impitoyablement par la supériorité de sa technique, de son organisation, de son énergie commerciale ; il l'a battue et défaite de telle façon que, sans la guerre, l'Angleterre *ne pouvait pas* maintenir son hégémonie mondiale. L'Allemagne fait la guerre parce que ses capitalistes se considèrent — et fort justement — comme ayant le droit bourgeois « sacro-saint » à la primauté mondiale dans le pillage des colonies et des pays dépendants ; elle se bat, notamment, pour assujettir les pays balkaniques et la Turquie. La Russie fait la guerre pour la Galicie, qu'elle a particulièrement besoin de posséder pour étouffer le peuple ukrainien (en dehors de la Galicie, celui-ci n'a pas et ne peut avoir de refuge pour sa liberté, relative bien entendu), pour l'Arménie et pour Constantinople ; et puis aussi pour asservir les pays balkaniques.

A côté du conflit entre les « intérêts » de rapine de la Russie et de l'Allemagne, il existe un conflit non moins profond — sinon plus — entre la Russie et l'Angleterre. La tâche de la politique impérialiste de la Russie, déterminée par la rivalité séculaire et les rapports internationaux

objectifs des grandes puissances, peut s'exprimer brièvement ainsi : avec l'aide de l'Angleterre et de la France, défaire l'Allemagne en Europe, afin de piller l'Autriche (en lui enlevant la Galicie) et la Turquie (en lui enlevant l'Arménie et surtout Constantinople). Et ensuite, avec l'aide du Japon *et de cette même* Allemagne, battre l'Angleterre en Asie, afin de lui enlever *toute* la Perse, de consommer le partage de la Chine, etc.

Le tsarisme cherche depuis des siècles à conquérir Constantinople et une partie de plus en plus grande de l'Asie, en orientant systématiquement sa politique dans ce sens et en utilisant à cet effet toutes les oppositions d'intérêts et tous les conflits qui peuvent intervenir entre les grandes puissances. L'Angleterre s'est opposée à ces efforts plus longtemps, plus obstinément et plus fortement que l'Allemagne. A partir de 1878, lorsque les troupes russes approchèrent de Constantinople et que la flotte anglaise parut devant les Dardanelles en menaçant de tirer sur les Russes dès qu'ils se montreraient à « Tsargrad * », jusqu'en 1885, lorsque la Russie fut à deux doigts d'une guerre avec l'Angleterre pour le partage du butin en Asie centrale (l'Afghanistan ; en s'enfonçant au cœur de l'Asie centrale, les troupes russes menaçaient la domination anglaise dans l'Inde), et jusqu'en 1902, lorsque l'Angleterre conclut une alliance avec le Japon en préparant la guerre de ce pays contre la Russie, — pendant toute cette longue période l'Angleterre fut le plus puissant adversaire de la politique de brigandage de la Russie, parce que la Russie menaçait de ruiner la domination de l'Angleterre sur maints autres peuples.

Et maintenant ? Voyez ce qui se passe dans la guerre actuelle. Il est intolérable d'entendre des « socialistes », qui ont trahi le prolétariat pour passer à la bourgeoisie, venir nous parler de la « défense de la patrie » du côté de la Russie dans la guerre en cours, ou bien du « salut du pays » (Tchkhéidzé). Il est intolérable d'entendre le suave Kautsky, avec ses congénères, parler d'une paix démocratique, comme si cette paix *pouvait* être conclue par les gouvernements actuels, et en général par des gouvernements bourgeois. Car, en fait, ces gouvernements sont pris dans le réseau des

* Il s'agit de Constantinople. (*N. R.*)

traités secrets qu'ils ont conclus entre eux, avec leurs alliés et *contre* leurs alliés, et dont la teneur n'est pas un effet du hasard, n'est pas seulement déterminée par la « mauvaise volonté », mais dépend de toute la marche et du développement de la politique extérieure impérialiste. Les « socialistes » qui jettent de la poudre aux yeux et troublent les esprits des ouvriers par des platitudes sur de belles choses en général (la défense de la patrie, la paix démocratique), *sans* dénoncer les traités *secrets* conclus par *leurs* gouvernements au sujet du pillage d'autres pays — ces « socialistes »-là trahissent complètement le socialisme.

Les gouvernements allemand, anglais ou russe ont tout intérêt à voir prononcer, dans les camps socialistes, des discours sur une bonne petite paix, car, en premier lieu, on fait croire ainsi à la possibilité d'une paix de ce genre sous les gouvernements actuels, et, en second lieu, on détourne l'attention de la politique de brigandage de ces mêmes gouvernements.

La guerre est la continuation de la politique. Et la politique « continue » elle aussi *pendant* la guerre ! L'Allemagne a des traités secrets avec la Bulgarie et l'Autriche sur le partage du butin, et elle continue à mener des pourparlers dans ce sens. La Russie a des traités secrets avec l'Angleterre, la France, etc., et ils traitent *tous* de *brigandage* et de *pillage*, du pillage des colonies de l'Allemagne, du pillage de l'Autriche, du partage de la Turquie, etc.

Le « socialiste », qui, dans ces conditions, parle aux peuples et aux gouvernements d'une bonne petite paix ressemble tout à fait à ce curé qui, ayant devant lui dans l'église, aux places d'honneur, la tenancière d'une maison de tolérance et le commissaire de police, qui opèrent de connivence, leur « prêche » ainsi qu'au peuple l'amour du prochain et l'observance des commandements de la religion chrétienne.

Entre la Russie et l'Angleterre, il existe sans aucun doute un traité secret au sujet notamment de Constantinople. On sait que la Russie espère obtenir cette ville et que l'Angleterre ne veut pas la lui céder ; si elle y consent, elle s'efforcera ensuite de la reprendre ou bien elle mettra à cette « concession » des conditions onéreuses pour la Russie. Le texte du traité secret est inconnu, mais on sait, sans

l'ombre d'un doute, que la lutte entre l'Angleterre et la Russie se déroule précisément, en ce moment même, autour de cette question. On sait également que la Russie et le Japon, en complément de leurs traités précédents (par exemple, au traité de 1910, qui accordait au Japon le droit de « dévorer » la Corée, tandis que la Russie pourrait dévorer la Mongolie), ont conclu au cours même de la guerre actuelle un *nouveau* traité secret, qui n'est pas seulement dirigé contre la Chine, mais *aussi*, *dans une certaine mesure*, *contre l'Angleterre*. C'est indubitable, bien que le texte du traité n'ait pas été divulgué. Le Japon a battu la Russie en 1904-1905 avec l'aide de l'Angleterre, et maintenant il se prépare prudemment à pouvoir battre l'Angleterre avec l'aide de la Russie.

Dans les « sphères dirigeantes » de la Russie — dans la bande des courtisans de Nicolas-le-Sanglant, la noblesse, l'armée, etc., — il existe un parti germanophile. En Allemagne, on assiste depuis quelque temps à un changement de front radical de la bourgeoisie (et avec elle des social-chauvins), qui devient russophile, qui recherche une paix séparée avec la Russie, afin de l'amadouer et de s'abattre de toutes ses forces sur l'Angleterre. Du côté de l'Allemagne, ce plan est clair et ne soulève aucun doute. Du côté de la Russie, voici ce qu'il en est : le tsarisme préférerait, évidemment, commencer par battre l'Allemagne à plate couture pour « s'emparer » du plus grand nombre possible de territoires, de toute la Galicie, de toute la Pologne, de toute l'Arménie, de Constantinople, et pour « achever » l'Autriche, etc. Il serait alors plus commode, avec l'aide du Japon, de se retourner contre l'Angleterre. Mais les forces, sans doute, lui font défaut. C'est là le point grave.

Quand l'ex-socialiste M. Plékhanov présente les choses comme si les réactionnaires russes voulaient en général la paix avec l'Allemagne, tandis que la « bourgeoisie progressive » veut la destruction du « militarisme prussien » et l'amitié avec l'Angleterre « démocratique », c'est là un conte pour enfants, adapté au niveau des apprentis en politique. En fait, *et* le tsarisme, *et* tous les réactionnaires de Russie, *et* toute la bourgeoisie « progressive » (les octobristes et les cadets), ne veulent qu'*une chose* : piller l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie en Europe, et battre

l'Angleterre en Asie (lui enlever toute la Perse, toute la Mongolie, tout le Tibet, etc.). Le seul objet de la querelle entre ces « chers amis » est de savoir *quand et comment* la lutte actuellement menée contre l'Allemagne pourra devenir une lutte contre l'Angleterre. Il ne s'agit que de cela, du quand et du comment !

Or, la solution de cette question, la seule qui fasse l'objet du différend entre les chers amis, dépend de *considérations diplomatiques et militaires* que le gouvernement tsariste est *seul* à connaître dans leur totalité, alors que les Milioukov et les Goutchkov n'en connaissent que le quart.

Arracher toute la Pologne à l'Allemagne et à l'Autriche ! Le tsarisme est *pour*, mais en aura-t-il la force ? Et l'Angleterre le permettra-t-elle ?

Arracher Constantinople et les détroits ! Porter le coup de grâce à l'Autriche et la démembrer ! Le tsarisme ne demande pas mieux. Mais en aura-t-il la force ? Et l'Angleterre le permettra-t-elle ?

Le tsarisme sait exactement combien de millions de soldats ont déjà été sacrifiés, et combien on peut *encore* en prélever sur la population, combien de projectiles on dépense et de combien on pourrait augmenter cette quantité (dans le cas d'une guerre avec la Chine, qui menace déjà et qui pourrait fort bien éclater, le Japon *ne* fournirait plus de munitions !). Le tsarisme sait comment se sont déroulés et comment se déroulent actuellement les pourparlers secrets avec l'Angleterre au sujet de Constantinople, au sujet de l'importance des forces anglaises stationnées à Salonique, en Mésopotamie et ailleurs. Le tsarisme sait tout cela, il a toutes les cartes en mains et il calcule avec précision — dans la mesure où il peut être question d'une connaissance précise dans un domaine où le doute, l'incertitude, la « chance des armes » jouent un rôle aussi considérable.

Quant aux Milioukov et aux Goutchkov, moins ils en savent, et plus ils jettent de paroles à tous les vents. Et pour ce qui est des Plékhanov, des Tchkhenkéli et des Potressov, qui ignorent absolument tout des transactions secrètes du tsarisme, qui oublient même ce qu'ils ont su autrefois, qui n'étudient pas ce que l'on peut apprendre par la presse étrangère, qui ne s'intéressent pas au cours de la politique extérieure du tsarisme avant la guerre, qui ne suivent pas le

cours *de cette politique* pendant la guerre, ils ne peuvent de ce fait que jouer le rôle de jocrisses socialistes.

Si le tsarisme a acquis la conviction que, même avec tout le concours de la société libérale, avec tout le zèle des comités des industries de guerre, avec toute l'aide qu'apportent à la noble entreprise de multiplications des munitions messieurs les Plékhanov, les Gvozdev, les Potressov, les Boulkine, les Tchirkine, les Tchkhéidzé (le « salut du pays», ne riez pas !), les Kropotkine et autre valetaille — que même avec tout cela, et dans l'état actuel des forces militaires (ou de l'impuissance militaire) de tous les alliés qui pouvaient être et qui ont été entraînés dans la guerre, il *n'est pas possible* d'arriver à de meilleurs résultats et de vaincre l'Allemagne d'une façon *plus décisive*, ou bien cela coûterait vraiment trop cher (par exemple, il y faudrait *encore* perdre dix millions de soldats russes, ce qui exigerait encore tant de milliards et tant d'années pour leur mobilisation, leur instruction et leur équipement), — alors le tsarisme *ne peut pas ne pas rechercher* une paix séparée avec l'Allemagne.

Si « nous » désirons attraper de trop gros avantages en Europe, « nous » risquons d'annihiler définitivement « nos » ressources militaires, de n'obtenir presque rien en Europe et de perdre la possibilité d'obtenir « ce qui nous revient » en Asie: ainsi raisonne le tsarisme, et son raisonnement est *juste* du point de vue des intérêts impérialistes. *Plus juste* que celui des bavards bourgeois et opportunistes, les Milioukov, les Plékhanov, les Goutchkov, les Potressov.

Si l'on ne peut rien arracher de plus en Europe, même après l'annexion de la Roumanie et de la Grèce (à laquelle « nous » avons pris tout ce que nous pouvions), prenons alors ce que nous pouvons ! L'Angleterre, en ce moment, *ne peut* rien « nous » donner. L'Allemagne nous restituera peut-être la Courlande et une partie de la Pologne, et sûrement la Galicie orientale — ce qui est particulièrement important pour « nous », en vue d'étouffer le mouvement ukrainien, l'aspiration à la liberté et à sa langue nationale d'un peuple de nombreux millions d'hommes qui, au point de vue historique, était plongé jusqu'à présent dans le sommeil, — ainsi, sans doute, que l'Arménie turque. En prenant cela *maintenant*, nous pouvons sortir de la guerre *fortifiés* et alors, *demain*, avec l'aide du Japon et de l'Allemagne, à condi-

tion de pratiquer une politique astucieuse et de continuer à bénéficier du concours des Milioukov, des Plékhanov, des Potressov pour le « salut » de la « patrie » bien-aimée, nous obtiendrons, en tournant nos armes contre l'Angleterre, un bon morceau de l'Asie (toute la Perse et le golfe Persique avec un libre débouché sur l'océan, autre chose que Constantinople qui ne débouche que dans la Méditerranée, et encore à travers les îles que l'Angleterre peut facilement saisir et fortifier, en « nous » privant ainsi de toute sortie en pleine mer), etc.

Voilà comment raisonne le tsarisme, et nous répétons qu'il raisonne juste, non seulement du point de vue étroitement monarchique, mais du point de vue général de l'impérialisme ; il sait davantage et voit plus loin que les libéraux et les Plékhanov avec les Potressov.

Il est donc très possible que demain ou après-demain, au réveil, nous puissions lire un manifeste des trois monarques : « Attentifs à la voix de nos peuples bien-aimés, nous avons résolu de leur accorder les bienfaits de la paix, d'établir un armistice et de réunir un congrès européen de la paix. » Les trois monarques pourraient même se livrer, ce faisant, à une plaisanterie assez piquante, en reprenant quelques lambeaux de phrases de Vandervelde, de Plékhanov, de Kautsky : nous « promettons », voyez-vous — les promesses sont la seule chose qui ne soit pas chère même lorsque le coût de la vie atteint un niveau peu commun — d'envisager la réduction des armements et la paix « perpétuelle », etc. Vandervelde, Plékhanov et Kautsky s'empresseront servilement d'organiser leur congrès « de socialistes » dans la ville même où se tiendra le congrès de la paix ; on déversera dans toutes les langues un flot interminable de pieux souhaits, de phrases à l'eau de rose, de déclarations sur la nécessité de « défendre la patrie ». Ce sera vraiment un cadre rêvé pour dissimuler le passage de l'alliance impérialiste anglo-russe contre l'Allemagne à son pendant, l'alliance impérialiste germano-russe contre l'Angleterre !

La guerre actuelle se terminera-t-elle de cette manière dans un très proche avenir ? ou bien la Russie « persistera »-t-elle dans son effort pour vaincre l'Allemagne et piller l'Autriche un peu plus longtemps ? Les pourparlers au sujet d'une paix séparée joueront-ils le rôle d'un habile chantage

(le tsarisme montrera à l'Angleterre un projet de traité avec l'Allemagne, déjà tout préparé, et dira : tant de milliards de roubles en espèces trébuchantes et telles et telles petites concessions ou garanties ; sans quoi, je signe ce traité dès demain) ? *En tout cas*, la guerre impérialiste *ne peut* se terminer par aucune paix qui ne soit impérialiste, *à moins que* cette guerre ne se transforme en une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme. En tout cas, abstraction faite de cette dernière issue, la guerre impérialiste amènera le renforcement de telle ou telle des trois plus grandes puissances impérialistes, de l'Angleterre ou de l'Allemagne ou de la Russie, aux dépens des faibles (Serbie, Turquie, Belgique, etc.) ; en outre, il est tout à fait possible que *les trois* brigands sortent renforcés de la guerre quand ils se seront partagé le butin (les colonies, la Belgique, la Serbie, l'Arménie), et toute la question sera seulement de savoir dans quelles proportions partager *ce* butin.

En tout cas, ce qui est inévitable, indubitable et certain, c'est que seront dupés et mystifiés aussi bien les social-chauvins intégraux et déclarés, c'est-à-dire les individus qui admettent délibérément la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, que les social-chauvins camouflés et indécis, c'est-à-dire les kautskistes qui prêchent la « paix » *en général*, « sans vainqueurs ni vaincus », etc. Toute paix conclue par les gouvernements bourgeois qui ont déclenché cette guerre, ou par d'autres gouvernements tout aussi bourgeois, montrera clairement à tous les peuples le rôle de valets de l'impérialisme qu'auront joué ces socialistes, les uns comme les autres.

Quelle que soit l'issue de cette guerre, ceux-là auront eu raison qui disaient que l'unique façon socialiste d'en sortir était la guerre civile du prolétariat pour le socialisme. Ce seront les social-démocrates russes, qui disaient que la défaite du tsarisme, son écrasement militaire complet, était « en tout cas » le moindre mal. Car l'histoire ne piétine jamais sur place, elle va de l'avant aussi dans la guerre actuelle ; et si le prolétariat d'Europe ne se montre pas capable d'avancer maintenant vers le socialisme, s'il ne parvient pas à secouer le joug des social-chauvins] et des kautskistes au cours de la première grande guerre impérialiste, l'Eu-

rope orientale et l'Asie ne pourront avancer à pas de géant vers la démocratie qu'à la condition d'une défaite militaire complète du tsarisme qui perdrait *toute* possibilité de pratiquer une politique impérialiste de type semi-féodal.

La guerre tuera et achèvera tout ce qui est faible, y compris le social-chauvinisme et le kautskisme. La paix impérialiste rendra *ces* faiblesses encore plus évidentes, plus honteuses, plus écœurantes.

« Le Social-Démocrate » n° 66
6 novembre 1916

Conforme au texte du journal « Le Social-Démocrate »

UNE BONNE DIZAINE DE MINISTRES « SOCIALISTES »

Le secrétaire du Bureau social-chauvin international[57], Huysmans, a adressé un télégramme de félicitations au ministre sans portefeuille du Danemark Stauning, chef du parti pseudo-social-démocrate danois : « Les journaux m'apprennent que vous êtes nommé ministre. Je vous félicite cordialement. Ainsi, nous avons déjà dix ministres socialistes dans le monde. Les affaires vont bien ! Meilleures salutations. »

Les affaires vont bien, en vérité. La IIe Internationale avance rapidement — vers une fusion complète avec la politique nationale-libérale. Citant ce télégramme, l'organe de combat des ultra-opportunistes et des social-chauvins allemands, la *Voix du Peuple*[58] de Chemnitz, fait cette remarque qui ne manque pas de mordant : « Le secrétaire du Bureau socialiste international félicite, sans réserves, un social-démocrate d'avoir accepté le poste de ministre. Or, peu de temps avant la guerre, tous les congrès du parti et toutes les assises nationales et internationales s'étaient catégoriquement élevés là-contre ! Les temps changent, les opinions aussi, sur ce point également. »

Les Heilmann, les David, les Südekum ont parfaitement le droit de tapoter dédaigneusement sur l'épaule des Huysmans, des Plékhanov, des Vandervelde...

Stauning a publié récemment une lettre qu'il avait écrite à Vandervelde et où s'exprime son sarcasme de social-chauvin germanophile à l'égard du social-chauvin français. Il se montre fier notamment de ce que « nous (le parti danois) nous sommes désolidarisés nettement et catégoriquement de

l'activité scissionniste, nuisible à l'organisation, pratiquée sur l'initiative des partis italien et suisse par le mouvement dit de Zimmerwald». Je cite textuellement !

La formation de l'Etat national danois remonte au XVIe siècle. Les masses populaires danoises ont accompli depuis longtemps le mouvement émancipateur bourgeois. La population du Danemark se compose, dans une proportion de plus de 96%, de Danois nés dans leur pays. En Allemagne, il n'y en a même pas 200 000. (Le Danemark compte 2 900 000 habitants.) On peut voir par là quelle grossière duperie bourgeoise sont les propos de la bourgeoisie danoise sur « l'Etat national indépendant », considéré comme le problème du jour ! Voilà ce que disent au XXe siècle les bourgeois et les monarchistes du Danemark, *qui possèdent des colonies* dont la population est à peu près égale au nombre des Danois résidant en Allemagne, et que le gouvernement danois *met* aujourd'hui *en vente*.

Qui donc a dit qu'on ne trafiquait plus des hommes à notre époque ? Si, le trafic marche à souhait. Le Danemark vend à l'Amérique pour tant de millions (le marché n'est pas encore conclu) trois îles, toutes les trois peuplées, bien entendu.

Le caractère spécifique de l'impérialisme danois est en outre l'obtention de surprofits grâce à son avantageuse situation de monopole en tant que marché de produits de laiterie et de boucherie : l'écoulement se fait par la voie maritime, la moins chère, en direction de Londres, le plus gros marché du monde. De ce fait, la bourgeoisie et les riches paysans du Danemark (de parfaits bourgeois, malgré tout ce qu'ont pu raconter les populistes russes) sont devenus les « florissants » écornifleurs de la bourgeoisie impérialiste anglaise et participent à ses bénéfices particulièrement sûrs et particulièrement gras.

Le parti « social-démocrate » danois s'est entièrement laissé influencer par cette situation internationale ; il a toujours pris parti — ce qu'il continue de faire — pour l'aile droite de la social-démocratie allemande, pour les opportunistes. Les social-démocrates danois ont voté les crédits demandés par le gouvernement bourgeois-monarchiste « pour la protection de la neutralité », comme il est dit par un noble euphémisme. Au congrès du 30 septembre 1916, une

majorité des $^{9}/_{10}$ s'est prononcée pour la participation au ministère, pour une transaction avec le gouvernement ! Le correspondant d'un journal socialiste de Berne nous apprend que l'opposition au ministérialisme en Danemark était représentée par Gerson Trier et par le rédacteur Y. P. Sundbo. Trier a défendu dans un brillant discours les conceptions marxistes révolutionnaires et, lorsque le parti a décidé de participer au ministère, il a quitté le Comité central et le parti, déclarant qu'il ne voulait pas être membre d'un parti *bourgeois*. Dans ces dernières années, le parti « social-démocrate » danois ne s'est distingué en rien des radicaux bourgeois.

Salut au camarade G. Trier ! « Les affaires vont bien », Huysmans a raison : nous marchons vers une séparation nette, claire, honnête du point de vue politique, indispensable du point de vue socialiste, entre les marxistes révolutionnaires, représentant la *masse* du prolétariat révolutionnaire, et les alliés et agents de la bourgeoisie impérialiste à la Plékhanov-Potressov-Huysmans, qui ont une majorité de « *leaders* », mais qui, au lieu de représenter les intérêts des masses opprimées, parlent au nom d'une minorité d'ouvriers privilégiés, qui passent du côté de la bourgeoisie.

Les ouvriers conscients de Russie, ceux qui ont élu les députés maintenant déportés en Sibérie, ceux qui ont voté contre la participation aux comités des industries de guerre destinés à soutenir la guerre impérialiste, voudront-ils figurer dans l'« Internationale » des *dix* ministres ? Dans l'Internationale des *Stauning* ? Dans l'Internationale dont se retirent les *Trier* ?

« Le Social-Démocrate » n° 56, 6 novembre 1916

Conforme au texte du journal « Le Social-Démocrate »

LES TACHES DES ZIMMERWALDIENS DE GAUCHE DANS LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE SUISSE [59]

Le congrès de Zürich du Parti social-démocrate suisse (4-5 novembre 1916) a définitivement prouvé que la décision de ce parti d'adhérer à Zimmerwald et d'admettre la *lutte révolutionnaire de masse* (résolution du congrès d'Aarau, 1915) n'existe plus que sur le papier et qu'il s'est formé dans le parti « un centre », c'est-à-dire un courant correspondant à la tendance de Kautsky-Haase et de l'« Arbeitsgemeinschaft » * en Allemagne, de Longuet-Pressemane et Cie en France. Ce « centre », dont R. Grimm est le chef, allie des déclarations de « gauche » à une pratique de « droite », c'est-à-dire opportuniste.

Aussi les zimmerwaldiens de gauche du Parti social-démocrate suisse doivent-ils immédiatement et absolument grouper leurs forces en vue d'exercer une action constante sur le parti pour que les décisions du congrès d'Aarau ne restent pas lettre morte. Cette concentration des forces des zimmerwaldiens de gauche s'impose d'autant plus que les congrès d'Aarau et de Zürich ne laissent pas subsister le moindre doute sur les sympathies révolutionnaires et internationalistes du prolétariat suisse. Il ne suffit pas d'adopter des résolutions de solidarité avec Liebknecht ; il faut prendre au sérieux son mot d'ordre disant que les partis social-démocrates actuels ont besoin d'une *régénération*[60].

Voici quelle devrait être, à peu près, la plate-forme politique des zimmerwaldiens de gauche au sein du Parti social-démocrate suisse :

* Communauté de travail. (*N.R.*)

I. ATTITUDE ENVERS LA GUERRE ET LE GOUVERNEMENT BOURGEOIS EN GENERAL

1. Dans la guerre impérialiste actuelle comme dans les nouvelles guerres impérialistes qui se préparent, la « défense de la patrie » en ce qui concerne la Suisse n'est rien d'autre qu'une duperie du peuple par la bourgeoisie, car la participation de la Suisse à la guerre actuelle ou à toute autre guerre semblable ne serait en réalité que la participation à une guerre réactionnaire de brigandage aux côtés de *l'une* des coalitions impérialistes, et nullement une guerre pour la « liberté », la « démocratie », l'« indépendance », etc.

2. L'attitude du Parti social-démocrate suisse à l'égard du gouvernement bourgeois de la Suisse et de tous les partis bourgeois de ce pays doit être caractérisée par la plus grande méfiance. Car ce gouvernement : (a) est très étroitement lié, économiquement et financièrement, à la bourgeoisie des « grandes » puissances impérialistes et en est entièrement dépendant ; (b) il poursuit depuis longtemps déjà, et dans tous les domaines, une politique de réaction à l'extérieur et à l'intérieur (police politique ; servilité à l'égard de la réaction européenne et des monarchies d'Europe, etc.) ; (c) il a prouvé par toute sa politique des dernières années (réorganisation militaire de 1907, etc. ; « affaires » Egli, de Lohs[61], etc., etc.), qu'il devient de plus en plus le jouet du parti militaire suisse ultra-réactionnaire et de la clique militaire.

3. C'est pourquoi la tâche la plus urgente du Parti social-démocrate suisse est de démasquer la nature véritable d'un gouvernement qui se fait l'esclave de la bourgeoisie impérialiste et du militarisme, de montrer comment il trompe le peuple par ses grandes phrases sur la démocratie, etc., d'expliquer que ce gouvernement (agissant avec le consentement de toute la bourgeoisie au pouvoir en Suisse) est tout à fait capable de vendre les intérêts du peuple suisse à l'une ou l'autre des coalitions impérialistes.

4. Les social-démocrates doivent donc, au cas où la Suisse serait entraînée dans cette guerre, condamner sans réserve la « défense de la patrie » et dénoncer ce mot d'ordre qui sert à tromper le peuple. Les ouvriers et les paysans se feraient tuer dans une telle guerre, non pour leurs propres intérêts ou pour la démocratie, mais pour les intérêts de la bourgeoisie

impérialiste. Les socialistes suisses, ainsi que ceux des autres pays avancés, ne peuvent ni ne doivent admettre la défense militaire de la patrie *qu'après* la transformation socialiste de celle-ci, c'est-à-dire dans le sens de la défense de la révolution prolétarienne, socialiste, contre la bourgeoisie.

5. Le Parti social-démocrate et ses députés ne doivent en aucun cas, ni en temps de paix ni en temps de guerre, voter les crédits militaires, quelles que puissent être les justifications trompeuses, par la « défense de la neutralité », etc., d'un vote de ce genre.

6. Le prolétariat répondra à la guerre par la propagande, la préparation et la réalisation d'actions révolutionnaires de masse tendant à renverser la domination de la bourgeoisie, à conquérir le pouvoir politique et à instaurer le régime socialiste, qui seul libérera l'humanité des guerres et dont on peut dire que la volonté de le réaliser mûrit, avec une rapidité sans précédent, dans la conscience des ouvriers de *tous* les pays.

7. Les actions révolutionnaires doivent comprendre les manifestations et les grèves de masse, mais en aucune façon le refus du service militaire. Bien au contraire, ce n'est pas le refus de porter les armes, mais seulement l'emploi des armes contre *sa propre* bourgeoisie, qui peut répondre aux objectifs du prolétariat et correspondre aux mots d'ordre des meilleurs représentants de l'internationalisme, tels que K. Liebknecht.

8. Avant ou pendant la guerre, les moindres tentatives du gouvernement pour supprimer ou restreindre les libertés politiques doivent aboutir à la création d'organisations ouvrières social-démocrates illégales ayant pour but de poursuivre méthodiquement, opiniâtrement, sans reculer devant les sacrifices, la propagande de la guerre contre la guerre, et d'éclairer les masses sur le caractère véritable de la guerre.

II. CHERTE DE LA VIE ET SITUATION ECONOMIQUE INTOLERABLE DES MASSES

9. Non seulement dans les pays belligérants, mais aussi en Suisse, la guerre a entraîné l'enrichissement inouï et scandaleux d'une poignée de riches, et réduit les masses à

une détresse incroyable par suite de la cherté des vivres et du manque de produits alimentaires. Le parti social-démocrate doit avoir pour tâche essentielle de combattre ce fléau par une lutte non pas réformiste, mais révolutionnaire, par une action méthodique et opiniâtre de propagande et de préparation en faveur de cette lutte, sans reculer devant les inévitables difficultés et défaites provisoires.

10. En réponse aux nombreux projets bourgeois de réformes financières, la principale tâche du parti social-démocrate doit consister à dévoiler les procédés par lesquels la bourgeoisie s'efforce de faire retomber sur les ouvriers et les paysans pauvres toutes les charges de la mobilisation et de la guerre.

La social-démocratie ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte approuver les impôts indirects. La décision du congrès d'Aarau (1915) et la résolution Huber-Grimm du congrès de Zürich (1916), qui admettent que la social-démocratie accepte des impôts indirects, doivent être annulées. Toutes les organisations social-démocrates doivent commencer dès maintenant, avec la plus grande énergie, à préparer le congrès du parti qui se réunira à Berne en février 1917 et n'envoyer au congrès que des délégués qui se seront prononcés pour l'annulation de ces décisions.

C'est aux fonctionnaires libéraux, et nullement à la social-démocratie révolutionnaire, qu'il appartient d'aider le gouvernement bourgeois à se tirer des difficultés actuelles en maintenant le régime capitaliste, c'est-à-dire en perpétuant la misère des masses.

11. Les social-démocrates doivent développer une très large activité de propagande pour faire connaître aux masses l'urgence d'un impôt fédéral unique sur la fortune et le revenu, dont les taux élevés et progressifs ne sauraient être *inférieurs* aux suivants :

Fortune	Revenu	Taux de l'impôt
20 000 francs	5 000 francs	néant
50 000 »	10 000 »	10%
100 000 »	25 000 »	40%
200 000 »	60 000 »	60%, etc.

Impôt sur les bénéficiaires de pensions et retraites :

Jusqu'à 4 francs par jour . . . . . néant
De 5 » » » 1%
» 10 » » » 20%
» 20 » » . . . . . 25%, etc.

12. Les social-démocrates doivent lutter sans merci contre le mensonge bourgeois, également répandu dans le parti social-démocrate par un bon nombre d'opportunistes, selon lequel il ne serait « pas pratique » de préconiser des taux révolutionnairement élevés pour l'impôt sur la fortune et le revenu. C'est au contraire la seule politique pratique et la seule d'esprit social-démocrate, car, en premier lieu, nous ne devons pas nous adapter à ce qui est « acceptable » pour les riches, mais en appeler à la grande masse des pauvres et des non-possédants, dont l'indifférence ou la méfiance envers le parti social-démocrate s'expliquent précisément, dans une notable mesure, par le caractère réformiste et opportuniste de ce parti. En second lieu, le seul moyen d'arracher des concessions à la bourgeoisie consiste, non pas à « composer » avec elle, ni à « s'adapter » à ses intérêts ou à ses préjugés, mais à préparer *contre* elle les *forces* révolutionnaires des masses. Plus sera importante la partie du peuple que nous aurons convaincue de l'équité de taux d'imposition révolutionnairement élevés et de la nécessité de les imposer de haute lutte, et plus vite la bourgeoisie consentira des concessions, que nous saurons utiliser jusqu'aux moindres d'entre elles pour mener le combat sans défaillance en vue de l'expropriation complète de la bourgeoisie.

13. Etablissement d'un strict maximum des traitements de 5 à 6 000 francs par an, selon le nombre des membres de la famille, pour tous les employés et fonctionnaires, les Bundesräte *, etc., sans exception. Interdiction de tout cumul d'autres revenus sous peine d'emprisonnement et de confiscation de ces revenus.

14. Expropriation des propriétaires des fabriques et des usines — en premier lieu des entreprises nécessaires pour assurer les moyens d'existence de la population — ainsi que

* Membres du Conseil fédéral. (*N.R.*)

de toutes les exploitations agricoles de plus de 15 *ha* (plus de 40 « Jucharten * ») (il n'y en a pas plus de 22 000 en Suisse sur un total de 252 000, soit moins du dixième de l'ensemble des exploitations agricoles). Adoption, sur la base de ces réformes, de mesures systématiques tendant à accroître la production des denrées alimentaires et à fournir au peuple des produits à bon marché.

15. Expropriation immédiate au profit de l'Etat de tous les possesseurs des ressources hydrauliques de la Suisse avec application, comme dans les autres cas d'expropriation, des taux d'imposition précités sur la fortune et le revenu.

III. REFORMES DEMOCRATIQUES PARTICULIEREMENT URGENTES ET UTILISATION DE LA LUTTE POLITIQUE ET DU PARLEMENTARISME

16. Utilisation de la tribune parlementaire et du droit d'initiative et de referendum, non à la manière réformiste, c'est-à-dire pour défendre des réformes « acceptables » par la bourgeoisie et qui, dès lors, ne sauraient remédier aux plus graves et aux plus profonds des maux qui accablent les masses, mais pour développer la propagande en faveur de la transformation socialiste de la Suisse, parfaitement réalisable au point de vue économique et de plus en plus instamment nécessaire en raison, aussi bien de l'intolérable cherté de la vie et du joug du capital financier, que des relations internationales engendrées par la guerre et qui poussent le prolétariat de toute l'Europe dans la voie de la révolution.

17. Abolition de *toutes* les mesures, sans exception, tendant à limiter les droits politiques des femmes par rapport à ceux des hommes. Expliquer aux masses l'extrême urgence de cette réforme à l'heure où la guerre et la cherté de la vie provoquent l'effervescence des larges masses populaires et suscitent plus spécialement l'intérêt et l'attention des femmes pour la politique.

18. Naturalisation obligatoire et gratuite des étrangers établis en Suisse (Zwangseinbürgerung). Tout étranger ayant

* Acres. (*N.R.*)

séjourné trois mois dans le pays devient citoyen suisse à moins qu'il n'ait sollicité, pour des raisons particulièrement valables, un sursis de trois mois au plus. Expliquer aux masses l'extrême urgence de cette réforme pour la Suisse, non seulement du point de vue démocratique en général, mais aussi parce que l'entourage impérialiste a fait de la Suisse le pays européen qui a le plus grand pourcentage d'étrangers. Les neuf dixièmes des étrangers parlent l'une des trois langues de la Suisse. Le fait que les ouvriers étrangers sont privés de droits politiques et tenus à l'écart renforce encore la réaction, déjà bien assez développée, et affaiblit la solidarité internationale du prolétariat.

19. Procéder sur-le-champ à une action de propagande pour que les candidats du Parti social-démocrate aux élections de 1917 au Nationalrat * ne soient désignés qu'après une ample discussion de la plate-forme politique par les électeurs, surtout en ce qui concerne la guerre et la défense de la patrie, ainsi que la question de savoir si la lutte contre la vie chère doit être réformiste ou révolutionnaire.

IV. OBJECTIFS IMMEDIATS DE LA PROPAGANDE DE L'AGITATION ET DE L'ORGANISATION DU PARTI

20. La décision d'Aarau sur la lutte révolutionnaire des masses ne saurait être réellement appliquée sans une activité méthodique et opiniâtre visant à élargir l'influence de la social-démocratie sur les masses, sans la participation dans le mouvement de *nouvelles* couches de la masse laborieuse et exploitée. La propagande et l'agitation pour la révolution sociale doivent revêtir un caractère plus concret, plus frappant, plus immédiatement pratique, de façon à n'être pas seulement intelligible aux ouvriers organisés, qui ne formeront jamais en régime capitaliste qu'une minorité du prolétariat et des classes opprimées en général, mais aussi à la majorité des exploités, que le terrible joug du capitalisme rend incapable de s'organiser d'une façon systématique.

* Conseil national. (*N.R.*)

21. Le parti doit, pour étendre son influence à des masses plus larges, éditer plus régulièrement des tracts gratuits, leur expliquant que le prolétariat révolutionnaire combat pour la transformation socialiste de la Suisse, transformation nécessaire aux neuf dixièmes de la population et conforme à leurs intérêts. Organiser une émulation publique entre toutes les sections du Parti et surtout les organisations de la jeunesse pour la diffusion de ces tracts, pour l'agitation dans les rues, les habitations et les logements ; consacrer plus d'attention et d'énergie à l'agitation parmi les ouvriers agricoles, les domestiques de ferme, les journaliers, et aussi parmi les paysans pauvres n'exploitant pas de main-d'œuvre salariée et qui ne profitent pas de la vie chère pour s'enrichir, mais en pâtissent. Les représentants parlementaires du parti (National-, Kantons-, Gross- et autres Räte) seront tenus de mettre à profit les possibilités offertes par leur situation politique, moins pour s'adonner au Parlement à la rhétorique réformiste qui suscite à bon droit chez les ouvriers lassitude et méfiance, que pour prêcher la révolution socialiste parmi les couches *les plus arriérées* du prolétariat et du semi-prolétariat des villes et surtout des campagnes.

22. Rupture définitive avec la théorie du « neutralisme » des organisations économiques de la classe ouvrière, des employés, etc. Expliquer aux masses cette vérité, confirmée plus spécialement par la guerre, que le prétendu « neutralisme » est une duperie ou une hypocrisie bourgeoise, qu'elle signifie en réalité la soumission *passive* à la bourgeoisie et à ses entreprises les plus ignobles, telles que la guerre impérialiste. Renforcer l'action social-démocrate dans les associations de tous genres de la classe ouvrière et des couches pauvres de la petite bourgeoisie ou des employés ; former des groupes social-démocrates distincts au sein de toutes ces associations ; préparation méthodique d'un état de choses tel qui permettra à la social-démocratie révolutionnaire d'y avoir la majorité et d'en assumer la direction. Expliquer aux masses l'importance particulière de cette condition pour le succès de la lutte révolutionnaire.

23. Extension et renforcement de l'activité social-démocrate dans l'armée, tant avant l'incorporation des jeunes recrues que pendant leur service militaire. Création de grou-

pes social-démocrates dans toutes les unités. Expliquer que l'usage des armes est historiquement inéluctable et légitime du point de vue du socialisme, dans la seule guerre légitime qui soit, celle du prolétariat contre la bourgeoisie pour libérer l'humanité de l'esclavage salarié. Propagande contre les *attentats* isolés afin de rattacher la lutte de la partie révolutionnaire de l'armée au large mouvement du prolétariat et des exploités dans la population en général. Propagande plus active en faveur du paragraphe de la résolution d'Olten qui recommande aux soldats de refuser l'obéissance quand la troupe est lancée contre les grévistes, et qui souligne la nécessité de ne pas se borner à un refus d'obéissance passif [62].

24. Expliquer aux masses la liaison indissoluble existant entre l'activité pratique conçue dans un esprit social-démocrate révolutionnaire conséquent, comme il a été indiqué plus haut, et la lutte *de principe* systématique entre les *trois* tendances *principales* du mouvement ouvrier contemporain, telles qu'elles se sont constituées dans *tous* les pays civilisés et définitivement affirmées aussi en Suisse (surtout au congrès de Zürich en 1916). Ces trois tendances sont : 1) les social-patriotes, qui admettent ouvertement la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste actuelle, la guerre de 1914-1916. C'est la tendance opportuniste des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ; 2) les zimmerwaldiens de gauche, qui condamnent dans son principe la « défense de la patrie » au cours de la guerre impérialiste, qui sont pour la scission avec les social-patriotes considérés comme des agents de la bourgeoisie, et pour la lutte révolutionnaire des masses en vue d'une refonte *complète* de la tactique social-démocrate pour la propagande en faveur de cette lutte et de sa préparation ; 3) ce que l'on appelle le « centre » (en Allemagne, Kautsky-Haase et l'« Arbeitsgemeinschaft » ; en France, Longuet-Pressemane *) qui est partisan de l'unité des deux tendances précédentes. Cette « unité » ne fait que lier les mains à la social-démocratie révolutionnaire, en l'empêchant de déployer son champ d'action et en corrompant les masses par

* Dans la presse social-démocrate allemande, on assimile parfois, et on a tout à fait raison de le faire, le « centre » à l'aile *droite* des « zimmerwaldiens ».

l'absence d'une liaison totale et indissoluble entre les principes du parti et son action pratique.

En 1916, à Zürich, au congrès du parti social-démocrate suisse, la lutte entre les différentes orientations de la politique social-démocrate au sein du parti a été reconnue, dans les trois discours de Platten, Naine et Greulich sur la Nationalratsfraktion *, comme *un fait depuis longtemps acquis*. La sympathie de la majorité des délégués alla nettement à Platten quand il parla de la nécessité d'agir méthodiquement dans l'esprit de la social-démocratie révolutionnaire. Naine déclara ouvertement, nettement, catégoriquement, que deux tendances étaient sans cesse aux prises au sein de la Nationalratsfraktion et que les organisations ouvrières devaient songer elles-mêmes à n'envoyer au Nationalrat que des partisans de la tendance révolutionnaire et qui fussent réellement solidaires entre eux. Lorsque Greulich déclara que le Parti avait abandonné ses anciens « favoris » (Lieblinge) pour en prendre d'autres, il reconnut ce même fait de l'existence et de la lutte de différentes tendances. Mais aucun ouvrier conscient et réfléchi ne souscrira à la « théorie des favoris ». C'est précisément pour que la lutte inévitable et nécessaire des tendances ne dégénère pas en rivalité de « favoris », en conflits personnels, en petites suspicions et en petits scandales, que tous les membres du parti social-démocrate sont tenus de veiller à ce que se déroule *ouvertement* une lutte de *principe* entre les différentes tendances de la politique social-démocrate.

25. Lutte plus active, d'un point de vue de *principe*, contre le Grütli-Verein[63] en tant que manifestation frappante sur le terrain suisse des tendances de la politique ouvrière *bourgeoise*, à savoir : opportunisme, réformisme, social-patriotisme, corruption des masses par les illusions petites-bourgeoises. Expliquer aux masses, par l'exemple de l'activité concrète du Grütli-Verein, combien est erronée et nuisible la politique du social-patriotisme et du « centre ».

26. Commencer sur-le-champ à préparer les élections pour le congrès du parti à Berne (février 1917), en veillant à ce que celles-ci aient toujours lieu à partir de la discussion, dans chaque organisation du parti, des plates-formes de

* Fraction du Conseil national. (*N.R.*)

principe et des plates-formes politiques concrètes. La présente plate-forme doit être celle défendue par les social-démocrates internationalistes révolutionnaires conséquents.

Ne procéder aux élections à tous les postes dirigeants du parti, à la Presskommission *, à tous les organismes représentatifs, à tous les Comités directeurs, etc., qu'après cette discussion des plates-formes.

Chaque organisation locale exercera un contrôle attentif sur l'organe de presse local du parti, du point de vue de l'application des vues et de la tactique non seulement de la social-démocratie en général, mais plus précisément de la *plate-forme nettement définie* de la politique social-démocrate.

V. TACHES INTERNATIONALES DES SOCIAL-DEMOCRATES SUISSES

27. Afin que la reconnaissance de l'internationalisme par les social-démocrates suisses ne reste plus une formule creuse n'engageant à rien, — ce qu'elle se borne toujours à être chez les partisans du « centre » et, en général, chez les social-démocrates de l'époque de la IIe Internationale, — il faut en premier lieu lutter méthodiquement et sans défaillance pour le rapprochement et la fusion sur le plan de l'organisation, au sein des mêmes syndicats et pour l'égalité complète (civique et politique) des ouvriers étrangers et des ouvriers suisses. Le trait spécifique de l'impérialisme en Suisse est l'exploitation croissante des ouvriers étrangers privés de droits par la bourgeoisie de ce pays, qui fonde ses espoirs sur la division entre ces deux catégories d'ouvriers.

En second lieu, il faut multiplier les efforts pour créer, parmi les ouvriers allemands, français et italiens de Suisse, une tendance *internationaliste* réellement *unique* dans toute l'activité *pratique* du mouvement ouvrier et luttant avec la même fermeté et la même fidélité aux principes contre le social-patriotisme français (en Suisse romande), allemand

* Commission de presse. (*N.R.*)

et italien. La présente plate-forme doit servir de base à la plate-forme unique et générale des ouvriers des *trois* nations ou langues principales de la Suisse. Sans cette fusion des ouvriers de toutes les nations de la Suisse, qui sont acquis à la social-démocratie révolutionnaire, l'internationalisme n'est qu'un vain mot.

Pour faciliter cette fusion, il faut obtenir de tous les journaux social-démocrates de Suisse (et de tous les organes des associations économiques d'ouvriers, d'employés, etc.) qu'ils éditent des suppléments (au moins hebdomadaires (ou mensuels), qui pourraient au début ne paraître que sur deux pages) *dans les trois langues* et qui développeront la présente plate-forme en liaison avec la politique quotidienne.

§ 28. Les social-démocrates suisses *ne* doivent soutenir dans les autres partis socialistes *que* les éléments internationalistes révolutionnaires adhérant aux conceptions de la gauche de Zimmerwald, ce soutien ne devant pas demeurer platonique. Il est particulièrement important de rééditer en Suisse, traduire dans les trois langues, les appels anti-gouvernementaux publiés clandestinement en Allemagne, en France et en Italie, et de les diffuser tant parmi le prolétariat suisse que parmi le prolétariat de tous les pays voisins.

29. Le Parti social-démocrate suisse ne doit pas seulement décider au congrès de Berne (février 1917) d'adhérer, et cela sans réserves, aux décisions de la conférence de Kienthal, mais exiger, en son propre nom, la rupture immédiate et complète, sur le plan de l'organisation, avec l'I.S.B. * de La Haye, rempart de l'opportunisme et du social-patriotisme irréductiblement hostiles aux intérêts du socialisme.

30. Le Parti social-démocrate suisse, exceptionnellement bien placé pour se tenir au courant de la situation dans le mouvement ouvrier des pays avancés d'Europe et pour unir les éléments révolutionnaires de ce mouvement, ne doit pas attendre passivement que la lutte se développe au sein de ce mouvement, mais *marcher à la pointe* de cette lutte. Il doit, plus précisément, suivre la voie indiquée par la

* Internationalem Sozialistischen Bureau. (*N.R.*)

gauche de Zimmerwald et dont la justesse est démontrée avec une évidence chaque jour croissante par le cours des événements dans le socialisme en Allemagne, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis et dans tous les pays civilisés en général.

Rédigé fin octobre-début novembre 1916 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1918, dans une brochure parue en français

Publié pour la première fois en russe en 1924, dans le n° 4 (27) de la revue «Prolétarskaia Révolutsia»

THESES SUR L'ATTITUDE DU PARTI SOCIAL-DEMOCRATE SUISSE A L'EGARD DE LA GUERRE [64]

1. La guerre mondiale actuelle est une guerre impérialiste menée pour l'exploitation politique et économique du monde, pour des débouchés, pour des sources de matières premières, pour de nouveaux domaines d'investissement de capitaux, pour l'oppression des peuples faibles, etc.

Les grandes phrases des deux coalitions en guerre sur la « défense de la patrie » ne sont qu'une mystification bourgeoise des peuples.

2. Le gouvernement suisse est le chargé d'affaires de la bourgeoisie suisse, laquelle dépend entièrement du capital financier international et est intimement liée à la bourgeoisie impérialiste des grandes puissances.

Aussi n'est-ce nullement par hasard, mais comme le résultat nécessaire de ces faits économiques, que le gouvernement suisse pratique, et cela depuis des dizaines d'années, une politique et une diplomatie secrète chaque jour plus réactionnaires, qu'il limite et enfreint les droits et les libertés démocratiques du peuple, qu'il rampe devant la clique militaire et qu'il sacrifie systématiquement et cyniquement les intérêts des masses populaires à ceux d'une poignée de magnats de la finance.

La Suisse peut être maintenant entraînée à tout moment dans la guerre actuelle à cause de cette dépendance qui place son gouvernement bourgeois sous la coupe de l'oligarchie financière, et aussi en raison de la forte pression

que pourrait exercer l'une ou l'autre des coalitions de puissances impérialistes.

3. C'est pourquoi en Suisse, comme partout ailleurs, la « défense de la patrie » n'est actuellement qu'une phrase hypocrite, car il ne s'agit pas, en réalité, de défendre la démocratie, l'indépendance et les intérêts des larges masses populaires, etc., mais au contraire, de préparer au massacre les ouvriers et les petits paysans pour conserver les monopoles et les privilèges de la bourgeoisie, de renforcer la domination des capitalistes ainsi que la réaction politique.

4. Partant de ces faits, le Parti social-démocrate suisse rejette par principe la « défense de la patrie » ; il réclame la démobilisation immédiate et appelle la classe ouvrière à répondre aux préparatifs de guerre de la bourgeoisie suisse et à la guerre elle-même, si elle venait à éclater, par les moyens les plus énergiques de la lutte de classe prolétarienne.

Parmi ces moyens, il faut tout particulièrement signaler les suivants :

(a) Pas d'union sacrée ; renforcement de la lutte de principe contre tous les partis bourgeois, ainsi que contre la Société de Grütli, en tant qu'association d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, et contre les tendances « grütliennes » à l'intérieur du parti socialiste.

(b) Refus absolu de voter les crédits militaires, en temps de paix comme en temps de guerre, sous quelque prétexte qu'ils soient demandés.

(c) Soutien de tous les mouvements révolutionnaires et de toutes les luttes de la classe ouvrière des pays belligérants contre la guerre et contre ses gouvernements respectifs.

(d) Concours apporté à la lutte révolutionnaire de masse en Suisse, aux grèves, aux manifestations, à l'insurrection armée contre la bourgeoisie.

(e) Propagande soutenue dans l'armée ; création à cet effet de groupes social-démocrates spéciaux dans l'armée, de même que parmi les jeunes avant leur incorporation.

(f) Création par la classe ouvrière elle-même d'organisations illégales en réponse à toute restriction ou suppression des libertés politiques par le gouvernement.

(g) Préparation systématique, au moyen d'explications méthodiques, adressées aux ouvriers, d'une situation telle que la direction de toutes les organisations d'ouvriers et d'employés sans exception soit assurée par des personnes qui admettent et seront en mesure de mener la lutte sus-indiquée contre la guerre.

5. Le Parti assigne à la lutte révolutionnaire de masse l'objectif, déjà admis par le congrès d'Aarau en 1915, de la transformation socialiste de la Suisse. Cette transformation est dès à présent réalisable au point de vue économique. Elle est l'unique moyen efficace de libérer les masses des horreurs de la vie chère et de la famine. Elle s'approche comme une conséquence de la crise que traverse actuellement toute l'Europe ; elle est absolument nécessaire pour éliminer entièrement le militarisme et toutes les guerres.

Le Parti déclare que toutes les grandes phrases pacifistes bourgeoises et pacifistes socialistes contre le militarisme et les guerres, qui ne reconnaissent ni cet objectif, ni les moyens révolutionnaires de l'atteindre, sont des illusions ou des mensonges ne pouvant avoir pour résultat que de détourner la classe ouvrière de toute lutte sérieuse contre les fondements du capitalisme.

Sans interrompre la lutte pour améliorer la situation des esclaves salariés, le parti appelle la classe ouvrière et ses représentants à mettre à l'ordre du jour la propagande en faveur de la transformation socialiste immédiate de la Suisse, en recourant à l'agitation de masse, aux interventions parlementaires, aux propositions d'initiative, etc., en démontrant la nécessité de remplacer le gouvernement bourgeois par un gouvernement prolétarien s'appuyant sur la masse de la population non possédante et en expliquant la nécessité impérieuse de mesures telles que l'expropriation des banques et des grandes entreprises, l'abolition de tous les impôts indirects, l'introduction d'un impôt direct unique avec des taux révolutionnaires élevés pour les gros revenus, etc.

Rédigé en allemand au début de décembre 1916 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

THESES DE PRINCIPE SUR LA GUERRE

Les social-démocrates de gauche de la Suisse sont parfaitement unanimes quant à la nécessité, en ce qui concerne très précisément la guerre actuelle, de repousser le principe de la défense de la patrie. Le prolétariat, ou du moins ses meilleurs éléments, est également hostile à la défense de la patrie.

Il semble donc que l'unité nécessaire soit faite sur la question la plus brûlante du socialisme contemporain en général et du parti socialiste suisse en particulier. Mais, à y regarder de plus près, on en arrive inévitablement à conclure que cette unité n'est qu'*apparente*.

En réalité, les vues sont loin d'être claires — et encore moins unanimes — sur le fait qu'en déclarant répudier la défense de la patrie, on adopte une attitude qui pose par elle-même *des exigences extraordinairement élevées* tant à la conscience révolutionnaire qu'à l'activité révolutionnaire du parti qui proclame ce mot d'ordre, à condition, évidemment, qu'il ne s'agisse pas là d'une phrase vide de sens. Car si l'on se contente de proclamer purement et simplement son refus de défendre le pays sans avoir clairement conscience, c'est-à-dire sans se rendre compte des exigences que cela entraîne, sans comprendre que *toute la propagande, l'agitation, l'organisation*, en un mot toute l'activité du parti, doivent être radicalement transformées, « régénérées », pour employer l'expression de Karl Lieb-

knecht, et adaptées à des tâches révolutionnaires *d'un ordre supérieur*, alors cette proclamation se transforme en une phrase vide de sens.

Réfléchissons en effet comme il convient à ce que signifie vraiment le refus de défendre la patrie, si nous le considérons comme un mot d'ordre politique *à prendre au sérieux* et qui doit vraiment être *réalisé*.

Premièrement. Nous proposons aux prolétaires et aux exploités de tous les pays en guerre et de tous les pays menacés par la guerre de repousser la défense de la patrie. Nous savons pertinemment à présent, par l'expérience de plusieurs pays belligérants, ce que signifie *concrètement* le refus de défendre la patrie dans la guerre actuelle. Cela revient à nier toutes les bases de la société bourgeoise d'aujourd'hui et à saper les fondements du régime social actuel non seulement en théorie, « en général », mais pratiquement, directement, dès à présent. N'est-il pas clair que nous pouvons le faire à la *seule* condition de n'avoir pas tout simplement la très ferme conviction théorique que le capitalisme est déjà entièrement mûr pour sa transformation en socialisme, mais de considérer en outre cette transformation socialiste, c'est-à-dire la révolution socialiste, comme réalisable pratiquement, immédiatement, sur-le-champ ?

Or, c'est là un point qu'on néglige presque toujours quand on parle de refuser la défense de la patrie. Tout au plus est-on prêt à reconnaître « théoriquement » que le capitalisme est mûr pour sa transformation en socialisme, *mais on ne veut rien entendre d'un changement radical et immédiat* de toute l'activité du parti *en vue de la révolution socialiste imminente* !

Le peuple n'y serait pas préparé !

Mais c'est là une conséquence qui confine au ridicule. De deux choses l'une. Ou bien nous ne devons pas proclamer le refus immédiat de la défense de la patrie — ou bien nous devons *dès à présent* développer ou commencer à développer une propagande soutenue en faveur de la réalisation immédiate de la révolution socialiste. A certains égards, le « peuple » n'est évidemment « préparé » *ni* au refus de défendre la patrie, *ni* à la révolution socialiste, mais il ne s'ensuit pas que nous ayons le droit d'ajourner

de deux ans ——— deux ans ! —— le commencement d'une telle préparation systématique !

Deuxièmement. Qu'oppose-t-on à la politique de la défense de la patrie et de l'union sacrée ? La lutte révolutionnaire contre la guerre, des « manifestations révolutionnaires de masse », comme l'a reconnu la résolution du congrès d'Aarau du parti en 1915. C'est, sans doute, une excellente décision, mais... mais l'histoire du parti depuis ce congrès, la politique *réelle* du parti, démontrent qu'elle est restée *sur le papier* !

Quel est le *but* de la lutte révolutionnaire de masse ? Le parti n'a officiellement rien dit à ce sujet, et en général, on n'en parle pas. Ou bien on considère comme tout naturel ou bien on reconnaît expressément que ce but est le « *socialisme* ». Au capitalisme (ou à l'impérialisme) on oppose le socialisme.

Mais, précisément, ce point de vue est illogique au suprême degré (sur le plan théorique) et dénué de tout contenu pratique. Illogique parce que *trop* général, trop vague. Actuellement, non seulement les partisans de Kautsky et les social-chauvins, mais aussi de nombreux bourgeois qui s'occupent de politique sociale, reconnaissent pour objectif le « socialisme » en général, qu'ils opposent au capitalisme (ou à l'impérialisme). Mais il ne s'agit pas à présent d'opposer en général l'un à l'autre deux systèmes sociaux ; il s'agit d'opposer le but *concret* de la « lutte de masse révolutionnaire » *concrète* à un mal *concret*, c'est-à-dire à la vie chère *actuelle*, au danger de guerre *actuel* ou à la guerre *actuelle*.

Toute la IIe Internationale de la période 1889-1914 opposait le socialisme en général au capitalisme, et c'est *précisément* cette « généralisation » trop générale qui a été à l'origine de sa faillite. Elle a négligé, justement, le mal spécifique de son époque, que Fr. Engels caractérisait le 10 janvier 1887, il y a près de 30 ans déjà, dans les termes suivants :

« ...On retrouve un certain socialisme petit-bourgeois dans le parti social-démocrate lui-même et jusque dans sa fraction parlementaire. Et cela sous la forme suivante : on reconnaît comme fondées les conceptions fondamentales du socialisme moderne et le mot d'ordre qui réclame la

transformation de tous les moyens de production en propriété sociale ; mais *on déclare que leur réalisation n'est possible que dans un temps éloigné, pratiquement hors de prévision. Pour le présent, la seule tâche qui nous incombe est un simple rafistolage social...* » (*La question du logement*, Préface).

On ne peut assigner comme but concret à la « lutte révolutionnaire de masse » que les mesures *concrètes* se rapportant à la *révolution* socialiste et *non* le « socialisme » en général. Mais quand on propose de définir ces mesures concrètes avec précision, — comme l'ont fait les camarades hollandais dans leur programme publié dans le n° 3 du *Bulletin de la Commission socialiste internationale* (Berne, 29 février 1916) : annulation des dettes de l'Etat, expropriation des banques, expropriation de toutes les grandes entreprises, — si l'on propose que ces mesures tout à fait concrètes soient insérées dans une résolution officielle du Parti et expliquées méthodiquement de la façon la plus populaire par la propagande et l'agitation quotidienne du Parti dans les réunions, dans des discours parlementaires, dans des propositions d'initiative, on revient à la même réponse dilatoire ou évasive, foncièrement sophistique, prétendant que le peuple n'y est pas encore préparé, etc. !

Or, il s'agit précisément d'entamer dès maintenant cette préparation et de la poursuivre sans relâche !

Troisièmement. Le parti a « reconnu » la lutte révolutionnaire de masse. C'est parfait. Mais est-il *capable* d'agir dans ce sens ? S'y prépare-t-il ? Etudie-t-il *ces* questions, rassemble-t-il les matériaux nécessaires à cet effet, crée-t-il les organes et organisations *appropriés*, discute-t-il ces questions parmi le peuple, avec le peuple ?

Pas le moins du monde! Le parti s'accroche obstinément, sans en dévier d'un pouce, à son ancienne ornière exclusivement parlementaire, exclusivement trade-unioniste, exclusivement réformiste, exclusivement légale. Le parti reste manifestement *incapable* de stimuler et de diriger la lutte révolutionnaire de masse, et il est notoire qu'il ne s'y prépare nullement. L'ancienne routine règne en maîtresse et les mots « nouveaux » (refus de la défense de la patrie, lutte révolutionnaire de masse) *ne* restent

que des mots ! Or, les gauches n'en ont pas conscience et ne rassemblent pas leurs forces systématiquement, opiniâtrement, partout, dans tous les domaines de l'activité du parti, pour combattre ce mal.

On ne peut s'empêcher de hausser les épaules en lisant, par exemple, la phrase suivante (la dernière) dans les thèses de Grimm sur la question de la guerre :

« Les organismes du parti doivent, dans ce cas (c'est-à-dire si, devant la menace de guerre, ils appellent les cheminots à déclencher une grève de masse, etc.), prendre toutes les dispositions nécessaires, en accord avec les organisations syndicales du pays. »

Ces thèses furent publiées au cours de l'été dernier, mais le 16 septembre 1916 on pouvait lire dans la *Schweizerische Metallarbeiterzeitung*[65], qui a pour rédacteurs O. Schneeberger et K. Dürr, la phrase suivante (j'ai failli dire la *réponse officielle* suivante aux thèses de Grimm ou à ses pieux désirs) :

« ...La phrase... « l'ouvrier n'a pas de patrie » est de très mauvais goût... à un moment où les ouvriers de toute l'Europe, dans leur écrasante majorité, combattent depuis deux ans les « ennemis » de leur patrie côte à côte avec leur bourgeoisie, et où ceux qui sont restés dans leurs foyers veulent « tenir jusqu'au bout » malgré la misère et le dénuement. *En Suisse, nous assisterions certainement à un spectacle semblable en cas d'attaque étrangère!!!* »

N'est-ce pas une politique « kautskiste », une politique de phraséologie impuissante, de déclamations gauchistes et de pratique opportuniste, que de proposer, d'une part, des résolutions disant que le parti doit appeler, « en accord avec les organisations syndicales », à des grèves révolutionnaires de masse, et de s'abstenir, d'autre part, de combattre en quoi que ce soit la *tendance grütlienne*, c'est-à-dire social-patriote, réformiste et purement légaliste, et ses partisans au sein du parti et des syndicats ?

Est-ce là « éduquer » les masses, ou bien les corrompre et les démoraliser, que de ne pas leur dire et de ne pas leur démontrer *chaque jour* que les camarades « dirigeants » O. Schneeberger, K. Dürr, P. Pflüger, H. Greulich, Huber et *beaucoup* d'autres encore partagent *précisément ces mêmes* conceptions social-patriotes et pratiquent *précisément cette même* politique social-patriote que Grimm dé-

masque et fustige si « vaillamment »... quand il s'agit des *Allemands d'Allemagne* et non des Suisses ? S'en prendre aux étrangers et couvrir « ses propres » « concitoyens »... est-ce là le fait d'un « internationaliste », d'un « démocrate » ?

Hermann Greulich a caractérisé la situation des ouvriers suisses, la crise du socialisme suisse, ainsi que l'*essence* de la politique grütlienne *au sein* du parti socialiste, de la manière suivante :

« ...Le niveau de vie ne s'est élevé que faiblement et seulement dans les couches supérieures (écoutez, écoutez!) du prolétariat. La masse des ouvriers vit comme auparavant dans la misère, accablée de soucis et de privations. C'est pourquoi, il s'élève de temps à autre un doute sur la justesse du chemin suivi jusqu'ici. Les critiques cherchent de nouvelles voies et placent surtout leurs espoirs dans des actions plus résolues. On fait dans ce sens des tentatives qui, en règle générale (?), aboutissent à des échecs (??) et suscitent avec une vigueur accrue le retour à l'ancienne tactique » (le désir n'est-il pas, là encore, le père de l'idée ?)... « La guerre mondiale est venue... L'abaissement extrême du niveau de vie, manifesté par la misère de couches qui menaient jusque-là une existence encore supportable, renforce l'état d'esprit révolutionnaire » (écoutez ! écoutez !)... « En réalité, la direction du parti n'a pas été à la hauteur de ses tâches et a trop cédé (??) à l'influence de têtes brûlées (tiens, tiens?)... Le Comité central de la Société de Grütli s'efforce pour sa part d'appliquer une « politique nationale pratique », qu'il veut mener hors du parti... Pourquoi ne l'a-t-il pas fait à l'intérieur du parti ? » (écoutez ! écoutez !). « Pourquoi m'a-t-il presque toujours laissé le soin de combattre les ultraradicaux ? » (*Lettre ouverte à la Société de Grütli de Gœttingue*, 26 septembre 1916).

Voilà ce que dit Greulich. Il ne s'agit donc pas (comme le pensent par-devers eux ou comme le laissent entendre dans la presse les grütliens qui se trouvent dans le parti et comme le disent ouvertement les grütliens qui sont hors de ses rangs) de quelques « étrangers malintentionnés » qui, poussés par leur impatience personnelle, veulent implanter l'esprit révolutionnaire dans un mouvement ouvrier qu'ils voient à travers des « lunettes étrangères ». Non. C'est ni plus ni moins qu'Hermann Greulich — dont le rôle politique équivaut pratiquement à celui d'un ministre bourgeois du Travail dans une petite république démocratique, — qui nous l'apprend : seules les couches supérieures du prolétariat jouissent d'une certaine amélioration de leur niveau de vie, tandis que

la *masse* reste dans la misère, et le « renforcement de l'état d'esprit révolutionnaire » ne provient pas de maudits « instigateurs » étrangers, mais de « l'abaissement extrême du niveau de vie ».

Alors ?

Alors, il est absolument vrai de dire :

> *Ou bien* le peuple suisse souffrira de la famine, et d'une famine chaque semaine plus terrible, et courra chaque jour le risque d'être entraîné dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire de se faire tuer pour les intérêts des capitalistes, *ou bien* il suivra le conseil de la meilleure partie de son prolétariat, rassemblera toutes ses forces et accomplira la révolution socialiste.

La révolution socialiste ? Une utopie ! Une possibilité « éloignée, pratiquement hors de prévision » !...

Ce n'est pas là une utopie plus grande que de rejeter la défense de la patrie dans cette guerre ou de mener contre celle-ci une lutte révolutionnaire de masse. Il ne faut pas se laisser abasourdir par des paroles ni se laisser effrayer par des mots. Presque tout le monde est prêt à reconnaître la lutte révolutionnaire contre la guerre, mais qu'on se représente seulement l'immensité de cette tâche : mettre fin à une telle guerre par la révolution ! Non, ce n'est pas une utopie. La révolution *monte* dans tous les pays, et la question *maintenant* n'est plus de savoir s'il faut continuer à mener une vie tranquille et supportable ou se lancer dans l'aventure. Elle est, tout au contraire, de savoir s'il faut mourir de faim et aller à l'abattoir *pour les intérêts d'autrui*, pour des *intérêts étrangers*, ou bien consentir de grands sacrifices pour le socialisme, pour les intérêts des neuf dixièmes de l'humanité.

La révolution socialiste serait une utopie ! Mais le peuple suisse ne parle pas, Dieu merci, une langue « à lui », une langue « indépendante » ; il parle trois langues mondiales, qui sont celles des Etats belligérants limitrophes. Il n'est donc pas étonnant que le peuple suisse sache très bien ce qui se passe dans ces Etats. En Allemagne, on est parvenu à diriger *d'un seul centre* la vie économique de *66 millions d'hommes*, à organiser à partir

d'un seul centre l'économie nationale de 66 millions d'hommes, à imposer les plus grands sacrifices à l'immense majorité du peuple afin que « 30 000 privilégiés » puissent empocher les milliards des profits de guerre et que des millions d'hommes soient envoyés à la boucherie au bénéfice de cette « très noble élite de la nation ». Et en présence de ces *faits*, de cette *expérience*, on irait considérer comme une « utopie » qu'un petit peuple n'ayant ni monarchie, ni junkers, qui est parvenu à un très haut degré de développement du capitalisme, qui est organisé peut-être mieux que dans n'importe quel autre pays capitaliste au sein des associations les plus diverses, — qu'un tel peuple fasse *la même chose, pour échapper à la famine et au danger de guerre*, que ce qui a été pratiquement expérimenté en Allemagne, à cette différence près, évidemment, qu'en Allemagne on tue et on estropie des millions d'hommes pour en enrichir quelques-uns, pour s'assurer Bagdad, pour conquérir les Balkans, tandis qu'en Suisse il s'agit d'exproprier au maximum 30 000 bourgeois, c'est-à-dire non pas de les faire périr, mais de les vouer au sort « effroyable » qui consistera à recevoir « *seulement* » 6 à 10 000 francs de revenu, et à devoir remettre le reste au gouvernement ouvrier socialiste, afin de préserver le peuple de la famine et du danger de guerre.

Mais les grandes puissances ne toléreront jamais une Suisse socialiste, et les premiers germes d'une révolution socialiste en Suisse seront étouffés du fait que les forces de ces puissances disposent d'une supériorité colossale !

Il en serait certainement ainsi, en premier lieu, si une révolution pouvait commencer en Suisse *sans* susciter un mouvement de solidarité de classe dans les pays limitrophes ; en second lieu, si ces grandes puissances ne se trouvaient pas dans l'impasse d'une « guerre d'usure » qui a déjà presque complètement usé la patience des peuples les plus endurants. Aujourd'hui, une intervention militaire de la part des grandes puissances aux prises ne ferait que préluder au déclenchement de la révolution dans toute l'Europe.

Vous me jugez peut-être naïf au point de croire que l'on peut trancher « par la persuasion » des questions comme celle de la révolution socialiste ?

Non. Je veux seulement donner une *illustration*, et cela à propos de la *question particulière* que voici : quel *changement* devrait intervenir dans toute la propagande du parti si l'on voulait prendre vraiment au sérieux *le refus de la défense de la patrie* ? Ce *n'est là qu'*une illustration se rapportant *uniquement* à une question particulière. Je ne prétends pas faire davantage.

Il serait absolument faux de penser que, pour lutter directement en faveur de la révolution socialiste, nous puissions ou devions abandonner la lutte pour des réformes. Pas le moins du monde. Nous ne pouvons savoir dans combien de temps nous parviendrons au succès, à quel moment les conditions objectives permettront l'avènement de *cette* révolution. Il nous faut soutenir toute amélioration, toute amélioration réelle de la situation économique et politique des masses. Ce qui nous sépare des réformistes (c'est-à-dire, en Suisse, des grütliens), ce n'est pas que nous soyons contre — et eux pour — les réformes. Pas du tout. Eux se contentent des réformes et se dégradent ainsi jusqu'à n'être plus que de simples « gardes-malades du capitalisme », selon le joli mot d'un (rare !) collaborateur révolutionnaire de la *Schweizerische Metallarbeiterzeitung* (n° 40). Nous disons aux ouvriers : votez pour des élections à la représentation proportionnelle, etc., mais ne bornez pas là votre activité, placez au premier plan la propagation constante de l'idée de la révolution socialiste immédiate, préparez-vous à cette révolution, et apportez à cette fin les transformations radicales appropriées dans tous les domaines de l'activité du parti. Les conditions de la démocratie bourgeoise nous contraignent très souvent à prendre telle ou telle position sur une foule de petites et de minuscules réformes, mais il faut être apte ou apprendre à se prononcer en faveur des réformes *de façon* — si nous employons un langage quelque peu simplifié afin d'être plus clair, — que chacun de nos orateurs, s'il parle une demi-heure, consacre 5 minutes aux réformes et 25 à la révolution imminente.

La révolution socialiste est impossible sans une lutte révolutionnaire de masse ardue et entraînant maints sacrifices. Mais ce serait faire preuve d'inconséquence que de préconiser la lutte révolutionnaire de masse et le souci

de mettre immédiatement fin à la guerre, tout en repoussant la révolution socialiste immédiate ! La première sans la seconde n'est rien d'autre que du vent.

Il faudra aussi une *lutte* pénible *au sein du parti*. Mais ce serait se livrer à des singeries hypocrites et pratiquer la politique petite-bourgeoise de l'autruche que de croire à la *possibilité* de faire régner, en général, la « paix intérieure » dans le parti social-démocrate suisse. La question ne se pose pas de choisir entre la « paix intérieure » et la « lutte au sein du parti ». Il suffit de lire la lettre de Hermann Greulich mentionnée plus haut et de se remémorer les événements survenus dans le parti depuis quelques années pour comprendre la fausseté absolue de cette hypothèse.

En réalité, la question se pose ainsi : *ou bien les formes actuelles*, camouflées et démoralisant les masses, de la lutte au sein du parti, *ou bien* une lutte ouverte, conforme aux principes, entre la tendance révolutionnaire internationaliste et la tendance grütlienne à l'intérieur et en dehors du parti.

Une « lutte intérieure » dans laquelle H. Greulich part en guerre contre les « ultraradicaux » ou les « têtes brûlées » sans désigner exactement ces êtres monstrueux et sans définir nettement leur politique, tandis que R. Grimm publie dans la *Berner Tagwacht* * des articles absolument incompréhensibles pour 99% de ses lecteurs, où fourmillent les allusions insultant les « lunettes étrangères » ou les « inspirateurs réels » des projets de résolutions désagréables à Grimm, — une telle lutte intérieure *démoralise* les masses, qui y voient ou y devinent une sorte de « querelle de chefs », *sans comprendre de quoi il s'agit réellement*.

Mais une lutte dans laquelle la tendance grütlienne *à l'intérieur* du parti — bien plus importante et plus dangereuse que celle qui existe en dehors de ce dernier, — sera obligée de combattre *ouvertement* la gauche, et où les deux *tendances* interviendront partout avec leurs propres conceptions et leur propre politique et s'affronteront sur le

* La Sentinelle bernoise. (*N.R.*)

terrain *des principes*, en s'en remettant *réellement* à la masse des camarades du parti, et pas seulement aux « chefs », du soin de trancher les principales questions de principe, — une telle lutte est nécessaire et utile ; elle *développe chez les masses* l'esprit d'indépendance et l'aptitude à remplir leur mission historique révolutionnaire d'une importance mondiale.

Rédigé en allemand en décembre 1916 *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA DEFENSE DE LA PATRIE

La bourgeoisie et ses partisans au sein du mouvement ouvrier, les grütliens, posent habituellement la question de la façon suivante :

ou bien nous reconnaissons en principe le devoir de défendre la patrie, ou bien nous laissons notre pays sans défense.

Cette façon de poser le problème est radicalement fausse.

En réalité. la question se pose ainsi :

ou bien nous nous laisserons massacrer dans l'intérêt de la bourgeoisie impérialiste, ou bien nous préparerons méthodiquement la majorité des exploités et nous-mêmes à prendre possession des banques et à exproprier la bourgeoisie, au prix de sacrilices moindres, alin de mettre délinitivement un terme à la vie chère et à la guerre.

* * *

La première façon de poser la question est foncièrement bourgeoise, et non socialiste. On n'y tient pas compte du lait que nous vivons à l'époque de l'impérialisme, que la guerre actuelle est impérialiste, que la Suisse, quelles que soient les conditions, ne combattra en aucune façon dans cette guerre *contre* l'impérialisme, mais qu'elle sera *du côté* de telle ou telle coalition de puissances impérialistes, c'est-à-dire qu'en lait, elle sera l'acolyte de telles ou telles grandes puissances rapaces, que la bourgeoisie suisse est depuis longtemps déjà rattachée par des mil-

liers de liens aux intérêts impérialistes, que ce soit par le biais des rapports entre les grandes banques et de leur « participation mutuelle », ou de l'exportation de capitaux, ou de l'industrie liée au tourisme et qui existe grâce aux millionnaires étrangers, ou de l'exploitation éhontée des ouvriers étrangers privés de droits, etc.

En un mot, on oublie toutes les thèses fondamentales du socialisme, toutes les idées socialistes, la guerre impérialiste de brigandage est présentée sous de belles couleurs, la bourgeoisie « du pays » comme une brebis innocente et les directeurs de banque les plus éhontés de la Suisse actuelle, sous les traits d'héroïques Guillaume Tell ; en même temps on ferme les yeux sur les accords secrets entre les banques et les diplomates nationaux et étrangers, et tout cet incroyable amas de mensonges bourgeois est camouflé sous la belle formule « populaire » et mystificatrice de : « défense de la patrie » !

Rédigé en allemand en décembre 1916 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois le 1er août 1929 dans le n° 174 de la « Pravda »

L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE

(NOTE)

C'est sous ce titre qu'est publié en Suisse depuis le 1er septembre 1915, en langue allemande, « l'organe de lutte et de propagande de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse ». Il a déjà paru six numéros de cette publication, qu'il est nécessaire de signaler en général et aussi de recommander vivement à l'attention de tous les membres de notre Parti qui ont la possibilité de nouer contact avec les partis social-démocrates étrangers et avec les organisations de la jeunesse.

La plupart des partis social-démocrates officiels d'Europe ont adopté les positions du social-chauvinisme et de l'opportunisme le plus bas, le plus vil. C'est le cas des partis allemand et français, du parti des fabiens[66] et du « Labour Party »[67] en Angleterre, des partis suédois, hollandais (le parti de Troëlstra), danois, autrichien, etc. Dans le parti suisse, bien que les ultra-opportunistes se soient séparés (pour le plus grand bien du mouvement ouvrier) et aient formé, *hors* du parti, la Société de Grütli, il est resté au sein même du parti social-démocrate bon nombre de chefs opportunistes, social-chauvins et kautskisants, qui exercent une *énorme* influence sur l'activité du parti.

Devant cette situation, l'union des organisations socialistes de la jeunesse se voit assigner une tâche immense et féconde, encore que difficile : lutter *pour* l'internationalisme révolutionnaire, *pour* le véritable socialisme contre

l'opportunisme dominant qui s'est rangé aux côtés de la bourgeoisie impérialiste. *L'Internationale de la Jeunesse* a publié une série de bons articles pour la défense de l'internationalisme révolutionnaire, et toute cette publication est pénétrée d'un excellent esprit de haine ardente contre les traîtres au socialisme qui « défendent la patrie » dans la guerre actuelle, et du plus sincère désir de purifier le mouvement ouvrier international en le débarrassant du chauvinisme et de l'opportunisme qui le rongent.

Il va de soi qu'il n'y a *encore* dans cet organe de la jeunesse ni clarté ni fermeté théoriques, et peut-être ne les y trouvera-t-on jamais, précisément parce que c'est l'organe d'une jeunesse bouillonnante, impétueuse, avide de recherches. Mais l'insuffisance de clarté théorique de *ces* gens-là doit susciter chez nous une réaction différente de celle que nous avons — et devons avoir — à l'égard de la confusion théorique dans les cerveaux et de l'absence de convictions révolutionnaires conséquentes dans les cœurs de nos « okistes », de nos « socialistes-révolutionnaires »[68], des tolstoïens, des anarchistes, des kautskistes (les « centristes ») de toute l'Europe, etc. Ici, nous sommes en présence d'adultes qui égarent le prolétariat, qui prétendent conduire et éduquer les autres et contre qui il est nécessaire de mener une lutte *impitoyable*. Là, nous avons affaire à des organisations *de la jeunesse* qui déclarent ouvertement qu'elles ont encore à apprendre et que leur principale tâche est de former des militants pour les partis socialistes ; et nous devons les aider de toutes les manières, en nous montrant très patients à l'égard de leurs erreurs, en nous efforçant de les corriger progressivement surtout par la *persuasion*, et non par la lutte. Il n'est pas rare que les représentants des générations mûres ou âgées *ne sachent pas* aborder comme il convient cette jeunesse qui, par la force des choses, est obligée de venir au socialisme *autrement*, par d'*autres* voies, *sous d'autres formes* et *dans d'autres* conditions que ses pères. C'est pourquoi nous devons être, sans réserve, *partisans de l'indépendance* de l'union de la jeunesse *sur le plan de l'organisation, non seulement* parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse *ne pourra pas* faire

son éducation de bons socialistes, ni se préparer à faire *progresser* le socialisme.

Donc, pour l'indépendance la plus complète de l'union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs ! Nous ne devons pas flatter la jeunesse.

Au nombre des erreurs de l'organe que nous avons qualifié d'excellent, il faut ranger, en premier lieu, les trois suivantes :

1) Dans la question du désarmement (ou de la « suppression des armements »), il adopte une position fausse, que nous critiquons plus haut dans un article spécial *. Il y a tout lieu de penser que cette erreur résulte exclusivement d'une tendance louable à souligner la nécessité de s'orienter vers la « destruction complète du militarisme » (ce qui est parfaitement juste), mais en oubliant le rôle que jouent les guerres civiles dans la révolution socialiste.

2) Dans la question relative à la différence entre l'attitude des anarchistes et des socialistes à l'égard de l'Etat, l'article du camarade Nota-Bene[69] (n° 6) commet une très grave erreur (ce qui est aussi le cas pour plusieurs autres questions comme, par exemple, celle de la *motivation* de notre lutte contre le mot d'ordre de « défense de la patrie »). L'auteur veut donner « une idée claire de l'Etat en général » (parallèlement au tableau de l'Etat impérialiste de brigandage). Il cite plusieurs déclarations de Marx et d'Engels et arrive notamment aux deux conclusions suivantes :

a) ...« Il est tout à fait erroné de chercher la différence entre socialistes et anarchistes dans le fait que les premiers sont partisans, et les seconds adversaires, de l'Etat. En réalité, ils diffèrent en ceci que la social-démocratie révolutionnaire entend organiser une nouvelle production sociale centralisée, c'est-à-dire techniquement plus avancée, alors que la production anarchiste décentralisée ne serait qu'un pas en arrière vers l'ancienne technique, vers l'ancienne forme des entreprises. » Ce n'est pas exact. L'auteur pose la question de savoir en quoi les socialistes et les

* Voir le présent tome, pp. 104-115. (*N.R.*)

anarchistes se différencient dans leur attitude *envers l'Etat*, mais, *au lieu* d'y répondre, il répond à une question *différente*, celle de leurs attitudes respectives envers les bases économiques de la société future. Certes, c'est là une question très importante et qui ne saurait être éludée. Mais il ne s'ensuit pas que l'on puisse oublier l'*essentiel* dans la différence d'attitude des socialistes et des anarchistes envers l'Etat. Les socialistes veulent utiliser l'Etat moderne et ses institutions dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière ; ils affirment également la nécessité d'utiliser l'Etat sous une forme de transition particulière correspondant au passage du capitalisme au socialisme. Cette forme de transition, qui est *aussi* un Etat, c'est la dictature du prolétariat.

Les anarchistes veulent « abolir » l'Etat, le « faire sauter » (« sprengen »), selon l'expression qui figure à un endroit de l'article du camarade Nota-Bene, lequel attribue par erreur ce point de vue aux socialistes. Les socialistes — l'auteur n'a cité malheureusement que d'une façon trop incomplète les paroles d'Engels à ce sujet — admettent le « dépérissement », l'« assoupissement » graduel de l'Etat, *après* l'expropriation de la bourgeoisie.

b) « La social-démocratie, qui est — ou du moins qui doit être — l'éducatrice des masses, est tenue de souligner, maintenant plus que jamais, son opposition de principe envers l'Etat... La guerre actuelle a montré combien l'idée d'Etat a poussé de profondes racines dans l'esprit des ouvriers. » Voilà ce qu'écrit le camarade Nota-Bene. Pour « souligner » cette « opposition de principe » envers l'Etat, il faut en avoir une compréhension réellement « claire » ; or, c'est précisément cette clarté qui fait défaut à l'auteur. La phrase concernant « les racines de l'idée d'Etat » est tout à fait confuse ; elle n'est ni marxiste, ni socialiste. Ce n'est pas l'« idée d'Etat » qui s'est heurtée à la négation de l'Etat, mais la politique opportuniste (c'est-à-dire l'attitude opportuniste, réformiste et bourgeoise envers l'Etat) qui s'est heurtée à la politique social-démocrate révolutionnaire (c'est-à-dire à l'attitude social-démocrate révolutionnaire envers l'Etat bourgeois et l'utilisation de l'Etat contre la bourgeoisie en vue du renversement de cette dernière). Ce sont là des choses tout à fait diffé-

rentes. Nous comptons revenir sur cette question extrêmement importante dans un article spécial[70].

3) La « Déclaration de principe de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse », publiée dans le n° 6 à titre de « projet du secrétariat », contient nombre d'imprécisions et omet complètement l'*essentiel* : une comparaison claire des *trois* tendances fondamentales (le social-chauvinisme ; le « centre » ; la gauche) qui luttent en ce moment dans le mouvement socialiste du monde entier.

Je répète qu'il faut corriger ces erreurs et les expliquer en recherchant de toutes nos forces un contact et un rapprochement avec les organisations de la jeunesse, en les aidant par tous les moyens, mais il faut savoir aborder ces organisations avec *intelligence*.

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du «Recueil du Social-Démocrate»
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du «Recueil»

VAINS EFFORTS POUR BLANCHIR L'OPPORTUNISME

Le *Naché Slovo* [71] de Paris, interdit récemment par le gouvernement français qui n'a rien à refuser au tsarisme (prétexte de l'interdiction : on a trouvé des exemplaires de *Naché Slovo* sur des soldats russes qui se sont révoltés à Marseille !), s'est indigné du rôle « lamentable » joué par le député Tchkhéidzé. Celui-ci a tenu dans le Caucase, avec l'agrément des autorités, des réunions publiques où il appelait la population à ne pas fomenter de « troubles» (accompagnés du pillage de magasins, etc.), mais à créer des coopératives, et ainsi de suite. Il est joli, disait le journal, ce voyage d'un *prétendu* social-démocrate, « organisé sous l'égide du gouverneur, du colonel, du pope et du commissaire de police » (*Naché Slovo* n° 203).

Dans le *Bulletin* des bundistes, L. Martov s'est empressé de protester noblement contre « cette façon de représenter Tchkhéidzé comme une sorte d'étrangleur de l'état d'esprit révolutionnaire naissant » (?? pas comme « une sorte d'étrangleur », mais comme « tous les liquidateurs » [72]). Martov défend Tchkhéidzé sur deux plans : celui des faits et celui des principes.

Quant aux faits, il réplique que *Naché Slovo* cite un journal caucasien des Cent-Noirs, et que les orateurs qui ont pris la parole aux côtés de Tchkhéidzé étaient, d'une part, Mikoladzé, officier retraité « connu dans son district comme une personnalité de tendance radicale », et d'autre part le pope Khoundadzé, « qui a été poursuivi en 1905 pour

avoir participé au mouvement social-démocrate » (et Martov d'ajouter : « comme on le sait, la participation des prêtres de campagne au mouvement social-démocrate géorgien est chose assez fréquente »).

Voilà de quelle façon Martov « défend » Tchkhéidzé. Sa plaidoierie ne vaut rien. Car si c'est un journal des Cent-Noirs qui a parlé de l'intervention de Tchkhéidzé aux côtés d'un pope, cela n'infirme nullement le *fait*, et Martov reconnaît lui-même que ces interventions ont eu lieu.

Que Khoundadzé ait été « poursuivi en 1905 », cela ne prouve absolument rien, car Gapone et Alexinski ont également été « poursuivis » à cette époque. A quel parti appartiennent *aujourd'hui* Khoundadzé et Mikoladzé ou avec quel parti ils sympathisent, ne sont-ils pas des *jusqu'auboutistes*, voilà à quoi aurait dû s'intéresser Martov s'il avait voulu chercher la vérité au lieu « d'avocasser ». « Connu dans son district comme une personnalité de tendance radicale » — dans notre presse, cette phrase ne sert le plus souvent qu'à caractériser tout simplement un seigneur terrien libéral.

En criant que *Naché Slovo* a brossé un « tableau complètement mensonger », Martov cherche à voiler la *vérité*, qu'il n'a pas seulement démentie d'un iota.

Mais ce n'est pas encore l'essentiel. Le plus beau viendra après. Sans avoir réussi, par ses objections de fait, à réfuter ce qu'a de « lamentable » la conduite de Tchkhéidzé, Martov *a confirmé* cette appréciation par sa défense *de principe*.

« Il reste indéniable, écrit Martov, que le camarade » (?? de Potressov et Cie ?) « Tchkhéidzé a jugé nécessaire de s'élever, non seulement contre le caractère réactionnaire qu'ont pris les troubles dans le Caucase, dans la mesure où il est tombé » (? ils sont tombés ?) « sous l'influence des Cent-Noirs, mais aussi contre les formes destructrices (pillage des magasins, sévices à l'égard des marchands) que peut affecter, en somme, tout mécontentement populaire, indépendamment des influences réactionnaires. » Remarquez : « il reste indéniable » !

Et Martov d'exécuter des trilles de rossignol qui ne le cèdent en rien à ceux de V. Maklakov : débilité, dispersion, « désarroi, et aussi faible degré de conscience » des masses...

« la voie marquée par ce genre d'« émeutes » ne mène pas au but et est, en définitive, nuisible aux intérêts du prolétariat »... D'une part, « il serait bien mauvais, le parti révolutionnaire qui tournerait le dos au mouvement naissant sous prétexte qu'il s'accompagne d'excès spontanés et inopportuns » ; d'autre part, « il serait bien mauvais, le parti qui estimerait de son devoir révolutionnaire de se refuser à lutter contre ces excès considérés comme des manifestations inopportunes »... « Etant donné qu'en Russie... on n'a pas encore commencé de campagne bien organisée contre la guerre (?), et que la dispersion des éléments conscients du prolétariat ne permet pas de comparer notre situation, non seulement à celle de 1904-1905, mais même à celle de 1914-1915 (?), les troubles populaires que provoque la cherté de la vie, etc., — *symptômes* pourtant très sérieux — ne peuvent pas (?) pour autant donner *directement* (?) naissance au mouvement qui constitue notre mission. Nous ne pouvons les « utiliser » efficacement qu'en canalisant le mécontentement qui s'y fait jour vers telle ou telle forme de lutte organisée, en dehors de laquelle il ne saurait être question pour les masses de s'assigner des tâches révolutionnaires. C'est pourquoi même (!!) l'appel invitant à organiser des coopératives, à faire pression sur les Doumas municipales en vue d'obtenir une taxation des prix et à promouvoir d'autres palliatifs du même genre reposant sur l'initiative des masses, est une œuvre plus révolutionnaire (laissez-moi rire !) et plus féconde qu'un jeu dangereux... les spéculations frivoles sont « tout simplement criminelles », etc.

Il est difficile de garder son calme en lisant des textes aussi révoltants. Même la direction bundiste semble avoir senti la fraude de Martov, puisqu'elle a ajouté à son article une note équivoque promettant « d'y revenir »... La question est on ne peut plus claire. Admettons que Tchkhéidzé ait eu affaire à une forme de troubles qu'il juge inopportune. Il est évident que son droit et son devoir de révolutionnaire étaient de lutter contre cette forme *inopportune*... au nom de quoi ? Au nom d'actions *révolutionnaires* opportunes ? Ou bien au nom d'une lutte *libérale* opportune ?

Tout est là ! Or, c'est justement ce que Martov ne fait qu'embrouiller !

Monsieur Tchkhéidzé « *canalisait* » le « mécontentement des masses » et ses manifestations révolutionnaires vers la lutte *libérale* (des coopératives exclusivement pacifiques, une pression exclusivement légale, approuvée par le gouverneur, sur les Doumas municipales, etc.), et non vers la lutte *révolutionnaire* opportune. Voilà le fond de la question ; or, Martov, lui, fait du délayage et défend la politique des libéraux !

Un social-démocrate révolutionnaire dira : saccager des échoppes n'est pas opportun, organisons une manifestation un peu plus sérieuse, par exemple en même temps que les ouvriers de Bakou, de Tiflis, de Pétrograd; vouons notre haine au gouvernement, gagnons à notre cause la partie des troupes qui désire la paix. *Est-ce ainsi* qu'a parlé M. Tchkhéidzé ? Non, il a appelé à une « lutte » *acceptable pour les libéraux* !

Martov a paraphé une « plate-forme » recommandant des « actions révolutionnaires de masse » — il faut bien se montrer révolutionnaire devant les ouvriers ! — mais quand en Russie on en vient aux premiers embryons de ces actions, il se prend à défendre par tous les moyens, bons ou mauvais, le *libéral* « de gauche » Tchkhéidzé.

« En Russie on n'a pas encore commencé de campagne bien organisée contre la guerre »... D'abord, ce n'est pas vrai. Elle a commencé, au moins à Pétrograd, par des proclamations, des meetings, des grèves, des manifestations. Ensuite, *si* elle n'est pas encore née quelque part en province, *il faut la commencer*, tandis que Martov présente la campagne libérale « amorcée » par Monsieur Tchkhéidzé comme « plus révolutionnaire ».

N'est-ce pas là blanchir les infamies opportunistes ?

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du «Recueil du Social-Démocrate»
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du «Recueil»

LA FRACTION TCHKHEIDZE ET SON ROLE

Nous avons toujours indiqué que MM. Tchkhéidzé et Cie *ne* représentent *pas* le prolétariat social-démocrate et que jamais un parti ouvrier réellement social-démocrate ne s'accordera ni ne s'unira avec cette fraction. Nos arguments reposaient sur des faits incontestables : 1) la formule du « salut du pays » employée par Tchkhéidzé ne diffère en rien, quant au fond, du jusqu'auboutisme ; 2) la fraction Tchkhéidzé n'a jamais pris position contre M. Potressov et Cie, même quand Martov s'est élevé contre lui ; 3) cette fraction ne s'est pas prononcée — et c'est là un fait décisif — contre la participation aux comités des industries de guerre.

Personne n'a d'ailleurs essayé de contester ces faits. Les partisans de Tchkhéidzé les passent tout simplement sous silence.

Naché Slovo et Trotski, tout en nous critiquant pour notre « fractionnisme », en sont venus de plus en plus, sous la pression des faits, à lutter contre le Comité d'organisation et contre Tchkhéidzé ; toutefois, c'est seulement « sous la pression » (de notre critique et de la critique des faits) que les gens de *Naché Slovo* ont cédé l'une après l'autre leurs positions ; mais le mot décisif, *ils ne l'ont encore pas prononcé*. Unité ou rupture avec la fraction Tchkhéidzé ? Ils n'osent toujours pas aller jusqu'au bout de leur pensée !

Le n° 1 du *Bulletin du Comité à l'étranger du Bund* (septembre 1916) contient une lettre de Pétrograd datée du 26 février 1916. Cette lettre est un document précieux qui confirme entièrement notre analyse. Son auteur reconnaît

sans ambages qu'« une crise a indiscutablement éclaté au sein même du camp menchévik », et — fait hautement caractéristique — il *ne parle pas du tout des menchéviks hostiles* à la participation aux comités des industries de guerre ! Il ne les a pas vus en Russie et n'en a pas entendu parler !

Il déclare que trois membres sur cinq de la fraction Tchkhéidzé sont contre « la position jusqu'auboutiste » (ainsi que contre le Comité d'organisation) et que *deux* sont *pour*.

« Les personnalités militant avec la fraction, écrit-il, ne parviennent pas à faire renoncer la majorité à la position qu'elle a adoptée. La majorité de la fraction est soutenue par le « groupe d'initiative »[73] local, adversaire du jusqu'auboutisme. »

Ces personnalités sont messieurs les intellectuels libéraux du type Potressov, Maslov, Orthodoxe[74] et Cie, qui se disent social-démocrates. Nous avions maintes fois indiqué que ce groupe d'*intellectuels* était un « foyer » de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale ; nos affirmations se trouvent *maintenant confirmées par un bundiste*.

Il écrit encore : « La vie a fait surgir (ne serait-ce pas plutôt Pourichkévitch ou Goutchkov ?)... un nouvel organe, un groupe d'ouvriers qui devient de plus en plus le centre du mouvement ouvrier. » (L'auteur parle du mouvement ouvrier Goutchkov ou, pour nous servir du terme usité antérieurement, du mouvement ouvrier Stolypine : il n'en reconnaît pas d'autre !) « *Lors de l'élection* (de ce groupe) *l'accord s'est fait sur la base d'un compromis : non pas défense de la patrie ni autodéfense, mais salut du pays, ce qui impliquait quelque chose de plus large.* »

C'est ainsi qu'un *bundiste* démasque Tchkhéidzé et met à nu les mensonges de Martov à son sujet ! Tchkhéidzé et le Comité d'organisation *ont conclu un compromis lors de l'élection* des créatures de Goutchkov (Gvozdev, Bréïdo et consorts) dans les comités des industries de guerre. La formule employée par Tchkhéidzé est le résultat d'un *compromis* avec les Potressov et les Gvozdev !

C'est ce que Martov dissimulait et continue de dissimuler.

Mais le compromis ne s'est pas borné à cela. La déclaration a été également mise au point à la suite d'un compromis, que le *bundiste* caractérise de la façon suivante :

« *Toute précision a disparu.* » « Les représentants de la majorité de la fraction et du « groupe d'initiative » sont mécontents, car cette déclaration marque malgré tout un grand pas en avant vers une formulation qui est celle de la défense de la patrie. » « *Le compromis reprend au fond la position de la social-démocratie allemande, mais en l'appliquant à la Russie.* »

Voilà ce qu'écrit le bundiste.

Il semble que tout soit clair ? Il existe un parti rassemblant le Comité d'organisation, les partisans de Tchkhéidzé et de Potressov. Deux courants luttent en son sein, puis *tombent d'accord*, concluent un compromis et demeurent dans le même parti. Le compromis est conclu *sur la base* de la participation aux comités des industries de guerre. L'on discute seulement sur la façon dont seront formulés les « motifs » (c'est-à-dire sur le moyen de mystifier les ouvriers). Le compromis réalisé, on obtient « au fond la position de la social-démocratie allemande ».

Eh bien ? N'avions-nous pas raison de dire que le parti du Comité d'organisation était social-chauvin ? Que le Comité d'organisation et Tchkhéidzé correspondent, en tant que parti, aux Südekum en Allemagne ?

Même un bundiste est obligé de reconnaître leur identité avec les Südekum !

Ni Tchkhéidzé et Cie ni le Comité d'organisation, quoique « mécontents » du compromis, ne se sont jamais et nulle part élevés contre lui.

Telle était la situation au mois de février 1916 ; mais voilà qu'au mois d'avril Martov se présente à Kienthal porteur d'un mandat du « groupe d'initiative », et qu'il représente *tout* le Comité d'organisation, le Comité d'organisation *dans son ensemble*.

N'est-ce pas là tromper l'Internationale ?

Voyons où nous en sommes aujourd'hui ! Potressov, Maslov, Orthodoxe fondent *leur* organe, le *Diélo*[75], tranchement jusqu'auboutiste, *invitent en qualité de collaborateur* Plékhanov, et regroupent Messieurs Dmitriev, Tchérévanine, Maïevski, Gr. Pétrovitch et consorts, tout le groupe des intellectuels qui furent les piliers du courant liquidateur. Ce que j'affirmais *en mai 1910* au nom des bolchéviks (*Feuille de discussion*[76]), à propos de la constitution définitive

d'un *groupe de légalistes-indépendants* *, se voit entièrement confirmé.

La position du *Diélo* est cyniquement chauvine et réformiste. Il suffit de voir comment Madame Orthodoxe falsifie Marx et taille dans ses textes pour en faire l'allié de Hindenburg (avec force démonstrations « philosophiques », ne riez pas !) ; comment Monsieur Maslov défend (surtout dans le n° 2 du *Diélo*) le réformisme sur toute la ligne ; comment M. Potressov accuse Axelrod et Martov de « maximalisme » et d'anarcho-syndicalisme ; comment toute la revue fait passer le devoir de défendre la patrie pour de la « démocratie », éludant discrètement l'épineuse question de savoir si ce ne serait pas le tsarisme qui mènerait à des fins de pillage la guerre réactionnaire actuelle qui vise à étouffer la Galicie, l'Arménie, etc.

La fraction Tchkhéidzé et le Comité d'organisation gardent le silence. Skobélev adresse son salut « aux Liebknecht de tous les pays», alors que l'*authentique* Liebknecht dévoilait et stigmatisait impitoyablement *ses* Scheidemann et ses kautskistes, tandis que Skobélev reste indéfectiblement l'allié et l'ami aussi bien des Scheidemann russes (Potressov et Cie, Tchkhenkéli, etc.) que des kautskistes russes (Axelrod, etc.).

Dans le n° 2 du *Golos*[77] (Samara, 20 septembre 1916) Martov se refuse, en son nom propre et au nom de ses amis de l'étranger, à collaborer au *Diélo, et en même temps* il entreprend de blanchir Tchkhéidzé, *en même temps* (n° 6 des *Izvestia*, 12 septembre 1916) il affirme aux lecteurs qu'il s'est prétendument séparé de Trotski et de *Naché Slovo* à cause de l'idée « trotskiste » de la négation de la révolution bourgeoise en Russie ; or, chacun sait que c'est un mensonge, que Martov a quitté *Naché Slovo*, celui-ci n'ayant pas pu tolérer que Martov *blanchisse* le Comité d'organisation ! Dans ces mêmes *Izvestia*, Martov *justifie* son attitude, qui a révolté jusqu'à Roland-Holst, et qui a consisté à duper les lecteurs allemands par l'édition en langue allemande d'une brochure où il a omis *précisément la partie* de la déclaration des menchéviks de Pétrograd et de Moscou qui traite de leur

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 16, *Notes d'un publiciste*. (*N.R.*)

consentement à participer aux comités des industries de guerre !

Rappelez-vous la polémique entre Trotski et Martov dans *Naché Slovo* avant que le second ait démissionné de la rédaction. Martov reprochait à Trotski de ne pas encore savoir si, au moment décisif, il emboîterait le pas à Kautsky. Trotski disait à Martov qu'il jouait le rôle d'une « amorce », d'un « appât » destiné à attirer les ouvriers révolutionnaires au parti opportuniste et chauvin des Potressov, puis du Comité d'organisation, etc.

Les deux adversaires usaient de *nos* arguments. Et ils avaient tous les deux raison.

Quels que soient les efforts pour cacher la vérité au sujet de Tchkhéidzé et Cie, celle-ci finit par se faire jour. Le rôle de Tchkhéidzé est de conclure des compromis avec les Potressov en *camouflant* sous des mots vagues ou presque « de gauche » une politique opportuniste et chauvine. Et le rôle de Martov est de blanchir Tchkhéidzé.

Publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate »
Signé: N. Lénine

Conforme au texte du « Recueil »

PACIFISME BOURGEOIS ET PACIFISME SOCIALISTE

Paru pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II
Signé: N.L.

Conforme au manuscrit

13—2786

ARTICLE (OU CHAPITRE) I

UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE MONDIALE

Certains indices montrent qu'un tel tournant — allant de la guerre impérialiste à la paix impérialiste — s'est produit ou est en train de se produire.

En voici les principaux : le grave et incontestable épuisement des deux coalitions impérialistes ; la difficulté de poursuivre la guerre ; la difficulté pour les capitalistes en général, et pour le capital financier en particulier, d'arracher aux peuples plus que ce qui leur a déjà été extorqué sous la forme des scandaleux bénéfices « de guerre » ; la saturation du capital financier des pays neutres (Etats-Unis, Hollande, Suisse, etc.), lequel s'est immensément enrichi grâce à la guerre et qui a du mal à prolonger cette exploitation « avantageuse » en raison de la pénurie de matières premières et de denrées alimentaires ; les tentatives répétées de l'Allemagne de détacher tel ou tel allié de son principal concurrent impérialiste, l'Angleterre ; les interventions pacifistes du gouvernement allemand et, après lui, d'un certain nombre de gouvernements des pays neutres.

Y a-t-il des chances que la guerre se termine rapidement ?

Il est extrêmement malaisé de répondre à cette question par l'affirmative. A notre avis, deux possibilités se dégagent assez nettement :

La première : conclusion d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie, même si ce n'est pas sous la forme habituelle d'un traité rédigé en bonne et due forme. La

seconde : une telle paix n'est pas conclue, l'Angleterre et ses alliés sont réellement en mesure de tenir encore un an ou deux, ou plus, etc. Dans le premier cas, la guerre cesse inévitablement, sinon maintenant du moins dans un proche avenir, et l'on ne peut escompter de modifications sérieuses dans son déroulement. Dans le second cas, il se peut que la guerre se prolonge indéliniment.

Arrêtons-nous sur la première éventualité.

Que des négociations sur une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie aient eu lieu tout récemment, que Nicolas II lui-même ou la clique très influente de la cour soient partisans d'une telle paix, que dans la politique mondiale se soit dessiné un tournant de l'alliance impérialiste de la Russie avec l'Angleterre contre l'Allemagne vers une alliance non moins impérialiste de la Russie avec l'Allemagne contre l'Angleterre, tout cela ne fait pas de doute.

Le remplacement de Sturmer par Trépov, la déclaration publique du gouvernement tsariste suivant laquelle les « droits » de la Russie sur Constantinople sont reconnus par tous les alliés, la création par l'Allemagne d'un Etat polonais distinct, autant d'indices d'où il semble résulter que les négociations sur une paix séparée se sont soldées par un échec. Peut-être le tsarisme les a-t-il menées *uniquement* pour faire chanter l'Angleterre, pour obtenir de sa part la reconnaissance formelle et sans équivoque des « droits » de Nicolas-le-Sanglant sur Constantinople et telles ou telles garanties « sérieuses » à l'appui de ces droits ?

L'objectif essentiel, fondamental, de la guerre impérialiste actuelle étant le partage du butin entre les trois principaux rivaux impérialistes, entre les trois brigands, la Russie, l'Allemagne et l'Angleterre, cette hypothèse n'a rien d'improbable.

D'autre part, plus se dessine pour le tsarisme l'impossibilité effective, militaire, de reprendre la Pologne, de conquérir Constantinople, de briser le front de fer allemand, que l'Allemagne redresse, raccourcit et renforce magnifiquement par ses dernières victoires en Roumanie, et plus le tsarisme se voit *obligé* de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, *c'est-à-dire* de substituer à l'alliance impérialiste avec l'Angleterre contre l'Allemagne une alliance impérialiste avec l'Allemagne contre l'Angleterre. Pourquoi

pas ? La Russie a bien été à un cheveu de la guerre avec l'Angleterre à cause de la rivalité impérialiste des deux puissances pour le partage du butin en Asie centrale ! Des négociations ont bien eu lieu entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet d'une alliance *contre* la Russie en 1898, l'Angleterre et l'Allemagne ayant alors convenu secrètement de se partager les colonies du Portugal « au cas » où celui-ci ne remplirait pas ses engagements financiers !

Le désir redoublé des milieux impérialistes dirigeants d'Allemagne de conclure une alliance avec la Russie contre l'Angleterre s'est manifesté il y a déjà plusieurs mois. La base de l'alliance serait, apparemment, le partage de la Galicie (il est très important pour le tsarisme d'étouffer le centre de l'agitation et de la liberté ukrainiennes), de l'Arménie, et *peut-être de la Roumanie* ! Un journal allemand n'a-t-il pas fait « allusion » à l'éventualité d'un partage de la Roumanie entre l'Autriche, la Bulgarie et la Russie ? L'Allemagne pourrait encore accorder certaines autres « petites concessions » au tsarisme, à seule fin de réaliser l'alliance avec la Russie, et peut-être aussi avec le Japon contre l'Angleterre.

Une paix séparée pourrait être conclue secrètement entre Nicolas II et Guillaume II. L'histoire de la diplomatie connaît des exemples de traités secrets, ignorés de tous, même des ministres, à l'exception de deux ou trois personnes. Elle connaît des exemples où les « grandes puissances », les principales rivales, se rendirent à un congrès « de toute l'Europe » après s'être entendues préalablement en secret sur l'essentiel (par exemple, l'accord secret de la Russie avec l'Angleterre pour le pillage de la Turquie avant le congrès de Berlin en 1878). Il n'y aurait absolument rien d'étonnant à ce que le tsarisme repousse une paix séparée formelle, notamment pour cette raison que, dans l'état actuel de la Russie, le gouvernement pourrait être constitué par Milioukov associé à Goutchkov ou par Milioukov associé à Kérenski ; à ce que, d'autre part, le tsarisme conclue en même temps avec l'Allemagne un traité secret, non formel, mais non moins « solide », en ce sens que les deux « hautes parties contractantes » suivront en commun *telle* ou *telle* ligne au futur congrès de la paix !

On ne peut savoir si cette hypothèse est vraie ou non.

En tout état de cause, elle contient mille fois plus de *vérité*, elle caractérise mille fois mieux *ce qui est*, que les interminables phrases doucereuses sur une paix conclue entre les gouvernements actuels, et en général entre les gouvernements bourgeois, et qui reposerait sur le refus des annexions, etc. Ces phrases ne sont que de pieux souhaits ou bien des formules hypocrites et mensongères servant à dissimuler la vérité. La vérité de l'époque actuelle, de la guerre actuelle, des tentatives actuelles de conclure la paix, consiste *dans le partage du butin impérialiste*. Tel est le fond de la question, et comprendre cette vérité, la proclamer, « dire ce qui est », voilà la tâche fondamentale de la politique socialiste, à la différence de la politique bourgeoise, pour laquelle l'essentiel est de dissimuler, d'estomper cette vérité.

Les deux coalitions impérialistes ont amassé une certaine quantité de butin, et ce sont les deux rapaces les plus importants et les plus forts, l'Allemagne et l'Angleterre, qui en ont pillé le plus. L'Angleterre n'a pas perdu un pouce de son territoire et de ses colonies, tout en « acquérant » les colonies allemandes et une partie de la Turquie (la Mésopotamie). L'Allemagne a perdu presque toutes ses colonies, mais elle a acquis en Europe des territoires infiniment plus précieux en envahissant la Belgique, la Serbie, la Roumanie, une partie de la France, une partie de la Russie, etc. Il s'agit de partager ce butin, et l'« ataman » de chaque bande de brigands, soit l'Angleterre et l'Allemagne, doit récompenser dans une certaine mesure ses alliés, qui, à l'exception de la Bulgarie et, à un degré moindre, de l'Italie, ont subi des pertes particulièrement lourdes. Ce sont les alliés les plus faibles qui ont subi les plus grands préjudices : dans la coalition anglaise, la Belgique, la Serbie, le Monténégro et la Roumanie ont été écrasés ; dans la coalition allemande, la Turquie a perdu l'Arménie et une partie de la Mésopotamie.

Jusqu'à présent, le butin de l'Allemagne dépasse incontestablement, et de beaucoup, celui de l'Angleterre. Jusqu'à présent, l'Allemagne l'a emporté, en se révélant infiniment plus forte que personne ne pouvait le supposer avant la guerre. On conçoit donc que l'intérêt de l'Allemagne serait de conclure la paix le plus rapidement possi-

ble, car sa rivale pourrait encore, dans l'hypothèse la plus avantageuse pour elle (encore que peu probable), faire entrer en ligne une importante réserve de recrues, etc.

Telle est la situation *objective*. Telle est la phase actuelle de la lutte pour le partage du butin impérialiste. Il est parfaitement naturel que *cette* phase ait engendré des aspirations, des déclarations et des prises de position pacifistes, surtout parmi la bourgeoisie et les gouvernements de la coalition allemande, puis des pays neutres. Il est non moins naturel que la bourgeoisie et *ses* gouvernements soient contraints de faire tout leur possible pour mystifier les peuples en voilant la nudité repoussante du monde impérialiste, le partage du butin, par des phrases de bout en bout mensongères sur la paix démocratique, la liberté des petits peuples, la réduction des armements, etc.

Mais si le désir de mystifier les peuples est naturel chez la bourgeoisie, comment les socialistes s'acquittent-ils de leur devoir ? C'est ce que nous allons voir dans l'article (ou chapitre) suivant.

ARTICLE (OU CHAPITRE) II

LE PACIFISME DE KAUTSKY ET DE TURATI

De tous les théoriciens de la IIe Internationale, Kautsky est celui qui jouit de la plus grande autorité ; il est le chef le plus en vue de ce qu'on appelle le « centre marxiste » en Allemagne, le représentant de l'opposition qui a créé au Reichstag une fraction distincte : le « Groupe social-démocrate du travail » (Haase, Ledebour, etc.). Un certain nombre de journaux social-démocrates d'Allemagne publient actuellement des articles de Kautsky sur les conditions de paix, paraphrasant la déclaration officielle du « Groupe social-démocrate du travail » au sujet de la fameuse note du gouvernement allemand qui proposait d'entamer des pourparlers de paix. Exigeant que le gouvernement propose des conditions de paix déterminées, cette déclaration contient notamment la phrase caractéristique suivante :

...« Pour que cette note (du gouvernement allemand) conduise à la paix, il faut que soit rejetée sans équivoque dans tous les pays l'idée des annexions de régions étrangères,

de la subordination politique, économique ou militaire de quelque peuple que ce soit à un autre Etat »...

Paraphrasant et concrétisant cette thèse, Kautsky « démontre » avec force détails dans ses articles que Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie et que la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne.

Examinons plus attentivement ces mots d'ordre et arguments politiques de Kautsky et de ses amis politiques.

Lorsqu'il s'agit de la Russie, c'est-à-dire du concurrent impérialiste de l'Allemagne, Kautsky formule une revendication non pas abstraite, non pas « générale », mais parfaitement concrète, précise et définie : Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie. Il *dénonce* ainsi les desseins impérialistes *réels*... de la Russie. Lorsqu'il s'agit de l'Allemagne, c'est-à-dire précisément du pays où la majorité du parti qui compte Kautsky parmi ses membres (et qui en a fait le rédacteur en chef de son organe principal et dirigeant, de son organe théorique, la *Neue Zeit*) aide la bourgeoisie et le gouvernement à mener la guerre impérialiste, Kautsky *n e* dénonce *p a s* les desseins impérialistes *concrets* de *son* gouvernement, mais se contente d'un vœu ou d'un principe « général » : la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne !!

Qu'est-ce qui distingue, quant à son contenu réel, la politique de Kautsky de celle des social-chauvins (socialistes en paroles et chauvins en fait), pour ainsi dire militants, de France et d'Angleterre, qui dénoncent carrément les menées impérialistes concrètes de l'Allemagne pour se borner à des souhaits ou des principes « généraux » touchant les pays ou les peuples conquis par l'Angleterre et la Russie, qui condamnent bien haut l'annexion de la Belgique et de la Serbie, mais passent sous silence l'annexion de la Galicie, de l'Arménie, des colonies d'Afrique ?

En fait, la politique de Kautsky et celle de Sembat-Henderson aident d'une façon identique *leurs* gouvernements impérialistes *respectifs*, en attirant principalement l'attention sur les intrigues ténébreuses du concurrent et adversaire, et en jetant un voile de phrases nébuleuses et de pieux souhaits sur les activités *tout aussi* impérialistes de « *leur* » bourgeoisie. Nous cesserions d'être des marxistes, nous cesserions d'être en général des socialistes, si nous

nous contentions d'une méditation chrétienne, pour ainsi dire, sur la vertu de bonnes petites phrases générales, sans mettre à nu leur signification politique *réelle*. Ne voyons-nous pas constamment la diplomatie de toutes les puissances impérialistes faire parade de phrases « générales » et de déclarations « démocratiques » magnanimes qui servent à *camoufler* le pillage, le supplice et l'étouffement des petits peuples ?

« La Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne »... Si je ne dis que cela, j'ai l'air d'être partisan de la liberté complète de la Turquie. Mais je ne fais que répéter une phrase qu'ont aussi l'habitude de prononcer les diplomates allemands, lesquels énoncent *sciemment* un mensonge hypocrite en masquant par cette formule le *fait* que l'Allemagne a transformé *actuellement* la Turquie en son vassal *et* financier *et* militaire ! Si je suis un socialiste allemand, mes phrases « générales » ne font que *servir* la diplomatie de l'Allemagne, car leur signification réelle consiste à *farder* l'impérialisme allemand.

...« Il faut que soit rejetée dans tous les pays l'idée des annexions,... de la subordination économique de quelque peuple que ce soit »... Quelle grandeur d'âme ! Voilà des milliers de fois que les impérialistes « rejettent l'idée » des annexions et de l'étranglement financier des peuples faibles, mais ne faut-il pas, en regard, considérer les *faits*, qui montrent que n'importe quelle grande banque d'Allemagne, d'Angleterre, de France, des Etats-Unis *maintient* les petits peuples « *sous sa subordination* » ? Le gouvernement bourgeois actuel d'un pays riche peut-il renoncer *pratiquement* aux annexions et à la sujétion économique des peuples étrangers, alors que des milliards et des milliards sont investis dans les voies ferrées et autres entreprises des pays faibles ?

Qui lutte réellement contre les annexions, etc. ? Celui qui jette au vent de belles phrases dont la signification objective équivaut absolument à l'eau bénite chrétienne dont on asperge les forbans couronnés et capitalistes, ou celui qui explique aux ouvriers l'impossibilité de faire cesser les annexions et l'étouffement financier sans renverser la bourgeoisie impérialiste et ses gouvernements ?

Voici encore une illustration italienne du pacifisme prôné par Kautsky.

Dans l'organe central du parti socialiste italien *Avanti !* du 25 décembre 1916, le réformiste bien connu Felippo Turati a publié un article intitulé « Abracadabra ». Le 22 novembre 1916, écrit-il, le groupe parlementaire socialiste italien a soumis au Parlement une proposition de paix. Le groupe « a constaté la convergence des principes proclamés par les représentants de l'Angleterre et de l'Allemagne, des principes qui doivent être à la base d'une paix possible, et a invité le gouvernement à entamer des négociations de paix par l'intermédiaire des Etats-Unis et d'autres pays neutres ». C'est ainsi que Turati lui-même expose le contenu de la proposition socialiste.

« Le 6 décembre 1916, la Chambre « enterre » cette dernière, « ajournant » la discussion. Le 12 décembre, au Reichstag, le chancelier allemand propose en son nom ce que voulaient les socialistes d'Italie. Le 22 décembre, Wilson envoie sa note « paraphrasant et reprenant — selon l'expression de F. Turati — les idées et les motifs de la proposition socialiste ». Le 23 décembre, d'autres Etats neutres entrent en scène paraphrasant la note de Wilson.

On nous accuse de nous être vendus à l'Allemagne, s'exclame Turati. Wilson et les Etats neutres se seraient-ils vendus, eux aussi, à ce pays ?

Le 17 décembre, Turati prononça au Parlement un discours dont un passage fit extraordinairement — et à juste titre — sensation. Voici ce passage selon le compte rendu de l'*Avanti !* :

... « Supposons qu'une discussion du genre de celle que nous propose l'Allemagne soit de nature à trancher, dans leurs grandes lignes, des questions telles que l'évacuation de la Belgique et de la France, la restauration de la Roumanie, de la Serbie, et, si vous voulez, du Monténégro ; ajoutons encore la rectification des frontières italiennes touchant ce qui est incontestablement italien et qui répond à des garanties d'ordre stratégique »... A cet endroit, la Chambre bourgeoise et chauvine interrompt Turati ; des exclamations fusent de toutes parts : « Magnifique ! C'est donc que vous voulez tout cela, vous aussi ! Vive Turati ! Vive Turati ! »...

Sentant apparemment quelque chose de singulier dans cet enthousiasme de la bourgeoisie, Turati essaie de « se corriger » ou de « s'expliquer » :

...« Messieurs, dit-il, pas de plaisanteries déplacées. Une chose est d'admettre l'opportunité de l'unité nationale et le droit à cette unité, que nous avons toujours reconnu ; autre chose est de provoquer ou de justifier la guerre à cette fin. »

Ni cette « explication » de Turati, ni l'article de l'*Avanti !* qui prend sa défense, ni la lettre de Turati en date du 21 décembre, ni l'article d'un certain « *b b* » dans le *Volksrecht* * de Zürich ne « rectifient » rien et n'éliminent le fait que *Turati a été pris en flagrant délit* !... Plus exactement : ce n'est pas Turati qui a été pris, mais le pacifisme socialiste tout entier, représenté par Kautsky et, comme nous le verrons plus loin, par les « kautskistes » français. La presse bourgeoise d'Italie avait raison de s'emparer de ce passage de discours de Turati et d'exulter à son sujet.

Le « *b b* » susmentionné essaie de plaider la cause de Turati en affirmant que celui-ci ne voulait parler que du « droit des nations à disposer d'elles-mêmes ».

Piètre plaidoirie ! Que vient faire ici le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes » ? Chacun sait que, dans le programme des marxistes, il se rapporte — comme il s'est toujours rapporté dans le programme de la démocratie internationale — à la défense des peuples *opprimés*. Que vient faire ici le « droit des nations à disposer d'elles-mêmes », appliqué à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à une guerre pour le partage des colonies, pour l'*oppression* de pays étrangers, à une guerre *entre* puissances de rapines, oppressives, pour savoir *qui* asservira *le plus* de peuples étrangers ?

Se référer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes pour justifier une guerre impérialiste, et non nationale — en quoi cela diffère-t-il des discours d'Alexinski, d'Hervé, d'Hyndman, qui invoquent la *république* française opposée à la monarchie allemande, bien que tout le monde sache que la guerre actuelle n'est nullement un conflit

* *Le Droit du peuple.* (*N.R.*)

entre le républicanisme et le monarchisme, mais un conflit pour le partage des colonies, etc., entre deux coalitions impérialistes ?

Turati a essayé de s'expliquer et de se disculper en disant qu'il *n'entendait nullement* « justifier » la guerre.

Croyons le réformiste Turati, le kautskiste Turati, quand il dit qu'il n'avait pas l'*intention* de justifier la guerre. Mais qui ne sait qu'en politique on tient compte, non pas des intentions, mais des actes ? non pas des pieux souhaits, mais des faits ? non pas de l'imaginaire, mais du réel ?

Admettons que Turati n'ait pas voulu justifier la guerre, que Kautsky n'ait pas voulu justifier la transformation de la Turquie en vassal de l'impérialisme allemand. Mais, *en réalité*, ces deux bons pacifistes *n'ont fait précisément que justifier la guerre* ! Voilà le fond de la question. Si Kautsky, au lieu de s'exprimer dans une revue si ennuyeuse qu'elle n'a pas de lecteurs, avait pris la parole à la tribune du Parlement, devant un public bourgeois ardent, impressionnable, doué d'un tempérament méridional, pour prononcer une phrase comme celle-ci : « Constantinople ne doit pas appartenir à la Russie, la Turquie ne doit être l'Etat vassal de personne », il n'y aurait rien eu d'étonnant à ce que des bourgeois pleins d'esprit s'exclament : « Parfait ! Très juste ! Vive Kautsky ! »

Turati a adopté en fait — peu importe qu'il l'ait voulu ou non, qu'il en ait eu conscience ou non — le point de vue d'un courtier bourgeois proposant un marché à l'amiable entre les rapaces impérialistes. La « libération » des terres italiennes appartenant à l'Autriche serait *en réalité* une récompense camouflée accordée à la bourgeoisie italienne pour sa participation à la guerre menée par une gigantesque coalition impérialiste ; elle serait un petit supplément au partage des colonies en Afrique et des sphères d'influence en Dalmatie et en Albanie. Il est peut-être naturel pour le réformiste Turati de s'aligner sur la bourgeoisie, mais Kautsky ne se distingue pratiquement en rien de Turati.

Pour ne pas farder la guerre impérialiste, pour ne pas aider la bourgeoisie à la présenter faussement comme une

guerre nationale, une guerre de libération des peuples, pour ne pas se retrouver sur les positions du réformisme bourgeois, il aurait fallu parler, non comme Kautsky et Turati, mais comme Karl Liebknecht ; ils auraient dû déclarer à *leur* bourgeoisie qu'elle fait acte d'hypocrisie en parlant de libération nationale, que la guerre actuelle ne peut se terminer par une paix démocratique si le prolétariat ne « tourne pas les armes » contre *son* gouvernement.

Telle devait être l'unique position d'un véritable marxiste, d'un véritable socialiste et non d'un réformiste bourgeois. Le véritable artisan d'une paix démocratique n'est pas l'homme qui répète de pieux souhaits de pacifisme, ne signifiant rien et n'engageant à rien, mais celui qui dénonce le caractère impérialiste de la guerre actuelle et de la paix impérialiste qu'elle prépare, et qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels.

D'aucuns tentent parfois de défendre Kautsky et Turati en prétendant que, légalement, on ne pouvait se permettre plus qu'une « allusion » contre le gouvernement, et que les pacifistes en question ont fait cette « allusion ». Mais à cela il convient de répondre, en premier lieu, que l'impossibilité de dire légalement la vérité est un argument en faveur non pas de la dissimulation de la vérité, mais de la nécessité d'une organisation et d'une presse clandestines, c'est-à-dire soustraites à la police et à la censure ; en second lieu, qu'il est des moments historiques où un socialiste est *tenu* de rompre avec toute légalité ; en troisième lieu, que même dans la Russie féodale, Dobrolioubov et Tchernychevski ont su dire la vérité, tantôt en faisant le silence sur le manifeste du 19 février 1861[78], tantôt en raillant et en stigmatisant les libéraux de l'époque, qui prononçaient exactement les mêmes discours que Turati et Kautsky.

Nous passerons, dans le chapitre suivant, au pacifisme français, qui a trouvé son expression dans les résolutions des deux congrès que viennent de tenir les organisations ouvrières et socialistes de France.

ARTICLE (OU CHAPITRE) III

LE PACIFISME DES SOCIALISTES ET DES SYNDICALISTES FRANÇAIS

Les congrès de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) française et du parti socialiste français viennent de prendre fin. La signification et le rôle réels, à l'heure présente, du pacifisme socialiste s'y sont manifestés avec une netteté particulière.

Voici la résolution du congrès syndical, adoptée à l'*unanimité*, aussi bien par la majorité des chauvins à tous crins, avec à leur tête le tristement célèbre Jouhaux, que par l'anarchiste Broutchoux et... le « zimmerwaldien » Merrheim:

« La conférence des fédérations corporatives nationales, des unions de syndicats et des bourses du travail, prenant acte de la note du président des Etats-Unis « invitant toutes les nations se trouvant actuellement en guerre à exposer publiquement leurs vues sur les conditions auxquelles il pourrait être mis fin à la guerre »,

demande au gouvernement français d'accepter cette proposition ;

invite le gouvernement à prendre l'initiative d'une intervention semblable auprès de ses alliés afin de hâter l'heure de la paix ;

déclare que la fédération des nations, qui est l'un des gages de la paix définitive, ne peut être réalisée que dans l'indépendance, l'intégrité territoriale et la liberté politique et économique de toutes les nations, petites et grandes.

Les organisations représentées à la conférence s'engagent à soutenir et à propager cette idée parmi la masse des ouvriers pour que prenne fin une situation indéterminée et équivoque qui ne profite qu'à la diplomatie secrète, et contre laquelle la classe ouvrière s'est toujours élevée. »

Voilà un modèle de pacifisme « pur » tout à fait dans l'esprit de Kautsky, d'un pacifisme approuvé par une organisation ouvrière officielle qui n'a rien de commun avec le marxisme, et qui est composée en majorité de chauvins. Nous sommes en présence d'un document remarquable, méritant l'attention la plus sérieuse, et qui traduit le *rassemblement politique* des chauvins et des « kautskistes » sur la plate-

forme de la phrase pacifiste creuse. Si, dans l'article précédent, nous nous sommes efforcés de montrer en quoi résidait le fondement *théorique* de l'unité de vues des chauvins et des pacifistes, des bourgeois et des réformistes socialistes, nous voyons à présent cette unité *pratiquement* réalisée dans un autre pays impérialiste.

A la conférence de Zimmerwald, qui a eu lieu du 5 au 8.IX.1915, Merrheim a déclaré : « *Le parti, les Jouhaux, le gouvernement, ce ne sont que trois têtes sous un bonnet* *. » A la conférence de la C.G.T. du 26 décembre 1916, Merrheim vote, *avec Jouhaux*, la résolution pacifiste. Le 23 décembre 1916, le journal *Volksstimme* ** de Chemnitz, l'un des organes les plus francs et les plus extrémistes des social-impérialistes allemands, publie un éditorial intitulé : « Désagrégation des partis bourgeois et rétablissement de l'unité social-démocrate. » Cet article exalte, cela va de soi, le pacifisme de Südekum, Legien, Scheidemann et Cie, de toute la majorité du parti social-démocrate allemand, ainsi que du gouvernement allemand, et proclame que « le premier congrès du parti qui sera convoqué après la guerre doit rétablir l'unité du parti, à l'exception du petit nombre de fanatiques qui refusent de régler leurs cotisations » (c'est-à-dire les partisans de K. Liebknecht !), « rétablir l'unité du parti sur la base de la politique suivie par la direction du parti, la fraction social-démocrate du Reichstag et les syndicats ».

Voilà formulées on ne peut plus clairement l'idée et la politique de l'« unité » des social-chauvins déclarés d'Allemagne avec Kautsky et Cie, avec le « Groupe social-démocrate du travail », — de l'unité sur la base de phrases pacifistes, — de l'« unité » réalisée en France le 26 décembre 1916 entre Jouhaux et Merrheim !

L'organe central du parti socialiste italien *Avanti !* a écrit le 28 décembre 1916 dans une note de la rédaction :

« Si Bissolati et Südekum, Bonomi et Scheidemann, Sembat et David, Jouhaux et Legien, sont passés dans le camp du nationalisme bourgeois et ont trahi (hanno tradito, ont commis une trahison) l'unité idéologique des in-

*En français dans le texte. *(N.R.)*
** *La Voix du Peuple.* *(N.R.)*

ternationalistes, qu'ils avaient juré de servir fidèlement et honnêtement, nous, nous resterons avec nos camarades allemands tels que Liebknecht, Ledebour, Hoffmann, Meyer, avec nos camarades français tels que Merrheim, Blanc, Brizon, Raffin-Dugens, qui n'ont pas changé et n'ont pas flanché ».

Voyez à quelle confusion on aboutit :

Bissolati et Bonomi ont été *exclus* du parti socialiste italien, en tant que réformistes et chauvins, dès avant la guerre. L'*Avanti !* les met sur le même plan que Südekum et Legien, et c'est évidemment très juste, mais Südekum, David et Legien sont à la tête du parti-pseudo social-démocrate allemand, qui est en fait un parti social-chauvin, et le même *Avanti !* s'élève contre leur exclusion, contre la rupture avec eux, contre la formation d'une IIIe Internationale. L'*Avanti !* déclare, et il a en cela parfaitement raison, que Legien et Jouhaux sont passés dans le camp du nationalisme bourgeois, et il leur oppose Liebknecht et Ledebour, Merrheim et Brizon. Mais Merrheim *vote avec Jouhaux*, et Legien proclame, par l'entremise de la *Voix du Peuple* de Chemnitz, sa certitude de voir rétablir l'unité du parti à la *seule* exception des camarades de Liebknecht, c'est-à-dire l'« unité » *avec* le « Groupe social-démocrate du travail » (y compris Kautsky) auquel appartient Ledebour !!

Ce méli-mélo vient de ce que l'*Avanti !* confond le pacifisme bourgeois avec l'internationalisme social-démocrate révolutionnaire, tandis que les politiciens expérimentés que sont Legien et Jouhaux ont compris à merveille l'*identité* du pacifisme socialiste et du pacifisme bourgeois.

Comment, en effet, Jouhaux et son journal chauvin *La Bataille*[79] n'exulteraient-ils pas en constatant l'« unité de vues » entre Jouhaux et Merrheim, alors que la résolution adoptée à l'unanimité, que nous avons citée intégralement, ne contient *en réalité* rigoureusement rien d'autre que des phrases pacifistes bourgeoises, qu'on n'y trouve *pas le moindre semblant* de conscience révolutionnaire, *aucune* idée socialiste !

N'est-il pas ridicule de parler de « liberté économique de toutes les nations, petites et grandes », en passant sous silence le fait que, tant que les gouvernements bourgeois ne seront pas renversés et que la bourgeoisie ne sera pas

expropriée, cette « liberté économique » sert à *duper* le peuple, tout comme les phrases sur la « liberté économique » des citoyens *en général*, des petits paysans et des riches, des ouvriers et des capitalistes dans la société moderne ?

La résolution que Jouhaux et Merrheim ont votée unanimement est pénétrée de bout en bout des idées du « nationalisme bourgeois » que l'*Avanti !* relève à juste titre chez Jouhaux, mais que, chose étrange, le même *Avanti ! ne* discerne *pas* chez Merrheim.

Les nationalistes bourgeois ont partout et de tout temps fait étalage de phrases « creuses » sur la « fédération des nations » *en général*, sur la « liberté économique de toutes les nations, grandes et petites ». A la différence des nationalistes bourgeois, les socialistes ont toujours dit et disent : discourir sur la « liberté économique des nations grandes et petites » est une hypocrisie répugnante aussi longtemps que *certaines* puissances (l'Angleterre et la France, par exemple) placent à l'étranger, c'est-à-dire prêtent à des taux usuraires aux nations petites et retardataires, *des dizaines et des dizaines de milliards de francs*, et que les pays faibles se trouvent sous leur coupe.

Des socialistes n'auraient pu laisser passer sans une protestation énergique *aucune phrase* de la résolution votée unanimement par Jouhaux et Merrheim. Des socialistes auraient déclaré, contrairement à cette résolution, que l'intervention de Wilson est sans conteste un mensonge et une hypocrisie, car il est le représentant d'une bourgeoisie qui a tiré des milliards de profits de la guerre, le chef d'un gouvernement qui a accru avec frénésie l'armement des Etats-Unis en vue, sans doute, d'une *seconde* grande guerre impérialiste ; que le gouvernement bourgeois français, entièrement sous la coupe du capital financier dont il est l'esclave, et des traités impérialistes secrets, absolument réactionnaires et de rapine, avec l'Angleterre, la Russie, etc., n'est en état ni de dire ni de faire quoi que ce soit d'autre que de mentir, lui aussi, au sujet d'une paix démocratique et « équitable » ; que la lutte pour une telle paix ne consiste pas à répéter des phrases pacifistes gentilles, doucereuses, générales, creuses, vaines, n'engageant à rien et ne faisant pratiquement que farder l'ordure impérialiste, mais à dire aux peuples la *vérité*, plus précisé-

ment, que pour réaliser une paix démocratique et équitable, il faut renverser les gouvernements bourgeois de tous les pays belligérants, et profiter pour ce faire de ce que des millions d'ouvriers sont armés, ainsi que de l'exaspération générale causée dans la masse de la population par la cherté de la vie et les horreurs de la guerre impérialiste.

Voilà ce qu'auraient dû dire des socialistes, au lieu de présenter la résolution de Jouhaux et de Merrheim.

Non seulement le parti socialiste français n'a pas dit cela à son congrès qui a eu lieu à Paris en même temps que celui de la C.G.T., mais il a adopté une résolution *encore pire*, par 2 838 voix contre 109 et 20 abstentions, c'est-à-dire par le bloc des social-chauvins (Renaudel et Cie, appelés « majoritaires » ou partisans de la majorité) et des *longuettistes* (partisans de Longuet, kautskistes français) !! Et le zimmerwaldien Bourderon ainsi que le kienthalien (participant de la conférence de Kienthal) Raffin-Dugens l'ont votée également !!

Nous n'en citerons pas le texte, car il est excessivement long et ne présente aucun intérêt : des phrases doucereuses et onctueuses sur la paix *voisinent* avec l'engagement de continuer à soutenir en France ce qu'on appelle la « défense de la patrie », c'est-à-dire la guerre impérialiste que mène la France en alliance avec des forbans encore plus grands et plus puissants, comme l'Angleterre et la Russie.

En France, l'union des social-chauvins avec les pacifistes (ou kautskistes) et avec une partie des zimmerwaldiens est par conséquent devenue un fait, non seulement dans la C.G.T., mais aussi dans le parti socialiste.

ARTICLE (OU CHAPITRE) IV

ZIMMERWALD A LA CROISEE DES CHEMINS

Le 28 décembre sont arrivés à Berne les journaux français contenant le compte rendu du congrès de la C.G.T., et, le 30 décembre, les journaux socialistes de Berne et de Zürich ont publié le nouvel appel de l'I.S.K.(« Internationale Sozialistische Kommission ») de Berne, c'est-à-dire de la Commission socialiste internationale, organe exécutif

de l'union de Zimmerwald. Dans cet appel, daté de la fin décembre 1916, il est question de la proposition de paix faite par l'Allemagne, ainsi que par les Etats-Unis et d'autres pays neutres, et toutes ces interventions gouvernementales sont qualifiées — tout à fait à juste titre, cela va de soi — de « comédie de paix », « jeu des gouvernements tendant à mystifier leurs propres peuples », de « gesticulations pacifistes hypocrites de diplomates ».

A cette comédie et à ce mensonge on oppose, comme l'« unique force » susceptible d'assurer la paix, etc., la « ferme volonté » du prolétariat international de « tourner les armes, non pas contre ses frères, mais contre l'ennemi dans son propre pays ».

Ces citations nous montrent avec évidence deux politiques essentiellement différentes, qui ont jusqu'à maintenant en quelque sorte cohabité au sein de l'union zimmerwaldienne, et qui se sont à présent définitivement séparées.

D'une part, Turati dit sans ambages, et très justement, que la proposition de l'Allemagne, de Wilson, etc., n'a été qu'une « *paraphrase* » du pacifisme « socialiste » italien ; la déclaration des social-chauvins allemands et le vote des social-chauvins français attestent que les uns et les autres ont parfaitement apprécié l'utilité du camouflage pacifiste de *leur* politique.

D'autre part, l'appel de la Commission socialiste internationale qualifie d'hypocrisie et de comédie le pacifisme de tous les gouvernements belligérants et neutres.

D'une part, il y a alliance de Jouhaux avec Merrheim, de Bourderon, Longuet et Raffin-Dugens avec Renaudel, Sembat et Thomas, tandis que les social-chauvins allemands Südekum, David et Scheidemann proclament l'imminence du « rétablissement de l'unité social-démocrate » avec Kautsky et le « Groupe social-démocrate du travail ».

D'autre part, l'appel de la Commission socialiste internationale invite les « minorités socialistes » à lutter énergiquement contre « leurs gouvernements » « et leurs stipendiés (Söldlinge) social-patriotes ».

C'est l'un ou l'autre.

Démasquer l'indigence d'idées, l'absurdité, l'hypocrisie du pacifisme bourgeois *ou bien* le « paraphraser » en un pacifisme « socialiste » ? Lutter contre les Jouhaux

et les Renaudel, les Legien et les David, en tant que « stipendiés » des gouvernements, *ou bien* s'allier à eux dans des déclamations pacifistes creuses du modèle français ou du type allemand ?

C'est là que passe à présent la ligne de partage entre la droite de Zimmerwald, qui s'est toujours dressée de toutes ses forces contre la scission avec les social-chauvins, et la gauche de Zimmerwald qui, dès le début, s'est préoccupée, non sans raison, de se désolidariser publiquement de la droite, d'intervenir dans la presse, pendant et après la conférence, avec une plate-forme distincte. L'approche de la paix, ou tout au moins la discussion animée qui se déroule dans certains milieux bourgeois à propos de la paix, a provoqué nécessairement et non par hasard une divergence particulièrement frappante entre ces deux politiques. Car les pacifistes bourgeois et leurs imitateurs et perroquets « socialistes » ont toujours imaginé la paix comme quelque chose de distinct dans son principe même, en ce sens que l'idée : « la guerre est la continuation de la politique de paix, la paix est la continuation de la politique de guerre » n'a jamais été comprise par les pacifistes des deux nuances. Que la guerre impérialiste de 1914-1917 soit la continuation de la politique impérialiste des années 1898 à 1914, sinon d'une période encore antérieure, ni les bourgeois ni les social-chauvins n'ont jamais voulu et ne veulent le voir. Que la paix ne puisse être *à présent*, si les gouvernements bourgeois ne sont pas renversés par la révolution, qu'une paix impérialiste continuant la guerre impérialiste, ni les pacifistes bourgeois ni les pacifistes socialistes ne le comprennent.

De même que pour porter un jugement sur la guerre actuelle, on a eu recours à des formules absurdes, plates et vulgaires sur l'agression ou la défense en général, de même, quand il s'agit de porter un jugement sur la paix, on a recours aux mêmes lieux communs de philistins, en oubliant la situation historique concrète, la réalité concrète de la lutte entre les puissances impérialistes. Il était tout naturel que les social-chauvins, ces agents des gouvernements et de la bourgeoisie au sein des partis ouvriers, se cramponnent notamment à la paix proche, ou même à des palabres sur la paix, pour *dissimuler* le fait, dévoilé par

la guerre, qu'ils sont profondément réformistes, opportunistes, pour rétablir leur influence sur les masses, actuellement compromise. Voilà pourquoi, comme nous l'avons vu, les social-chauvins d'Allemagne et de France font des mains et des pieds pour « s'allier » à la partie vacillante, sans principes, pacifiste, de l'« opposition ».

Au sein de l'union zimmerwaldienne on essayera aussi, assurément, d'estomper la divergence entre les deux lignes politiques irréductibles. On peut prévoir deux catégories de tentatives de ce genre. La conciliation « utilitaire » consistera tout simplement à associer d'une manière mécanique des formules révolutionnaires ronflantes (comme, par exemple, celles de l'appel de la Commission socialiste internationale) à une pratique opportuniste et pacifiste. Il en était ainsi dans la IIe Internationale. Les phrases archirévolutionnaires des appels de Huysmans et Vandervelde et de certaines résolutions de congrès ne faisaient que camoufler la pratique archiopportuniste de la majorité des partis européens, sans la remanier, sans la saper, sans lutter contre elle. Il est douteux que cette tactique puisse réussir de nouveau au sein de l'union zimmerwaldienne.

Les « conciliateurs au nom des principes » tenteront de présenter une falsification du marxisme en recourant, par exemple, à un raisonnement tel que celui-ci : les réformes n'excluent pas la révolution, une paix impérialiste avec certaines « améliorations » des frontières nationales ou du droit international ou des dépenses budgétaires pour les armements, etc., est compatible avec le mouvement révolutionnaire, en tant qu'« une des phases du développement » de ce mouvement, etc., etc.

Ce serait là une altération du marxisme. Bien sûr que les réformes n'excluent pas la révolution. Mais ce n'est pas de cela qu'il est question à l'heure actuelle ; il s'agit pour les révolutionnaires de ne pas s'exclure *eux-mêmes* devant les réformistes, c'est-à-dire que les socialistes ne doivent pas substituer à leur activité révolutionnaire une activité réformiste. L'Europe connaît une situation révolutionnaire, aggravée par la guerre, ainsi que par la vie chère. Rien ne dit que le passage de la guerre à la paix mettra nécessairement fin à cette situation, car il n'est écrit nulle part que les millions d'ouvriers qui ont à présent entre

les mains un magnifique armement se laisseront à coup sûr et sans faute « désarmer docilement » par la bourgeoisie, au lieu de suivre le conseil de K. Liebknecht, c'est-à-dire de retourner les armes contre *leur propre* bourgeoisie.

La question ne se pose pas comme le font les pacifistes, les kautskistes : ou bien une campagne politique réformiste, ou bien la renonciation aux réformes. C'est une façon bourgeoise d'envisager le problème. En réalité, la question se présente ainsi : ou bien la lutte révolutionnaire, dont le produit accessoire, en cas de demi-succès, est constitué par les réformes (ce qu'a démontré toute l'histoire des révolutions dans le monde entier), ou bien rien d'autre que des bavardages sur des réformes ou des promesses de réformes.

Le réformisme de Kautsky, de Turati, de Bourderon, qui à l'heure actuelle prend l'aspect du pacifisme, non content de laisser de côté la question de la révolution (ce qui est *déjà* une trahison à l'égard du socialisme), non content de renoncer pratiquement à tout travail révolutionnaire méthodique et opiniâtre, va même jusqu'à déclarer que les manifestations de rue constituent une aventure (Kautsky dans la *Neue Zeit* du 26 novembre 1915), jusqu'à préconiser et réaliser l'unité avec des adversaires déclarés et résolus de la lutte révolutionnaire, avec les Südekum, les Legien, les Renaudel, les Thomas, etc.

Ce réformisme est absolument incompatible avec le marxisme révolutionnaire, qui est tenu d'utiliser au maximum la présente situation révolutionnaire en Europe pour prêcher ouvertement la révolution, le renversement des gouvernements bourgeois, la conquête du pouvoir par le prolétariat en armes, sans renoncer le moins du monde à tirer profit des réformes afin de déployer la lutte pour la révolution et au cours de celle-ci.

Le proche avenir montrera comment se dérouleront les événements en Europe en général, et la lutte du réformisme-pacifisme contre le marxisme révolutionnaire en particulier, y compris la lutte entre les deux parties de l'union zimmerwaldienne.

Zürich, 1er janvier 1917.

LETTRE OUVERTE A BORIS SOUVARINE[80]

Le citoyen Souvarine déclare que c'est, entre autres, à moi que son discours s'adresse. Je lui réponds avec d'autant plus de plaisir que son article soulève les questions les plus importantes du socialisme international.

Souvarine trouve « apatriotique » le point de vue de ceux qui considèrent que la « défense de la patrie » est incompatible avec le socialisme. Et pour sa part, il « défend » le point de vue de Turati, de Ledebour, de Brizon, qui, tout en refusant les crédits de guerre, se déclarent partisans de la « défense de la patrie », c'est-à-dire le point de vue de la tendance surnommée « le centre » (je dirais plutôt « le marais ») ou le kautskivisme, d'après le nom du principal théoricien de cette tendance, Karl Kautsky. Et j'ajouterai, en passant, que Souvarine a tort lorsqu'il affirme « qu'ils (c'est-à-dire les camarades russes qui proclament la faillite de la IIe Internationale) assimilent les hommes comme Kautsky, comme Longuet, etc... aux nationalistes nuance Scheidemann et Renaudel ». Jamais ni moi, ni le parti auquel j'appartiens (C.C. du P.O.S.D.R.) n'avons assimilé le point de vue des socialistes chauvins avec celui du « centre ». Dans les déclarations officielles de notre parti, dans le manifeste du Comité central publié le 1er novembre 1914 *, aussi bien que dans les résolutions adoptées

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, *La guerre et la social-démocratie russe* (*N.R.*)

en mars 1915 * (ces deux documents sont reproduits *in extenso* dans notre brochure *Le socialisme et la guerre* ** dont Souvarine a connaissance) nous avons toujours distingué entre le socialisme chauvin et le « centre ». Les premiers, à notre avis, sont passés du côté de la bourgeoisie. Et contre eux, ce n'est pas seulement la lutte, c'est la scission que nous préconisons. Les seconds sont des indécis, des hésitants qui font le plus grand tort au prolétariat par leurs efforts pour unir les masses socialistes aux leaders chauvins.

Souvarine dit « vouloir envisager les faits au point de vue marxiste ».

Or, du point de vue marxiste, des formules générales et abstraites telles que l'« apatriotisme » ne valent absolument rien. La patrie, la nation sont des catégories historiques. Si, dans une guerre, il s'agit de la défense de la démocratie ou de la lutte contre un joug qui opprime la nation, je ne suis aucunement contre une telle guerre et je ne redoute pas le mot de « défense de la patrie » lorsqu'il a trait à ce genre de guerre ou d'insurrection. Les socialistes se rangent toujours du côté des opprimés, et, par conséquent, ils ne peuvent être adversaires de guerres qui ont pour but la lutte démocratique ou socialiste contre une oppression. Ainsi, il serait tout à fait ridicule de ne point vouloir reconnaître la légitimité des guerres de 1793, de la France contre les monarchies réactionnaires européennes ou les guerres garibaldiennes, etc... Il serait également ridicule de ne point vouloir reconnaître la légitimité des guerres des peuples opprimés contre leurs oppresseurs qui, à l'heure actuelle, pourraient éclater, telles que, par exemple, la révolte des Irlandais contre l'Angleterre ou une révolte du Maroc contre la France, de l'Ukraine contre la Russie, etc...

Du point de vue marxiste, c'est le sens politique de chaque guerre qu'il faut définir, dans chaque cas particulier.

Mais comment faire pour définir le sens politique d'une guerre ?

Toute guerre n'est que la continuation d'une politique.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « La Conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. » (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21. (*N.R.*)

A quel genre de politique la guerre actuelle fait-elle suite ? Est-elle la continuation de la politique du prolétariat qui, de 1871 à 1914, fut l'unique représentant du socialisme et de la démocratie en France, en Angleterre et en Allemagne ? Ou bien, est-elle plutôt la continuation de la politique impérialiste, de la politique de pillage colonial et d'oppression des peuples faibles d'une bourgeoisie réactionnaire décadente et qui se meurt ?

Il suffit de préciser la question et de la poser correctement pour obtenir une réponse parfaitement nette : la guerre actuelle est une guerre impérialiste ; c'est une guerre entre négriers qui se disputent leur bétail et veulent prolonger et renforcer encore l'esclavage. C'est une guerre « de brigandage capitaliste », dont parlait Jules Guesde en 1899, condamnant ainsi par avance sa future trahison. Guesde, à ce moment, disait:

« Il y a d'autres guerres... qui surgissent tous les jours, ce sont les guerres pour les débouchés, pour les marchandises à écouler. C'est de ce côté que, loin de disparaître, la guerre menace d'être en permanence, et cette guerre-là, c'est la guerre capitaliste par excellence, la guerre pour le profit entre capitalistes de tous les pays, se disputant, au prix de notre sang, le marché universel. Eh bien, vous représentez-vous, dans le gouvernement capitaliste de chacun des pays de l'Europe, un socialiste présidant à ce genre d'entretuerie pour le vol ? Vous représentez-vous un Millerand anglais, un Millerand italien, un Millerand allemand s'ajoutant au Millerand français, et engageant les prolétaires les uns contre les autres dans ces brigandages capitalistes? Que resterait-il, je vous le demande, camarades, de la solidarité internationale ouvrière ? Le jour où le cas Millerand serait devenu un fait général, il faudrait dire adieu à tout internationalisme et devenir les nationalistes que, ni vous, ni moi, ne consentirons jamais à être. » (Voyez « En garde ! » de Jules Guesde, Paris 1911, pp. 175 et 176.)

Il n'est pas vrai que la France lutte dans cette guerre de 1914-1917 pour la liberté, l'indépendance nationale, la démocratie, etc... Elle lutte pour le maintien de ses colonies, de celles de l'Angleterre auxquelles l'Allemagne aurait bien plus de droits, — au point de vue du droit bourgeois, bien entendu. Elle lutte pour donner Constantinople à la Russie, etc.... Ce n'est donc pas la France démocratique et révolutionnaire, la France de 1792, de 1848, de la Commune, qui mène cette guerre. C'est la France bourgeoise, la France réactionnaire alliée et amie du tsarisme, c'est « l'usurier du monde » (l'expression n'est pas de moi, elle est du collaborateur de *l'Humanité*, Lysis),

qui défend son butin, son « droit sacré » aux colonies, à la « liberté » d'exploiter le monde entier avec ses milliards prêtés aux nations faibles ou moins riches.

Et ne venez pas dire qu'il est difficile de distinguer les guerres révolutionnaires des guerres réactionnaires. Voulez-vous qu'en plus du critérium scientifique que je vous ai déjà indiqué, je vous indique un critérium purement pratique à la portée de tous ?

Le voici : toute guerre quelque peu importante se prépare de longue date. Lorsque c'est une guerre révolutionnaire qui se prépare, les démocrates et les socialistes *ne craignent pas de dire d'avance* qu'ils se prononcent pour la « défense de la patrie » dans une guerre de ce genre. Lorsque c'est, au contraire, une guerre réactionnaire qui se prépare, pas un seul socialiste *ne se décide d'avance*, c'est-à-dire avant que la guerre ne soit déclarée, qu'il sera pour la « défense de la patrie » dans une pareille guerre.

Marx et Engels ne craignirent pas d'appeler le peuple allemand à faire la guerre contre la Russie en 1848 et 1859.

Tandis qu'au contraire à Bâle, en 1912, les socialistes n'ont pas osé parler de « défense de la patrie » pour la guerre dont ils prévoyaient déjà la venue, et qui est, en effet, survenue en 1914.

Notre parti ne craint pas de déclarer publiquement qu'il accueillera avec sympathie une guerre ou une insurrection telles que celles que l'Irlande pourrait mener contre l'Angleterre ; le Maroc, l'Algérie, la Tunisie contre la France ; Tripoli contre l'Italie ; l'Ukraine, la Perse, la Chine contre la Russie, etc.

Et les social-chauvins ? Et les hommes du « centre » ? Oseront-ils déclarer ouvertement et officiellement qu'ils sont ou seront pour la « défense de la patrie », au cas où, par exemple, éclaterait une guerre entre le Japon et les Etats-Unis, guerre impérialiste par excellence, qui menace plusieurs centaines de millions d'êtres humains et se prépare depuis des dizaines d'années ? Qu'ils essaient ! Je suis prêt à parier qu'ils ne le feront pas, car ils se rendent trop bien compte que s'ils s'y décidaient, ils deviendraient la risée des masses ouvrières et se feraient huer par elles et chasser des partis socialistes. C'est pourquoi les social-chauvins et les hommes du « centre » éviteront toute déclaration nette

à ce sujet et continueront à biaiser, à mentir, à tout brouiller et à se tirer d'affaire par des sophismes dans le genre de celui adopté par le dernier Congrès du parti français en 1915 : « le pays attaqué a le droit de se défendre ».

Comme si l'important est *qui a attaqué le premier et non les causes de la guerre, les buts qu'elle se propose et les classes qui la mènent.* Pourrait-on, par exemple, admettre que des socialistes auraient pu, sans être fous, reconnaître en 1796 le droit de « défense de la patrie » à l'Angleterre, lorsque les armées révolutionnaires de France venaient fraterniser avec l'Irlande ? Et cependant c'étaient bien les Français qui attaquèrent à ce moment l'Angleterre, et l'armée française prépara même une descente en Irlande. Et pourrait-on demain reconnaître le droit de « défense de la patrie » à la Russie et à l'Angleterre si, après la leçon qu'elles ont reçue de l'Allemagne, elles étaient attaquées par la Perse, alliée à l'Inde, à la Chine, et autres nations révolutionnaires d'Asie qui font leur 1789 et leur 1793 ?

Telle est ma réponse à l'accusation tout à fait risible qu'on nous a faite de partager les idées tolstoïennes. Notre parti a repoussé la conception tolstoïenne aussi bien que le pacifisme, en déclarant que les socialistes devaient, au cours de la guerre actuelle, chercher à la transformer en guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme.

Si vous me dites que c'est une utopie, je vous répondrai qu'évidemment la bourgeoisie de France, d'Angleterre, etc., ne partage pas votre opinion, car elle ne se déciderait certes pas à jouer un rôle abject et ridicule en allant jusqu'à emprisonner ou à mobiliser les « pacifistes » si elle ne pressentait et ne prévoyait l'inéluctable et continuelle croissance de la révolution et sa venue prochaine.

Ceci m'amène à la question de la scission également soulevée par Souvarine. La scission ! Cet épouvantail avec lequel les chefs socialistes cherchent à épouvanter les autres et dont ils ont si peur eux-mêmes ! « Quel avantage y aurait-il à créer *aujourd'hui* une Internationale nouvelle, dit Souvarine, dont l'action serait frappée de stérilité en raison de sa faiblesse numérique ? »

Mais c'est justement « l'action » de Pressemane et Longuet en France, de Kautsky et Ledebour en Allemagne, qui,

comme le prouvent tous les jours les faits, est frappée de stérilité *et précisément parce qu'ils ont peur de la scission* ! Et c'est précisément parce que K. Liebknecht et O. Rühle en Allemagne ne craignaient pas la scission, en proclamaient ouvertement *la nécessité* (voyez la lettre de Rühle dans le *Vorwärts* du 12 janvier 1916) et qu'ils n'hésitèrent pas à la réaliser que leur « action » a une si grande importance pour le prolétariat, *et cela malgré leur faiblesse numérique*. Liebknecht et Rühle, cela ne fait que 2 contre 108. Mais ces deux représentent des millions d'individus, les masses exploitées, l'énorme majorité de la population, l'avenir de l'humanité, la révolution qui grandit et mûrit tous les jours. Les 108 ne représentent que l'esprit de servilité d'une petite coterie de laquais de la bourgeoisie au sein du prolétariat. L'action de Brizon, quand il partage la faiblesse du centre ou du marais, est frappée de stérilité. Et au contraire, l'action de Brizon cesse d'être stérile, elle groupe le prolétariat, elle l'éveille et le secoue, quand Brizon, par le fait, détruit « l'unité » et lorsqu'au Parlement il crie courageusement « à bas la guerre» ou lorsqu'il proclame publiquement la vérité en disant que les Alliés se battent pour donner Constantinople à la Russie.

La faiblesse numérique des internationalistes vraiment révolutionnaires ? Parlez-moi de cela ! Comme exemple prenons la France de 1780 et la Russie de 1900. La faiblesse numérique des révolutionnaires conscients et résolus qui, dans le premier cas, étaient les représentants de la bourgeoisie, — la classe révolutionnaire de l'époque, — et dans le second cas, étaient les représentants de la classe révolutionnaire actuelle, du prolétariat, — leur faiblesse numérique était très grande. Ce n'étaient encore que des unités ne formant au maximum que $^1/_{10\,000}$ ou même seulement $^1/_{100\,000}$ de leur classe. Et quelques années plus tard, ces mêmes unités, ces mêmes minorités soi-disant si infimes entraînaient à leur suite les masses, des millions et des dizaines de millions d'individus. Pourquoi ? Parce que cette minorité représentait véritablement les intérêts de ces masses, parce qu'elle avait foi en la Révolution future, parce qu'elle était prête à la servir avec courage.

La faiblesse numérique ? Mais depuis quand les révolutionnaires font-ils dépendre leur politique du fait qu'ils

sont en minorité ou en majorité ? Lorsqu'en novembre 1914 notre parti proclama la nécessité de la scission avec les opportunistes*, déclarant que cette scission serait la seule réponse correcte et digne à leur trahison d'août 1914, pour beaucoup de personnes cette déclaration parut n'être qu'une extravagance sectaire de gens ayant perdu tout contact avec la vie et la réalité. Deux ans se sont écoulés depuis et voyez ce qui se passe. En Angleterre, la scission est un fait accompli ; le social-chauvin Hyndman a dû quitter le parti. En Allemagne, la scission se développe aux yeux de tous. Les organisations de Berlin, de Brême et de Stuttgart ont même eu l'honneur d'être exclues du parti... du parti des laquais du kaiser, du parti de ces messieurs Renaudel, Sembat, Thomas, Guesde et Cie d'Allemagne. Et en France ? D'une part le parti de ces messieurs déclare poursuivre la « défense de la patrie » ; de l'autre, les zimmerwaldiens déclarent dans leur brochure *Les socialistes de Zimmerwald et la guerre* que la « défense de la patrie » n'est pas socialiste. N'est-ce donc pas la scission ?

Et comment pourraient travailler consciencieusement côte à côte dans le même parti des personnes qui, après deux ans de la plus grande crise mondiale, donnent des réponses diamétralement opposées sur la question la plus importante de la tactique actuelle du prolétariat ?

Voyez aussi l'Amérique, un pays neutre cependant. N'y a-t-il pas également scission alors que d'un côté Eugène Debs, ce « Bebel américain », déclare dans la presse socialiste ne vouloir reconnaître qu'un seul genre de guerre, la guerre civile pour la victoire du socialisme, et qu'il préférerait se laisser fusiller plutôt que voter un seul cent pour une guerre de l'Amérique. (Voyez l'*Appeal to Reason*[81], n° 1032 du 11 septembre 1915), tandis que d'autre part, les Renaudel et les Sembat américains proclament la « défense de la patrie » et la « préparation à la guerre ». Et les Longuet et les Pressemane américains cherchent à réconcilier — les pauvres ! — les social-chauvins avec les internationalistes révolutionnaires.

Deux Internationales existent déjà. Celle de Sembat-Südekum-Hyndman-Plékhanov et Cie, et celle de K. Lieb-

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, *La guerre et la social-démocratie russe*. (*N.R.*)

knecht, de MacLean (instituteur écossais, condamné aux travaux forcés par la bourgeoisie anglaise pour avoir soutenu la lutte de classe des ouvriers), de Höglund (député suédois, condamné aux travaux forcés pour son agitation révolutionnaire contre la guerre et qui fut à Zimmerwald l'un des fondateurs de la « gauche de Zimmerwald »), des cinq députés de la Douma d'Empire, condamnés à la déportation perpétuelle en Sibérie pour leur agitation contre la guerre, etc. C'est d'une part l'Internationale de ceux *qui aident leurs gouvernements à mener la guerre impérialiste*, et de l'autre l'Internationale de ceux *qui luttent révolutionnairement contre cette guerre*. Et ni l'éloquence des bavards du Parlement, ni la « diplomatie » des « hommes d'Etat » du socialisme ne pourront unir ces deux Internationales. La deuxième Internationale a vécu. La troisième Internationale est déjà née. Et si elle n'est pas encore sanctifiée et baptisée par les grands prêtres et les papes de la deuxième Internationale, ayant été même maudite par eux (voyez les discours de Vandervelde et de Stauning), cela ne l'empêche pas d'acquérir tous les jours de nouvelles forces. C'est la troisième Internationale qui amènera le prolétariat à se défaire des opportunistes et c'est elle qui mènera les masses à la victoire durant la révolution sociale qui mûrit et approche.

Il faut, avant de terminer, que je réponde quelques mots à la polémique personnelle de Souvarine. Il demande (aux socialistes qui se trouvent en Suisse) de modérer les critiques personnelles qu'ils adressent à Bernstein, à Kautsky, à Longuet, etc... Pour ma part, je dois dire que je ne puis accéder à cette demande. Et tout d'abord, je ferai observer à Souvarine que ce ne sont pas des critiques personnelles que j'adresse aux hommes du « centre », c'est une critique politique. L'influence sur les masses de MM. Südekum, Plékhanov, etc., ne peut plus être sauvée : leur autorité est tellement compromise que partout c'est la police qui vient les défendre. Or, les hommes du « centre », par leur propagande « d'unité » et de « défense de la patrie », par leur désir de conciliation, par leurs efforts de voiler par des paroles les divergences les plus profondes, font le plus grand tort au mouvement ouvrier en retardant la faillite définitive de l'ascendant moral des social-chauvins, en prolon-

geant ainsi leur influence sur les masses, en ranimant le cadavre des opportunistes de la deuxième Internationale. Pour toutes ces raisons, je considère que la lutte contre Kautsky et les autres représentants du « centre » est pour moi un devoir socialiste.

Souvarine, entre autres, « adresse son discours à Guilbeaux, à Lénine, à tous ceux qui jouissent du privilège d'être au-dessus de la mêlée, privilège qui permet souvent de juger sainement les hommes et les choses du socialisme, mais qui comporte peut-être aussi certains inconvénients ».

L'allusion est transparente. A Zimmerwald, Ledebour exprima cette pensée avec moins d'ambages, lorsqu'il nous accusa, nous, « les gauches de Zimmerwald », de lancer de l'étranger des appels révolutionnaires aux masses. Je répéterai au citoyen Souvarine ce que j'ai dit à Ledebour, à Zimmerwald. Il s'est passé 29 ans depuis mon arrestation en Russie. Durant ces 29 ans, je n'ai pas cessé de lancer des appels révolutionnaires aux masses. Je l'ai fait de ma prison, de Sibérie, et, plus tard, de l'étranger. Et j'ai souvent rencontré dans la presse révolutionnaire aussi bien dans les discours des procureurs tsaristes, des « allusions » m'accusant de manquer de probité parce que, habitant l'étranger, je lançais des appels révolutionnaires aux masses de Russie. De la part de procureurs tsaristes, ces « allusions » ne sauraient étonner personne. Mais de la part de Ledebour, j'avoue que je m'attendais à des arguments d'un autre caractère. Ledebour a probablement oublié que Marx et Engels, par exemple, lorsqu'en 1847, ils écrivirent leur fameux *Manifeste Communiste*, lançaient, eux aussi, de l'étranger, des appels révolutionnaires aux ouvriers allemands ! La lutte révolutionnaire est souvent impossible sans une émigration des révolutionnaires. La France en a, plus d'une fois, fait l'expérience. Et le citoyen Souvarine ferait mieux de ne pas suivre le mauvais exemple de Ledebour et... des procureurs tsaristes.

Souvarine dit encore que Trotski « que nous (les minoritaires français) considérons comme un des éléments les plus extrêmes de l'extrême-gauche de l'Internationale, est simplement taxé de chauvinisme par Lénine. On conviendra qu'il y a là quelque exagération ».

Oui, certainement, « il y a là quelque exagération »,

seulement ce n'est pas de ma part qu'elle vient, c'est de la part de Souvarine. Car jamais je n'ai taxé de chauvinisme l'attitude de Trotski. Ce que je lui reproche, c'est d'avoir trop souvent représenté, en Russie, la politique du « centre ». Voici les faits. Depuis janvier 1912, la scission dans le P.O.S.D.R.[82] existe formellement. Notre parti (celui qui se groupe autour du Comité Central) accuse d'opportunisme l'autre parti, celui du Comité d'Organisation dont les leaders les plus connus sont Martov et Axelrod. Trotski appartenait au parti de Martov et ne l'a quitté qu'en 1914. Là-dessus, la guerre survint. La fraction de la Douma, celle de notre tendance, composée de cinq membres (Mouranov, Pétrovski, Chagov, Badaïev, Samoïlov) est déportée en Sibérie. Nos ouvriers à Pétrograd votent *contre* la participation aux comités des industries de guerre — (question pratique la plus importante pour nous. Pour la Russie, elle est aussi importante que celle de la participation ministérielle en France). D'autre part, les publicistes les plus connus et les plus influents du Comité d'Organisation, Potressov, Zassoulitch, Lévitski et autres, se prononcent en faveur de la « défense de la patrie » et de la participation aux comités des industries de guerre. Martov et Axelrod protestent et se prononcent contre la participation à ces comités, mais ne rompent pas avec leur parti, dont une fraction devenue chauvine accepte la participation. C'est pour cela que nous avons reproché à Martov, à Kienthal, de vouloir être le représentant du Comité d'Organisation tout entier, tandis qu'en réalité, il ne peut être que le représentant d'une fraction de cette tendance. La représentation de ce parti à la Douma (Tchkhéidzé, Skobélev et autres) est divisée. Une partie de ces députés sont pour la « défense de la patrie », les autres sont contre. Tous sont pour la participation aux comités des industries et ils emploient la formule équivoque de la nécessité de « sauver la patrie », ce qui, en somme, n'est qu'une autre expression pour la « défense de la patrie » de Südekum et Renaudel. De plus, ils ne protestent aucunement contre l'attitude de Potressov (en réalité, elle est analogue à celle de Plékhanov ; Martov a protesté publiquement contre Potressov et a refusé de collaborer à sa revue, parce qu'il avait invité Plékhanov à y collaborer).

Et Trotski ? Tout en ayant rompu avec le parti de Martov, il continue à nous reprocher d'être des scissionnistes. Il évolue peu à peu vers la gauche et demande même la scission avec les chefs des social-chauvins russes, mais ne nous dit pas définitivement si c'est l'unité ou la scission qu'il veut par rapport à la fraction de Tchkhéidzé. Et c'est précisément une question qui est des plus importantes. En effet, si la paix survenait demain, nous aurions après-demain de nouvelles élections à la Douma. Et immédiatement, se poserait devant nous la question de savoir si nous marchons avec Tchkhéidzé ou contre lui. Nous sommes contre cette alliance. Martov est pour. Et Trotski ? On ne sait pas. Dans les 500 numéros du journal russe paraissant à Paris, *Naché Slovo*, dont Trotski était un des rédacteurs, le mot décisif n'a pas été dit. Voilà pourquoi nous ne nous entendons pas avec Trotski.

Il ne s'agit pas d'ailleurs seulement de nous. A Zimmerwald, Trotski ne voulut pas s'associer à la « gauche de Zimmerwald ». Trotski avec le camarade Roland-Holst représentèrent le « centre ». Et voici ce qu'écrit maintenant la camarade Roland-Holst, dans le journal socialiste hollandais *Tribune* [83] (n° 159 du 23 août 1916) : « Ceux qui, comme Trotski et son groupe, veulent mener la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, doivent surmonter les conséquences des dissensions d'émigration, pour la plupart assez personnelles et qui désunissent l'extrême-gauche, et doivent s'unir aux léninistes. Le « Centre révolutionnaire » est impossible. »

Je m'excuse d'avoir parlé si longuement de nos relations avec Trotski et Martov, mais la presse socialiste française en parle assez souvent et les informations qu'elle donne au public sont souvent bien inexactes. Il faut que les camarades français soient mieux renseignés sur les faits concernant le mouvement social-démocrate en Russie.

Lénine

Rédigé dans la deuxième quinzaine de décembre (ancien style) 1916

Conforme à l'épreuve d'imprimerie du journal

Paru pour la première fois avec des coupures le 27 janvier 1918 dans le n° 48 du journal «La Vérité»

Publié intégralement pour la première fois en russe en 1929, dans le n° 7 (90) de la revue «Proletarskaïa Révolutsia»

PROJET DE THESES D'UN APPEL A LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE ET A TOUS LES PARTIS SOCIALISTES[84]

1. Au tournant de la politique mondiale, allant de la guerre impérialiste à la déclaration de plusieurs gouvernements bourgeois en faveur d'une paix impérialiste, correspond à présent un tournant dans le développement du socialisme mondial.

2. Le premier tournant provoque un déluge de phrases, de promesses, d'assurances pacifistes, doucereuses et sentimentales, par lesquelles la bourgeoisie et les gouvernements impérialistes s'efforcent de mystifier les peuples et de les amener « pacifiquement » à un état où ils paieront docilement les frais de la guerre de pillage, s'appliquent à désarmer pacifiquement des millions de prolétaires, à camouffler par des demi-concessions les tractations qui se préparent au sujet du partage des colonies et de l'étouffement financier (et politique, le cas échéant) des nations faibles, tractations auxquelles se réduit la paix impérialiste à venir et qui continuent directement les traités secrets de brigandage existant à l'heure actuelle, notamment ceux qui ont été conclus pendant la guerre entre *toutes* les puissances des *deux* coalitions impérialistes belligérantes.

3*. Le deuxième tournant est marqué par la « réconciliation » des social-chauvins qui ont trahi le socialisme, sont passés dans le camp du nationalisme bourgeois ou de l'impérialisme, et qui constituent un courant déterminé avec *l'aile droite des zimmerwaldiens*, représentée par Kautsky et Cie en Allemagne, Turati et Cie en Italie, Longuet-

* A fusionner avec le paragraphe 4.

Pressemane-Merrheim en France, etc. En s'unissant sur des phrases pacifistes creuses qui ne veulent rien dire et n'engagent à rien, qui *camouflent* en fait la politique et la paix impérialistes, en les *fardant* au lieu de les démasquer, ces deux courants font un pas décisif dans la voie de la mystification éhontée des ouvriers, du renforcement, au sein du mouvement ouvrier, de la domination de la politique ouvrière bourgeoise, dissimulée sous des phrases socialistes, menée par les chefs et les couches privilégiées de la classe ouvrière qui ont aidé les gouvernements et la bourgeoisie à poursuivre la guerre impérialiste de pillage en la baptisant « défense de la patrie ».

4. La politique social-pacifiste ou politique de la phrase social-pacifiste, qui prédomine actuellement dans les partis socialistes des principaux pays d'Europe (voir l'intervention de Kautsky avec ses cinq articles pacifistes dans la presse social-démocrate allemande et la déclaration simultanée des chefs du social-impérialisme dans la Chemnitzer *Volksstimme*, où ils se prononcent entièrement en faveur de la paix et de l'unité avec les kautskistes sur la base de formules pacifistes ; le manifeste pacifiste de l'opposition kautskiste allemande du 7 janvier 1917 ; le vote unanime des longuettistes et de Renaudel et Cie au congrès du parti socialiste en France ; le vote de Jouhaux et de Merrheim, ainsi que de Broutchoux, au congrès de la Confédération Générale du Travail, *pour* des résolutions rédigées en phrases pacifistes dupant le peuple ; l'intervention pacifiste du même genre de Turati, le 17 décembre 1916 et la défense de sa position par l'ensemble du parti socialiste italien), — cette politique signifie, *quelles que soient* les conditions de la paix en préparation entre les gouvernements actuels, c'est-à-dire *bourgeois*, des *deux* coalitions impérialistes, la transformation des organisations socialistes et syndicales (Jouhaux et Merrheim) en un *instrument* des intrigues gouvernementales et de la diplomatie impérialiste secrète.

5. Les éventuelles conditions de la paix préparée actuellement par les gouvernements bourgeois des deux coalitions impérialistes sont déterminées, en fait, par les *changements* survenus et à survenir dans les rapports de *force* en fonction de la guerre. Dans leurs grandes lignes, ces changements

sont les suivants : (a) la coalition impérialiste allemande s'est jusqu'à présent révélée beaucoup plus forte que sa rivale, et les territoires occupés par les troupes de l'Allemagne et de ses alliés constituent dans leurs mains un *gage* lors du nouveau partage impérialiste du monde (des colonies, des pays faibles, des sphères d'influence du capital financier, etc.) que la paix ne fera que consacrer formellement ; (b) la coalition impérialiste anglaise espère améliorer sa situation militaire au printemps ; mais (c) l'épuisement provoqué par la guerre et, *surtout*, la difficulté pour l'oligarchie financière de piller les peuples *encore* plus que ne l'ont permis les « profits de guerre » inouïs suscitent, étant donné la crainte de la révolution prolétarienne, le désir de certains milieux bourgeois de terminer la guerre au plus vite par un marché entre les deux groupes de brigands impérialistes ; (d) dans la politique mondiale, on constate un tournant allant de la coalition anglo-russe contre l'Allemagne à une coalition (d'un caractère tout aussi impérialiste) germano-russe contre l'Angleterre, — vu que le tsarisme n'est pas en état de conquérir Constantinople, promis par des traités secrets avec la France, l'Angleterre, l'Italie, etc., et qu'il vise à compenser ses pertes par le partage de la Galicie, de l'Arménie, et peut-être de la Roumanie, etc., ainsi que par une alliance avec l'Allemagne pour le pillage de l'Asie contre l'Angleterre ; (e) un autre grand tournant dans la politique mondiale est marqué par l'enrichissement prodigieux, aux dépens de l'Europe, du capital financier des Etats-Unis d'Amérique qui, au cours de ces tout derniers temps, a accru ses armements (de même que l'impérialisme japonais, qui est cependant beaucoup plus faible) dans des proportions inouïes, et qui est très heureux de détourner de ces armements l'attention de « ses » ouvriers par des phrases pacifistes bon marché *au sujet... de l'Europe* !

6. La bourgeoisie, qui craint la révolution prolétarienne, est obligée d'essayer par tous les moyens de camouffler et de farder cette situation politique objective, cette réalité impérialiste, d'en détourner l'attention des ouvriers, de mystifier ces derniers, et le meilleur moyen en est des phrases n'engageant à rien, hypocrites, habituelles pour une diplomatie entièrement fondée sur le mensonge, à propos

d'une paix « démocratique », de la liberté des petits peuples « en général », de la « limitation des armements », etc. Cette mystification des peuples est d'autant plus facilement opérée par la bourgeoisie impérialiste qu'en parlant, par exemple, de « paix sans annexions », *toute* bourgeoisie entend les annexions de sa *rivale* et « passe modestement sous silence » les annexions *déjà* effectuées par *elle-même*. Les Allemands « oublient » qu'ils ont déjà annexé *en fait*, non seulement Constantinople, Belgrade, Bucarest et Bruxelles, mais aussi l'Alsace-Lorraine, une partie du Slesvig, la Pologne prussienne, etc. Le tsarisme et ses laquais, les bourgeois impérialistes de Russie (y compris Plékhanov, Potressov et Cie, c'est-à-dire la majorité du parti du Comité d'Organisation en Russie) « oublient » que la Russie n'a pas seulement annexé Erzéroum et une partie de la Galicie, mais aussi la Finlande, l'Ukraine, etc. Les bourgeois français « oublient » qu'avec les Anglais ils ont pillé les colonies de l'Allemagne. Les bourgeois italiens « oublient » qu'ils pillent la Tripolitaine, la Dalmatie, l'Albanie, etc., et ainsi de suite...

7. Etant donné cette situation objective, la tâche évidente et impérieuse des partisans de toute politique socialiste sincère, de toute politique prolétarienne honnête (pour ne rien dire de la politique marxiste consciente) consiste avant tout à *dénoncer l'hypocrisie pacifiste et démocratique de leur propre gouvernement et de leur propre bourgeoisie*, d'une façon conséquente et méthodique, hardiment et sans réserves. Sinon, toutes les phrases sur le socialisme, le syndicalisme, l'internationalisme ne sont qu'une mystification du peuple, car dénoncer les annexions de ses concurrents impérialistes (que ces derniers soient explicitement désignés ou seulement sous-entendus, au moyen de phrases contre les annexions « en général » et autres procédés « diplomatiques » servant à déguiser ses propres pensées) correspond bel et bien à l'intérêt et au profit de *tous* les journalistes véreux, de tous les impérialistes, y compris ceux qui se sont travestis en socialistes, tels que Scheidemann et Cie, Sembat et Cie, Plékhanov et Cie, etc.

8. Turati et Cie, Kautsky et Cie, Longuet et Merrheim et Cie, qui représentent tout un courant du socialisme inter-

national et qui, *en fait, objectivement,* — quelles que soient leurs très vertueuses intentions — aident tout simplement « leurs » bourgeoisies impérialistes respectives à *duper* les peuples, à *enjoliver* leurs objectifs impérialistes, n'ont absolument pas compris cette obligation expresse qui leur incombe. Ces social-pacifistes, socialistes en paroles et porteurs de l'hypocrisie pacifiste bourgeoise en fait, jouent à présent un rôle rigoureusement identique à celui que les prêtres chrétiens ont joué au cours des siècles en fardant de phrases sur l'amour du prochain et sur les enseignements du Christ la politique des classes exploiteuses, des maîtres d'esclaves, des féodaux et des capitalistes, en *faisant admettre* aux classes opprimées la domination de ces derniers.

9. Une politique qui ne trompe pas les ouvriers mais leur ouvre les yeux doit consister en ceci :

(a) Dans chaque pays, le socialiste est tenu, précisément maintenant, alors que la question de la paix est à l'ordre du jour, à démasquer plus énergiquement que jamais *son* gouvernement et *sa* bourgeoisie, à dénoncer les traités secrets qu'*ils* ont conclus ou sont en train de conclure avec *leurs* alliés impérialistes sur le partage des colonies et des sphères d'influence, sur les entreprises financières menées conjointement dans d'autres pays, sur l'accaparement des actions, sur les monopoles, les concessions, etc.

Car c'est en cela et *uniquement* en cela que réside le *fondement* réel, effectif, authentique, l'essence de la paix impérialiste en préparation, tout le reste n'étant qu'une mystification du peuple. Etre pour une paix démocratique, sans annexions, etc., ce n'est pas faire des serments et jurer ses grands dieux en répétant ces paroles, mais dévoiler *en fait, précisément sa* bourgeoisie qui détruit par ses *actes* ces grands principes du socialisme véritable et de la vraie démocratie.

Car tout parlementaire, rédacteur, secrétaire de syndicat ouvrier, journaliste, militant politique, *peut toujours* recueillir la documentation dissimulée par le gouvernement et les financiers et qui contient la *vérité* sur les bases réelles des tractations impérialistes, et les socialistes qui *ne remplissent pas* ce devoir *trahissent* le socialisme. Il n'est pas douteux qu'*aucun* gouvernement n'autorisera, surtout à présent, la libre publication de textes dénonçant sa poli-

tique réelle, ses traités, ses combinaisons financières, etc. Ce n'est pas une raison pour renoncer à les révéler. C'est une raison de ne pas se soumettre servilement à la censure, et d'avoir recours à des publications libres, non censurées, clandestines.

Car un socialiste *étranger* ne peut pas dénoncer le gouvernement et la bourgeoisie de l'Etat qui est en guerre contre « sa » nation, non seulement parce qu'il ignore la langue, l'histoire, les particularités du peuple, etc., mais aussi parce qu'une *telle* dénonciation tient de l'intrigue *impérialiste* et non du devoir *internationaliste*.

N'est pas internationaliste celui qui proclame avec force serments et en jurant ses grands dieux qu'il est internationaliste, mais celui-là seulement qui lutte effectivement en internationaliste contre *sa* bourgeoisie, contre *ses* social-chauvins, contre *ses* kautskistes.

(b) Dans chaque pays, le socialiste doit souligner par-dessus tout, à l'heure présente, dans son agitation, la nécessité d'une méfiance absolue à l'égard, non seulement de chaque phrase politique de *son* gouvernement, mais aussi de chaque phrase politique de *ses* social-chauvins, qui servent *en fait* ce gouvernement.

(c) Dans chaque pays, le socialiste doit expliquer par-dessus tout aux masses cette vérité manifeste qu'une paix réellement durable, réellement démocratique (sans annexions, etc.), *ne* peut être conclue maintenant *qu'*à la condition que ce *ne* soient *pas* les gouvernements actuels et en général *pas* les gouvernements *bourgeois* qui la signent, mais des gouvernements *prolétariens*, qui auront renversé la domination de la bourgeoisie et entrepris son expropriation.

La guerre a démontré avec une évidence particulière, et pratiquement, cette vérité que répétaient avant la guerre tous les chefs du socialisme, aujourd'hui ralliés à la bourgeoisie, à savoir que la société capitaliste moderne, tout au moins dans les pays avancés, est parfaitement mûre pour le passage au socialisme. Si, pour tendre au maximum les forces du peuple en vue de la guerre de pillage, l'Allemagne, par exemple, a dû diriger toute la vie économique d'un peuple de 66 millions d'habitants *à partir d'une seule institution centrale*, dans l'intérêt de quelque cent ou deux

cents magnats financiers ou nobliaux, de la monarchie et Cie, les masses non possédantes peuvent très bien faire la *même chose* dans l'intérêt des $^{9}/_{10}$ de la population, si les ouvriers conscients dirigent leur lutte en se libérant de l'influence des social-impérialistes et des social-pacifistes.

Toute l'agitation pour le socialisme doit cesser d'être abstraite et générale pour devenir concrète et immédiatement pratique : en expropriant les banques, en vous appuyant sur la masse et en agissant dans son intérêt, faites la *même chose* que ce que la *WUMBA** fait en Allemagne !

(d) Dans chaque pays, le socialiste doit expliquer aux masses cette vérité incontestable que, si l'on prenait au sérieux, sincèrement et honnêtement, les paroles sur la « paix démocratique », au lieu de les employer comme une phrase *chrétienne* mensongère camouflant une paix *impérialiste*, les ouvriers *n'auraient qu'un* moyen de réaliser effectivement une telle paix, effectivement *dès maintenant : ce serait de tourner les armes contre leur gouvernement* (c'est-à-dire de suivre le conseil de Karl Liebknecht, condamné au bagne pour cette raison et qui a exprimé en d'autres termes ce que notre Parti a appelé dans son manifeste du 1er novembre 1914** la transformation de la guerre impérialiste en une guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie et pour le socialisme).

Lorsque le manifeste de Bâle du 24 novembre 1912, signé par *tous* les partis socialistes et visant *précisément cette guerre* qui a éclaté, menaçait les gouvernements de la « *révolution prolétarienne* » en liaison avec la guerre imminente, lorsqu'il se référait à la Commune de Paris, il disait la vérité que les traîtres au socialisme récusent lâchement à l'heure actuelle. Car enfin, si, en 1871, les ouvriers parisiens ont pu utiliser l'excellent armement que Napoléon III leur avait mis entre les mains pour atteindre ses objectifs impériaux, afin de tenter, dans un effort héroïque et acclamé par les socialistes du monde entier, de renverser

---

* Waffen und Munitionbeschaffungsamt : Direction de l'approvisionnement en armes et en munitions. (*N R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, *La guerre et la social-démocratie russe*. (*N.R.*)

la bourgeoisie et de conquérir le pouvoir afin d'instaurer le socialisme, — une telle tentative serait 1 000 fois plus réalisable et promise au succès à présent, alors qu'un nombre infiniment plus grand d'ouvriers mieux organisés et plus conscients de plusieurs pays ont entre les mains un armement bien supérieur et que les masses sont chaque jour plus éclairées et acquises aux idées révolutionnaires par la marche de la guerre. Et l'obstacle principal qui s'oppose de nos jours au démarrage dans tous les pays d'une propagande et d'une agitation systématiques dans cet esprit n'est nullement la « fatigue des masses », qu'invoquent mensongèrement les Scheidemann plus Kautsky, etc., — les «masses » ne sont pas encore fatiguées de tirer et elles tireront encore plus au printemps si leurs ennemis de classe ne s'entendent pas sur le partage de la Turquie, de la Roumanie, de l'Arménie, de l'Afrique, etc., — mais la *confiance* accordée par une partie des ouvriers conscients aux social-impérialistes et aux social-pacifistes ; détruire la confiance en ces courants, *idées*, positions *politiques*, doit devenir la tâche essentielle de l'heure.

La question de savoir dans quelle mesure cette tentative est réalisable du point de vue de *l'état d'esprit* des masses les plus larges ne peut être *tranchée* que par le déclenchement le plus résolu, le plus général, le plus énergique d'une campagne d'agitation et de propagande, par le soutien le plus sincère et le plus inconditionnel de tous les témoignages révolutionnaires de l'exaspération croissante des masses, des grèves et manifestations, et qui obligent les représentants de la bourgeoisie russe à reconnaître franchement que la révolution est en marche, et qui ont contraint Helfferich à dire au Reichstag : « Mieux vaut garder en prison les social-démocrates de gauche que de voir des cadavres sur la place de Potsdam», c'est-à-dire à avouer que l'agitation des gauches *dispose* d'une base dans les masses.

En tout état de cause, l'alternative que les socialistes doivent clairement poser devant les masses est celle-ci : ou bien continuer à s'entre-tuer pour les profits des capitalistes, à supporter la vie chère, la famine, le poids des dettes s'élevant à des milliards et la comédie d'un *armistice* impérialiste camouflé par des promesses démocratiques et réformatrices, ou bien le soulèvement contre la bourgeoisie.

Un parti révolutionnaire qui a ouvertement, à la face du monde entier, menacé les gouvernements de la « révolution prolétarienne » au cas où serait déclenchée une guerre, comme *celle* précisément qui a éclaté, se suicide moralement s'il ne conseille pas aux ouvriers et aux masses de diriger toutes leurs pensées et tous leurs efforts vers l'insurrection, alors que les masses sont très bien armées, parfaitement entraînées au métier des armes et tourmentées par la conscience de l'absurdité criminelle de cette boucherie impérialiste à laquelle elles contribuent jusqu'à présent.

(e) Les socialistes doivent mettre l'accent dans leur activité sur la lutte contre le réformisme dont les idées bourgeoises ont toujours corrompu le mouvement ouvrier révolutionnaire, et qui a pris ces temps-ci une forme quelque peu particulière. A savoir : il « s'appuie » sur des réformes que la bourgeoisie aura à appliquer après la guerre ! Il pose la question de telle sorte que nous avons l'air, en prônant, en propageant, en préparant la révolution socialiste du prolétariat, de « négliger » l'aspect « pratique » des choses, de « perdre » les chances de réformes.

Cette façon de poser la question, habituelle chez les social-chauvins comme chez les partisans de Kautsky, qui a pu qualifier d'« aventure » les manifestations de rue, est éminemment antiscientifique, fausse, mensongère, bourgeoise.

Pendant la guerre, le capitalisme mondial a fait un pas en avant, non seulement vers la concentration en général, mais aussi vers la conversion des monopoles en *capitalisme d'Etat* sur une échelle encore plus vaste qu'auparavant. Des réformes économiques dans ce sens sont inévitables.

Dans le domaine politique, la guerre impérialiste a démontré que, du point de vue des impérialistes, il est *parfois* beaucoup plus avantageux d'avoir pour alliée une petite nation indépendante politiquement et dépendante financièrement que de risquer de voir se produire pendant la guerre des « incidents » irlandais ou tchèques (c'est-à-dire des soulèvements ou le passage de régiments entiers aux côtés de l'ennemi). Pour cette raison, il est parfaitement possible que, parallèlement à la politique d'étouffement pur et simple des petites nations, à laquelle l'impé-

rialisme ne pourra jamais renoncer complètement, il puisse pratiquer dans certains cas une politique d'alliance « librement consentie » (c'est-à-dire provoquée uniquement par l'étranglement financier) avec de nouveaux petits États nationaux ou avec des avortons d'État du genre de la Pologne.

Il ne s'ensuit nullement que les social-démocrates puissent, sans se trahir, « voter » de telles « réformes » des impérialistes ou s'y associer.

Seuls les réformistes bourgeois, dont Kautsky, Turati, Merrheim ont *en fait* adopté les positions, peuvent poser la question ainsi : *ou bien* renoncer à la révolution et réaliser des réformes, *ou bien* aucune réforme.

Toute l'expérience de l'histoire mondiale, ainsi que celle de la révolution russe de 1905, nous enseigne le contraire : *ou bien* la lutte de classe révolutionnaire, qui a *toujours* pour produit accessoire des réformes (en cas de succès incomplet de la révolution), *ou bien* aucune réforme.

Car *l'unique* force *réelle* qui entraîne des changements inévitables est l'énergie révolutionnaire des masses, non pas celle qui reste simplement sur le papier, comme ce fut le cas de la IIe Internationale, mais celle qui aboutit à la propagande, à l'agitation et à l'organisation révolutionnaires généralisées des masses par les partis eux-mêmes, marchant en tête et non à la remorque de la révolution.

Ce n'est qu'en proclamant ouvertement la révolution, en éloignant des partis ouvriers tous ses adversaires ou tous les « sceptiques », ce n'est qu'en donnant une impulsion révolutionnaire à *toute* l'activité des partis que la social-démocratie peut, à des époques de l'histoire mondiale aussi « *critiques* » que la nôtre, assurer aux masses, soit un succès total de leur cause, si la révolution est soutenue par de très larges masses, soit des réformes, c'est-à-dire des concessions de la bourgeoisie en cas de succès incomplet de la révolution.

Autrement, avec la politique des Scheidemann et des Kautsky, il n'y a *aucune* garantie que les réformes ne soient réduites à néant ou réalisées avec de telles restrictions policières et réactionnaires qu'elles *excluront* la possibilité pour le prolétariat de s'appuyer sur elles à l'avenir quand il reprendra la lutte pour la révolution.

(f) Les socialistes doivent appliquer sérieusement le mot d'ordre de Karl Liebknecht. La sympathie des *masses* pour ce nom est l'une des *garanties* de la possibilité et de la fécondité de l'action révolutionnaire. L'attitude de Scheidemann et Cie, de Kautsky et Cie à l'égard de ce nom est un modèle d'hypocrisie, le salut *en paroles* « aux Liebknecht de tous les pays » allant de pair avec une lutte *de fait* contre la tactique de Liebknecht.

Celui-ci a rompu non seulement avec les Scheidemann (les Renaudel, les Plékhanov, les Bissolati), mais aussi avec le *courant* de Kautsky (de Longuet, d'Axelrod, de Turati).

Liebknecht proclamait déjà dans sa lettre au Parteivorstand* du *2 octobre 1914* :

« Ich habe erklärt, dass die deutsche Partei, nach meiner innersten Ueberzeugung, von der Haut bis zum Mark *regeneriert* werden muss, wenn sie das Recht nicht verwirken will, sich sozialdemokratisch zu nennen, wenn sie sich die jetzt gründlich verscherzte Achtung der Welt wiedererwerben will » (*Klassenkampf gegen den Krieg ! Material zum « Fall Liebknecht »*, Seite 22). (Geheim gedruckt in Deutschland : « Als Manuskript gedruckt ».)**

Tous les partis doivent adopter ce mot d'ordre de Liebknecht, et il serait évidemment ridicule de croire qu'on pourrait l'appliquer sans exclure du parti les Scheidemann, les Legien, les Renaudel, les Sembat, les Plékhanov, les Vandervelde et Cie, ou sans rompre avec la politique des concessions à la tendance de Kautsky, de Turati, de Longuet et de Merrheim.

* * *

10. Nous demandons, pour cette raison, la convocation d'une conférence des zimmerwaldiens, à laquelle nous soumettons les propositions suivantes :

---

* Comité directeur du parti. (*N.R.*)

** « J'ai déclaré que le parti allemand doit, selon ma profonde conviction, être *régénéré* de haut en bas s'il ne veut pas perdre le droit de s'appeler social-démocrate, s'il a l'intention de rétablir son prestige, usé jusqu'à la corde à l'heure actuelle aux yeux du monde » (*Lutte de classe contre la guerre ! Matériaux relatifs à l'« Affaire Liebknecht »*, p. 22). (Edité clandestinement en Allemagne : « Publié à titre de manuscrit ».) (*N.R.*)

(1) Rejeter résolument, sans réserve, en tant que réformisme bourgeois (sur la base des thèses ci-dessus exposées), le pacifisme socialiste d'une tendance bien délinie : celle de Longuet-Merrheim, Kautsky, Turati, etc., qui a déjà été repoussé en principe à Kienthal et doit l'être sous la forme concrète prônée par les représentants précités des *courants*.

(2) Proclamer une rupture tout aussi résolue avec le social-chauvinisme sur le plan de l'organisation également.

(3) Indiquer à la classe ouvrière ses tâches révolutionnaires, immédiates et urgentes, étant donné que les masses sont poussées à bout par la guerre et le mensonge des phrases pacifistes grandiloquentes de la bourgeoisie.

(4) Reconnaître ouvertement que la politique du parti socialiste italien, engagé dans la voie du pacifisme, et celle du parti social-démocrate suisse ont entièrement rompu avec les décisions et l'esprit de Zimmerwald et de Kienthal, et condamner ouvertement ces deux politiques ; le parti social-démocrate suisse a voté l'autorisation des impôts indirects à Zürich le 4 novembre 1916, et grâce à l'alliance du « centriste » R. Grimm avec les social-patriotes Greulich, G. Müller et Cie, a fait ajourner le 7 janvier 1917, à une date indéterminée, le congrès spécial du parti prévu pour le 11 février 1917, qui devait discuter de la question de la guerre ; ce parti tolère aujourd'hui tacitement l'ultimatum pur et simple de ces mêmes chefs social-patriotes qui menacent délibérément de se démettre de leurs mandats si le parti rejette la défense de la patrie.

La triste expérience de la IIe Internationale a suffisamment montré les graves inconvénients de la pratique consistant à accompagner *en fait* des décisions révolutionnaires « générales », formulées en phrases creuses, d'une activité réformiste, à proclamer l'internationalisme tout en refusant d'examiner *en commun* dans un esprit réellement internationaliste les questions fondamentales concernant la tactique de chacun des partis adhérant à l'association internationale.

Dès avant Zimmerwald et à la conférence même, notre Parti avait estimé de son devoir d'informer les camarades que nous condamnions sans détour le pacifisme, la propagande abstraite de la paix, en tant que mystification bour-

geoise (il s'agit de la résolution de notre parti distribuée à Zimmerwald en allemand dans la brochure *Le socialisme et la guerre** et en français dans une feuille contenant la traduction des résolutions). La *gauche de Zimmerwald*, à la formation de laquelle nous avons participé, s'est organisée séparément à Zimmerwald même, justement pour montrer que nous soutenions l'union zimmerwaldienne *dans la mesure* où elle luttait contre le social-chauvinisme.

Il est définitivement apparu aujourd'hui, selon notre profonde conviction, que la majorité de Zimmerwald ou droite zimmerwaldienne s'est orientée *effectivement* non vers la lutte contre le social-chauvinisme, mais vers une capitulation intégrale, vers la fusion avec celui-ci sur la plate-forme de phrases pacifistes creuses. Et nous estimons de notre devoir de déclarer hautement qu'entretenir des illusions quant à l'unité de Zimmerwald et à sa lutte pour la IIIe Internationale dans ces conditions porte le plus grave préjudice au mouvement ouvrier. Il ne s'agit ni d'une « menace » ni d'un « ultimatum », mais de faire connaître publiquement notre décision, au cas où cette situation reste inchangée, de quitter l'union de Zimmerwald.

Rédigé avant le 25 décembre 1916 (avant le 7 janvier 1917) — *Conforme au manuscrit*

Paru pour la première fois en 1931, dans le Recueil Lénine XVII

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « La conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. » (*N.R.*)

A V. KARPINSKI[85]

Chers camarades,

Je vous communique une information *extrêmement importante.*

Examinez-la vous-mêmes et transmettez-la ensuite à Brillant* et à Guilbeaux : on verra bien *pour* qui ils sont et *ce qu'*ils sont : des poltrons ou des hommes capables de combattre.

T o u t e la lutte va désormais se jouer là-dessus.

Dites-moi quelle a été leur attitude et s'il y a des chances de faire paraître une protestation ou une lettre ouverte.

Il faut utiliser le fait que *Naine* est une autorité incontestée dans la Suisse française.

Meilleurs saluts. Votre

Dimanche, le 7 janvier 1917, le Comité directeur (Parteivorstand) du parti socialiste suisse s'est réuni à Zürich.

Une décision déshonorante a été adoptée : l'ajournement à une date indéterminée du congrès du parti qui devait avoir lieu le 11 février 1917, à Berne, spécialement pour discuter de la question de la guerre. Motifs : il faut lutter contre la vie chère ; les ouvriers ne sont pas prêts ; l'unanimité n'a pas été réalisée en commission, etc. Ce sont des motifs absolument injurieux pour le parti. (La commission a déjà préparé et *imprimé* deux projets *confidentiels* : celui d'Affolter, Nobs, Schmid, Naine et Graber *contre* la défense de la patrie, celui de G. Müller, Pflüger, *Huber* et Klöti *pour* la défense de la patrie.)

---

* Pseudonyme de Gr. Sokolnikov. (*N.R.*)

La séance du 7 janvier a été très orageuse. *Grimm* marchait en tête des droitiers, c'est-à-dire des opportunistes, c'est-à-dire des nationalistes, criait les pires vilenies contre les « étrangers », contre les *jeunes*, les accusait de « scissionnisme » (!!!), etc. Naine, Platten, Nobs, Münzenberg sont intervenus *fermement* contre l'ajournement du congrès. Naine a déclaré carrément à Grimm que celui-ci se discréditait en tant que « secrétaire international » !

La décision adoptée signifie que Grimm a complètement trahi et que les chefs opportunistes, les social-nationalistes, *se moquent du parti. Toute* l'union de Zimmerwald-Kienthal et son action sont *pratiquement* transformées en un vain bavardage par une poignée de chefs (Grimm y compris), qui menacent de se démettre de leur mandat (sic) si l'on rejette la défense de la patrie, et qui ont décidé de *ne pas laisser* discuter cette question par la « populace » du parti avant la fin de la guerre. La *Grütlianer*[86] (du 4 et du 8 janvier) dit la *vérité* en soufflétant un *tel* parti.

Toute la lutte des gauches, toute la lutte *pour* Zimmerwald et Kienthal est transposée à présent sur un autre terrain : la lutte contre cette clique de chefs qui ont déshonoré le parti. Il faut réunir partout les gauches et discuter les moyens de lutte. Dépêchez-vous !

Le meilleur moyen de lutte ne serait-il pas (il n'y a pas une minute à perdre) de faire adopter dès maintenant à La Chaux-de-Fonds et à Genève des résolutions de protestation plus des lettres ouvertes à Naine et de les publier immédiatement ? Il n'est pas douteux que les « chefs » feront jouer tous les ressorts afin qu'aucune protestation ne paraisse dans les journaux.

Dans la lettre ouverte, exposer franchement tout ce qui est dit ici et poser carrément la question : (1) Naine dément-il ces faits ? (2) estime-t-il qu'il est *tolérable*, dans un parti démocratique de socialistes, d'annuler une décision de congrès par une décision du Comité directeur ? — (3) qu'il est *tolérable* de cacher au parti les votes et les *discours* des traîtres au socialisme à la séance du 7 janvier 1917 ? — (4) qu'il est *tolérable* de s'accommoder d'un président de l'Internationale Sozialistische Kommission (Grimm) qui prononce des phrases de gauche tout en *aidant* les nationalistes suisses, les adversaires de Zimmerwald,

les « défenseurs de la patrie » Pflüger, *Huber* et Cie, à *saboter* pratiquement les décisions de Zimmerwald ? — (5) qu'il est tolérable d'injurier dans le *Berner Tagwacht* les social-patriotes allemands tout en aidant *en secret* les social-patriotes suisses ? etc.

Je le répète : ils ne laisseront rien passer dans les journaux. C'est évident. Publier une lettre ouverte à Naine au nom d'un groupe quelconque est le meilleur moyen. Si c'est possible, dépêchez-vous et répondez sans retard.

Rédigé le 26 décembre 1916 (8 janvier 1917) *Conforme au manuscrit*
Publié pour la première fois en 1929 dans le Recueil Lénine XI

LETTRE OUVERTE A CHARLES NAINE, MEMBRE DE LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE A BERNE

Cher camarade,

Le discours prononcé le 7 janvier dernier à la séance du Comité directeur du parti par Monsieur le conseiller national Robert Grimm, s'associant à l'ensemble des social-nationalistes et parlant dans une large mesure, en tant que leur leader, *en faveur* de l'ajournement du congrès du parti, fait déborder la coupe et démasque définitivement M. le conseiller national R. Grimm.

Le président de la Commission socialiste internationale élue à Zimmerwald, président des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, représentant le plus « notoire » de l'organisation zimmerwaldienne devant le monde entier, intervient aux côtés des social-patriotes et à leur tête en trahissant manifestement Zimmerwald; il propose de saborder le congrès du parti, dont la convocation avait été depuis longtemps décidée tout spécialement pour trancher, dans le pays de l'Europe le plus libre et le plus influent au point de vue international, étant donné les circonstances de lieu et de temps, la question de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste!!

Peut-on se taire ? Peut-on garder le sang-froid devant un fait pareil, qui déshonorerait à jamais et réduirait définitivement à une pure comédie le mouvement zimmerwaldien tout entier si le masque n'était pas arraché à M. le conseiller national R. Grimm?

Parmi les partis socialistes européens, le parti suisse est le seul qui ait ouvertement et officiellement donné son

adhésion à Zimmerwald au cours d'un congrès tenu légalement, sans être entravé par la censure et les autorités militaires ; le seul qui ait soutenu Zimmerwald, qui ait fourni deux membres à la Commission socialiste internationale, qui soit apparu devant le monde entier comme le principal représentant du mouvement zimmerwaldien, abstraction faite du parti italien, placé dans des conditions infiniment plus difficiles par suite de l'état de guerre. Et voici que, dans ce parti socialiste suisse qui, à son congrès de Zürich (4-5 novembre 1916), décidait irrévocablement — après des atermoiements provoqués notamment par la lutte contre les social-patriotes déclarés qui ne se sont séparés qu'en automne 1916 pour former le Grütli-Verein* — de convoquer un congrès spécial à Berne, en février 1917, pour trancher la question de la guerre et de la défense de la patrie, voici qu'il s'y est trouvé des hommes résolus à empêcher la convocation de ce congrès, à la faire échouer, à ne pas laisser les ouvriers discuter et régler *eux-mêmes*, précisément au cours de la guerre, la question de leur attitude envers la clique militariste et la défense de la patrie.

Et c'est à la tête de ces gens-là, dont la politique est une insulte à tout le mouvement zimmerwaldien, que s'est trouvé le président de la Commission socialiste internationale !

N'est-ce pas là une trahison complète à l'égard de Zimmerwald ? N'est-ce pas là *cracher* sur toutes les décisions de Zimmerwald ?

Il suffit de considérer ne serait-ce que quelques-uns des motifs officiellement invoqués en faveur de l'ajournement du congrès pour comprendre pleinement le sens de cette mesure.

« Les ouvriers, voyez-vous, ne sont pas encore prêts » à résoudre cette question !

Il est dit maintes et maintes fois dans tous les manifestes, dans toutes les résolutions de Zimmerwald et de Kienthal, que la défense de la patrie dans une guerre impérialiste, une guerre mettant aux prises deux coalitions impérialistes, une guerre pour le pillage des colonies et l'étranglement des nations faibles, est une trahison à l'égard

* La Société de Grütli. (*N.R.*)

du socialisme, qu'il s'agisse de « grandes puissances » ou de petites nations demeurées neutres pour le moment. Cette idée est reprise des dizaines de fois dans tous les documents officiels de Zimmerwald et de Kienthal. Tous les journaux socialistes suisses, notamment la *Berner Tagwacht* qui a pour rédacteur en chef M. le conseiller national R. Grimm, l'ont remâchée et rabâchée dans des centaines d'articles et d'entrefilets. Il a été souligné des centaines de fois dans les adresses de sympathie à K. Liebknecht, Höglund, MacLean et d'autres que, de l'avis unanime des zimmerwaldiens, ces militants ont compris *exactement* la situation et les intérêts de la *masse*, que la sympathie de la *masse*, précisément, c'est-à-dire de la majorité des opprimés et des exploités, est de *leur* côté, que l'instinct de classe des prolétaires leur fait saisir partout — dans la « grande » Allemagne belligérante comme dans la petite Suisse neutre — cette vérité que la défense de la patrie dans la guerre impérialiste est *une trahison envers le socialisme*.

Or, voici qu'à présent le président de la Commission socialiste internationale, approuvé avec enthousiasme et ardemment soutenu par tous les représentants *avérés* du social-patriotisme au sein du parti socialiste suisse, H. Greulich, P. Pflüger, Huber, Manz-Schäppi, etc., défend l'argument hypocrite et mensonger selon lequel le congrès du parti est différé parce que « les ouvriers ne sont pas prêts ».

C'est là une hypocrisie et un mensonge révoltants, intolérables. Chacun sait — et le *Grütlianer* publie ouvertement cette amère vérité — que le congrès est ajourné parce que les social-patriotes sus-indiqués *craignent* les ouvriers, *craignent* une décision des ouvriers contraire à la défense de la patrie, et *menacent* de déposer leurs mandats au National-Rath s'il est décidé de rejeter la défense de la patrie. Les « chefs » social-patriotes du parti socialiste suisse, partisans aujourd'hui encore, deux ans et demi après le déclenchement de la guerre, de la « défense de la patrie », c'est-à-dire de la *défense* de la bourgeoisie impérialiste de l'une ou de l'autre des coalitions, ont résolu de *saborder le congrès*, de contrecarrer la volonté des ouvriers socialistes suisses, de ne pas permettre, tant que durera la guerre, de discuter et de préciser leur attitude envers la guerre et

les « défenseurs de la patrie », c'est-à-dire envers les larbins de la bourgeoisie impérialiste.

Voilà la véritable cause, bien connue de tous, de l'ajournement du congrès ; voilà comment le président de la Commission socialiste internationale, passé dans le camp des social-patriotes du parti socialiste suisse *contre* les ouvriers suisses conscients, trahit Zimmerwald!

Telle est l'amère vérité déjà exprimée par le *Grütlianer*, qui affiche ouvertement son social-patriotisme, qui est toujours le mieux informé, soit dit en passant, de ce que pensent et font les chefs *grütliens* Greulich, Pflüger, Huber, Manz-Schäppi et Cie *au sein* du parti socialiste, et qui, notons-le, écrivait *trois jours avant* la séance du 7 janvier 1917*:

Autre motif « officiel » de l'ajournement du congrès : la commission spécialement élue en décembre ou même en novembre 1916 pour la rédaction des résolutions sur la question de la guerre « n'a pas réalisé l'unanimité » !!

Comme si Grimm et Cie ne savaient pas auparavant que l'unanimité sur cette question était *impossible* au sein du parti socialiste suisse, si des « chefs » tels que Greulich, Pflüger, G. Müller, Huber, Manz-Schäppi, Otto Lang et consorts, qui partagent *pleinement* le point de vue social-patriote de la Société de Grütli et ne font que *tromper* les ouvriers socialistes suisses par leur présence dans le parti *socialiste*, y restaient au lieu de passer au parti social-patriote !

Comme si Grimm et Cie n'avaient pas vu clairement, au cours de l'été 1916, qu'il n'y avait pas et qu'il ne pouvait pas y avoir d'unanimité sur la question de la défense de la patrie, car c'est à cette époque que furent publiées les thèses *social-patriotes* de Pflüger, G. Müller, etc., et il va sans dire que Grimm *n'a pu manquer de voir* des milliers de *fois* se manifester au *National-Rath* les conceptions social-patriotes de Greulich et consorts, sinon de la majorité de la fraction social-démocrate du National-Rath !

Grimm et Cie cherchent à tromper les ouvriers socialistes de Suisse. C'est pour cette raison qu'en désignant la

* Il y a ici une lacune dans le manuscrit. (*N.R.*)

commission ils *n'ont pas publié* les noms de ses membres. Et le *Grütlianer* a dit la *vérité* quand il a indiqué ces noms en ajoutant, comme un truisme, qu'une commission *ainsi formée* ne pourrait aboutir à une décision unanime!

Pour tromper les ouvriers, Grimm et consorts ont décidé de *ne pas* rendre publiques *immédiatement* les résolutions de la commission et de leur *dissimuler* ainsi la vérité. Or les résolutions sont prêtes depuis longtemps *et ont même été imprimées confidentiellement!!*

Comme il fallait s'y attendre, les noms de Huber, Pflüger, Klöti, G. Müller figurent au bas de la résolution qui *admet* la « défense de la patrie », c'est-à-dire qui justifie la *trahison envers le socialisme* pendant une guerre dont le caractère impérialiste a déjà été mille fois dénoncé !! Les noms de Nobs, Affolter, Schmid, Naine, Graber figurent au bas de la résolution *condamnant* la « défense de la patrie ».

Voyez donc à quel jeu impudent et sans vergogne se livrent Grimm et les social-patriotes à l'égard des ouvriers socialistes :

Ils crient que les ouvriers ne sont pas prêts, et cela juste au moment où ils leur *cachent eux-mêmes des résolutions toutes prêtes* exposant nettement deux systèmes d'idées, *deux* politiques inconciliables : la politique social-patriote et la politique de Zimmerwald !!

Grimm et les social-patriotes mentent effrontément aux ouvriers, car ce sont eux précisément qui ont décidé de saboter la convocation du congrès, de ne pas publier les résolutions, d'empêcher les ouvriers d'examiner et de discuter publiquement les deux politiques, et ce sont eux qui clament que les ouvriers « ne sont pas prêts » !

Autres arguments « officiels » invoqués pour l'ajournement du congrès : il faut combattre la vie chère, mener la campagne électorale, etc.

C'est là se moquer tout bonnement des ouvriers. Qui donc ignore que nous, les social-démocrates, *ne sommes pas* contre la lutte pour les réformes mais que, à la différence des social-patriotes, des opportunistes et des réformistes, *nous ne nous bornons pas* à cette action, que nous la *subordonnons* à la lutte pour la révolution ? Qui ne sait

que cette politique a été explicitement exposée à maintes reprises dans les manifestes de Zimmerwald et de Kienthal ? Nous ne sommes pas contre les élections et les réformes destinées à rendre la vie moins chère, mais nous mettons *au premier plan* le devoir de dire franchement aux masses la *vérité*, à savoir qu'*on ne peut pas* venir à bout de la vie chère autrement que par l'expropriation des banques et des grandes entreprises, c'est-à-dire par la révolution sociale.

Or, quel est le sens de l'appel lancé au prolétariat par *chaque* manifeste de l'union de Zimmerwald *pour répondre* à la guerre ? *en corrélation* avec la guerre ?

C'est un appel à la lutte révolutionnaire de masse, à tourner les armes contre l'ennemi dans son propre pays (voir le dernier appel de l'Internationale Sozialistische Kommission « an die Arbeiterklasse* », fin décembre 1916), c'est-à-dire à tourner les armes contre *sa propre* bourgeoisie, contre *son propre* gouvernement.

N'est-il pas clair dès lors, pour quiconque est tant soit peu capable de réflexion, que c'est la politique qui *rejette* la défense de la patrie qui est *liée* à une action vraiment révolutionnaire, vraiment socialiste, contre la vie chère, à une utilisation vraiment socialiste, et non réformiste bourgeoise, de la campagne électorale?

N'est-il pas évident que la politique social-patriote, la politique de « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste, est une politique *réformiste*, c'est-à-dire réformiste bourgeoise, *et non* une politique de lutte socialiste contre la vie chère, de lutte à mener au cours de la campagne électorale ?

Comment peut-on « *ajourner* » un congrès appelé à trancher la question de la « défense de la patrie » (c'est-à-dire à choisir *entre* la politique social-patriote *et* la politique socialiste), « sous prétexte » de lutter contre la vie chère, etc. ?? Grimm et les social-patriotes veulent *estomper* aux yeux des ouvriers à l'aide de cet argument faux et mensonger cette vérité qu'ils entendent combattre la vie chère,

* de la Commission socialiste internationale « à la classe ouvrière ». (*N.R.*)

faire les élections, etc., à la manière réformiste bourgeoise et nullement dans l'esprit de Zimmerwald.

Parlant le 6 août 1916 à Zürich devant 115 Arbeitervertrauensleute aus der ganzen Schweiz*, Grimm a exposé un programme justement réformiste bourgeois, et uniquement réformiste, de lutte contre la vie chère ! Grimm marche « d'un pas ferme » vers *son but* : le rapprochement avec les social-patriotes *contre* les ouvriers socialistes, *contre* Zimmerwald.

Mais le plus écœurant dans tout cela, c'est que, pour *couvrir* son ralliement aux social-patriotes, Grimm *prodigue* les injures à l'adresse des social-patriotes *non suisses*. Voilà une des causes les plus profondes de sa trahison, une des raisons les plus profondes de toute la politique de mystification dévoilée le 7 janvier 1917.

Parcourez la *Berner Tagwacht* : quelles injures ce journal n'a-t-il pas lancées aux social-patriotes russes, français, anglais, allemands, autrichiens, à tous en un mot... sauf aux suisses ! Grimm en est venu à qualifier le social-patriote allemand Ebert, membre du Parteivorstand du parti social-démocrate allemand, d'« einen Rausschmeisser in einem Bordell »** (*Berner Tagwacht* n° ... du-...).

N'est-il pas intrépide, ce Grimm ? Quel preux chevalier ! Avec quel courage il s'en prend, de Berne, aux social-patriotes de... Berlin ! Avec quelle noblesse *il fait le silence* sur les social-patriotes... *de Berne et de Zürich* !

Mais quelle différence y a-t-il donc entre Ebert à Berlin et Greulich, Manz-Schäppi, Pflüger à Zürich ? Ou Gustave Müller, Schneeberger, Dürr à Berne ? *Absolument aucune. Ce sont tous des social-patriotes.* Ils s'alignent tous sur la même position de principe. Les idées qu'ils répandent tous au sein des masses *ne sont pas* les idées socialistes, *mais* celles « de Grütli », c'est-à-dire réformistes, nationalistes, bourgeoises.

Au cours de l'été 1916, Grimm termina ses thèses sur la guerre, rédigées sous une forme sciemment prolixe et confuse dans l'espoir de tromper la gauche tout comme la droite et de « jouer » sur leurs divergences, par la phrase suivante :

* Mandataires des ouvriers de toute la Suisse. (*N.R.*)
** « Un hercule de bordel. » (*N.R.*)

« Les organes du parti et des syndicats doivent conclure un accord » (en cas de menace de guerre et de nécessité d'actions révolutionnaires de masse).

Mais qui est à la tête des syndicats suisses ? Entre autres justement Schneeberger et Dürr, qui rédigeaient tous les deux en été 1916 la *Schweizerische Metallarbeiterzeitung** à laquelle ils donnaient une orientation réactionnaire, réformiste, social-patriote, en se déclarant *ouvertement partisans* de la « défense de la patrie » et en se dressant *ouvertement* contre *toute* la politique de Zimmerwald.

Quant au parti socialiste suisse, il est dirigé, — le 7 janvier 1917 l'a prouvé une fois de plus, — par les social-patriotes Greulich, Pflüger, Manz-Schäppi, Huber, etc.

A quoi aboutissons-nous ?

A cette conclusion que Grimm, dans ses thèses, proposait au parti de confier la direction de la lutte révolutionnaire de masse *contre la guerre précisément* aux social-patriotes Schneeberger, Dürr, Greulich, Pflüger et Cie! Précisément aux *adversaires* de ces actions, précisément aux *réformistes* ! !

Actuellement, depuis le 7 janvier 1917, toute la « tactique » de Grimm est entièrement démasquée.

Il veut se faire passer pour le chef des gauches, le président de la Commission socialiste internationale, le représentant et le dirigeant des zimmerwaldiens ; il trompe les ouvriers en usant de toutes sortes de phrases « rrrévolutionnairés », dont il se sert *en réalité* pour *camoufler* la vieille pratique social-patriote et réformiste bourgeoise du parti.

Il jure ses grands dieux qu'il sympathise avec K. Liebknecht, Höglund, etc., qu'il est *leur* partisan, qu'il fait *leur* politique.

Mais K. Liebknecht en Allemagne et Höglund dans la petite Suède neutre ont combattu *non pas* les social-patriotes *de l'étranger mais* les leurs propres ; c'est chez eux, à Berlin, à Stockholm, et non dans d'autres pays, qu'ils ont attaqué les réformistes et les nationalistes. En clouant au pilori les social-patriotes, ils se sont attiré, et c'est tout

---

* *Gazette des ouvriers métallurgistes de Suisse.* (*N.R.*)

à leur honneur, la haine des Greulich, des Pflüger, des Schneeberger, des Dürr *de Berlin* et *de Stockholm*.

Est-il vraiment difficile de comprendre que lorsque les chauvins français font l'éloge de l'Allemand Liebknecht, et les chauvins allemands celui de l'Anglais MacLean, les uns et les autres se comportent comme des filous désireux de voiler leur *propre* nationalisme par des phrases « internationalistes » louant l'internationalisme d'*autrui* ? Est-il vraiment difficile de comprendre que Grimm fait absolument la même chose lorsqu'il couvre d'injures les social-patriotes de tous les pays *s a u f* la Suisse, et qu'il le fait précisément pour dissimuler son passage dans le camp des social-patriotes suisses ?

Grimm a traité le social-patriote allemand Ebert de « Rausschmeisser in einem Bordell » *parce qu'*Ebert a volé aux ouvriers allemands le *Vorwärts* et qu'en criant à la scission il a *chassé* et continue de chasser du parti les éléments de gauche.

Mais que fait donc Grimm chez lui, en Suisse, de concert avec les lamentables héros du lamentable 7 janvier 1917 ?

N'a-t-il pas volé aux ouvriers suisses le congrès spécial qui leur avait été solennellement promis et qui devait trancher la question de la défense nationale ? Ne se prépare-t-il pas, tout en criant à la scission, à faire exclure du parti les zimmerwaldiens?

Ne soyons pas puérilement naïfs, regardons la vérité en face !

A la séance du 7 janvier 1917, les nouveaux amis et protecteurs de Grimm, les social-patriotes, se sont dressés à ses côtés contre la scission, en accusant d'activité scissionniste surtout l'organisation des jeunes ; l'un d'eux a même crié au secrétaire du parti Platten que « er sei kein Parteisekretär, er sei Parteiverräter »*.

Peut-on vraiment se taire quand on entend dire de telles choses et quand les « chefs » veulent les cacher au parti ? Est-il possible que les ouvriers socialistes suisses ne soient pas indignés par de tels procédés ?

---

* qu'« il n'était pas le secrétaire du parti, mais un traître au parti ». (*N.R.*)

Quelle est la faute de l'union de la jeunesse et de Platten ? Leur seul tort est d'être sincèrement attachés à Zimmerwald, d'être des zimmerwaldiens sincères et non des arrivistes. Leur seul tort est d'être *contre* l'ajournement du congrès. Et si des amateurs de cancans vont criant que seule la fraction des zimmerwaldiens de gauche se prononce contre l'ajournement du congrès, comme en général « contre Sa Majesté Grimm », le 7 janvier 1917, n'a-t-il pas démontré que c'est là un commérage ? Ne vous êtes-vous pas prononcé contre Grimm, vous, camarade Ch. Naine, qui n'avez jamais adhéré ni directement ni indirectement, ni officiellement ni autrement à la gauche de Zimmerwald ?

L'accusation d'être des scissionnistes ! Elle est vraiment rebattue, cette accusation que reprennent actuellement les social-patriotes de tous les pays pour camoufler ce fait qu'*ils* chassent du parti les Liebknecht et les Höglund !

Rédigé les 26-27 décembre 1916 (8-9 janvier 1917)

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 4 (27) de la revue «Proletarskaïa Révolutsia»

AUX OUVRIERS QUI SOUTIENNENT LA LUTTE CONTRE LA GUERRE ET CONTRE LES SOCIALISTES RALLIES A LEURS GOUVERNEMENTS

La situation internationale devient de plus en plus claire et de plus en plus menaçante. Le caractère impérialiste de la guerre est dévoilé avec une évidence particulière, ces tout derniers temps, par lès deux coalitions belligérantes. Tout le néant et toute la fausseté des phrases pacifistes, des phrases sur une paix démocratique, une paix sans annexions, etc., sont démasqués d'autant plus vite que les gouvernements des pays capitalistes, les pacifistes bourgeois et socialistes, mettent plus de zèle à les lancer. L'Allemagne étouffe plusieurs petites nations, les maintenant sous son talon de fer avec la volonté manifeste de ne lâcher son butin qu'à la condition d'en échanger une partie contre d'immenses possessions coloniales, et elle camoufle son désir de conclure immédiatement une paix impérialiste sous des phrases pacifistes hypocrites.

L'Angleterre et ses alliées retiennent d'une poigne tout aussi ferme les colonies allemandes dont elles se sont emparées, une partie de la Turquie, etc., en appelant lutte pour une paix « juste » la poursuite sans fin de la boucherie pour la conquête de Constantinople, l'étranglement de la Galicie, le partage de l'Autriche, la ruine de l'Allemagne.

La vérité, qui était au début de la guerre la conviction de quelques-uns sur le plan théorique, devient d'une évidence tangible pour un nombre toujours croissant d'ouvriers conscients, à savoir qu'il ne saurait être question d'une lutte sérieuse contre la guerre, d'une lutte pour la suppression des guerres et l'instauration d'une paix durable, sans une action révolutionnaire des masses de chaque pays contre leur propre gouvernement sous la direction du prolétariat, sans le renversement de la domination bourgeoise, sans la

révolution socialiste. En imposant aux peuples une tension inouïe, la guerre elle-même oriente l'humanité vers cette unique issue de l'impasse, oblige à faire de gigantesques pas en avant dans la voie du capitalisme d'Etat, montre dans la pratique comment on peut et on doit gérer une économie sociale planifiée, non dans l'intérêt des capitalistes, mais en les expropriant et en agissant, sous la direction du prolétariat révolutionnaire, dans l'intérêt des masses, victimes de la famine et des autres calamités de la guerre.

Plus cette vérité devient frappante, et plus profondément se dévoile l'abîme entre les deux tendances, les deux politiques, les deux orientations inconciliables de l'activité socialiste que nous avons déjà définies à Zimmerwald, en y intervenant séparément en qualité de gauche zimmerwaldienne, et en adressant aussitôt après Zimmerwald un manifeste au nom de cette même gauche à tous les partis socialistes et à tous les ouvriers conscients. C'est l'abîme entre, d'une part, la tentative de masquer la faillite du socialisme officiel, le passage de ses tenants aux côtés de la bourgeoisie et des gouvernements, de faire accepter par les masses cette trahison complète du socialisme, et, d'autre part, la volonté de révéler toute la gravité de cette faillite, de dénoncer la politique bourgeoise des « social-patriotes » qui ont abandonné le prolétariat pour se rallier à la bourgeoisie, de soustraire les masses à leur influence, de rendre possible la lutte effective contre la guerre et d'assurer la base d'organisation nécessaire.

La droite de Zimmerwald, qui constituait la majorité, a combattu de toutes ses forces l'idée de la scission avec les social-patriotes, de la fondation d'une IIIe Internationale. Depuis lors, cette scission est devenue un fait accompli en Angleterre, et la dernière conférence de l'« opposition », tenue le 7 janvier 1917 en Allemagne, a montré à tous ceux qui ne ferment pas les yeux de propos délibéré qu'en réalité, dans ce pays aussi, deux partis ouvriers irréductiblement hostiles œuvrent dans des sens diamétralement opposés : l'un, socialiste, agissant surtout dans la clandestinité et comptant parmi ses chefs K. Liebknecht, l'autre, crûment bourgeois, social-patriote, essayant de gagner les ouvriers à la guerre et au gouvernement. Il n'existe aucun pays au monde où ne se soit produite la même division.

A Kienthal, la droite de Zimmerwald ne disposait plus d'une majorité lui permettant de poursuivre *sa* politique ; elle a voté la résolution contre le Bureau socialiste international social-patriote, le condamnant de la façon la plus catégorique, et aussi une résolution contre le social-pacifisme, mettant les ouvriers en garde contre le mensonge des phrases pacifistes, quelles que soient les enjolivures socialistes dont elles puissent s'affubler. Le pacifisme socialiste, qui n'explique pas aux ouvriers le caractère illusoire des espoirs de paix *en dehors* du renversement de la bourgeoisie et de l'organisation du socialisme, n'est qu'une rengaine du pacifisme bourgeois qui inculque aux ouvriers la confiance en la bourgeoisie, qui farde les gouvernements impérialistes et leurs tractations, qui détourne les masses de la révolution socialiste déjà mûre et mise à l'ordre du jour par les événements.

Et qu'est-il advenu ? Après Kienthal, dans un certain nombre de grands pays, en France, en Allemagne, en Italie, la droite de Zimmerwald a bel et bien versé dans ce social-pacifisme condamné et rejeté à Kienthal ! En Italie, le parti socialiste s'est accommodé tacitement des phrases pacifistes de sa fraction parlementaire et de son principal orateur Turati, bien que leur caractère mensonger éclate à tous les yeux, précisément à l'heure actuelle où l'on entend prononcer des phrases absolument identiques en Allemagne comme dans les pays de l'Entente et aussi par les représentants des gouvernements bourgeois de divers Etats neutres dont la bourgeoisie s'est enrichie et s'enrichit scandaleusement grâce à la guerre. Il s'est avéré que les discours pacifistes ne servaient, en fait, qu'à camoufler un nouveau tournant dans la lutte pour le partage du butin impérialiste !

En Allemagne, Kautsky, chef de la droite de Zimmerwald, a lancé un manifeste pacifiste identique, qui ne veut rien dire, n'engage à rien et ne fait en réalité qu'inculquer aux ouvriers la confiance en la bourgeoisie et la croyance aux illusions, manifeste dont devaient formellement se désolidariser les vrais socialistes, les internationalistes véritables d'Allemagne, le groupe «Internationale» et le groupe des « Socialistes internationalistes d'Allemagne », qui appliquent la tactique de Karl Liebknecht.

En France, Merrheim et Bourderon, participants de Zimmerwald, et Raffin-Dugens, participant de Kienthal, votent *pour* des résolutions pacifistes parfaitement creuses, absolument mensongères par leur signification objective, et si *avantageuses* dans l'état de choses actuel pour la bourgeoisie impérialiste qu'elles ont été votées par Jouhaux et par Renaudel, accusés de trahir le socialisme dans chaque déclaration de Zimmerwald et de Kienthal !

Ce vote de Merrheim de concert avec Jouhaux, de Bourderon et de Raffin-Dugens de concert avec Renaudel, n'est pas un effet du hasard, ni un épisode isolé, mais le symbole le plus spectaculaire de la *fusion* déjà partout préparée des social-patriotes et des social-pacifistes *contre* les socialistes internationalistes.

Les phrases pacifistes contenues dans les notes de bon nombre de gouvernements impérialistes, les mêmes phrases pacifistes de Kautsky, Turati, Bourderon et Merrheim,— la main de Renaudel amicalement tendue aux uns et aux autres, — voilà qui dénonce le rôle joué par le pacifisme dans la politique *réelle* en tant que *consolation* des peuples, en tant que moyen d'*aider* les gouvernements à s'assurer la docilité des masses pour la continuation de la boucherie impérialiste !

Et cette faillite totale de la droite zimmerwaldienne a été encore plus manifeste en Suisse, unique pays d'Europe où les zimmerwaldiens aient pu se réunir librement et où ils avaient leur base. Le parti socialiste suisse, qui a tenu ses congrès pendant la guerre sans aucune entrave de la part du gouvernement, qui avait le plus de possibilités d'aider au rassemblement international des ouvriers allemands, français et italiens contre la guerre, a adhéré formellement à Zimmerwald.

Mais, dans une question décisive pour un parti prolétarien, l'un des chefs de ce parti, président des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, membre et représentant en vue de la Commission socialiste internationale de Berne, le conseiller national R. Grimm, *est passé du côté* des social-patriotes de *son pays* en faisant adopter à la session du 7 janvier 1917 du Partei-Vorstand du parti socialiste suisse une résolution *ajournant* à une date indéterminée le congrès du parti, spécialement convoqué pour trancher la

question de la défense de la patrie et de l'attitude à l'égard des résolutions de Kienthal qui condamnent le social-pacifisme !

Dans l'appel signé par l'Internationale Sozialistische Kommission et daté de décembre 1916, Grimm qualifie d'hypocrites les discours pacifistes des gouvernements et ne dit pas un mot du pacifisme socialiste qui a réuni Merrheim et Jouhaux, Raffin-Dugens et Renaudel. Dans cet appel, Grimm invite les minorités socialistes à lutter contre les gouvernements et leurs social-patriotes stipendiés, mais en même temps, de concert avec les « social-patriotes stipendiés » au sein du parti suisse, il *enterre* le congrès du parti, suscitant ainsi la légitime indignation de tous les ouvriers conscients et sincèrement internationalistes de Suisse.

Aucun prétexte ne peut masquer le fait que la décision du Partei-Vorstand du 7 janvier 1917 revêt très précisément la signification d'une victoire totale en Suisse des social-patriotes *sur* les ouvriers socialistes, des adversaires de Zimmerwald *sur* Zimmerwald.

Le journal des laquais fieffés et invétérés de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, le *Grütlianer*, a exprimé publiquement une vérité bien connue en déclarant que les social-patriotes du type Greulich, Pflüger, auxquels on peut et on doit adjoindre Seidel, Huber, Lang, Schneeberger, Dürr, etc., veulent empêcher le congrès, empêcher les ouvriers de trancher la question de la défense de la patrie, et menacent de *se démettre* de leurs mandats au cas où le congrès serait convoqué et prendrait une décision conforme à l'esprit de Zimmerwald.

Grimm a énoncé une contrevérité révoltante, scandaleuse, à la session du Partei-Vorstand et dans son journal *Berner Tagwacht* du 8.I.1917, lorsqu'il a tenté de justifier l'ajournement du congrès par le manque de préparation des ouvriers, la nécessité de mener campagne contre la vie chère, l'accord des « gauches » eux-mêmes en faveur de l'ajournement, etc.

En fait, les gauches, c'est-à-dire les zimmerwaldiens sincères, recherchant d'une part le moindre mal, et voulant d'autre part dénoncer les intentions réelles des social-patriotes et de leur nouvel ami Grimm, ont proposé l'ajournement

au mois de *mars*, ont voté pour l'ajournement au mois de *mai*, ont proposé de fixer aux directions cantonales un délai allant jusqu'à *juillet*, mais *toutes* ces propositions ont été rejetées par les « défenseurs de la patrie », avec à leur tête R. Grimm, le président des conférences de Zimmerwald et de Kienthal !!

En fait, la question se posait exactement de la façon suivante : faut-il tolérer que l'Internationale Sozialistische Kommission de Berne et le journal de Grimm abreuvent d'injures les social-patriotes *étrangers* et servent de *couverture*, par leur silence d'abord et par la désertion de R. Grimm ensuite, aux social-patriotes *suisses*, ou bien faut-il pratiquer une politique internationaliste honnête en luttant en premier lieu contre les social-patriotes de *son propre* pays ?

En fait, la question se posait ainsi : ou bien couvrir par des formules révolutionnaires la domination des social-patriotes et des réformistes au sein du parti suisse, ou bien se dresser contre eux en présentant un programme et une tactique *révolutionnaires*, touchant la lutte contre la vie chère, aussi bien que la lutte contre la guerre, et l'opportunité de la lutte pour la révolution socialiste.

En fait, la question se posait ainsi : faut-il tolérer qu'à Zimmerwald soient reprises les *pires* traditions de la IIe Internationale, qui a fait honteusement faillite, que l'on cache aux masses ouvrières ce que décident et disent leurs chefs au Partei-Vorstand, que les formules révolutionnaires dissimulent l'ordure social-patriote et réformiste, ou bien faut-il être *effectivement* internationaliste ?

En fait, la question se posait exactement ainsi : *doit-on* préconiser également en Suisse, pays dont le parti a une importance de premier ordre pour toute l'union zimmerwaldienne, une séparation claire, de principe, politiquement honnête, entre les social-patriotes et les internationalistes, entre les réformistes bourgeois et les révolutionnaires, entre les conseillers du prolétariat qui l'aident à accomplir la révolution socialiste, et les agents ou les « stipendiés » de la bourgeoisie, qui veulent détourner les ouvriers de la révolution par des réformes ou des promesses de réformes, entre les grütliens et le parti socialiste, — *ou bien* faut-il semer le trouble et la corruption dans

la conscience des ouvriers en pratiquant au sein du parti socialiste cette politique « grütlienne », la politique des social-patriotes, membres de ce même parti socialiste ?

Que les social-patriotes suisses, ces « grütliens » qui veulent mener à l'intérieur du parti la politique de Grütli, c'est-à-dire celle de leur bourgeoisie nationale, invectivent donc les étrangers, qu'ils interdisent aux autres partis de critiquer le parti suisse sous prétexte d'« immunité », qu'ils prônent la vieille politique de la bourgeoisie réformiste, celle précisément qui a conduit le parti allemand et les autres à la faillite le 4 août 1914, — nous autres, partisans de Zimmerwald, en fait et non en paroles, avons une autre conception de l'internationalisme.

Nous n'acceptons pas de considérer en silence le dessein définitivement dévoilé et consacré par le président des conférences de Zimmerwald et de Kienthal en personne de tout laisser comme par le passé dans le socialisme européen pourrissant, et d'*éluder*, par une déclaration hypocrite de solidarité avec K. Liebknecht, le véritable mot d'ordre de ce chef des ouvriers internationalistes, son appel à œuvrer pour « régénérer de haut en bas » les vieux partis. Nous sommes sûrs que tous les ouvriers conscients, qui ont salué avec enthousiasme, dans le monde entier, K. Liebknecht et sa tactique, sont avec nous.

Nous dénonçons publiquement la droite de Zimmerwald qui a rejoint le camp du pacifisme réformiste bourgeois.

Nous dénonçons publiquement la trahison de R. Grimm à l'égard de Zimmerwald et exigeons la convocation d'une conférence pour lui retirer son mandat de membre de l'Internationale Sozialistische Kommission.

Zimmerwald est le mot d'ordre du socialisme internationaliste et de la lutte révolutionnaire. Ce mot ne doit pas servir de couverture au social-patriotisme et au réformisme bourgeois.

Pour le véritable internationalisme qui exige des socialistes la lutte *en premier lieu* contre les social-patriotes de leur propre pays ! Pour une véritable tactique révolutionnaire, impossible si l'on s'entend avec les social-patriotes *contre* les ouvriers socialistes et révolutionnaires !

Rédigé fin décembre (anc. st.) 1916. Conforme au manuscrit.
Publié pour la première fois en 1924, dans le n° 5 (23) de la revue «Proletarskaïa Révolutsia»

RAPPORT SUR LA REVOLUTION DE 1905[87]

Jeunes amis et camarades,

Nous commémorons aujourd'hui le douzième anniversaire du «Dimanche sanglant », considéré à bon droit comme le début de la révolution russe.

Des milliers d'ouvriers, non pas des social-démocrates, mais des croyants, de fidèles sujets du tsar, conduits par le pope Gapone, s'acheminent de tous les points de la ville vers le centre de la capitale, vers la place du Palais d'Hiver, pour remettre une pétition au tsar. Les ouvriers marchent avec des icônes, et Gapone, leur chef du moment, avait écrit au tsar pour l'assurer qu'il se portait garant de sa sécurité personnelle et le prier de se présenter devant le peuple.

La troupe est alertée. Uhlans et cosaques chargent la foule à l'arme blanche ; ils tirent sur les ouvriers désarmés qui supplient à genoux les cosaques de leur permettre d'approcher le tsar. D'après les rapports de police, il y eut ce jour-là plus d'un millier de morts et plus de deux mille blessés. L'indignation des ouvriers fut indescriptible.

Tel est, dans ses grandes lignes, le tableau du 22 janvier 1905, du « Dimanche sanglant ».

Afin de mieux faire ressortir la portée historique de cet événement, je citerai quelques passages de la pétition des ouvriers. Elle commence par ces mots :

« Nous, ouvriers, habitants de Pétersbourg, nous venons à Toi. Nous sommes des esclaves misérables, humiliés ; nous sommes accablés sous le despotisme et l'arbitraire. Notre patience étant à bout, nous avons cessé le travail et prié nos maîtres de nous donner au moins ce sans quoi la vie n'est qu'une torture. Mais cela nous a été refusé ; selon les fabri-

cants, cela n'est pas conforme à la loi. Nous sommes ici des milliers et, comme tout le peuple russe, nous sommes privés de tous droits humains. Tes fonctionnaires nous ont réduits à l'esclavage. »

La pétition énumère les revendications suivantes : amnistie, libertés civiques, salaire normal, remise progressive de la terre au peuple, convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel et égal. Elle se termine par ces mots: « Sire ! Ne refuse pas d'aider Ton peuple! Abats la muraille qui Te sépare de Ton peuple ! Ordonne que satisfaction soit donnée à nos requêtes, fais-en le serment et Tu rendras la Russie heureuse ; sinon, nous sommes prêts à mourir ici même. Nous n'avons que deux chemins : la liberté et le bonheur ou la tombe. »

On éprouve une impression étrange en lisant *aujourd'hui* cette pétition d'ouvriers incultes et illettrés, conduits par un prêtre patriarcal. On ne peut s'empêcher de tracer un parallèle entre cette pétition naïve et les actuelles résolutions de paix des social-pacifistes, c'est-à-dire de gens qui veulent être des socialistes, mais ne sont en fait que des phraseurs bourgeois. Les ouvriers peu conscients de la Russie d'avant la révolution ne savaient pas que le tsar était le chef de la *classe dominante*, plus précisément celle des grands propriétaires fonciers, déjà attachés à la grande bourgeoisie par des milliers de liens et prêts à défendre leur monopole, leurs privilèges et leurs profits par la violence, quels que soient les moyens. De nos jours, les social-pacifistes qui veulent passer pour des gens « hautement cultivés » — sans plaisanter ! — ignorent qu'il est aussi sot d'attendre une paix « démocratique » des gouvernements bourgeois poursuivant une guerre impérialiste de rapine qu'il était de croire que des pétitions pacifiques pourraient inciter le tsar sanglant à accorder des réformes démocratiques.

Pourtant, il existe entre eux une grande différence : c'est que les social-pacifistes d'aujourd'hui sont dans une grande mesure des hypocrites qui cherchent, par des suggestions discrètes, à détourner le peuple de la lutte révolutionnaire ; tandis que les ouvriers incultes de la Russie d'avant la révolution ont prouvé par leurs actes, leur droiture de gens éveillés pour la première fois à la conscience politique.

Et c'est précisément dans cet éveil d'immenses masses populaires à la conscience politique et à la lutte révolutionnaire que réside la portée historique du 22 janvier 1905.

« Il n'y a pas encore en Russie de peuple révolutionnaire », écrivait *deux jours avant* le « Dimanche sanglant » Monsieur Piotr Strouvé qui était alors le leader des libéraux russes et qui publiait un organe illégal, libre, édité à l'étranger. Tant paraissait absurde à ce chef « hautement cultivé », présomptueux et archistupide, des réformistes bourgeois, l'idée qu'un pays de paysans illettrés pût enfanter un peuple révolutionnaire ! Tant les réformistes de l'époque étaient profondément convaincus — tout comme le sont ceux de nos jours — de l'impossibilité d'une véritable révolution !

Avant le 22 janvier (le 9 janvier ancien style) 1905, le parti révolutionnaire de Russie groupait une poignée de gens; les réformistes de l'époque (tout comme ceux d'aujourd'hui) nous appelaient par dérision une « secte ». Quelques centaines d'organisateurs révolutionnaires, quelques milliers de membres d'organisations locales, une demi-douzaine de feuilles révolutionnaires paraissant tout au plus une fois par mois, publiées pour la plupart à l'étranger et introduites clandestinement en Russie au prix d'incroyables difficultés et de grands sacrifices, voilà ce qu'étaient à la veille du 22 janvier 1905 les partis révolutionnaires de Russie, et avant tout la social-démocratie révolutionnaire. Cela donnait en apparence aux réformistes bornés et prétentieux le droit d'affirmer qu'il n'y avait pas encore de peuple révolutionnaire en Russie.

Mais, en quelques mois, les choses changèrent du tout au tout. Les centaines de social-démocrates révolutionnaires furent « subitement » des milliers, et ces milliers devinrent les chefs de deux à trois millions de prolétaires. La lutte prolétarienne suscita une grande effervescence, et même en partie un mouvement révolutionnaire, au plus profond de la masse des cinquante à cent millions de paysans ; le mouvement paysan eut une répercussion dans l'armée et entraîna des révoltes militaires, des engagements armés entre les troupes. C'est ainsi qu'un immense pays de 130 millions d'habitants entra dans la révolution; c'est ainsi que la Russie somnolente devint la Russie du prolétariat révolutionnaire et du peuple révolutionnaire.

Il est nécessaire d'étudier cette transformation, de comprendre ce qui l'a rendue possible, d'analyser, pour ainsi dire, ses modalités et ses voies.

La *grève de masse* en fut l'agent le plus puissant. La révolution russe a ceci d'original qu'elle était *démocratique bourgeoise* par son contenu social, mais *prolétarienne* par ses moyens de lutte. C'était une révolution démocratique bourgeoise parce que le but auquel elle aspirait dans l'immédiat et qu'elle pouvait atteindre sur l'heure par ses propres forces était la république démocratique, la journée de huit heures, la confiscation des immenses propriétés foncières de la haute noblesse, toutes mesures que réalisa presque entièrement en France la révolution bourgeoise en 1792 et 1793.

La révolution russe était en même temps une révolution prolétarienne, non seulement parce que le prolétariat y était la force dirigeante, l'avant-garde du mouvement, mais aussi parce que l'instrument de lutte spécifique du prolétariat, la grève, constituait le levier principal pour mettre en branle des masses et le fait le plus caractéristique de la vague montante des événements décisifs.

Dans l'histoire mondiale, la révolution russe est la *première* — mais certainement pas la dernière — grande révolution où la grève politique de masse ait joué un rôle extrêmement important. On peut même affirmer qu'on ne saurait comprendre les péripéties de la révolution russe et la succession de ses formes politiques si l'on n'en étudie pas *la base d'après la statistique des grèves.*

Je sais fort bien à quel point l'aridité des statistiques se prête peu à une conférence, à quel point elle peut rebuter les auditeurs. Mais je ne peux m'empêcher de citer quelques chiffres arrondis, qui vous mettront à même de porter une appréciation sur la véritable base objective de tout le mouvement. Le nombre moyen annuel des grévistes en Russie, pendant les dix années qui précédèrent la révolution, fut de 43 000. Il y eut donc au total 430 000 grévistes pendant les dix années antérieures à la révolution. En janvier 1905, premier mois de la révolution, on compta 440 000 grévistes. Soit, *en un* mois seulement, *plus* que pendant les dix années précédentes !

Aucun pays capitaliste du monde, même parmi les plus avancés comme l'Angleterre, les Etats-Unis d'Amérique ou

l'Allemagne, n'a connu un mouvement gréviste aussi vaste que la Russie en 1905. Le nombre total des grévistes fut de 2 800 000, soit le double du nombre total des ouvriers industriels ! Cela ne prouve évidemment pas que, dans les villes de Russie, les ouvriers industriels fussent plus cultivés, plus forts ou mieux adaptés à la lutte que leurs frères d'Europe occidentale. C'est le contraire qui est vrai.

Mais cela montre combien grande peut être l'énergie qui sommeille au sein du prolétariat. Cela indique qu'à une époque révolutionnaire, — et je l'affirme sans la moindre exagération, d'après les données les plus précises fournies par l'histoire de la Russie, — le prolétariat *peut* déployer une énergie combative *cent fois* plus intense qu'à l'ordinaire, dans les périodes d'accalmie. Il en ressort que, jusqu'en 1905, l'humanité ne savait pas encore quelle force énorme et grandiose le prolétariat est à même de déployer et déploiera quand il s'agit de lutter pour un but vraiment sublime, d'une façon vraiment révolutionnaire !

L'histoire de la révolution russe nous indique que c'est précisément l'avant-garde, l'élite des ouvriers salariés, qui a combattu avec le plus de ténacité et d'abnégation. Plus les usines étaient vastes, et plus les grèves étaient opiniâtres, plus souvent elles se renouvelaient au cours d'une seule et même année. Plus la ville était importante, et plus le rôle du prolétariat dans la lutte était considérable. Les trois grandes villes où les ouvriers sont le plus conscients et le plus nombreux, Pétersbourg, Riga et Varsovie, fournissent, par rapport à la totalité des ouvriers, un nombre incomparablement plus élevé de grévistes que toutes les autres villes, pour ne rien dire des campagnes.

Les ouvriers métallurgistes représentent en Russie — probablement comme dans les autres pays capitalistes — l'avant-garde du prolétariat. Et là nous observons le fait instructif que voici : en 1905, pour 100 ouvriers industriels, il y a eu dans l'ensemble de la Russie 160 grévistes. Mais, cette même année, chaque centaine de *métallos* a fourni 320 grévistes ! On a calculé qu'en 1905, chaque ouvrier industriel russe a perdu du fait de la grève une moyenne de 10 roubles — environ 26 francs au cours d'avant-guerre — ce qui représente en quelque sorte sa contribution à la lutte. Si nous prenons les métallos seuls, la somme est *trois fois supérieu-*

re ! Les meilleurs éléments de la classe ouvrière marchaient en tête, entraînant les hésitants, réveillant les endormis et galvanisant les faibles.

L'enchevêtrement des grèves économiques et des grèves politiques a joué un rôle extrêmement original pendant la révolution. Il ne fait pas de doute que seule la liaison la plus étroite entre ces deux formes de grève pouvait assurer une grande force au mouvement. La masse des exploités n'aurait pu en aucune façon être entraînée dans le mouvement révolutionnaire si elle n'avait eu chaque jour sous les yeux des exemples lui montrant comment les ouvriers salariés de diverses branches d'industrie obligeaient les capitalistes à améliorer immédiatement, sur-le-champ, leur situation. Grâce à cette lutte, un esprit nouveau a soufflé sur toute la masse du peuple russe. C'est maintenant seulement que la Russie du servage, engourdie dans sa torpeur, la Russie patriarcale, pieuse et soumise, a dépouillé le vieil homme ; c'est maintenant seulement que le peuple russe a reçu une éducation vraiment démocratique, vraiment révolutionnaire.

Quand ces messieurs de la bourgeoisie et leurs thuriféraires obtus, les réformistes socialistes, parlent avec tant de suffisance de l'« éducation » des masses, ils entendent ordinairement par là quelque chose de primaire, de pédantesque, qui démoralise les masses et leur inculque des préjugés bourgeois.

La véritable éducation des masses ne peut jamais être séparée d'une lutte politique indépendante, et surtout de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes. Seule l'action éduque la classe exploitée, seule elle lui donne la mesure de ses forces, élargit son horizon, accroît ses capacités, éclaire son intelligence et trempe sa volonté. C'est pourquoi les réactionnaires eux-mêmes ont dû reconnaître que l'année 1905, cette année de combat, cette « année folle », a définitivement enterré la Russie patriarcale.

Examinons de plus près le rapport entre les ouvriers métallurgistes et les ouvriers du textile en Russie pendant les grèves de 1905. Les premiers sont les prolétaires les mieux rémunérés, les plus conscients et les plus cultivés. Les seconds, près de trois fois plus nombreux dans la Russie de 1905, forment la masse la plus arriérée, la plus mal payée, et qui, souvent, n'a pas encore coupé définitivement toutes

ses attaches avec la campagne. Et là nous constatons ce fait très important :

Chez les métallurgistes, les grèves politiques l'emportent sur les grèves économiques pendant toute l'année 1905, encore qu'au début cette prédominance ait été beaucoup moins marquée qu'à la fin de l'année. Par contre, chez les ouvriers du textile, on observe au début de 1905 la prépondérance considérable des grèves économiques, et ce n'est qu'à la fin de l'année que les grèves politiques finissent par prévaloir. Il s'ensuit on ne peut plus clairement que seule la lutte économique, seule la lutte pour l'amélioration immédiate et directe de leur sort peut secouer les couches les plus arriérées de la masse exploitée, les éduquer véritablement et, à une époque révolutionnaire, en faire en quelques mois une armée de combattants politiques.

Certes, il était indispensable à cet effet que l'avant-garde de la classe ouvrière n'entende pas par lutte de classe la lutte pour les intérêts d'une faible couche supérieure, comme les réformistes se sont trop souvent efforcés de l'inculquer aux ouvriers, mais que le prolétariat intervienne effectivement en tant qu'avant-garde de la majorité des exploités et l'entraîne au combat, comme ce fut le cas en Russie en 1905 et comme cela sera sans nul doute au cours de la prochaine révolution prolétarienne en Europe.

Le début de l'année 1905 amena la première grande vague de grèves dans tout le pays. Dès le printemps, nous assistons en Russie à l'éveil du premier *mouvement paysan* de vaste envergure, mouvement non seulement économique, mais aussi politique. Afin de comprendre toute l'importance de ce tournant qui fait époque, il est indispensable de se rappeler que la paysannerie russe n'a été libérée du servage, le plus dur qui fût, qu'en 1861, que les paysans sont en majorité illettrés et vivent dans une misère indescriptible, opprimés par les gros propriétaires fonciers, abêtis par les popes, isolés par des distances considérables et par le manque presque complet de routes.

La Russie connut pour la première fois un mouvement révolutionnaire contre le tsarisme en 1825, et ce mouvement fut l'œuvre presque exclusive de la noblesse. Depuis lors et jusqu'en 1881, année où Alexandre II fut abattu par des terroristes, les intellectuels de la classe moyenne furent à

la tête du mouvement. Ils firent preuve du plus grand esprit de sacrifice et leur héroïque méthode de lutte terroriste étonna le monde entier. Certes, ils ne tombèrent pas en vain et leur sacrifice contribua, directement ou non, à l'éducation révolutionnaire ultérieure du peuple russe. Mais ils n'atteignirent point et ne pouvaient atteindre leur but immédiat : l'éveil d'une révolution populaire.

Seule la lutte révolutionnaire du prolétariat y a réussi. Seules les grèves de masse qui ont déferlé sur tout le pays, en connexion avec les cruelles leçons de la guerre impérialiste russo-japonaise, ont tiré les masses paysannes de leur léthargie. Le mot « gréviste » a acquis pour les paysans une signification tout à fait nouvelle : il désignait une sorte de rebelle, de révolutionnaire, ce qui s'exprimait naguère par le mot « étudiant ». Mais dans la mesure où l'« étudiant » appartenait à la classe moyenne, aux « lettrés », aux « maîtres », il était étranger au peuple. Le « gréviste », par contre, venait lui-même du peuple, appartenait lui-même au nombre des exploités ; expulsé de Pétersbourg, il retournait très souvent au village où il parlait à ses camarades de l'incendie qui s'allumait dans les villes et qui devait détruire les capitalistes comme les nobles. Un nouveau type d'homme a surgi dans les campagnes russes : le jeune paysan conscient. Il prenait contact avec les « grévistes », il lisait les journaux, il racontait aux paysans ce qui se passait dans les villes, il expliquait à ses camarades du village la portée des revendications politiques, il les appelait à lutter contre la grande aristocratie foncière, contre les popes et les fonctionnaires.

Les paysans se rassemblaient en groupes pour examiner leur situation et s'engageaient peu à peu dans la lutte : ils attaquaient en foule les grands propriétaires fonciers, mettaient le feu à leurs châteaux et domaines ou s'emparaient de leurs réserves, du blé et des autres vivres, tuaient les policiers, exigeaient que les terres immenses appartenant aux nobles fussent remises au peuple.

Au printemps 1905, le mouvement paysan n'était encore qu'embryonnaire : il ne s'étendait qu'à un septième environ des districts, soit la minorité.

Mais la combinaison de la grève prolétarienne de masse dans les villes et du mouvement paysan dans les campa-

gnes fut suffisante pour ébranler le plus « ferme » et le dernier appui du tsarisme. Je veux parler de l'*armée*.

Des *révoltes militaires* éclatent dans la marine et dans l'armée. Chaque nouvelle vague de grèves et de mouvements paysans au cours de la révolution s'accompagne de mutineries militaires dans toute la Russie. La plus célèbre de ces révoltes est celle du cuirassé *Prince Potemkine* de la flotte de la mer Noire, qui, tombé aux mains des insurgés, prit part à la révolution à Odessa et, après la défaite de la révolution et des tentatives infructueuses pour s'emparer d'autres ports (par exemple Féodosia en Crimée), se rendit aux autorités roumaines à Constantza.

Permettez-moi de vous raconter en détail un petit épisode de cette rébellion de la flotte de la mer Noire afin de vous donner un tableau concret des événements à leur point culminant :

« On organisait des réunions d'ouvriers et de marins révolutionnaires ; elles se firent de plus en plus fréquentes. Comme il était interdit aux militaires d'assister aux meetings des ouvriers, ces derniers commencèrent à se rendre en masse à ceux des militaires. Ils se rassemblaient par milliers. L'idée d'une action commune trouva un vif écho. Les compagnies les plus conscientes élurent des délégués.

Les autorités militaires décidèrent alors de prendre des mesures. Quelques officiers ayant tenté de prononcer aux meetings des discours « patriotiques », les résultats furent lamentables : exercés à la discussion, les marins réduisirent leurs supérieurs à une fuite honteuse. Devant ces échecs, on décida une interdiction générale des meetings. Dans la matinée du 24 novembre 1905, une compagnie en état d'alerte fut placée devant la porte de la caserne. Le contre-amiral Pissarevski ordonna publiquement : « Ne laisser sortir personne de la caserne ! Tirer en cas de désobéissance ! » Le marin Pétrov sortit des rangs de la compagnie qui avait reçu cet ordre, chargea ostensiblement son fusil, abattit d'un coup de feu le capitaine en second Stein, du régiment de Biélostok, et blessa d'un second coup de feu le contre-amiral Pissarevski. Un officier ordonna : « Arrêtez-le ! » Personne ne bougea. Pétrov jeta son fusil à terre et s'écria : « Qu'est-ce que vous attendez ? Arrêtez-moi donc ! » Il fut arrêté. Accourus de toutes parts, les marins exigèrent impérieusement sa mise en liberté et déclarèrent qu'ils se portaient caution pour lui. L'excitation était à son comble.

— Pétrov, demanda un officier, cherchant une issue à la situation, ton coup de feu est parti par hasard, n'est-ce pas ?

— Comment, par hasard ! Je suis sorti du rang, j'ai chargé mon arme et j'ai visé, est-ce par hasard?

— Ils réclament ta libération...

Et Pétrov fut remis en liberté. Mais les marins ne s'en tinrent pas là. Tous les officiers de service furent arrêtés, désarmés et conduits dans les bureaux... Les délégués des marins, qui étaient une quarantaine, délibérèrent toute la nuit. Ils décidèrent de relâcher les officiers, mais de leur interdire désormais l'accès de la caserne... »

Cette petite scène illustre on ne peut mieux les événements tels qu'ils se sont déroulés dans la plupart des révoltes militaires. L'effervescence révolutionnaire du peuple ne pouvait manquer de gagner aussi l'armée. Fait caractéristique : *les éléments* de la marine militaire et de l'armée, recrutés surtout parmi les ouvriers de l'industrie et dont on exigeait une solide formation technique, comme les sapeurs par exemple, ont fourni ses chefs au mouvement. Mais les larges masses étaient encore trop naïves, trop paisibles, trop placides, trop chrétiennes. Elles s'enflammaient assez facilement; une injustice quelconque, la grossièreté trop flagrante de la part des officiers, une mauvaise nourriture, etc., pouvaient provoquer une révolte. Mais la persévérance et la claire conscience des tâches faisaient défaut : on ne comprenait pas assez que seule la poursuite la plus énergique de la lutte armée, seule la victoire sur toutes les autorités militaires et civiles, seuls le renversement du gouvernement et la prise du pouvoir dans tout le pays pouvaient garantir le succès de la révolution.

La grande masse des marins et des soldats se révoltait facilement. Mais elle commettait tout aussi facilement la sottise candide de remettre en liberté les officiers arrêtés ; elle se laissait calmer par les promesses et les exhortations des autorités qui gagnaient ainsi un temps précieux, recevaient des renforts et écrasaient les mutins, après quoi le mouvement était férocement réprimé et les chefs exécutés.

Il est particulièrement intéressant de comparer les soulèvements militaires de la Russie de 1905 et l'insurrection militaire des décembristes en 1825. Le mouvement politique était en 1825 presque exclusivement dirigé par des officiers, plus précisément par des officiers nobles, gagnés aux idées démocratiques de l'Europe pendant les guerres napoléoniennes. La masse des soldats, à l'époque encore formée de serfs, était passive.

L'histoire de 1905 nous offre un tout autre tableau. Les officiers, à peu d'exceptions près, professaient des idées

libérales bourgeoises, réformistes, ou bien ouvertement contre-révolutionnaires. Les ouvriers et les paysans en uniforme furent l'âme des insurrections ; le mouvement était devenu populaire. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, il embrassait la majorité des exploités. Ce qui lui manqua, ce fut, d'une part, la fermeté, la résolution des masses trop sujettes à la maladie de la confiance et, d'autre part, une organisation des ouvriers social-démocrates révolutionnaires en uniforme : ils n'étaient pas à même d'assumer la direction du mouvement, de prendre la tête de l'armée révolutionnaire et de déclencher l'offensive contre les autorités gouvernementales.

Notons en passant, que ces deux défauts seront éliminés — plus lentement peut-être que nous ne le souhaitons, mais à coup sûr — non seulement par l'évolution générale du capitalisme, mais aussi par la guerre actuelle...

De toutes manières, l'histoire de la révolution russe, tout comme celle de la Commune de Paris de 1871, nous apporte un enseignement indiscutable : le militarisme ne peut jamais et en aucun cas être vaincu et aboli autrement que par la lutte victorieuse d'une partie de l'armée nationale contre l'autre. Il ne suffit pas de flétrir, de maudire, de « répudier » le militarisme, de le critiquer et d'en montrer la nocivité ; il est stupide de refuser paisiblement le service militaire ; ce qu'il faut faire, c'est tenir éveillée la conscience révolutionnaire du prolétariat et non seulement de façon générale, mais en préparant concrètement les meilleurs éléments du prolétariat à prendre la tête de l'armée révolutionnaire au moment où l'effervescence au sein du peuple aura atteint son point culminant.

L'expérience quotidienne de tout Etat capitaliste nous apporte le même enseignement. Chacune des « petites » crises que traverse l'un de ces Etats nous montre en miniature les éléments et les embryons des combats appelés inéluctablement à se produire sur une vaste échelle dans une grande crise. Qu'est-ce, par exemple, qu'une grève, sinon une petite crise de la société capitaliste ? Le ministre prussien de l'Intérieur, M. von Puttkamer, n'avait-il pas raison quand il prononçait sa phrase mémorable : « Toute grève recèle l'hydre de la révolution » ? L'appel à la troupe lors des grèves dans tous les pays capitalistes, et même, s'il

est permis de s'exprimer ainsi, dans les plus pacifiques et les plus « démocratiques » d'entre eux, ne nous apprend-il pas *comment* se passeront les choses dans les périodes de crises vraiment *graves* ?

Mais je reviens à l'histoire de la révolution russe.

J'ai essayé de vous montrer de quelle manière les grèves ouvrières ont secoué tout le pays et les couches les plus vastes, les plus arriérées des exploités, comment le mouvement paysan s'est déclenché, comment il s'est accompagné de soulèvements militaires.

Le mouvement atteignit son apogée au cours de l'automne 1905. Le 19(6) août parut un manifeste du tsar qui annonçait la création d'une assemblée représentative. La Douma dite de Boulyguine devait être fondée aux termes d'une loi électorale qui n'admettait qu'un nombre dérisoire d'électeurs et accordait à ce « parlement » original des droits uniquement *délibératifs*, consultatifs, mais aucun droit législatif.

Les bourgeois, les libéraux, les opportunistes étaient prêts à saisir des deux mains ce « présent » du tsar terrifié. Comme tous les réformistes, nos réformistes de 1905 ne pouvaient comprendre qu'il est des situations historiques dans lesquelles les réformes, et surtout les promesses de réformes, ont *exclusivement* pour but de calmer l'effervescence du peuple et d'obliger la classe révolutionnaire à cesser ou tout au moins à affaiblir son action.

La social-démocratie révolutionnaire de Russie comprit fort bien le vrai caractère de cet octroi d'une Constitution fantôme en août 1905. Et c'est pourquoi elle lança, sans hésiter un instant, les mots d'ordre : A bas la Douma consultative ! Boycottage de la Douma ! A bas le gouvernement tsariste ! Continuation de la lutte révolutionnaire afin de renverser ce gouvernement ! Ce n'est pas le tsar, mais un gouvernement révolutionnaire provisoire qui doit convoquer la première véritable assemblée représentative du peuple en Russie !

L'histoire donna raison aux social-démocrates révolutionnaires, car la *Douma de Boulyguine* ne fut jamais convoquée. La tourmente révolutionnaire la balaya avant même sa convocation et obligea le tsar à promulguer une nouvelle loi électorale augmentant sensiblement le nombre des électeurs, et à reconnaître le caractère législatif de la Douma.

En octobre et décembre 1905, la courbe ascendante de la révolution russe atteint son plus haut point. Toutes les sources de l'énergie révolutionnaire du peuple jaillissent plus impétueusement qu'auparavant. Le nombre des grévistes, qui s'élevait en janvier 1905, comme je vous l'ai dit, à 440 000, a dépassé en octobre 1905 le demi-million (en un seul mois, remarquez-le !). Mais à ce chiffre, qui *ne* comprend *que* les ouvriers industriels, il faut ajouter plusieurs centaines de milliers de cheminots, d'employés des P.T.T., etc.

La grève générale des cheminots arrêta dans toute la Russie le trafic ferroviaire et paralysa sérieusement les forces du gouvernement. Les portes des universités s'ouvrirent et les salles de conférences, exclusivement destinées, en temps de paix, à intoxiquer les jeunes esprits par la sagesse professorale pour en faire des laquais dociles de la bourgeoisie et du tsarisme, servirent désormais de salles de réunion à des milliers et des milliers d'ouvriers, d'artisans et d'employés, qui y discutaient ouvertement et librement de questions politiques.

La liberté de la presse fut conquise de haute lutte. La censure fut purement et simplement abolie. Aucun éditeur n'osait plus soumettre aux autorités l'exemplaire obligatoire prévu par la loi, et celles-ci n'osaient réagir. Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, des journaux révolutionnaires parurent sans entrave à Pétersbourg et dans d'autres villes. Rien qu'à Pétersbourg, on éditait trois quotidiens social-démocrates tirant à 50 000-100 000 exemplaires.

Le prolétariat était à la tête du mouvement. Il se proposait d'arracher la journée de huit heures par la voie révolutionnaire. A Pétersbourg, le mot d'ordre de lutte était alors : « *La journée de huit heures et des armes !* » Il apparut clairement à un nombre toujours croissant d'ouvriers que le sort de la révolution ne pouvait être et ne serait décidé que par la lutte armée.

Une organisation de masse d'un caractère original se forma dans le feu du combat : les célèbres *Soviets de députés ouvriers*, assemblées de délégués de toutes les fabriques. Dans plusieurs villes de Russie, ces *Soviets de députés ouvriers* assumèrent de plus en plus le rôle d'un gouvernement révolutionnaire provisoire, le rôle d'organes et de guides des soulèvements. On tenta de créer des Soviets de députés

de soldats et de matelots, et de les associer aux Soviets de députés ouvriers.

Certaines villes de Russie devinrent alors de minuscules « républiques » locales où l'autorité du gouvernement avait été balayée et où les Soviets de députés ouvriers fonctionnaient réellement comme un nouveau pouvoir d'Etat. Par malheur, ces périodes furent trop brèves, les « victoires » trop faibles et trop isolées.

Durant l'automne 1905 le mouvement paysan prit des proportions encore plus grandes. *Plus du tiers* des districts du pays furent à cette époque le théâtre « de troubles agraires » et de véritables soulèvements de paysans qui incendièrent environ 2 000 domaines et se partagèrent les biens arrachés au peuple par les forbans de la noblesse.

Malheureusement, cette action resta trop en surface ! Malheureusement, les paysans ne détruisirent qu'un quinzième des domaines, un quinzième seulement de ce qu'ils *auraient dû* détruire pour débarrasser définitivement la terre russe de cette ignominie qu'est la grande propriété foncière féodale. Malheureusement, les paysans agissaient en ordre trop dispersé, n'étaient pas assez organisés et combatifs, et ce fut là une des raisons essentielles de la défaite de la révolution.

Un mouvement d'émancipation nationale souleva les peuples opprimés de Russie. *Plus de la moitié, presque les trois cinquièmes* (*exactement 57%*), des populations du pays subissent l'oppression nationale, n'ont même pas le droit de parler librement leur langue maternelle, sont russifiées de force. Les musulmans, par exemple, qui sont en Russie des dizaines de millions, fondèrent alors avec une promptitude admirable une ligue musulmane ; ce fut en général une époque où les organisations les plus diverses se multipliaient prodigieusement.

Pour donner notamment aux jeunes une idée de l'envergure que prit le mouvement d'émancipation nationale dans la Russie d'alors en connexion avec le mouvement ouvrier, je citerai ce simple fait.

En décembre 1905, dans des centaines d'écoles, les écoliers polonais brûlèrent tous les livres et tableaux russes, ainsi que les portraits du tsar ; ils battirent et chassèrent des écoles les maîtres russes et leurs propres camarades russes au

cri de : « Allez-vous-en, rentrez en Russie ! » Les élèves des écoles secondaires de Pologne formulèrent, entre autres, les revendications suivantes : « 1) toutes les écoles secondaires doivent être subordonnées au Soviet des députés ouvriers ; 2) des réunions groupant les écoliers et les ouvriers seront convoquées dans les écoles ; 3) les lycéens seront autorisés à porter des blouses rouges, afin de marquer leur adhésion à la future république prolétarienne », etc.

Plus les vagues du mouvement prenaient d'ampleur, et plus énergiquement la réaction s'armait pour combattre la révolution. La révolution russe de 1905 confirma ce que Karl Kautsky écrivait en 1902 dans son livre *La Révolution sociale* (Kautsky, soit dit en passant, était encore à cette époque un marxiste révolutionnaire et non, comme à présent, un défenseur des social-patriotes et des opportunistes). Il disait :

...« La prochaine révolution... ressemblera moins à un soulèvement spontané contre le gouvernement et davantage à une *guerre civile* de longue durée. »

C'est bien ce qui arriva ! Et il en sera certainement ainsi au cours de la prochaine révolution en Europe !

La haine du tsarisme se tourna surtout contre les Juifs. D'une part, ceux-ci fournissaient un pourcentage particulièrement élevé (par rapport au chiffre total de la population juive) de dirigeants du mouvement révolutionnaire. Notons à propos qu'aujourd'hui aussi le nombre d'internationalistes parmi les Juifs est relativement plus grand que chez les autres peuples. D'autre part, le tsarisme savait très bien exploiter les préjugés les plus infâmes des couches les plus incultes de la population contre les Juifs pour organiser, sinon pour diriger lui-même, des *pogroms* (on compta à cette époque dans 100 villes plus de 4 000 tués et plus de 10 000 mutilés), ces monstrueux massacres de Juifs paisibles, de leurs femmes et de leurs enfants, ces abominations qui ont rendu le tsarisme si odieux au monde civilisé. Je veux parler naturellement des éléments vraiment démocratiques du monde civilisé, lesquels sont *exclusivement* les ouvriers socialistes, les prolétaires.

Même dans les pays les plus libres, même dans les républiques de l'Europe occidentale, la bourgeoisie sait fort bien associer ses phrases hypocrites contre les « atrocités rus-

ses » aux tractations financières les plus éhontées, notamment l'appui financier qu'elle accorde au tsarisme et à l'exploitation impérialiste de la Russie par l'exportation des capitaux, etc.

La révolution de 1905 atteignit son point culminant lors de l'insurrection de décembre à Moscou. Un petit nombre d'insurgés, ouvriers organisés et armés, — ils n'étaient guère plus de *huit mille*, — résista pendant neuf jours au gouvernement du tsar. Celui-ci ne pouvait se fier à la garnison de Moscou, mais devait au contraire la tenir enfermée, et ce n'est qu'avec l'arrivée du régiment Sémionovski, appelé de Pétersbourg, qu'il put réprimer le soulèvement.

La bourgeoisie se plaît à railler l'insurrection de Moscou et à la qualifier d'artificielle. Par exemple, parmi les publications allemandes dites « scientifiques », il est un gros ouvrage sur le développement politique de la Russie, écrite par M. le professeur Max Weber qui a qualifié l'insurrection de Moscou de « putsch ». « Le groupe de Lénine, écrit ce « savantissime » professeur, et une partie des socialistes-révolutionnaires avaient préparé depuis longtemps ce soulèvement *insensé*.»

Afin d'apprécier à sa juste valeur cette sagesse professorale de la bourgeoisie poltronne, il suffit de rappeler sans commentaires les chiffres de la statistique des grèves. En janvier 1905, il n'y avait en Russie que 123 000 grévistes luttant pour des revendications purement politiques; en octobre, on en comptait 330 000, et le *maximum fut atteint en décembre*, où il y eut dans l'espace d'un mois *370 000* grévistes pour des motifs purement politiques ! Qu'on se souvienne des progrès de la révolution, des soulèvements des paysans et des révoltes militaires et l'on se convaincra aussitôt que le jugement porté par la « science » bourgeoise sur l'insurrection de décembre n'est pas seulement inepte, mais que c'est un subterfuge de la part des représentants de la bourgeoisie couarde qui voit dans le prolétariat son ennemi de classe le plus dangereux.

En réalité, tout le développement de la révolution russe conduisait inéluctablement à une lutte armée, décisive, entre le gouvernement du tsar et l'avant-garde du prolétariat conscient en tant que classe.

J'ai déjà indiqué, dans les considérations ci-dessus, en

quoi consistait la faiblesse de la révolution russe, cette faiblesse qui en a entraîné la défaite temporaire.

Après l'étouffement de l'insurrection de décembre, la révolution suit une courbe descendante. Mais cette période comprend, elle aussi, des phases du plus haut intérêt ; il suffit d'évoquer les deux tentatives faites par les éléments les plus combatifs de la classe ouvrière pour mettre fin au recul de la révolution et préparer une nouvelle offensive.

Mais le temps qui m'est imparti est presque épuisé et je ne veux pas abuser de la patience de mes auditeurs. Je crois, d'ailleurs, avoir noté — dans la mesure où un thème aussi vaste puisse être exposé brièvement — l'essentiel pour l'intelligence de la révolution russe : son caractère de classe et ses forces motrices, ses moyens de combat.

Je me borne à ajouter quelques observations sommaires sur la portée mondiale de la révolution russe.

Au point de vue géographique, économique et historique, la Russie appartient non seulement à l'Europe, mais encore à l'Asie. C'est pourquoi nous voyons que la révolution russe n'a pas seulement réussi à tirer définitivement de sa torpeur le plus grand et le plus arriéré des pays d'Europe et à créer un peuple révolutionnaire conduit par un prolétariat révolutionnaire.

Ce n'est pas tout. La révolution russe a mis aussi toute l'Asie en branle. Les révolutions de Turquie, de Perse et de Chine montrent que l'insurrection grandiose de 1905 a laissé des traces profondes et que son influence, qui se manifeste dans le mouvement ascendant de *centaines et de centaines* de millions de gens, est ineffaçable.

Indirectement, la révolution russe a aussi exercé son influence sur les pays d'Occident. Il ne faut pas oublier que le 30 octobre 1905, dès l'arrivée à Vienne du télégramme annonçant le manifeste constitutionnel du tsar, cette nouvelle joua un rôle décisif dans la victoire définitive du suffrage universel en Autriche.

Au congrès de la social-démocratie autrichienne, lorsque le camarade Ellenbogen — à l'époque, il n'était pas encore un social-patriote, c'était encore un camarade — faisait son rapport sur la grève politique, on déposa ce télégramme devant lui. Les débats furent aussitôt interrompus. « Notre place est dans la rue ! » s'exclamèrent les délégués. Et les jours

suivants virent des manifestations de rue monstres à Vienne, des barricades à Prague. La victoire du suffrage universel en Autriche était désormais acquise.

On rencontre très souvent des Occidentaux qui parlent de la révolution russe, comme si les événements, les rapports et les moyens de lutte de ce pays arriéré étaient très peu comparables à ceux de l'Europe occidentale et ne pouvaient guère, par conséquent, avoir une portée tant soit peu pratique.

Rien de plus erroné que cette opinion.

Certes, les formes et les mobiles des luttes prochaines de la révolution européenne de demain différeront à maints égards des formes de la révolution russe.

Mais la révolution russe n'en reste pas moins — précisément de par son caractère prolétarien, dans le sens particulier que j'ai déjà indiqué — le *prélude* de l'imminente révolution européenne. Nul doute que celle-ci ne puisse être qu'une révolution prolétarienne, et cela dans un sens encore plus profond du mot : une révolution prolétarienne, socialiste par son contenu également. Cette révolution qui approche montrera avec encore plus d'ampleur, d'une part, que seuls des combats acharnés, à savoir des guerres civiles, peuvent affranchir l'humanité du joug du capital et, d'autre part, que seuls des prolétaires ayant une conscience de classe développée peuvent intervenir et interviendront en qualité de chefs de l'immense majorité des exploités.

Le silence de mort qui règne actuellement en Europe ne doit pas nous faire illusion. L'Europe est grosse d'une révolution. Les atrocités monstrueuses de la guerre impérialiste, les tourments de la vie chère engendrent partout un état d'esprit révolutionnaire, et les classes dominantes, la bourgeoisie ainsi que leurs commis, les gouvernements, sont de plus en plus acculés dans une impasse, dont ils ne peuvent se tirer sans de très graves bouleversements.

De même qu'en 1905, le peuple de Russie, conduit par le prolétariat, se souleva contre le gouvernement du tsar afin de conquérir une république démocratique, de même on verra dans les années à venir, par suite de cette guerre de brigandage, les peuples d'Europe se soulever, sous la conduite du prolétariat, contre le pouvoir du capital financier, contre les grandes banques, contre les capitalistes ; et ces boule-

versements ne pourront se terminer que par l'expropriation de la bourgeoisie et la victoire du socialisme.

Nous, les vieux, nous ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente. Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance l'espoir que les jeunes, qui militent si admirablement dans le mouvement socialiste de la Suisse et du monde entier, auront le bonheur non seulement de combattre dans la révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher.

Rédigé en allemand avant le 9 (22) janvier 1917

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois le 22 janvier 1925, dans le n° 18 de la «Pravda»
Signé: N. Lénine

DOUZE THESES BREVES SUR LA DEFENSE DE LA PATRIE PAR H. GREULICH[88]

1. H. Greulich déclare au début de son premier article qu'il existe actuellement des « socialistes » (il entend sans doute de *prétendus* socialistes) qui « font confiance aux gouvernements des junkers et des bourgeois ».

Cette accusation portée contre *une* tendance du « socialisme » contemporain, plus précisément contre le social-patriotisme, est évidemment juste. Mais que démontrent les quatre articles du camarade H. Greulich, sinon qu'il a une « confiance » tout aussi *aveugle* dans le « gouvernement bourgeois » de la Suisse ?? Il oublie même que ce dernier est non seulement un « gouvernement bourgeois », mais aussi un gouvernement bourgeois *impérialiste*, grâce aux nombreuses liaisons du capital bancaire suisse.

2. H. Greulich reconnaît dans le premier article qu'il y a *deux* courants principaux dans l'ensemble de la social-démocratie internationale. Il définit à bon droit l'un d'eux (le courant *social-patriote*, assurément), en stigmatisant ses adeptes comme des « agents » des gouvernements bourgeois.

Mais Greulich oublie étrangement, en premier lieu, que les social-patriotes suisses sont aussi les agents du gouvernement bourgeois de la Suisse ; en second lieu, qu'on ne peut pas davantage détacher la Suisse bourgeoise actuelle, hautement développée et extrêmement riche, du réseau des rapports impérialistes mondiaux, qu'on ne peut en général la détacher du marché mondial ; en troisième lieu, qu'on ferait bien d'examiner les arguments invoqués pour et contre la défense de la patrie dans l'ensemble de la social-démocratie internationale, et notamment en connexion avec

ces rapports impérialistes mondiaux du capital financier ; en quatrième lieu, qu'il est impossible de concilier les deux principaux courants de la social-démocratie internationale et que, par conséquent, le Parti suisse doit *choisir* le courant qu'il veut suivre.

3. Dans son deuxième article, H. Greulich déclare que « la Suisse ne peut pas faire une guerre offensive ».

Greulich oublie singulièrement le fait incontestable et évident que, dans les *deux* cas possibles, — soit que la Suisse s'allie à l'Allemagne pour combattre l'Angleterre, soit qu'elle s'allie à l'Angleterre pour combattre l'Allemagne, — dans les *deux* cas, la Suisse participera à une guerre impérialiste, à une guerre de pillage, à une guerre offensive.

En tout état de cause, la Suisse bourgeoise ne saurait modifier le caractère de la guerre actuelle, ni mener, en général, une guerre anti-impérialiste.

Est-il admissible que Greulich abandonne le « domaine des faits » (voir son quatrième article) et parle d'on ne sait quelle guerre imaginaire au lieu de parler de *cette* guerre ?

4. H. Greulich déclare dans son deuxième article :

« Neutralité et défense de la patrie sont identiques pour la Suisse. Quiconque répudie la défense de la patrie met en danger la neutralité. C'est ce qu'il faut comprendre. »

Deux questions très simples au camarade Greulich :

D'abord, ne faudrait-il pas comprendre que la foi dans les déclarations de neutralité et dans les intentions de protéger celle-ci au cours de cette guerre n'indique pas seulement qu'on a une confiance aveugle dans *son* « gouvernement bourgeois » et dans les *autres* « gouvernements bourgeois », mais qu'elle est aussi tout bonnement ridicule ?

Ensuite, ne faudrait-il pas comprendre que, en réalité, les choses se présentent ainsi :

Quiconque admet la défense de la patrie dans cette guerre devient l'auxiliaire de « *sa* » bourgeoisie nationale qui, en Suisse aussi, est manifestement impérialiste, parce que liée financièrement aux grandes puissances et prise dans l'engrenage de la politique impérialiste mondiale.

Quiconque rejette la défense de la patrie dans cette guerre détruit la confiance du prolétariat dans la bourgeoisie et *aide* le prolétariat international à lutter *contre* la domination de la bourgeoisie.

5. H. Greulich déclare à la fin du deuxième article : « En supprimant la milice en Suisse, nous n'éliminerons pas pour autant les guerres entre les grandes puissances. »

Pourquoi le camarade Greulich oublie-t-il que les social-démocrates n'envisagent de supprimer *toutes* les armées (et par conséquent aussi la milice), qu'*après* la victoire de la révolution sociale ? qu'il s'agit précisément à l'heure actuelle de lutter pour la révolution sociale en alliance avec les minorités révolutionnaires internationalistes de *toutes* les grandes puissances ?

De *qui* Greulich attend-il la suppression « des guerres entre grandes puissances » ? Serait-ce par hasard de la milice d'un petit État bourgeois de 4 millions d'habitants ?

Nous autres, social-démocrates, attendons la suppression « des guerres entre grandes puissances » de l'action révolutionnaire du prolétariat de *toutes* les puissances, grandes et *petites*.

6. Dans son troisième article, Greulich affirme que les ouvriers suisses doivent « défendre » la « démocratie » !!

Le camarade Greulich ignore-t-il vraiment que, dans cette guerre, *aucun* Etat d'Europe ne défend ni ne peut défendre la démocratie ? Au contraire, la participation à cette guerre impérialiste signifie pour *tous* les Etats, grands et petits, l'*étranglement* de la démocratie, la victoire de la réaction sur la démocratie. Greulich ne connaît-il vraiment pas les milliers d'exemples fournis dans ce sens par l'Angleterre, l'Allemagne, la France, etc. ? Ou bien le camarade Greulich a-t-il vraiment une si grande « confiance » dans le gouvernement suisse, c'est-à-dire dans son « gouvernement bourgeois », qu'il considère tous les directeurs de banque et les millionnaires suisses comme d'authentiques Guillaume Tell ?

Ce n'est pas la participation à la guerre impérialiste ou aux mobilisations prétendument destinées à sauvegarder la neutralité qui peut aboutir au socialisme, mais la lutte révolutionnaire contre *tous* les gouvernements bourgeois, elle seule et rien d'autre ; or, sans le socialisme, il n'y a aucune *garantie* pour la démocratie !

7. Le camarade Greulich écrit dans le troisième article : « La Suisse attend-elle donc du prolétariat qu'il « s'entre-tue dans des combats impérialistes » ?»

Cette question prouve que le camarade Greulich se place entièrement sur le terrain national ; mais malheureusement, dans cette guerre, ce terrain-là *n'existe pas* pour la Suisse.

Ce n'est pas la Suisse qui « attend » cela du prolétariat, mais le capitalisme, qui est devenu un capitalisme *impérialiste* dans tous les pays civilisés, en Suisse comme ailleurs. La domination de la bourgeoisie « attend » maintenant du prolétariat de *tous* les pays qu'il « s'entre-tue dans des combats impérialistes ». Voilà ce qu'oublie Greulich. Pour se défendre contre une telle situation, il n'existe actuellement aucun autre moyen que la lutte de classe, révolutionnaire et internationaliste, contre la bourgeoisie !

Pourquoi Greulich oublie-t-il que déjà le Manifeste de Bâle de l'Internationale, en 1912, avait reconnu expressément, primo, que le capitalisme *impérialiste* déterminait le caractère fondamental de la guerre imminente ; et pourquoi oublie-t-il, secundo, que ce même manifeste parlait de la *révolution prolétarienne précisément* en liaison avec *cette* guerre ?

8. Greulich écrit dans le troisième article :

La lutte de masse révolutionnaire «au lieu de l'exercice des droits démocratiques », voilà « une notion bien vague ».

Cela prouve que Greulich admet exclusivement la voie réformiste bourgeoise et repousse ou ignore la *révolution.* Cela sied à un grütlien, mais en aucun cas à un social-démocrate.

Les révolutions *sans* une « lutte de masse révolutionnaire » sont impossibles. De telles révolutions n'ont jamais existé. Actuellement, au début de la période impérialiste, des révolutions sont inévitables en Europe également.

9. Dans le quatrième article, le camarade Greulich déclare formellement comme « allant de soi » qu'il déposera son mandat de conseiller national si le parti répudie *par principe* la défense de la patrie. Et il ajoute : cette répudiation signifierait « une violation de notre unité ».

C'est là un ultimatum très clair, catégorique, adressé au parti par les membres social-patriotes du Conseil national. *Ou bien* le Parti doit accepter les conceptions social-patriotes, *ou bien* « nous » (Greulich, Müller, etc.) déposons notre mandat,

Mais à vrai dire, de quelle « unité » peut-il être question ? Evidemment d'aucune autre « unité » que celle des chefs social-patriotes avec *leurs* mandats de conseillers nationaux ?!

L'unité prolétarienne de principe est tout autre chose : les social-patriotes, c'est-à-dire les « défenseurs de la patrie », doivent « s'unir » à l'organisation social-patriote et notoirement bourgeoise de Grütli. Les adversaires de la défense de la patrie, les social-démocrates, doivent « s'unir » au prolétariat socialiste. C'est absolument clair.

Nous avons le ferme espoir que le camarade Greulich ne voudra pas se couvrir de ridicule en cherchant à prouver (malgré les expériences d'Angleterre, d'Allemagne, de Suède, etc.), que l'« unité » des social-patriotes, des « agents » des gouvernements bourgeois, avec le prolétariat socialiste peut provoquer autre chose que désorganisation, démoralisation, hypocrisie et mensonge manifestes.

10. Le «serment » par lequel les membres du Conseil national s'engagent à sauvegarder l'indépendance du pays est, de l'avis de Greulich, « incompatible » avec le refus de défendre le pays.

Fort bien ! Mais y a-t-il une seule activité révolutionnaire qui soit « compatible » avec le « serment » de faire respecter les lois des Etats capitalistes ?? Les grütliens, c'est-à-dire les valets de la bourgeoisie, n'admettent par principe que les voies légales. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu un seul social-démocrate qui ait rejeté les révolutions ou n'ait admis que celles qui sont « compatibles » avec le « serment » de protéger les lois bourgeoises.

11. Greulich nie que la Suisse soit un « Etat bourgeois de classe ... dans le sens absolu du terme ». Il définit le socialisme (à la fin du quatrième article) de telle manière que la révolution sociale et toute action révolutionnaire disparaissent entièrement. La révolution sociale est une « utopie », tel est le sens, en bref, de tous les longs discours ou articles de Greulich.

Fort bien ! Mais c'est du grütlianisme de la plus belle eau, et non du socialisme. C'est du réformisme bourgeois, et non du socialisme.

Pourquoi le camarade Greulich ne propose-t-il pas ouvertement de rayer les mots« révolution prolétarienne » du Manifeste de Bâle de 1912, de biffer les mots « actions révolutionnaires de masse » de la décision d'Aarau de 1915, ou de brûler toutes les résolutions de Zimmerwald et de Kienthal ?

12. Le camarade Greulich se place de plain-pied sur le terrain national, sur le terrain réformiste bourgeois, le terrain des grütliens.

Il s'obstine à vouloir ignorer le caractère impérialiste de la guerre actuelle, tout comme les liaisons impérialistes de la bourgeoisie suisse contemporaine. Il veut ignorer la division des socialistes du monde entier en social-patriotes et internationalistes révolutionnaires.

Il oublie qu'il *n*'existe en réalité pour le prolétariat suisse *que* deux voies :

La première : aider sa bourgeoisie nationale à s'armer, soutenir les mobilisations sous prétexte de défendre la neutralité et courir chaque jour le danger d'être entraîné dans la guerre impérialiste. En cas de « victoire » dans une telle guerre, endurer la famine, enregistrer 100 000 morts, entasser de nouveaux milliards de profits de guerre dans les poches de la bourgeoisie suisse, lui assurer à l'étranger de nouveaux investissements lucratifs de capitaux et subir un nouvel assujettissement financier à l'égard de ses « alliés » impérialistes, les grandes puissances.

La seconde : mener, en alliance étroite avec les minorités révolutionnaires internationalistes de toutes les grandes puissances, une lutte résolue contre tous les « gouvernements bourgeois », et avant tout contre *le sien*, n'accorder aucune confiance ni à son gouvernement bourgeois en général, ni à ses discours sur la protection de la neutralité, et inviter poliment les social-patriotes à passer avec armes et bagages à la Société de Grütli.

En cas de victoire, se libérer pour toujours de la vie chère, de la famine et des guerres, déclencher la révolution socialiste en commun avec les ouvriers français, allemands, etc.

Les deux voies sont difficiles, toutes deux exigent des sacrifices.

Le prolétariat suisse doit savoir s'il veut faire ces sacrifices au profit de la bourgeoisie impérialiste de son pays et de l'une des coalitions des grandes puissances, ou bien pour libérer l'humanité du capitalisme, de la famine et des guerres.

Le prolétariat doit choisir.

Rédigé en allemand entre le 13 et le 17 (entre le 26 et le 30) janvier 1917

Publié le 31 janvier et le 1er février 1917, dans les nos 26 et 27 du journal «Volksrecht»
Signé : — e —

Paru en russe pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

Conforme au manuscrit

LA DEFENSE DE LA NEUTRALITE

Si l'on admet que la guerre actuelle est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre entre deux grands rapaces, dont l'enjeu est la domination et le pillage du monde, cela ne prouve pas encore qu'il faille répudier la défense de la patrie suisse. Nous autres, Suisses, défendons précisément notre neutralité ; et nous occupons militairement nos frontières précisément pour éviter une participation à cette guerre de rapine !

Tel est le langage des social-patriotes, des grütliens du parti socialiste et en dehors de ses rangs.

Cet argument se fonde sur les prémisses suivantes, tacitement acceptées ou subrepticement insinuées :

La répétition, sans analyse critique, de ce que dit la bourgeoisie et de ce qu'elle doit dire pour garantir sa domination de classe.

Une confiance totale dans la bourgeoisie, et une méfiance totale à l'égard du prolétariat.

La méconnaissance de la situation internationale réelle, et non imaginaire, qui résulte des rapports impérialistes entre tous les pays d'Europe et des « attaches » impérialistes de la classe capitaliste suisse.

La bourgeoisie roumaine et la bourgeoisie bulgare n'ont-elles pas, durant des mois, aussuré le plus solennellement du monde que leurs préparatifs militaires n'avaient prétendument « d'autre but » que de défendre leur neutralité ?

Est-il des raisons sérieuses, scientifiques, de faire sur ce point une différence *de principe* entre ces bourgeoisies et la bourgeoisie suisse ?

Evidemment pas ! Lorsqu'on indique qu'en Roumanie et en Bulgarie la bourgeoisie a des visées de conquête ou d'annexion, ce que l'on ne saurait dire de la bourgeoisie suisse, on ne peut certes pas considérer cela comme une différence *de principe*. Les intérêts impérialistes, comme chacun sait, ne s'expriment pas seulement par des acquisitions territoriales, mais aussi par des acquisitions *financières*. Il ne faut pas perdre de vue que la bourgeoisie suisse exporte des capitaux évalués à 3 milliards de francs au moins et exploite donc d'une manière impérialiste des peuples retardataires. C'est un fait. C'est un fait également que le capital bancaire de la Suisse est intimement lié et enchevêtré à celui des grandes puissances, que la « Fremdenindustrie »*, etc., se présente comme une *répartition* permanente de la richesse impérialiste entre les grandes puissances et la Suisse. De plus, ce pays est infiniment plus développé au point de vue capitaliste que la Roumanie et la Bulgarie ; on ne peut absolument pas parler en Suisse d'un mouvement populaire « national » quelconque : cette époque historique est terminée depuis des siècles pour la Suisse, ce que l'on ne saurait dire d'aucun des deux pays balkaniques mentionnés ci-dessus.

Ainsi, il est normal qu'un bourgeois s'efforce d'insuffler au peuple, aux exploités, la confiance dans la bourgeoisie et qu'il cherche à masquer sous des formules appropriées la politique impérialiste *réelle* de « sa » bourgeoisie.

Tout autre devrait être l'attitude d'un socialiste : démasquer sans pitié, en ne tolérant aucune illusion, la politique véritable de «sa» bourgeoisie. La continuation de la politique de la bourgeoisie suisse consistant à *vendre* le peuple à telle ou telle coalition impérialiste serait beaucoup plus probable et beaucoup plus « naturelle » (c'est-à-dire plus conforme à la nature de cette bourgeoisie) que la défense de la démocratie, au vrai sens du terme, contre les intérêts capitalistes.

« A chacun son rôle » : que les grütliens, valets et agents de la bourgeoisie, trompent le peuple par des phrases sur la « défense de la neutralité ».

---

* L'industrie desservant les étrangers. (*N.R.*)

Quant aux socialistes qui luttent contre la bourgeoisie, ils doivent ouvrir les yeux du peuple sur le danger très réel, attesté par toute l'histoire de la politique bourgeoise en Suisse, le danger pour le peuple d'être *vendu* par « sa propre » bourgeoisie !

Rédigé en allemand en janvier 1917 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE MONDIALE

Le quartier des pacifistes a un air de fête. Les vertueux bourgeois des pays neutres sont en liesse : « Nous nous sommes suffisamment enrichis grâce aux bénéfices de guerre et à la hausse du coût de la vie ; ne serait-il pas temps de s'arrêter ? De toutes façons, il est peu probable que nous puissions obtenir davantage, et puis la patience du peuple pourrait bien s'épuiser » ...

Comment ne se réjouiraient-ils pas lorsque Wilson « en personne » « paraphrase » la déclaration pacifiste du parti socialiste italien qui vient d'adopter à Kienthal une résolution officielle et solennelle sur la carence totale du social-pacifisme ?

Est-il étonnant que Turati triomphe dans l'*Avanti!* en voyant Wilson paraphraser *leurs* belles phrases italiennes, ces phrases « pseudo-socialistes » des pacifistes ? Est-il étonnant que les social-pacifistes et les kautskistes français, dans leur organe *Le Populaire*[89], s'« unissent » amoureusement à Turati et à Kautsky qui a publié dans la presse social-démocrate allemande cinq articles pacifistes particulièrement stupides, dans lesquels il « paraphrase» aussi, bien entendu, tout le bavardage — mis à l'ordre du jour par les événements — sur une bonne petite paix démocratique.

Ce bavardage d'aujourd'hui se distingue effectivement de celui d'autrefois, en ce sens qu'il est fondé sur certaines données *objectives*. Cela provient d'un tournant dans la politique mondiale, allant *de la guerre impérialiste* qui a gratifié les peuples de calamités majeures et de la trahison majeure commise envers le socialisme par messieurs les Plé-

khanov, les Albert Thomas, les Legien, les Scheidemann, etc., vers la *paix impérialiste*, appelée à gratifier les peuples de l'imposture majeure que sont les phrases lénifiantes, les demi-réformes, les demi-concessions, etc.

Ce tournant est un fait.

On ne saurait dire actuellement — et les dirigeants de la politique impérialiste eux-mêmes, les rois de la finance et les forbans couronnés, ne sont pas en mesure de le préciser — à quel moment au juste viendra cette paix impérialiste, quels changements se produiront d'ici là dans le déroulement de la guerre, quels seront les détails de cette paix. Mais cela n'a pas d'importance. Ce qui importe, c'est le *fait* du tournant vers la paix, c'est le *caractère fondamental* de cette paix ; or, ces deux points sont déjà assez bien éclaircis par le tour qu'ont pris les événements.

En vingt-neuf mois de guerre, les ressources des deux coalitions impérialistes sont suffisamment définies : tous les alliés éventuels, ou peu s'en faut, parmi les plus proches « voisins » ayant quelque importance, ont été entraînés dans la boucherie ; les forces des armées et des flottes ont été éprouvées et vérifiées mille et mille fois. Le capital financier a récolté des milliards ; la montagne des dettes de guerre montre les proportions du tribut que le prolétariat et les classes non possédantes « doivent » maintenant payer pendant des dizaines d'années à la bourgeoisie internationale, du fait que celle-ci leur a très gracieusement permis de massacrer des millions de leurs frères, esclaves salariés comme eux, dans une guerre entreprise pour le partage du butin impérialiste.

Il semble désormais impossible d'écorcher davantage, dans la guerre *actuelle*, les bêtes de somme que sont les salariés : c'est là une des causes économiques profondes du tournant qu'on observe maintenant dans la politique mondiale. C'est impossible parce que les ressources, en général, commencent à s'épuiser. Les milliardaires américains et leurs partenaires cadets de Hollande, de Suisse, du Danemark et des autres pays neutres commencent à remarquer que le puits d'or se tarit ; c'est par là que s'explique la progression du pacifisme neutre, et non par de nobles sentiments humanitaires, comme le pensent les naïfs, les pitoyables, les ridicules Turati, Kautsky et Cie.

En outre, le mécontentement et l'indignation grandissent dans les masses. Dans notre numéro précédent, nous avons cité les témoignages de Goutchkov et Helfferich [90], d'où il ressort que tous deux *ont peur* de la révolution. N'est-il pas temps de mettre fin au premier carnage impérialiste ?

Les conditions objectives qui poussent à terminer la guerre jouent ainsi dans le même sens que l'instinct de classe et le calcul de classe de la bourgeoisie gavée de profits de guerre.

Le tournant politique correspondant à ce tournant économique s'opère suivant deux lignes principales : l'Allemagne victorieuse *détache* de son principal ennemi, l'Angleterre, les alliés de celle-ci, en spéculant sur le fait que, d'une part, ce n'est pas l'Angleterre mais précisément ses alliés qui ont subi (et pourront subir encore) les coups les plus durs, et que, d'autre part, l'impérialisme allemand, après avoir pillé tant et plus, est en état d'accorder aux alliés de l'Angleterre quelques modestes demi-concessions.

Il se peut qu'une paix séparée de l'Allemagne avec la Russie soit cependant *conclue*. Seule la *forme* de la transaction politique entre ces deux brigands est modifiée. Le tsar a pu dire à Guillaume : « Si je signe ouvertement une paix séparée, il est possible, ô mon très auguste partenaire, que tu sois obligé demain d'avoir affaire au gouvernement de Milioukov et de Goutchkov, si ce n'est à celui de Milioukov et de Kérenski. Car la révolution monte, et je ne réponds pas de l'armée, dont les généraux entretiennent une correspondance avec Goutchkov, et dont les officiers, à présent, sont pour la plupart frais émoulus du lycée. Aurions-nous avantage à risquer, moi, la perte du trône, et toi, celle d'un bon partenaire ? »

« Bien entendu, nous n'y aurions aucun avantage », a dû répondre Guillaume, si la question lui a été posée, explicitement ou non. « D'ailleurs, à quoi bon une paix séparée ouvertement annoncée, ou même signée sur le papier ? Ne pouvons-nous pas obtenir le même résultat par une autre voie, plus subtile ? Je vais proposer solennellement à l'humanité entière de lui accorder les bienfaits de la paix. Discrètement, je ferai savoir aux Français que je suis prêt à restituer, en totalité ou presque, la France et

la Belgique, en échange de quelques « honnêtes » concessions portant sur leurs colonies africaines ; aux Italiens, je dirai qu'ils peuvent compter sur « un petit morceau » des terres italiennes de l'Autriche, plus quelques morceaux dans les Balkans. Je suis en mesure de faire connaître mes propositions et mes plans aux peuples : les Anglais pourront-ils alors retenir plus longtemps leurs alliés d'Europe occidentale ? Pendant ce temps, toi et moi, nous nous partagerons la Roumanie, la Galicie, l'Arménie ; quant à Constantinople, ô mon auguste cousin, tu n'en verras pas la couleur ! Et quant à la Pologne, ô mon auguste cousin, tu n'en verras pas la couleur ! »

Impossible de savoir si une conversation de ce genre a eu lieu. Mais cela n'a pas d'importance. Ce qui importe, c'est que les choses ont pris *précisément* cette tournure. Si le tsar ne s'est pas laissé gagner par les arguments des diplomates allemands, les « *arguments* » de l'armée de Mackensen en Roumanie ont dû se révéler plus convaincants.

Quant au plan de partage de la Roumanie entre la Russie et la « quadruple alliance » (c'est-à-dire les alliés de l'Allemagne, l'Autriche et la Bulgarie), on en parle déjà *ouvertement* dans la presse impérialiste allemande ! Et ce bavard d'Hervé vend la mèche : nous ne pourrons pas forcer le peuple à combattre s'il apprend qu'on peut recouvrer *dès aujourd'hui* la Belgique et la région occupée de la France. Et les petits imbéciles pacifistes de la bourgeoisie neutre sont déjà « à l'œuvre » : Guillaume leur a délié la langue ! Quant aux ... sages pacifistes que sont les socialistes Turati en Italie, Kautsky en Allemagne, etc., etc., ils font des pieds et des mains, appliquant leurs sentiments humanitaires, leur bon cœur, leur vertu céleste (sans compter leurs éminentes facultés intellectuelles) à *farder* la paix impérialiste qui s'annonce prochaine !

Comme tout est vraiment bien ordonné dans ce meilleur des mondes possibles ! Nous nous étions empêtrés, nous autres rois de la finance et forbans couronnés, dans notre politique de pillage impérialiste ; il a fallu faire la guerre ; eh bien ! la guerre ne nous enrichira pas moins que la paix, davantage même ! Et nous avons une nombreuse valetaille pour proclamer que notre guerre est « émancipatrice » : tous ces Plékhanov, ces Albert Thomas, ces Legien, ces Schei-

demann et consorts ! L'heure a sonné de conclure une paix impérialiste ? Qu'à cela ne tienne ! Les dettes de guerre ne sont-elles pas des engagements garantissant notre droit sacré de prélever un tribut cent fois plus élevé sur les peuples ? Et pour *déguiser* cette paix impérialiste, pour mystifier les peuples par des discours mielleux, nous avons des naïfs à profusion, ne serait-ce que Turati, Kautsky et autres « leaders » du socialisme mondial !

Le caractère tragi-comique des interventions de Turati et de Kautsky tient précisément au fait qu'ils *ne comprennent pas* le rôle *réel*, objectif, politique, qu'ils sont amenés à jouer : le rôle de curés *consolant* les peuples au lieu de les entraîner à la révolution ; le rôle d'*avocats bourgeois* dont les phrases ronflantes sur toutes sortes de belles choses en général et sur la paix démocratique en particulier estompent, dissimulent, fardent, enjolivent l'ignoble laideur du monde impérialiste qui met les peuples à l'encan et dépèce les pays.

L'*unité de principe* des social-chauvins (les Plékhanov et les Scheidemann) et des social-pacifistes (Turati et Kautsky) réside justement dans le fait que les uns et les autres, *objectivement* parlant, sont les *serviteurs* de l'impérialisme : les uns le « servent » en présentant la guerre impérialiste comme la « défense de la patrie », les autres servent *le même* impérialisme en déguisant par des phrases sur la paix démocratique la paix impérialiste qui mûrit et se prépare aujourd'hui.

La bourgeoisie impérialiste a besoin de larbins de l'une et de l'autre sorte, de l'une et de l'autre nuance : elle a besoin des Plékhanov pour encourager la poursuite du carnage en criant : «A bas les conquérants ! » ; et des Kautsky pour consoler et calmer les masses trop exaspérées en chantant sur un air lénifiant les louanges de la paix.

C'est pourquoi l'union générale des social-chauvins de tous les pays avec les social-pacifistes, — ce « complot » général « contre le socialisme » dont il est question dans un message de la Commission socialiste internationale de Berne[91], cette « amnistie générale » dont nous avons parlé plus d'une fois, — tout cela ne sera pas le fait du hasard, mais simplement une manifestation de l'unité de principe de *ces deux* tendances du pseudo-«socialisme» mondial. Ce

n'est pas sans raison que Plékhanov, tout en criant furieusement à la « trahison » des Scheidemann, fait allusion à la paix et à l'unité qu'il se propose de réaliser avec ces messieurs en temps opportun.

Mais, répliquera peut-être le lecteur, peut-on oublier que la paix impérialiste « vaut tout de même mieux » que la guerre impérialiste, que si le programme d'une paix démocratique ne saurait être réalisé en entier, il peut l'être du moins « en partie », « dans la mesure du possible », qu'une Pologne indépendante vaut mieux qu'une Pologne russe, que le rattachement à l'Italie des terres italiennes de l'Autriche est un progrès ?

C'est derrière des considérations de ce genre que s'abritent les défenseurs de Turati et de Kautsky, sans remarquer qu'ils cessent ainsi d'être des marxistes révolutionnaires pour devenir des réformistes bourgeois des plus vulgaires.

Peut-on nier, à moins d'avoir perdu l'esprit, que l'Allemagne de Bismarck, avec ses lois sociales, « vaille mieux » que l'Allemagne d'avant 1848, que les réformes de Stolypine[92] soient « préférables » à la Russie d'avant 1905 ? Mais les social-démocrates allemands (ils étaient encore des social-démocrates à l'époque) ont-ils voté pour autant les réformes de Bismarck ? Et les réformes de Stolypine ont-elles été enjolivées ou au moins soutenues par les social-démocrates de Russie, abstraction faite, bien entendu, de MM. Potressov, Maslov et Cie, dont se détourne maintenant avec mépris même Martov, membre de *leur propre parti* ?

L'histoire ne piétine pas sur place, même pendant les contre-révolutions. L'histoire a marché de l'avant même pendant la boucherie impérialiste de 1914-1916, qui a été la *continuation* de la politique impérialiste des dizaines d'années qui l'ont précédée. Le capitalisme mondial, qui était pendant les années 60 et 70 du siècle dernier une force de progrès, fondée sur la libre concurrence, et qui, au début du XXe siècle, est devenu un capitalisme *monopoliste*, c'est-à-dire l'impérialisme, a fait pendant la guerre un notable pas *en avant*, non seulement vers une concentration plus grande encore du capital financier, mais aussi vers sa transformation en un *capitalisme d'Etat*. La force de la cohésion nationale et l'importance des sympathies nationales

ont été démontrées pendant cette guerre par la conduite, notamment, des Irlandais dans l'une des coalitions impérialistes, et des Tchèques dans l'autre. Les chefs lucides de l'impérialisme se disent : nous ne pouvons évidemment pas réaliser nos desseins sans étouffer les petits peuples, mais il existe deux procédés d'étouffement. Il y a des cas où il est plus sûr — et plus avantageux — de gagner de sincères et consciencieux « défenseurs de la patrie » dans une guerre impérialiste par la création d'Etats *politiquement* indépendants, dont la dépendance *financière* sera naturellement l'objet de « nos » soins vigilants ! Il est plus avantageux (dans une guerre de grande envergure entre puissances impérialistes) d'être l'allié de l'indépendante Bulgarie que le maître d'une Irlande dépendante ! L'achèvement des réformes nationales peut quelquefois consolider de l'intérieur une coalition impérialiste ; c'est ce que suppute très justement, par exemple, un des plus infâmes valets de l'impérialisme allemand, K. Renner, lequel, bien entendu, défend à outrance « l'unité » des partis social-démocrates en général et l'unité avec Scheidemann et Kautsky en particulier.

La marche objective des événements finit par l'emporter et, de même que les bourreaux des révolutions de 1848 et de 1905 devinrent, en un certain sens, leurs exécuteurs testamentaires, de même les instigateurs du carnage impérialiste *sont contraints* d'appliquer certaines réformes propres au capitalisme d'Etat et certaines réformes nationales. De petites concessions sont en outre nécessaires pour *calmer* les masses exaspérées par la guerre et la vie chère : pourquoi ne pas promettre (et même réaliser partiellement, car cela n'engage à rien !) une « réduction des armements »? De toutes façons, la guerre est une « branche d'industrie » semblable à l'industrie forestière: il faut des dizaines d'années pour avoir des arbres de haute futaie... pardon ! je voulais dire pour avoir une quantité suffisante de « chair à canon ». Et dans quelques dizaines d'années, espérons-le, il sortira des entrailles de la social-démocratie, « unie » et internationale, de nouveaux Plékhanov, de nouveaux Scheidemann, de nouveaux conciliateurs doucereux tels que Kautsky...

Les réformistes et les pacifistes bourgeois sont des gens

qu'en règle générale *on paye* d'une façon ou d'une autre pour qu'ils consolident la domination du capitalisme par de petits rafistolages, pour qu'ils endorment les masses populaires et les détournent de la lutte révolutionnaire. Lorsque les « leaders » du socialisme tels que Turati et Kautsky inculquent aux masses, soit par des déclarations explicites (Turati en a « lâché » une dans son tristement fameux discours du 17 décembre 1916), soit *par leurs réticences* (Kautsky est passé maître de cet art), cette idée qu'une paix démocratique pourrait sortir de la guerre impérialiste actuelle *en laissant subsister* les gouvernements bourgeois, sans insurrection révolutionnaire contre tout le réseau mondial des rapports impérialistes, alors nous sommes obligés de dire que cette prédication est une mystification du peuple, qu'elle n'a rien de commun avec le socialisme, qu'elle se ramène à un maquillage de la paix *impérialiste*.

Nous sommes *pour* une paix démocratique. Et c'est précisément pour cela que nous ne voulons pas mentir aux peuples comme le font Turati et Kautsky, bien entendu, avec les meilleures intentions et les plus vertueux sentiments du monde ! Nous dirons la *vérité*, à savoir que la paix démocratique est impossible si le prolétariat révolutionnaire d'Angleterre, de France, d'Allemagne et de Russie ne renverse pas les gouvernements bourgeois. Nous estimons que les social-démocrates révolutionnaires commettraient la plus grande des stupidités s'ils renonçaient à la lutte pour les réformes en général, et notamment pour l'« organisation de l'Etat ». Mais maintenant, justement, l'Europe traverse une période où il faut plus que jamais se rappeler cette vérité que les *réformes sont des résultats subsidiaires de la lutte de classe révolutionnaire*. Car ce qui est à l'ordre du jour, — non par notre volonté, non par suite de plans quelconques, mais du fait de la marche objective des événements, — c'est la solution des grands problèmes historiques par l'action directe et violente des masses, établissant de nouvelles assises, et non par des tractations dans le cadre d'un ancien régime pourri et agonisant.

C'est précisément à présent, à l'heure où la bourgeoisie dirigeante se prépare à désarmer pacifiquement des millions de prolétaires et à les faire passer sans encombre — sous le couvert d'une séduisante idéologie et en les asper-

geant, bien entendu, de l'eau bénite des phrases pacifistes mielleuses!—de leurs boueuses, puantes et infectes tranchées, où ils faisaient un métier de bouchers, aux bagnes des fabriques capitalistes où ils devront rembourser, « par un honnête labeur », les centaines de milliards de la dette d'Etat, — c'est précisément à présent que s'impose, plus encore qu'au début de la guerre, le mot d'ordre lancé aux peuples par notre Parti en automne 1914 : « Transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme * ! » Karl Liebknecht, condamné au bagne, a adopté ce mot d'ordre quand il a dit, du haut de la tribune du Reichstag : « Tournez vos armes contre vos ennemis de classe à l'intérieur du pays ! » A quel point la société contemporaine est mûre pour passer au socialisme, c'est la guerre elle-même qui l'a prouvé, lorsque la tension des forces populaires a obligé à réglementer à partir d'un centre *unique* toute la vie économique de plus de cinquante millions d'habitants. Si cela est possible sous la direction d'une poignée de junkers dans l'intérêt de quelques magnats de la finance, cela ne l'est pas moins sous la direction des ouvriers conscients dans l'intérêt des neuf dixièmes d'une population épuisée par la famine et par la guerre.

Mais pour diriger les masses, les ouvriers conscients doivent comprendre toute la dégénérescence des leaders du socialisme tels que Turati, Kautsky et Cie. Ces messieurs s'imaginent être des social-démocrates révolutionnaires et sont profondément indignés quand on leur dit que leur place est dans le parti de Messieurs Bissolati, Scheidemann, Legien et consorts! Mais, Turati et Kautsky ne saisissent absolument pas que seule une révolution des masses peut trancher les grandes questions à l'ordre du jour ; ils n'ont pas la moindre foi dans la révolution ; ils ne s'intéressent nullement à sa maturation dans la conscience et l'état d'esprit des masses, en connexion, très précisément, avec la guerre. Leur attention est entièrement absorbée par des réformes, par les tractations entre telles ou telles couches des classes dominantes ; c'est à elles qu'ils s'adressent,

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, *La guerre et la social-démocratie russe. (N.R.)*

c'est elles qu'ils essaient de « persuader », c'est à elles qu'ils veulent adapter le mouvement ouvrier.

Or, l'essentiel à présent, c'est que l'avant-garde consciente du prolétariat doit justement centrer ses pensées et ses forces sur la lutte révolutionnaire, pour le renversement de ses gouvernements respectifs. Il ne saurait y avoir de révolutions du genre de celles que sont « disposés » à admettre Turati et Kautsky, de ces révolutions dont on pourrait prédire qu'elles éclateront exactement à tel moment, et dont on pourrait prévoir exactement les chances de victoire. La situation révolutionnaire en Europe est un fait. C'est un fait que le mécontentement, l'effervescence et l'exaspération des masses y sont extrêmes. Les social-démocrates révolutionnaires doivent s'employer de toute leur énergie à consolider *ce* courant. De la force du mouvement révolutionnaire, au cas où il ne remporterait qu'un faible succès, dépendra le degré de réalisation des réformes « promises », et leur utilité pour les luttes ultérieures de la classe ouvrière. De la force du mouvement révolutionnaire, au cas où il remporterait le succès, dépendra la victoire du socialisme en Europe et la réalisation, non pas d'une trêve impérialiste entre l'Allemagne et la Russie alliée à l'Angleterre, ou entre la Russie alliée à l'Allemagne et l'Angleterre, ou bien entre les Etats-Unis et l'Allemagne alliée à l'Angleterre, etc., mais d'une paix vraiment durable et vraiment démocratique.

«Le Social-Démocrate» n° 58, 31 janvier 1917 *Conforme au texte du «Social-Démocrate»*

STATISTIQUE ET SOCIOLOGIE[98]

PREFACE

Certains de ces essais proposés à l'attention du lecteur sont inédits ; les autres ont paru avant la guerre dans différents périodiques. Ils traitent de l'importance et du rôle des mouvements nationaux, du rapport entre le national et l'international, questions qui suscitent tout naturellement, à l'heure actuelle, un regain d'intérêt. Le plus souvent, les raisonnements à ce sujet pèchent surtout par l'absence d'une conception historique et concrète. La contrebande sous le couvert de phrases générales est chose courante. Nous pensons, pour cette raison, qu'un peu de statistique ne sera nullement superflu. La confrontation des enseignements de la guerre avec nos opinions d'avant-guerre ne nous semble pas inutile. Les essais sont liés entre eux par l'unité de théorie et de point de vue.

Janvier 1917

L'auteur

LE CADRE HISTORIQUE DES MOUVEMENTS NATIONAUX

Les faits sont têtus, dit un proverbe anglais. On y pense souvent lorsqu'on entend tel auteur chanter avec des roulades de rossignol la noblesse du « principe des nationalités » dans ses différentes significations et corrélations, tout en l'appliquant la plupart du temps d'une façon aussi heureuse qu'était heureuse et opportune l'exclamation du héros bien connu d'un conte populaire s'écriant à la vue d'un enterrement : « Dieu veuille que vous en ayez toujours à porter. »

Des faits précis, des faits incontestables — voilà ce qui est particulièrement intolérable pour ce genre d'écrivains, et voilà ce qui est particulièrement nécessaire si l'on veut analyser comme il se doit une question complexe et difficile, fréquemment embrouillée à dessein. Mais comment rassembler les faits ? Comment établir leur liaison et leur interdépendance ?

Dans le domaine des phénomènes sociaux, il n'y a pas de procédé plus répandu ni plus injustifié que d'isoler *certains* faits de peu d'importance, de spéculer sur des exemples. Il ne coûte guère, en général, de recueillir des exemples, mais c'est là un travail sans aucune valeur, sinon purement négatif, car tout dépend du cadre historique concret dans lequel s'insèrent les cas particuliers. Si on les prend dans leur *ensemble*, dans leur *connexion*, les faits sont non seulement « têtus », mais aussi démonstratifs, indiscutablement. S'ils sont envisagés en dehors de l'ensemble, en dehors de leur connexion, s'ils sont fragmentaires et arbitrairement choisis, ils ne sont que des amusettes ou quelque chose de pire encore. Lorsqu'un auteur, qui fut sérieux dans les temps anciens et qui désire passer pour tel, considère le joug mongol et le pose en exemple pour expliquer certains événements de l'Europe du XXe siècle, peut-on estimer qu'il ne s'agit là que d'un jeu, ou bien faut-il plutôt parler de charlatanisme politique ? Le joug mongol est un phénomène historique, lié incontestablement à la question nationale, de même que, dans l'Europe du XXe siècle, on observe nombre de faits liés non moins indéniablement à cette question. Cependant, il se trouvera peu de gens — dans le genre de ceux que les Français appellent des « clowns nationaux » — capables d'exiger qu'on les prenne au sérieux et d'opérer, pour illustrer ce qui se passe dans l'Europe du XX siècle, avec le « fait » du joug mongol.

La conclusion est claire : il faut essayer d'établir à partir de phénomènes précis et indiscutables un principe sur lequel on puisse s'appuyer, auquel on puisse confronter n'importe lequel de ces raisonnements « généraux » ou « modèles » dont on abuse si immodérément de nos jours dans certains pays. Pour que cela soit réellement un principe, il faut envisager, non pas des faits isolés, mais *l'ensemble* des phénomènes relatifs à la question exa-

minée, *sans aucune* exception ; sinon, on soupçonnera inévitablement, avec juste raison, que les faits ont été choisis ou recueillis arbitrairement, qu'au lieu d'une liaison et d'une interdépendance objective des phénomènes historiques examinés dans leur ensemble, on offre une ratatouille « subjective » pour justifier, peut-être, une sale affaire. Ce qui arrive ... plus souvent qu'on ne pourrait le croire.

Partant de ces considérations, nous avons décidé de commencer par la statistique, tout en ayant pleinement conscience, bien entendu, de la profonde antipathie qu'elle suscite chez certains lecteurs qui préfèrent aux « grossières vérités » «le mensonge ennoblissant » et chez certains auteurs qui se plaisent à faire passer de la contrebande politique sous couleur de raisonnements « généraux » sur l'internationalisme, le cosmopolitisme, le nationalisme, le patriotisme, etc.

CHAPITRE I

UN PEU DE STATISTIQUE

I

Afin d'embrasser réellement *tout* l'ensemble des données sur les mouvements nationaux, il importe d'envisager *toute* la population du globe. Ce faisant, deux indices doivent être établis avec le maximum de précision et strictement observés : primo, la pureté ou la diversité de la composition nationale des différents Etats ; secundo, la division des Etats (ou des formations similaires, au cas où l'on doute que cette appellation leur convienne exactement) en Etats politiquement indépendants ou dépendants.

Examinons les chiffres les plus récents publiés en 1916 et servons-nous de deux sources : l'une allemande les *Tables statistiques et géographiques* d'Otto Hübner, et l'autre anglaise — l'*Annuaire politique* (*The Statesman's Year-Book*). La première devra être tenue pour base vu qu'elle est bien plus complète sous ce rapport ; quant à la seconde, nous l'utiliserons pour vérification et pour certaines corrections, le plus souvent partielles.

Commençons par les Etats politiquement indépendants et les plus « purs », quant à la composition nationale. La

première place revient ici nettement au groupe des Etats de l'Europe *occidentale*, c'est-à-dire situés à l'Ouest de la Russie et de l'Autriche.

Il s'agit en tout de 17 Etats dont cinq, cependant, tout en étant très purs par leur composition nationale, ne sont que des jouets en raison de leur petitesse. Ce sont le Luxembourg, Monaco, Saint-Marin, le Lichtenstein et Andorre, dont la population ne s'élève en tout et pour tout qu'à 310 000 habitants. Il serait évidemment beaucoup plus rationnel de ne pas les compter parmi les Etats. Sur les 12 autres pays, sept sont de composition nationale parfaitement pure : en Italie, en Hollande, au Portugal, en Suède et en Norvège, les 99% de la population appartiennent à une seule nationalité ; en Espagne et au Danemark, le pourcentage est de 96%. Puis viennent trois Etats de composition nationale presque pure : la France, l'Angleterre, l'Allemagne. En France, 1,3% seulement des habitants est constitué par des Italiens que Napoléon III a annexés en violant et en falsifiant la volonté de la population. L'Irlande, avec ses 4, 4 millions d'habitants, soit moins d'un dixième de la population totale (46, 8 millions) de l'Angleterre, est une annexion. En Allemagne, sur 64,9 millions d'habitants, les Polonais (5,47%), les Danois (0,25%) et les Alsaciens-Lorrains (1, 87 million) constituent un élément étranger et presque aussi opprimé au point de vue national que les Irlandais en Angleterre ; toutefois, une partie des Alsaciens-Lorrains (on ne sait pas exactement combien) incline incontestablement vers l'Allemagne, non seulement par la langue, mais aussi par les intérêts économiques et les sympathies. En somme, 5 millions environ des habitants de l'Allemagne appartiennent à des nations étrangères, inégales en droits et même opprimées.

Seuls, deux petits Etats de l'Europe occidentale ont une composition nationale mélangée : la Suisse, dont la population atteint à peine quatre millions d'habitants et comprend 69% d'Allemands, 21% de Français et 8% d'Italiens, et la Belgique (moins de 8 millions d'habitants ; probablement près 53% de Flamands et environ 47% de Français). Il faut noter cependant que, si grande que soit la diversité de la composition nationale de ces Etats, on ne saurait

parler ici d'oppression des nations. D'après les Constitutions des deux Etats, toutes les nations sont égales en droits : en Suisse, cette égalité est en fait pleinement réalisée ; en Belgique, l'inégalité des droits existe en ce qui concerne les Flamands, qui constituent pourtant la majorité de la population, mais elle est insignifiante en comparaison, par exemple, de celle qu'ont endurée les Polonais en Allemagne ou les Irlandais en Angleterre, pour ne pas parler de ce qu'on observe habituellement dans les pays n'appartenant pas au groupe d'Etats considéré. C'est la raison pour laquelle, soit dit en passant, le terme d'« Etat de nationalités », qui a connu une telle fortune depuis qu'il a été lancé par les Autrichiens K. Renner et O. Bauer, opportunistes spécialisés dans la question nationale, n'est juste que dans un sens très limité, c'est-à-dire à condition, d'une part, de ne pas oublier la place historique particulière de la majorité des Etats de ce type (nous reviendrons encore sur ce point) et, d'autre part, de ne pas permettre de masquer par ce terme la différence radicale existant entre l'égalité en droits réelle et l'oppression des nations.

On obtient ainsi un groupe de 12 Etats d'Europe occidentale avec une population de 242 millions d'habitants dont environ 9,5 millions, soit 4% seulement, représentent des nations opprimées (en Angleterre et en Allemagne). Au total, la partie de la population qui, dans ces Etats, n'appartient pas à la nationalité principale, atteint près de 15 millions, soit 6%.

Dans l'ensemble, par conséquent, ce groupe d'Etats est caractérisé par les indices suivants : il s'agit des pays capitalistes les plus avancés, de beaucoup les plus évolués sur le plan économique comme sur le plan politique. Le niveau culturel est également le plus élevé. Au point de vue national, la majorité de ces Etats est d'une composition parfaitement pure ou peu s'en faut. L'inégalité en droits des nations joue un rôle tout à fait insignifiant en tant que phénomène politique particulier. Nous sommes en présence du type d'« Etat national » dont on parle si souvent, en oubliant dans la plupart des cas son caractère historiquement conditionné et transitoire dans le développement capitaliste général de la société humaine. Mais nous reviendrons là-dessus plus en détail.

On peut se demander si ce type se limite aux Etats de l'Europe occidentale ? Evidemment non. Tous ses indices fondamentaux — économiques (capitalisme très développé et continuant de progresser à un rythme particulièrement rapide), politiques (régime représentatif), culturels, nationaux — s'observent également dans les Etats avancés d'Amérique et d'Asie : aux Etats-Unis et au Japon. La composition nationale de ce dernier pays s'est stabilisée depuis longtemps et est parfaitement pure : plus de 99% de Japonais. Aux Etats-Unis, 11,1% seulement de la population sont des Noirs (plus les mulâtres et les Indiens), qu'il convient de considérer comme une nation opprimée, puisque l'égalité conquise par la guerre civile de 1861-1865 et garantie par la Constitution de la république a été, en fait, restreinte de plus en plus sous de nombreux rapports dans les principales régions peuplées de Noirs (dans le Sud) ; cette restriction est liée au passage du capitalisme progressif, prémonopoliste, des années soixante, soixante-dix, au capitalisme réactionnaire monopoliste (l'impérialisme) de l'époque moderne, très nettement délimitée en Amérique par la guerre impérialiste (c'est-à-dire provoquée par le partage du butin entre deux pillards) de 1898 entre l'Amérique et l'Espagne.

Sur les 88, 7% de la population blanche des Etats-Unis, 74,3% se composent d'Américains et 14, 4% seulement de gens nés à l'étranger, immigrés d'autres pays. Comme on le sait, les conditions particulièrement favorables au développement du capitalisme en Amérique et la rapidité extrême de cette évolution ont fait que nulle part au monde les différences nationales considérables ne se fondent aussi vite et aussi radicalement qu'ici, au sein d'une seule et même nation « américaine ».

Si l'on rattache les Etats-Unis et le Japon aux pays d'Europe occidentale énumérés ci-dessus, on obtient 14 Etats avec 394 millions d'habitants, dont environ 26 millions, soit 7%, ne jouissent pas de l'égalité des droits au point de vue national. En anticipant sur la suite, notons que la plupart de ces 14 Etats avancés se sont lancés avec une frénésie toute particulière dans la voie de la politique coloniale vers la fin du XIXe siècle et le début du XXe, c'est-à-dire justement à l'époque où le capitalisme se trans-

formait en impérialisme ; du fait de cette politique, ces Etats «disposent» actuellement d'une population de plus d'un demi-milliard d'habitants dans les pays dépendants, coloniaux.

II

Le groupe des Etats de l'Europe orientale — la Russie, l'Autriche, la Turquie (géographiquement il serait plus juste à l'heure actuelle de considérer cette dernière comme un Etat asiatique, et économiquement comme une « semi-colonie ») et les 6 petits Etats balkaniques : Roumanie, Bulgarie, Grèce, Serbie, Monténégro et Albanie — nous offre sans conteste un tableau radicalement différent du précédent. *Aucun* d'eux n'a une composition nationale pure ! Seuls les petits Etats des Balkans peuvent être appelés des Etats nationaux, sans oublier cependant que la population étrangère y représente aussi une proportion allant de 5 à 10%, qu'un nombre important (par rapport à l'ensemble de la nation considérée) de Roumains et de Serbes vivent en dehors des frontières de « leurs » Etats respectifs, et que, d'une façon générale, la « construction de l'Etat », dans le sens du nationalisme bourgeois, n'a pas été achevée dans les Balkans, même par les guerres « d'hier », pourrait-on dire, celles de 1911-1912. Parmi les petits Etats balkaniques il n'y a pas un seul Etat national *tel* que l'Espagne, la Suède, etc. Et, dans chacun des trois grands Etats de l'Europe orientale, le pourcentage de la nationalité « autochtone » et principale n'est que de 43%. Plus de la moitié de la population, 57% dans chacun de ces trois grands Etats, appartient à une population « de nationalité étrangère » (allogène comme on dit en bon russe). Les chiffres suivants marquent la différence entre le groupe des Etats d'Europe occidentale et celui de l'Europe orientale :

Dans le premier groupe, on a 10 Etats nationaux purs ou presque purs avec une population de 231 millions d'habitants ; et seulement 2 Etats « bigarrés » au point de vue national, avec une population de 11,5 millions d'habitants, mais sans que des nations y soient opprimées, leur égalité en droits étant proclamée par la Constitution et réellement appliquée.

Dans le deuxième groupe, nous avons 6 Etats presque purs avec une population de 23 millions d'habitants ; et *trois* Etats « bigarrés » ou « mélangés », sans égalité en droits entre les nations, avec une population de 249 millions d'habitants.

Au total, le pourcentage de la population étrangère (c'est-à-dire n'appartenant pas à la nation principale* de chacun des Etats considérés) représente en Europe occidentale 6% et, si l'on y ajoute les Etats-Unis et le Japon, 7%. Dans l'Europe orientale, par contre, ce pourcentage est de 53% !

Publié pour la première fois en 1935 dans le n° 2 de la revue «Bolchévik»

Conforme au manuscrit

* En Russie, les Grands-Russes ; en Autriche, les Allemands et les Magyars ; en Turquie, les Turcs.

MARAIS IMAGINAIRE OU MARAIS REEL ?

Le camarade R. Grimm affirme dans son article sur la majorité et la minorité (*Berner Tagwacht* et *Neues Leben*) que «chez nous aussi, on a inventé » « un marais, un prétendu centre du parti ».

Nous allons prouver que la position de Grimm dans l'article cité représente justement le point de vue typiquement centriste.

Polémisant avec la majorité, Grimm écrit :

« *Aucun* des partis qui ont adopté la plate-forme de Zimmerwald et de Kienthal n'a donné comme mot d'ordre le refus de servir dans l'armée et n'a fait en même temps un devoir à ses adhérents de s'y conformer. Liebknecht lui-même a endossé l'uniforme et pris sa place sous les drapeaux. Le parti italien s'est contenté de repousser les crédits de guerre et l'union sacrée. La minorité française a fait de même. »

Nous nous frottons les yeux d'étonnement. Nous relisons ce passage capital de l'article de Grimm et conseillons au lecteur d'y réfléchir.

Incroyable, mais vrai ! Pour démontrer que chez nous le centre est imaginaire, le représentant de notre centre, Grimm, fourre dans le même sac les internationalistes de gauche (Liebknecht) et la droite de Zimmerwald ou le centre !!!

Grimm escompte-t-il vraiment tromper les ouvriers suisses et leur faire accroire que Liebknecht et le parti italien appartiennent à une seule et même tendance, qu'il n'existe pas entre eux, *précisément, cette différence* qui sépare la gauche du centre ?

Voici *nos* arguments :

En premier lieu, écoutons un témoin qui n'appartient ni au centre ni à la gauche. Le social-impérialiste allemand Ernst Heilmann écrivait le 12 août 1916 dans la *Glocke*[94], page 772 :... « Die Arbeitsgemeinschaft, *ou la droite de Zimmerwald*, qui a pour théoricien Kautsky, et pour chefs politiques Haase et Ledebour »... Grimm peut-il contester que Kautsky-Haase-Ledebour soient les représentants typiques du centre ?

En second lieu, Grimm peut-il encore ignorer que la droite de Zimmerwald ou le centre prend position, dans le mouvement socialiste actuel, *contre* la rupture immédiate avec le Bureau socialiste international de La Haye, *le bureau des social-patriotes*, que la gauche est *pour* cette séparation, que les partisans du groupe l'«Internationale» à Kienthal — et Liebknecht appartient justement à ce groupe — ont lutté contre la convocation du B.S.I. et pour la rupture avec lui ?

En troisième lieu, Grimm aurait-il oublié que le social-pacifisme, formellement condamné dans la résolution de Kienthal, est devenu aujourd'hui la plate-forme du centre en France, en Allemagne et en Italie, que tout le parti italien, qui n'a protesté ni contre les nombreuses résolutions et déclarations social-pacifistes de son groupe parlementaire, ni contre le scandaleux discours prononcé le 17 décembre par Turati, fait sienne la plate-forme social-pacifiste, que les deux groupes de gauche existant en Allemagne, tant l'I.S.D. (Socialistes internationalistes d'Allemagne) que l'« Internationale » (ou le groupe « Spartacus », auquel appartient notamment Liebknecht) *ont expressément repoussé* le social-pacifisme du centre ? De plus, il ne faut pas oublier que les plus malfaisants des social-impérialistes et des social-patriotes de France, Sembat, Renaudel et Jouhaux en tête, ont eux *aussi* voté des résolutions social-pacifistes et que, de ce fait, la signification réelle, objective, du social-pacifisme a été particulièrement bien mise à nu.

En quatrième lieu... mais cela suffit ! Grimm adopte très exactement le point de vue du centre lorsqu'il conseille au parti suisse de « se contenter » de refuser les crédits de guerre et l'union sacrée, comme l'a fait le parti

italien. Grimm critique les propositions de la majorité en se plaçant très exactement au point de vue du centre, parce que cette majorité veut se rapprocher de la position *de Liebknecht*.

Grimm plaide pour la clarté, la franchise et l'honnêteté ! D'accord ! Ces excellentes qualités n'imposent-elles pas de distinguer clairement, franchement, honnêtement l'opinion et la tactique de Liebknecht de celles du centre et de ne pas les mettre dans le même sac ?

Etre avec Liebknecht, cela signifie : (1) attaquer le principal ennemi dans son propre pays ; (2) démasquer les social-patriotes de son propre pays (et non seulement ceux de *l'étranger*, avec votre permission, camarade Grimm !), les combattre, ne pas s'unir à eux contre les radicaux de gauche (avec votre permission, camarade Grimm !) ; (3) critiquer et stigmatiser ouvertement les faiblesses non seulement des social-patriotes, mais aussi des social-pacifistes et des « centristes » dans son propre pays ; (4) utiliser la tribune parlementaire pour appeler le prolétariat à la lutte révolutionnaire, pour lui faire retourner ses armes ; (5) diffuser des publications illégales et tenir des réunions clandestines ; (6) organiser des manifestations prolétariennes comme celle de la place de Potsdam à Berlin où a été arrêté Liebknecht ; (7) convier les ouvriers des usines de guerre à la grève, comme l'a fait le groupe « Internationale » dans ses tracts illégaux ; (8) démontrer ouvertement la nécessité d'une « rénovation » totale des partis actuels qui se bornent à une activité réformiste, et agir comme agissait Liebknecht ; (9) rejeter catégoriquement la défense de la patrie dans la guerre impérialiste ; (10) lutter sur toute la ligne contre le réformisme et l'opportunisme au sein de la social-démocratie ; (11) combattre tout aussi impitoyablement les chefs syndicalistes qui constituent dans tous les pays, et notamment en Allemagne, en Angleterre et en Suisse, l'avant-garde du social-patriotisme et de l'opportunisme, etc.

Il est clair que, sous *cet* angle, il y aurait beaucoup à redire au projet de la majorité. Mais cela nécessiterait un autre article. Nous tenons seulement à souligner ici qu'en tout état de cause, la majorité propose quelques démarches dans *cette* direction et que Grimm attaque cette majorité

non pas de gauche, mais *de droite*, non pas du point de vue de Liebknecht, mais de celui du centre.

Grimm confond tout au long de son article deux questions foncièrement différentes : primo, *quand*, à quel moment telle ou telle action révolutionnaire peut-elle être réalisée ? Vouloir trancher cette question à l'avance est absurde, et les reproches que Grimm adresse à la majorité à ce sujet ne sont en fait que de la poudre jetée aux yeux des ouvriers.

Secundo : *comment* changer, transformer le parti, *incapable* à l'heure actuelle de mener méthodiquement, tenacement, une lutte révolutionnaire véritable dans les situations concrètes les plus diverses, en un parti *capable de le faire* ?

C'est là l'essentiel ! C'est là le *pivot* de toute la discussion, de toute la lutte des tendances autour de la question de la guerre comme de celle de la défense du pays ! Et c'est justement ce que Grimm passe sous silence, estompe et obscurcit. Plus encore : ses explications reviennent à *nier* ce problème.

Tout reste comme par le passé, tel est le fil conducteur de tout l'article de Grimm, et c'est la raison profonde qui permet d'affirmer que cet article représente le *centre*. Tout reste comme par le passé : le refus des crédits de guerre et de l'union sacrée et *pas davantage* ! Tout bourgeois intelligent conviendra qu'en fin de compte, cela *n'est pas inadmissible* pour la bourgeoisie : cela ne menace pas encore sa domination, cela ne l'empêche pas de faire la guerre (en tant que « minorité dans l'Etat », « nous nous inclinons », — ces paroles de Grimm ont une très, très grande portée politique, beaucoup plus grande qu'on ne pourrait le croire au premier abord !).

N'est-ce pas d'ailleurs un fait international que, dans les pays belligérants, et avant tout en Angleterre et en Allemagne, la bourgeoisie elle-même et ses gouvernements *ne s'en prennent qu'*aux partisans de Liebknecht et *tolèrent* ceux du centre ?

En avant, vers la gauche, même si cela devait entraîner le départ de quelques chefs social-patriotes! — tel est, en bref, le sens politique des propositions de la majorité.

En arrière par rapport à Zimmerwald, vers la droite, le social-pacifisme, la position du centre, la « paix » avec les leaders social-patriotes, pas d'actions de masse, pas d'impulsion révolutionnaire, pas de rénovation du parti ! — telle est la conception de Grimm.

Espérons qu'elle ouvrira enfin les yeux des radicaux de gauche de la Suisse sur la position centriste de Grimm.

Rédigé en allemand à la fin de janvier 1917 *Conforme au manuscri*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

PROPOSITION D'AMENDEMENTS A LA RESOLUTION SUR LA QUESTION DE LA GUERRE[95]

1. Obligation pour les représentants du parti au Parlement de repousser, en en exposant les motifs, toutes exigences et tous crédits militaires. Réclamer la démobilisation.

2. Pas d'union sacrée : accentuer la lutte sur le plan théorique contre tous les partis bourgeois, et aussi contre les idées nationalistes-grütliennes dans le mouvement ouvrier et au sein du parti.

3. Propagande révolutionnaire méthodique dans l'armée.

4. Soutien de tous les mouvements révolutionnaires et de la lutte contre la guerre et contre son propre gouvernement dans tous les pays belligérants.

5. Prêter concours à toute lutte révolutionnaire de masse en Suisse même, aux grèves, aux manifestations, et les transformer en lutte armée ouverte.

6. Le parti assigne comme objectif à la lutte révolutionnaire de masse, approuvé par le congrès du parti tenu à Aarau en 1915, la refonte socialiste de la Suisse. Cette transformation est le seul moyen et le plus efficace d'affranchir la classe ouvrière des horreurs de la vie chère et de la famine : elle est indispensable pour éliminer complètement le militarisme et la guerre.

Rédigé en allemand entre les 27 et 29 janvier (entre les 9 et 11 février) 1917

Conforme à une copie dactylographiée

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

HISTOIRE D'UNE COURTE PERIODE DANS L'EXISTENCE D'UN PARTI SOCIALISTE

7.I.1917. Séance du Comité directeur du Parti socialiste suisse. Le chef du « centre », R. Grimm, s'allie aux leaders social-patriotes et ajourne à une date indéterminée le congrès du parti (où l'on devait examiner la question de la guerre et qui avait été fixé au 11.II.1917).

Nobs, Platten, Naine et d'autres protestent et votent contre.

Profonde indignation contre cet ajournement parmi les ouvriers conscients.

9.I.1917. Publication des résolutions de la majorité et de la minorité. Le projet de la majorité ne renferme *absolument aucune* déclaration claire *contre* la défense de la patrie (Affolter et Schmid y étaient opposés), mais au paragraphe 3 on réclame : « L'obligation pour les représentants du parti au Parlement de repousser, en en exposant les motifs, toutes exigences et tous crédits militaires. » Bien se rappeler ce point.

23.I.1917. Le *Volksrecht* de Zürich publie l'exposé des motifs du referendum[96], où l'ajournement du congrès est caractérisé, en termes vigoureux mais parfaitement justes, comme une victoire des grütliens sur le socialisme.

Tempête d'indignation des chefs contre ce referendum. *Grimm* dans la *Berner Tagwacht*, *Jacques Schmid*(Olten) dans la *Neue Freie Zeitung*, *F. Schneider* dans le *Basler Vorwärts*[97], puis, en plus de ces « centristes », le social-patriote *Huber* dans la *Volksstimme* de Saint-Gall, — tous se répandent en injures et en menaces à l'adresse des initiateurs du referendum.

R. Grimm est à la tête de cette campagne révoltante ; il cherche notamment à intimider l'« organisation de la jeu-

nesse » et promet de se dresser contre elle au prochain congrès du parti.

Les listes du referendum sont signées avec empressement par des centaines et des centaines d'ouvriers de la Suisse allemande aussi bien que de la Suisse romande. Naine télégraphie à Münzenberg que le secrétariat cantonal soutiendra très probablement le referendum.

22.I.1917. La *Berner Tagwacht* et le *Volksrecht* publient la déclaration du conseiller national *Gustav Müller*. Celui-ci pose au parti un ultimatum formel en disant au nom de son groupe (il écrit « notre groupe ») qu'il déposera son mandat de conseiller national, parce que, pour lui, « le refus de principe des crédits militaires » est *inacceptable*.

26.I.1917. Dans son quatrième article publié par le *Volksrecht*, *Greulich* pose au parti le même ultimatum en annonçant qu'il déposera « naturellement » son mandat de conseiller national si le congrès du parti adopte *le paragraphe 3 de la résolution de la majorité*.

27.I.1917. E. Nobs déclare dans une note rédactionnelle (« Au sujet du referendum ») qu'il ne partage *en aucune manière* les raisons données pour justifier le referendum.

Platten garde le silence.

31.I.1917. Le secrétariat décide de convoquer le congrès du parti pour les 2 et 3 juin 1917 (ne pas oublier qu'il avait déjà décidé une première fois de fixer le congrès au 11 février 1917, mais que cette décision a été abrogée par le Comité directeur du parti !).

1.II.1917. Conférence partielle des zimmerwaldiens à Olten, à laquelle participent les représentants des organisations invitées à la conférence des socialistes de l'Entente (en mars 1917).

Radek, Zinoviev, Münzenberg et un membre de l'« Internationale » (le groupe « Spartacus » en Allemagne auquel adhérait Karl Liebknecht) fustigent publiquement R. Grimm et proclament que son alliance avec les social-patriotes *contre* les ouvriers socialistes de Suisse en fait un « cadavre politique ».

La presse garde obstinément le silence au sujet de cette conférence.

1.II.1917. Platten publie son premier article sur la question de la guerre, dans lequel il convient de relever spécialement deux déclarations.

D'abord, il écrit textuellement : « Evidemment, on a senti au sein de la commission l'absence d'une intelligence lucide et du lutteur conséquent et intrépide de Zimmerwald, qui voulait que la question de la guerre *fût mise sous le boisseau* jusqu'à la fin du conflit. »

On devine sans peine contre qui est dirigée cette attaque anonyme.

Ensuite Platten précise dans le même article sa position de principe :

« La question de la guerre n'est pas seulement une lutte d'idées autour de *cette* question, mais elle détermine encore l'orientation du développement futur du parti, c'est un combat contre l'opportunisme au sein du parti, c'est une prise de position contre les réformistes et pour la lutte de classe révolutionnaire. »

3.II.1917. Conférence privée des centristes (Grimm, Schneider, Rimathé et d'autres), à laquelle participent aussi Nobs et Platten. Münzenberg et le Dr. Bronski, également invités, déclinent l'invitation.

On y décide de « modifier » la résolution de la majorité de telle façon qu'elle devient nettement plus *mauvaise* et se présente désormais comme une « résolution centriste », surtout parce que le *paragraphe 3* disparaît pour être remplacé par une formule très vague, indéterminée.

6.II.1917. Assemblée générale des membres zürichois du parti social-démocrate. Point le plus important : élection du comité.

Peu de monde, notamment en ce qui concerne les ouvriers.

Platten propose d'ajourner la réunion. Les social-patriotes et Nobs sont contre. La proposition est repoussée.

On passe à l'élection. Lorsqu'on apprend que le Dr. Bronski est élu, le social-patriote *Baumann* déclare au nom de 4 membres du comité qu'il refuse de collaborer avec lui.

Platten propose d'accepter cet ultimatum (d'y céder), estimant (d'une façon parfaitement antidémocratique et illicite) que toute l'élection est nulle et non avenue. Cette proposition est adoptée !!!

9.II.1917. Publication de la « nouvelle » résolution de la majorité. Elle est signée par les « centristes » Grimm,

Rimathé, Schneider, Jacques Schmid, etc., puis par Nobs et Platten. La résolution est nettement plus mauvaise, et le *paragraphe trois* disparaît, comme il a déjà été dit.

Aucune allusion n'y est faite à la lutte contre l'opportunisme et le réformisme, à la ferme décision de suivre la tactique de Karl Liebknecht !

C'est une résolution typiquement centriste, où prédominent les grandes phrases « générales », soi-disant « théoriques », mais où les revendications pratiques sont intentionnellement formulées d'une manière si édulcorée et si nébuleuse que l'on peut espérer que non seulement Grimm et G. Müller, mais même Baumann=Zürich voudront bien retirer leur ultimatum et... amnistier le parti.

Au total. Le zimmerwaldisme est solennellement enseveli dans le « marais » par les chefs du parti suisse.

Complément.

Le 25 janvier 1917, on lit dans la *Volksstimme* de Saint-Gall (où écrit très souvent *Huber*=Rohrschach) :

« A cette impudence (c'est-à-dire l'exposé des motifs du referendum) il suffit d'opposer le fait que la proposition d'ajournement (du 7.I) a été présentée par le camarade *Grimm* et soutenue énergiquement, entre autres, par les camarades *Manz*, *Greulich*, *Müller*, *Affolter et Schmid.* »

Le *Basler Vorwärts* du 16.I.1917 communique que la proposition d'ajournement (du 7.I) a été présentée par les camarades suivants :

«Grimm, Rimathé, Studer, Münch, Lang=Zürich, Schneider=Bâle, Kell=Saint-Gall et Schnurrenberger» (sic !!? C'est sans doute une coquille ? au lieu de : Schneeberger ?).

Les ouvriers ont tout lieu d'être reconnaissants à ces deux journaux pour cette liste de *noms* !...

Rédigé en allemand à la fin de février 1917 *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1931 dans le Recueil Lénine XVII

EBAUCHE DES THESES DU 4 (17) MARS 1917[98]

Les nouvelles parvenues de Russie dont nous disposons en ce moment, le 17.III. 1917 à Zürich, sont si maigres et les événements se déroulent maintenant dans notre pays avec une telle rapidité qu'on ne peut juger de la situation qu'avec une grande circonspection.

Hier, les télégrammes annonçaient que le tsar avait déjà abdiqué et que le nouveau gouvernement octobriste-cadet[99] a conclu un accord avec d'autres membres de la dynastie des Romanov. Aujourd'hui, on apprend d'Angleterre que le tsar n'a pas encore abdiqué et que l'on ignore où il se trouve ! Il tente donc de résister, d'organiser un parti et peut-être une armée en vue d'une restauration ; s'il réussit à s'échapper de Russie ou à rallier à sa cause une partie des troupes, il se peut qu'il publie pour tromper le peuple un manifeste sur une paix séparée immédiate qu'il aura conclue avec l'Allemagne !

Dans cette situation, la tâche du prolétariat est assez complexe. Il doit sans nul doute s'organiser le mieux possible, rassembler ses forces, s'armer, affermir et développer son alliance avec toutes les couches de la masse laborieuse des villes et des campagnes, afin d'opposer une résistance acharnée à la réaction et d'écraser définitivement la monarchie tsariste.

D'autre part, le nouveau gouvernement qui a pris le pouvoir à Pétersbourg ou, plus exactement, qui l'a arraché au prolétariat sorti victorieux d'une lutte héroïque et sanglante, est formé de bourgeois et de propriétaires fonciers libéraux qui mènent par la bride Kérenski, porte-parole

des paysans démocrates et peut-être d'une partie des ouvriers, entraînés dans la voie de la bourgeoisie et oublieux de l'internationalisme. Le nouveau gouvernement est composé de partisans avérés de la guerre impérialiste contre l'Allemagne, c'est-à-dire de la guerre en alliance avec les gouvernements impérialistes de l'Angleterre et de la France, de la guerre pour le pillage et la conquête de pays étrangers, de l'Arménie, de la Galicie, de Constantinople, etc.

Le nouveau gouvernement ne peut donner aux peuples de la Russie (pas plus qu'aux nations auxquelles la guerre nous a associés) ni paix, ni pain, ni liberté complète, et c'est pourquoi la classe ouvrière doit continuer sa lutte pour le socialisme et la paix, utiliser à cette fin la nouvelle situation et l'expliquer aux masses populaires les plus larges.

Le nouveau gouvernement ne saurait donner la paix, tant parce qu'il représente les capitalistes et les gros propriétaires fonciers que parce qu'il est lié par des traités et des obligations financières aux capitalistes de France et d'Angleterre. Aussi la social-démocratie russe, fidèle à l'internationalisme, doit-elle, avant tout et au premier chef, expliquer aux masses populaires qui attendent la paix, l'impossibilité de l'obtenir de ce gouvernement. Dans sa première adresse au peuple (17.III), ce dernier n'a pas dit un mot de la question principale et essentielle de l'heure : la paix. Il garde secrets les traités de brigandage conclus par le tsarisme avec l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, etc. Il entend cacher au peuple la vérité sur son programme de guerre, sur son intention de continuer la guerre et de battre l'Allemagne. Il n'est pas en mesure de faire ce qui est maintenant indispensable aux peuples : proposer incontinent et ouvertement à tous les pays belligérants un armistice immédiat, et conclure ensuite la paix sur la base de la libération complète des colonies et de toutes les nations dépendantes ou lésées dans leurs droits. Pour atteindre ces fins il faut un gouvernement ouvrier allié, premièrement, à la masse la plus pauvre de la population des campagnes ; deuxièmement, aux ouvriers révolutionnaires de tous les pays belligérants.

Le nouveau gouvernement ne peut pas donner le pain au peuple. Or, aucune liberté ne satisfera les masses affa-

mées par suite de la disette, de la défectueuse répartition des vivres et, plus encore, de l'accaparement des denrées par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Afin de donner le pain aux peuples, des mesures révolutionnaires sont nécessaires contre les gros propriétaires fonciers et les capitalistes, et ces mesures ne peuvent être prises que par un gouvernement ouvrier.

Enfin, le nouveau gouvernement n'est pas non plus en mesure de donner au peuple une liberté complète, bien que son manifeste du 17.III.1917 soit exclusivement consacré à la liberté politique et fasse le silence sur les autres questions, non moins importantes. Il a déjà tenté de s'entendre avec la dynastie des Romanov, car il a offert de la reconnaître, sans tenir compte de la volonté du peuple, à la condition que Nicolas II abdique en faveur de son fils et qu'un membre de la famille des Romanov soit nommé régent. Le nouveau gouvernement promet dans son manifeste toutes sortes de libertés, mais il ne remplit pas son devoir formel et absolu, à savoir : instituer tout de suite les libertés, faire élire les officiers, etc., par les soldats, procéder aux élections des Doumas municipales de Pétersbourg, de Moscou et des autres villes, au suffrage vraiment universel, en accordant le droit de vote aux femmes également, ouvrir tous les édifices de l'Etat et tous les bâtiments publics aux réunions populaires, procéder aux élections de toutes les institutions locales et des zemstvos au même suffrage vraiment universel, abolir toutes les entraves à l'autonomie locale, révoquer tous les fonctionnaires nommés par en haut pour surveiller les administrations autonomes locales, assurer non seulement la liberté des cultes, mais aussi la liberté de ne pratiquer aucune religion, séparer sur-le-champ l'école de l'Eglise et libérer l'école de la tutelle des fonctionnaires, etc.

Tout le manifeste publié le 17.III.1917 par le nouveau gouvernement inspire la méfiance la plus complète, car il n'est fait que de promesses et ne réalise dans l'immédiat aucune des mesures les plus urgentes que l'on pourrait et que l'on devrait parfaitement appliquer dès à présent.

Le nouveau gouvernement ne dit pas un mot dans son programme ni de la journée de 8 heures ni des autres mesures d'ordre économique qui amélioreraient la condition

des ouvriers, ni de la terre à remettre aux paysans, ni de la transmission sans indemnité aux paysans de tous les domaines, révélant par son silence sur ces questions essentielles sa nature de gouvernement de capitalistes et de grands propriétaires fonciers.

Seul un gouvernement ouvrier s'appuyant, primo, sur l'immense majorité de la population paysanne, sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, et, secundo, sur l'alliance avec les ouvriers révolutionnaires de tous les pays belligérants, peut donner au peuple la paix, le pain et une liberté totale.

Aussi, le prolétariat révolutionnaire ne saurait-il considérer la révolution du 1er (14). III. que comme sa première victoire, très incomplète encore, remportée dans sa voie glorieuse, et ne peut-il manquer de s'assigner la tâche de continuer la lutte pour la conquête de la république démocratique et du socialisme.

A cette fin, le prolétariat et le P.O.S.D.R. doivent utiliser au premier chef la liberté relative et partielle instituée par le nouveau gouvernement et qui ne pourra être assurée et élargie que par la poursuite d'une lutte révolutionnaire encore plus opiniâtre et plus tenace.

Il est indispensable que les masses laborieuses des villes et des campagnes, ainsi que l'armée, sachent la vérité sur le gouvernement actuel et son attitude réelle dans les questions brûlantes. L'organisation des Soviets de députés ouvriers et l'armement des ouvriers sont indispensables, ainsi que l'extension des organisations prolétariennes à l'armée (à laquelle le nouveau gouvernement promet aussi les droits politiques) et aux campagnes, et aussi, tout particulièrement, l'organisation de classe, indépendante, des ouvriers agricoles salariés.

La victoire complète de l'étape suivante de la révolution et la conquête du pouvoir par un gouvernement ouvrier ne seront assurées que si les masses les plus larges sont informées et organisées.

L'exécution de cette tâche, qui, à une époque révolutionnaire et sous l'influence des dures leçons de la guerre, peut être comprise par le peuple en un temps infiniment plus court que dans les conditions ordinaires, requiert l'indépendance idéologique et d'organisation du parti du

prolétariat révolutionnaire, demeuré fidèle à l'internationalisme et insensible aux phrases mensongères de la bourgeoisie, qui trompe le peuple avec les discours sur la «défense de la patrie» dans la guerre actuelle de brigandage impérialiste.

Pas plus que le gouvernement actuel n'est en mesure de délivrer le peuple de la guerre impérialiste et de garantir la paix, un gouvernement républicain de démocratie bourgeoise s'il est composé seulement de Kérenski et d'autres social-patriotes populistes et «marxistes» ne saurait le faire.

C'est pourquoi nous ne pouvons participer à aucun bloc, aucune alliance ou même aucun accord avec les ouvriers jusqu'auboutistes, ni avec la tendance Gvozdev-Potressov-Tchkhenkéli-Kérenski, etc., ni avec des gens tels que Tchkhéidzé, etc., qui adoptent dans cette question capitale une position flottante et indéterminée. Non seulement des accords de cette sorte abuseraient la conscience des masses et les mettraient sous la coupe de la bourgeoisie impérialiste de Russie, mais ils affaibliraient et saperaient le rôle dirigeant du prolétariat dans l'action visant à débarrasser les peuples des guerres impérialistes et à garantir une paix vraiment durable entre les gouvernements ouvriers de tous les pays.

Publié pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II

Conforme au manuscrit

TELEGRAMME AUX BOLCHEVIKS PARTANT POUR LA RUSSIE[100]

Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérensky surtout soupçonnons, armement prolétariat seule garantie, élection immédiate Douma de Pétrograd, aucun rapprochement autres partis. Télégraphier cela Pétrograd.

Ulianoff

Rédigé le 6(19) mars 1917
Publié pour la première fois en 1930 dans le Recueil Lénine XIII

Conforme à une copie manuscrite
Ecrit en français

DECLARATION AU JOURNAL «VOLKSRECHT»[101]

Différents journaux allemands ont publié *en le falsifiant* le télégramme que j'avais envoyé le lundi 19 mars en Scandinavie à certains membres de notre Parti qui se rendaient en Russie et qui m'avaient demandé conseil au sujet de la tactique à observer par la social-démocratie.

J'avais télégraphié ceci :

« Notre tactique : méfiance absolue, aucun soutien nouveau gouvernement, Kérensky surtout soupçonnons, armement prolétariat seule garantie, élection immédiate Douma de Pétrograd (conseil municipal), aucun rapprochement autres partis. Télégraphier cela Pétrograd. »

J'avais expédié ce télégramme au nom des membres du Comité central *à l'étranger*, et non du Comité central lui-même. Je n'avais pas parlé de l'Assemblée constituante, mais des élections aux organes *municipaux*. Les élections à l'Assemblée constituante ne sont pour le moment qu'une simple promesse. Les élections à la Douma municipale de Pétrograd pourraient et devraient avoir lieu *immédiatement*, si le gouvernement est vraiment capable de réaliser les libertés promises. Ces élections pourraient aider le prolétariat à organiser et renforcer sa position révolutionnaire.

N. Lénine

Rédigé en allemand après le 6 (19) mars 1917

Publié le 29 mars 1917 dans le n° 75 du journal «Volksrecht»

Conforme au texte du journal

LETTRES DE LOIN

LETTRES DE LOIN

LETTRE 1

LA PREMIERE ETAPE DE LA PREMIERE REVOLUTION

La première révolution engendrée par la guerre impérialiste mondiale a éclaté. Cette première révolution ne sera certainement pas la dernière.

La première étape de cette première révolution, plus précisément de la révolution *russe* du 1er mars 1917, est terminée, à en juger par les maigres informations dont on dispose en Suisse. Cette première étape ne sera certainement pas la dernière de notre révolution.

Comment a pu se produire ce « miracle » qu'en 8 jours seulement — laps de temps indiqué par M. Milioukov dans le télégramme fanfaron qu'il a adressé à tous les représentants de la Russie à l'étranger — se soit effondrée une monarchie qui durait depuis des siècles et s'était maintenue contre vents et marées pendant les trois années de grandes batailles de classe livrées par l'ensemble du peuple entre 1905 et 1907 ?

Ni la nature ni l'histoire ne connaissent de miracles ; mais chaque tournant brusque de l'histoire, et notamment chaque révolution, offre une telle richesse de contenu, met en jeu des combinaisons si inattendues et si originales de formes de lutte et de rapports entre les forces en présence que, pour un esprit vulgaire, bien des choses doivent paraître miraculeuses.

Il a fallu, pour que la monarchie tsariste pût s'effondrer en quelques jours, le concours de tout un ensemble de conditions d'une portée historique mondiale. Indiquons les principales.

Si le prolétariat russe n'avait pas pendant trois ans, de 1905 à 1907, livré de grandes batailles de classe et déployé

son énergie révolutionnaire, la deuxième révolution n'aurait pu être aussi rapide, en ce sens que son *étape initiale* n'eût pas été achevée en quelques jours. La première révolution (1905) a profondément ameubli le terrain, déraciné des préjugés séculaires, éveillé à la vie politique et à la lutte politique des millions d'ouvriers et des dizaines de millions de paysans, révélé les unes aux autres et au monde entier *toutes* les classes (et les principaux partis) de la société russe quant à leur nature réelle, quant au rapport réel de leurs intérêts, de leurs forces, de leurs moyens d'action, de leurs buts immédiats et lointains. La première révolution et l'époque de contre-révolution qui l'a suivie (1907-1914) ont décelé le fond de la monarchie tsariste, l'ont poussée à son « extrême limite », en ont mis à nu toute la pourriture et toute la turpitude, ont démasqué tout le cynisme et la corruption de la clique tsariste avec le monstrueux Raspoutine à sa tête, toute la férocité de la famille Romanov — ces massacreurs qui inondèrent la Russie du sang des Juifs, des ouvriers, des révolutionnaires, — ces *propriétaires fonciers*, « les premiers entre leurs pairs », *possesseurs de millions* de déciatines de terre, et prêts à commettre toutes les atrocités et tous les crimes, à ruiner et étrangler autant de citoyens qu'il le faudrait pour conserver leur propre « sacro-sainte propriété » *et celle de leur classe.*

Sans la révolution de 1905-1907, sans la contre-révolution de 1907-1914, une « autodéfinition » aussi précise de toutes les classes du peuple russe et des peuples habitant la Russie eût été impossible ; de même, il eût été impossible de définir l'attitude de ces classes les unes envers les autres et envers la monarchie tsariste, attitude qui s'est révélée durant les 8 jours de la révolution de février-mars 1917. Cette révolution de 8 jours a été « jouée », s'il est permis de se servir d'une métaphore, comme après une dizaine de répétitions générales et particlles ; les « acteurs » se connaissaient, savaient leurs rôles, leurs places et tout le décor en long et en large, de bout en bout, jusqu'aux moindres nuances tant soit peu importantes des tendances politiques et des procédés d'action.

Mais pour que la première, la grande révolution de 1905, que MM. Goutchkov et Milioukov avec leurs larbins avaient

condamnée comme « une grande rébellion », ait conduit en 12 ans à la « brillante » et « glorieuse » révolution de 1917, que les Goutchkov et les Milioukov déclarent « glorieuse » parce qu'elle leur a donné (*pour le moment*) le pouvoir, il a fallu encore un grand, un vigoureux, un tout-puissant « régisseur » capable, d'une part, d'accélérer énormément la marche de l'histoire universelle et, d'autre part, d'engendrer des crises mondiales économiques, politiques, nationales et internationales, d'une intensité sans précédent. Outre une accélération extraordinaire de la marche de l'histoire universelle, il a fallu des tournants particulièrement brusques pour qu'à l'un de ces tournants la télègue de la monarchie des Romanov éclaboussée de sang et de boue puisse verser *du premier coup*.

Ce « régisseur » tout-puissant, ce vigoureux accélérateur, ce fut la guerre impérialiste mondiale.

Il est désormais indéniable qu'elle est mondiale, les Etats-Unis et la Chine y étant à moitié engagés dès aujourd'hui, et devant l'être entièrement demain.

Il est désormais indéniable qu'elle est impérialiste des *deux* côtés. Seuls les capitalistes et leurs larbins, les social-patriotes et les social-chauvins, — ou bien, pour employer au lieu de délinitions critiques générales des noms politiques connus en Russie, seuls les Goutchkov et les Lvov, les Milioukov et les Chingarev, d'une part, et seuls les Gvozdev, les Potressov, les Tchkhenkéli, les Kérenski et les Tchkhéidzé, d'autre part — peuvent nier ou estomper ce fait. La guerre est menée par la bourgeoisie allemande *aussi bien que* par la bourgeoisie anglo-française pour piller les autres pays, étouffer les petits peuples, dominer financièrement le monde, partager et repartager les colonies, sauver le régime capitaliste à l'agonie en dupant et divisant les ouvriers des divers pays.

La guerre impérialiste devait, par une nécessité objective, hâter infiniment et aggraver plus que jamais la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ; elle devait se transformer en guerre civile entre classes ennemies.

Cette *transformation a commencé* avec la révolution de février-mars 1917, dont la première étape nous a montré, d'abord, le coup porté au tsarisme par deux forces conjuguées : d'une part, toute la Russie bourgeoise et terrienne

avec tous ses valets inconscients et tous ses chefs conscients en la personne des ambassadeurs et des capitalistes anglo-français, et, d'autre part, le *Soviet des députés ouvriers*, qui a commencé à s'adjoindre des députés des soldats et des paysans.

Ces trois camps politiques, ces trois forces politiques essentielles : 1° la monarchie tsariste, à la tête des propriétaires fonciers féodaux, du vieux corps des fonctionnaires et des généraux ; 2° la Russie bourgeoise et terrienne des octobristes et des cadets, derrière laquelle se traînait la petite bourgeoisie (dont les principaux représentants étaient Kérenski et Tchkhéidzé) ; 3° le Soviet des députés ouvriers, recherchant des alliés dans tout le prolétariat. et dans toute la masse de la population pauvre, — ces trois forces politiques *essentielles* se sont affirmées avec une clarté parfaite même durant les 8 jours de la « première étape », même pour un observateur aussi éloigné des événements et obligé de se contenter des maigres dépêches des journaux étrangers que l'auteur de ces lignes.

Mais avant de m'étendre là-dessus plus en détail, je dois revenir à la partie de ma lettre consacrée à un facteur d'une extrême importance : la guerre impérialiste mondiale.

La guerre a lié les uns aux autres, avec des *chaînes de fer*, les puissances belligérantes, les groupes belligérants de capitalistes, les « maîtres » du régime capitaliste, de l'esclavage capitaliste. *Un imbroglio sanglant*, voilà ce qu'est la vie politique et sociale du moment historique que nous traversons.

Les socialistes passés à la bourgeoisie au début de la guerre, tous ces David et Scheidemann en Allemagne, les Plékhanov-Potressov-Gvozdev et Cie en Russie, ont longtemps déblatéré à plein gosier contre les « illusions » des révolutionnaires, contre les « illusions » du Manifeste de Bâle, contre la « chimère saugrenue » de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Ils ont exalté sur tous les tons la vigueur, la vitalité, la faculté d'adaptation dont le capitalisme aurait fait preuve, — *eux* qui ont aidé les capitalistes à « adapter », apprivoiser, mystifier et diviser les classes ouvrières des divers pays.

Mais « rira bien qui rira le dernier ». La bourgeoisie n'a pas réussi à retarder de beaucoup la crise révolution-

naire engendrée par la guerre. Cette crise se développe avec une force irrésistible dans tous les pays, depuis l'Allemagne qui connaît, selon un observateur qui l'a visitée récemment, « une famine génialement organisée », jusqu'à l'Angleterre et à la France, où la *famine* approche *aussi* et où l'organisation est beaucoup moins « géniale ».

Il est tout naturel que la crise révolutionnaire ait éclaté *plus tôt qu'ailleurs* dans la Russie tsariste, où la désorganisation était la plus monstrueuse et le prolétariat le plus révolutionnaire (non par ses qualités particulières, mais par les traditions vivantes de l'année 1905). Cette crise a été accélérée par une série de défaites écrasantes, infligées à la Russie et à ses alliés. Ces défaites ont ébranlé tout l'ancien mécanisme gouvernemental et tout l'ancien régime ; elles ont dressé contre lui *toutes* les classes de la population, exaspéré l'armée, exterminé en grande partie l'ancien corps des officiers, issu d'une noblesse fossile ou d'une bureaucratie particulièrement pourrie, pour le remplacer par des éléments jeunes, frais, surtout bourgeois, roturiers, petits-bourgeois. Des hommes franchement prosternés devant la bourgeoisie ou simplement dénués de caractère, qui criaient et vociféraient contre le « défaitisme », sont placés maintenant devant ce fait : la liaison historique entre l'effondrement de la monarchie tsariste la plus arriérée et la plus barbare et le *début* de l'incendie révolutionnaire.

Mais si les défaites du début de la guerre ont joué le rôle d'un facteur négatif qui a accéléré l'explosion, il faut dire que la *liaison* entre le capital financier anglo-français, l'impérialisme anglo-français, et le capital russe octobriste et cadet a été le facteur qui a hâté cette crise en *organisant un complot* en règle contre Nicolas Romanov.

Cet aspect de la question, qui est d'une extrême importance, la presse anglo-française le passe sous silence, pour des raisons que l'on conçoit, et la presse allemande le souligne avec force sarcasmes. Nous autres, marxistes, devons regarder la vérité bien en face, sans nous laisser troubler ni par le mensonge officiel et doucereux des diplomates et des ministres du premier groupe de belligérants impérialistes, ni par les clignements d'yeux et les ricanements de leurs concurrents financiers et militaires de l'autre

groupe. Tout le cours des événements de la révolution de février-mars montre clairement que les ambassades anglaise et française qui, avec leurs agents et leurs « relations », prodiguaient depuis longtemps les efforts les plus désespérés pour empêcher des accords « séparés » et une paix séparée entre Nicolas II (et dernier, nous l'espérons et nous ferons le nécessaire pour qu'il en soit ainsi) et Guillaume II, ont organisé directement un complot de concert avec les octobristes et les cadets, avec certains généraux et officiers de l'armée et surtout de la garnison de Pétersbourg en vue de *déposer* Nicolas Romanov.

Ne nous faisons pas d'illusions. Ne donnons pas dans l'erreur de ceux qui, à l'instar de certains « okistes » ou « menchéviks » oscillant entre la tendance Gvozdev-Potressov et l'internationalisme, et qui versent trop souvent dans le pacifisme petit-bourgeois, sont prêts à exalter maintenant l'« accord » du parti ouvrier avec les cadets, le « soutien » des seconds par le premier, etc. Ces gens-là, pour se conformer à leur vieille doctrine (rien moins que marxiste) qu'ils ont apprise par cœur, jettent un voile sur le complot ourdi par les impérialistes anglo-français avec les Goutchkov et les Milioukov afin de destituer le « fameux guerrier » Nicolas Romanov et de le remplacer par des *guerriers* plus énergiques, plus frais, plus capables.

Si la révolution a triomphé si vite et — en apparence, pour qui se contente d'un coup d'œil superficiel — d'une manière si radicale, c'est uniquement parce que, en raison d'une situation historique d'une extrême originalité, *des courants absolument différents*, des intérêts de classe *absolument hétérogènes*, des tendances politiques et sociales *absolument opposées* se sont *fondus* avec une « cohésion » remarquable. A savoir : le complot des impérialistes anglo-français qui poussèrent Milioukov, Goutchkov et Cie à s'emparer du pouvoir *pour continuer la guerre impérialiste*, pour la mener avec encore plus d'acharnement et d'opiniâtreté, *pour massacrer de nouveaux millions* d'ouvriers et de paysans de Russie afin de remettre Constantinople... aux Goutchkov, la Syrie... aux capitalistes français, la Mésopotamie... aux capitalistes anglais, etc. Cela, d'une part. D'autre part, un profond mouvement révolutionnaire du prolétariat et de la masse du peuple (toute la popu-

lation pauvre des villes et des campagnes) pour le *pain*, la *paix*, la *véritable liberté*.

Il serait tout simplement absurde de prétendre que le prolétariat révolutionnaire de Russie a « soutenu » l'impérialisme des cadets et des octobristes, échafaudé avec l'argent anglais, et non moins odieux que l'impérialisme tsariste. Les ouvriers révolutionnaires démolissaient, ont déjà démoli dans une notable mesure et continueront de démolir jusque dans ses fondements l'ignominieuse *monarchie* tsariste, sans se laisser enthousiasmer ni troubler si, à certains moments historiques, de brève durée et dus à une conjoncture exceptionnelle, *ils bénéficient* de la lutte de Buchanan, Goutchkov, Milioukov et Cie, qui visent *à remplacer* un monarque *par un autre* et de préférence par un Romanov !

C'est ainsi, et seulement ainsi, que les choses se sont passées. C'est ainsi, et seulement ainsi, que doit considérer la situation un homme politique qui ne craint pas la vérité, qui envisage posément le rapport des forces sociales dans la révolution, qui apprécie tout « moment actuel », non seulement du point de vue de son originalité présente, d'aujourd'hui, mais encore en tenant compte de ressorts plus profonds, de rapports plus profonds entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie, tant en Russie que dans le monde entier.

Les ouvriers de Pétrograd, comme ceux de toute la Russie, ont combattu avec abnégation la monarchie tsariste, pour la liberté, pour la terre aux paysans, *pour la paix*, contre la boucherie impérialiste. Le capital impérialiste anglo-français, voulant continuer et intensifier cette boucherie, a noué des intrigues de palais, tramé un complot avec les officiers de la garde, poussé et encouragé les Goutchkov et les Milioukov, échafaudé *un nouveau gouvernement tout prêt*, lequel a effectivement *pris le pouvoir* dès les premiers coups portés au tsarisme par le prolétariat en lutte.

Ce nouveau gouvernement, dans lequel les octobristes et les partisans de la « rénovation pacifique »[12] Lvov et Goutchkov, complices d'hier de Stolypine-le-Pendeur, occupent les postes *effectivement importants*, les postes de combat, les postes décisifs, disposent de l'armée, du corps des

fonctionnaires, — ce gouvernement où Milioukov et les autres cadets siègent plutôt à titre décoratif, pour la façade, pour prononcer de suaves et doctes discours, tandis que le « troudovik » Kérenski joue le rôle d'un baladin pour duper les ouvriers et les paysans, — ce gouvernement-là ne groupe pas des gens pris au hasard.

Il est constitué par les représentants d'une nouvelle classe parvenue au pouvoir politique en Russie, la classe des grands propriétaires fonciers capitalistes et de la bourgeoisie, qui *dirige* depuis longtemps notre pays sur le plan économique et qui, lors de la révolution de 1905-1907 comme au cours de la contre-révolution de 1907-1914, et enfin, avec une rapidité toute particulière, pendant la guerre de 1914-1917, s'est très vite organisée sur le plan politique en s'assurant la haute main sur les organes d'auto-administration locale, sur l'instruction publique, les congrès de tout genre, la Douma, les comités des industries de guerre, etc. Cette classe nouvelle avait « presque complètement » *accédé* au pouvoir au début de 1917 ; c'est pourquoi, dès les premiers coups portés au tsarisme, celui-ci s'est effondré, laissant la place à la bourgeoisie. En exigeant une extrême tension des forces, la guerre impérialiste a hâté le développement de la Russie arriérée au point que nous avons « d'emblée » (pratiquement, *il semble* que ce soit d'emblée) *rattrapé* l'Italie, l'Angleterre, presque la France, obtenu un gouvernement « parlementaire », « de coalition », « national » (c'est-à-dire apte à poursuivre le carnage impérialiste et à mystifier le peuple).

A côté de ce gouvernement — qui n'est au fond qu'un simple commis de la « firme » de milliardaires « Angleterre-France » dans la guerre *actuelle* — a surgi un *gouvernement ouvrier*, le gouvernement principal, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible, qui représente les intérêts du prolétariat et de toutes les couches pauvres de la population des villes et des campagnes. C'est le *Soviet des députés ouvriers* de Pétrograd, qui recherche des liaisons avec les soldats et les paysans, ainsi qu'avec les ouvriers agricoles, naturellement avec ces derniers surtout, au premier chef, bien plus qu'avec les paysans.

Telle est la situation politique *réelle*, que nous devons nous efforcer avant tout d'établir avec le maximum de

précision objective, afin d'asseoir la tactique marxiste sur la seule base solide qui lui convienne, celle des *faits*.

La monarchie tsariste est battue, mais elle n'a pas encore reçu le coup de grâce.

Le gouvernement bourgeois des octobristes et des cadets, qui veut mener la guerre impérialiste «jusqu'au bout», et qui est en réalité le commis de la firme financière « Angleterre-France », est *obligé de promettre* au peuple le maximum de libertés et d'aumônes compatibles avec le maintien de son pouvoir sur le peuple et la possibilité de continuer la boucherie impérialiste.

Le Soviet des députés ouvriers, organisation des ouvriers, embryon du gouvernement ouvrier, représentant des intérêts de l'ensemble des masses *pauvres*, c'est-à-dire des neuf dixièmes de la population, lutte pour la *paix*, le *pain*, la *liberté*.

La lutte de ces trois forces détermine la situation actuelle qui marque le *passage* de la première à la deuxième étape de la révolution.

Entre la première force et la seconde la contradiction *n'est pas* profonde ; elle est temporaire et suscitée *seulement* par la conjoncture du moment, par un brusque tournant des événements dans la guerre impérialiste. *Tout* le nouveau gouvernement est formé de monarchistes, car le républicanisme *verbal* de Kérenski n'est vraiment pas sérieux, ni digne d'un homme politique ; c'est, *objectivement parlant*, de la politicaillerie. Le nouveau gouvernement n'avait pas encore porté le coup de grâce à la monarchie tsariste que déjà il *se livrait à des tractations* avec la dynastie des grands propriétaires fonciers que sont les Romanov. La bourgeoisie du type octobriste-cadet *a besoin* de la monarchie en tant que chef de la bureaucratie et de l'armée pour protéger les privilèges du capital contre les travailleurs.

Quiconque prétend que les ouvriers doivent *soutenir* le nouveau gouvernement afin de combattre la réaction tsariste (et c'est ce que prétendent apparemment les Potressov, les Gvozdev, les Tchkhenkéli, et aussi *Tchkhéidzé* malgré sa position éminemment *évasive*) trahit les ouvriers, trahit la cause du prolétariat, la cause de la paix et de la liberté. Car en fait, ce nouveau gouvernement, *très précisément*, est *déjà* ligoté par le capital impérialiste, par la poli-

tique impérialiste *de guerre* et de rapine ; il se livre *déjà* à des tractations (sans avoir consulté le peuple !) avec la dynastie ; *il travaille déjà à la restauration de la monarchie tsariste* ; il invite déjà un candidat roitelet, Michel Romanov ; il se préoccupe déjà d'en affermir le trône, de substituer à la monarchie légitime (étayée par la loi ancienne) une monarchie bonapartiste, plébiscitaire (étayée par un suffrage populaire truqué).

Non, pour combattre efficacement la monarchie tsariste, pour assurer la liberté réellement et non en paroles, non par les promesses des beaux parleurs Milioukov et Kérenski, *ce ne sont pas* les ouvriers qui doivent soutenir le nouveau gouvernement, mais ce gouvernement qui doit « soutenir » les ouvriers ! Car la seule *garantie* de la liberté et de la destruction complète du tsarisme réside dans *l'armement du prolétariat*, dans la consolidation, l'extension, le développement du rôle, de l'importance et de la force du Soviet des députés ouvriers.

Tout le reste n'est que phrases et mensonges, aveuglement volontaire des politiciens du camp libéral ou radical, manœuvre frauduleuse.

Aidez les ouvriers à s'armer ou du moins ne les en empêchez pas, et la liberté sera invincible en Russie, la monarchie impossible à restaurer, la république assurée.

Sinon les Goutchkov et les Milioukov rétabliront la monarchie et ne feront *rien*, absolument rien de ce qu'ils ont promis en fait de « libertés ». Tous les politiciens bourgeois, dans *toutes* les révolutions bourgeoises, ont « nourri » le peuple et dupé les ouvriers à coups de promesses.

Notre révolution est bourgeoise : *aussi* les ouvriers doivent-ils soutenir la bourgeoisie, disent les Potressov, les Gvozdev, les Tchkhéidzé, comme le disait hier encore Plékhanov.

Notre révolution est bourgeoise, disons-nous, nous marxistes : *aussi* les ouvriers doivent-ils ouvrir les yeux au peuple sur les mensonges des politiciens bourgeois, lui apprendre à ne pas croire aux paroles, à compter uniquement sur *ses* forces, *son* organisation, *son* union, son *armement*.

Le gouvernement des octobristes et des cadets, des Goutchkov et des Milioukov, *ne peut* donner au peuple — quand bien même il le voudrait sincèrement (seuls des en-

fants en bas âge peuvent croire à la sincérité de Goutchkov et de Lvov) — *ni la paix, ni le pain, ni la liberté.*

Ni la paix, parce que c'est un gouvernement de guerre, un gouvernement de continuation de la tuerie impérialiste, un gouvernement de *rapine* qui désire piller l'Arménie, la Galicie, la Turquie, enlever Constantinople, reconquérir la Pologne, la Courlande, la Lituanie, etc. Ce gouvernement est entièrement ligoté par le capital impérialiste anglo-français. Le capital russe n'est qu'une succursale de la « firme » universelle qui brasse des *centaines de milliards* et se nomme « Angleterre-France ».

Ni le pain, parce que c'est un gouvernement bourgeois. *Tout au plus* donnera-t-il au peuple, comme l'a fait l'Allemagne, « une famine génialement organisée ». Mais le peuple ne voudra pas supporter la famine. Le peuple apprendra, et sans doute l'apprendra-t-il bientôt, qu'il y a du pain et qu'on peut en obtenir, mais pas autrement que par des mesures *ne reculant pas devant la sainteté du capital et de la propriété foncière.*

Ni la liberté, parce que ce gouvernement est celui des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, qui *craint* le peuple et qui déjà est en collusion avec la dynastie des Romanov.

Nous parlerons dans un autre article des objectifs tactiques de notre comportement immédiat à l'égard de ce gouvernement. Nous y montrerons ce qui fait l'originalité de la période actuelle, du *passage* de la première à la deuxième étape de le révolution ; et pourquoi le mot d'ordre, la « tâche du jour » doit être dans *cette* période : *Ouvriers, vous avez accompli des prodiges d'héroïsme prolétarien et populaire dans la guerre civile contre le tsarisme, vous devez accomplir des prodiges d'organisation prolétarienne et populaire pour préparer votre victoire dans la seconde étape de la révolution.*

Nous bornant *pour l'instant* à analyser la lutte de classe et le rapport des forces de classe à l'étape actuelle de la révolution, nous devons encore poser cette question : quels sont les *alliés* du prolétariat dans la révolution *actuelle* ?

Il a *deux* alliés : en premier lieu, la grande masse du semi-prolétariat et, en partie, des petits paysans de Russie, forte de dizaines de millions d'hommes et constituant l'immense majorité de la population. La paix, le pain, la liberté

et la terre sont *nécessaires* à cette masse. Celle-ci subira forcément une certaine influence de la part de la bourgeoisie, et surtout de la petite bourgeoisie dont elle se rapproche le plus par ses conditions d'existence, qui la font osciller entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les dures leçons de la guerre, qui seront *d'autant plus* dures que la guerre sera plus énergiquement menée par Goutchkov, Lvov, Milioukov et consorts, pousseront *inévitablement* cette masse vers le prolétariat et l'obligeront à le suivre. Il nous faut maintenant profiter de la liberté relative du nouveau régime et des Soviets de députés ouvriers pour nous efforcer avant tout et par-dessus tout d'*éclairer* cette masse et de l'*organiser*. Des Soviets de députés paysans, des Soviets d'ouvriers agricoles, telle est une de nos tâches essentielles. Ce faisant, notre objectif devra être, non seulement la création par les ouvriers agricoles de Soviets distincts, mais aussi l'organisation des paysans pauvres et indigents *indépendamment* des paysans aisés. Nous traiterons dans la lettre suivante des tâches particulières et des formes particulières de l'organisation dont la nécessité s'impose impérieusement aujourd'hui.

En second lieu, le prolétariat russe a pour allié le prolétariat de tous les pays belligérants et de tous les pays en général. Cet allié est actuellement accablé dans une notable mesure par la guerre, et ses porte-parole sont trop souvent des social-chauvins d'Europe passés à la bourgeoisie, comme Plékhanov, Gvozdev et Potressov en Russie. Mais chaque mois de la guerre impérialiste affranchit davantage le prolétariat de leur influence, et la révolution russe hâtera *infailliblement* ce processus sur une échelle immense.

Avec ces deux alliés, le prolétariat peut marcher et marchera, *en utilisant les particularités* de l'actuelle période de transition, d'abord à la conquête de la république démocratique et à la victoire totale des paysans sur les grands propriétaires fonciers, au lieu de la semi-monarchie de Goutchkov-Milioukov, et ensuite au *socialisme*, qui seul donnera aux peuples épuisés par la guerre la *paix*, le *pain* et la *liberté*.

N. Lénine

Rédigé le 7 (20) mars 1917
Publié les 21 et 22 mars 1917 dans les nos 14 et 15 de la «Pravda»

Conforme à une copie dactylographiée, collationnée avec le texte de la «Pravda»

Première page du manuscrit de V. Lénine « Lettres de loin. Lettre 2. Le nouveau gouvernement et le prolétariat.» — 22 (9) mars 1917

Письма изъ далека

Письмо 2.

Новое правительство и пролетаріатъ.

Главный документъ, которымъ я располагаю по сегодняшнее число (8/21 марта), это — номеръ англійской консервативнѣйшей и буржуазнѣйшей газеты „Times" (Таймзъ) отъ 16/3 со сводкой сообщеній о революціи въ Россіи. Ясно, что источника, болѣе благопріятно — выражаясь мягко — настроеннаго къ правительству Гучкова и Милюкова, найти нелегко.

Корреспондентъ этой газеты сообщаетъ изъ Петербурга отъ среды 1(14) марта, когда существовало еще только первое временное правительство т. е. думскій Исполнительный Комитетъ изъ 13 человѣкъ, с Родзянкой во главѣ и съ двумя, по выраженію газеты, „соціалистами" Керенскимъ и Чхеидзе в числѣ членовъ, — слѣдующее:

„Группа изъ 22 выборныхъ членовъ Гос. Совѣта, Гучков, Стахович, Трубецкой, проф. Васильев, Гриллем, Вернадскій и др., отправила вчера телеграмму царю", умоляя его для спасенія „династіи" и пр. и пр. созвать Думу и назначить главу правительства, пользующагося „довѣріемъ націи". Каково будетъ рѣшеніе Императора, который сегодня долженъ пріѣхать, еще неизвѣстно в данный момент, — пишетъ корреспондентъ — но одна вещь совершенно несомнѣнна. Если его Величество не удовлетворитъ немедленно желаній самыхъ умѣренныхъ элементовъ

LETTRES DE LOIN

LETTRE 2

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET LE PROLETARIAT

Le principal document dont je dispose à ce jour (8/21 mars) est un numéro du plus conservateur et du plus bourgeois des journaux anglais, le *Times* du 16/3 qui donne un résumé des informations sur la révolution en Russie. Il est évident qu'il serait difficile de trouver une source d'information plus favorable — pour employer un euphémisme— au gouvernement Goutchkov-Milioukov.

Voici ce que le correspondant de ce journal annonce de Pétersbourg, le mercredi 1er (14) mars, alors que n'existait encore que le *premier* Gouvernement provisoire, c'est-à-dire le Comité exécutif de la Douma, composé de 13 personnes avec à leur tête Rodzianko et comptant parmi ses membres, selon l'expression du journal, deux « socialistes », Kérenski et Tchkhéidzé :

« Un groupe de 22 députés, membres du Conseil d'Etat, Goutchkov, Stakhovitch, Troubetskoï, le professeur Vassiliev, Grimm, Vernadski, d'autres encore, a adressé hier un télégramme au tsar » le suppliant, pour le salut de la « dynastie », etc., etc., de convoquer la Douma et de désigner un chef de gouvernement jouissant de « la confiance de la nation ». « Quelle sera la décision de l'Empereur, lequel doit arriver aujourd'hui, c'est ce que l'on ignore jusqu'ici, écrit le correspondant, mais une chose est absolument certaine. Si Sa Majesté ne satisfait pas immédiatement les desiderata des éléments les plus modérés d'entre ses loyaux sujets, l'influence dont jouit en ce moment le Comité provisoire de la Douma d'Etat passera tout entière aux socialistes, qui veulent instaurer la république, mais sont in-

capables d'instituer un gouvernement tant soit peu ordonné et voueraient infailliblement le pays à l'anarchie à l'intérieur et à la catastrophe à l'extérieur... »

Que de sagesse politique et de clarté, n'est-il pas vrai ? Comme ce congénère (si ce n'est le dirigeant) anglais des Goutchkov et des Milioukov comprend bien le rapport des forces et des intérêts de classe ! « Les éléments les plus modérés d'entre les loyaux sujets », c'est-à-dire les grands propriétaires fonciers et les capitalistes monarchistes, veulent accéder au pouvoir, car ils se rendent parfaitement compte qu'autrement l'« influence » passerait aux « socialistes », pourquoi précisément aux « socialistes », et non à quelqu'un d'autre ? Parce que le congénère anglais de Goutchkov voit fort bien qu'il *n'y a* et qu'il *ne peut y avoir* aucune autre force sociale dans l'arène politique. C'est le prolétariat qui a accompli la révolution ; il a fait preuve d'héroïsme, il a versé son sang, entraîné à sa suite les masses les plus larges des travailleurs et de la population pauvre; il réclame le pain, la paix et la liberté ; il veut la république, et ses sympathies vont au socialisme. Alors qu'une poignée de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, les Goutchkov et les Milioukov en tête, veut tromper la volonté ou l'aspiration de l'immense majorité, conclure *un marché avec la monarchie agonisante*, la soutenir, la sauver : que Votre Majesté désigne Lvov et Goutchkov, et nous serons avec la monarchie contre le peuple. Voilà à quoi se ramène tout le sens, tout le fond de la politique du nouveau gouvernement !

Mais comment justifier cette politique visant à mystifier le peuple, à le berner, à contrecarrer la volonté de l'immense majorité de la population ?

Pour cela, il faut calomnier, procédé ancien, mais toujours neuf de la bourgeoisie. Et voilà le congénère anglais de Goutchkov qui calomnie, qui jure, qui crache et qui bave : « Anarchie à l'intérieur, catastrophe à l'extérieur », pas de « gouvernement bien ordonné » !!

C'est faux, honorable congénère de Goutchkov ! Les ouvriers veulent la république ; or, la république est un gouvernement beaucoup plus « ordonné » que la monarchie. Qu'est-ce qui garantit au peuple qu'un second Romanov n'engagera pas un second Raspoutine ? C'est précisément

la continuation de la guerre, c'est-à-dire le nouveau gouvernement, qui apporte la catastrophe. La république prolétarienne, épaulée par les ouvriers agricoles et par la partie pauvre des paysans et des citadins, peut seule assurer la paix, donner le pain, l'ordre et la liberté.

Les cris à l'anarchie ne font que masquer la cupidité des capitalistes, désireux de s'enrichir par la guerre et les emprunts de guerre, désireux de rétablir la monarchie *contre* le peuple.

« ...Le parti social-démocrate, poursuit le correspondant, a publié hier un appel des plus séditieux, qui a été répandu par toute la ville. Ils» (c'est-à-dire le parti social-démocrate) « sont de purs doctrinaires, mais leur capacité de nuire est immense à une époque comme celle-ci. M. Kérenski et M. Tchkhéidzé, qui comprennent qu'ils ne peuvent espérer éviter l'anarchie sans l'appui des officiers et des éléments modérés de la population, sont obligés de compter avec leurs camarades moins raisonnables et les poussent insensiblement à adopter des attitudes propres à compliquer la tâche du Comité provisoire »...

O, grand diplomate anglais, congénère de Goutchkov ! Vous avez vendu la mèche de façon bien « peu raisonnable »!

Le « parti social-démocrate » et les « camarades moins raisonnables », avec qui « Kérenski et Tchkhéidzé sont obligés de compter », c'est évidemment le Comité central ou le Comité de Pétersbourg de notre Parti reconstitué à la conférence de janvier 1912, ce sont ces mêmes « bolchéviks » que les bourgeois traitent toujours de « doctrinaires » pour leur fidélité à la « doctrine », c'est-à-dire aux principes, à l'enseignement et aux buts du *socialisme*. Ce que le congénère anglais de Goutchkov qualifie brutalement de séditieux et de doctrinaire, c'est manifestement l'appel et l'attitude de notre Parti, qui convient à la lutte au nom de la république, de la paix, de la destruction totale de la monarchie tsariste, au nom du pain pour le peuple.

Le pain pour le peuple et la paix, c'est de la sédition ; tandis que des portefeuilles ministériels pour Goutchkov et Milioukov, c'est « l'ordre ». Vieux discours bien connus !

Quelle est donc la tactique de Kérenski et de Tchkhéidzé, d'après la définition qu'en donne le congénère anglais de Goutchkov ?

Hésitante : d'une part, le congénère de Goutchkov les félicite, car ils « comprennent » (ces petits garçons bien sages ! bien intelligents !) que, sans l'« appui » des officiers et des éléments modérés, il est impossible d'éviter l'anarchie (et nous qui pensions jusqu'ici et qui continuons de penser, en accord avec notre doctrine, avec notre théorie socialiste, que ce sont les capitalistes qui introduisent dans la société humaine l'anarchie et les guerres, et que seul le passage de *tout* le pouvoir politique au prolétariat et au peuple indigent peut nous affranchir des guerres, de l'anarchie, de la famine !). — — — D'autre part, voyez-vous, ils sont « obligés de compter » « avec leurs camarades moins raisonnables », c'est-à-dire avec les bolchéviks, avec le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, reconstitué et unifié par son Comité central.

Quelle force « oblige » donc Kérenski et Tchkhéidzé à « compter » avec le parti bolchévik, auquel ils n'ont *jamais* appartenu et qu'eux-mêmes ou leurs représentants dans la presse (les « socialistes-révolutionnaires », les « socialistes-populistes[103] », les « menchéviks-okistes », etc.) ont toujours attaqué, réprouvé, dénoncé comme un groupuscule clandestin, une secte de doctrinaires, etc.? Où et quand a-t-on jamais vu en période révolutionnaire, alors que l'action des *masses* est prédominante, que des hommes politiques sains d'esprit « comptent » avec des « doctrinaires » ??

Notre pauvre congénère anglais de Goutchkov s'est empêtré, il n'a pas pu retomber sur ses pieds, il n'a su ni mentir à fond, ni dire toute la vérité ; et il n'a fait que se trahir.

Ce qui a obligé Kérenski et Tchkhéidzé à compter avec le parti social-démocrate unifié par le Comité central, c'est l'influence qu'exerce ce parti sur le prolétariat, sur les masses. Notre Parti s'est trouvé avec les masses, avec le prolétariat révolutionnaire, *malgré* l'arrestation et la déportation en Sibérie de nos députés dès 1914, malgré les persécutions acharnées et les arrestations que valut au Comité de Pétersbourg son action clandestine, pendant la guerre, *contre* la guerre et contre le tsarisme.

« Les faits sont têtus », dit le proverbe anglais. Permettez qu'on vous le rappelle, très honorable congénère an-

glais de Goutchkov ! Le congénère anglais de Goutchkov « *en personne* » *a dû* reconnaître que notre Parti a dirigé ou tout au moins aidé sans réserve les ouvriers de Pétersbourg dans les grandes journées de la révolution. Il a dû également reconnaître que Kérenski et Tchkhéidzé oscillent *entre* la bourgeoisie et le prolétariat. Les amis de Gvozdev, les « jusqu'auboutistes », c'est-à-dire les social-chauvins, c'est-à-dire les défenseurs de la guerre impérialiste de rapine, vont maintenant à la remorque de la bourgeoisie ; en entrant dans le ministère, c'est-à-dire dans le deuxième Gouvernement provisoire, Kérenski est, lui aussi, complètement passé à la bourgeoisie ; Tchkhéidzé n'est pas entré dans le ministère, il est demeuré *hésitant* entre le Gouvernement provisoire de la bourgeoisie, les Goutchkov et les Milioukov, et le « Gouvernement provisoire » du prolétariat et des masses indigentes du peuple, le Soviet des députés ouvriers ainsi que le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, unifié par le Comité central.

La révolution a donc confirmé ce sur quoi nous insistions tout spécialement en appelant les ouvriers à prendre nettement conscience des différences de classe entre les principaux partis et les principaux courants du mouvement ouvrier et de la petite bourgeoisie, ce que nous écrivions, par exemple, dans le numéro 47 du *Social-Démocrate* de Genève, il y aura bientôt un an et demi, le 13 octobre 1915 :

« De même que par le passé, nous admettons la participation des social-démocrates à un gouvernement révolutionnaire provisoire avec la petite bourgeoisie démocratique, mais *non pas* avec les révolutionnaires-chauvins. Nous considérons comme tels ceux qui veulent la victoire sur le tsarisme en vue de la victoire sur l'Allemagne, — pour piller d'autres pays, — pour consolider la domination des Grands-Russes sur les autres peuples de la Russie, etc. La base du chauvinisme révolutionnaire réside dans la situation de classe de la petite bourgeoisie qui oscille constamment entre la bourgeoisie et le prolétariat. A présent, elle oscille entre le chauvinisme (qui l'empêche d'être révolutionnaire avec esprit de suite, même en ce qui concerne la révolution démocratique) et l'internationalisme prolétarien. Les porte-parole politiques de cette petite bourgeoisie sont actuellement en Russie : les troudoviks[104],

les socialistes-révolutionnaires, *Nacha Zaria* (actuellement le *Diélo*)[105], la fraction Tchkhéidzé, le Comité d'organisation, M. Plékhanov et ainsi de suite. Si les révolutionnaires chauvins l'emportaient en Russie, nous serions contre la défense de *leur* « patrie » dans cette guerre. Notre mot d'ordre est : contre les chauvins, fussent-ils révolutionnaires et républicains, *contre* eux et *pour* l'alliance du prolétariat international en vue de la révolution socialiste*. »

Mais revenons au congénère anglais de Goutchkov.

« ...Le Comité provisoire de la Douma d'Etat, poursuit-il, compte tenu des dangers qui l'entourent, s'est sciemment abstenu d'exécuter son premier dessein de faire arrêter les ministres, bien qu'on eût pu le faire hier avec le minimum de difficultés. La porte est ainsi restée ouverte aux négociations, grâce à quoi nous » (« nous »=le capital financier et l'impérialisme anglais) « pouvons obtenir tous les avantages du nouveau régime sans passer par la terrible épreuve de la Commune et par l'anarchie de la guerre civile »...

Les congénères de Goutchkov étaient *pour* la guerre civile à *leur* profit ; ils sont *contre* la guerre civile au profit du peuple, c'est-à-dire de la majorité réelle des travailleurs.

«...Les rapports entre le Comité provisoire de la Douma, qui représente toute la nation » (il s'agit du Comité de la IVe Douma, la Douma des grands propriétaires fonciers et des capitalistes!), « et le Soviet des députés ouvriers, qui représente exclusivement des intérêts de classe » (langage d'un diplomate qui aurait entendu d'une oreille distraite des termes savants et qui voudrait cacher que le Soviet des députés ouvriers représente le prolétariat et les pauvres, c'est-à-dire les neuf dixièmes de la population), « mais qui, dans une crise comme celle-ci, jouit d'un immense pouvoir, ont fait naître bien des appréhensions parmi les gens raisonnables, qui prévoient la possibilité entre l'un et l'autre d'un conflit dont les résultats pourraient être vraiment épouvantables.

---

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « Quelques thèses ». (*N.R.*)

Par bonheur, ce péril a été écarté, tout au moins pour l'instant » (remarquez ce « tout au moins »!), « grâce à l'influence de M. Kérenski, jeune avocat doué d'un grand talent oratoire qui comprend nettement » (à la différence de Tchkhéidzé, qui « comprenait » lui aussi mais sans doute moins nettement, selon le congénère de Goutchkov ?) « la nécessité d'agir de concert avec le Comité dans l'intérêt de ses électeurs ouvriers » (c'est-à-dire de faire des avances aux ouvriers pour gagner leurs suffrages). « Un accord satisfaisant[106] a été conclu aujourd'hui (mercredi 1er/14 mars), ce qui permettra d'éviter toute friction superflue. »

Quel a été cet accord ? A-t-il été conclu par *l'ensemble* du Soviet des députés des ouvriers ? Quelles en sont les clauses ? Nous ne le savons pas. Cette fois, le congénère anglais de Goutchkov a passé complètement sous silence *l'essentiel*. Parbleu ! La bourgeoisie n'a nul intérêt à ce que ces clauses soient nettes, précises et connues de tous, car il lui serait alors plus difficile de les enfreindre !

Les lignes ci-dessus étaient déjà écrites quand j'ai lu deux informations fort importantes. D'abord dans *Le Temps*, journal parisien, bourgeois et conservateur par excellence, daté du 20/3, le texte de l'appel du Soviet des députés ouvriers invitant à « soutenir » le nouveau gouvernement ; ensuite, dans un journal zürichois (la *Neue Zürcher Zeitung*[107], 1 Mit.-bl., 21/3), citant un journal berlinois (la *National-Zeitung*[108]), des passages d'un discours de Skobélev, prononcé le 1er/14 mars à la Douma d'Etat.

L'appel du Soviet des députés ouvriers constitue, si le texte n'en a pas été altéré par les impérialistes français, un document remarquable, montrant que le prolétariat pétersbourgeois se trouvait, tout au moins lors de la publication de ce texte, sous l'influence prédominante des politiciens petits-bourgeois. Rappelons que je range parmi les politiciens de cette espèce, comme il a déjà été dit plus haut, les hommes du type Kérenski et Tchkhéidzé.

On trouve dans ce document deux idées politiques, par tant deux mots d'ordre :

Primo, l'appel indique que le nouveau gouvernement est composé d'« éléments modérés ». Définition singulière,

nullement complète, de caractère purement libéral, non marxiste. Je veux bien convenir, moi aussi, qu'en un sens — je dirai dans ma prochaine lettre en quel sens précisément — tout gouvernement doit maintenant, une fois franchie la première étape de la révolution, être « modéré ». Mais il est absolument inadmissible de se dissimuler et de dissimuler au peuple que ce gouvernement veut la continuation de la guerre impérialiste, qu'il est un agent du capital anglais, qu'il veut la restauration de la monarchie et l'affermissement de la domination des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

L'appel déclare que tous les démocrates doivent « soutenir » le nouveau gouvernement, et que le Soviet des députés ouvriers demande à Kérenski de participer au Gouvernement provisoire et l'habilite à cette fin. Les conditions en sont l'application des réformes promises au cours de la guerre, la garantie du « libre développement culturel » (seulement ??) des nationalités (programme purement cadet, d'une indigence toute libérale), et la constitution d'un comité spécial chargé de surveiller l'activité du Gouvernement provisoire, comité formé de membres du Soviet des députés ouvriers et de « militaires »[109].

Nous reviendrons plus loin sur ce Comité de surveillance, qui se rapporte à des idées et des mots d'ordre qui viennent en second lieu.

Quant à la désignation de Kérenski, ce Louis Blanc russe, et à l'appel conviant à soutenir le nouveau gouvernement, c'est, pourrait-on dire, un exemple classique de trahison envers la révolution et le prolétariat, d'une trahison exactement semblable à celles qui causèrent l'échec de nombre de révolutions au XIXe siècle, indépendamment du degré de sincérité des dirigeants et partisans de cette politique et de leur dévouement à la cause du socialisme.

Le prolétariat ne peut ni ne doit soutenir un gouvernement de guerre, un gouvernement de restauration. Ce qu'il faut pour combattre la réaction et repousser les tentatives éventuelles et probables des Romanov et de leurs amis en vue de rétablir la monarchie et de lever une armée contre-révolutionnaire, ce n'est pas du tout soutenir Goutchkov et Cie, mais *organiser*, élargir et affermir une milice *prolétarienne*, armer le peuple sous la direction des ouvriers.

Sans cette mesure principale, essentielle, fondamentale, il ne saurait être question d'opposer une résistance sérieuse à la restauration de la monarchie et aux tentatives de ravir ou de rogner les libertés promises, ni de s'engager résolument dans la voie conduisant à la conquête du pain, de la *paix* et de la liberté.

Si Tchkhéidzé, qui faisait partie avec Kérenski du premier Gouvernement provisoire (le Comité des treize de la Douma), n'est effectivement pas entré dans le second Gouvernement provisoire pour les raisons de principe précitées ou pour d'autres raisons analogues, ce geste lui fait honneur. Il faut le dire en toute franchise. Malheureusement, cette interprétation contredit d'autres faits, et tout d'abord le discours de Skobélev, qui a toujours marché de concert avec Tchkhéidzé.

Skobélev a dit, à en croire la source déjà mentionnée, que « le groupe social (? sans doute, social-démocrate) et les ouvriers n'ont qu'un léger contact avec les objectifs du Gouvernement provisoire » ; que les ouvriers réclament la paix et que, si l'on continue la guerre, une catastrophe se produira de toutes façons au printemps ; que « les ouvriers ont conclu avec la société (la société libérale) un accord temporaire (eine vorläufige Waffenfreundschaft), bien que leurs fins politiques soient éloignées, comme le ciel de la terre, des buts de la société » ; que « les libéraux doivent renoncer aux buts de guerre insensés (unsinnige) », etc.

Ce discours offre un exemple de ce que nous appelions plus haut, dans la citation extraite du *Social-Démocrate*, l'« oscillation » entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les libéraux *ne peuvent pas*, s'ils restent des libéraux, « renoncer » aux buts de guerre « insensés », qui ne sont d'ailleurs pas fixés par eux seuls, mais par le capital financier anglo-français, dont la puissance mondiale s'évalue en centaines de milliards. Il ne s'agit pas de « persuader » les libéraux, mais d'*expliquer* aux ouvriers pourquoi les libéraux se trouvent dans une impasse, pourquoi *ils* ont pieds et poings liés, pourquoi ils *dissimulent* les traités conclus par le tsarisme avec l'Angleterre, etc., ainsi que les marchés conclus par le capital russe avec le capital anglo-français, etc., etc.

Si Skobélev dit que les ouvriers ont passé avec la société libérale un certain accord et s'il ne proteste pas contre cet

accord, s'il n'explique pas, du haut de la tribune de la Douma, en quoi il est nocif pour les ouvriers, son attitude revient à l'*approuver*. Or, c'est ce qu'il ne fallait absolument pas faire.

L'approbation déclarée ou voilée, nettement exprimée ou tacite, donnée par Skobélev à l'accord du Soviet des députés ouvriers avec le Gouvernement provisoire marque une oscillation vers la bourgeoisie. Sa déclaration disant que les ouvriers réclament la paix, que leurs fins sont éloignées, comme le ciel de la terre, des buts des libéraux, marque une oscillation de Skobélev vers le prolétariat.

Purement prolétarienne, authentiquement révolutionnaire et profondément juste par sa conception est la deuxième idée politique contenue dans l'appel du Soviet des députés ouvriers que nous étudions, à savoir l'idée de créer un « Comité de surveillance » (je ne sais si c'est bien ainsi qu'il s'appelle en russe, je traduis librement du français), surveillance à exercer sur le Gouvernement provisoire par les prolétaires et les soldats.

Voilà qui est bien ! Voilà qui est digne des ouvriers qui ont versé leur sang au nom de la liberté, de la paix, du pain pour le peuple ! Voilà vraiment un *pas réel* dans la voie des *garanties réelles* contre le tsarisme, contre la monarchie, contre les monarchistes Goutchkov-Lvov et Cie ! Voilà un témoignage montrant que le prolétariat russe est, malgré tout, en avance sur le prolétariat français de 1848, qui avait « mandaté » Louis Blanc ! Voilà bien la preuve que l'instinct et l'intelligence de la masse prolétarienne ne se satisfont pas de déclamations, d'exclamations, de promesses de réformes et de libertés, du titre de « ministre mandataire des ouvriers » et de tout le clinquant, mais cherchent un appui là *seulement* où il existe, dans les masses populaires *en armes*, organisées et guidées par le prolétariat, par les ouvriers conscients.

C'est un pas dans la bonne voie, mais *ce n'est qu'*un premier pas.

Si ce « Comité de surveillance » reste une institution de type purement parlementaire, uniquement politique, c'est-à-dire une commission appelée à « poser des questions » au Gouvernement provisoire et à en recevoir des réponses, alors tout cela ne sera qu'une amusette et ne servira à rien.

Mais si cela conduit à l'organisation, immédiate et à tout prix, d'une *milice ouvrière*, à laquelle participerait effectivement le peuple tout entier, à laquelle prendraient part tous les hommes et toutes les femmes, une milice qui ne se contenterait pas de remplacer la police dispersée et anéantie et de rendre *impossible* son rétablissement par *aucun* gouvernement monarchique-constitutionnel ou républicain-démocrate, *ni* à Pétersbourg *ni* ailleurs en Russie, alors les ouvriers avancés de Russie s'engagent vraiment dans une voie menant à de nouvelles et grandes victoires, à la victoire sur la guerre, à la réalisation du mot d'ordre inscrit, au dire des journaux, sur le drapeau des troupes de cavalerie manifestant à Pétersbourg sur la place qui s'étend devant la Douma d'Etat :

« Vivent les républiques socialistes de tous les pays ! »

J'exposerai dans ma prochaine lettre ce que je pense de cette milice ouvrière.

Je m'efforcerai d'y montrer, d'une part, qu'une milice étendue au peuple tout entier et dirigée par les ouvriers est le mot d'ordre juste de l'heure, répondant aux objectifs tactiques de la période de transition particulière que traverse la révolution russe (ainsi que la révolution mondiale) et, d'autre part, que pour être couronnée de succès cette milice ouvrière doit, premièrement, englober le peuple tout entier, dans sa masse, *jusqu'à devenir générale*, embrasser réellement *toute* la population valide des deux sexes ; deuxièmement, qu'elle doit associer progressivement les fonctions policières proprement dites et aussi celles intéressant l'ensemble de l'Etat aux fonctions militaires, au contrôle de la production sociale et de la répartition des denrées alimentaires.

N. Lénine

Zürich, le 22 (9) mars 1917.

P.-S. J'ai oublié de dater ma lettre précédente du 20 (7) mars.

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3-4 de la revue «Bolchévik» *Conforme au manuscrit*

LETTRES DE LOIN

LETTRE 3
DE LA MILICE PROLETARIENNE

Ma conclusion d'hier au sujet de la tactique hésitante de Tchkhéidzé a été pleinement confirmée aujourd'hui 10 (23) mars par deux documents. Le premier est un extrait, télégraphié de Stockholm à la *Gazette de Francfort*[110], du manifeste publié à Pétrograd par le Comité central de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Ce document ne dit pas un mot du soutien du gouvernement Goutchkov, ni de son renversement ; les ouvriers et les soldats sont appelés à s'organiser autour du Soviet des députés ouvriers, à y envoyer leurs mandataires afin de lutter contre le tsarisme, pour la république, pour la journée de 8 heures, pour la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et des stocks de blé, et surtout pour la cessation de la guerre de rapine. A ce propos, notre Comité central exprime cette opinion tout à fait juste, particulièrement importante et particulièrement actuelle, que la paix requiert nécessairement des relations avec *les prolétaires de tous les pays belligérants.*

Ce serait se leurrer soi-même et tromper le peuple que de compter sur les pourparlers et les rapports entre les gouvernements bourgeois pour voir instaurer la paix.

Le second document est également une dépêche, adressée de Stockholm à un autre journal allemand (la *Gazette de Voss*[111]), au sujet d'une conférence tenue le 2 (15) mars par la fraction Tchkhéidzé de la Douma avec le groupe

troudovik (?Arbeiterfraction) et les délégués de 15 syndicats ouvriers, ainsi que d'un appel publié le lendemain. Sur les 11 points de cet appel le télégramme n'en expose que trois : le 1er, qui réclame la république ; le 7e, qui réclame la paix et l'ouverture immédiate de pourparlers de paix, et le 3e, qui réclame « une participation suffisante des représentants de la classe ouvrière russe au gouvernement ».

Si ce point a été transmis exactement, je comprends pourquoi la bourgeoisie adresse des éloges à Tchkhéidzé. Je comprends pourquoi l'éloge des congénères français de Goutchkov dans *Le Temps* vient s'ajouter à celui, cité plus haut, de ses congénères anglais dans le *Times*. Le journal des millionnaires et des impérialistes français écrit le 22/3 : « Les chefs des partis ouvriers, et surtout M. Tchkhéidzé, emploient toute leur influence à modérer les désirs des classes ouvrières. »

En effet, exiger la « participation » des ouvriers au gouvernement Goutchkov-Milioukov est une absurdité théorique et politique : y prendre part en minorité, ce serait n'être qu'un simple pion ; y participer « à égalité » est impossible, car on ne saurait concilier l'exigence de continuer la guerre et celle de conclure l'armistice et d'ouvrir des pourparlers de paix ; pour y « participer » en majorité, il faudrait avoir la force de *renverser* le gouvernement Goutchkov-Milioukov. Dans la pratique, réclamer la « participation » est du Louis Blanc de la pire espèce. c'est oublier la lutte de classe et ses conditions réelles, s'engouer pour des phrases ronflantes archicreuses, et semer des illusions parmi les ouvriers ; c'est perdre en négociations avec Milioukov ou Kérenski un temps *précieux* qu'il faudrait employer à créer une force *réellement* de classe et *réellement* révolutionnaire, c'est-a-dire une milice prolétarienne, capable *d'inspirer confiance à t o u t e s* les couches pauvres qui forment l'immense majorité de la population, capable de *les aider à s'organiser*, de *l e s* aider à combattre pour le pain, la paix, la liberté.

Cette erreur de l'appel de Tchkhéidzé et de son groupe (je ne parle pas du *parti* du Comité d'Organisation, car il n'est fait aucune mention de ce comité dans les sources d'information dont je dispose) est d'autant plus étrange

que Skobélev, l'ami politique le plus proche de Tchkhéidzé, a déclaré à la conférence du 2/15 mars, au dire des journaux : « La Russie est à la veille d'une deuxième, d'une véritable (wirklich, mot à mot : réelle) révolution. »

Voilà la vérité dont Skobélev et Tchkhéidzé ont oublié de tirer les conclusions pratiques. Je ne puis juger d'ici, de mon maudit éloignement, à quel point cette deuxième révolution est proche. Skobélev, là-bas, est mieux placé pour le savoir. Je ne me pose pas de problèmes pour la solution desquels je n'ai et ne puis avoir de données concrètes. Je souligne seulement la confirmation par Skobélev, « témoin impartial », c'est-à-dire n'appartenant pas à notre Parti, de la conclusion *de fait* à laquelle j'étais arrivé dans ma première lettre, à savoir que la révolutoin de février-mars n'a été que la *première étape* de la révolution. La Russie traverse une phase historique originale, celle du *passage* à l'étape suivante de la révolution ou, comme le dit Skobélev, à la « deuxième révolution ».

Si nous voulons être des marxistes et tirer parti de l'expérience des révolutions du monde entier, nous devons nous efforcer de comprendre en quoi réside exactement l'*originalité* de cette phase de *transition* et quelle tactique découle de ses particularités objectives.

La situation a ceci de spécifique que le gouvernement Goutchkov-Milioukov a remporté sa première victoire avec une facilité extrême grâce aux trois conditions principales que voici : 1° l'appui du capital financier anglo-français et de ses agents ; 2° l'appui d'une partie des cadres dirigeants de l'armée ; 3° l'organisation déjà constituée de toute la bourgeoisie russe dans les zemstvos, les administrations urbaines, la Douma d'Etat, les comités des industries de guerre, etc.

Le gouvernement Goutchkov est pris dans un étau : lié au capital, il est obligé de chercher à poursuivre la guerre de rapine et de brigandage, à défendre les énormes bénéfices des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, à restaurer la monarchie. Lié par ses origines révolutionnaires et par la nécessité d'un passage brusque du tsarisme à la démocratie, subissant la pression des masses affamées et qui exigent la paix, le gouvernement est obligé de mentir, de louvoyer, de gagner du temps, de « proclamer » et

promettre le plus possible (les promesses étant le seul article bon marché même dans les pires périodes de vie chère) et de tenir le moins possible, de donner d'une main et de reprendre de l'autre.

Dans certaines circonstances et si les choses tournent au mieux pour lui, le nouveau gouvernement peut retarder quelque peu la faillite, en prenant appui sur toutes les capacités d'organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois. Mais, même dans ce cas, il *ne pourra pas* éviter la faillite, car il est *impossible* de s'arracher aux griffes du monstre effroyable, engendré par le capitalisme mondial, de la guerre impérialiste et de la famine, sans quitter le terrain des rapports bourgeois, sans prendre des mesures révolutionnaires, sans en appeler à l'héroïsme du prolétariat russe et international, le plus grandiose que l'histoire connaisse.

D'où la conclusion : nous ne pourrons renverser d'emblée le nouveau gouvernement ou, si nous y parvenons (les limites du possible sont mille fois reculées aux époques révolutionnaires), nous ne saurons garder le pouvoir que *si nous n'opposons pas* à la magnifique organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois une non moins magnifique *organisation du prolétariat* guidant l'immense masse des pauvres des villes et des campagnes, du semi-prolétariat et des petits exploitants.

Peu importe que la « deuxième révolution » ait déjà éclaté à Pétrograd (j'ai dit qu'il serait tout à fait absurde de prétendre évaluer, de l'étranger, le rythme concret de sa maturation) ou qu'elle soit différée pour un certain temps, ou qu'elle ait déjà commencé dans certaines régions de la Russie (ce que semblent indiquer certains indices)— de *toute* façon, le mot d'ordre de l'heure, à la veille comme au cours de la nouvelle révolution et au lendemain de son avènement, doit être l'*organisation prolétarienne*.

Camarades ouvriers ! Vous avez accompli hier, en renversant la monarchie tsariste, des prodiges d'héroïsme prolétarien. Vous aurez nécessairement, dans un avenir plus ou moins rapproché (peut-être même le faites-vous déjà au moment où j'écris ces lignes), à accomplir de nouveau les mêmes prodiges d'héroïsme pour renverser le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui

mènent la guerre impérialiste. Vous ne pourrez remporter une *victoire durable*, dans cette seconde et « véritable » révolution, si vous n'accomplissez pas des *prodiges d'organisation prolétarienne!*

Le mot d'ordre de l'heure, c'est l'organisation. Mais s'en tenir là ne voudrait encore rien dire, car, d'une part, l'organisation est *toujours* nécessaire, et se borner à affirmer la nécessité d'« organiser les masses » n'explique donc encore absolument rien ; d'autre part, quiconque s'en tiendrait là ne serait qu'un sous-fifre des libéraux, car les *libéraux*, *précisément*, désirent pour asseoir leur domination que les ouvriers *n'aillent pas au-delà* des organisations *habituelles*, « légales » (du point de vue de la société bourgeoise « normale »), c'est-à-dire que les ouvriers s'inscrivent, *sans plus*, à leur parti, à leur syndicat, à leur coopérative, etc., etc.

Les ouvriers ont compris, grâce à leur instinct de classe, qu'en période de révolution il leur faut une organisation toute différente, *autre* qu'une organisation ordinaire ; ils se sont engagés avec juste raison dans la voie indiquée par l'expérience de notre révolution de 1905 et de la Commune de Paris de 1871 ; ils ont créé le *Soviet des députés ouvriers*, ils se sont mis à le développer, à l'élargir, à l'affermir en y faisant participer des députés des *soldats* ainsi que, sans aucun doute, des députés des ouvriers *salariés* agricoles, et puis (sous telle ou telle autre forme) de tous les paysans pauvres.

La fondation de telles organisations dans toutes les localités de la Russie sans exception, pour toutes les professions et toutes les couches, sans exception, de la population prolétarienne et semi-prolétarienne, c'est-à-dire pour tous les travailleurs et tous les exploités, si l'on veut user d'une expression moins précise au point de vue économique, mais plus populaire, — telle est la tâche la plus importante et la plus urgente. J'indique par anticipation que notre Parti (j'espère pouvoir exposer dans une de mes prochaines lettres son rôle *particulier* dans les organisations prolétariennes de type nouveau) doit recommander instamment à toute la masse paysanne de former des Soviets d'ouvriers salariés, et ensuite de petits agriculteurs qui ne vendent pas leur blé, *distincts* de ceux *des* paysans aisés ;

faute de quoi, il serait impossible de pratiquer d'une façon générale * une politique vraiment prolétarienne ni d'aborder correctement une question pratique d'importance capitale, une question de vie ou de mort pour des millions d'hommes : la répartition rationnelle du *blé*, l'accroissement de sa production, etc.

Mais, demandera-t-on, que doivent faire les Soviets des députés ouvriers ? Ils « doivent être considérés comme les organes de l'insurrection, comme les organes du pouvoir révolutionnaire », écrivions-nous dans le n° 47 du *Social-Démocrate* de Genève, daté du 13 octobre 1915 **.

Ce principe théorique, tiré de l'expérience de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 1905, doit être expliqué et concrétisé à partir des indications pratiques fournies précisément par l'étape actuelle de la révolution actuelle de Russie.

Nous avons besoin d'un *pouvoir* révolutionnaire, nous avons besoin (pour une certaine période de transition) d'un *Etat*. C'est ce qui nous distingue des anarchistes. La différence entre marxistes révolutionnaires et anarchistes ne tient pas seulement au fait que les premiers sont partisans de la grande production communiste centralisée, et les seconds de la petite production morcelée. Non, la différence porte précisément sur la question du pouvoir, de l'Etat : nous sommes *pour* l'utilisation révolutionnaire des formes révolutionnaires de l'Etat dans la lutte pour le socialisme ; les anarchistes sont *contre*.

Nous avons besoin d'un Etat. Mais *non pas tel* que l'a créé partout la bourgeoisie, depuis les monarchies constitutionnelles jusqu'aux républiques les plus démocratiques. Et c'est ce qui nous sépare des opportunistes et des kautskistes des vieux partis socialistes en voie de putréfaction, qui ont déformé ou bien oublié les ensei-

* Les campagnes seront désormais le théâtre d'une lutte pour les petits paysans et, en partie, pour les paysans moyens. Les grands propriétaires fonciers s'efforceront, avec le soutien des paysans aisés, d'amener les petits et les moyens cultivateurs à se soumettre à la bourgeoisie. Notre tâche à nous est de les orienter, en nous appuyant sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, vers l'union la plus étroite avec le prolétariat des villes.

** Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21, « Quelques thèses ». (*N.R.*)

gnements de la Commune de Paris et l'analyse qu'en ont donnée Marx et Engels *.

Nous avons besoin d'un Etat, mais *pas* de celui qu'il faut à la bourgeoisie et dans lequel les organes du pouvoir tels que la police, l'armée et la bureaucratie (le corps des fonctionnaires) sont séparés du peuple, opposés au peuple. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner *cette* machine d'Etat et *la* faire passer des mains d'un parti dans celles d'un autre.

Le prolétariat, lui, s'il veut sauvegarder les conquêtes de la présente révolution et aller de l'avant, conquérir la paix, le pain et la liberté, doit « *démolir* », pour nous servir du mot de Marx, cette machine d'Etat « toute prête » et la remplacer par une autre, *en fusionnant* la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec *l'ensemble du peuple en armes*. En suivant la voie indiquée par l'expérience de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1905, le prolétariat doit organiser et armer *tous* les éléments pauvres et exploités de la population, afin qu'*eux-mêmes* prennent directement en main les organes du pouvoir d'Etat et *forment eux-mêmes* les institutions de ce pouvoir.

Or, les ouvriers de Russie *sont entrés* dans cette voie dès la première étape de la première révolution, en février-mars 1917. Le tout maintenant est de bien comprendre ce qu'est cette voie nouvelle et de continuer à la suivre avec hardiesse, fermeté et ténacité.

Les capitalistes anglo-français et russes voulaient « seulement » déposer ou même « intimider » Nicolas II, et laisser intacte la vieille machine d'Etat, la police, l'armée, la bureaucratie.

Les ouvriers sont allés plus loin et l'ont démolie. Et maintenant, ce ne sont pas seulement les capitalistes an-

---

* Je reviendrai en détail, dans une de mes prochaines lettres ou dans un article spécial, sur cette analyse donnée notamment dans la *Guerre civile en France* de Marx, dans la préface d'Engels à la troisième édition de cet ouvrage, dans les lettres de Marx du 12 avril 1871 et d'Engels du 18 et du 28 mars 1875, ainsi que sur ce fait que Kautsky a complètement déformé le marxisme au cours de la polémique qu'il soutint en 1912 contre Pannekoeck dans la question dite de la « destruction de l'Etat »[113].

glo-français, mais aussi les capitalistes allemands qui *hurlent* de fureur et de terreur en voyant les soldats russes fusiller leurs officiers, tel l'amiral Népénine, partisan de Goutchkov et de Milioukov.

J'ai dit que les ouvriers ont démoli la vieille machine d'Etat. Plus exactement : ils ont *commencé* à la démolir.

Prenons un exemple concret.

La police est en partie décimée, en partie révoquée à Pétrograd et dans maints autres endroits. Le gouvernement Goutchkov-Milioukov *ne pourra* ni restaurer la monarchie, ni en général se maintenir au pouvoir *sans avoir rétabli* la police en tant qu'organisation particulière d'hommes armés placés sous les ordres de la bourgeoisie, cette organisation étant séparée du peuple et opposée au peuple. C'est clair comme le jour.

D'autre part, le nouveau gouvernement doit compter avec le peuple révolutionnaire, le nourrir de demi-concessions et de promesses, gagner du temps. Aussi prend-il une demi-mesure : il institue une « milice populaire » dont les chefs sont élus (ce qui paraît terriblement convenable, terriblement démocratique, révolutionnaire et splendide !), *mais... mais*, en premier lieu, il la place sous le contrôle, sous l'autorité des zemstvos et des municipalités, c'est-à-dire sous l'autorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes désignés en vertu des lois de Nicolas-le-Sanglant et de Stolypine-le-Pendeur ! ! En second lieu, en qualifiant la milice de « populaire », il jette de la poudre aux yeux du « peuple », car il n'appelle pas *en réalité* le peuple à participer *en bloc* à cette milice, et *n'oblige pas* les patrons et les capitalistes à *payer* aux ouvriers et aux employés leur salaire ordinaire *pour les heures et les jours* qu'ils consacrent au *service civique*, c'est-à-dire à la milice.

C'est là que gît le lièvre. C'est par ces moyens que le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov, gouvernement des hobereaux et des capitalistes, obtient le résultat suivant : la « milice populaire » reste sur le papier, et pratiquement on reconstitue peu à peu, en sous-main, une milice *bourgeoise*, antipopulaire, comprenant pour commencer « 8 000 étudiants et professeurs » (c'est ainsi que les journaux de l'étranger décrivent la milice actuelle

de Pétrograd) — c'est manifestement un jouet ! — qui englobera graduellement l'ancienne et une nouvelle *police*.

Ne pas laisser rétablir la police ! Garder bien en main les pouvoirs publics locaux ! Créer une milice véritablement populaire embrassant le peuple tout entier et dirigée par le prolétariat ! — telle est la tâche pressante, tel est le mot d'ordre de l'heure, qui répond pareillement aux intérêts bien compris de la lutte de classe ultérieure, du mouvement révolutionnaire ultérieur, et à l'instinct démocratique de tout ouvrier, de tout paysan, de tout travailleur et de tout exploité, lequel ne peut pas ne pas haïr la police, ses gardes, ses sous-officiers, tous ces hommes armés qui, sous le commandement des gros propriétaires fonciers et des capitalistes, exercent le pouvoir sur le peuple.

De quelle police ont-ils besoin, *eux*, les Goutchkov et les Milioukov, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ? D'une police semblable à celle de la monarchie tsariste. *Toutes* les républiques bourgeoises et démocratiques bourgeoises du monde ont fondé ou rétabli chez elles, à la suite de très brèves périodes révolutionnaires, une police *précisément de ce genre*, une organisation particulière d'hommes armés, séparés du peuple, opposés à ce dernier et soumis d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie.

De quelle milice avons-nous besoin, nous, le prolétariat et tous les travailleurs ? D'une milice véritablement *populaire*, c'est-à-dire, primo, formée de la population *tout entière*, de tous les citoyens adultes des *deux* sexes ; et réunissant, secundo, les fonctions d'une armée populaire et celles de la police, celles de l'organe principal et essentiel du maintien de l'ordre public et de l'administration de l'Etat.

Pour fixer les idées sur ce point, je citerai un exemple purement schématique. Point n'est besoin de dire qu'il serait absurde de prétendre dresser un « plan » quelconque de milice prolétarienne : quand les ouvriers et toute la masse du peuple se mettront pratiquement à l'œuvre, ils feront cent fois mieux, quant à la mise au point et à l'organisation, que n'importe quel théoricien. Je ne propose pas de « plan », je ne veux qu'illustrer ma pensée.

Pétrograd compte près de 2 millions d'habitants dont plus de la moitié ont de 15 à 65 ans. Prenons-en la moitié,

soit un million. Retranchons même de ce nombre tout un quart de malades, etc., qui ne participeraient pas actuellement au service public pour des raisons valables. Restent 750 000 personnes qui, en consacrant à la milice 1 jour sur 15, par exemple (tout en touchant leur paye versée par les patrons), formeraient une armée de 50 000 hommes.

Voilà le *type* d'« Etat » dont nous avons besoin !

Voilà quelle milice serait, de fait et pas seulement en paroles, une « milice populaire ».

Voilà le chemin que nous devons suivre pour qu'*il soit impossible* de rétablir une police ou une armée séparées du peuple.

Une telle milice serait formée à 95% d'ouvriers et de paysans ; elle exprimerait *réellement* l'intelligence et la volonté, la force et le pouvoir de l'immense majorité de la population. Cette milice armerait réellement le peuple tout entier et lui apprendrait le maniement des armes, nous garantissant ainsi, *pas* à la manière de Goutchkov *ni* de Milioukov, contre toutes les tentatives de rétablir la réaction, contre toutes les manœuvres des agents du tsar. Cette milice serait l'organe exécutif des « Soviets des députés ouvriers et soldats » ; elle jouirait de l'estime et de la confiance *absolues* de la population, puisqu'elle-même serait une organisation du peuple tout entier. Cette milice transformerait la démocratie de belle enseigne destinée à masquer l'asservissement du peuple aux capitalistes qui s'en moquent en une véritable *éducation des masses* en vue de les initier à *toutes* les affaires publiques. Cette milice entraînerait les jeunes gens à la vie politique en les instruisant non seulement par la parole, mais aussi par l'action, par le *travail*. Cette milice développerait les fonctions qui, pour employer un langage savant, sont du ressort de la « police du bien-être », l'hygiène publique, etc., en y faisant participer toute la population féminine adulte. Car il est *impossible* d'assurer la vraie liberté, il est *impossible* de bâtir même la démocratie, et encore moins le socialisme, sans la participation des femmes aux fonctions publiques, à la milice, à la vie politique, sans les arracher à l'ambiance abrutissante du ménage et de la cuisine.

Cette milice serait prolétarienne, car les ouvriers industriels des villes y exerceraient une influence dirigeante

sur les masses des pauvres, aussi naturellement et inévitablement qu'ils ont joué un rôle de direction dans toute la lutte révolutionnaire du peuple en 1905-1907 comme en 1917.

Cette milice assurerait un ordre absolu et une discipline fraternelle, consentie de tout cœur. Et en même temps, elle permettrait de combattre la crise très grave, traversée par tous les pays belligérants, grâce à des moyens vraiment démocratiques, de procéder à la répartition prompte et équitable du blé et des autres produits alimentaires, de réaliser le « service général du travail », que les Français appellent aujourd'hui « mobilisation civique » et les Allemands « obligation du service civil », et sans lequel *il est impossible — il s'est avéré impossible* — de panser les plaies qu'a déjà infligées et que continue d'infliger la terrible guerre de brigandage.

Le prolétariat de Russie n'aurait-il versé son sang que pour se voir prodiguer des promesses grandiloquentes de réformes démocratiques uniquement politiques ? n'exigera-t-il et n'obtiendra-t-il vraiment pas que *tout* travailleur constate et ressente *sur l'heure* une certaine amélioration de ses conditions d'existence ? Que chaque famille ait du pain ? Que tout enfant ait sa bouteille de bon lait, et que pas un adulte de famille riche n'ose prendre du lait tant que les enfants n'en seront pas pourvus ? Que les palais et les riches appartements abandonnés par le tsar et par l'aristocratie ne restent pas inoccupés, mais servent de refuge aux sans-gîte et aux indigents ? Qui peut appliquer ces mesures, sinon une milice populaire à laquelle les femmes participeraient absolument, à l'égal des hommes?

Ces mesures, ce n'est *pas encore* le socialisme. Elles concernent la répartition des articles de consommation, et non la réorganisation de la production. Ce ne serait pas encore la « dictature du prolétariat », mais seulement la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres ». Il ne s'agit pas en ce moment de procéder à une classification théorique de ces dispositions. On commettrait la plus grave erreur si l'on voulait étendre les tâches de la révolution, ces tâches pratiques, complexes, urgentes et en voie de développement rapide sur le lit de Procuste d'une « théorie » figée, au lieu de

voir avant tout et par-dessus tout dans la théorie *un guide pour l'action.*

Se trouvera-t-il dans la masse des ouvriers russes assez de conscience, de fermeté, d'héroïsme, pour accomplir des « prodiges d'organisation prolétarienne » après avoir accompli dans l'action révolutionnaire directe des prodiges d'audace, d'initiative et d'esprit de sacrifice ? Nous l'ignorons, et il serait vain de se perdre, à ce sujet, en conjectures, car *seule* la pratique peut répondre à ce genre de questions.

Ce que nous savons bien et que nous devons, en tant que Parti, expliquer aux masses, c'est, d'une part, qu'il existe un moteur historique d'une grande puissance, qui engendre une crise sans précédent, la famine et des calamités sans nombre. Ce moteur, c'est la guerre que les capitalistes *des deux* camps belligérants mènent à des fins de rapine. Ce « moteur » a conduit au bord de l'abîme plusieurs nations parmi les plus riches, les plus libres et les plus civilisées. Il *contraint* les peuples à tendre à l'extrême toutes leurs forces ; il les réduit à une situation intolérable ; il met à l'ordre du jour non l'application de certaines « théories » (il ne saurait en être question, et Marx a toujours mis les socialistes en garde contre cette illusion), mais celle des mesures les plus extrêmes, pratiquement réalisables, car *sans* mesures extrêmes, c'est la mort par la famine, la mort immédiate et inévitable, de millions d'êtres humains.

Point n'est besoin de démontrer que l'enthousiasme révolutionnaire de la classe d'avant-garde peut *beaucoup*, quand la situation objective *impose* au peuple tout entier des mesures extrêmes. *Cet* aspect de la question est, en Russie, visible et *tangible* pour tout le monde.

Il importe de comprendre qu'aux époques révolutionnaires la situation objective change aussi vite et aussi brusquement que la vie en général. Or, nous devons *savoir adapter* notre tactique et nos tâches immédiates aux *particularités* de chaque situation donnée. Jusqu'en février 1917 était à l'ordre du jour une audacieuse propagande révolutionnaire internationaliste, l'appel des masses au combat et leur éveil. Les journées de février-mars ont exigé une lutte héroïque pleine d'abnégation pour écraser sans

délai l'ennemi immédiat, le tsarisme. Maintenant, nous en sommes à la *transition* qui conduit de cette première étape de la révolution à la seconde, du « corps à corps » avec le tsarisme au « corps à corps » avec l'impérialisme des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, des Goutchkov-Milioukov. La tâche *d'organisation* est à l'ordre du jour, comprise non pas dans le sens banal d'un travail consacré uniquement à des organisations banales, mais dans le sens de la participation de masses immenses des classes opprimées à une organisation réalisant des tâches d'ordre militaire et d'autres intéressant l'ensemble de l'Etat et l'économie nationale.

Le prolétariat a entrepris et continuera d'accomplir cette mission originale de diverses manières. Dans certaines localités de Russie, la révolution de février-mars lui remet entre les mains la quasi-totalité du pouvoir ; dans d'autres, il va peut-être créer et développer « de vive force » la milice prolétarienne ; dans d'autres encore, il s'efforcera sans doute d'obtenir des élections immédiates sur la base du suffrage universel, etc., aux Doumas municipales et aux zemstvos pour en faire des centres révolutionnaires, et ainsi de suite, jusqu'au moment où le degré d'organisation prolétarienne, le resserrement des liens entre soldats et ouvriers, le mouvement paysan, la déception de beaucoup à l'égard du gouvernement de guerre impérialiste Goutchkov-Milioukov auront hâté l'heure de son remplacement par un « gouvernement » du Soviet des députés ouvriers.

N'oublions pas non plus que nous avons, tout près de Pétrograd, un des pays les plus avancés, vraiment républicains, la Finlande, qui, de 1905 à 1917, à la faveur des batailles révolutionnaires de la Russie, a développé d'une manière relativement pacifique sa démocratie et acquis au socialisme la *majorité* de sa population. Le prolétariat de Russie assurera à la république finlandaise une entière liberté, jusques et y compris celle de se séparer (il ne se trouvera guère aujourd'hui de social-démocrate qui puisse hésiter sur ce point à l'heure où le cadet Roditchev marchande si indignement à Helsingfors des bribes de privilèges pour les Grands-Russes), et c'est ainsi qu'il acquerra la *pleine* confiance des ouvriers finlandais et les

amènera à soutenir fraternellement la cause du prolétariat de toute la Russie. Les erreurs sont inévitables lorsqu'il s'agit d'une grande et difficile entreprise, nous ne les éviterons pas, nous non plus ; les ouvriers finlandais sont d'excellents organisateurs, ils nous aideront dans ce domaine en impulsant *à leur manière* l'instauration de la république socialiste.

Les victoires révolutionnaires en Russie même, — les succès sur le plan de l'organisation en Finlande, obtenus paciliquement à l'abri de ces victoires, — les tâches d'organisation révolutionnaires entreprises par les ouvriers russes sur une nouvelle échelle, — la conquête du pouvoir par le prolétariat et les couches pauvres de la population, — l'encouragement et le développement de la révolution socialiste en Occident, — telle est la voie qui nous conduira à la *paix* et au *socialisme.*

N. Lénine

Zürich, le 11 (24) mars 1917.

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3-4 de la revue «l'Internationale Communiste»

Conforme au manuscrit

LETTRES DE LOIN

LETTRE 4

COMMENT OBTENIR LA PAIX ?

Je viens de lire (le 12/25 mars) dans la *Nouvelle Gazette de Zürich* (n° 517, du 24/3) la dépêche suivante, transmise de Berlin :

« On annonce de Suède que Maxime Gorki a adressé au gouvernement et au Comité exécutif un message enthousiaste de salutations. Il salue la victoire du peuple sur les forces de réaction et convie tous les fils de la Russie à contribuer à la construction du nouvel édifice de l'Etat russe. Il convie en même temps le gouvernement à couronner son œuvre de libération en faisant la paix. Ce ne devrait pas être une paix à tout prix ; la Russie a, en ce moment, moins de raisons que jamais de vouloir la paix à tout prix. Ce doit être une paix qui permette à la Russie de tenir avec honneur son rang parmi les autres peuples du globe. L'humanité n'a que trop versé de sang ; le nouveau gouvernement s'acquerrait de très grands mérites non seulement devant la Russie, mais aussi devant l'humanité tout entière, s'il parvenait à faire promptement la paix. »

C'est en ces termes qu'est transmis le message de Gorki.

On éprouve un sentiment d'amertume à lire cette lettre, toute pénétrée de préjugés petits-bourgeois très répandus. L'auteur de ces lignes a eu l'occasion, lors de ses rencontres avec Gorki dans l'île de Capri, de le mettre en garde et de lui reprocher ses erreurs politiques. Gorki opposait à ces reproches son sourire au charme ineffable et déclarait en toute sincérité : « Je sais que je suis un mauvais marxiste. Et puis, nous autres artistes, nous sommes tous

un peu irresponsables. » Il n'est pas facile de faire des objections.

Gorki est, sans aucun doute, un écrivain d'un prodigieux talent qui a déjà rendu et rendra encore de grands services au mouvement prolétarien international.

Mais pourquoi Gorki se mêle-t-il de politique ?

Sa lettre traduit, à mon sens, des préjugés extrêmement répandus, propres non seulement à la petite bourgeoisie mais aussi à certains milieux ouvriers qui subissent son influence. *Toutes* les forces de notre Parti, tous les efforts des ouvriers conscients doivent être consacrés à une lutte opiniâtre, tenace, menée sur un large front, contre ces préjugés.

Le gouvernement du tsar a engagé et poursuivi la guerre actuelle, guerre *impérialiste* de rapine et de brigandage, afin de spolier et d'étrangler les peuples faibles. Le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov est un gouvernement de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, qui est astreint à continuer et qui veut continuer *précisément cette même* guerre. Demander à ce gouvernement de conclure une paix démocratique, c'est prêcher la vertu aux tenanciers de maisons de tolérance.

Expliquons notre pensée.

Qu'est-ce que l'impérialisme ?

Dans ma brochure : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, remise à la maison d'édition *Parous* avant la révolution, acceptée par cette maison et annoncée dans la revue *Liétopis*[113], j'ai répondu à cette question comme suit :

« L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes. » (Chap. VII de la brochure précitée, annoncée dans *Liétopis*, à un moment où la censure existait encore, sous le titre : V. Iline, *Le capitalisme moderne.*) *

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 22, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.* (*N.R.*)

Le fait essentiel est que le capital a atteint des dimensions gigantesques. Des associations comprenant un petit nombre de gros capitalistes (cartels, syndicats patronaux, trusts) brassent des *milliards* et se partagent l'univers. *Toute* la surface du globe est partagée. La guerre est due au conflit entre deux groupes de milliardaires extrêmement puissants, le groupe anglo-français et le groupe allemand, pour un *nouveau partage* du monde.

Le groupe anglo-français veut dépouiller tout d'abord l'Allemagne en lui prenant ses colonies (presque toutes sont déjà annexées), puis la Turquie.

Le groupe allemand entend *se réserver* la Turquie et compenser la perte de ses colonies par la conquête de petits Etats voisins (Belgique, Serbie, Roumanie).

Telle est la vérité authentique, dissimulée par toutes sortes de mensonges bourgeois sur une guerre « libératrice » et « nationale », « une guerre du droit et de la justice » et autres boniments analogues dont usent toujours les capitalistes pour berner les simples gens.

La Russie ne fait pas la guerre à ses propres frais. Le capital russe *participe* au capital anglo-français. La Russie fait la guerre pour piller l'Arménie, la Turquie, la Galicie.

Goutchkov, Lvov, Milioukov, nos ministres actuels, ne se sont pas trouvés là par hasard. Ce sont les représentants et les chefs de toute la classe des grands propriétaires fonciers et des capitalistes. Ils sont *liés* au capital. Les capitalistes ne peuvent pas plus renoncer à leurs intérêts qu'un homme ne peut se soulever lui-même par les cheveux.

Ensuite, Goutchkov-Milioukov et Cie sont *liés* au capital anglo-français. Ils ont fait et continuent de faire la guerre aux frais d'autrui. Ils ont promis de payer *annuellement* pour les milliards empruntés des intérêts se chiffrant par *centaines de millions*, et de pressurer les ouvriers et les paysans russes pour leur arracher ce *tribut*.

Et puis, Goutchkov-Milioukov et Cie sont *liés* directement, par des *traités* relatifs aux buts de rapine de cette guerre, à l'Angleterre, à la France, à l'Italie, au Japon et à d'autres groupes de forbans capitalistes. Ces traités ont été conclus par le *tsar Nicolas II*. Goutchkov-Milioukov et Cie ont mis à profit la lutte des ouvriers contre la monar-

chie tsariste pour s'emparer du pouvoir ; *mais* les *traités* conclus par le tsar, *ils les ont approuvés.*

C'est ce qu'a fait le gouvernement Goutchkov-Milioukov dans son manifeste que l'« Agence télégraphique de Pétersbourg » a communiqué à l'étranger le 7 (20) mars : « le gouvernement » (Goutchkov-Milioukov) « observera fidèlement tous les traités qui nous lient à d'autres puissances », est-il dit dans ce manifeste. Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Milioukov, fit une déclaration *identique* dans son télégramme du 5 (18) mars 1917, adressé à tous les représentants de la Russie à l'étranger.

Tous ces traités sont *secrets*, et Milioukov et consorts *ne veulent pas* les publier pour deux raisons : 1° ils ont peur du peuple qui ne veut pas d'une guerre de brigandage ; 2° ils sont liés par le capital anglo-français qui impose de garder le secret sur les traités. Mais quiconque lit les journaux et a étudié la question sait que ces traités prévoient le pillage de la Chine par le Japon, de la Perse, de l'Arménie, de la Turquie (de Constantinople surtout) et de la Galicie par la Russie, de l'Albanie par l'Italie, de la Turquie et des colonies allemandes par la France et l'Angleterre, etc.

Telle est la situation.

Par conséquent, inviter le gouvernement Goutchkov-Milioukov à conclure au plus tôt une paix honnête, démocratique et de bon voisinage, c'est imiter le « bon curé » du village qui, dans son sermon, invite les hobereaux et les marchands à vivre « selon la loi divine », à aimer leur prochain et à présenter la joue droite quand on les frappe sur la joue gauche. Les propriétaires fonciers et les marchands écoutent le sermon et continuent à opprimer et à spolier le peuple, en admirant l'habileté du « bon père » qui sait consoler et apaiser les « braves petits moujiks ».

Tous ceux qui, pendant cette guerre impérialiste, adressent de suaves discours sur la paix aux gouvernements bourgeois, jouent, qu'ils en aient conscience ou non, un rôle absolument semblable. Les gouvernements bourgeois se refusent parfois tout bonnement à écouter ces propos et vont jusqu'à les interdire ; parfois ils les autorisent, en prodiguant à droite et à gauche l'assurance qu'ils ne font justement la guerre que pour conclure au plus tôt « la plus

équitable » des paix et que leur ennemi seul est coupable. Les propos sur la paix adressés aux gouvernements *bourgeois* ne font en réalité que *tromper le peuple.*

Les groupes de capitalistes qui ont noyé le globe dans le sang pour le partage des terres, des débouchés, des concessions, *ne peuvent pas* conclure une paix « honorable ». Ils ne peuvent conclure qu'une paix *infâme*, une paix *pour le partage du butin, le partage de la Turquie et des colonies.*

Quant au gouvernement Goutchkov-Milioukov, il a une raison supplémentaire de ne pas vouloir conclure la paix en ce moment : c'est qu'il n'aurait *maintenant* « pour butin » « *que* » l'Arménie et une partie de la Galicie, alors qu'il veut s'emparer *encore* de Constantinople et reprendre *aussi* aux Allemands la Pologne que le tsarisme opprima toujours avec tant d'inhumanité et de cynisme. Ensuite, le gouvernement Goutchkov-Milioukov n'est au fond que le commis du capital anglo-français, qui entend garder les colonies ravies à l'Allemagne et, *au surplus*, contraindre celle-ci à restituer la Belgique et une partie de la France. Le capital anglo-français a aidé les Goutchkov et les Milioukov à déposer Nicolas II, afin qu'ils l'aident à « vaincre » l'Allemagne.

Que faire alors ?

Pour obtenir la paix (et, à plus forte raison, une paix vraiment démocratique, vraiment honorable), il faut que le pouvoir appartienne dans l'Etat, non pas aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes, mais *aux ouvriers et aux paysans pauvres.* Les propriétaires fonciers et les capitalistes ne constituent que l'infime minorité de la population ; et chacun sait que la guerre rapporte aux capitalistes un argent fou.

Les ouvriers et les paysans pauvres forment *l'immense* majorité de la population. Loin de s'enrichir à la guerre, ils s'y ruinent et souffrent de la faim. Ils ne sont liés ni par le capital, ni par les traités conclus entre des groupes de forbans capitalistes ; ils *peuvent* et veulent sincèrement mettre fin à la guerre.

Si le pouvoir d'Etat appartenait en Russie aux *Soviets* des députés ouvriers, soldats et paysans, ces Soviets et le *Soviet de Russie* qu'ils éliraient seraient en mesure et accepteraient certainement d'appliquer le programme de paix

que notre Parti (le Parti ouvrier social-démocrate de Russie) a ébauché dès le 13 octobre 1915 dans le n° 47 de son organe central, *le Social-Démocrate* * (édité alors à Genève pour échapper à la censure tsariste).

Ce programme de paix serait probablement le suivant :

1° Le Soviet de Russie des députés ouvriers, soldats et paysans (ou le Soviet de Pétersbourg qui le remplace provisoirement) déclarerait aussitôt *n'être* lié par *aucun* traité *ni* de la monarchie tsariste *ni* des gouvernements bourgeois.

2° Il publierait sans délai *tous* ces traités, pour dénoncer devant l'opinion publique l'infamie des visées de brigandage de la monarchie tsariste et de *tous* les gouvernements bourgeois sans exception.

3° Il inviterait immédiatement et ouvertement *toutes* les puissances belligérantes à conclure *aussitôt* un *armistice*.

4° Il publierait immédiatement, afin que le peuple tout entier en soit informé, nos *conditions de paix*, celles des ouvriers et des paysans :

libération de *toutes* les colonies ;

libération de *tous* les peuples dépendants, opprimés ou lésés dans leurs droits.

5° Il déclarerait ne rien attendre de bon des gouvernements bourgeois et inviterait les ouvriers de tous les pays à les renverser et à remettre tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers.

6° Il déclarerait que *MM. les capitalistes* n'ont qu'à payer *eux-mêmes* les milliards de dettes contractées par les gouvernements bourgeois pour faire cette guerre criminelle de brigandage, mais que les ouvriers et les paysans *ne reconnaissent pas* ces dettes. Payer les intérêts de ces emprunts, ce serait payer *tribut* pendant de longues années aux capitalistes parce qu'ils ont charitablement autorisé les ouvriers à s'entre-tuer pour le partage du butin capitaliste.

Ouvriers et paysans ! dirait le Soviet des députés ouvriers, accepterez-vous de payer des *centaines de millions* de roubles *par an* à MM. les capitalistes en récompense de la guerre menée pour partager les colonies d'Afrique, la Turquie, etc. ?

Pour de *telles* conditions de paix, le Soviet des députés

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « Quelques thèses ». (*N.R.*)

ouvriers consentirait, selon moi, à *faire la guerre* à *n'importe quel* gouvernement bourgeois et à *tous* les gouvernements bourgeois du monde, car ce serait une guerre vraiment juste, au succès de laquelle *contribueraient tous* les ouvriers et les travailleurs de *tous* les pays.

L'ouvrier allemand voit maintenant la monarchie belliciste remplacée en Russie par une république *belliciste*, une république de capitalistes désireux de poursuivre la guerre impérialiste et qui approuvent les traités de brigandage conclus par la monarchie tsariste.

Jugez-en vous-mêmes : l'ouvrier allemand peut-il faire confiance à une *telle* république ?

Jugez-en vous-mêmes : la guerre pourra-t-elle continuer, la domination des capitalistes pourra-t-elle se maintenir sur la terre, si le peuple russe, aidé aujourd'hui comme hier par les souvenirs toujours vivaces de la grande révolution de 1905, conquiert son entière liberté et remet tout le pouvoir d'Etat aux Soviets des députés ouvriers et paysans ?

N. Lénine

Zürich, le 12 (25) mars 1917.

Publié pour la première fois en 1924 dans le nº 3-4 de la revue «l'Internationale Communiste»

Conforme au manuscrit

LETTRES DE LOIN

LETTRE 5

LES TACHES DE L'ORGANISATION PROLETARIENNE REVOLUTIONNAIRE DE L'ETAT

Dans les lettres précédentes, les tâches actuelles du prolétariat révolutionnaire de Russie ont été formulées comme suit : (1) savoir aborder par la voie la plus sûre l'étape suivante de la révolution ou la deuxième révolution, qui (2) doit faire passer le pouvoir d'Etat des mains du gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes (les Goutchkov, les Lvov, les Milioukov, les Kérenski) dans celles du gouvernement des ouvriers et des paysans pauvres. (3) Ce gouvernement doit s'organiser sur le modèle des Soviets des députés ouvriers et paysans, autrement dit (4) il doit démolir, éliminer totalement la vieille machine d'Etat propre à *tous* les pays bourgeois — armée, police, corps des fonctionnaires, en la remplaçant (5) par une organisation du peuple en armes qui n'aurait pas seulement un caractère de masse, mais engloberait le peuple entier. (6) *S e u l* un tel gouvernement, « tel » par sa nature de classe (« la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ») et par ses organes d'administration (« la milice prolétarienne ») *est en mesure* de résoudre efficacement le problème *essentiel* de l'heure, problème extrêmement difficile et absolument urgent, qui consiste à obtenir la *paix*, non pas une paix impérialiste, ni un marché conclu entre puissances impérialistes pour le partage du butin pillé par les capitalistes et leurs gouvernements, mais une paix vraiment durable et démocratique, qui ne peut être réalisée sans que la révolution prolétarienne n'éclate dans plusieurs pays. (7) En Russie, la victoire du prolétariat *n*'est possible dans l'avenir le plus proche *que* si sa première

démarche permet d'assurer aux ouvriers l'appui de l'immense majorité des paysans en lutte pour la confiscation de toute la grande propriété foncière (et la nationalisation de toute la terre, si l'on admet que le programme agraire des « 104 »* est resté, quant au fond, celui de la *paysannerie*). (8) C'est en liaison avec cette révolution paysanne et sur sa base que deviennent possibles et indispensables les initiatives ultérieures du prolétariat, allié aux éléments *pauvres* de la paysannerie, en vue de *contrôler* la production et de répartir les produits les plus importants, d'introduire le « service obligatoire du travail », etc. Ces mesures sont imposées, avec une nécessité absolue, par la situation résultant de la guerre et que l'après-guerre ne fera qu'aggraver encore à maints égards ; envisagées dans leur ensemble et dans leur évolution, elles constitueraient une *transition vers le socialisme*, lequel ne saurait être instauré en Russie directement, d'emblée, sans mesures transitoires, mais est parfaitement réalisable et s'impose impérieusement à la suite de telles dispositions. (9) La tâche de former spécialement et sans délai *dans les campagnes* des Soviets de députés ouvriers, c'est-à-dire des Soviets d'ouvriers *salariés* agricoles, *distincts* de ceux des autres députés paysans, est d'une nécessité pressante.

Tel est, en bref, le programme que nous avons esquissé, compte tenu des forces de classe dans la révolution russe et mondiale, et aussi de l'expérience de 1871 et de 1905.

Essayons maintenant de jeter un coup d'œil d'ensemble sur ce programme et analysons, chemin faisant, la position en cette matière de Kautsky, le plus grand théoricien de la « IIe » Internationale (1889-1914) et le représentant le plus en vue de la tendance, observée dans tous les pays, du « centre », du « marais », qui oscille entre les social-chauvins et les internationalistes révolutionnaires. Kautsky a abordé ce sujet dans sa revue *Temps Nouveaux* (*Die Neue Zeit*, n° du 6 avril 1917 nouveau style), dans l'article intitulé « Perspectives de la révolution russe ».

« Nous devons avant tout, écrit Kautsky, élucider les tâches qui se posent au régime prolétarien révolutionnaire » (en ce qui concerne l'organisation de l'Etat).

* Voir le présent tome, p. 401. (*N.R.*)

« Deux choses, poursuit l'auteur, sont extrêmement urgentes au prolétariat : la démocratie et le socialisme. »

Cette thèse absolument incontestable, Kautsky la présente malheureusement sous une forme si générale qu'en fait, elle n'apporte et n'élucide rien du tout. Milioukov et Kérenski, membres d'un gouvernement bourgeois et impérialiste, souscriraient volontiers à cette thèse générale, l'un à sa première partie, l'autre à la seconde... *

Rédigé le 26 mars (8 avril) 1917

Conforme au manuscrit

Publié pour la première fois en 1924 dans le n° 3-4 de la revue « Bolchévik »

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

AUX CAMARADES QUI LANGUISSENT EN CAPTIVITE[114]

Camarades ! Une révolution a éclaté en Russie.

Les ouvriers de Pétrograd et de Moscou ont été de nouveau les pionniers du grand mouvement de libération. Ils ont proclamé la grève politique. Ils sont descendus dans la rue avec des drapeaux rouges. Ils se sont battus comme des lions contre la police et la gendarmerie tsaristes et contre la faible partie des troupes qui ne s'était pas rangée d'emblée aux côtés du peuple. On compte plus de 2 000 tués ou blessés rien qu'à Pétrograd. Les ouvriers russes ont payé de leur sang la liberté de notre pays.

Les revendications des ouvriers étaient : le *pain*, la *liberté*, la *paix*.

Le *pain*, parce que le peuple souffre de la faim, en Russie comme dans presque tous les pays qui participent à la guerre de pillage actuelle.

La *liberté*, parce que le gouvernement tsariste, profitant de la guerre, a définitivement transformé toute la Russie en une vaste prison.

La *paix*, parce que les ouvriers de Russie, ainsi que les ouvriers les plus conscients des autres pays, ne veulent plus mourir pour les intérêts d'une poignée de richards, ne veulent plus faire la guerre criminelle engagée par les brigands couronnés et sans couronne.

La majorité des soldats des garnisons de Pétersbourg et de Moscou est passée du côté des ouvriers insurgés. Les ouvriers et les paysans en uniforme de soldat ont fraternellement tendu la main aux ouvriers et aux paysans sans uniforme. La meilleure partie du corps des officiers s'est join-

Россійская Соціаль-Демократическая Рабочая Партія
Пролетаріи всѣхъ странъ, соединяйтесь!

ТОВАРИЩАМЪ, ТОМЯЩИМСЯ ВЪ ПЛѢНУ.

Товарищи! Въ Россіи произошла революція.

Рабочіе Петрограда и Москвы снова выступили застрѣльщиками великаго освободительнаго движенія. Они объявили политическую забастовку. Они вышли на улицу съ красными знаменами. Они дрались, какъ львы, съ царской полиціей, жандармеріей и той небольшой частью войскъ, которая не сразу перешла на сторону народа. Убитыхъ и раненыхъ въ одномъ Петроградѣ насчитываютъ болѣе 2000 человѣкъ. Своею кровью русскіе рабочіе купили свободу нашей странѣ.

Требованія рабочихъ были: *хлѣба, свободы, мира*.

Хлѣба — потому что народъ въ Россіи голодаетъ, какъ и во всѣхъ почти странахъ, участвующихъ въ нынѣшней грабительской войнѣ.

Свободы — потому что царское правительство, пользуясь войной, окончательно превратило всю Россію въ одну сплошную тюрьму.

Мира — потому, что рабочіе Россіи, какъ и болѣе сознательные рабочіе другихъ странъ, не хотятъ больше умирать за интересы кучки богачей, не хотятъ болѣе вести преступную войну, начатую коронованными и не-коронованными разбойниками.

Большинство солдатъ петербургскаго и московскаго гарнизоновъ перешли на сторону возставшихъ рабочихъ. Рабочіе и крестьяне въ солдатскихъ мундирахъ братски позади руину рабочихъ и крестьянъ безъ мундировъ. Лучшая часть офицерства примкнула къ революціи. Офицеровъ, помелавшихъ идти противъ народа, солдаты разстрѣляли.

Революцію сдѣлали рабочіе и солдаты. Но власть, какъ это бывало и въ другихъ революціяхъ, на первыхъ порахъ захватила буржуазія. Государственная Дума, въ которой огромное большинство принадлежитъ помѣщикамъ и капиталистамъ, всѣми силами старалась помириться съ царемъ Николаемъ II. Еще въ послѣднюю минуту, когда на улицахъ Петрограда уже кипѣла гражданская война, Государственная Дума посылала царю телеграмму за телеграммой, умоляя его пойти на маленькія уступки и тѣмъ спасти свою корону. Не Государственная Дума – Дума помѣщиковъ и богачей — а *возставшіе рабочіе и солдаты низвергли царя*. Но новое временное правительство назначено Государственной Думой.

Это временное правительство состоитъ изъ представителей либеральныхъ капиталистовъ и крупныхъ земельныхъ собственниковъ. Главные посты въ немъ принадлежатъ князю Львову (крупный помѣщикъ и умѣреннѣйшій либералъ), А. Гучкову (соратникъ Столыпина, въ свое время одобрявшій военные суды противъ революціонеровъ), Терещенко (крупнѣйшій сахарозаводчикъ-милліонеръ), Милюкову (всегда защищалъ и защищаетъ теперь грабительскую войну, въ которую нашу страну втравилъ царь Николай съ его шайкой). «Демократъ» Керенскій приглашенъ въ новое правительство только для того, чтобы создать видимость «народнаго» правительства, чтобы имѣть «демократическаго» краснобая, который говорилъ-бы народу громкія, но пустыя, *слова*, въ то время, какъ Гучковы и Львовы будутъ дѣлать анти-народное дѣло.

Новое правительство не хочетъ продолженія разбойничьей войны. Оно является приказчикомъ русскихъ, англійскихъ и французскихъ капиталистовъ, которые — какъ и нѣмецкіе капиталисты — хотятъ непремѣнно «додраться» и выторговать себѣ лучшіе куски добычи. Оно не хочетъ и не можетъ дать Россіи мира.

Новое правительство не хочетъ отнять у помѣщиковъ ихъ земли въ пользу народа, оно не хочетъ возложить тяготъ войны на богачей. Оно не можетъ поэтому дать народу хлѣба. Рабочіе и бѣдное населеніе вообще вынуждены попрежнему голодать.

Новое правительство состоитъ изъ капиталистовъ и помѣщиковъ. Оно не хочетъ дать Россіи полной свободы. Подъ давленіемъ возставшихъ рабочихъ и солдатъ оно обѣщало созвать Учредительное Собраніе, которое оттягиваетъ назначеніе выборовъ въ Учредительное Собраніе, желая выиграть время и потомъ обмануть народъ, какъ это не разъ въ исторіи дѣлали подобныя правительства. Оно не хочетъ созданія въ Россіи демократической республики. Оно хочетъ только, вмѣсто плохого царя Николая II, посадить на престолъ хотя «хорошаго» царя Михаила. Оно хочетъ, чтобы власть въ Россіи имѣлъ не самъ народъ, а новый царь вмѣстѣ съ буржуазіей.

Такое новое правительство.

Но въ Петроградѣ рядомъ съ этимъ правительствомъ постепенно организуется другое правительство. Рабочіе и солдаты образовали Совѣтъ рабочихъ и солдатскихъ депутатовъ. Каждая тысяча рабочихъ или солдатъ выбираютъ одного *депутата*. Этотъ совѣтъ засѣдаетъ теперь въ Таврическомъ дворцѣ въ числѣ болѣе чѣмъ 1000 уполномоченныхъ. И онъ является дѣйствительно народнымъ представительствомъ.

Première page de l'appel:
« Aux camarades qui languissent en captivité ». — 1917

Réduction

te à la révolution. Les officiers qui voulaient marcher contre le peuple ont été fusillés par les soldats.

Ce sont les ouvriers et les soldats qui ont fait la révolution. Mais, comme cela s'est souvent produit dans les autres révolutions, c'est la bourgeoisie qui s'est tout d'abord emparée du pouvoir. La Douma d'Etat, où les grands propriétaires fonciers et les capitalistes détiennent de très loin la majorité, a recherché par tous les moyens une conciliation avec le tsar Nicolas II. Jusqu'à la dernière minute, alors que déjà la guerre civile faisait rage dans les rues de Pétrograd, la Douma d'Etat envoyait au tsar télégramme sur télégramme, l'adjurant de consentir de petites concessions pour conserver sa couronne. Ce n'est pas la Douma d'Etat — la Douma des propriétaires fonciers et des richards, — *mais les ouvriers et les soldats insurgés* qui ont *renversé le tsar.* Néanmoins, le nouveau Gouvernement provisoire a été désigné par la Douma d'Etat.

Ce Gouvernement provisoire est composé de représentants des capitalistes libéraux et des gros propriétaires fonciers. Les principaux postes y sont occupés par : le prince Lvov (grand propriétaire foncier et libéral des plus modérés), A. Goutchkov (compagnon de Stolypine, approuva en son temps la décision de déférer les révolutionnaires devant les tribunaux militaires), Térechtchenko (gros industriel sucrier, millionnaire), Milioukov (qui a toujours défendu et défend à présent la guerre de pillage dans laquelle le tsar Nicolas et sa bande ont entraîné notre pays). Le « démocrate » Kérenski a été invité dans le nouveau gouvernement uniquement pour lui donner l'apparence d'un gouvernement « populaire », pour y avoir un beau parleur « démocratique » qui adresse au peuple des *mots* ronflants et creux, tandis que les Goutchkov et les Lvov se livreront à leur *activité* antipopulaire.

Le nouveau gouvernement veut la continuation de la guerre de brigandage. Il est le commis des capitalistes russes, anglais et français, qui — de même que les capitalistes allemands — tiennent absolument à « se bagarrer jusqu'au bout » et à s'arracher les meilleurs morceaux du butin. Il ne veut pas et ne peut pas donner la paix à la Russie.

Le nouveau gouvernement n'entend pas confisquer la terre des propriétaires fonciers au profit du peuple, il n'en-

tend pas faire porter le poids de la guerre aux riches. C'est pour cela qu'il ne peut donner du pain au peuple. Les ouvriers et la population pauvre en général sont obligés d'endurer la faim comme par le passé.

Le nouveau gouvernement est composé de capitalistes et de propriétaires fonciers. Il ne veut pas donner la liberté complète à la Russie. Sous la pression des ouvriers et des soldats insurgés, il a promis de convoquer une Assemblée constituante qui déciderait du régime politique à instaurer en Russie. Mais il retarde la date des élections à l'Assemblée constituante, car il désire gagner du temps et ensuite tromper le peuple, comme l'ont fait maintes fois des gouvernements semblables au cours de l'histoire. Il ne veut pas qu'une république démocratique soit créée en Russie. Il cherche seulement à faire monter sur le trône, à la place du mauvais tsar Nicolas II, le prétendu « bon » tsar Michel. Il veut que le pouvoir en Russie n'appartienne pas au peuple lui-même, mais à un nouveau tsar associé à la bourgeoisie.

Tel est le nouveau gouvernement.

Mais à Pétrograd, parallèlement à ce gouvernement, il s'en organise peu à peu un autre. Les ouvriers et les soldats ont formé un Soviet de députés, élus à raison d'un député par mille ouvriers ou soldats. Ce Soviet siège à présent au Palais de Tauride et compte plus de 1 000 délégués. Et il est réellement le représentant du peuple.

Au début, ce Soviet peut commettre diverses erreurs. Mais il finit infailliblement par revendiquer hautement et impérieusement : la paix, le pain, la république démocratique.

Le Soviet des députés ouvriers et soldats lutte pour la convocation *immédiate* d'une Assemblée constituante, pour la participation des soldats aux élections et à la solution du problème de la guerre ou de la paix. Le Soviet réclame la remise des terres du tsar et des grands propriétaires fonciers à la paysannerie. Le Soviet s'efforce d'instaurer la république et ne veut pas entendre parler de la désignation d'un nouveau et « bon » tsar. Le Soviet exige le suffrage universel et égal pour tous les hommes et pour toutes les femmes. Le Soviet a obtenu l'arrestation du tsar et de la tsarine. Le Soviet veut créer un comité de surveillance pour

contrôler chaque acte du nouveau gouvernement et qui deviendrait en fait lui-même le gouvernement. Le Soviet cherche à réaliser une alliance avec les ouvriers de tous les autres pays, afin d'attaquer avec ensemble les capitalistes. Profitant de la liberté, les ouvriers révolutionnaires se sont rendus en grand nombre sur le front afin de s'entendre avec les soldats sur l'action commune en vue de mettre un terme à la guerre, de garantir les droits du peuple, de consolider la liberté en Russie. A Pétrograd paraît à nouveau le journal social-démocrate *Pravda*[115], qui aide les ouvriers à s'acquitter de toutes ces grandes tâches.

Telle est la situation à l'heure actuelle, camarades.

Vous qui languissez en captivité, vous ne pouvez pas demeurer indifférents. Vous devez être prêts à assumer vous aussi, peut-être bientôt, une tâche importante.

Les ennemis de la liberté de la Russie comptent parfois sur vous. Ils se disent : environ deux millions de soldats sont prisonniers ; si, de retour dans leur patrie, ils passent du côté du tsar, nous pourrons encore rendre son trône à Nicolas ou y installer son frère « bien-aimé ». Il est déjà arrivé dans l'histoire qu'un ennemi d'hier, une fois réconcilié avec un roi renversé, lui rende ses soldats prisonniers pour qu'ils l'aident à lutter contre son propre peuple...

Camarades ! Partout où vous en avez la possibilité, discutez les grands événements qui se sont produits dans notre patrie. Déclarez hautement qu'avec la meilleure partie des soldats russes, vous ne voulez pas de tsar, que vous exigez une république libre, la remise sans indemnité aux paysans des domaines des propriétaires fonciers, la journée de travail de 8 heures, la convocation immédiate de l'Assemblée constituante. Déclarez que vous êtes aux côtés du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd et que, de retour en Russie, vous ne serez pas pour le tsar mais contre le tsar, pas pour les propriétaires fonciers et les richards, mais contre eux.

Partout où vous en avez la possibilité, organisez-vous, prenez des résolutions dans ce sens, expliquez à vos camarades moins avancés le grand événement qui s'est produit dans notre pays.

Vous avez enduré assez de misère avant comme pendant

la guerre et en captivité. Nous allons à présent vers des jours meilleurs. L'aube de la liberté s'est levée.

A votre retour en Russie, soyez l'armée de la révolution, l'armée du peuple et non du tsar. En 1905 aussi, les prisonniers, à leur retour du Japon, sont devenus les meilleurs combattants de la liberté.

De retour dans la patrie, vous vous disperserez dans tout le pays. Portez dans chaque coin éloigné, dans chaque village russe qui a connu les affres de la faim, les exactions et les outrages, la nouvelle de la liberté. Eclairez vos frères paysans ; chassez de la campagne les ténèbres, appelez les paysans pauvres à soutenir les ouvriers des villes et les ouvriers agricoles dans leur lutte glorieuse.

Après avoir conquis la république, les ouvriers de Russie se joindront à ceux de tous les autres pays et conduiront hardiment l'humanité vers le *socialisme*, vers un régime où il n'y aura ni riches ni pauvres, où une poignée de richards ne pourra pas transformer des millions d'hommes en esclaves salariés à son service.

Camarades ! Aussitôt que nous le pourrons, nous nous empresserons de rentrer en Russie pour nous y associer à la lutte de nos frères ouvriers et soldats. Mais là-bas non plus nous ne vous oublierons pas. Une fois en Russie libre, nous nous efforcerons de vous envoyer des livres, des journaux et des nouvelles sur ce qui se passe dans notre pays. Nous exigerons qu'on vous fasse parvenir de l'argent et du pain en quantité suffisante. Et nous dirons aux ouvriers et soldats insurgés : vous pouvez compter sur vos frères qui languissent actuellement en captivité. Ce sont des fils du peuple et ils marcheront avec nous au combat pour la liberté, au combat pour la république, contre le tsar.

La rédaction du « Social-Démocrate »

Rédigé au milieu de mars 1917 *Conforme au texte du tract*
Publié en tract en 1917

LA REVOLUTION EN RUSSIE ET LES TACHES DES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS

Camarades ouvriers,

Les prévisions des socialistes demeurés fidèles au socialisme et qui ne se sont pas laissé griser par la mentalité belliciste, sauvage et bestiale, se sont justifiées. La première révolution, née de la guerre universelle de brigandage qui met aux prises les capitalistes de différents pays, a éclaté. La guerre impérialiste, c'est-à-dire la guerre pour le partage du butin entre capitalistes, l'étranglement des peuples faibles, *a commencé* à se transformer en guerre civile, c'est-à-dire en une guerre des ouvriers contre les capitalistes, des travailleurs et des opprimés contre leurs oppresseurs, contre les tsars et les rois, contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, pour délivrer complètement l'humanité des guerres, de la misère des masses, de l'oppression de l'homme par l'homme !

C'est aux ouvriers russes que sont échus l'honneur et la joie de déclencher *les premiers* la révolution, c'est-à-dire la grande guerre, la seule juste et légitime, la guerre des opprimés contre les oppresseurs.

Les ouvriers de Pétersbourg ont vaincu la monarchie tsariste. Au cours d'une lutte héroïque contre la police et les troupes du tsar, où ils ont commencé par se révolter sans armes contre les mitrailleuses, ils ont rallié à leur cause la majorité des soldats de la garnison de Pétersbourg. Les mêmes événements se sont produits à Moscou et dans d'autres villes. Abandonné par ses troupes, le tsar a dû capituler : il a signé son abdication et celle de son fils. Il a proposé de faire monter sur le trône son frère Michel.

Etant donné l'extrême rapidité de cette révolution, l'appui direct que lui ont prêté les capitalistes anglo-français, le degré insuffisant de conscience de *toute* la masse ouvrière et populaire de Pétersbourg, l'organisation et la préparation des propriétaires fonciers et des capitalistes russes, *ces derniers* ont pris en main le pouvoir d'État. Les portefeuilles les plus importants du nouveau gouvernement russe, du « Gouvernement provisoire », la présidence, l'Intérieur et la Guerre, sont confiés à Lvov et à Goutchkov, des octobristes qui aidèrent de toutes leurs forces Nicolas-le-Sanglant et Stolypine-le-Pendeur à étouffer la révolution de 1905, à fusiller et à pendre les ouvriers et les paysans qui avaient combattu pour la terre et pour la liberté. Les ministères moins importants ont été attribués aux cadets : les Affaires étrangères à Milioukov, l'Instruction publique à Manouïlov, l'Agriculture à Chingarev. Une petite place parfaitement négligeable, le ministère de la Justice, a été accordée au troudovik Kérenski, beau parleur dont les capitalistes ont besoin pour rassurer le peuple à l'aide de vaines promesses, pour l'abasourdir de phrases ronflantes, pour lui faire « accepter » le gouvernement des capitalistes et des propriétaires fonciers qui veut continuer, en alliance avec les capitalistes d'Angleterre et de France, la guerre de brigandage pour la conquête de l'Arménie, de Constantinople, de la Galicie, cette guerre dont l'objectif est de permettre aux capitalistes anglo-français de *conserver* le butin qu'ils ont pris aux capitalistes allemands (toutes les colonies allemandes d'Afrique) et d'*arracher* en même temps aux capitalistes allemands le butin dont *ces* bandits se sont emparés (une partie de la France, la Belgique, la Serbie, la Roumanie, etc.).

Il va de soi que les ouvriers ne pouvaient pas faire confiance à un tel gouvernement. Ils ont renversé la monarchie tsariste en combattant pour la *paix*, le *pain*, la *liberté*. Ils ont tout de suite compris pourquoi Goutchkov, Milioukov et Cie ont réussi à ravir la victoire au peuple travailleur. C'est parce que les propriétaires fonciers et les capitalistes russes étaient bien préparés et organisés ; parce qu'ils ont pour eux la puissance du capital, la *richesse* des capitalistes russes et celle des capitalistes anglais et français qui sont les plus riches du monde. Les ouvriers ont tout de suite com-

pris que la lutte pour la paix, le pain et la liberté exige des classes laborieuses, des ouvriers, des soldats et des paysans, qu'ils s'*organisent*, qu'ils serrent les rangs, qu'ils s'unissent à l'*écart* des capitalistes et *contre* eux.

Aussi, les ouvriers de Pétersbourg, ayant vaincu la monarchie tsariste, ont-ils formé sur-le-champ *leur propre* organisation, le *Soviet des députés ouvriers;* ils se sont mis aussitôt à l'affermir et à l'élargir en créant des Soviets *autonomes* de députés soldats et paysans. Quelques jours après la révolution, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg comptait *plus de 1 500* députés ouvriers et paysans en uniforme. Ce Soviet jouissait d'une telle confiance auprès des cheminots et de toute la population laborieuse qu'il commença à se transformer en un véritable *gouvernement populaire.*

Même les amis et les protecteurs les plus fidèles de Goutchkov-Milioukov, les chiens de garde les plus fidèles des brigands capitalistes anglo-français, un Robert Wilson, correspondant du richissime journal des capitalistes anglais, le *Times*, un Charles Rivet, correspondant de l'organe richissime des capitalistes français, le *Temps*, même eux ont dû, tout en couvrant d'injures furieuses le Soviet des députés ouvriers, reconnaître que *la Russie a deux gouvernements*. L'un, reconnu de « tous » (c'est-à-dire en fait reconnu par tous *les riches*), est celui des propriétaires fonciers et des capitalistes, des Goutchkov et des Milioukov. L'autre, reconnu de « personne » (dans les classes riches), est celui des ouvriers et des paysans : le Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétersbourg, qui s'efforce d'instituer *dans toute la Russie* des Soviets de députés ouvriers et des Soviets de députés paysans.

Voyons donc ce que disent et font ces deux gouvernements.

1. *Que fait le gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, le gouvernement Lvov-Goutchkov-Milioukov ?*

Il distribue à droite et à gauche les plus séduisantes promesses. Il promet au peuple russe la liberté la plus complète. Il promet de convoquer une Assemblée constituante populaire pour établir la forme de gouvernement de la Russie. Kérenski et les leaders cadets se déclarent partisans d'une république démocratique. Pour ce qui est du

révolutionnarisme spectaculaire, les Goutchkov et les Milioukov sont insurpassables. La publicité travaille à plein rendement. Mais quels sont leurs *actes* ?

Tout en promettant les libertés, le nouveau gouvernement a engagé en fait avec la famille impériale, avec la dynastie, des pourparlers au sujet du rétablissement de la monarchie. Il a proposé à Michel Romanov le poste de régent, c'est-à-dire de tsar provisoire. La monarchie serait déjà restaurée en Russie par les Goutchkov et les Milioukov si les ouvriers ne s'y étaient pas opposés en défilant dans les rues de Pétrograd avec ces mots sur leurs drapeaux : « Terre et liberté ! Mort aux tyrans ! » et en se rassemblant avec les troupes de cavalerie devant la Douma sous des drapeaux déployés où l'on pouvait lire : « Vive la République socialiste dans tous les pays ! » L'allié des Goutchkov et des Milioukov, Michel Romanov, s'est rendu compte qu'il était plus sage, dans ces conditions, de renoncer au trône jusqu'au moment où l'Assemblée constituante le lui confierait, et la Russie est restée — pour le moment — une république.

Le gouvernement avait laissé l'ancien tsar en liberté. Les ouvriers ont obtenu son arrestation. Le gouvernement voulait confier le commandement suprême de l'armée à Nicolas Nicolaïévitch Romanov. Les ouvriers ont obtenu sa révocation. Il est clair que, n'était le Soviet des députés ouvriers et soldats, les propriétaires fonciers Lvov-Goutchkov s'entendraient dès demain avec Romanov ou avec un autre gros propriétaire foncier.

Le gouvernement a proclamé dans son manifeste au peuple, ainsi que dans le télégramme de Milioukov à tous les représentants de la Russie à l'étranger, *sa fidélité à tous* les traités internationaux conclus par la Russie. Ces traités ont été conclus par le tsar renversé. Ces traités, le gouvernement n'ose pas les publier, primo, parce qu'il est tenu pieds et poings liés par le capital russe, anglais, français ; secundo, parce qu'il craint le peuple qui mettrait en pièces les Goutchkov et les Milioukov s'il apprenait que les capitalistes ont l'intention de faire massacrer à la guerre encore 5 à 10 millions d'ouvriers et de paysans russes pour conquérir Constantinople, étouffer la Galicie, etc.

Que valent les promesses de liberté si le peuple ne peut

pas savoir la vérité sur les traités du tsar-hobereau au nom desquels les capitalistes veulent faire couler tant et plus le sang des soldats ?

Que valent les promesses d'accorder toutes sortes de libertés et même une république démocratique, lorsque le peuple est menacé par la famine et qu'on veut le mener à la boucherie, les yeux bandés, afin de permettre aux capitalistes russes, anglais et français de dévaliser les capitalistes allemands ?

Et en même temps, le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov réprime par la force toutes les tentatives que font les ouvriers russes pour s'entendre avec leurs frères, les ouvriers des autres pays : ce gouvernement *ne laisse sortir* de Russie ni la *Pravda*, qui paraît de nouveau à Pétersbourg depuis la révolution, ni le Manifeste du Comité central de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, publié à Pétersbourg, ni les proclamations du député Tchkhéidzé et de son groupe ! !

Ouvriers et paysans ! Vous pouvez être tranquilles : on vous a promis la liberté — la liberté pour les morts, fauchés par la famine et par la guerre ! !

Le nouveau gouvernement n'a *pas dit un mot*, dans ses programmes, sur la remise de la terre aux paysans ni sur l'augmentation des salaires des ouvriers. Aucune date n'a encore été fixée pour la convocation de l'Assemblée constituante. Il n'est pas prévu d'élections à la Douma municipale de Pétersbourg. La milice populaire est placée sous la férule des zemstvos et des municipalités, élus aux termes de la loi Stolypine, uniquement par les capitalistes et les propriétaires fonciers les plus riches. Les gouverneurs sont désignés parmi les gros propriétaires fonciers — la voilà, la « liberté » !

2. *Que fait et que doit faire le gouvernement des ouvriers et des paysans* ?... *

Rédigé le 12 (25) mars 1917 — *Conforme au manuscrit*

Publié pour la première fois en 1924 dans le Recueil Lénine II

* Le manuscrit s'interrompt ici. (*N.R.*)

LES TACHES DU P.O.S.D.R. DANS LA REVOLUTION RUSSE [116]

COMPTE RENDU PAR L'AUTEUR

L'exposé de Lénine, qui a duré 2 heures et demie, comprenait deux parties. Dans la première, Lénine a retracé les conditions historiques qui pouvaient et devaient engendrer le « miracle » que fut la chute en 8 jours de la monarchie tsariste. La principale de ces conditions a été la « grande rébellion » de 1905-1907, si calomniée par les maîtres actuels de la situation, les Goutchkov et les Milioukov, qu'enthousiasme la « glorieuse révolution » de 1917. Mais si la révolution réellement profonde de 1905 n'avait pas « ameubli le terrain », n'avait pas révélé les uns aux autres, dans le feu de l'action, toutes les classes et tous les partis, n'avait pas mis à nu la clique tsariste dans toute sa barbarie et sa férocité, la rapide victoire de 1917 n'eût pas été possible.

Un concours tout à fait exceptionnel de circonstances a permis en 1917 de conjuguer les coups portés au tsarisme par les forces sociales les plus hétérogènes. En premier lieu, le capital financier anglo-français, qui prédomine dans le monde et le met en coupe réglée, était en 1905 contre la révolution et a aidé le tsarisme à l'étouffer (l'emprunt de 1906). A présent, il a pris à la révolution une part directe des plus actives, et monté un véritable complot, celui de MM. Goutchkov, Milioukov, d'une partie des cadres supérieurs de l'armée, avec pour objectif de déposer Nicolas II ou de lui arracher diverses concessions. Du point de vue de la politique mondiale et du capital financier international, le gouvernement Goutchkov-Milioukov est tout bonnement le commis de la firme bancaire « Angleterre-France »,

instrument destiné à prolonger le massacre impérialiste des peuples. En second lieu, les revers de la monarchie tsariste ont fait disparaître les anciens cadres de l'armée et les ont remplacés par de nouveaux cadres, jeunes et issus de la bourgeoisie. En troisième lieu, toute la bourgeoisie russe, qui s'était activement organisée entre 1905 et 1914 et plus rapidement encore entre 1914 et 1917, s'est associée aux grands propriétaires fonciers pour lutter contre la monarchie tsariste pourrie, dans l'intention de faire main basse sur l'Arménie, Constantinople, la Galicie, etc. En quatrième lieu, à ces forces de caractère *impérialiste* s'est ajouté un mouvement prolétarien profond et puissant. Le prolétariat a fait la révolution en exigeant la *paix*, le *pain* et la *liberté*, sans avoir rien de commun avec la bourgeoisie impérialiste, et il a entraîné à sa suite la *majorité* de l'armée, composée d'ouvriers et de paysans. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile *a commencé*.

D'où la contradiction fondamentale de la révolution actuelle, qui fait que celle-ci est seulement la *première* étape de la première révolution engendrée par la guerre. Le gouvernement Goutchkov-Milioukov, gouvernement de grands propriétaires fonciers et de capitalistes, ne peut donner au peuple ni la paix, ni le pain, ni la liberté. C'est un gouvernement qui entend poursuivre la guerre de rapine et qui a déclaré carrément rester fidèle aux traités internationaux du tsarisme ; or, ce ne sont là que des traités de brigandage. Ce gouvernement pourra, dans le cas le plus favorable pour lui, *différer* la crise, mais il *ne* pourra *pas* épargner la famine au pays. Il ne peut pas non plus apporter la liberté, si nombreuses que soient les « promesses » qu'il prodigue (les promesses ne coûtent pas cher), car il est lié à la grande propriété foncière et au capital ; aussi a-t-il entamé aussitôt des *tractations* avec la dynastie en vue de restaurer la monarchie.

Rien de plus stupide, par conséquent, que la tactique consistant à « soutenir » le nouveau gouvernement afin, soi-disant, de « lutter contre la réaction ». Cette lutte requiert *l'armement du prolétariat* ; c'est là l'unique garantie sérieuse et réelle à la fois contre le tsarisme et contre les efforts des Goutchkov et des Milioukov pour restaurer la monarchie.

Le député Skobélev a donc eu raison de dire que la Russie « est à la veille d'une seconde, d'une véritable (wirklich) révolution ».

Or l'organisation populaire en vue de cette révolution existe et se développe. C'est le Soviet des députés ouvriers et soldats, que les agents du capital anglo-français, les correspondants du *Times* et du *Temps*, ont toutes raisons de chercher à diffamer.

L'analyse des informations fournies par la presse sur le Soviet des députés ouvriers permet à Lénine de conclure qu'il s'y manifeste trois tendances. La première est très proche des social-patriotes. Elle accorde sa confiance à Kérenski, ce héros de la phrase, ce pion entre les mains de Goutchkov et de Milioukov, ce pire représentant genre Louis Blanc qui nourrit les ouvriers de vaines promesses, prononce des phrases sonores à la façon des social-patriotes et des social-pacifistes européens à la Kautsky et Cie, mais e réalité « fait accepter » aux ouvriers la poursuite de cette guerre de brigandage. Par la bouche de Kérenski, la bourgeoisie impérialiste de Russie dit aux ouvriers : nous vous donnerons la république, la journée de huit heures (*déjà* instituée à Pétersbourg), nous vous promettons la liberté — tout cela pour que vous nous aidiez à piller la Turquie et l'Autriche, à reprendre *son* butin à l'impérialisme allemand, à conserver le sien à l'impérialisme anglo-français.

La seconde tendance est celle du Comité central de notre Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Les journaux ont publié un extrait (Auszug) du « Manifeste » de notre Comité central, paru à Pétersbourg le 18/3. I formule les revendications suivantes : république démocratique, journée de 8 heures, confiscation au profit des paysans des domaines appartenant aux grands propriétaires fonciers, confiscation des stocks de blé, ouverture immédiate de pourparlers de paix, *non* par le gouvernement de Goutchkov et Milioukov, *mais* par le Soviet des députés ouvriers et soldats. Ce Soviet, proclame le manifeste, *est* le véritable gouvernement révolutionnaire. (Lénine a ajouté que le correspondant du *Times* lui-même parle de *deux gouvernements* en Russie.) Les pourparlers en vue d'une paix immédiate doivent être engagés *non* avec les gouvernements bourgeois, mais *avec les prolétaires* de tous les pays belligérants. Le

manifeste convie tous les ouvriers, paysans et soldats à élire des délégués au Soviet des députés ouvriers.

Telle est l'unique tactique réellement socialiste, réellement révolutionnaire.

La troisième tendance est celle de Tchkhéidzé et de ses amis. Ils *hésitent*, ce qui se reflète clairement dans le *Times* et le *Temps*, qui tantôt louent Tchkhéidzé et tantôt l'invectivent. Quand Tchkhéidzé a refusé d'entrer dans le *2e* Gouvernement provisoire, quand il a dit que la guerre était impérialiste dans les *deux* camps, etc., il faisait une politique prolétarienne. Lorsque Tchkhéidzé était entré dans le *1er* Gouvernement provisoire (le « Comité de la Douma »), et qu'il exigeait, au paragraphe 3 de son appel, une « ausreichende Teilnahme der Vertreter der russischen Arbeiterschaft an der Regierung » * (la participation des internationalistes à un gouvernement de guerre impérialiste ! !), lorsqu'il invitait (comme Skobélev) ce gouvernement *impérialiste* à entamer des pourparlers de paix (au lieu d'expliquer aux ouvriers cette vérité que la *bourgeoisie* est étroitement liée au capital financier qui ne peut échapper à l'impérialisme) et que des amis de Tchkhéidzé, Touliakov et Skobélev, mandatés par le gouvernement Goutchkov-Milioukov, vont « calmer » les soldats insurgés contre les généraux libéraux (le meurtre de Népénine (Admiral Nepenin) que *pleurent* les impérialistes allemands eux-mêmes !!), — alors Tchkhéidzé et ses amis font du « Louis Blanc » de la pire espèce, mènent la politique de la *bourgeoisie* et nuisent à la cause de la révolution.

Lénine s'en est pris également à l'appel social-pacifiste de Gorki et a exprimé le regret de voir le grand écrivain se lancer dans la politique en reprenant à son compte les préjugés de la petite bourgeoisie.

Dans la seconde partie, Lénine a entrepris de montrer ce que doit être la tactique du prolétariat. Il a dépeint la situation historique originale de la période *actuelle* comme le *passage* de la première étape de la révolution à la seconde, du soulèvement contre le tsarisme au soulèvement contre la bourgeoisie, contre la guerre impérialiste, ou bien comme

* Une participation suffisante des représentants des ouvriers russes au gouvernement. (*N.d.T.*)

le passage à la Convention que peut devenir l'Assemblée constituante *si* le gouvernement tient sa « promesse » de la convoquer.

La tâche spéciale de l'heure, celle qui répond à cette situation *transitoire*, est l'*organisation du prolétariat*. Non pas l'organisation stéréotypée dont se contentent les traîtres au socialisme, les social-patriotes et les opportunistes de tous les pays, ainsi que les kautskistes, mais une *organisation révolutionnaire* qui doit, primo, englober le peuple tout entier ; secundo, réunir les fonctions de l'*armée* et de l'*Etat*.

Les opportunistes qui faisaient la loi au sein de la IIe Internationale ont déformé l'enseignement de Marx et d'Engels sur l'Etat de la période révolutionnaire. Dans sa polémique avec Pannekoeck (1912), Kautsky a lui aussi abandonné le point de vue de Marx. Ce dernier enseignait, tirant les leçons de la Commune de 1871, que « die Arbeiterklasse nicht die fertige Staatsmaschine einfach in Besitz nehmen und sie für ihre eigenen Zwecke in Bewegung setzen kann ». Das Proletariat soll (muss ?) diese Maschine (Armee, Polizei, Bureaukratie) *zerbrechen* [117]. Das ist, was die Opportunisten (Sozialpatrioten) und Kautskianer (Sozialpazifisten) entweder bestreiten oder vertuschen. Das ist die *wichtigste* praktische Lehre der Pariser Kommune und der russischen Revolution von 1905.

Wir unterscheiden uns von den Anarchisten dadurch, dass wir die Notwendigkeit des *Staates* für die revolutionäre Umwälzung anerkennen. Wir unterscheiden uns aber von den Opportunisten und Kautskianer dadurch, dass wir sagen : wir brauchen nicht die « fertige » Staatsmaschinerie, wie sie in den demokratischsten bürgerlichen Republiken existiert, sondern *unmittelbare Macht bewaffneter und organisierter Arbeiter. Das* ist der Staat, den *wir* brauchen. Das sind, ihrem Wesen nach, die Kommune von 1871, und die *Arbeiterdelegiertenräte* von 1905 und 1917. Auf diesem Fundament müssen wir weiter bauen *. *Ne pas laisser*

* « La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'Etat et de la faire fonctionner pour son propre compte. » Le prolétariat doit *briser* cette machine (l'armée, la police, la bureaucratie). Voilà ce que les opportunistes (les social-patriotes) et les kautskistes (les social-pacifistes) contestent ou dis-

rétablir la police ! Faire de la milice populaire une *milice* englobant réellement *l'ensemble du peuple* et dirigée par le prolétariat, en faire « notre Etat », les capitalistes étant tenus de payer aux ouvriers les journées consacrées au service dans la milice. *Compléter les « prodiges d'héroïsme prolétarien »*, que le prolétariat a accomplis *hier* dans la lutte contre le tsarisme et qu'il accomplira *demain* dans la lutte contre les Goutchkov et les Milioukov, *par des « prodiges d'organisation prolétarienne »*. Voilà le mot d'ordre de l'heure ! Voilà le gage du succès !

Les circonstances *objectives* poussent les ouvriers dans cette voie : la famine, la nécessité de répartir le pain, le caractère inévitable du « Zivildienstpflicht » *, la nécessité d'obtenir la paix. Nos conditions de paix, a dit Lénine, sont les suivantes : 1) le Soviet des députés ouvriers, en sa qualité de gouvernement révolutionnaire, déclarerait sur-le-champ *n'être* lié par *aucun* traité ni du tsarisme ni de la bourgeoisie ; 2) il publierait sans délai tous ces infâmes traités de brigandage ; 3) il proposerait ouvertement à *tous* les belligérants un armistice immédiat ; 4) il proposerait la paix à condition que soient émancipés *toutes* les colonies et *tous* les peuples lésés dans leurs droits ; 5) il déclarerait qu'il n'a pas confiance dans les gouvernements bourgeois et qu'il convie les ouvriers de tous les pays à les renverser ; 6) il proclamerait que les dettes de guerre ont été contractées par la bourgeoisie et que les *capitalistes* n'ont qu'à les payer eux-mêmes.

Voilà la politique qui rallierait au Soviet des députés ouvriers la majorité des ouvriers aussi bien que des paysans

---

simulent. Telle est *la plus importante* leçon pratique à tirer de la Commune de Paris et de la révolution russe de 1905.

Nous nous distinguons des anarchistes en ce sens que nous admettons la nécessité de l'*Etat* pour accomplir la transformation révolutionnaire. Mais nous différons des opportunistes et des kautskistes en ce sens que nous disons : nous avons besoin, non pas de la machine gouvernementale « toute prête » telle qu'elle existe dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, mais du *pouvoir direct des ouvriers armés et organisés. Voilà* l'Etat dont *nous* avons besoin. La Commune de 1871 fut, en somme, un Etat de ce genre, ainsi que les *Soviets de députés ouvriers* en 1905 et 1917. Voilà le fondement sur lequel nous devons continuer à bâtir. (*N.R.*)

* Service civil obligatoire. (*N.R.*)

pauvres. La confiscation des domaines des propriétaires fonciers serait assurée. *Cela n e serait pas encore le socialisme.* Ce serait une victoire des ouvriers et des paysans pauvres qui garantirait la paix, la liberté, le pain. Pour de *pareilles* conditions de paix, nous sommes, *nous aussi*, prêts à soutenir une guerre *révolutionnaire* ! Lénine a rappelé avoir déjà déclaré dans *le Social-Démocrate* n° 47 (13.X.1915), que la social-démocratie *ne renonce pas* à une guerre révolutionnaire de ce genre *. L'aide du prolétariat socialiste de tous les pays serait assurée. Les vils appels des social-patriotes (dans le genre de la honteuse lettre de Guesde : « D'abord la victoire, ensuite la république ») se dissiperaient en fumée.

Vive la Révolution russe ! proclama le conférencier en terminant. Vive la révolution ouvrière mondiale *en marche* !

Conforme au manuscrit

Rédigé les 15-16 (28-29) mars 1917

Publié le 31 mars et le 2 avril 1917 dans les nos 77 et 78 du journal «Volksrechi»

Paru pour la première fois en russe en 1929 dans le n° 19 (93) de la revue «Proletarskaïa Révolutsia»

* Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21, « Quelques thèses ». (*N.R.*)

LES MANŒUVRES DES CHAUVINS REPUBLICAINS

30/III 1917.

Je viens de lire dans la *Nouvelle Gazette de Zürich* d'aujourd'hui 30/III, n° 557, première édition du matin, les lignes ci-dessous :

« *Milan*, 29 mars. Notre correspondant de Saint-Pétersbourg nous annonce l'arrestation d'un certain *Tchernomazov*, rédacteur du journal socialiste *Pravda*, qui a commencé à paraître pendant la révolution. Tchernomazov fut sous l'ancien régime un agent de la police secrète aux appointements mensuels de 200 roubles. Le journal qu'il dirigeait exigeait la république socialiste et attaquait violemment le Gouvernement provisoire dans l'intention manifeste de faire le jeu de la réaction. D'une façon générale, l'agitation des milieux irresponsables contre le gouvernement fait naître le soupçon d'une collusion avec l'ancien régime et avec l'ennemi. Même le Soviet des députés ouvriers et soldats, dont les opinions, comparées à celles du Gouvernement provisoire, sont nettement radicales, s'est détourné de ces milieux. »

Cette dépêche paraphrase un télégramme publié dans le *Courrier du soir* (*Corriere della Sera*)[118], journal chauvin de Milan, le 29/III, et expédié à ce journal de Pétersbourg le 26/III à 10 h 30 du soir. Pour expliquer aux lecteurs en quoi consiste en l'occurrence cette « falsification » coutumière, par ailleurs, chez les chauvins, je dois reprendre les choses d'assez loin.

La *Pravda*, journal quotidien social-démocrate, parut à Pétersbourg « sous l'ancien régime », plus exactement d'avril 1912 jusqu'en juillet 1914. Ce journal était en fait l'organe du *Comité central* de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. J'écrivais pour ce journal presque chaque jour de Cracovie où j'habitais alors en qualité

d'émigré politique. Les députés social-démocrates à la Douma qui appartenaient à notre Parti et que le tsar a fait déporter en Sibérie pour leur agitation contre la guerre impérialiste, Badaïev, Mouranov, Pétrovski, Chagov et Samoïlov (Malinovski appartenait aussi à ce groupe jusqu'à l'été 1914), se rendaient souvent à Cracovie où nous délibérions sur l'orientation du journal.

Il va de soi que le gouvernement du tsar ne se bornait pas à entourer du maximum d'espions la *Pravda*, dont le tirage atteignait 60 000 exemplaires ; il s'efforçait aussi d'introduire des provocateurs dans son personnel. Parmi ces provocateurs se trouva Tchernomazov qui portait dans les milieux du Parti le surnom de « Miron ». Il s'insinua dans notre confiance et devint en 1913 le secrétaire de la *Pravda*.

En commun avec le groupe des députés, nous avons examiné l'activité de Tchernomazov, et conclu, primo, qu'il compromettait dans ses articles notre orientation, secundo, que son honnêteté politique était douteuse.

Mais il n'était pas facile de lui trouver un remplaçant, d'autant plus que la liaison du groupe des députés avec Cracovie se faisait clandestinement, ou bien les députés s'y rendaient eux-mêmes, mais ce qu'ils ne pouvaient faire trop souvent. Nous avons réussi enfin, au printemps 1914, à transférer à Pétersbourg Rosenfeld (Kaménev), qui a été déporté également en Sibérie par le tsar en même temps que nos députés, à la fin de 1914.

Rosenfeld (Kaménev) était chargé d'*écarter* complètement Tchernomazov, et c'est ce qu'il *a fait*. Tchernomazov a été renvoyé. Notre Comité central a ouvert une *enquête* à l'occasion des soupçons dont ce dernier était l'objet, mais n'a pas réussi à réunir des données précises, de sorte que les camarades de Pétersbourg ne se sont pas décidés à *dénoncer* Tchernomazov comme un agent provocateur. Il a fallu se contenter de l'écarter de la *Pravda*.

Il est hors de doute que Tchernomazov et, naturellement, d'autres provocateurs ont prêté leur concours au tsar pour faire déporter nos députés en Sibérie.

Nous avons reçu de Pétersbourg, du « Bureau du Comité Central » de notre Parti, une information, datée du 13 novembre 1916, signalant que Tchernomazov tentait à nou-

veau de se faufiler dans l'organisation clandestine, que le Bureau avait écarté « Miron » en même temps qu'une autre personne avec qui il était en rapports, et qu'il «agirait de même avec quiconque continuerait à entretenir des relations avec lui».

Nous avons répondu naturellement que la présence de Tchernomazov dans le Parti était inadmissible, puisqu'il en était écarté par une décision du Comité central, prise de concert avec les députés nommés plus haut.

Telle est l'histoire de l'*ancienne Pravda* qui paraissait *sous l'ancien* régime tsariste et a été étranglée par le tsar à la veille de la guerre, en juillet 1914.

On peut se demander si Tchernomazov n'a pas été auss, directement ou indirectement, un des collaborateurs de la *nouvelle Pravda* reparue à Pétersbourg *après* la révolution. Je n'en sais rien, le gouvernement Goutchkov-Milioukov ne laissant passer depuis la révolution ni mes télégrammes à la *Pravda*, ni, bien entendu, ceux que la *Pravda* m'adresse[118]. Je ne sais même pas si le Bureau du Comité central a survécu, ni si Kaménev et les députés sont arrivés à Pétersbourg, eux qui connaissent Miron et qui l'écarteraient immédiatement au cas où il se serait faufilé une fois de plus parmi les nôtres en profitant d'un changement de personnes.

Le journal social-chauvin l'*Humanité* du 28/III reproduit un télégramme reçu, paraît-il, de Pétersbourg par le *Petit Parisien*[120]. Tchernomazov y est désigné comme «l'*ancien* rédacteur du journal social-démocrate extrémiste la *Pravda*».

Le lecteur comprendra maintenant, je l'espère, toute la perfidie et la bassesse des méthodes de lutte du gouvernement Goutchkov-Milioukov et de leurs amis désireux de jeter la suspicion sur notre Parti auquel ils imputent des intelligences avec l'ancien régime et avec l'ennemi. Ce gouvernement et ses amis détestent notre Parti et le calomnient parce que nous avons déclaré dès le 13.X.1915, dans le n° 47 de notre journal *le Social-Démocrate* (de Genève), que nous serions les adversaires *irréductibles* de la guerre impérialiste même si *cette* guerre était faite non par le gouvernement du tsar, mais par un gouvernement russe *chauvin-révolutionnaire, chauvin-républicain* *.

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « Quelques thèses ». (*N.R.*)

Le gouvernement Goutchkov-Milioukov est précisément un gouvernement de *cette sorte*, puisqu'il a confirmé les traités *de brigandage* conclus par le tsarisme avec l'impérialisme franco-anglais et qu'il poursuit dans cette guerre des fins *de brigandage* (conquête de l'Arménie, de la Galicie, de Constantinople, etc.).

(J'enverrai cela demain au *Volksrecht* et à *l'Avanti !*)

Publié le 5 avril 1917 dans le n° 81 du journal «Volksrecht»
Signé : N. Lénine
Paru pour la première fois en russe en 1924 dans le Recueil Lénine II

Conforme à une copie manuscrite

DECISION DU COLLEGE A L'ETRANGER DU COMITE CENTRAL DU P.O.S.D.R.

Le Collège à l'étranger du Comité central du P. O. S. D. R. décide d'adopter la proposition faite par le camarade Robert Grimm concernant le retour en Russie par l'Allemagne des émigrés désirant regagner leur patrie[121].

Le Collège à l'étranger du C. C. constate :

(1) que les négociations ont été menées par le camarade R. Grimm avec un membre du gouvernement d'un pays neutre, le ministre Hoffmann, lequel a estimé que la Suisse ne pouvait pas intervenir officiellement pour cette seule raison que le gouvernement anglais interpréterait certainement ce geste comme une violation de neutralité, l'Angleterre ne voulant pas laisser passer les internationalistes ;

(2) que la proposition de R. Grimm est parfaitement acceptable, car la liberté de passage est garantie indépendamment des tendances politiques, de l'attitude en ce qui concerne la « défense de la patrie », la poursuite de la guerre par la Russie ou la conclusion par celle-ci de la paix, etc.;

(3) que cette proposition est fondée sur un plan d'échange des émigrés russes contre des Allemands internés en Russie, et que les émigrés n'ont aucune raison de refuser de militer en Russie en faveur d'un échange de cette nature ;

(4) que le camarade R. Grimm a transmis cette proposition aux représentants de toutes les tendances des milieux d'émigrés politiques, en déclarant pour sa part que, dans le présent état de choses, c'est l'unique voie possible et qu'elle est parfaitement acceptable dans les conditions actuelles ;

(5) que, de notre côté, tout a été fait pour convaincre les représentants des différentes tendances qu'il est indis-

pensable d'accepter cette proposition et que tout atermoiement serait absolument inadmissible;

(6) que les représentants de certaines tendances se prononcent malheureusement pour de nouveaux atermoiements, décision que nous ne pouvons manquer de considérer comme profondément erronée et portant un très grave préjudice au mouvement révolutionnaire en Russie.

Partant de ces considérations, le Collège à l'étranger du C. C. décide d'informer tous les membres de notre Parti que nous avons adopté la proposition et que nous partons sans tarder, de les inviter à inscrire tous ceux qui veulent partir et à communiquer une copie de la présente décision aux représentants des autres tendances.

Zürich, le 31 mars 1917.

Publié pour la première fois en 1923 *Conforme au manuscrit*

LETTRE D'ADIEU AUX OUVRIERS SUISSES

Camarades ouvriers suisses,

En quittant la Suisse pour la Russie afin de poursuivre dans notre patrie l'action révolutionnaire internationaliste, nous, membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie uni autour du Comité central (pour le distinguer d'un *autre* parti, qui porte le *même* nom, mais est uni autour du Comité d'organisation), nous vous adressons notre salut fraternel et l'expression de notre profonde reconnaissance pour votre attitude amicale à l'égard des émigrés.

Si les social-patriotes et les opportunistes *avérés*, les « grütliens » suisses qui ont, comme les social-patriotes de tous les pays, quitté le camp du prolétariat pour rejoindre celui de la bourgeoisie, si ces gens-là vous ont *ouvertement* appelés à combattre l'influence pernicieuse des étrangers sur le mouvement ouvrier suisse, — et si les social-patriotes et les opportunistes *camouflés*, qui sont en majorité parmi les chefs du parti socialiste suisse, ont mené sous une forme *camouflée* la même politique, — nous devons déclarer que nous avons rencontré une ardente sympathie parmi les ouvriers socialistes-révolutionnaires suisses, alignés sur la position internationaliste, et que nos relations de camaraderie avec eux nous ont été très profitables.

Nous avons toujours été extrêmement circonspects en abordant les questions du mouvement ouvrier suisse, que l'on ne peut connaître qu'au prix d'un long travail sur place. Mais ceux d'entre nous — 10 à 15 personnes tout au plus — qui étaient membres du Parti socialiste suisse, jugeaient de leur devoir de défendre résolument, sur les problèmes généraux et essentiels du mouvement socialiste internatio-

nal, notre point de vue, celui de la « gauche de Zimmerwald », et de combattre fermement le social-patriotisme aussi bien que la tendance dite du « centre » à laquelle appartiennent R. Grimm, F. Schneider, J. Schmid, etc., en Suisse, Kautsky, Haase et l'« Arbeitsgemeinschaft » en Allemagne, Longuet, Pressemane, etc., en France, Snowden, Ramsay MacDonald, etc., en Angleterre, Turati, Treves et leurs amis en Italie, et le parti déjà cité du « Comité d'organisation » (Axelrod, Martov, Tchkhéidzé, Skobélev, etc.) en Russie.

Nous avons milité solidairement avec les social-démocrates révolutionnaires suisses, groupés en partie autour de la revue *Freie Jugend*[122], qui ont rédigé et répandu l'exposé des motifs du referendum (en allemand et en français) exigeant la convocation en avril 1917 d'un congrès du parti destiné à trancher la question de l'attitude envers la guerre, qui ont proposé au congrès cantonal zürichois de Töss la résolution des jeunes et de la « gauche » sur la question de la guerre[123], qui ont édité et diffusé dans certaines localités de la Suisse romande, en mars 1917, un tract en français et en allemand intitulé *Nos conditions de paix*, etc.

Nous adressons un salut fraternel à ces camarades avec qui nous avons travaillé la main dans la main, en adeptes du même idéal.

Nous n'avons jamais douté et nous ne doutons pas le moins du monde que le gouvernement impérialiste de l'Angleterre n'autoriserait à aucun prix le départ en Russie des internationalistes russes, adversaires irréductibles du gouvernement impérialiste de Goutchkov-Milioukov et Cie, adversaires irréductibles de la poursuite par la Russie de la guerre *impérialiste*.

Nous devons nous arrêter brièvement, à ce propos, sur notre conception des tâches de la révolution russe. D'autant plus que nous pouvons et devons nous adresser, par l'intermédiaire des ouvriers suisses, aux ouvriers allemands, français et italiens parlant les mêmes langues que la population de la Suisse, laquelle bénéficie jusqu'à ce jour des bienfaits de la paix et, relativement, du maximum de liberté politique.

Nous demeurons fidèles, sans réserve, à la déclaration que nous avons faite le 13 octobre 1915, dans le n° 47 de l'organe central de notre Parti, *le Social-Démocrate*, qui pa-

raissait à Genève. Nous y disions que, si la révolution triomphait en Russie et si un gouvernement *républicain* désireux de continuer la guerre *impérialiste*, la guerre en alliance avec la bourgeoisie impérialiste d'Angleterre et de France, la guerre pour la conquête de Constantinople, de l'Arménie, de la Galicie, etc., etc., accédait au pouvoir, nous serions ses adversaires résolus, nous serions *contre* la « défense de la patrie » dans *cette* guerre*.

C'est à peu près ce qui s'est produit. Le nouveau gouvernement de la Russie, qui a mené des pourparlers avec le frère de Nicolas II, au sujet de la restauration de la monarchie en Russie et au sein duquel les postes les plus importants, les postes décisifs, appartiennent aux *monarchistes* Lvov et Goutchkov, tente de tromper les ouvriers russes avec le mot d'ordre : « Les Allemands doivent renverser Guillaume » (très juste ! mais pourquoi ne pas ajouter que les Anglais, les Italiens, etc., doivent renverser leurs rois et les Russes leurs monarchistes Lvov et Goutchkov ? ?). En lançant ce mot d'ordre et en *ne* publiant *pas* les traités impérialistes de brigandage conclus par le tsarisme avec la France, l'Angleterre, etc., *et confirmés par le gouvernement Goutchkov-Milioukov-Kérenski*, ce gouvernement s'efforce de faire passer sa guerre *impérialiste* contre l'Allemagne pour une guerre « défensive » (c'est-à-dire juste et légitime même du point de vue du prolétariat), de faire passer pour la « défense » de la république russe (qui n'existe *pas encore* en Russie et que les Lvov et les Goutchkov *ne se sont même pas engagés* encore à instaurer !) la défense des buts impérialistes de brigandage et de rapine du capital russe, anglais, etc.

Si les dernières dépêches sont exactes, d'après lesquelles une sorte de rapprochement serait intervenu sur le mot d'ordre — « Nous menons une guerre défensive tant que les Allemands n'auront pas renversé Guillaume » — entre les social-patriotes russes avérés (du genre Plékhanov, Zassoulitch, Potressov, etc.) et le parti du « centre », le parti du «Comité d'organisation», le parti de Tchkhéidzé, Skobélev, etc., si ces dépêches disent vrai, nous combattrons avec une énergie redoublée le parti de Tchkhéidzé, Skobélev, etc.,

* Voir V. Lénine, Œuvres, tome 21, « Quelques thèses ». (*N. R.*)

comme nous l'avons toujours combattu *par le passé*, pour sa politique opportuniste, hésitante et instable.

Voici notre mot d'ordre : « Aucun soutien au gouvernement Goutchkov-Milioukov ! » Quiconque prétend que ce soutien est nécessaire à la lutte contre la restauration du tsarisme trompe le peuple. Au contraire, il se trouve que justement le gouvernement Goutchkov *a déjà mené* des pourparlers au sujet du rétablissement de la monarchie en Russie. *Seuls* l'armement et l'organisation du prolétariat peuvent *empêcher* Goutchkov et Cie de *restaurer* la monarchie en Russie. Seul le prolétariat révolutionnaire de la Russie *et de toute l'Europe*, demeuré fidèle à l'internationalisme, peut soustraire l'humanité aux horreurs de la guerre impérialiste !

Nous ne fermons pas les yeux sur les immenses difficultés qui se dressent devant l'avant-garde révolutionnaire internationaliste du prolétariat de Russie. A une époque comme la nôtre, les changements les plus prompts et les plus brusques sont possibles. Nous avons répondu nettement et clairement dans le n° 47 du *Social-Démocrate* à une question qu'on est amené tout naturellement à se poser: que ferait notre Parti si la révolution le portait *sur-le-champ* au pouvoir? Nous avons répondu: 1° nous proposerions aussitôt la paix à *tous* les peuples belligérants; 2° nous publierions nos conditions de paix, qui consistent dans la libération immédiate de *toutes* les colonies et de *tous* les peuples opprimés ou lésés dans leurs droits; 3° nous commencerions sans tarder et nous acheverions l'émancipation des peuples opprimés par les Grands-Russes; 4° nous ne nous dissimulons pas un instant que ces conditions seraient *inacceptables* non seulement pour la bourgeoisie monarchique d'Allemagne, mais aussi pour la bourgeoisie républicaine de ce pays, et *non seulement* pour l'Allemagne, mais aussi pour les gouvernements capitalistes de France et d'Angleterre.

Nous aurions à soutenir une guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie allemande, et pas seulement allemande. *Cette guerre, nous la ferions.* Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous sommes les ennemis des guerres impérialistes pour le partage du butin entre capitalistes, mais nous avons toujours déclaré qu'il serait absurde pour le prolétariat révolutionnaire de répudier les guerres révo-

lutionnaires qui *peuvent* se révéler indispensables *dans l'intérêt du socialisme.*

La tâche que nous avons esquissée dans le n° 47 du *Social-Démocrate* est gigantesque. Elle ne peut être remplie qu'au cours d'une longue suite de grandes batailles de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Mais ce n'est pas notre impatience, ce ne sont pas nos désirs, ce sont *les conditions objectives* réunies par la guerre impérialiste qui ont amené l'humanité *tout entière* dans une impasse et l'ont placée devant le dilemme : ou bien laisser encore périr des millions d'hommes et anéantir toute la civilisation européenne, ou bien transmettre le pouvoir dans *t o u s* les pays civilisés au prolétariat révolutionnaire, accomplir la révolution socialiste.

C'est au prolétariat russe qu'est échu le grand honneur *d'i n a u g u r e r* la série des révolutions engendrées avec une nécessité objective par la guerre impérialiste. Mais l'idée de considérer le prolétariat russe comme un prolétariat révolutionnaire élu par rapport aux ouvriers des autres pays nous est absolument étrangère. Nous savons parfaitement que le prolétariat de Russie est *moins* organisé, préparé, conscient que les ouvriers d'autres pays. Ce ne sont pas des qualités particulières, mais uniquement les conditions historiques particulières qui ont fait du prolétariat russe, *pour un certain temps, peut-être très court,* le chef de file du prolétariat révolutionnaire du monde entier.

La Russie est un pays paysan, l'un des pays les plus arriérés d'Europe. Le socialisme *ne peut* y vaincre *tout de suite et spontanément.* Mais le caractère paysan du pays *p e u t,* sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie des terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution démocratique bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le *prologue* de la révolution socialiste mondiale, *une étape* vers celle-ci.

Notre Parti s'est formé dans la lutte pour ces idées, entièrement confirmées par l'expérience de l'année 1905 et du printemps 1917, en combattant sans merci tous les autres partis ; et nous continuerons à lutter pour elles.

Le socialisme ne saurait vaincre spontanément et d'emblée en Russie. Mais la masse paysanne *peut* conduire la ré-

volution agraire inévitable et venue à maturité jusqu'à la *confiscation* de toute l'immense étendue des domaines des grands propriétaires fonciers. Nous avons toujours proclamé ce mot d'ordre et le Comité central de notre Parti ainsi que le journal de notre Parti, la *Pravda*, viennent de le réaffirmer à Pétersbourg. Le prolétariat combattra pour *ce* mot d'ordre, sans se dissimuler le moins du monde l'inéluctabilité de conflits de classe acharnés entre, d'une part, les ouvriers agricoles salariés et les paysans pauvres qui s'en rapprochent, *et*, d'autre part, les *paysans aisés* dont la situation est consolidée par la « réforme » agraire de Stolypine (1907-1914). Il ne faut pas oublier que 104 députés paysans ont présenté à la première Douma (1906) comme à la seconde (1907) un projet agraire révolutionnaire exigeant la nationalisation de toutes les terres et leur mise à la disposition de comités locaux élus suivant des principes parfaitement démocratiques.

Par elle-même, une telle transformation ne serait encore nullement socialiste. Mais elle donnerait une impulsion prodigieuse au mouvement ouvrier mondial. Elle affermirait énormément les positions du prolétariat socialiste en Russie et son influence sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres. Elle fournirait au prolétariat des villes la possibilité de développer, en s'appuyant sur cette influence, des organisations révolutionnaires telles que les « Soviets des députés ouvriers », de remplacer par ces organisations les anciens instruments d'oppression des Etats bourgeois, l'armée, la police, le corps des fonctionnaires, d'appliquer — sous la pression de la guerre impérialiste infiniment pénible et de ses conséquences — diverses mesures révolutionnaires tendant à *contrôler* la production, ainsi que la répartition des produits alimentaires.

Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, *achever* victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la *commencera* en un certain sens. Il peut faciliter l'intervention, dans les batailles décisives, de son allié *principal*, le plus fidèle, le plus sûr, le prolétariat *socialiste européen* et américain.

Que les gens de peu de foi s'abandonnent au désespoir

devant la victoire temporaire, au sein du mouvement socialiste européen, de larbins de la bourgeoisie impérialiste aussi répugnants que les Scheidemann, les Legien, les David et Cie en Allemagne, Sembat, Guesde, Renaudel et consorts en France, les fabiens et les « labouristes »[124] en Angleterre. Nous avons la ferme conviction que les flots de la révolution emporteront promptement cette *sale écume* du mouvement ouvrier mondial.

En Allemagne, la masse prolétarienne, qui a tant fait pour l'humanité et le socialisme par son œuvre d'organisation tenace, opiniâtre, persévérante, pendant les longues années de l'« accalmie » européenne de 1871-1914, est déjà *en effervescence*. L'avenir du socialisme allemand n'est pas représenté par les traîtres Scheidemann, Legien, David et Cie, ni par des politiciens hésitants, sans caractère, écrasés sous la routine de la période « pacifique », tels que MM. Haase, Kautsky et leurs pareils.

Cet avenir appartient à la tendance qui a promu Karl Liebknecht, qui a créé le « groupe Spartacus » et qui fait sa propagande dans l'*Arbeiterpolitik* de Brême[125].

Les conditions objectives de la guerre impérialiste nous garantissent que la révolution ne se bornera pas à la *première étape* de la révolution russe, que la révolution *ne* se bornera *pas* à la Russie.

Le prolétariat allemand est l'allié le plus fidèle, le plus sûr, de la révolution prolétarienne russe et mondiale.

Lorsque notre Parti lança en novembre 1914 le mot d'ordre : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » des opprimés contre les oppresseurs, pour le socialisme, ce mot d'ordre fut accueilli par l'hostilité et les sarcasmes des social-patriotes, par le silence méliant et sceptique, veule et attentiste, des social-démocrates du « centre ». Le social-chauvin et social-impérialiste allemand David le qualifia d'« insensé », et le porte-parole du social-chauvinisme russe (et anglo-français), socialisme en paroles et impérialisme en fait, Monsieur Plékhanov l'appela une « chimère saugrenue » (Mittelding zwischen Traum und Komödie). Quant aux représentants du centre, ils gardèrent le silence ou se livrèrent à de plates plaisanteries sur cette « ligne droite tracée dans le vide de l'espace éthéré ».

Depuis mars 1917, il n'est plus que des aveugles pour ne pas voir que ce mot d'ordre est juste. La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile *devient* un fait.

Vive la révolution prolétarienne qui *commence* en Europe !

Sur mandat des camarades partants, membres du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (uni autour du Comité central), qui ont adopté cette lettre à leur réunion du 8 avril (nouveau style) 1917.

N. Lénine

Rédigé le 26 mars (8 avril) 1917

Publié le 1er mai 1917, dans le n° 8 du journal «Jugend-Internationale»

Conforme au manuscrit

NOTES

1. *Les populistes*, partisans d'un courant petit-bourgeois dans le mouvement révolutionnaire russe des années 1860-1880. Ils préconisaient l'abolition de l'autocratie et la remise des terres seigneuriales à la paysannerie. D'autre part, ils niaient la nécessité logique du développement en Russie des rapports capitalistes et du prolétariat ; aussi estimaient-ils, faussement, que la principale force révolutionnaire n'était pas la classe ouvrière, mais la paysannerie. Les populistes partaient d'un point de vue erroné sur le processus historique, considérant que l'histoire était faite par les héros que les masses populaires suivent passivement. Dans la lutte contre le tsarisme les populistes pratiquèrent la terreur individuelle.

   Dans les années 1880-1900 les populistes entreprirent de faire la paix avec le tsarisme; ils traduisaient les intérêts de la classe des koulaks ; ils combattirent avec acharnement le marxisme. — P. 9.

2. Allusion à la brochure : *Qui accomplira la révolution politique ?*, publiée dans le n° 1 du recueil *Prolétarskaïa Borba*, édité en 1899 par le « Groupe social-démocrate de l'Oural », et rééditée la même année par le Comité de Kiev. L'auteur de la brochure, A. Sanine, qui défendait les positions de l'« économisme », niait la nécessité de la création par la classe ouvrière d'un parti politique indépendant et estimait que la révolution politique pouvait être accomplie en Russie par la grève générale, sans insurrection armée. — P.9.

3. Lénine fait allusion à la conférence des sections à l'étranger du P.O.S.D.R. qui se tint du 27 février au 4 mars (nouveau style) 1915 à Berne (Suisse).Il y mit en lumière, dans le rapport *La guerre et les tâches du Parti*, les questions essentielles de la stratégie et de la tactique du Parti bolchévik au cours de la guerre impérialiste.

   Boukharine présenta devant la conférence des thèses défendant des conceptions antimarxistes, hostiles au Parti. Lénine caractérisa ces conceptions comme la tendance de «l'économisme impérialiste».

   La conférence adopta les résolutions rédigées par Lénine : sur le caractère de la guerre, sur le mot d'ordre de la « défense de la patrie », sur les mots d'ordre de la social-démocratie révolutionnaire, sur l'attitude à l'égard des autres partis et groupes, etc. (Voir Œuvres, tome 21, « La Conférence des sections à l'étranger ».) — P. 10.

4. Allusion à Piatakov et à Bosch. — P. 10.

5. Allusion au *Projet de programme de la Ligue révolutionnaire socialiste et du Parti ouvrier social-démocrate de Hollande*, publié dans le n° 3 du Bulletin de la Commission socialiste internationale, daté du 29 février 1916.

La publication «*Internationale Sozialistische Kommission zu Bern. Bulletin*» était l'organe de l'I.S.K., formée à la première conférence socialiste des internationalistes, qui eut lieu à Zimmerwald du 5 au 8 septembre (nouveau style) 1915. Ce bulletin parut à Berne en allemand, en français et en anglais, de septembre 1915 à janvier 1917. Il y eut six numéros. — P. 10.

6. «*Le Social-Démocrate*», journal illégal, Organe central du P.O.S.D.R., parut de février 1908 à janvier 1917. Il y eut 58 numéros. Le premier fut édité en Russie, les suivants à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. La rédaction du *Social-Démocrate* était formée, en accord avec une décision du Comité central du P.O.S.D.R., de représentants des bolchéviks, des menchéviks et des social-démocrates polonais.

Le Social-Démocrate publia plus de quatre-vingts articles et notes de Lénine. Au sein de la rédaction Lénine lutta pour une ligne bolchévique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) observait une attitude conciliatrice envers les liquidateurs et essayait de faire échec à l'application de la ligne politique léniniste. Des membres de la rédaction, les menchéviks Martov et Dan, sabotaient le travail de rédaction de l'Organe central tout en défendant ouvertement le courant liquidateur dans leur journal fractionnel, le *Golos sotsial-démokrata* [la Voix du social-démocrate]. La lutte intransigeante de Lénine contre les liquidateurs amena le départ de Martov et de Dan en juin 1911. A partir de décembre 1911, c'est Lénine qui assura la rédaction générale du *Social-Démocrate*.

Au début de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, après une interruption d'un an, Lénine réussit à faire reparaître le journal. Le 1er novembre (nouveau style) 1914 parut le n° 33 du *Social-Démocrate* contenant le Manifeste du Comité central du P.O.S.D.R., rédigé par Lénine. Les articles de Lénine qui furent publiés dans *Le Social-Démocrate* pendant les années de guerre jouèrent un rôle éminent dans la lutte pour l'application de la stratégie et de la tactique du parti bolchévik dans les questions de la guerre, de la paix et de la révolution, dans la dénonciation des social-chauvins avérés et camouflés, dans le regroupement des éléments internationalistes au sein du mouvement ouvrier international. — P. 10.

7. «*Vorbote*» [le Précurseur], revue, organe théorique de la gauche de Zimmerwald ; éditée en allemand à Berne en 1916. Il en parut deux numéros : le n° 1 en janvier et le n° 2 en avril 1916. Cette revue publia les ouvrages de Lénine : *L'opportunisme et la faillite de la IIe Internationale*, *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* (*Thèses*) (voir Œuvres, tome 22). — P. 10.

8. *Le groupe de gauche de Zimmerwald* fut constitué par Lénine à la première Conférence socialiste internationale, qui se tint du 5 au 8

septembre (nouveau style) 1915 à Zimmerwald (Suisse). Lénine a qualifié cette conférence de « premier pas» dans le développement du mouvement internationaliste contre la guerre. Les bolchéviks, Lénine en tête, défendaient dans le groupe de gauche de Zimmerwald la seule position juste et conséquente jusqu'au bout. Il y avait aussi dans ce groupe des internationalistes inconséquents. Voir la critique de leurs erreurs dans les articles de Lénine: «A propos de la brochure de Junius», «Bilan d'une discussion sur la libre disposition » (Œuvres, tome 22). — P. 11.

9. «*Rabotchaïa Mysl*» [la Pensée ouvrière], journal des « économistes », parut d'octobre 1897 à décembre 1902. Il y eut 16 numéros (Pétersbourg-Berlin-Varsovie-Genève). Lénine fit la critique des conceptions de la *Rabotchaïa Mysl*, qu'il qualifia de variété de l'opportunisme international, dans *Que faire ?* (Œuvres, tome 5). — P. 12.

10. «*Prosvêchtchéniê*» [l'Instruction], revue mensuelle bolchévique traitant de questions théoriques, politiques, sociales et littéraires ; éditée légalement à Pétersbourg de décembre 1911 à juin 1914. Lénine dirigeait *Prosvêchtchéniê* de l'étranger ; il y revoyait des articles pour la revue, entretenait une correspondance régulière avec les membres du Comité de rédaction. La revue publia, entre autres, les écrits importants de Lénine : « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », « Notes critiques sur la question nationale », « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». A la veille de la première guerre mondiale la revue fut interdite par le gouvernement. Elle reparut en automne 1917, mais il n'en sortit qu'un seul numéro (double), où furent publiés les ouvrages de Lénine: « Les bolchéviks garderont-ils le pouvoir?» et « A propos de la révision du programme du Parti ». — P. 13.

11. Allusion au programme de 1880 du Parti ouvrier français et aux programmes de Gotha (1875) et d'Erfurt (1891) de la social-démocratie allemande. — P. 13.

12. Il s'agit de la brochure *Le socialisme et la guerre.* (Voir Œuvres, tome 21.) — P. 17.

13. Allusion à la déclaration de la délégation des social-démocrates polonais à la première Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (1915). Ils s'y élevaient contre le fait que les gouvernements allemand et autrichien considéraient les régions polonaises comme leurs colonies acquises par droit de conquête, et empêchaient le peuple polonais de décider lui-même de son destin. — P. 18.

14. Cet article fut écrit en réponse à celui de P. Kievski (I. Piatakov) sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Le manuscrit de l'article porte cette inscription de Lénine : « Article de Kievski sur la libre disposition et réponse de Lénine à celui-ci. » Un peu plus tard, Lénine consacra à la même question un grand article « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste » (voir le présent tome, pp. 27-83). Le manuscrit n'a pas de titre. Celui-ci lui a été donné par l'Institut du marxisme-léninisme auprès du C.C. du P.C.U.S. — P. 20.

15. Allusion à l'intervention de la social-démocrate hollandaise Roland-Holst dans les nos d'octobre-novembre et décembre 1915 de la revue du parti social-démocrate suisse *Neues Leben* [Vie nouvelle] ; à l'éditorial du n° 3, mars 1916, de la *Jugend-Internationale*, organe des « jeunes » de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse, ainsi qu'à des déclarations des gauches scandinaves.

Voir la critique du mot d'ordre de « désarmement » dans les articles de Lénine « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » et « A propos du mot d'ordre de « désarmement » (voir le présent tome, pp. 84-96 et 104-115). — P. 22.

16. Partisans de l'*Iskra* [l'Etincelle], premier journal marxiste illégal pour toute la Russie. Fondé par Lénine en décembre 1900, à l'étranger, d'où il était expédié clandestinement en Russie. L'*Iskra* contribua grandement à rassembler les social-démocrates russes et les organisations locales dispersées au sein d'un parti marxist révolutionnaire. Après la scission du parti — au IIe Congrès du P.O.S.D.R. en 1903, — en bolchéviks et en menchéviks, l'*Iskra* passa aux menchéviks (à partir du n° 52) et prit le nom de *nouvelle Iskra* à la différence de l'*ancienne Iskra*, celle de Lénine. — P. 27.

17. *La Douma* ou *Douma d'Etat*, institution représentative en Russie tsariste, issue de la révolution de 1905-1907.

Au mois d'août 1905 le tsar annonça la convocation d'une Assemblée consultative (n'ayant pas le droit de légiférer), une Douma d'Etat, en accord avec le projet établi par une commission sous la présidence de Boulyguine, ministre de l'Intérieur. Les bolchéviks réagirent contre le projet de la Douma de Boulyguine par un actif boycottage : ils appelèrent les ouvriers à ne pas prendre part aux élections, à engager la lutte pour le renversement de l'autocratie. La Douma de Boulyguine, avant même de se réunir, fut balayée par le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans (voir le présent tome, p. 270).

La Ire (avril-juillet 1906), la IIe (février-juillet 1907), la IIIe (1907-1912) et la IVe (1912-1917) Doumas d'Etat furent officiellement des organismes législatifs, mais elles n'eurent pratiquement aucun pouvoir réel. Les élections à la Douma n'étaient pas directes, ni égales, ni générales. Les droits électoraux des classes laborieuses, ainsi que des nationalités non russes qui peuplaient la Russie, étaient fortement amputés. Une partie considérable des ouvriers et des paysans ne bénéficiaient d'aucun droit électoral.

Les social-démocrates bolchéviks utilisèrent la tribune de la Douma pour dénoncer aux masses populaires la politique du tsarisme, et aussi l'hypocrisie des partis de la bourgeoisie libérale qui se disait l'« opposition », mais qui en fait soutenait le tsarisme. Lorsqu'en 1914 éclata la guerre impérialiste mondiale, les députés bolchéviks prirent position contre la guerre. En 1915, la fraction bolchévique, composée de 5 membres, fut condamnée aux travaux forcés. — P. 27.

18. Il s'agit de l'article de P. Kievski (I. Piatakov) sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que Lénine avait l'intention de publier dans le n° 3 du *Recueil du Social-Démocrate*. Ce même numéro devait contenir l'article de Lénine « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste », qui dénonçait la position opportuniste de Piatakov. Le n° 3 du *Recueil du Social-Démocrate* ne put être édité. — P. 28.

19. «*Die Neue Zeit*» [Temps Nouveaux], revue de la social-démocratie allemande, parut à Stuttgart de 1883 à 1923. Entre 1885 et 1895, la *Neue Zeit* publia quelques articles de F. Engels. Celui-ci donnait fréquemment des indications à la rédaction de la revue et la critiquait vivement lorsqu'elle s'écartait du marxisme. A partir de 1895, après la mort de F. Engels, la revue se mit à publier systématiquement des articles de révisionnistes. Au cours de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, elle adopta une position centriste, kautskiste, et prêta appui aux social-chauvins. — P. 35.

20. Le groupe « *Internationale* », qui prit plus tard le nom de « Ligue Spartacus », fut formé par les social-démocrates de gauche K.Liebknecht, R. Luxembourg, F. Mehring, C. Zetkin et d'autres encore, au début de la première guerre mondiale. Le groupe « Internationale » joua un rôle positif important dans l'histoire du mouvement ouvrier d'Allemagne. En janvier 1916, à la conférence des social-démocrates de gauche de toute l'Allemagne, le groupe adopta les thèses rédigées et proposées par R. Luxembourg sur les tâches de la social-démocratie internationale. Le groupe «Internationale » menait une propagande révolutionnaire parmi les masses contre la guerre impérialiste et dénonçait la politique de conquête de l'impérialisme allemand et la trahison des chefs social-démocrates. Mais il ne se débarrassa pas de graves erreurs dans des questions importantes de théorie et de politique : il rejetait le principe de libre disposition des nations dans sa conception marxiste (c'est-à-dire admettant la séparation et la formation d'Etats indépendants), niait la possibilité de guerres de libération nationale à l'époque de l'impérialisme, sous-estimait le rôle du parti révolutionnaire, s'inclinait devant la spontanéité du mouvement. Les erreurs de la gauche allemande ont été critiquées dans les œuvres de Lénine : « A propos de la brochure de Junius » (voir Œuvres, tome 22), « Le programme militaire de la révolution prolétarienne » (voir le présent tome, pp. 84-96), etc. En 1917, le groupe « Internationale » adhéra au Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, de tendance centriste, tout en y conservant son autonomie en matière d'organisation. Après la révolution de novembre 1918 en Allemagne, il rompit avec les « indépendants » et fonda en décembre de la même année le Parti communiste allemand. — P. 37.

21. «*Le Recueil du Social-Démocrate*» était édité par la rédaction de l'Organe central du P.O.S.D.R., le journal *Le Social-Démocrate*, sous la direction immédiate de Lénine. Il en parut deux numéros : le n° 1 en octobre 1916 et le n° 2 en décembre 1916. — P. 38.

22. *V. Iline* : Lénine. — P. 40.

23. Voir F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions Sociales, Paris 1954, p. 158. — P. 49.

24. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, p. 74. — P. 58.

25. On appelait *fracs* l'aile droite du Parti socialiste polonais (P.S.P.), parti nationaliste petit-bourgeois, fondé en 1892. Ayant mis à la base de son programme la lutte pour une Pologne indépendante, le P.S.P. menait une propagande nationaliste, séparatiste parmi les ouvriers polonais, en s'efforçant de les détourner de leur lutte commune avec les ouvriers russes contre l'autocratie et le capitalisme. Sous l'influence de la première révolution en Russie, le P.S.P. (en 1906) se scinda en deux fractions: la « lévitsa » (l'aile gauche) et la « pravitsa » du P.S.P. (les *fracs*). Au cours de la première guerre mondiale la plus grande partie de l'aile gauche du P.S.P. prit une position internationaliste et, en décembre 1918, fusionna au sein de la S.D.P. et L. ; les deux partis fusionnés formèrent le Parti ouvrier communiste de Pologne (dénomination du Parti communiste polonais jusqu'en 1925).

La « pravitsa », la droite du P.S.P., au cours de la première guerre mondiale pratiqua une politique nationale chauvine ; elle organisa les légions polonaises qui combattirent aux côtés de l'impérialisme austro-allemand.

Avec la formation de l'Etat bourgeois polonais, la droite du P.S.P. reprit le nom de P.S.P. Ayant accédé au gouvernement, elle remit le pouvoir à la bourgeoisie polonaise et fit par la suite systématiquement une propagande antisoviétique et anticommuniste, prit position en faveur de la politique d'agression contre le pays des Soviets, de la politique de conquête et d'oppression coloniale de l'Ukraine-Ouest et de la Biélorussie-Ouest. Après le coup de force fasciste de Pilsudski (mai 1926), le P.S.P. se trouvait nominalement dans l'opposition, mais en fait collaborait avec les fascistes et poursuivait sa propagande antisoviétique.

Au cours de la deuxième guerre mondiale le P.S.P. subit une nouvelle scission. Sa partie réactionnaire, chauvine, qui prit le nom de « Wolność, rowność, niepodległość (liberté, égalité, indépendance), W.R.N., collaborait avec les fascistes et participa au « gouvernement » réactionnaire des émigrés polonais à Londres. L'autre partie, l'aile gauche du P.S.P., qui se donna le nom de «Parti ouvrier des socialistes polonais » (P.O.S.P.), influencée par le Parti ouvrier polonais (P.O.P.), fondé en 1942, s'intégra au front uni de lutte contre les occupants hitlériens, engagea la lutte pour la libération de la Pologne du joug fasciste et prit position en faveur de l'établissement de relations d'amitié avec l'U.R.S.S.

En 1944, après la libération de l'Est de la Pologne du joug de l'occupation allemande et la constitution d'un Comité polonais pour la libération nationale, le P.O.S.P. reprit le nom de P.S.P. et avec le P.O.P. participa à l'édification de la Pologne démocratique populaire. En décembre 1948, le P.O.P. et le P.S.P.

fusionnèrent pour former le Parti ouvrier unifié de Pologne (le P.O.U.P.). — P. 61.

26. Il s'agit de la lettre d'Engels à Kautsky en date du 12 septembre 1882. Lénine cite cette lettre dans son article « Bilan d'une discussion sur la libre disposition » (voir Œuvres, tome 22), publié pour la première fois dans le n° 1 (octobre 1916) du *Recueil du Social-Démocrate*. — P. 63.

27. Allusion à l'insurrection irlandaise en avril 1916, déclenchée par les ouvriers et la petite bourgeoisie de ce pays sous le mot d'ordre d'indépendance de l'Irlande. L'insurrection fut provoquée par l'effervescence des grandes masses populaires devant la politique colonialiste du gouvernement britannique qui avait ajourné la promulgation de la loi sur le self-government modéré de l'Irlande dans le cadre de l'Empire britannique (home rule). Outre Dublin, où les insurgés avaient pris possession de l'Hôtel des postes, de la gare, de nombre de bâtiments administratifs, avaient proclamé la république d'Irlande et formé le gouvernement provisoire, l'insurrection gagna les villes d'Athenry, d'Enniscorthy, etc.

A la suite de batailles de rue acharnées à Dublin, qui durèrent sept jours, l'insurrection fut écrasée sans merci par les impérialistes anglais. — P. 64.

28. *Junius* : Rosa Luxembourg. — P. 67.

29. «*Golos*» [la Voix], quotidien menchéviko-trotskiste, parut à Paris de septembre 1914 à janvier 1915 ; le journal défendait une position centriste. — P. 80.

30. *C.O.* (Comité d'organisation), centre dirigeant des menchéviks ; il se constitua en 1912 à la conférence d'août des menchéviks liquidateurs et de tous les groupes et courants anti-parti. — P. 80.

31. L'article « *Le programme militaire de la révolution prolétarienne* » fut rédigé en allemand, en septembre 1916, pour la presse des social-démocrates de gauche scandinaves qui, au cours de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, avaient pris position contre le point du programme social-démocrate prévoyant l'« armement du peuple » et proposé le mot d'ordre erroné de « désarmement ». En décembre 1916, cet article remanié fut publié dans le n° 2 du *Recueil du Social-Démocrate*, sous le titre : « A propos du mot d'ordre de « désarmement » (voir le présent tome, pp. 104-115). En avril (nouveau style) 1917, peu avant son départ pour la Russie, Lénine remit le texte de l'article, en langue allemande, à la rédaction du journal *Jugend-Internationale*. Il parut dans les numéros 9 et 10 de ce journal en 1917.

«*Jugend-Internationale*», organe de l'Union internationale des organisations socialistes de la jeunesse, qui adhérait à la gauche de Zimmerwald ; parut de septembre 1915 à mai 1918 à Zürich. Voir une appréciation sur la *Jugend-Internationale* dans la note « L'Internationale de la jeunesse » (présent tome, pp. 179-183). — P. 84.

32. Allusion aux thèses sur la question de la guerre, rédigées par R.Grimm (un des leaders du parti social-démocrate suisse) au cours de l'été 1916, en vue de la préparation d'un congrès extraordinaire du parti social-démocrate suisse. Ce congrès, prévu pour le mois de février 1917, devait déterminer l'attitude des socialistes suisses envers la guerre. — P. 84.

33. «*Neues Leben*» [Vie nouvelle], revue mensuelle, organe du parti social-démocrate suisse ; éditée à Berne de janvier 1915 à décembre 1917. La revue propageait les conceptions des zimmerwaldiens de droite ; à partir du début de 1917, elle adopta une position social-chauvine. — P. 84.

34. Allusion aux conférences socialistes internationales des internationalistes, qui se tinrent à Zimmerwald et à Kienthal (Suisse).

La première Conférence socialiste internationale eut lieu à Zimmerwald du 5 au 8 septembre 1915. Une lutte s'y engagea entre les internationalistes révolutionnaires, dirigés par Lénine, et la majorité kautskiste. Avec les internationalistes de gauche Lénine forma le groupe de gauche de Zimmerwald, où le Parti bolchévik était seul à défendre une position juste et internationaliste jusqu'au bout contre la guerre.

La conférence adopta un manifeste définissant la guerre mondiale comme une guerre impérialiste ; elle condamna le comportement des « socialistes » qui avaient voté les crédits de guerre et participaient aux gouvernements bourgeois ; elle appela les ouvriers d'Europe à intensifier la lutte contre la guerre, pour une paix sans annexions ni contributions.

La conférence adopta également une adresse de sympathie aux victimes de la guerre et élut une Commission socialiste internationale (I.S.K.).

En ce qui concerne la portée de la conférence de Zimmerwald, voir les articles de Lénine « Un premier pas » et « Les marxistes révolutionnaires à la Conférence socialiste internationale des 5-8 septembre 1915 » (Œuvres, tome 21).

La deuxième Conférence socialiste internationale eut lieu à Kienthal du 24 au 30 avril 1916. L'aile gauche s'y montra plus unie et plus forte qu'à la conférence de Zimmerwald. Lénine fit adopter une résolution contenant une critique du social-pacifisme et de l'activité opportuniste du Bureau Socialiste International. Le manifeste et la résolution adoptés à Kienthal constituèrent un nouveau pas en avant dans le développement du mouvement internationaliste contre la guerre.

Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal aidèrent les éléments internationalistes à s'affirmer et à se regrouper, mais elles ne se placèrent pas sur des positions internationalistes conséquentes et n'adoptèrent pas les thèses fondamentales de la politique des bolchéviks : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, défaite militaire de son propre gouvernement impérialiste, organisation de la IIIe Internationale. — P. 91.

35. «*Groupe social-démocrate du Travail*» ou «Arbeitsgemeinschaft» [Communauté du travail], organisation des centristes allemands ; formée

en mars 1916 par les députés du Reichstag qui avaient rompu avec la fraction social-démocrate du Reichstag. Ce groupe constitua le noyau du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, de tendance centriste, constitué en 1917, qui justifiait les social-chauvins avérés et se prononçait pour le maintien de l'unité avec eux. — P. 92.

36. *Le Parti travailliste indépendant* (I.L.P. — Independent Labour Party) fut fondé en 1893, avec à sa tête James Keir Hardie, R. Mac Donald, etc. Bien que se disant indépendant, au point de vue politique, à l'égard des partis bourgeois, ce parti était en fait « indépendant du socialisme, mais dépendant du libéralisme » (*Lénine*). Au cours de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il commença par publier un manifeste contre la guerre (13 août 1914). Puis, en février 1915, à la Conférence de Londres des socialistes des pays de l'Entente, les indépendants se joignirent à la résolution social-chauvine adoptée par la conférence. Depuis lors, les leaders des indépendants ont eu une position social-chauvine, camouflée sous des phrases pacifistes. Après la fondation de l'Internationale communiste, en 1919, et sous la pression de la masse du parti qui s'orientait vers la gauche, les leaders du Parti travailliste indépendant décidèrent de quitter la IIe Internationale. Les indépendants adhérèrent en 1921 à l'Internationale dite $2^1/_2$, et rejoignirent, après la chute de celle-ci, les rangs de la IIe Internationale. En 1921, l'aile gauche du Parti travailliste indépendant d'Angleterre rompit et adhéra au Parti communiste de Grande-Bretagne. — P. 92.

37. *Les comités des industries de guerre* furent créés en Russie en 1915 par la grande bourgeoisie impérialiste. Dans ses efforts pour soumettre les ouvriers à son influence et les gagner au jusqu'auboutisme, la bourgeoisie imagina d'organiser des « groupes ouvriers » auprès de ces comités. La bourgeoisie avait intérêt à attirer dans ces groupes des représentants des ouvriers, qui auraient fait de la propagande parmi les masses ouvrières pour l'accroissement de la productivité du travail dans les usines de guerre. Les mencheviks prirent une part active à cette entreprise pseudo-patriotique organisée par la bourgeoisie. Les bolchéviks appelèrent à boycotter les comités des industries de guerre et appliquèrent cette tactique avec succès, soutenus par la majorité des ouvriers. — P. 92.

38. *Manifeste de Bâle*, manifeste sur la guerre adopté à l'unanimité par le Congrès extraordinaire de la IIe Internationale qui eut lieu à Bâle (Suisse) les 24-25 novembre 1912. Le manifeste dénonçait les fins de rapine de la guerre préparée par les impérialistes et appelait les ouvriers de tous les pays à lutter résolument contre la guerre. En cas de déclenchement d'un conflit impérialiste, le manifeste recommandait aux socialistes d'utiliser la crise économique et politique ainsi provoquée pour lutter en faveur de la révolution socialiste. (Sur le manifeste, voir Œuvres, tome 21, « La faillite de la IIe Internationale » et *Le socialisme et la guerre.*)

Les chefs de la IIe Internationale, Kautsky, Vandervelde,

etc., votèrent au congrès pour l'adoption de ce manifeste. Mais en 1914, lorsque éclata la guerre impérialiste mondiale, ils vouèrent à l'oubli le manifeste de Bâle et se rangèrent aux côtés de leurs gouvernements impérialistes. — P. 92.

39. «*La Sentinelle*», organe de l'organisation social-démocrate suisse du canton de Neufchâtel (Suisse romande) ; fondé à La Chaux-de-Fonds en 1884. Dans les premières années de la guerre mondiale impérialiste de 1914-1918, ce journal défendit une position internationaliste. Le 13 novembre 1914, il publia dans son nº 265 un résumé du manifeste du Comité central du P.O.S.D.R. — *La guerre et la social-démocratie russe* (voir Œuvres, tome 21). Il continue de paraître à l'heure actuelle ; il a une position anticommuniste et antisoviétique.

«*Volksrecht*» [le Droit du peuple], quotidien, organe du parti social-démocrate suisse et de l'organisation social-démocrate du canton de Zürich ; édité à Zürich depuis 1898. Pendant la guerre impérialiste mondiale (1914-1918), ce journal passa des articles de zimmerwaldiens de gauche. Il publia également des articles de Lénine : « Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich », « Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe », « Les manœuvres des chauvins républicains », etc. Le journal paraît encore à l'heure actuelle ; il a une position anticommuniste et antisoviétique.

«*Berner Tagwacht*» [la Sentinelle de Berne], journal, organe du parti social-démocrate suisse ; fondé en 1893 à Berne. Au début de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il publia des articles de K. Liebknecht, de F. Mehring et d'autres social-démocrates de gauche. A partir de 1917, ce journal soutint ouvertement les social-chauvins ; il paraît à l'heure actuelle et a une position anticommuniste et antisoviétique. — P. 96.

40. Le congrès du parti social-démocrate suisse se tint à Aarau les 20-21 novembre 1915. Le point central de l'ordre du jour du congrès était la question de l'attitude de la social-démocratie suisse à l'égard de l'union zimmerwaldienne des internationalistes. Autour de ce point s'affrontèrent les trois tendances existant au sein de la social-démocratie suisse : 1) les antizimmerwaldiens (Greulich, Pflüger, etc.), 2) les partisans de la droite de Zimmerwald (Grimm et d'autres), et 3) les partisans de la gauche de Zimmerwald (Platten et d'autres).

R. Grimm présenta une résolution proposant au parti social-démocrate de Suisse de se joindre à l'union de Zimmerwald et d'approuver la ligne politique des zimmerwaldiens de droite. Les social-démocrates de gauche suisses apportèrent à la résolution de Grimm un amendement appelant à reconnaître la nécessité de développer à fond la lutte révolutionnaire de masse contre la guerre et déclarant que seule la révolution victorieuse du prolétariat pourrait mettre fin à la guerre impérialiste. Le congrès adopta à la majorité l'amendement des gauches. — P. 96.

41. *Le Bund*, « Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie », fondée en 1897 et groupant notamment les

artisans juifs de l'Ouest de la Russie. Les bundistes pratiquaient une politique opportuniste, menchévique.

Le «*Bulletin du Comité à l'étranger du Bund*», édité à Genève en 1916, défendait les positions du social-chauvinisme. Il en parut deux numéros. — P. 97.

42. *Parti socialiste italien*, fondé en 1892. Au cours de la première guerre mondiale, le Parti socialiste italien eut une position anti-impérialiste ; les représentants du Parti socialiste italien participèrent aux conférences internationales des internationalistes à Zimmerwald et à Kienthal, où ils adhérèrent à la majorité centriste. Sous l'influence de l'essor révolutionnaire dans le pays et de la victoire de la grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie, l'aile gauche qui s'était constituée au sein du Parti socialiste italien pendant la première guerre mondiale, se renforça. Le XVIe Congrès du Parti (Bologne, octobre 1919) décida d'adhérer à l'Internationale communiste et délégua ses représentants au IIe Congrès du Komintern (le chef de la délégation était G. M. Serrati). Placé sur une position centriste, Serrati s'éleva, après le congrès, contre la rupture avec les réformistes. En janvier 1921, au XVIIe Congrès du parti à Livourne, les centristes, Serrati en tête, ayant la majorité au congrès, refusèrent de rompre avec les réformistes et d'adopter entièrement les « 21 conditions » requises pour adhérer à l'Internationale communiste. Les délégués de gauche (A. Gramsci, etc.) quittèrent le 21 janvier 1921 le congrès et fondèrent le Parti communiste italien. Les réformistes qui dirigeaient le Parti socialiste italien n'assumèrent pas la direction de la lutte de la classe ouvrière contre le fascisme, ce qui devait faciliter l'accession de Mussolini au pouvoir en 1922. A la fin de 1922 se constitua à nouveau une fraction de gauche, les « IIIes Internationalistes » (Serrati, Lazzari, etc.), qui s'affirma pour la fusion avec le Parti communiste italien. Au mois d'août 1924 les « IIIes Internationalistes » s'intégrèrent au Parti communiste italien. Pendant la période de la dictature fasciste, une aile gauche influente se forma de nouveau dans le Parti socialiste italien. A partir de 1934, ce dernier réalisa l'unité d'action avec le Parti communiste italien dans la lutte pour les intérêts des travailleurs. Cette unité d'action permit aux deux partis de réaliser d'importants succès ; ce fut une sérieuse conquête pour le mouvement ouvrier italien. En janvier 1947, le groupe de socialistes de droite dirigé par Saragat, rompit avec le Parti socialiste italien et forma le « Parti socialiste des travailleurs italiens ». En 1949 le Parti socialiste italien exclut de ses rangs le groupe de droite, Romita en tête. En 1952 les deux groupes formèrent le Parti social-démocrate italien. Les éléments réformistes, groupés au sein de ce parti, s'efforcent de faire échec à la politique d'unité d'action entre les partis socialiste et communiste, de porter la scission dans le mouvement ouvrier italien. En 1956, le P.S.I. dénonça le pacte d'unité d'action avec le P.C.I. Le XXXIIe Congrès du Parti socialiste italien, qui se tint en février 1957, a déclaré, en ce qui concerne la question d'unité d'action

avec les communistes, que « les rapports entre socialistes et communistes reposent sur la solidarité de classe et le sentiment d'une responsabilité commune devant les travailleurs, en dehors de tout pacte d'unité ou de consultations mutuelles ».

Le XXXIIIe Congrès du Parti socialiste (janvier 1959), où la direction passa aux « autonomistes » (Nenni) — courant de droite, — s'est prononcé pour « le règlement des questions concernant les rapports entre socialistes et communistes en dehors de tout pacte... » La résolution du congrès confirme la nécessité de l'unité dans les syndicats, les coopératives, les organisations de masse, les municipalités. — P. 99.

43. «*Avanti !*» quotidien, organe central du Parti socialiste italien ; fondé en décembre 1896. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, ce journal eut une position internationaliste inconséquente et ne rompit pas avec les réformistes. Il continue de paraître à l'heure actuelle. — P. 100.

44. «*Socialistes internationalistes d'Allemagne*» (I.S.D.), groupe de social-démocrates de gauche (Borchardt et d'autres), qui se constitua en Allemagne au début de la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918. Le groupe I.S.D. adhéra à la gauche de Zimmerwald et se démarqua d'une façon plus conséquente que les partisans de R. Luxembourg par rapport aux social-chauvins et aux centristes. Mais il était peu lié aux masses et se désagrégea rapidement. — P. 101.

45. «*Vorwärts*» [En Avant], quotidien, organe central de la social-démocratie allemande ; édité à partir de 1876 sous la direction, notamment, de W. Liebknecht. F. Engels lutta dans ses colonnes contre toutes les manifestations de l'opportunisme. A partir de 1895, après la mort de F. Engels, le *Vorwärts* publia systématiquement les articles des opportunistes qui dominaient dans la social-démocratie allemande et dans la IIe Internationale. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il adopta une position social-chauvine. Après la Grande Révolution socialiste d'Octobre, ce journal devint l'un des centres de la propagande anti-soviétique ; il parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 101.

46. La *Conférence des Entente-Sozialisten* fut convoquée sur l'initiative des social-chauvins français (Thomas, Renaudel, Sembat). Sur la proposition de Lénine, le Comité central du P.O.S.D.R. publia une déclaration qui, démasquant les buts de trahison des social-chauvins, appelait les internationalistes à répondre par un refus à la proposition de participer à cette conférence. Le texte de la déclaration du Comité central du P.O.S.D.R. parut en décembre 1916 dans le n° 2 du *Recueil du Social-Démocrate*. La réunion de la conférence fut ajournée. Celle-ci eut lieu à Londres le 28 août 1917. — P. 102.

47. Allusion à la *Conférence de Londres des socialistes* des pays de la «Triple Entente », qui eut lieu le 14 février 1915, avec la participation de représentants des groupes social-chauvins et pacifistes des partis socialistes d'Angleterre, de France et de Belgique, et

pour la Russie, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Bien que les bolchéviks n'y aient pas été invités, Litvinov (Maximovitch) s'est présenté à la conférence, sur mandat de Lénine, pour y donner lecture d'une déclaration du Comité central du P.O.S.D.R., établie d'après un projet rédigé par Lénine. La déclaration exigeait le départ des socialistes des gouvernements bourgeois, une rupture complète avec les impérialistes, le refus de collaborer avec eux, une lutte résolue contre son propre gouvernement impérialiste et la condamnation du vote des crédits de guerre. Pendant la lecture de la déclaration, Litvinov fut interrompu et on lui retira la parole ; ayant remis au présidium le texte de la déclaration, il quitta la conférence.

Voir les articles de Lénine « La Conférence de Londres » et « A propos de la Conférence de Londres » (Œuvres, tome 21). — P. 102.

48. Il s'agit des articles de K. Kilbom « La social-démocratie suédoise et la guerre mondiale» et d'A. Hansen « Quelques aspects du mouvement ouvrier contemporain en Norvège », publiés dans le *Recueil du Social-Démocrate* n° 2 (décembre 1916). — P. 104.

49. «*The Socialist Review*», revue mensuelle, organe du Parti travailliste indépendant d'Angleterre ; parut à Londres de 1908 à 1934. — P. 115.

50. Voir K. Marx, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*. Préface de K. Marx à la deuxième édition. Editions Sociales, Paris 1948, p. 172. — P. 118.

51. «*Communiste*», revue éditée en 1915 à Genève par la rédaction du journal *Le Social-Démocrate*. Un seul numéro (double) parut, contenant trois articles de Lénine : « La faillite de la IIe Internationale », « La voix honnête d'un socialiste français », « L'impérialisme et le socialisme en Italie » (voir Œuvres, tome 21).

Lénine lutta au sein de la rédaction de la revue contre le groupe antiparti Boukharine-Piatakov, dont il démasqua les conceptions antibolchéviques et les tentatives d'utiliser la revue à des fins fractionnelles. Etant donné la position antiparti de ce groupe, Lénine proposa de rompre les relations avec lui et de faire cesser l'édition en commun de la revue. A partir d'octobre 1916, la rédaction du journal *Le Social-Démocrate* fit paraître son *Recueil du Social-Démocrate*. — P. 119.

52. « *Izvestia du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie* », journal menchévik édité en Suisse de février 1915 à mars 1917. Il en parut 10 numéros. — P. 122.

53. *Fraction Tchkhéidzé* : groupe menchévik à la IVe Douma d'Etat. — P. 130.

54. «*Naché Diélo*» [Notre Cause], revue mensuelle menchévique, principal organe des liquidateurs, des social-chauvins de Russie ; pa-

rut en 1915 à Pétrograd à la place de la revue *Nacha Zaria* [Notre Aurore], interdite en octobre 1914.

«*Golos Trouda*» [la Voix du Travail], revue menchévique légale ; parut à Samara en 1916. — P. 130.

55. Le «*Comité pour le rétablissement des relations internationales*» fut constitué en janvier 1916, à Paris, par des représentants français de la conférence socialiste internationale de Zimmerwald (septembre 1915). Le comité faisait de la propagande contre la guerre impérialiste ; il édita une série de brochures et de tracts démasquant les buts de conquête des impérialistes et la trahison des intérêts de la classe ouvrière par les social-chauvins. Sous l'influence de la Grande Révolution socialiste d'Octobre en Russie et du renforcement du mouvement ouvrier français, le comité devint le centre des éléments internationalistes révolutionnaires. Il adhéra en 1920 au Parti communiste français qui venait de se constituer. — P. 134.

56. Il s'agit de l'assassinat du premier ministre autrichien Stürgkh par Friedrich Adler, un des leaders des social-démocrates autrichiens. — P. 134.

57. Il s'agit du Bureau socialiste international, organe exécutif de la IIe Internationale, créé par décision du congrès de Paris en 1900. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, le B.S.I. eut une position social-chauvine, groupa autour de lui les éléments opportunistes des partis socialistes et tenta, par l'« amnistie mutuelle » des socialistes des différents pays, de reconstituer la IIe Internationale. — P. 147.

58. «*La Voix du Peuple*» [Volksstimme], journal qui parut à Chemnitz de janvier 1890 à février 1933 ; pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il fut l'organe des social-chauvins. — P. 147.

59. Les thèses « *Les tâches des zimmerwaldiens de gauche dans le parti social-démocrate suisse* » furent rédigées en russe et en allemand, traduites en français par I. Armand et diffusées parmi les social-démocrates de gauche suisses pour discussion. — P. 150.

60. Ce mot d'ordre a été donné dans une lettre de K. Liebknecht du 2 octobre 1914, adressée à la Direction du parti social-démocrate allemand. Lénine cite le texte de cette lettre dans le « Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes ». (Voir le présent tome, pp. 226-238.) — P. 150.

61. *Egli* et *de Lohs* : officiers suisses accusés d'espionnage pendant la guerre impérialiste mondiale. Le procès du colonel Egli (qui servait dans l'état-major suisse) eut lieu en 1916 et confirma sa participation à l'espionnage. Mais, sous la pression de la bourgeoisie militariste et de la clique militaire, le tribunal suisse se contenta de remettre l'accusé à la disposition des autorités militaires aux fins de sanctions disciplinaires. — P. 151.

62. *Résolution d'Olten*, décision sur la question de la guerre, prise par le congrès extraordinaire du parti social-démocrate suisse qui eut lieu à Olten (Suisse) les 10-11 février 1906. — P. 158.

63. *Grütli-Verein* (Société de Grütli), organisation réformiste bourgeoise, fondée en Suisse en 1838. En 1901, la Société de Grütli entra dans le parti social-démocrate suisse tout en gardant son autonomie en matière d'organisation ; pendant la guerre de 1914-1918, elle eut une position social-chauvine.

En novembre 1916, le congrès de Zürich du parti social-démocrate suisse se démarqua de la Société de Grütli, dont il dénonça l'activité social-chauvine comme incompatible avec sa présence au sein du parti social-démocrate. — P. 159.

64. Ces thèses ont été rédigées par Lénine pour les social-démocrates de gauche suisses pendant la préparation du congrès extraordinaire du parti social-démocrate suisse ; la convocation du congrès était prévue pour le mois de février 1917, et il devait décider de l'attitude des socialistes face à la guerre. Sur le congrès, voir dans les Œuvres de Lénine : « Lettre ouverte à Charles Naine, membre de la Commission socialiste internationale à Berne », « Histoire d'une courte période dans l'existence d'un parti socialiste » (présent tome, pp. 242-251 312-315). — P. 163.

65. «*Schweizerische Metallarbeiterzeitung*» [Journal des ouvriers métallurgistes suisses], hebdomadaire fondé à Berne en 1902 ; pendant la guerre de 1914-1918, il adopta une position social-chauvine. — P. 170.

66. *Le parti fabien* (Société fabienne), organisation réformiste, extrêmement opportuniste, fondée en Angleterre par un groupe d'intellectuels bourgeois (1884). L'association devait son nom à celui du général romain Fabius Cunctator (le Temporiseur), réputé pour sa tactique prudente qui lui faisait éviter les combats décisifs. La Société fabienne était, selon la définition de Lénine, « l'expression la plus achevée de l'opportunisme et de la politique ouvrière libérale ». Les fabiens détournaient le prolétariat de la lutte de classe et soutenaient qu'on pouvait passer du capitalisme au socialisme pacifiquement, à l'aide de réformes. Pendant la guerre de 1914-1918, les fabiens eurent une position social-chauvine. Pour la caractéristique des fabiens, voir dans les Œuvres de Lénine : « Préface à la traduction russe du livre : *Lettres de J. Becker, J. Dietzgen, F. Engels, K. Marx, etc., à F. A. Sorge et à d'autres personnes* (Œuvres, tome 12), « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe» (Œuvres, tome 15), « Le pacifisme anglais et l'aversion anglaise pour la théorie » (Œuvres, tome 21), etc. — P. 179.

67. Le *Parti travailliste* (Labour Party) a été fondé en 1900 en tant qu'association des trade-unions, organisations et groupes socialistes, en vue de créer une représentation ouvrière au Parlement. Cette association, qui s'appelait *Comité de la représentation ouvrière*, prit en 1906 le nom de Parti travailliste (Labour Party). Etant par son idéologie et sa tactique une organisation opportuniste,

le Labour Party se constitue d'abord comme parti ouvrier quant à sa composition, auquel adhérèrent par la suite un grand nombre d'éléments petits-bourgeois ; il pratique, depuis sa formation, une politique de coopération de classe avec la bourgeoisie. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, les leaders du Parti travailliste adoptèrent une position social-chauvine. Ils formèrent maints gouvernements (en 1924, 1929, 1945 et 1950) et, détenant le pouvoir, ils pratiquèrent une politique extérieure et intérieure hostile au peuple. En politique extérieure, les gouvernements travaillistes acceptèrent les dures conditions du plan Marshall, signèrent le pacte de Bruxelles et entraînèrent le pays dans l'O.T.A.N. La politique pratiquée par la direction du Parti travailliste accroît le mécontentement des simples travaillistes qui exigent un changement de la politique du parti. Au cours des dernières conférences annuelles du Parti travailliste les divergences d'opinions se sont nettement affirmées entre les organisations de base et la direction sur le problème de la nationalisation, le pacte de l'Atlantique-Nord, la politique anglaise dans le Proche et l'Extrême-Orient, etc. Sous la pression des membres du rang du Parti travailliste, des contradictions sont apparues au sein de la Direction, qui ont abouti à la constitution d'un groupe de gauches hostiles à la politique officielle du Labour Party. — P. 179.

68. *Socialistes-révolutionnaires* (en abrégé s.-r.). Parti des démocrates petits-bourgeois, fondé en 1902. Les socialistes-révolutionnaires revendiquaient la suppression des domaines fonciers et lancèrent le mot d'ordre de la « jouissance égalitaire de la terre». Dans la lutte contre l'autocratie, ils pratiquaient la terreur individuelle. Après la défaite de la révolution de 1905-1907, la majorité des s.-r. s'alignait sur les positions du libéralisme bourgeois. Lors de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les leaders des s.-r. entrèrent au Gouvernement provisoire, menèrent une politique de répression du mouvement paysan en soutenant sans réserve la bourgeoisie et les propriétaires fonciers dans leur lutte contre la classe ouvrière qui préparait la révolution socialiste. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les s.-r. participèrent à la lutte contre-révolutionnaire déclenchée par la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers. — P. 180.

69. *Nota-Bene* : pseudonyme de Boukharine. — P. 181.

70. Fin 1916-début 1917, Lénine étudia la documentation sur l'Etat. Il rédigea à cette époque le plan d'un article sur l'attitude du marxisme envers l'Etat. Il se proposait de faire publier cet article dans le quatrième numéro du *Recueil du Social-Démocrate*. L'édition du numéro n'eut pas lieu faute de moyens matériels ; l'article ne fut pas écrit. — P. 183.

71. «*Naché Slovo*» [Notre Parole], quotidien menchéviko-trotskiste; édité à Paris, de janvier 1915 à septembre 1916, en remplacement du journal *Golos*. — P. 184.

72. *Liquidateurs*, partisans d'un courant opportuniste dont la diffusion se fit parmi les social-démocrates menchéviks après la défaite de la révolution de 1905-1907. Ils préconisaient la liquidation du parti révolutionnaire illégal. Appelant les ouvriers à renoncer à la lutte révolutionnaire contre le tsarisme, les liquidateurs se proposaient de substituer au parti militant de la classe ouvrière une organisation opportuniste légale, confinée uniquement dans le cadre d'une activité autorisée par le gouvernement tsariste. Lénine et les autres bolchéviks dénoncèrent les liquidateurs, traîtres à la cause de la révolution. Le courant liquidateur ne connut point de succès au sein des masses ouvrières. La Conférence de Prague du P.O.S.D.R. (janvier 1912) prononça l'exclusion des liquidateurs du Parti. — P. 184.

73. Les « *groupes d'initiative* » furent créés par les menchéviks-liquidateurs à partir de la fin de 1910 et étaient considérés par ces derniers comme les cellules d'un nouveau et large parti légal, adapté au régime de Stolypine. Les liquidateurs réussirent à créer des « groupes d'initiative » à Pétersbourg, Moscou, Ekatérinoslav et Konstantinovka (Donbass). C'étaient de petits groupes d'intellectuels, sans liens avec les masses ouvrières. Pendant la guerre impérialiste mondiale, les groupes d'initiative adoptèrent une position social-chauvine. — P. 189.

74. *Orthodoxe* : la menchévique L. Axelrod. — P. 189.

75. «*Diélo*» [la Cause], revue bimensuelle menchévique, social-chauvine ; éditée à Moscou de 1916 à 1917. — P. 190.

76. «*Feuille de discussion*», supplément au *Social-Démocrate*, Organe central du P.O. S. D. R. ; édité à Paris du 6 (19) mars 1910 au 29 avril (12 mai) 1911, par décision de la réunion plénière de janvier (1910) du Comité central du P.O.S.D.R. Il en parut trois numéros. — P. 190.

77. «*Golos*» [la Voix], journal menchévik de tendance social-chauvine ; édité à Samara en 1916. Il en parut quatre numéros. Ce journal était la continuation des journaux menchéviks *Nach Golos* [Notre Voix] et *Golos Trouda* [la Voix du Travail], qui parurent également à Samara. — P. 191.

78. Le *Manifeste du 19 février 1861* proclama l'abolition du servage en Russie. — P. 205.

79. «*La Bataille*», organe des anarcho-syndicalistes français; commença à paraître à Paris en novembre 1915 ; pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, eut une position chauvine.— P. 208.

80. Cet article a été écrit en réponse à une lettre ouverte du trotskiste français Boris Souvarine, publiée en 1916 sous le titre *A nos amis qui sont en Suisse*. La réponse de Lénine à Souvarine a été bloquée par la censure et publiée un an plus tard dans le journal des socialistes-centristes français *La Vérité* avec d'importantes coupures et des sous-titres de la rédaction. Le texte intégral de la lettre a été conservé sous la forme d'épreuves d'imprimerie de *La Vérité*. — P. 215.

81. «*Appeal to Reason*», journal des socialistes américains ; fondé dans l'État du Kansas en 1895 ; pendant la guerre mondiale impérialiste de 1914-1918, prit une position internationaliste. — P. 221.

82. En janvier 1912, la conférence de Prague du P.O.S.D.R. chassa du parti les menchéviks liquidateurs, ce qui mit fin pour toujours à l'union formelle des bolchéviks et des menchéviks au sein d'un seul parti. — P. 224.

83. «*De Tribune*», journal fondé par l'aile gauche du parti ouvrier social-démocrate hollandais à Amsterdam en 1907 ; à partir de 1909, organe du Parti social-démocrate, et à partir de 1918, celui du Parti communiste de Hollande ; parut de 1930 à 1940 sous le titre de *Volksdagblad* [le Journal du Peuple]. — P. 225.

84. «*Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes*» fut écrit au début de janvier 1917. Le manuscrit porte sous le titre cette note de Lénine : («envoyer à la C.S.I et publier »).

Le 7 janvier 1917, le président de la Commission socialiste internationale R. Grimm qui avait une position kautskiste, fit adopter, malgré la gauche suisse, par le Comité directeur du Parti social-démocrate suisse, une décision ajournant la convocation du congrès extraordinaire à une date indéterminée. La conférence de la social-démocratie allemande, tenue le même jour à Berlin, adopta le manifeste pacifiste de Kautsky. Ces événements signifiaient que les zimmerwaldiens de droite passaient ouvertement du côté des social-chauvins. Devant cette situation, Lénine apporta au projet une série de corrections, mais il décida ensuite de différer sa publication et y inscrivit cette note: « rédigé avant le 7. I. 1917 et, de ce fait, en partie périmé ». Plus tard, sur la base de ce projet, Lénine rédigea l'appel « Aux ouvriers qui soutiennent la lutte contre la guerre et contre les socialistes ralliés à leurs gouvernements » (voir le présent tome, pp. 252-258). — P. 226.

85. Lettre écrite par Lénine et envoyée de Zürich à Genève à V. Karpinski. Elle devait être discutée dans les sections à l'étranger du P.O.S.D.R. — P. 239.

86. « *Grütlianer* », organe de la Société réformiste bourgeoise de Grütli, fondé à Zürich en 1851. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, adopta une position social-chauvine. Lénine l'appelait « le journal des valets conséquents et déclarés de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier ». — P.240.

87. Le «*Rapport sur la révolution de 1905*» fut prononcé par Lénine en allemand, le 9 (22) janvier 1917, à la Maison du peuple de Zürich devant une réunion de la jeunesse ouvrière suisse. — P. 259.

88. Ces thèses ont été écrites par Lénine à propos des articles du social-chauvin suisse H. Greulich, publiés dans le journal *Volksrecht* [le Droit du Peuple] sous le titre général « Zur Landesverteidigung » (« A propos de la défense de la patrie »). — P. 278.

89. «*Le Populaire*», journal fondé par les socialistes centristes français, édité à partir de 1916 à Limoges et depuis juillet 1917 à Paris. En 1921, le journal devint l'organe du Parti socialiste français. A l'heure actuelle, il est aux mains des socialistes de droite.—P.288.

90. Il s'agit de la lettre de Goutchkov en date du 15 (28) août 1916 adressée au général Alexéïev, chef de l'état-major général du commandement suprême, et des extraits d'un discours de Helfferich, ministre de l'Intérieur de l'Allemagne, prononcé au Reichstag en réponse à une interpellation de l'opposition sur les nombreuses arrestations de social-démocrates ; ces textes avaient été publiés dans le nº 57 du journal *Le Social-Démocrate*.
La lettre de Goutchkov exprimait la crainte éprouvée par la bourgeoisie russe devant la révolution montante et son mécontentement du gouvernement, incapable de conjurer le danger. Le discours de Helfferich revenait à dire qu'il valait mieux prévenir le déclenchement de la révolution en arrêtant ses chefs que de la laisser éclater. — P. 290.

91. Il s'agit de l'appel *A tous les partis et groupes adhérents* adopté par une conférence élargie de la Commission socialiste internationale en février 1916. Ce message critiquait sévèrement les social-chauvins et la position social-chauvine du Bureau socialiste international. Les tentatives des leaders du B.S.I. de rétablir la IIe Internationale par l'« amnistie mutuelle » des socialistes y étaient qualifiées de « complot contre le socialisme ». L'appel exigeait des socialistes le refus de voter les crédits de guerre, les conviait à organiser des grèves, des manifestations, la fraternisation dans les tranchées et à employer toutes autres formes de lutte révolutionnaire contre la guerre impérialiste. L'appel de la C.S.I. fut publié dans le nº 3 du *Internationale Sozialistische Kommission zu Bern. Bulletin* [Commission socialiste internationale de Berne. Bulletin] du 29 février 1916 et dans le nº 52 du journal *Le Social-Démocrate*, du 25 mars 1916. — P. 292.

92. Le 22 novembre 1906, Stolypine, Président du Conseil des Ministres, publia une loi agraire sur la transformation de la communauté paysanne en exploitations individuelles. Cette loi, avantageuse aux koulaks et désastreuse pour les paysans pauvres, avait pour objet de faire des paysans riches une base solide du pouvoir tsariste dans les campagnes. Elle occupait une place centrale dans une série d'actes législatifs appliqués par le gouvernement tsariste de 1906 à 1916. — P. 293.

93. Lénine se proposait de faire éditer la brochure «*Statistique et sociologie*» légalement, sous le pseudonyme de P. Pirioutchev.
La documentation et le plan de cette œuvre inachevée ont été publiés dans le Recueil Lénine XXX, 1937, pp. 280-300.— P. 298.

94. «*Die Glocke*» [la Cloche], revue éditée entre 1915 et 1925 à Munich, puis à Berlin, par un membre du parti social-démocrate allemand, le social-chauvin Parvus (Helfand), agent de l'impérialisme allemand. — P. 307.

95. La «*Proposition d'amendements à la résolution sur la question de la guerre*» fut présentée par les social-démocrates de gauche suisses, lors de la discussion sur la guerre, au congrès cantonal de l'organisation social-démocrate de Zürich tenu à Töss les 11-12 février 1917.

Deux projets de résolution avaient été soumis : 1) un projet de tendance social-chauvine rédigé par les droitiers, et 2) un projet centriste, approuvé par la majorité des dirigeants du parti social-démocrate suisse, et adopté par 93 voix contre 65. Pour faire échec à la résolution des social-chauvins, les gauches votèrent celle de la majorité, mais ils déposèrent une proposition d'amendements modifiant cette résolution dans l'esprit de la gauche de Zimmerwald. La proposition des gauches recueillit 32 voix.

Sur la lutte au sein du parti social-démocrate suisse, voir l'article de Lénine « Histoire d'une courte période dans l'existence d'un parti socialiste » (présent tome, pp. 312-315). — P. 311.

96. Allusion au referendum touchant la convocation d'un congrès extraordinaire du parti social-démocrate suisse pour discuter de l'attitude envers la guerre. Le referendum fut annoncé par les social-démocrates de gauche suisses à la suite de la décision du Comité directeur du parti de reporter la convocation du congrès à une date indéterminée. — P. 312.

97. «*Neue Freie Zeitung*» [le Nouveau Journal Libre], journal de l'organisation social-démocrate suisse du canton de Soleure ; édité à Olten de 1905 à 1920. Pendant la guerre mondiale impérialiste de 1914-1918, il prit une position centriste.

«*Basler Vorwärts*» [l'En Avant ! de Bâle], journal de l'organisation social-démocrate suisse du canton de Bâle ; fondé en 1898. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, il eut également une position centriste. — P. 312.

98. L' «*Ebauche des thèses du 4 (17) mars 1917*» fut rédigée par Lénine à Zürich après les premières nouvelles sur la révolution démocratique bourgeoise de février, et envoyée à Stockholm, en tant que directive, aux bolchéviks partant pour la Russie. — P. 316.

99. Il s'agit du Gouvernement provisoire bourgeois formé le 2 (15) mars 1917 en vertu d'un accord, conclu à l'insu des bolchéviks, entre le Comité provisoire de la Douma d'Etat et les leaders socialistes-révolutionnaires et menchéviks du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats. Ce gouvernement comprenait le prince Lvov, le chef des cadets Milioukov, le chef des octobristes Goutchkov et d'autres porte-parole de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Le socialiste-révolutionnaire Kérenski y fut introduit en tant que représentant de la « démocratie ».

Octobristes: parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers, formé peu après la publication par le tsar du Manifeste du 17 octobre 1905 (de là le nom d'« octobristes ») dans lequel le tsar, effrayé par la révolution, promettait d'instituer les « libertés civiques » et de donner une constitution à la Russie.

Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste.

Cadets: parti constitutionnel-démocrate, le principal parti de la bourgeoisie impérialiste en Russie, formé en octobre 1905. Sous le couvert d'un faux démocratisme et sous l'enseigne de parti de « la liberté populaire », les cadets s'efforçaient d'attirer la paysannerie. Ils voulaient maintenir le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, les cadets organisèrent des complots et des soulèvements contre la République des Soviets. — P. 316.

100. Titre donné par l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 321.

101. Titre donné par l'Institut du marxisme-léninisme. — P. 322.

102. *Les partisans de la «rénovation pacifique»*, parti fondé en 1906 par la bourgeoisie et les gros propriétaires fonciers. — P. 331.

103. *Socialistes «populistes»*, parti petit-bourgeois, formé en 1906 par des socialistes-révolutionnaires qui avaient quitté l'aile droite de leur parti ; posait des revendications démocratiques modérées ne dépassant pas le cadre de la monarchie constitutionnelle. Les socialistes-populistes repoussaient la thèse du programme des socialistes-révolutionnaires exigeant la socialisation de la terre et admettaient l'expropriation des grands propriétaires fonciers moyennant une indemnité du rachat. Lénine les a qualifiés d'« opportunistes petits-bourgeois », de « social-cadets », de « menchéviks socialistes-révolutionnaires ». Leurs leaders étaient A. Péchékhonov, V. Miakotine, N. Annenski, etc.

Après la révolution démocratique bourgeoise de février, le parti des socialistes-populistes soutint activement le Gouvernement provisoire bourgeois et passa dans le camp de la contre-révolution. — P. 340.

104. *Troudoviks* ou « Groupe du Travail », groupe de démocrates petits-bourgeois, formé en avril 1906 par des députés paysans de la Ire Douma d'Etat. Cette fraction exista dans les quatre Doumas. Pendant la guerre de 1914-1918, les troudoviks eurent une position chauvine. Après la révolution démocratique bourgeoise de février, les troudoviks, qui étaient les porte-parole des koulaks, passèrent avec les socialistes-populistes dans le camp de la contre-révolution. — P. 341.

105. *«Nacha Zaria»* [Notre Aurore], revue mensuelle légale des menchéviks-liquidateurs ; parut entre 1910 et 1914 à Pétersbourg. Autour de *Nacha Zaria* se forma en Russie un centre des liquidateurs. A partir de janvier 1915, après la fermeture de *Nacha Zaria*, commença à paraître la revue *Naché Diélo* [Notre Cause]. — P. 342.

106. Il s'agit de l'accord sur la formation du Gouvernement provisoire bourgeois, conclu à l'insu des bolchéviks le 1er (14) mars 1917 entre le Comité provisoire de la Douma d'Etat et les leaders socialistes-révolutionnaires et menchéviks du Comité exécutif du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats. Les socia-

listes-révolutionnaires et les menchéviks cédèrent volontairement le pouvoir à la bourgeoisie en accordant le droit au Comité provisoire de la Douma d'Etat de former à son gré le Gouvernement provisoire. — P. 343.

107. «*Neue Züricher Zeitung*» [le Nouveau Journal de Zürich], journal bourgeois suisse, fondé à Zürich en 1780 ; parut jusqu'en 1821 sous le titre de *Züricher Zeitung*. Paraît à l'heure actuelle. — P. 343.

108. «*National-Zeitung*» [le Journal national], journal bourgeois allemand, fondé à Berlin en 1848. — P. 343.

109. Il s'agit de la *Commission de contact* dont firent partie Tchkhéidzé, Stéklov, Soukhanov, Filippovski et Skobélev (et aussi, plus tard, Tchernov et Tsérétéli). Elle fut constituée le 8 (21) mars 1917 par le Comité exécutif menchévik et socialiste-révolutionnaire du Soviet de Pétrograd des députés ouvriers et soldats en vue d'établir un contact avec le Gouvernement provisoire, d'« influer » sur ce dernier et de « contrôler » son activité. En fait, elle aida le Gouvernement provisoire à appliquer la politique de la bourgeoisie et s'efforça de détourner les masses ouvrières d'une lutte révolutionnaire active pour le passage de tout le pouvoir aux Soviets. La *Commission de contact* exista jusqu'en mai 1917, date à laquelle les représentants des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires entrèrent au Gouvernement provisoire. — P. 344.

110. «*Gazette de Francfort*» [Frankfurter Zeitung], journal bourgeois allemand ; édité à Francfort-sur-le-Main de 1856 à 1943. — P. 348.

111. «*Gazette de Voss*» [Vossische Zeitung], journal bourgeois allemand ; fondé à Berlin en 1704. — P. 348.

112. Voir à ce sujet l'ouvrage de Lénine *L'Etat et la révolution* (voir Œuvres, tome 25, pp. 413-531). — P. 354.

113. «*Liétopis*» [les Annales], revue mensuelle littéraire, scientifique et politique, fondée par M. Gorki à Pétrograd ; parut de décembre 1915 à août 1917. — P. 363.

114. Une commission d'aide aux prisonniers fut constituée en 1915 à Berne par les bolchéviks. Elle effectua un important travail de liaison et d'organisation parmi les prisonniers russes internés dans les camps allemands : une large correspondance fut mise en train ainsi que la diffusion des publications bolchéviques illégales.

Le présent appel aux prisonniers fut rédigé par Lénine peu après la réception des premières nouvelles sur la révolution en Russie, et édité en tract par la rédaction du *Social-Démocrate*. A la fin du tract figure en post-scriptum : « Camarades ! Gardez le contact avec la commission d'aide aux prisonniers. Adresse : Schweiz, Bern, Falkenweg 9. Les camarades s'efforceront comme par le passé de vous envoyer des livres, etc. » — P. 372.

115. «*Pravda*» [la Vérité], quotidien bolchévik légal fondé à Pétersbourg sur l'initiative des ouvriers de Pétersbourg en avril 1912.

La *Pravda* était un journal de masse édité grâce aux fonds collectés par les ouvriers eux-mêmes. Un large réseau de correspon-

dants et de rédacteurs ouvriers se forma autour du journal. En un an, il publia plus de 11 000 correspondances. La *Pravda* tirait en moyenne à 40 000 exemplaires et, certains mois, son tirage quotidien atteignait 60 000 exemplaires.

Lénine, qui se trouvait à l'étranger, dirigeait la *Pravda*, envoyait des articles presque tous les jours, donnait des directives à la rédaction, rassemblait autour du journal les meilleurs publicistes du Parti.

J. Sverdlov, J. Staline, V. Molotov, M. Kalinine prenaient une part active au travail du journal. Parmi les collaborateurs permanents figuraient notamment M. Olminski, N. Polétaïev, K. Samoïlova, N. Batourine, A. Elizarova, K. Eréméïev. Les députés bolchéviks à la IVe Douma d'Etat : A. Badaïev, G. Pétrovski, M. Mouranov, F. Samoïlov et N. Chagov, collaboraient activement à la *Pravda*.

La *Pravda* fut constamment en butte aux persécutions policières. Au cours de sa première année d'existence, elle fut saisie 41 fois, et 36 procès furent intentés à ses rédacteurs, qui firent au total 47 mois et demi de prison. En deux ans et trois mois, elle fut interdite à huit reprises par le gouvernement tsariste, mais reparut chaque fois sous un nouveau nom : *Rabotchaïa Pravda* [la Vérité ouvrière], *Sévernaïa Pravda* [la Vérité du Nord], *Pravda Trouda* [la Vérité du Travail], *Za Pravdou* [Pour la Vérité], *Prolétarskaïa Pravda* [la Vérité prolétarienne], *Pout Pravdy* [la Voie de la Vérité], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Troudovaïa Pravda* [la Vérité-Travail]. Le 8 (21) juillet 1914, à la veille de la première guerre mondiale, le journal fut interdit.

L'édition de la *Pravda* ne reprit qu'après la révolution de Février. A partir du 5 (18) mars 1917, elle commença à paraître en qualité d'Organe central du P. O. S.D.R. Le 5 (18) avril, à son retour de l'étranger, Lénine entra au comité de rédaction et prit la direction du journal. Le 5 (18) juillet 1917, le siège de la *Pravda* fut saccagé par des élèves-officiers et des cosaques. De juillet à octobre 1917, la *Pravda*, en butte aux poursuites du Gouvernement provisoire, changea plusieurs fois de nom et parut sous le titre de *Listok Pravdy* [la Feuille de la Vérité], *Prolétari* [le Prolétaire], *Rabotchi* [l'Ouvrier], *Rabotchi Pout* [la Voie ouvrière]. A partir du 27 octobre (9 novembre), le journal reprit son ancien titre. — P. 376.

116. Le rapport « *Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe* » fut fait par Lénine en allemand le 14 (27) mars 1917 à la Maison du peuple de Zürich à une réunion d'ouvriers suisses. — P. 383.

117. Voir K. Marx, *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte*, Editions Sociales, Paris 1948, p. 257, et *La Guerre civile en France (1871)*, Editions Sociales, Paris 1953, p. 38. — P. 387.

118. «*Corriere della Sera*» [Courrier du soir], quotidien bourgeois italien, fondé à Milan en 1876 ; paraît encore à l'heure actuelle. — P. 390.

119. A partir de janvier 1914, Tchernomazov, soupçonné d'être un provocateur, fut relevé de son poste à la rédaction de la *Pravda* et, depuis lors, il ne prit aucune part à son édition. — P. 392.

120. «*Le Petit Parisien*», quotidien des milieux les plus réactionnaires de la bourgeoisie française ; fondé à Paris en 1876. — P. 392.

121. Mandaté à cet effet par le Comité pour l'organisation du retour des émigrés russes dans leur patrie, R. Grimm commença à négocier leur voyage en Russie. Vu son attitude équivoque, et comme il faisait traîner les pourparlers en longueur, les bolchéviks renoncèrent à ses services et donnèrent pleins pouvoirs pour la poursuite des négociations à F. Platten, secrétaire du parti social-démocrate suisse. — P. 394.

122. «*Freie Jugend*» [Jeunesse Libre], organe de l'organisation social-démocrate suisse de la jeunesse ; édité à Zürich de 1906 à 1918. Pendant la guerre impérialiste mondiale de 1914-1918, adhéra à la gauche de Zimmerwald. — P. 397.

123. Allusion à la *Proposition d'amendements à la résolution sur la question de la guerre*, rédigée par Lénine et présentée au nom des social-démocrates suisses de gauche au congrès cantonal de Töss, tenu les 11 et 12 février 1917 (voir le présent tome, p. 311). — P. 397.

124. Lénine appelle *labouristes* les travaillistes, membres du Labour Party. — P. 402.

125. «*Arbeiterpolitik*» [la Politique ouvrière], revue légale hebdomadaire éditée de 1916 à 1919 à Brême par le groupe des social-démocrates allemands de gauche. — P. 402.

LE VIE ET L'ŒUVRE DE V. LENINE

CHRONOLOGIE

(Août 1916-mars 1917)

1916

Fin août-début septembre	Lénine revient du bourg Flums à Zürich.
Août-septembre	Lénine rédige les articles « A propos de la tendance naissante de l'« économisme impérialiste » et « Réponse à P. Kievski (I. Piatakov) ».
Août-octobre	Lénine écrit l'article « Une caricature du marxisme et à propos de l'« économisme impérialiste ».
17 (30) septembre	Lénine prend part à une conférence de la Commission socialiste internationale à Berne.
Septembre	Lénine rédige l'article « Le programme militaire de la révolution prolétarienne ». L'article fut publié en 1917 dans les nos 9 et 10 du journal *Jugend-Internationale*.
Première moitié d'octobre	Lénine écrit un message de salutations au nom du C.C. du P.O.S.D.R. adresse au Congrès du parti socialiste italien. Le message fut rendu public au congrès, le 2 (15) octobre, à Zürich.
Octobre	Lénine écrit les articles « A propos du mot d'ordre de « désarmement », « L'impérialisme et la scission du socialisme », publiés en décembre 1916 dans le *Recueil du Social-Démocrate* n° 2.
21 et 22 octobre (3 et 4 novembre)	Lénine assiste aux conférences des social-démocrates de gauche, délégués au congrès du parti social-démocrate suisse. Il participe à l'élaboration d'un projet de résolution du congrès sur la question de l'attitude envers la conférence de Kienthal.
22 octobre (4 novembre)	Lénine assiste au congrès de la social-démocratie suisse à Zürich ; il salue le congrès au nom du C.C. du P.O.S.D.R.

24 octobre (6 novembre)

Les articles de Lénine « A propos de la paix séparée » et « Une bonne dizaine de ministres « socialistes » sont publiés dans le n°56 du journal *Le Social-Démocrate*.

Octobre

Le n°1 du *Recueil du Social-Démocrate* paraît avec les articles de Lénine « Bilan d'une discussion sur la libre disposition », « A propos de la brochure de Junius » et les thèses *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes*.

Fin octobre-début novembre

Lénine rédige les thèses sur *Les tâches des zimmerwaldiens de gauche dans le Parti social-démocrate suisse* ; il donne des indications sur la traduction des thèses en langues étrangères et leur diffusion. La traduction française des thèses parut en brochure, en 1918.

7 (20) novembre

Lénine fait une causerie aux zimmerwaldiens de gauche sur *Les tâches des zimmerwaldiens de gauche dans le Parti social-démocrate suisse*.

17 (30) novembre

Lénine fait une deuxième causerie aux zimmerwaldiens de gauche sur *Les tâches des zimmerwaldiens de gauche dans le Parti social-démocrate suisse* et sur l'attitude du Parti social-démocrate suisse envers la guerre.

Novembre 1916-février 1917

Dans ses lettres à Inessa Armand, Lénine défend et développe les thèses marxistes fondamentales sur l'attitude envers la guerre et sur la défense de la patrie.

Lénine critique sévèrement la position opportuniste de l'« économisme impérialiste » de Piatakov-Boukharine, dénonce les intrigues politiques impudentes de Radek, la conduite équivoque et sans principes de Trotski et de Zinoviev, met à nu et critique les erreurs et l'inconséquence des social-démocrates de gauche.

Début décembre

Lénine prépare les *Thèses sur l'attitude du Parti social-démocrate suisse à l'égard de la guerre*.

19 décembre (1er janvier 1917)

Lénine écrit l'article « Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste ».

Deuxième moitié de décembre

Lénine rédige une *Lettre ouverte à Boris Souvarine*, publiée avec des coupures le 27 janvier 1918 dans le n°48 du journal *La Vérité*.

Avant le 25 décembre (7 janvier 1917)

Lénine écrit *Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes*.

26 décembre (8 janvier 1917)

Dans une lettre à V. Karpinski, Lénine dénonce la position social-chauvine de R. Grimm et indi-

que les mesures de lutte contre la majorité des leaders opportunistes du Parti social-démocrate suisse, passés aux côtés des social-chauvins.

26-27 décembre (8-9 janvier 1917) — Lénine rédige une *Lettre ouverte à Charles Naine, membre de la Commission socialiste internationale à Berne.*

Fin décembre — Lénine écrit un message *Aux ouvriers qui soutiennent la lutte contre la guerre et contre les socialistes ralliés à leurs gouvernements.*

Décembre — Le n°2 du *Recueil du Social-Démocrate* paraît avec les articles de Lénine « A propos du mot d'ordre de « désarmement », « L'impérialisme et la scission du socialisme », « L'Internationale de la Jeunesse », « Vains efforts pour blanchir l'opportunisme » et « La fraction Tchkhéidzé et son rôle ».

Lénine écrit les articles « Thèses de principe sur la guerre » et « Comment se pose la question de la défense de la patrie ».

1917

1-2 janvier (14-15) — Lénine dirige une conférence des social-démocrates suisses de gauche où l'on discute la question d'une intervention contre Grimm.

6 (19) janvier — Lénine envoie aux sections des bolchéviks à l'étranger la résolution des social-démocrates suisses de gauche qui avaient annoncé un referendum sur la question de la convocation d'un congrès extraordinaire du parti, ajourné à une date indéterminée par la Direction du Parti social-démocrate suisse.

9 (22) janvier — Lénine fait un rapport sur la révolution de 1905 à une réunion de la jeunesse à Zürich.

Entre le 13 et le 17 (26 et 30) janvier — Lénine écrit l'article « Douze thèses brèves sur la défense de la patrie par H. Greulich ». L'article est publié dans les nos 26 et 27 du journal *Volksrecht.*

18 (31) janvier — L'article de Lénine « Un tournant dans la politique mondiale » est publié dans le n° 58 du journal *Le Social-Démocrate.*

Janvier — Lénine écrit la brochure *Statistique et sociologie,* les thèses sur *Les indices du « centre » en tant que courant dans la social-démocratie internationale* et l'article « Marais imaginaire ou marais réel ? »

24 janvier (6 février) — Lénine assiste à la réunion générale de l'organisation social-démocrate de Zürich à laquelle on procède à l'élection du comité.

Entre le 27 et le 29 janvier (9 et 11 février) — Au nom des social-démocrates de gauche, Lénine écrit la *Proposition d'amendements à la résolution sur la question de la guerre* en vue des congrès cantonaux du Parti social-démocrate suisse.

Janvier-février — Lénine étudie à la bibliothèque de Zürich la conception marxiste de l'Etat ; il prend des notes dans les ouvrages de Marx et d'Engels, écrit ses remarques et conclusions. Lénine donne à cette documentation le titre de *Marxisme et l'Etat.*

4 (17) février — Dans une lettre adressée à A. Kollontaï, à Stockholm, Lénine demande des renseignements sur la possibilité d'établir des liaisons avec les social-démocrates suédois de gauche et de collaborer à leur journal.

20 février (5 mars) — Dans une lettre adressée à A. Kollontaï, à Stockholm, Lénine donne des indications concrètes sur les moyens de grouper les gauches et ébauche un projet de thèses pour le congrès des jeunes (l'Union de la Jeunesse social-démocrate de Suède).

Fin février — Lénine écrit l'article « Histoire d'une courte période dans l'existence d'un parti socialiste ».

Février-mars — Lénine prend part à la rédaction de la *Feuille* n° 1 du groupe suisse de la gauche de Zimmerwald, organise la traduction de cette *Feuille* en langues étrangères et sa diffusion.

2 (15) mars — Lénine reçoit les premières nouvelles sur la révolution de Février et prend des mesures pour rentrer au plus vite en Russie.

3 et 4 (16 et 17) mars — Dans ses lettres adressées à A. Kollontaï, à Stockholm, Lénine analyse la révolution de Février en Russie et trace la tactique des bolchéviks.

4 (17) mars — Lénine écrit l'*Ebauche des thèses du 4 (17) mars 1917* et l'envoie à Stockholm à l'intention des bolchéviks partant en Russie.

5 (18) mars — Lénine prend la parole à la Chaux-de-Fonds (Suisse) où il fait une conférence sur la Commune de Paris et sur les perspectives de la révolution russe.

6 (19) mars — Lénine envoie à Stockholm un télégramme adressé aux bolchéviks partant pour la Russie dans lequel il donne des directives sur la tactique du parti dans la révolution.

7 (20) mars — Lénine écrit *Lettres de loin. Lettre 1. La première étape de la première révolution.* Cette lettre est publiée dans les nos 14 et 15 de la *Pravda.*

8-9 (21-22) mars	Lénine écrit *Lettres de loin. Lettre 2. Le nouveau gouvernement et le prolétariat.*
10 (23) mars	Lénine envoie aux sections bolchéviques à l'étranger des copies de la première et de la deuxième *Lettres de loin.*
10-11 (23-24) mars	Lénine écrit *Lettres de loin. Lettre 3. De la milice prolétarienne.*
12 (25) mars	Lénine écrit *Lettres de loin. Lettre 4. Comment obtenir la paix?* et l'article « La révolution en Russie et les tâches des ouvriers de tous les pays ».
Mi-mars	Lénine rédige l'appel «Aux camarades qui languissent en captivité», publié dans un tract sous la signature « La rédaction du *Social-Démocrate* ».
14 (27) mars	Lénine prend la parole à Zürich où il fait une conférence sur *Les tâches du P.O.S.D.R. dans la révolution russe*, publiée dans les nos 77 et 78 du journal *Volksrecht.*
17 (30) mars	Lénine écrit l'article « Les manœuvres des chauvins républicains », publié dans le n° 81 du journal *Volksrecht* et sous une forme abrégée dans le n° 99 du journal *Avanti !*
18 (31) mars	La résolution écrite par Lénine relative à l'organisation du retour des émigrés en Russie est adoptée par le Collège à l'étranger du C.C. du P.O.S.D.R.
22 mars (4 avril)	Lénine participe à Zürich à une réunion consacrée à l'organisation du départ des émigrés en Russie. Lénine se rend à Berne pour signer le procès-verbal sur le passage de Suisse en Russie.
26 mars (8 avril)	Lénine écrit *Lettres de loin. Lettre 5. Les tâches de l'organisation prolétarienne révolutionnaire de l'Etat.* Lénine écrit la *Lettre d'adieu aux ouvriers suisses.* La lettre est approuvée à Berne à une réunion des membres du P.O.S.D.R. partant en Russie.
27 mars (9 avril)	Lénine et Kroupskaïa quittent la Suisse pour rentrer en Russie.
Entre le 27 et le 30 mars (9 et 12 avril)	Dans le train, Lénine rédige les thèses sur les tâches du prolétariat dans la révolution (*Thèses d'avril*).
31 mars (13 avril)	Avant de rentrer en Russie, Lénine s'arrête pour un jour à Stockholm, participe à une conférence des social-démocrates internationalistes de Suède, organise le Bureau du C.C. du P.O.S.D.R. à l'étranger..

TABLE DES MATIERES

Préface 7

1916

A PROPOS DE LA TENDANCE NAISSANTE DE L'« ÉCONOMISME IMPÉRIALISTE » 9
RÉPONSE À P. KIEVSKI (I. PIATAKOV) 20
À PROPOS D'UNE CARICATURE DU MARXISME ET DE L'« ÉCONOMISME IMPÉRIALISTE » 27
1. L'attitude marxiste au sujet des guerres et de la « défense de la patrie » 29
2. « Notre conception de la nouvelle époque » . . . 36
3. Qu'est-ce que l'analyse économique ? 41
4. L'exemple de la Norvège 50
5. Du « monisme et du dualisme » 58
6. Les autres questions politiques abordées et dénaturées par P. Kievski 69
7. Conclusion. Les procédés d'Alexinski 82
LE PROGRAMME MILITAIRE DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE 84
I . . . . . —
II 88
III 91
FOURVOYÉS EN PLEIN MIDI 97
SALUT AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE ITALIEN 99
A PROPOS DU MOT D'ORDRE DE « DÉSARMEMENT » 104
I 105
II 106
III 109
IV 111
L'IMPÉRIALISME ET LA SCISSION DU SOCIALISME 116
DISCOURS PRONONCÉ AU CONGRÈS DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE LE 4 NOVEMBRE 1916 133

A PROPOS DE LA PAIX SEPARÉE 137
UNE BONNE DIZAINE DE MINISTRES « SOCIALISTES » 147
LES TÂCHES DES ZIMMERWALDIENS DE GAUCHE DANS LE PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE 150
I. Attitude envers la guerre et le gouvernement bourgeois en général 151
II. Cherté de la vie et situation économique intolérable des masses 152
III. Réformes démocratiques particulièrement urgentes et utilisation de la lutte politique et du parlementarisme 155
IV. Objectifs immédiats de la propagande, de l'agitation et de l'organisation du Parti 156
V. Tâches internationales des social-démocrates suisses 160
THÈSES SUR L'ATTITUDE DU PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE SUISSE À L'ÉGARD DE LA GUERRE 163
THÈSES DE PRINCIPE SUR LA GUERRE 166
COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA DÉFENSE DE LA PATRIE 177
L'INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE (NOTE) 179
VAINS EFFORTS POUR BLANCHIR L'OPPORTUNISME 184
LA FRACTION TCHKHÉIDZÉ ET SON RÔLE 188

1917

PACIFISME BOURGEOIS ET PACIFISME SOCIALISTE 193
Article (ou chapitre) I. Un tournant dans la politique mondiale 195
Article (ou chapitre) II. Le pacifisme de Kautsky et de Turati 199
Article (ou chapitre) III. Le pacifisme des socialistes et des syndicalistes français 206
Article (ou chapitre) IV. Zimmerwald à la croisée des chemins 210
LETTRE OUVERTE À BORIS SOUVARINE 215
PROJET DE THÈSES D'UN APPEL À LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE ET À TOUS LES PARTIS SOCIALISTES . . 226
A V. KARPINSKI 239
LETTRE OUVERTE À CHARLES NAINE, MEMBRE DE LA COMMISSION SOCIALISTE INTERNATIONALE À BERNE 242
AUX OUVRIERS QUI SOUTIENNENT LA LUTTE CONTRE LA GUERRE ET CONTRE LES SOCIALISTES RALLIÉS À LEURS GOUVERNEMENTS 252
RAPPORT SUR LA REVOLUTION DE 1905 259

DOUZE THÈSES BRÈVES SUR LA DÉFENSE DE LA PATRIE PAR H. GREULICH 278
LA DÉFENSE DE LA NEUTRALITÉ 285
UN TOURNANT DANS LA POLITIQUE MONDIALE 288
STATISTIQUE ET SOCIOLOGIE 298
Préface . . . . . —
Le cadre historique des mouvements nationaux . . —
Chapitre 1. Un peu de statistique 300
I . . . . . —
II 304
MARAIS IMAGINAIRE OU MARAIS RÉEL ? 306
PROPOSITION D'AMENDEMENTS À LA RÉSOLUTION SUR LA QUESTION DE LA GUERRE 311
HISTOIRE D'UNE COURTE PÉRIODE DANS L'EXISTENCE D'UN PARTI SOCIALISTE 312
EBAUCHE DES THÈSES DU 4 (17) MARS 1917 316
TÉLÉGRAMME AUX BOLCHÉVIKS PARTANT POUR LA RUSSIE . 321
DÉCLARATION AU JOURNAL « VOLKSRECHT » 322
LETTRES DE LOIN 323
Lettres de loin. Lettre 1. La première étape de la première révolution 325
Lettres de loin. Lettre 2. Le nouveau gouvernement et le prolétariat 337
Lettres de loin. Lettre 3. De la milice prolétarienne . 348
Lettres de loin. Lettre 4. Comment obtenir la paix ? 362
Lettres de loin. Lettre 5. Les tâches de l'organisation prolétarienne révolutionnaire de l'Etat 369
AUX CAMARADES QUI LANGUISSENT EN CAPTIVITÉ 372
LA RÉVOLUTION EN RUSSIE ET LES TÂCHES DES OUVRIERS DE TOUS LES PAYS 378
LES TÂCHES DU P.O.S.D.R. DANS LA RÉVOLUTION RUSSE. COMPTE RENDU PAR L'AUTEUR 383
LES MANŒUVRES DES CHAUVINS RÉPUBLICAINS 390
DÉCISION DU COLLÈGE À L'ÉTRANGER DU COMITÉ CENTRAL DU P.O.S.D.R. 394
LETTRE D'ADIEU AUX OUVRIERS SUISSES 396
NOTES 405
LA VIE ET L'ŒUVRE DE V. LÉNINE (CHRONOLOGIE) 431

ILLUSTRATIONS

PORTRAIT DE LÉNINE (1917) 8-9

PREMIÈRE PAGE DU MANUSCRIT DE V. LÉNINE «LETTRES DE LOIN. LETTRE 2. LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ET LE PROLÉTARIAT». 22 (9) MARS 1917 336-337

PREMIÈRE PAGE DE L'APPEL «AUX CAMARADES QUI LANGUISSENT EN CAPTIVITÉ». 1917 373

CE VOLUME A ETE TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITE DE ROGER GARAUDY, PAR JACQUES KITOVER, PAUL KOLODKINE, HENRI PERDRIZET, ALEXANDRE ROUDNIKOV MIKHAIL KATSOVITCH

Achevé d'imprimer en novembre 1959

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT